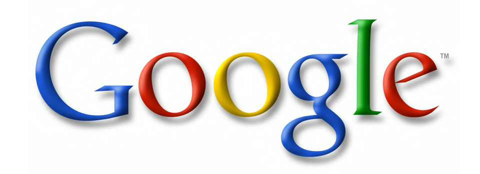








Lebensbilder

aus dem

Befreiungskriege.

Zweite Abtheilung.

Zweite Auflage.

Jena,
Friedrich Frommann.

Lebensbilder

aus dem

Befreiungskriege.

I.

Ernst Friedrich Herbert Graf von Münster.

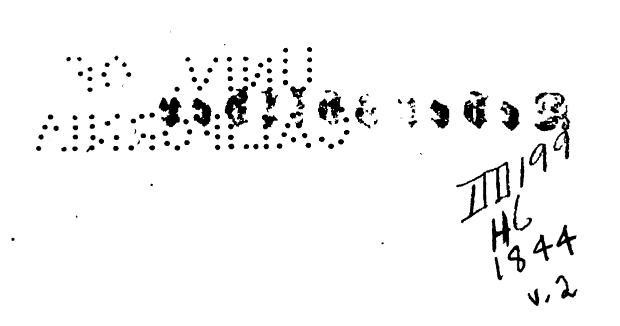
Zweite Abtheilung.

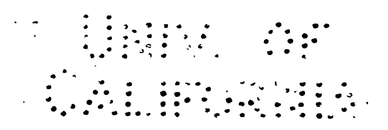
(Urkundenbuch.)

Zweite Auflage.

Jena,
Friedrich Frommann.

1844.





Inhaltsverzeichniß.

Seite

1.

Der Chef des österreichischen Generalquartiermeisterstabes an den Staatsminister des Äußern, Grafen von Metternich, damals in Paris, im Gefolge der neuvermählten Kaiserin, Erzherzogin Marie Louise. — Wien am 30. März 1810, über Österreichs strategisch-politische Lage in jenem Augenblicke.

Votre Excellence en daignant souhaiter un concert parfait entre elle et le Quartier-mestre-général, n'a exprimé que mes propres souhaits.

L'objet de tous mes travaux est de préparer les moyens des buts que V. E. choisit et dispose.

Pour donner à ces moyens une direction assurée, j'ai besoin d'être éclairé par Vous, les moyens devant toujours répondre aux buts.

Il me sera donc le devoir le plus satisfaisant de Vous mettre continuellement dans la connaissance la plus complète des plans normals que je prends pour ma direction dans les dispositions militaires, et je Vous serai infiniment obligé si Vous voulez m'honorer des renseignements que Vous seul êtes à même de me donner, par la connaissance exacte des buts.

Les moyens de Vos buts, dès qu'ils ont été fixés en concert avec Vous, deviennent, dans le ressort de mon activité, des buts. Je les avance, en préparant les moyens qui leur servent ultérieurement.

Entre ces moyens sousordonnés, le plus important est l'argent. Un département séparé, celui des finances, a la tâche de le fournir.

Comme le département militaire doit obéir aux lois que Vos buts lui donnent, le département des finances devrait donc également accepter pour loi les buts du département militaire.

Comme Vous travaillez en l'air, si Vous ne pouvez pas Vous reposer sur une force militaire suffisante pour garantir à Vos demandes l'efficacité et l'obéissance; moi, je fais pareillement des plans en l'air, quand le département des finances refuse au département militaire les moyens pécuniaires nécessaires.

Il Vous est connu, aussi bien qu'à moi, combien de fois ce cas a existé, et combien de fois le département militaire a dû s'exposer à la censure publique, uniquement parce que les moyens pécuniaires nécessaires lui furent refusés.

Quand j'accomplis tous mes devoirs pour mettre la force militaire sur le pied qui répond à Vos buts, je manque l'exécution de mes plans, et je reste dans l'embarras, quand le département des finances traverse mes plans, en refusant aux buts que je dispose comme moyens de Vos buts, les moyens pécuniaires, et me force à les abandonner.

C'est une raison de plus qui recommande, pour le salut public, l'accord le plus parfait entre V. E. et moi.

Quand je Vous aurai exactement informé des vues qui me dirigent dans l'organisation de l'armée, dans sa position, et dans son soutien par des moyens artificiels de défense; quand Vous serez d'accord avec moi sur ces vues; quand je Vous aurai mis dans la connaissance la plus exacte des moyens pécuniaires que l'exécution de mes plans militaires exigera, je serai à l'abri de tout reproche, quand après je ne pourrai exécuter des plans bien réfléchis, à cause du manque de moyens pécuniaires; Vous saurez à qui l'attribuer que Vous serez empêché d'exécuter Vos buts avec assurance. Et alors je pourrai espérer avec confiance que Vous Vous joindrez fermement à moi, pour procurer aux buts nécessaires les moyens nécessaires, et que Vous Vous opposerez, conjointement avec moi, à l'intention manifestée ces jours-ci par le département des finances, de vouloir fixer une somme arbitraire et choisie uniquement pour sa commodité, laquelle somme doit suffire aux besoins militaires; intention

qui exige que cette somme fasse la base du système militaire, au lieu des buts pour laquelle la force militaire existe.

V. E. pardonnera que je me suis arrêté aussi longuement à ce sujet. Il fait la base de nos communications.

Je le quitte pour me tourner à l'exposition des vues qu'aujourd'hui le changement total de notre système politique fournit, et que je suivrai dans mes plans militaires, en conformité des ouvertures que Vous avez bien voulu me faire.

Avant de m'en occuper, Vous me permettrez de jeter quelques regards fugitifs sur la situation que nous venons de quitter.

Sur la situation militaire, dans laquelle la Paix de Vienne a mis la Monarchie.

La grande artère de la monarchie, et la base de son système militaire, et peut-être même celle de son système politique, c'est le Danube.

Nos forces militaires doivent toujours être assemblées et préparées, le long de ce fleuve. Tant que nous n'avons pas enfermé toute cette rivière militairement, nous donnons toujours quelque part jour à l'ennemi.

La mobilité, l'activité et la sûreté de nos forces combattantes, dépendent du nombre et de la force des établissements de défense que nous avons au Haut-Danube. Et si nous négligeons, comme dans les précédentes guerres, la défense du Haut-Danube, et que nous voulons établir notre défense au-dessous de Vienne, vers Komorn, la Haute-Autriche et la résidence doivent être abandonnées en chaque guerre, parce que l'ennemi entre à Vienne, avant que nous pouvons assembler nos troupes au-dessous de Vienne.

La cession des provinces Illyriennes augmente les dangers de la monarchie.

L'ennemi peut, dans chaque guerre, pénétrer, de ces provinces, jusqu'à Bude, plus rapidement, que de la vallée du Danube, vers Vienne.

Nos troupes, très-dispersées par une dislocation qui a été choisie contre mon opinion, ne peuvent pas empêcher la surprise de Bude, qui est pour la Hongrie, ce que Vienne est pour la monarchie.

En cas donc que ces provinces auraient dû rester dans le pouvoir des Français, et que nous aurions dû rester avec la France dans l'état de guerre éternelle, nous serions forcés de construire, le long de la Save, de nouveaux établissements de défense très-coûteux.

Nos frontières, avec la Russie et la Pologne, n'ont ni défense naturelle, ni défense artificielle.

Les plaines de la Gallicie peuvent partout être inondées de troupes ennemies.

Nous devons opposer à chaque corps ennemi qui les envahit, un corps plus fort, comme unique moyen de défense.

La Pologne, aujourd'hui encore province française, nous menace, dans chaque guerre contre la France, la troisième invasion.

La Prusse — dont l'anéantissement dans toute autre circonstance aurait dû être regardé comme un service essentiel à nous rendu, et contre laquelle notre ancien système militaire était principalement dirigé — la Prusse, dans les rapports qui venaient d'exister, aurait, dans chaque guerre que nous aurions à faire contre la France, joint, ou volontairement, ou contrainte par la force, ses troupes aux armées françaises, et elle se serait chargée de la quatrième invasion, tombant de la Silésie en Bohème.

La Saxe et la Franconie étant occupées par les Français, une cinquième invasion, par Eger en Bohème, surprendrait Prague, avant que nous pourrions lui opposer une force suffisante pour sa défense.

La Bavière entreprendrait la sixième invasion, par Saltsbourg, en Carinthie et Styrie (A.).

Tellement, dès le commencement de chaque guerre contre la France, Vienne, Clagenfurt, Gratz, Bude, Troppau et Prague se trouveraient dans la possession de l'ennemi, avant que nos forces pourraient être concentrées (B.).

Pour nous assurer contre tous ces dangers, nous sommes forcés de composer notre système de défense, d'une part, d'une armée facilement mobile, continuellement prête au combat, et composée d'un

moins quatre cent mille hommes; et, de l'autre part, pour donner à cette armée la supériorité sur des forces opposées plus nombreuses, d'un renforcement artificiel et très-coûteux de nos frontières.

Deux cents millions ne suffiraient pas pour exécuter ce système de défense, et deux ou trois ans seraient requis pour lui donner, non pas l'achèvement, mais seulement la première base de confiance.

Tant que nous n'aurions pas conduit à ce point notre système de défense, la monarchie aurait été exposée à chaque évènement, notre armée aurait dû être notre unique défense dans l'intérieur de nos frontières non militaires, et nous ne devons nous nier qu'il aurait été fait de notre existence, si la Russie avait persisté dans son système actuel insensé, de se vouer comme moyen à chaque but français, et si la France et la Russie, étroitement unies ensemble, et unies avec les petites puissances dépendantes de la France, avaient conjointement, de tous les côtés à la fois, avec toutes leurs forces, avec énergie et rapidité attaqué notre Empire.

D'autant plus de reconnaissance nous devons à V. E., d'autant plus il Vous fait gloire de nous avoir délivrés de ces grands et manifestes dangers, par la réconciliation avec la France, et de nous avoir mis à même de pouvoir nouvellement fonder et assurer notre existence.

Vues militaires,
conformes au changement total de notre système politique.

Je dois distinguer et considérer *quatre cas différents:*

1. Napoléon a le but sincère de fonder une *alliance étroite* et indestructible avec l'Autriche.

2. Il n'a pas ce but, il ne fait qu'une *alliance simulée* avec nous; il n'a que ses propres plans intéressés en vue, il les poursuivra, sans avoir égard aux intérêts de l'Autriche.

3. Il va plus loin, son alliance avec nous est *perfide;* il poursuit son système de subjugation universelle; l'Autriche en sera l'objet, comme tous les autres Etats de l'Europe.

4. Napoléon meurt, *avant qu'aucun de ses plans est consolidé.*

Au premier cas, il sera le devoir de l'Autriche d'être entièrement l'alliée de la France. Elle pourra, elle devra l'être; elle devra travailler réciproquement avec sincérité et fidélité aux buts communs.

Aucun but de la France, et aucun but de l'Autriche ne devra être conçu, qui ne soit pas un but commun à l'une et à l'autre.

Dans ce cas heureux, notre système militaire aura une base très-solide.

Nos buts, ceux de fonder notre indépendance, notre sécurité extérieure, et notre commerce extérieur, par une puissance territoriale suffisante, et par des frontières militaires et commercielles sagement choisies, deviendront alors aussi des buts de France.

Nous aurons de longues frontières, qui ne seront menacées d'aucun danger. Nous pourrons tourner nos forces militaires, de l'occident vers nos voisins au nord, à l'orient, et au midi. Nous devons fortifier artificiellement ces frontières, et nous pourrons, sans aucun risque, négliger nos frontières occidentales, autant que l'inconstance de tous les rapports humains, qui ne doit jamais être oubliée, le permettra.

Au second cas, où la France n'aura pas l'intention de conclure avec nous une alliance sincère et fondée sur l'égalité réciproque, nous gagnerons toujours par la dissimulation de la France, pendant qu'elle durera, un temps précieux, qui pourra utilement être employé au rétablissement de toutes nos forces défensives. La France nous entraînera, pendant sa dissimulation, dans ses plans, comme partie coopérante. Notre coopération exigera des forces militaires. La France nous invitera à les amasser et augmenter. Nous ne serons donc pas empêchés de les consolider. Et si elles sont une fois mises sur un pied respectable, nous gagnerons la possibilité de les ménager pour le terme où la dissimulation de la France pourra finir. Cependant, tant que nous devons craindre que la France use envers nous de fausseté, nous ne pourrons pas négliger nos frontières occidentales, autant que nous pourrions le faire sans danger, si nous étions sûrs d'un entendement parfait avec la France. Mais la précaution que nous emploierons à fortifier nos frontières occidentales, rencontrera la grande difficulté que cette fortification, pendant que la

France voudra que nous croyons à ses confidences et à son amitié, trahira notre méfiance, et provoquera la méfiance réciproque. Les moyens de prévenir cette méfiance ne sont pas de mon ressort; ils sont de la compétence de Votre Excellence.

Je me permets toutefois d'observer que toute difficulté que la France nous causera, dans nos efforts de nous assurer militairement contre tout danger, justifiera notre méfiance. Aussi nous affaiblirons le reproche quand, conformément à l'exigence du cas supposé, nous dirigeons nos efforts principaux sur les frontières éloignées de la France, et ne faisons de la fortification des frontières que nous avons vers la France qu'une occupation secondaire. La possibilité des évènements qui pourront détruire l'alliance la plus étroite, ne pourra jamais être niée, et un vrai allié ne pourra jamais censurer que nous voudrons être préparés pour un cas semblable, quoique très-éloigné. Toutefois, dans cet état des choses, le département militaire devra employer la précaution de faire avec éclat tout ce qui sera nécessaire pour donner à nos frontières, éloignées de la France, une force militaire également propre à la défensive et à l'offensive; d'éviter toute attention publique, dans les ouvrages qui viseront à fortifier notre frontière du côté de la France, et de restreindre d'abord ces ouvrages à des constructions purement défensives.

Je supposai, dans ce second cas d'une alliance dissimulée, que la France voudra toujours primer; qu'elle voudra mettre l'Autriche, non seulement par ostentation, mais aussi en réalité, dans une seconde ligne; qu'elle voudra avoir l'Autriche à lui sousordonnée, subalterne: mais qu'elle ne voudra pas attaquer son existence.

Dans le troisième cas, je vais plus loin: je suppose que la France, pendant son alliance apparente avec l'Autriche, conservera et avancera le dessein d'anéantir l'Autriche, de la disséquer en plusieurs Etats, et de ranger les petits Etats formés de ses débris, entre les Etats qui aujourd'hui déjà sont entièrement soumis à la France. L'appréhension de ce cas, le plus funeste de tous, nous oblige à fixer nos regards sur la France, et à observer avec la plus grande attention toutes ses entreprises. Tant que ses entreprises ne manifesteront pas clairement des buts ouvertement nuisibles à l'Autriche,

nous observerons la conduite que la supposition du second cas nous avait prescrite; nous tournerons nos plus grands efforts vers les côtés éloignés de la France; sans jamais nous exposer au danger d'être surpris par la France, au milieu de l'état en apparence amical, et d'être anéantis.

Le quatrième cas peut coïncider avec chacun des trois cas précédents. Il peut changer une alliance très-assurée avec la France, en alliance lâche et mal assurée; il peut la détruire entièrement; il peut prolonger une amitié dissimulée de la France; il peut aussi mettre fin à la dissimulation, en élevant l'alliance feinte à une alliance mutuellement sincère, ou en amenant la rupture. Il peut encore changer le système propre de la France; il peut le purger des buts de domination et subjugation universelles; il peut enfin affaiblir la puissance intérieure et extérieure de la France, de plusieurs manières. Ce quatrième cas contient donc, pour l'Autriche, un nombre égal de chances avantageuses et désavantageuses.

Quand je me propose le problème: lequel des trois premiers cas que j'ai distingués, doit être pris pour le plus vraisemblable, les suivantes considérations se présentent à mes réflexions.

Napoléon ne peut pas se nier qu'il a des ennemis sans nombre, et qu'il n'a d'autres amis que les instruments de ses succès, ceux dont tout le sort dépend du sien.

Il ne peut pas se nier qu'entre ses ennemis il y a des hommes téméraires et résolus.

Il doit être convaincu de la possibilité qu'entre ses partisans mêmes il pourra se trouver qui l'envient, qui le détestent, et qui pourraient lever contre lui l'étendard de la révolte.

Il doit réfléchir qu'au cas où une rebellion éclaterait contre lui, il ne pourrait pas disposer de toute sa puissance actuelle, mais seulement d'une partie d'elle.

Dans ce cas, rien ne pourrait lui être plus désirable, que d'avoir une puissance étrangère en réserve à laquelle il pourrait se fier, au point de pouvoir l'appeler à son secours.

Où la puissance à laquelle Napoléon pourrait, dans un tel cas, se confier avec abandon se trouve-t-elle en Europe, si ce n'est pas l'autrichienne? Il n'a de choix qu'entre l'Autriche, et la Russie.

Nous lui sommes les plus proches. Nous serons en moindre temps en France, que les Russes aux bords du Boug.

Nous pouvons arrêter les troupes que la Russie voudrait envoyer en France. Les nôtres ne peuvent nulle part être arrêtées dans leur marche.

Il n'y a pas de comparaison, entre une armée Autrichienne, et Russe. Nous avons combattu, pendant toute la dernière guerre, avec de *forces* inférieures, et nous avons pourtant imprimé à *Napoléon* le respect qui le fait désirer notre alliance; et si notre dos n'avait pas été menacé par les Russes, nous lui aurions donné des leçons beaucoup plus douloureuses.

La Russie n'a jamais eu, et n'aura jamais la confiance entière de Napoléon. Il y a trop de conflits entre leurs buts réciproques.

De notre côté, il possèdera aujourd'hui le gage de confiance le plus précieux.

Il doit être assuré que le père ne voudra pas immoler son enfant.

Il peut être très-persuadé que nous ne le tromperons pas, dès qu'il nous donne la conviction qu'il est sincère avec nous, et qu'il ne voudra par nous placer au-dessous de lui-même.

Pour se consolider lui-même, il doit garantir sa dynastie. Ses frères, et toute la race qui en pourra descendre, si nous exceptons la branche de Westphalie, ne jouiront jamais que d'égards forcés, resteront toujours la satire des Rois. Mais s'il a maintenant de postérité, elle sera composée de descendants de notre dynastie Impériale, la plus ancienne, la plus distinguée, la plus noble de l'univers. De nos souverains il peut attendre qu'ils protègeront leurs petit-fils.

De notre côté, nous nous attirons, par l'alliance avec *Napoléon*, l'envie et la haine de toutes les autres Cours de l'Europe. Nous partagerons, pour ainsi dire, la haine qui le persécute en Europe. Et cette haine dont nous nous chargeons, lui donne un nouveau gage de notre fidélité.

Napoléon doit encore sentir, que son système politique, son Empire, son trône, ne sont consolidés, tant qu'il n'a pas solidement basé la paix avec l'Angleterre.

La guerre contre l'Angleterre l'épuise à la longue, plus que toutes ses conquêtes ne peuvent réparer. La France, et tous les pays

conquis par la France, appauvrissent peu à peu par le blocus des Mers.

La grande force armée, dont il a besoin pour conquérir, pour tenir en bride l'Europe, et pour se soutenir au trône, ne peut pas être entretenue par lui, si les mers restent fermées. La France ne peut pas l'entretenir; les pays conquis, qui sont trop épuisés, ne le peuvent non plus.

La paix avec l'Angleterre, qui lui est aussi nécessaire, il ne peut l'obtenir que par nous. Nous lui sommes donc utiles, nécessaires même, sous tous les rapports.

S'il peut se prêter à ces convictions, il doit nous mettre en état de pouvoir venir à son secours, en chaque cas arrivant, avec rapidité et efficacité.

Pour ce but, il doit nous donner des provinces cultivées, qui augmentent notre puissance disponible et prête à agir.

Les petites puissances, situées entre la France et l'Autriche, ne pèsent rien dans la balance de ses intérêts majeurs. Elles n'étaient, jusqu'ici, que des moyens de ses buts; elles ne peuvent, à l'avenir, qu'être des moyens du système commun à l'Autriche et à la France. Napoléon doit sacrifier, de ces petites puissances, tout ce qui est requis pour nous donner la force avec laquelle nous devons opérer, pour lui et avec lui.

Ces considérations justifient l'espérance qu'il nous sera aujourd'hui plus facile que jamais, de contracter avec la France une alliance ferme, sincère, et qui donne de grands résultats.

Mais à côté de cette espérance, la possibilité reste fermement placée que Napoléon, d'une manière ou d'autre, puisse mourir, avant que son alliance avec nous eût porté des fruits réels.

Ce cas doit donc toujours rester présent à nos yeux.

Le dernier résultat de toutes ces réflexions est:

que nous devons mettre, avec une activité infatigable, à profit le moment présent, et l'employer à compléter, à renforcer et augmenter notre force militaire.

Nous n'avions à côté de nous qu'une seule puissance qui nous était dangereuse, la France. Dès qu'elle sort de l'état de guerre avec

nous, toutes les petites puissances qui lui sont soumises, en Italie et en Allemagne, doivent se tenir tranquilles.

Tant que la paix entre la France et la Russie continue, la Prusse ne peut faire aucun mouvement; et de la Porte nous n'avons pas à craindre une attaque.

L'alliance avec la France suffit donc déjà par elle-même pour nous mettre dans un état négatif de sécurité.

Mais pour donner à cette alliance la première base de confiance, nos rives maritimes doivent nous être rendues, sans lesquelles il n'y a jamais sûreté au dos de notre force militaire. Entre ces restitutions il faut mettre la Dalmatie, parce que les forces placées dans cette province menacent nos rives, et les exposent au danger d'être tournées. Mais l'alliance actuelle avec la France ne nous donne aucune garantie de la paix.

Le but déjà prononcé par Napoléon de vouloir rétablir la Pologne, est un but qui nous touche de près, un but qui a la guerre entre la France et la Russie pour conséquence immédiate.

Napoléon ne peut pas nous permettre de garder la neutralité dans cette guerre. S'il avait des succès, qui nécessairement le conduiraient plus profondément en Russie, il devait craindre que nous lui tomberions au dos, avec toute notre puissance. S'il avait des revers, ou si les avantages se balançaient de part et d'autre, son flanc droit serait abandonné à notre discrétion. S'il doit se garantir contre ces dangers, il lui faut partager ses forces, et laisser en arrière contre nous un corps d'observation très-fort.

Il est donc forcé à exiger notre participation à cette guerre, et quoiqu'il serait en vues économiques très-désirable pour nous de pouvoir rester neutres dans cette guerre, l'impossibilité politique de conserver cette neutralité saute toutefois clairement aux yeux. Même considérée militairement, cette neutralité n'est pas désirable pour nous.

Elle diminuerait le respect dû à notre puissance. Il ne convient qu'aux petites puissances de rester spectateurs inactifs des entreprises importantes, et de se défendre l'immiscence, qui ne leur est jamais permise, décisive.

Ainsi, aucune issue d'une guerre entre la France et la Russie ne

peut être imaginée, qui n'eût pas une influence préjudiciable sur nos propres buts politiques.

La Russie perdrait, par le rétablissement de la Pologne, les fruits des efforts de tout un siècle, une population de six millions d'ames, un sol fertile de 8800 milles carrés géographiques, la force d'attaque contre la Porte, même la plus grande partie de sa force défensive contre cette puissance. Elle y perdrait presque toute son influence sur le intérêts de l'Europe, et la Pologne rétablie deviendrait un ennemi né et naturel de la Russie.

Il est impossible que la Russie se soumette volontairement à des pertes aussi énormes.

Elle doit hasarder, elle hasardera la dernière résistance, pour les éviter.

Quant à nous, le rétablissement de la Pologne nous est utile, même en rapports militaires. L'expérience de la dernière année nous a montré combien la Russie peut nous nuire: sans sa coopération contre nous, une paix glorieuse aurait fini cette guerre. La Russie seule avait amené tous les partages de la Pologne.

La Russie en avait tiré le plus grand profit. L'étendue territoriale de la Pologne était, avant les partages, de 1200 milles carrés.

La Russie, seule, s'en est approprié plus de deux tiers. La Russie s'est chargée solidairement, dans les traités de partage, de la garantie des partages. Et c'est la Russie qui les a enfreints le premier. C'est elle qui, dans la Paix de Tilsit, a mis la première base du rétablissement de la Pologne, et qui non obstant une mesure qui lui était aussi dangereuse, a pu la consolider en s'unissant étroitement à Napoléon. C'est encore la Russie qui, dans la même Paix de Tilsit, a pu détruire les partages de la Pologne, en acceptant une partie de la partage de la Prusse. Elle fait aujourd'hui une nouvelle infraction aux partages, en acceptant une partie de notre part. Elle fait cette nouvelle infraction, sans y être aucunement forcée. Elle a laissé faire, sans la moindre opposition, elle a consenti même que par la cession de notre Gallicie occidentale, et d'une partie de la Gallicie orientale, le second grand pas vers le rétablissement de la Pologne a été consommé. Tout ce qui pourra être fait ultérieure-

ment pour le rétablissement de la Pologne, ne sera qu'une conséquence des premières bases de ce rétablissement, posées par la Russie.

Nous ne pouvons pas permettre que les partages de la Pologne restent pour nous seuls sans effets.

Comme nous avons dû faire d'énormes restitutions de notre part aux partages, la justice et notre intérêt commandent que la Russie fasse des restitutions au moins également grandes de sa part, et que par là elle soit rééloignée de nos frontières, auxquelles nous ne pouvions permettre d'être limitrophes de la Russie, que tant que la garantie solidaire des partages de la Pologne fondait la base, sinon d'une alliance, au moins d'un intérêt commun à l'Autriche, à la Russie, et à la Prusse.

Les Carpathes sont notre frontière naturelle; nous pouvons, sans affaiblir notre frontière militaire, rendre à la Pologne tout ce qui est situé, en Gallicie, aux pieds des Carpathes.

Je souhaiterais qu'en cédant la Gallicie orientale, la ville de Cracovie peut nous être rendue.

Elle est située dans une plaine, mais quand elle est garnie d'une forteresse, à laquelle le terrein est favorable, nous gagnons une base d'opérations vers le bas de la Vistule. On peut tracer, d'un point à la Vistule un peu au-dessus de Cracovie, au Comitat d'Arva, une bonne frontière militaire, qui ne couperait de la Gallicie, et nous réserverait, que le Cercle de Mesternice. Si nous étendons, après, les limites du Comitat de Marmarosch un peu au nord et à l'est, et le faisons tomber, de dix à douze milles plus au nord, dans les limites de la Buccovine, nous gagnons une frontière militaire très-bonne vis-à-vis de la Pologne rétablie.

Nous perdrions donc, par la restitution de la Gallicie orientale, à peu près 1500 milles carrés, et trois millions d'habitants.

Ce qui doit nous être donné en dédommagement de cette cession, n'appartient à ma considération que sous le point de vue d'améliorer notre frontière militaire.

Je ne puis pas concevoir pour nous une bonne frontière militaire sans y comprendre les duchés de Venise et de Mantoue, la rétrocession du Tirol s'entendant de lui-même.

Quand nous récupérons le Venise et le Mantouan, nous ne

gagnons aucun agrandissement; nous ne regagnons que ce qui nous était enlevé par des guerres malheureuses.

Nous possédions, avant ces guerres, les deux Gallicies, le Venise, le Mantouan, le Tirol et l'Illyrie. Le Venise était le dédommagement pour des anciennes, quoique éloignées provinces.

Nous devons donc toujours demander un équivalent pour les deux Gallicies. Par la Gallicie occidentale nous avons perdu 900 milles carrés, et 1,300,000 habitants.

Tout l'équivalent qui nous est dû importe donc 2200 milles carrés, et 4,500,000 habitants.

De la Silésie prussienne il n'y a que la partie supérieure, jusqu'à deux milles au-dessous de Katzbach, qui ait pour nous une valeur militaire.

Mais toute la Silésie est notre ancienne domaine. Sa récupération devra tôt ou tard se faire, sans qu'on puisse nous la mettre en compte de dédommagement.

Mais la Moldavie, la Valachie, la Bessarabie, la Bosnie, la Servie et la Bulgarie, en nous complétant la domination de notre domaine, le Danube, et en nous donnant de l'autre côté le Dniestre pour frontière, achèveraient d'assurer parfaitement notre frontière militaire.

La guerre contre la Russie une fois commencée, doit être dirigée de manière que la Russie soit entièrement exclue de toute intervention dans les affaires de l'Europe. La Porte pourrait être dédommagée par la Crimée, et par les provinces qui portent aujourd'hui le nom de Nouvelle-Russie, et qui sont situées entre le Dniestre et le Dniepre.

Je ne puis pas nier que les provinces turques que je viens de nommer ne pourront, qu'en étendue territoriale, balancer la perte des deux Gallicies; qu'elles ne peuvent la balancer, ni en population ni en revenus; que non obstant la grande fertilité d'une partie de ces provinces, il demandera des sommes énormes de les mettre en culture.

Mais je ne parle que des vues purement militaires, qui seules sont ma vocation.

Tous ces souhaits de l'achèvement et de la garantie de nos fron-

tières militaires, dépendent toutefois en dernière instance de la guerre contre la Russie, de la rupture entre la France et la Russie, et de notre coopération la plus active dans cette guerre.

Mon devoir officiel est de projeter les plans de cette coopération.

Avant de pouvoir en projeter les moyens nécessaires et l'exécution, je dois commencer par donner des buts fixés à ces plans.

J'examinerai donc ce que nous aurons à conquérir; comment nous devrons le conquérir; et de quelle manière nous devrons partager la guerre contre la Russie, entre nous et la France.

Dans cette répartition de la guerre, mon premier point de vue doit être d'éviter le passage des troupes françaises par notre pays, et d'éviter entièrement la réunion des troupes françaises et autrichiennes dans un seul corps actif, composition qui ne produit que trop facilement des mésentendements et la discorde.

Pour atteindre ces buts, il me paraît indispensablement nécessaire de nous charger entièrement de la guerre au midi, et d'abandonner à Napoléon absolument celle au nord. Mais entre les deux attaques, l'une à l'aile gauche de la guerre par les Français, et l'autre à l'aile droite par nous, une troisième doit être faite au centre et sortir de la Pologne.

L'attaque centrale, parce qu'elle conduit directement à la reconquête des provinces arrachées à la Pologne, doit être faite par les troupes polonaises; les troupes des petites puissances allemandes doivent se joindre aux polonaises, ne fût-ce que pour rendre une insurrection en Allemagne, au dos des armées combattantes, vaine et inefficace.

Nous pourrons alors compter:

60,000	Polonais,
20,000	Saxons,
25,000	Bavarois,
12,000	Wurtembergeois,
15,000	Westphaliens,
8,000	petits-contigents.

En tout 140,000 hommes. Cette force, étant composée de troupes aussi différentes, formerait toujours une armée imparfaite

dans son intérieur. Il faudrait donc qu'un corps d'une des puissances directrices joignît ses troupes, et que le chef de ce corps donnât l'unité à une armée composée de tant de troupes différentes.

Un corps de 40 à 60 mille hommes, ou français ou autrichiens, devrait donc joindre cette armée aussi diversement alliée.

La besogne d'amalgamer une troupe aussi composée et de l'employer à la guerre, est très-odieuse, et s'il est possible nous devons l'abandonner aux Français. Ils se sont déjà mis au-dessus de toutes les considérations, vis-à-vis de ces petites puissances; ils les ont déjà habituées à leur obéir aveuglément; il leur sera facile de se conserver dans la possession de cette obéissance, que nous devrions premièrement conquérir, et que nous ne conserverions jamais aussi sûrement que les Français l'ont déjà forcée.

La distribution des opérations de la guerre la plus favorable pour nous serait donc, si la guerre au sud nous était abandonnée entièrement, et si nous pouvions employer à cette guerre toutes nos forces. Nous aurions alors à distinguer deux cas différents.

Il n'est pas à douter que la Russie, dès qu'elle apercevra que le rétablissement de la Pologne devra être exécuté par la force, se hâtera de faire la paix avec la Porte et l'Angleterre, et qu'elle sera contrainte de faire cette paix.

La Russie aurait déjà long-temps dû observer la conduite double des Agents français à Constantinople, les fréquentes promesses d'amitié et d'intégrité faites par la France à la Porte, pendant que celle-ci fait la guerre à Russie; elle aurait dû en prendre les motifs d'éviter, par une paix prompte avec la Porte, une perte de forces plus grande; elle n'aurait, dans les circonstances actuelles, jamais dû entreprendre des agrandissements territoriaux, qui affaiblissent ses forces défensives.

Mais quand la Russie conclut à présent aussi tard cette paix, il s'agira, pour nous et nos opérations militaires, de savoir si la Russie ne fera la paix que pour avoir un ennemi de moins à combattre; ou si elle fera en même temps une alliance avec la Grande-Bretagne et la Porte.

Ce sont les deux cas que nous avons à distinguer. Le dernier cas nous serait le plus favorable. Notre but est de conquérir, non

pas de la Russie, mais de la Porte, l'achèvement de notre territoire jusqu'à la Mer Noire.

Si la Russie fait avec la Porte la paix, sans alliance, nous devons, pour atteindre notre but, déclarer la guerre à la Porte, et nous n'avons aucun prétexte de le faire. La France devrait alors amener ce prétexte. Mais elle ne le fera pas, parce qu'elle perdrait, par notre guerre contre la Porte, notre coopération contre la Russie, et les forces qu'elle emploierait contre la Russie devraient être alors *plus* grandes. Le système de la France a été de tout temps, et il sera toujours de désunir et d'isoler les puissances européennes, pour les culbuter l'une après l'autre. Conformément à ce système, elle continuera ses protestations amicales envers la Porte, jusqu'à ce qu'elle aura culbuté la Russie.

Au cas donc que la Russie et la Porte feraient la paix, sans alliance, la France exigerait de nous d'ajourner nos buts contre la Porte, et d'envahir la Russie méridionale, pour finir la guerre dans une seule campagne; et elle nous promettra de vouloir forcer la Russie à lui céder la Crimée et la Nouvelle-Russie, et ensuite la Porte à échanger les provinces que nous désirons, contre celles qui auront été arrachées à la Russie.

Mais au cas où la Russie fait l'alliance avec la Porte, nous rendons à la France, dans la guerre contre la Russie, un service essentiel quand nous attaquons l'allié de la Russie; et tout ce que la France pourra prétendre dans ce cas de nous, sera de nous charger entièrement de cet ennemi. Et alors nous viendrons au chemin de faire les conquêtes auxquelles nous visons.

L'alliance entre la Russie et l'Angleterre peut nous être indifférente. L'Angleterre ne peut servir la Russie, dans cette guerre continentale, qu'avec de l'argent et des diversions. Alliée de la Russie ou non, l'Angleterre donnera toujours à la Russie de l'argent pour faire la guerre contre la France. Et sans les secours pécuniaires de l'Angleterre, la Russie, ruinée pour avoir fermé ses ports aux Anglais, ne pourra même faire une campagne. Les diversions de l'Angleterre ne peuvent jamais être dirigées contre nous, ne peuvent être dirigées que contre la France; et l'Angleterre, alliée de la Russie,

n'en fera que celles qu'elle aurait également faites, sans être alliée de cette puissance.

Il est difficile à croire qu'une alliance entre la Russie et la Porte pourra être conclue. La Porte est encore aujourd'hui en guerre avec l'amie de la France, la Russie; elle est étroitement liée avec l'ennemi implacable de la France, la Grande-Bretagne, et pourtant ni la France a rompu avec la Porte, ni celle-ci avec la France.

Toute démonstration d'une attaque de la France contre la Porte, qui aurait forcé celle-ci à opposer une partie de ses forces à la démonstration, aurait servi à la Russie comme diversion. La France n'a pas rendu à la Russie un service si peu coûteux. Elle aurait pu réellement déclarer la guerre à la Porte; elle aurait pu, du côté de la Dalmatie, par la Hertzegovine envahir la Bosnie, au moins y menacer une invasion. Elle n'a fait rien de tout cela.

La France, qui ne veut nulle part où ses Agents résident souffrir des Agents britanniques, laisse résider sa Mission à Constantinople, pendant que les Agents Anglais y prédominent.

Et la Porte continue aussi, pendant une guerre contre le seul allié formel de la France, les formes amicales envers la France, et elle évite soigneusement de s'attirer une seconde guerre, quoique moins dangereuse.

Si la Porte observe cette conduite, pendant la guerre contre la Russie, il n'est pas à croire qu'elle changera de conduite, quand elle verra éclater une nouvelle guerre contre la Russie, et qu'elle se verra relevée dans le combat contre la Russie par une autre puissance.

Elle ne trouvera aucun motif de prêter des secours à son ennemie surannée, et de lui conserver des forces qu'elle tournerait dans la suite de nouveau contre la Porte. Elle le croira lui être très-utile que la Russie sera affaiblie; que la Pologne, qui dans toutes les guerres contre la Porte a fourni la subsistance aux troupes russes, sera arrachée a la Russie, et qu'un nouvel ennemi éternel et naturel de la Russie sera régénéré en Pologne.

La Porte restera donc spectatrice tranquille de la guerre contre la Russie.

Il n'est donc pas à espérer que la Porte en s'alliant à la Russie,

se laissera entraîner dans la guerre contre la Russie, comme alliée de la Russie.

Mais au but de la France, de rétablir la Pologne, il est essentiellement utile que la paix entre la Russie et la Porte soit empêchée.

Car alors la Russie ne peut que faiblement, et avec une partie de ses forces, s'opposer au rétablissement de la Pologne. Elle devra alors laisser agir contre les Turcs au moins 60 mille hommes. La force qui lui restera contre la France pour s'opposer au rétablissement de la Pologne, se réduira à une armée de tout au plus 120 mille hommes de troupes réglées, et à une cohue de 150 à 200 mille barbares asiatiques non disciplinée, non exercée, et même dans le sens asiatique mal armée.

La Russie vient d'avoir sacrifié, en Finnie, le noyau de ses troupes. Par la reclusion de ses ports, par les guerres contre la Suède et la Porte, elle est tellement épuisée que la France seule, la France, avec ses esclaves allemands, pourrait forcer la Russie, sans notre coopération, à restituer les provinces jadis polonaises, si les pertes qu'elle a souffertes dans la dernière guerre contre nous, ne lui avaient pas commandé de nous respecter, et lui donné la conviction qu'elle ne peut pas oser une entreprise contre la Russie, sans notre participation, et sans s'être préalablement assuré par notre participation le dos et l'aile droite.

Mais si la France réussit à empêcher la paix entre la Russie et la Porte, notre coopération au rétablissement de la Pologne ne nous avancera d'aucun pas vers nos buts. Nous tombons, de la Gallicie, sur la Russie; nous marchons sur Kiew; nous conquérons la rive droite du Dniepre, non pas pour nous, mais pour la Pologne; pendant que les Français et les Polonais font la conquête des provinces septentrionales, arrachées à la Pologne. Nous n'aurons pas rendu ce service, sans avoir préalablement reçu des promesses de rémunération. La France nous aura promis la seule indemnité qui pourra nous être utile, les provinces turques qui complètent notre frontière; mais quelle garantie aurons-nous de l'accomplissement de ces promesses? Quelle garantie, dans le cas supposé où la Porte reste en guerre contre la Russie? où la Porte, en continuant la guerre contre la Russie, aura essentiellement facilité le rétablissement de la Po-

logne? où elle fera pareillement des demandes de reconnaissance; où elle aura pareillement reçu des promesses de dédommagement?

Je n'ignore pas combien les prétentions de reconnaissance sont faibles entre les Gouvernements, et combien faibles sont celles qui ont été faites par la France; mais chaque rupture, chaque prétention doit pourtant avoir quelque prétexte. Et sous ce rapport, je ne vois, dans le cas supposé de la continuation de la guerre entre la Russie et la Porte, de forme plus convenable pour nous procurer les provinces Ottomanes qui nous sont nécessaires, que la conquête d'une partie suffisante des provinces méridionales russes, jusqu'à la Mer Noire, et l'échange de ces conquêtes contre les provinces dont nous avons besoin.

Dans ce cas, nous devrions donc nous charger de la conquête de la Russie méridionale, diriger notre attaque contre des provinces où nous trouverions pleine subsistance, et une guerre facile.

Par cette attaque nous couperions les troupes russes, combattantes contre les Turcs, de toute ressource; nous les forcerions à éviter d'être enfermées et forcées à capituler; nous les forcerions à évacuer le plus promptement possible la Moldavie et la Valachie, pour atteindre avant nous la Podolie et Kiew. Mais si nous avions à temps et avec rapidité envoyé, par la Hongrie, un corps de 60 mille hommes en Valachie, la retraite dans leur pays serait coupée aux Russes, leur armée en Valachie n'aurait d'autre choix que de se rendre, et cette armée ne pourrait nous faire plus aucun obstacle dans la conquête de la Russie méridionale.

Ces provinces ont une grande abondance en grains et en bétail. Une armée nombreuse y trouve subsistance suffisante.

Mais dès que l'armée russe, combattante contre les Turcs, aurait été mise hors de combat, les Turcs de leur côté pourraient aussi envahir la Russie, prendre Oczakow, conquérir la Nouvelle-Russie, la Crimée même; et alors notre but, d'échanger la Nouvelle-Russie et la Crimée contre des provinces Ottomanes, rencontrerait de nouveaux obstacles.

Le cas donc où la France empêcherait la paix entre la Russie et la Porte, et la Russie aurait à faire la guerre à la fois à la France, à la Porte, à la Pologne, et à l'Autriche, nous serait aussi défavo-

rable que dans ce cas le meilleur parti que nous pourrions prendre, serait d'insister à rester neutres dans la guerre contre la Russie, et de déclarer la guerre à la Porte pour donner à la France une garantie que nous n'entreprendrons rien contre elle, pendant qu'elle fera la guerre à la Russie. Mais le même cas dont je parle contient pour la Russie de si grands dangers, qu'il est impossible qu'elle permette qu'il arrive, et qu'elle doit, s'il lui est absolument impossible de faire la paix avec la Porte, contre le gré de la France, plutôt souscrire, sans coup férir, au rétablissement de la Pologne.

L'espérance qu'on nous fait entrevoir qu'un prince de la maison d'Autriche pourra obtenir la couronne de Pologne, si elle n'était trop vaguement manifestée pour pouvoir y entrer, augmenterait sans doute les motifs de contribuer au rétablissement de la Pologne. Mais comme le prince auquel on veut paraître viser n'a pas d'héritiers, cet avantage ne serait que temporaire et précaire. Et même si la France assurait le trône de la Pologne, pour toujours, à une seconde géniture de notre maison Impériale, ce service ne devrait jamais nous faire perdre de vue les intérêts de la monarchie-mère, et ses frontières militaires.

Les résultats de toutes ces réflexions sont les suivants:

1. La Russie ne rendra pas, de bon gré, les provinces arrachées à la Pologne.

2. La France ne pourra pas forcer cette restitution, sans notre coopération.

3. Nous pouvons lui accorder notre coopération. Le rétablissement de la Pologne nous est utile et favorable, en égard au système dangereux pour nous lequel la Russie a adopté, et qu'elle a déjà suivi dans la Guerre de sept-ans, ensuite à la fin de la dernière guerre contre les Turcs, après dans la Compagne de 1799, après dans la prise des bouches de Cattaro, et en dernier lieu l'année passée.

4. Nous pouvons faire, au rétablissement de la Pologne, le sacrifice de la plus grande partie de la Gallicie orientale.

5. Nous pouvons assister la France, dans le rétablissement de la Pologne, avec toutes nos forces militaires.

6. Nous devons recevoir dédommagement ample, pour le sa-

crifice d'une grande province, et pour la dépense d'hommes et d'argent que la guerre contre la Russie nous coûtera.

7. Le seul dédommagement qui pourra nous convenir, sera l'acquisition de la vallée du Danube, jusqu'aux débouches de cette rivière dans la Mer Noire.

8. Ce dédommagement ne peut nous être donné par la Pologne; il ne peut pas être requis sur la Russie: la Porte devra le donner.

9. La France, qui désire le rétablissement de la Pologne, doit nous le procurer.

10. Il y a peu de vraisemblance que la France pourra nous procurer cette acquisition, sans une guerre contre la Porte. La Porte deviendra, par la perte de ces provinces, aussi faible en Europe qu'elle ne pourra long-temps espérer de se maintenir en Europe.

11. Cependant, nous ne devons entrer dans aucune coopération au rétablissement de la Pologne, sans être sûrs de cette acquisition.

12. Nous devons nous charger nous-mêmes de la guerre qui pourra nous la procurer.

13. C'est une coopération suffisante pour la France, si nous faisons à la Porte la guerre pour faire cette acquisition, pendant qu'elle forcera par les armes la Russie à rétablir la Pologne. Car notre guerre contre la Porte donnera à la France pleine assurance que nous ne pourrons rien entreprendre, au dos et contre l'aile droite de ses armées combattantes la Russie. Et la France n'a besoin que de cette assurance, pour atteindre son but.

14. Si la France empêche la paix entre la Russie et la Porte, nous ne sommes plus ses seuls alliés, dans le projet du rétablissement de la Pologne.

Si nous sommes empêchés de faire la guerre à la Porte, nous perdrons la seule acquisition qui peut nous être utile.

Dans ce cas, nous devons nous refuser à la coopération au rétablissement de la Pologne; cacher notre souhait de la voir rétablie; relever l'importance des pertes que nous avons faites, depuis la perte de la Silésie; flatter la Russie; attendre que la France nous fasse des persuasions et des propositions, et ne céder la Gallicie, et ne promettre notre coopération, qu'après de longues persuasions, et après avoir obtenu le seul prix qui nous convient.

15. Nous devons même refuser d'accepter le trône de Pologne pour un cadet de la maison Impériale, tant que ce prix ne nous est pas assuré.

16. L'unité de notre système, par rapport au rétablissement de la Pologne, sera donc:

Neutralité envers la Russie — guerre contre la Porte.

17. L'unité du but de notre système sera:

L'acquisition de la vallée du Danube.

18. Il s'en suit que nous ne cèderons la Gallicie, qu'après avoir obtenu la possession assurée de cette vallée.

19. Il s'en suit encore que nous devons employer à cette acquisition, tout ce que la Gallicie pourra fournir de ressources militaires et pécuniaires.

20. Il s'en suit encore que nous devons, dès aujourd'hui, vendre tous les domaines, tous les biens ecclésiastiques et commerciaux qui se trouvent en Gallicie.

21. Nous devons conquérir la vallée du Danube, avec la plus grande célérité; organiser chaque partie conquise d'une manière qui nous attache les habitants, au point que nous puissions compter sur leurs ressources, même au cas où la France, après avoir obtenu son but du rétablissement de la Pologne, nous envierait l'acquisition.

22. Il s'en suit encore que plus lentement le rétablissement de la Pologne sera exécuté, plus nous gagnerons de temps pour nous affermir dans la possession de nos conquêtes.

23. Il ne s'en suit pas que nous devons, d'une manière active et prononcée, arrêter le rétablissement de la Pologne, et y affaiblir la confiance de la France.

24. Mais il s'en suit que, sans y être invités, nous ne devons rien entreprendre qui puisse accélérer le rétablissement de la Pologne, et que nous devons éviter, autant que possible, de contribuer à l'accélération. La neutralité envers la Russie, si nous la prononçons avec fermeté, en donnera la plus grande facilité.

25. Nous ne devons, sous aucune condition, nous laisser forcer à contribuer au rétablissement de la Pologne. Nous devons nous opposer, avec toutes nos forces, à toute contrainte qui pourrait nous être menacée.

Si ces résultats gagnent l'approbation de Votre Excellence, il s'en suivent, pour le département militaire, les règles de conduite suivantes:

I. Elle doit diriger toutes ses préparations sur une guerre prochaine.

II. Elle doit projeter et fixer les plans d'opérations de la guerre contre la Porte.

III. Elle doit préparer, dès aujourd'hui, les moyens de ces plans d'opérations.

Ces moyens se distinguent, en moyens généraux de la guerre, et en moyens particuliers de la guerre contre la Porte.

Pour procurer aux réflexions de V. E. un point de repos, je traite chacun de ces objets dans un Mémoire particulier.

Vienne le 30 mars 1810. (C. D. E.)

2. 3.

Die Kaiser Alexander und Franz an den König von Bayern über dessen Beitritt zum großen Bunde, d. d. Teplitz am 23. September 1813.

M. mon frère. La réponse de V. M. vient de m'être remise. Les dispositions qu'Elle m'annonce, la confiance précieuse qu'Elle témoigne, m'ont vivement touché. V. M. ne regrettera jamais de s'être livrée, avec un tel abandon, aux sentiments que je lui porte. Uni avec l'empereur d'Autriche par les liens les plus indissolubles, je n'hésite pas à accéder à toutes les propositions qu'il va faire à V. M., et à donner ma garantie aux transactions qui en seront le résultat. Le retour d'un ordre de choses qui assure à l'Enrope un long intervalle de paix et de bonheur, forme le but vers lequel tendent tous nos efforts. Je regarde la force et l'indépendance des Puissances intermédiaires comme le premier moyen de l'atteindre. Cette importante considération rend indispensable que les frontières de l'Autriche soient mieux établies, sous le rapport militaire, ce qui ne saurait être obtenu que par des arrangements à prendre avec V. M. Elle envisage, sans doute, l'état actuel des choses d'un point de vue trop élevé, pour ne pas en être convaincu; et moi, je suis trop franc, pour ne pas m'expliquer envers Elle sans la moindre réserve, sur un objet aussi délicat. *Mais l'indemnisation la plus complète, calculée sur les proportions géographiques, statistiques et financières du pays cédé, sera formellement garantie à V. M.*, afin qu'un pareil échange ne puisse même que *tourner à son avantage; car Elle ne se déferait que de celle de ces provinces* qui ne s'amalgame guère avec les autres parties de ses Etats, et où le voeu de retourner à leurs anciens maîtres est trop fortement nourri dans le

coeur de chaque habitant, pour que l'esprit d'insurrection ne suscite des embarras continuels au gouvernement.

Loin de vouloir que par là la puissance de la Bavière *éprouve la moindre diminution*, mon attachement pour V. M. me fera plutôt trouver *un moyen d'agrandissement* pour Elle, dans les changements que les circonstances pourraient réclamer. Il serait difficile que je lui fournisse, dans ce moment, des preuves plus prononcées combien j'ai ses intérêts à coeur, et aussitôt que les arrangements préliminaires avec l'Autriche auront été signés, je serai *prêt à faire conclure, avec toute personne qu'Elle voudra envoyer à mon quartier-général, des engagements basés sur les principes que je viens de développer*. J'attends, en revanche, une coopération active et immédiate de la part de V. M. Les moments sont précieux. Les assurances si positives qu'Elle m'a données, m'autorisent à compter sur son empressement à les saisir. Dans le cas contraire, et si la plus belle chance pour la délivrance de l'Europe devait être perdue, S. M. sentirait que je ne serais plus le maître de réaliser à son égard des vues dictées par l'amitié, et confirmées par la politique de tous mes alliés. Les arrangements militaires qui vont être proposés à V. M. doivent lui inspirer toute confiance, et ajouter une nouvelle preuve en faveur des principes qui nous guident.

Je réitère à V. M. l'assurance, V.

Teplitz le 11/23 septembre 1813. Alexandre.

à

S. M. le roi de Bavière,

M. mon frère.

M. mon frère. Je ne saurais me refuser à la satisfaction de témoigner directement à V. M. les sentiments qu'ont réveillés en moi les dernières ouvertures du g^al^. de Wrede.

Après des années de calamités et de malheur, nous nous approchons de l'époque de leur terme. Les rapports entre les Puissances se trouveront replacés dans leur assiette naturelle; les Souverains pourront vouer au bien-être de leurs peuples, des soins et des moyens que de funestes guerres ont, depuis vingt ans, détournés de ce but. Le sang de nos sujets ne coulera plus pour la défense continuelle de nos droits les moins contestables, ou pour le renforcement

d'une Puissance qui a fait un si cruel abus de sa prépondérance. V. M. semble appelée par la Providence à consommer la grande oeuvre, par une décision, que réclament également sa gloire et l'intérêt de son peuple.

Il serait inutile de donner à V. M. des assurances nouvelles sur les principes qui guident ma marche politique, dans l'importante crise du moment. Le retour à un état de paix stable forme le seul but de mes efforts. La franchise de mes explications, en suite des ouvertures que le Cabinet de V. M. a faites au mien, dans les premiers mois de la présente année, et le développement de ma marche politique, depuis cette même époque, n'ont pu Vous laisser des doutes, M. mon frère, sur ma véritable pensée. Les faits ont prouvé que je ne me suis décidé à la voie des armes, qu'après avoir épuisé toutes les chances d'arriver à une paix, telle que la réclamait l'intérêt de l'Europe. Si la France eût voulu la paix, elle l'aurait eue. Elle m'a fait faire, depuis la rupture des négociations, des propositions tendant à une négociation pour la paix générale. J'y ai répondu, sans dévier de mon point de vue inaltérable. La France n'arrivera plus à la paix, qu'en devenant sobre et juste; les Puissances seront libres, et maîtresses chez elles. C'est pour leur indépendance, autant que pour la mienne, que je fais la guerre, et si V. M. lie sa cause à celle de l'Europe, je ne poserai les armes, qu'après avoir assuré à la Bavière ses dimensions actuelles, et sa parfaite indépendance. Le prince de Reuss reçoit, par le présent courrier, des pleins-pouvoirs pour traiter et signer tous les arrangements entre nous. Les rapports de confiance intime qui existent entre l'empereur de Russie et moi, me font accepter d'avance la garantie qu'il offre à V. M. Le jour où les nouveaux rapports seront rétablis entre Elle et moi, sera le premier d'une ère qui ne peut qu'assurer le bonheur de nos couronnes.

Recevez, M. mon frère, les assurances du sincère attachement et de la considération très-distinguée, avec V.

Teplitz le 23 septembre 1813. (Signée:) François.

à

S. M. le roi de Bavière,

M. mon frère.

4.

Actenstücke über die letzten Tage Schills und seiner Gefährten, eingesendet aus dem deutschen Norden von dem Grafen Ferdinand Ernst von Waldstein-Dux, ehemals kurkölnischen und deutschordischen Geheimerath, zugleich Obristen im britischen Fußvolk. (Mit einem Nachtrag.)

Stralsund, den 30. Mai 1809.

Am 25. dieses rückten die Schillschen Truppen in Stralsund ein. Mit welchem Muthe sie gegen die auf ihrem Marsche hierher aufgestellten Truppen gefochten, zeigten die hier eingebrachten Gefangenen, eroberten Gewehre rc., auch gaben sie hier einen Beweis ihrer Bravour, indem eine kleine Anzahl Cavallerie auf die in der Stadt bei der französischen Artillerie-Caserne sich gestellten französischen Kanoniere eindrang, die sich mit vier Kanonen und kleinem Gewehrfeuer vertheidigten, aber bald überwunden wurden.

Herr Major von Schill würde die Bülletins der Armee bekannt gemacht haben, wenn ihm nicht die Wiederherstellung der Festung alle Zeit raubte. Die Franzosen haben geglaubt, Alles gethan zu haben, indem sie die Festungswerke haben schleifen lassen, bald werden sie nun wieder hergestellt sein. Es wird Tag und Nacht daran gearbeitet. Herr Major von Schill hat versprochen, Stralsund zu einem zweiten Saragossa zu machen. Ein großer Theil der Landwehr hat sich schon versammelt und ist voller Muth, sich aufs Tapferste gegen einen etwa andringenden Feind zu vertheidigen.

Die Soldaten beziehen mit den Bürgern die Wache. Ihr Betragen ist sehr musterhaft. Man hört von keinen Excessen. Laut Verordnung erhalten sie täglich ein Pfund Fleisch und Zugemüse, anderthalb Pfund

Brod, zwei Bouteillen Bier und drei Gläser Brantwein. Es wird nichts requirirt, als was nicht unumgänglich nothwendig ist.

„Mit 450 Husaren ohne Munition und Feuersteine verließ ich Berlin. Ich nahete mich Wittenberg, ließ meine Husaren absitzen und wollte damit stürmen. Es kam zwischen dem Commandanten und mir zu einer Convention, vermöge welcher er mich 20 Schritt unter seinen Kanonen die Elbe passiren lassen, und 2000 Thaler Löhnungsgelder nachschicken mußte, deren ich sehr bedürftig war. Ich nahete mich Magdeburg bis auf eine Meile, um die Stimmung der Einwohner zu erforschen. Vor dem Dorfe Doderndorf erfuhr ich, daß der Feind mit beiläufig 1800 Mann Infanterie und zwei Kanonen entgegengerückt sei. Ich frug die Husaren, ob sie ihn angreifen wollten; es war ihr einstimmiger Wille. Der Feind war größtentheils mit einer Brustwehr versehen, und hatte seinen rechten Flügel an der Chaussee an eine Brücke angelehnt, wo er, wie in seiner Fronte, zwei Kanonen hatte. Die Husaren, welche den linken Flügel attaquirten, überfielen mehrentheils rücklings, wegen der steilen Anhöhen, die dem Feinde zur Brustwehr dienten. Hier stand auch ein Bataillon Nationalfranzosen. Die Husaren eilten um die Flanke des Feindes herum und drangen zum Theil in dessen Rücken, wie zwei mitgenommene Pulverkarren bezeugten. Mit mehrem Erfolge attaquirten anderthalb Escadrons auf dem rechten Flügel, der gänzlich umgeritten und gefangen wurde. 1 Oberst, 18 Offiziers, 400 Gemeine, nebst einem dritten Pulverkarren, ja sogar die Protzen vor den Kanonen fielen uns in die Hände. Die Kanonen selbst konnten nicht fortgebracht werden, weil das Gefecht wegen meines eigenen Verlustes aufhören mußte, der in einem Drittel meiner Pferde und 5 Offiziers bestand, die ich auf dem Platze ließ, die Blessirten ungerechnet, die ich im Dorfe verlor, als das französische Bataillon bis auf den Kirchhof von uns verfolgt wurde. Dieser bedeutenden Affaire ist es zuzuschreiben, daß der Feind mich so wenig bis zur kleinen Feste Dömitz verfolgte. Da mir dieser Anlehnungspunkt sehr erwünscht sein mußte, forcirte ich ihn und ließ ihn in besten Vertheidigungsstand setzen. Allein die Munition fehlte, und die Lavetten der Kanonen waren verfault. Da vom Insurgiren nicht viel zu erwarten war, richtete ich meine Wünsche auf Stralsund, um dadurch mit den brittischen Schiffen in Verbindung zu kommen. Meinen Marsch zu maskiren, behielt ich Dömitz mit

3—400 Mann schlecht bewaffneter Infanterie besetzt, welche ich allda gesammelt hatte, und eilte pfeilschnell mit dem Corps nach Wismar, um den an der Elbe gesammelten 6000 Holländern und Dänen mit einigen Märschen zuvorzukommen. Von Wismar detachirte ich zwei Escadrons an die Elbe zurück, um den Feind irre zu machen, und die Besatzung von Dömitz aufzunehmen, welche am 23. d. M. diesen Platz verlassen hatte, nachdem er von einem Corps Holländer 9 Stunden lang stark beschossen und in Asche verwandelt worden. Da nun der Feind glaubte, ich würde nach Hamburg marschiren, so ließ er sogar die mir über die Elbe nachgeschickten Truppen diesen Fluß repassiren und nach Lüneburg aufbrechen. Ich eilte Tag und Nacht Stralsund zu. Am 24. d. M. Nachmittags ein Uhr stieß ich bei Dammgarten auf den Feind. Dieser Paß war mit 2 Kanonen und 8 Compagnien besetzt. Nach einem Gefechte von zwei Stunden ward er forcirt, und beinahe die ganze Besatzung gefangen gemacht. 1 Major, 33 Offiziers und 600 Mann fielen in meine Hände. Da der Feind den größten Theil seiner Stärke für diesen Posten, und jenen von Triebsees und Richtenberg aus Stralsund gezogen hatte, so mußte ich mit Anspannung aller Kräfte nach Carent eilen, um Triebsees und Richtenberg von Stralsund abzuschneiden. In Carent verweilte ich kaum zwei Stunden, um mit Anbruch des Tages vor Stralsund zu kommen. Nur 15 Husaren und 30 Uhlanen mit den besten Pferden konnten dies ausführen, alles übrige konnte nicht so schnell folgen. Damit drang ich in Stralsund ein, und fand in der Gegend des Zeughauses zwei Compagnien Nationalfranzosen aufmarschirt und im Anschlagen begriffen. Bis auf zehn Schritte hielten wir ihr ganzes Feuer aus; sie waren aber nicht zu sprengen, weil sie mit dem Rücken an das große Gebäude gelehnt standen, und ihr Feuer unter meinen Leuten gewirkt hatte. Mit dem Reste suchte ich, in kleine Trupps abgetheilt, die Straßen zu behaupten, und nach einer Stunde kam das ausgezeichnete Detachement reitender Jäger, 40 Mann stark, mit verhängten Zügeln angesprengt. — Ich ließ sie auf dem Markte absitzen und postirte sie in die Ecken der Straßen und Häuser. Ihr Feuer war so wirksam und lebhaft, als möglich; dennoch wich der Feind nicht. Da die Sache schon eine üble Wendung zu nehmen begann, blieb mir das einzige Mittel übrig, die Uhlanen und Husaren absitzen und den Feind zu Fuß angreifen zu lassen. Es gelang, wir brachen ein und derangirten den Feind gänzlich. Nach Verlauf einiger Stun-

den kam der Rest meiner Leute an, und ich ließ sofort die Insel Rügen besetzen, wo, so wie auf der Straße nach Wolgast, mehrere Gefangene gemacht wurden. Noch an demselben Tage wurde die Befestigung des Orts angefangen, und ich bin damit so weit vorgerückt, daß ich den anmarschirenden 6000 Mann ruhig entgegen sehe. Ich habe mich einer außerordentlichen Menge von Geschütz und aller Arten von Kriegsbedürfnissen bemächtigt. Die Wiederherstellung der geschleiften Werke geschieht mit solchem Erfolg, daß das demolirte Stralsund gleich einem andern Saragossa nicht allein gegen das anrückende Corps von 6000 Mann, sondern auch gegen ein größeres sich auszeichnen wird. Ich habe dreimal vergebens meine Offiziers zur See abgeschickt, um den brittischen Schiffen die Wegnahme des Platzes, und der Insel Rügen bekannt zu geben; sie kehrten, ohne ein einziges gesehen zu haben, zurück. Wenn nur 1000 Engländer bei Wismar oder Rostock gelandet wären, so könnte das anrückende Corps gänzlich vernichtet werden. Ich werde mein Möglichstes zur Erhaltung des Orts und der Insel thun, aber allein vermag ich mich nicht in die Länge zu halten."

Stralsund, am 30. Mai 1809. Schill.

Graf Voß ist wieder hier angekommen. Ihm übergab Major Schill eine halbe Stunde vor dem unglücklichen Gefechte beiliegendes Schreiben mit der dringenden Bitte um dessen sichere Bestellung. Nach Erzählung des Grafen würde Stralsund wenige Tage später, durch Ausräumung der Gräben, Einlassung des Wassers und Abbrechung der Zugbrücke sehr haltbar geworden sein. Es waren 450 eiserne Kanonen vorhanden, aber nur 51 gehörig bedient. Kurz vorher hatte Schill durch ausgeschiffte Fahrzeuge 700 Fässer Pulver genommen, welche die Franzosen den Dänen von Stralsund aus zugeschickt hatten. Schill hatte bei sich 4 Escadr. Husaren, 4 Escadr. Uhlanen, 4 Escadr. reitender Jäger und 15—1800 Mann Infanterie, bei welchen sich 2 Compagnien mit Piken bewaffneter junger Pursche befanden, die überall unerschrocken auf den Feind stürzten. Von der schon früher organisirten schwädisch-pommerschen Landwehr, die Schill bei Todesstrafe aufgeboten hatte, war schon Etwas eingetroffen. Das übrige, 5000 Mann stark, erwartete man in wenigen Tagen, denn die Stimmung war gut. Endlich hatten sich einige österreichische Versprengte an ihn angeschlossen, so wie der größte

Theil der von ihm bei Dammgarten gefangenen Mecklenburg-Strelitzischen Truppen zu ihm übergegangen war. — Der Feind ließ Schill nicht Zeit zur Vollendung der Befestigungsanstalten, und der Angriff geschah auf einer Seite, wo Schill es am wenigsten vermuthete, und wo er seine schlechtesten Truppen aufgestellt hatte, die nach einem kurzen Gefecht die Flucht ergriffen. Während der Feind auf den andern Punkten zurückgeschlagen wurde, drangen die Holländer auf jenem ein. Das Gefecht wurde allgemein, und Schill selbst blieb. Seine Truppen wurden nun von allen Seiten umgeben, doch schlug sich Rittmeister Brunow an der Spitze der Cavallerie durch, gelangte an's Thor, und ertrotzte dort noch von den Holländern freien Abzug und die Zusage eines ehrenvollen Begräbnisses für seinen Freund, welche aber nicht gehalten wurde. Schills Kopf soll wegen der Prämie von 10,000 Franken nach Cassel geschickt worden sein. Brunow zog sich über Demin, wo er die Thore forciren mußte, auf die Insel Usedom, wo sich der übrige Theil des Corps bei ihm sammelte, und von wo aus er dem Könige von Preußen wegen seiner Submittirung zuschrieb. Der König soll die gänzliche Entwaffnung dieser Truppen gefordert, Brunow aber sie refüsirt haben. — Bei der Affaire von Stralsund blieben holländischer Seits der General Catteret, 2 Obersten und gegen 600 Mann. Die bei der Einnahme von Stralsund gefundenen Franzosen wurden, bis auf Einige, Alle niedergemacht, nebst Commissärs und Intendanten, welche letztere Schill, so wie mehrere Andere mit eigener Hand tödtete. — Die Casse von 60,000 Rthlr. hatte Schill vor der Affaire mit einem gewissen Alvensleben fortgeschickt, und man weiß nicht, wohin sie gekommen sei. Schill gab seinen Leuten Verdienstmedaillen mit preußischem Band. — Das Bataillon Mecklenburger, welches von Schill bei Triebsees forcirt wurde, marschirte nach Anclam, wurde aber von den Preußen dort nicht geduldet, und zog hierauf nach Stettin.

General Gratien, welcher eigentlich das Corps gegen Schill commandirte, hatte bei sich den dänischen General Ewald mit 2 Regimentern Infanterie, etwas über 2000 Mann, und 2 Escadrons Cavallerie, beiläufig 200 Mann, den holländischen General Catteret mit 2 Regimentern Infanterie, beiläufig 2000 Mann, 1 Regiment Cürassiers, beiläufig 600 Mann, und an Gensd'armes bei 200 Mann.

Prag, den 24. Juni 1809. S.

Bericht des englischen, zur Communication mit Hannover auf Helgoland stationirten Commissairs Nicolas nach London, über die Heerfahrt Schills.

Helgoland, den 20. May.

Es geht heute eine Brig mit einer Convoy nach England ab. Und obwohl zu besorgen steht, daß sie lange unterweges ist, so verfehle ich doch nicht, dasjenige, was ich in Erfahrung gebracht habe, mitzutheilen, indem das Paketboot von Harwich noch immer nicht angekommen ist. — Schill hat sich nach der Alten Mark gewandt, woselbst er sein Corps organisirt. Am 9. sah ihn ein Hamburger Kaufmann zu Annaburg, wo er sein Hauptquartier hatte, sein Corps möchte damals zwischen 5 und 6000 Mann reguläre Truppen seyn, wovon der größte Theil in Annaburg war, er hatte aber auch Detachements in Salzwebel und Osterberg. Schill ließ alle Fahrzeuge auf der Elbe von Hardbergen an nach Tangermünde bringen, um, wie gesagt ward, 5000 Preußen, die er auf dem Wege von Rathenow über Sandel erwartete, überzusetzen. Wirklich zeigten sich am 10., als so weit die Nachrichten lauteten, etwa 400 völlig militärisch gekleidete und bewaffnete Jäger, die sogleich nach Annaburg übergesetzt wurden. Ob mehrere Truppen nachgekommen sind, weiß man nicht? Schill hatte etwa 11 Stück Kanonen, mehrere Munitionswagen und 28 Wagen mit Gewehren bei sich. Er hat auf seinem Zuge alle Cassen requiriert und bezahlte alle Lieferungen baar. Er nimmt alle Luxuspferde, läßt aber die Ackerpferde. Er hat starken Zulauf, selbst aus Hamburg gehen viele Comtoirbediente zu ihm. Er hat in Annaburg 400 französische und westphälische Kriegsgefangene bei sich, die in der dortigen Kirche gehalten werden. Gegen die westphälischen Beamte, die seinen Requisitionen keine Folge leisten, verfährt er mit groser Strenge. Es scheint, er habe seine Position bei Annaburg gewählt, um die Verstärkungen, die er aus Preussen erwartet, an sich zu ziehen. Ein Sohn des Generals Blücher soll am 9. des Abends mit Depechen bei ihm eingetroffen seyn. Viele meinen, Schill werde nächstens ein Detachement längs der Elbe nach Curhaven schicken, um die Communication mit England zu eröffnen. Die in Curhaven befindliche schwache Garnison wagt es nicht mehr in der Stadt Ritzbüttel zu schlafen, sondern geht alle Nacht an Bord der Schiffe.

Schill unterschreibt sich unter seinen Proclamationen: Oberst und Chef des 1. westphälischen Insurrections-Corps.

Wir haben keine Nachrichten wie weit sich seine Excursionen im Hannöverschen erstrecken? Es sollen sich preußische Detachements in Cell und Hoya und nach andern Nachrichten selbst vor Bremen gezeigt haben. Ein Brief des Factors Knop aus Harburg, datirt Varel den 14., sagt, die Preußen wären am Himmelfahrtstage in Hannover gerückt. Ich weiß nicht, ob es wahr ist. Es scheint mir aber, daß die hannoversche Regierung noch nicht wieder etablirt ist, und daß man in Hannover nichts thun wird, bis nicht Truppen von England kommen. Der Herzog von Braunschweig-Öls war am 7. in Halberstadt und wurde am 10. in Braunschweig erwartet. Das Hauptquartier vom Oberst Dörnberg soll zu Sattlaburg im Rheinhartswalde seyn. Es scheint gewiß, daß die preußische Regierung Schill und seinen Anhang nicht anerkennt. Vielleicht ist es Maske, aber man behauptet, Rußland zeige feindselige Absichten gegen Österreich.

Wenn eine englische Armee kommt, so sollte man Schill mit seinem ganzen Anhang in Sold nehmen, ihn zum hannoverschen Generallieutenant machen, und zwischen der Elbe und dem Rhein einen großen hannoverschen Staat bilden. Wenn Schill Unterstützung und Geld erhält, so sehen wir vielleicht einen zweiten Wallenstein, allein wenn er sich lange allein überlassen bleibt, so muß er verloren gehen.

Schills seine Mannschaft beträgt sich sehr gut. Er führt eine guteingerichtete Canzlei bei sich. Am 13. soll ein von ihm nach London bestimmter preußischer Kriegsrath durch Rotenberg mit Depechen passirt seyn, der aber noch nicht hier durch passirt ist.

Wenn die Engländer eine Expedition schicken, so sollten sie gleich mit der Befestigung von Cuxhaven anfangen, welche ich wegen der anzubringenden Inundationen, für möglich halte, und die vielleicht in zwei Monaten geschehen könnte.

Vom österreichischen Kriegstheater wissen wir nichts weiteres, als was die Zeitungen enthalten.

Seit den Briefen vom 5. haben wir nichts aus England.

Da ich nicht weiß, ob Graf Münster in London ist, so bitte ich Freund West, dieses ihm gleich zuzuschicken und zu veranstalten, daß es

an den Herzog von Cambridge mitgetheilt wird, da ich nicht Zeit habe, besonders zu schreiben.

Ein Herr von Wedel vom Schillschen Corps ist vermißt und gefangen nach Magdeburg gebracht. Schill hat erklärt, er werde für jeden von seinen Leuten, der, nachdem er Kriegsgefangen, ums Leben gebracht würde, drei Feinde tödten lassen.

5.

Der Generalissimus Erzherzog Carl und der Minister des Äußern, Philipp Graf von Stadion, an den Grafen Waldstein über eine englische Landung und gleichzeitige Insurrection in dem deutschen Norden.

M. le Comte de Waldstein. Je me suis déjà assez souvent expliqué sur la grande utilité qui résulterait d'une diversion opérée par les troupes anglaises dans le Nord de l'Allemagne, pour ne pas être parfaitement d'accord avec ce projet. Le Général, Comte Walmoden, lors de sa mission à Londres, a été particulièrement chargé de le discuter, et je ne puis douter que le Ministère Britannique n'en ait senti toute l'importance. Il ne peut donc s'agir que d'accélérer, autant que possible, une mesure qui ne produira de grands effets, qu'en tant qu'elle sera liée aux entreprises des différentes armées qui coopèrent à la délivrance de l'Allemagne, et qu'on ne laissera pas échapper des moments précieux, pour opérer avec tout l'ensemble d'une même volonté.

Les détails de l'exécution doivent être remis au jugement du Général en chef que S. M. B. nommera à cet effet, et je me permets de croire que ce serait une commission digne de S. A. R. le Duc d'York, qui en réunissant la confiance de l'armée et les suffrages du public, trouverait une occasion brillante de rendre de grands services à la patrie, et de se faire un nom immortel. Quant à l'insurrection, qu'il serait avantageux de préparer pour la même époque dans le Nord de l'Allemagne, je pense, M. le Comte, que Vous-même rempliriez parfaitement ce but et seriez très en état

d'en diriger les développements, par les relations comme Ministre de feu Monseigneur l'Electeur de Cologne.

Je suis, avec un parfait dévouement, M. le Comte,

Votre très-affectionné

à mon quartier-général à Wagram, (Signée) Charles.

le 16 juin 1809.

Monsieur le Comte. J'ai rendu compte à l'Empereur de nos différentes conversations, et des informations intéressantes que Vous avez bien voulu me donner relativement au Nord de l'Allemagne, et au parti qu'on pourra tirer de ce pays pour la cause générale de l'Europe, lorsqu'on nous aura mis à même de faire entrer ces contrées directement dans les combinaisons de nos opérations militaires. S. M. I. a agréé, avec satisfaction, le zèle avec lequel Vous lui avez soumis Vos idées à cet égard, et Elle approuve d'autant plus les principes sur lesquels elles sont basées, que ces mêmes principes ont déjà fait le fondement des explications dont le Général, Comte de Walmoden, ainsi que le Prince de Starhemberg, ont été chargés près du Cabinet de St. James. Les circonstances de ce moment rendent une diversion dans le Nord de l'Allemagne aussi facile à la Puissance qui voudra l'entreprendre, qu'utile et décisive pour le succès de la guerre. Il est toutefois indispensable qu'une diversion pareille ait lieu promptement, et qu'elle soit conduite avec activité vers le but qu'on se propose, puisque ces circonstances avantageuses peuvent ne point être durables, et qu'il est à craindre que la Cour de Vienne, si elle se voit abandonnée pendant plusieurs mois encore à elle-même, malgré les succès qu'auraient ses armes, ne saurait qu'être embarrassée de soutenir seule tout le poids des troupes françaises et alliées qui se trouvent encore dans le coeur de la Monarchie autrichienne. Dans la situation actuelle des choses, un Corps d'armée de 12 à 15 mille hommes, qui débarquerait aux embouchures du Wéser, suffirait sans contredit pour établir avec sécurité les opérations dans le Nord de l'Allemagne, et pour devenir en même temps le noyau d'un armement populaire et général, qui influerait non seulement sur les chances de la guerre, mais étendrait vraisemblablement son influence sur le système général de l'Europe.

Les connaissances locales que Vous avez, M. le Comte, des provinces qui composaient autrefois le cercle de Westphalie et du Bas-Rhin, et les connexions que Vous avez conservées dans ces parages, ainsi que le zèle et l'attachement que Vous témoignez pour la cause de l'affranchissement politique, font désirer à S. M. que les vues que Vous Vous proposez de soumettre au Ministère Anglais, soient accueillies par lui avec intérêt. M. le Prince de Starhemberg reçoit à cet effet l'instruction de recommander, de son côté, ces propositions à l'attention particulière de M. Canning. Je ne puis, de mon côté, M. le Comte, que Vous souhaiter le meilleur succès dans cette entreprise importante, et j'ai l'honneur d'être, avec une considération distinguée, V.

Wolkerstorf le 21 juin 1809.

(Signée) Stadion.

6.

Die Absendung des Obersten, Freiherrn von Steigentesch, vom Schlachtfelde von Aspern an den König von Preußen nach Königsberg und in den deutschen Norden.

1.

Der Minister in Berlin, Baron Linden, an das königlich Westphälische Ministerium des Äußern in Cassel d. d. Berlin, 26. Juni 1809.

Ich habe die Ehre gehabt, E. E. in dem Berichte v. 23. die Ankunft des Obristen von Steigentesch, als österreichischer Unterhändler in Königsberg zu melden. Es ist dies derselbe Mann, von dem ich bisweilen bei Gelegenheit meiner in Wien angeknüpften Verhältnisse gesprochen habe.

Ein glücklicher Zufall hat ihn seitdem nach Berlin geführt und ich verdanke seinem Vertrauen, seinem Leichtsinn und vielleicht auch weiter reichenden Absichten, die Mittheilung mehrerer Details, die mir wichtig genug scheinen, um sie Ihnen, Herr Graf, durch einen Courier zukommen zu lassen.

Der in Abschrift sub Lit. A. beiliegende Brief vom 9. Juni, welchen Graf Stadion an den Baron von Wessenberg, österreichischen Gesandten in Berlin geschrieben hat, wird E. E. in den Stand setzen, zu beurtheilen, bis zu welchem Punkte der Reife die österreichischen Unterhandlungen in diesem Lande gekommen sind; er wird zugleich beweisen, daß ich mich nicht irrte, wenn ich oft meine Besorgnisse nicht nur über die Stimmung des Volkes, sondern auch des Hofes vorlegte.

Der Kaiser von Österreich schickte diesen Officier nach Königsberg, um den Entschluß des Königs zu beschleunigen. Er war zugleich Überbrin=

ger eines Schreibens des Prinzen von Oranien, dessen Inhalt leicht zu errathen ist und eines andern Schreibens des Kaisers vom 8. Juni, wovon ich die Abschrift sub Lit. B. beifüge.

Ich werde versuchen, E. E. den Hauptinhalt der Verhandlungen vorzulegen, welche dieser Unterhändler mit dem Könige, der Königin und den ausgezeichnetsten Personen in Königsberg gehabt hat, — soviel nämlich, als ich sie im Gedächtniß behalten konnte; denn ich wagte nicht, ein zu großes Interesse zu verrathen, wodurch er hätte zum Schweigen gebracht werden können.

Der König empfing ihn ziemlich trocken und fragte, was die Absicht seiner Sendung sei; worauf Steigentesch antwortete, daß der von ihm überbrachte Brief sie hinreichend erkläre. Der König sagte: „Der Kaiser „verlangt jetzt Hülfe; später vielleicht wird er einen Separat-Frie„den schließen und mich Preis geben." — Steigentesch bemerkte gegen S. M.: „Sein Herr verlange keine Hülfe; die Schlacht von Aspern „habe bewiesen, daß Österreich an Vertheidigungsmitteln keinen Mangel „leide. Da aber der ausgesprochene Zweck dieses Krieges darin bestehe, „daß die Mächte ihre alten Besitzungen wieder erlangen, so sei es billig, „daß sie auch dazu mitwirken; — werde der gegenwärtige Augenblick be„nutzt, so könne der Zweck schnell erreicht werden. Er sei nicht geschickt „worden, eine Frage zu erörtern, die schon entschieden sein müsse, son„dern nur die Mittel der Ausführung zu verabreden ....." Der König erwiederte: „Trotz der Furcht, die ich haben könnte, von Österreich „verlassen zu werden: so bin ich doch entschlossen, mich eines Ta„ges mit Ihrem Hofe zu verbinden; es ist aber noch nicht Zeit. „Setzen Sie den Krieg fort; unterdessen verstärke ich mich nach und nach; „und dann erst werde ich nützlich sein können. Es fehlt mir an Pul„ver, Flinten und Geld; bei meiner Artillerie habe ich nur junge Leute. „Es ist schmerzhaft, ohne Zweifel, einem österreichischen Officier das ganze „Unglück unserer Lage einzugestehen; ich muß es aber thun, um Ihrem „Herrn zu zeigen, was mich noch zurückhält. Sie werden sich leicht über„zeugen, daß ich Ihnen durch alle meine Mittel nützlich zu sein suche. „Ihre Kranken werden bei mir gepflegt und in ihre Heimath geschickt; ich „gebe allen Officieren meiner Armee Urlaub, die ihn verlangen, um in „der Ihrigen zu dienen. Daß ich mich jetzt aber erklären soll, hieße „meinen Untergang fordern. Versetzen sie dem Feinde noch einen

„Schlag und ich werde einen Offizier ohne Uniform in Ihr Lager „schicken, um über die Mittel zu verhandeln."

In dieser Erzählung ist alles zusammengefaßt, was in mehreren Unterredungen gesprochen wurde, welche Herr von Steigentesch mit dem Könige und der Königin hatte, die ihn täglich in ihr Cabinet rufen ließen. Die Königin sprach ungefähr in gleichem Sinn; sie hielt sich für überzeugt, daß der Haß, den der französische Kaiser gegen Preußen gefaßt, und seine Absicht, alle Dynastien zu vernichten, keine Hoffnung übrig lasse. „Ich bin Mutter von neun Kindern, sagte sie, denen ich ihr Erbtheil er„halten möchte; Sie können also urtheilen, welche Wünsche ich hege." — Der König sagte, er müßte seine militärischen Kräfte erst wieder herstellen. Dieser Fürst ist langsam in seinen Entschlüssen; doch unerschütterlich, sobald sie einmal gefaßt sind. — „Bald werden wir vereint sein „können; versetzen Sie noch einen Schlag, und wir sind es." Auf gleiche Art wurde dieser Satz oft verhandelt. Wenn der König bestimmt seine Theilnahme am Kriege aussprach, so wollte er doch in Absicht auf die Zeit nie seine Meinung ändern.

Der König erklärte, daß er seine Truppen gänzlich den Befehlen des Erzherzogs unterordnen würde.

Herr von Nagel, erster Canzlei-Chef im Departement der auswärtigen Angelegenheiten, hatte ungefähr dieselben Ideen und schlug bei der ersten Zusammenkunft einen Plan vor, der schon vor sechs Monaten dem österreichischen Geschäftsträger, Ritter von Hruby, mitgetheilt worden sei. Dieser Plan fordert nicht weniger, als Preußisch- und Österreichisch-Polen, Anspach und Baireuth bis an den Main, einen Theil von Sachsen, und alle älteren preußischen Besitzungen.

Herr von Steigentesch antwortete, er sei mit diesen diplomatischen Verhandlungen nicht beauftragt; der Zweck seiner Sendung beschränke sich nur auf Verabredung militärischer Maßregeln; der gegenwärtige Augenblick sei zu kostbar, um ihn mit Discussionen über Provinzen zu verlieren, die man erst erobern müsse. In diesem Augenblicke würde der schnelle Entschluß Preußens einen Werth in den Augen seines Herrn haben, was vielleicht nicht mehr der Fall sein würde, wenn Österreich noch eine Schlacht gewonnen hätte. — Einer der entschiedensten Feinde des französischen Systems ist der Kriegsminister Scharnhorst. Er hat dem Könige ein Memoire überreicht, in welchem er sagt: „Ich will nicht entehrt ins

„Grab steigen; ich wäre es, wenn ich nicht riethe, den gegenwärtigen „Augenblick zu benutzen, um Frankreich zu bekriegen. Können Sie wollen, fährt er fort, daß Österreich Ihnen Ihre Staaten als „ein Allmosen zurückgebe, wenn es noch großmüthig genug ist; oder „daß Napoleon, wenn er siegt, Ihre Soldaten entwaffne, wie die Miliz „einer Reichsstadt?" — — Er sucht dem König zu beweisen, daß die Armee beim ersten Kanonenschuß 120,000 Mann stark sein würde; daß man Tag und Nacht beschäftigt sei, in Schlesien Kanonen zu gießen; daß es an Pulver nicht fehle; daß alle Pferde für den Dienst aufgezeichnet wären, so wie die nöthigen Rekruten, um die Armee auf diese Zahl zu bringen. Er theilte dies Memoire dem Herrn von Steigentesch mit, und bemerkte dabei, daß er in einigen Festungen Einverständnisse organisirt habe. — Ohne zu wissen, ob diese Einverständnisse von einer Art sind, die beunruhigen könnte, muß ich aus einer Äußerung des Herrn von Steigentesch schließen, daß Magdeburg von preußischen Emissären bearbeitet wird; daher eine sehr strenge Aufsicht nothwendig sein wird.

Der Großkanzler, Herr von Beyme, sonst ein gemäßigter Mann, jetzt aber leidenschaftlich wie die andern, bat Herrn von Steigentesch, sich nur auf Scharnhorst und nur auf den Adjutanten Gneisenau ernstlich zu verlassen. „Der König (sagte Herr von Beyme) möchte sich mit „Ihnen verbinden, aber er kann sich nicht dazu entschließen. Da jedoch „seine ganze Umgebung sich zu den guten Grundsätzen bekennt, so hoffe „ich, daß man ihn mitfortziehen wird."

Der General von Blücher hat einen sehr starken Brief an den König geschrieben, in welchem er seinen Abschied fordert und sich dabei also ausdrückt: „er wolle nicht Zeuge sein, wie der Thron zusammenstürze und „möchte es vorziehen, in einem fremden Corps zu dienen, wenn es nur „gegen die Franzosen Krieg führe." Im ähnlichen Sinn schrieb dieser General an den Obristen Götzen und lud ihn ein, seinem Beispiel zu folgen. Man weiß noch nicht, ob Blücher den verlangten Abschied erhalten hat?

Der König gab einmal deutlich zu verstehen, daß er in Petersburg Verpflichtungen übernommen habe, die selbst seinen Ministern nicht bekannt wären. — Als Steigentesch eines Tages dringend wurde, sagten S. M.: „Ach, Sie wissen nicht, was ich in Petersburg versprochen habe."

Der König hat Herrn von Steigentesch, im Publikum zu sagen, er wäre gekommen, um Erlaubniß zu bitten, in Schlesien Getraide und in Preußen Pferde kaufen zu können. Worauf dieser Unterhändler, treu dem Vorsatz, diesen Fürsten nicht zu schonen, antwortete: „er selbst könne „dies nicht sagen; wenn man aber ein solches Gerücht ausstreue, wolle er „nicht widersprechen." Der österreichische Stolz, der selbst im Augenblicke, da man Hülfe verlangt, diese Regierung verachtet, spricht sich deutlich in seinem Abgesandten aus, welcher übrigens andere Beweggründe hat, die ich weiter unten angeben werde.

Auf die Einladung, nicht Uniform zu tragen, antwortete er, daß er seit dem Tage von Aspern zu stolz darauf wäre, um sie abzulegen.

Die Prinzessin Wilhelm entschuldigte sich bei ihm, daß die Befehle des Königs ihr nicht erlaubt hätten, ihn zum Essen einzuladen.

Prinz Wilhelm sagte: „Sie werden hier die Stimmung nicht so „finden, wie Sie sie wünschen. Die Unentschlossenheit des Königs wird „ihn zum zweitenmal in's Verderben bringen."

In der letzten Unterredung wiederholte der König, daß er einen Officier ohne Uniform in's österreichische Lager senden würde, wenn man noch einen Schlag thue. — Er fügte hinzu: „Ich hoffe zu kommen „und ich hoffe sogar, nicht allein zu kommen." Dieses Wort ist um so merkwürdiger, als Herr von Steigentesch mir, in einem Augenblick von Herzensergießung, sagte, er sei überzeugt, daß die Freundschaft des Kaisers Alexander für Frankreich wenig solide sei; er hätte Ursache zu glauben, daß ein verkleideter Russe sich im Lager des Kaisers von Österreich befände; und, ohne dessen gewiß zu sein, wäre es ihm höchst wahrscheinlich, daß wenige Tage vor seiner Abreise der König von Preußen ein Schreiben aus Rußland in diesem Sinne erhalten habe.

Nach meiner Überzeugung ist in zwei Fällen der Krieg mit Preußen unvermeidlich, wenn nämlich Rußland sich von Frankreich trennt, oder wenn die Österreicher eine Schlacht gewinnen, und der Sieg einen Augenblick die unüberwindlichen Legionen des Kaisers verlassen sollte.

Die Königin ließ Herrn von Steigentesch vor seiner Abreise noch einmal rufen, und wiederholte ihm mit Thränen in den Augen (en comé-

dienne), daß sie ihn bald wieder zu sehen hoffe; diese Phrase ließ Ihro Majestät ihm noch durch die Gräfin von Voß wiederholen.

Der Erzherzog Carl, stolz auf den Ruhm, den er bei Aspern erworben, blickt mit Geringschätzung auf die Hülfe der Preußen herab. Er sagte dem Herrn von Steigentesch: „Mein Bruder will es so, darum „muß man gehorchen; ich hatte nicht dazu gerathen. Sprechen Sie keck „mit dem Könige; und wenn er sich nicht entschließen will, so compromittiren Sie ihn." Dieses Mittel scheint den Österreichern tauglich, den König selbst gegen seinen Willen, in den Krieg zu verwickeln. So erklärt sich denn wohl zum Theil, warum Herr von Steigentesch mir diese Dinge vertraute?

Dieser Officier kennt alle Personen, die sich verbunden haben, den König in den Krieg zu stürzen. Er hatte mich versichert, daß man den König nicht nöthig habe, indem 30,000 Mann sich sogleich erklären würden. Im Fall der König sich zum Kriege entschlösse, würden nach dem Plan von Scharnhorst 70,000 Mann auf den ersten Wink bereit sein. Man hat unbestimmten Urlaub gegeben und die Beurlaubten durch so viel Rekruten ersetzt; auf solche Art fänden sich alle Bataillons doppelt, sobald man wolle; auf solche Art werde der Vertrag mit Frankreich umgangen, dem zu Folge die preußische Armee nur 40,000 betragen sollte. Nieder-Sachsen und Hannover werden besoldet; nach Versicherung des Herrn von Steigentesch hat man 20,000 Pfund Sterling in Preußen ausgezahlt.

Bis zum gestrigen Tage war es mir schwer, gänzlich in die Seele dieses Officiers zu dringen; in Folge einer Lustpartie, die ich ihm bereitet hatte, eröffnete er aber sein Herz und versah mich mit bestimmteren Angaben. Er sagte mir: „Heute habe ich die Leute gesehen, die vor vier „Monaten in Person in Wien ein unfehlbares Mittel vorschlugen, was „aber von der Frömmigkeit des Kaisers (la sotte religion de l'Empereur), „der einen legitimen Souverain nicht bei Seite schaffen will, verworfen „wurde: willigt man im Cabinet des Kaisers darein, so sind alle Schwierigkeiten gehoben." — Ich erwiderte lachend: „Sie wollen also den „kleinen Seide von Deutschland machen?" Was er geradezu zugab.

Fasse ich sonach alles zusammen, so sehe ich, daß der Hauptzweck dieses Officiers nicht dahin geht, den König von Preußen zu überreden; er hofft ihn dazu zu zwingen, indem er ihn gegen den Kaiser Napoleon

compromittirt. Sein Hauptgeschäft aber ist in diesem Augenblicke, die Revolution in Niedersachsen und Hannover zu beaugenscheinen und die Preußen zum Ausbruch zu bringen, sobald er die verlangte Vollmacht dazu erhält, welche er nach seiner Rückkunft von . . ., wohin er morgen geht, mitzubringen hofft.

Die regierende Kaiserin von Rußland hat zu dem Prinzen von Oldenburg gesagt: „Sie sollten sich mit Schill vereinen und in unse„ren Gegenden umherstreifen; dieß ist die einzige Partie, die jetzt ein Ehren„mann ergreifen kann." Steigentesch hat diese Anekdote vom König von Preußen, dem sie der Prinz von Oldenburg erzählt hat. — Auch die Kaiserin Mutter soll das französische System verabscheuen.

Graf Golz hat vor vier Wochen an den König geschrieben, und um seinen Abschied gebeten, im Fall der König sich nicht entschließen würde. Die Worte des Grafen Golz sind: „Man muß den Schild erheben, Sire; „Österreich allein ist unser Rettungsbrett."

Der österreichische Hof ist mit dem alten Kurfürsten von Hessen sehr unzufrieden. Herr von Steigentesch hofft in Prag den Auftrag zu finden, dem Kurfürsten zu sagen, daß er die österreichischen Staaten räumen müsse, falls er die in jetziger Lage der Dinge nöthigen Opfer nicht bringen wolle. Dieser Fürst hat dem Dörnberg, der sich ihm vorstellte, eine Banknote von 1000 fl. gegeben, welche nach heutigem Cours ungefähr vierunddreißig Carolin beträgt. Dörnberg hat ihm den Zettel vor die Füße geworfen und ist fortgegangen.

Der König von Preußen hat dem russischen Kaiser einen Plan mitgetheilt, den ein gewisser Wibicki in Polen dem Kaiser der Franzosen übergab, wie man Russisch-Polen revolutioniren könne; der König von Preußen sagt, dieser Plan sei angenommen worden. — — So ist Preußen beschäftigt, einen Abgrund zu graben, in den es sich selbst stürzen wird.

N. S. Noch habe ich von Herrn Steigentesch erfahren, daß sich in Wien 12,000 österreichische Soldaten, sowohl von der Landwehr, als von der Linie, befinden, welche, in bürgerlicher Kleidung versteckt, bei Gelegenheit gebraucht werden könnten. Die Polizeiberichte werden dem Erzherzog Maximilian noch immer zugeschickt. — Herr von Steigentesch hat mir auch gesagt, er hoffe gleich wieder in diese Länder zu kommen, um mit den Häuptern der Insurrectionen in Norddeutschland zu verhandeln.

2.

Der Kaiser Franz von Österreich an den König Friedrich Wilhelm von Preußen aus dem Hauptquartiere Wolkersdorf am 8. Juni 1809.

Mein Herr Bruder, der in meinem Hauptquartiere hier angelangte Prinz von Oranien hat mir ohne Rückhalt und mit vollem Zutrauen über die öfteren Zwiesprachen geredet, die er während des letzten Aufenthaltes in Königsberg mit Eurer Majestät gehabt hat. Sie ließen ihn keineswegs in Zweifel über ihre innigste Überzeugung, daß nur durch eine vollständige und kraftvolle Vereinigung und Verbindung, die Existenz unserer beiden Monarchien gegen die Anfälle und gegen das Raubsystem des Kaisers Napoleon beschützt und behauptet werden könne. — Seit langer Zeit mit Eurer Majestät Ansichten und Weisheit vertraut, durfte Ich es voraussetzen, daß Eure Majestät Sich einer Maßregel nicht entziehen würden, die eben so sehr gerechtfertigt ist, durch die Gewalt der Umstände als durch die treue Anhänglichkeit der Völker, welche die Vorsehung unserer Sorge anvertraut hat. — Die hohe Wichtigkeit, unter den gegenwärtigen Umständen jene Einleitungen möglichst zu bethätigen, deren Beschleunigung alsdann ein Gegenstand des gemeinschaftlichen Interesse sein wird, bestimmt Mich, an Sie, mein Herr Bruder, einen Stabsofficier meines Heeres abzusenden, den Obristen Baron Steigentesch, einen ausgezeichneten Officier, der zugleich vollständig unterrichtet über die gegenwärtige Stellung unserer Armeen, sich beeilen wird, den mit Eurer Majestät Zutrauen beehrten Individuen alle nöthigen Aufschlüsse zu geben, für die unmittelbare Disposition und für die kräftigste Verwendung der Hülfsquellen und Mittel, die der gegenwärtige Augenblick erfordert. Ich schmeichle Mir, daß Sie, mein Herr Bruder, ihn mit Theilnahme und Wohlwollen aufnehmen, was der Freiherr von Steigentesch Ihnen vorzutragen die Ehre haben wird, und daß Sie die nöthigen Befehle geben werden, zur Beschleunigung des Abschlusses und des Vollzuges einer so nöthigen als unvermeidlichen Vereinigung beider Staaten. Aus den nämlichen Gründen glaube Ich meinem Minister in Berlin eilig die Instructionen und die Authorisation zugehen zu lassen, um ihn in den Stand zu setzen, in die Eröffnungen einzugehen, die der Herr Graf von Golz in gleichem Sinne machen zu wollen ihm angekündigt hat.

Genehmigen Eure Majestät zugleich, die Versicherung u. s. w.

3.

Der österreichische Minister des Äußern, Graf Philipp Stadion, an den Gesandten in Berlin, Freiherrn von Wessenberg, d. d. Wolkersdorf am 9. Juni 1809.

Monsieur le prince *d'Orange* m'a rendu, il y a quelques jours, la lettre dont vous l'aviez chargé, en date du 23. Mai. Il nous a donné connaissance, en même temps, de l'état des choses qu'il a trouvé à son arrivée à Koenigsberg, et des assurances qu'il a reçues du roi de Prusse au sujet de la position actuelle des affaires et de la seule conduite qu'il restait à suivre dans un moment qui, avec le sort de *l'Autriche*, décidera en même temps de celui de la *Prusse*. Ces assurances nous ont dû paraître très-satisfaisantes, et elles nous auraient satisfaits complètement, si elles ne *différaient* en quelques points avec le langage que tient avec Vous M. le comte de *Golz*, en se rapportant aux instructions qu'il a reçues.

D'après les communications que m'a faites le prince d'Orange, le roi partirait du principe incontestable, que son existence est immédiatement menacée par la France; que la Russie ne saurait et ne voudrait le protéger contre le cabinet des Tuilleries; que la chute de l'Autriche entraînera nécessairement celle de la Prusse, comme corollaire inévitable; que S. M. Prussienne se voit donc appelée par son premier devoir et par le premier intérêt de sa monarchie, à prendre part à la guerre. Par suite de cette conviction le roi nous demanderait, comme préalable, qu'assurés de ses sentimens, nous rassurions, par contre, S. M. de notre ferme intention de ne pas dévier des premières bases que nous avons fixées au commencement de la guerre, et de ne point faire avec la France une paix, qui abandonnerait la thèse générale de l'Europe, et qui exposerait ainsi de nouveau les puissances qui auraient lié leur cause à la nôtre. Tranquillisé sur ce point, le roi nous ferait la question: quels secours nous pourrions lui offrir pour soutenir ses efforts en argent, en fusils et en poudre. Enfin, il désirerait savoir nos vues et la manière dont nous croyons qu'il pourrait le mieux activer l'emploi de ses forces, en nous prévenant en même temps que dès qu'il entre-

rait en campagne, il confierait la direction générale de ses opérations à S. A. I. l'archiduc généralissime.

Le prince d'Orange ajouta à ces ouvertures l'observation que, malgré la meilleure volonté, il faudrait cinq à six semaines au roi pour porter ses troupes sur un pied à pouvoir commencer les opérations; mais il nous fit entendre que les ordres à cet effet avaient déjà été donnés, et que l'on mettrait dans leur exécution toute la promptitude que les circonstances pouvaient permettre.

Vous voyez, M. le baron, que, d'après ce que le prince nous a dit, le parti du roi était irrévocablement pris. Il s'agissait de quelques éclaircissemens de fait, de quelques assurances réciproques; mais on ne paraissait pas vouloir faire dépendre la décision du cabinet Prussien d'une négociation préalable, ni des stipulations détaillés, dont la discussion entraînerait nécessairement des délais et même des incertitudes, fort peu à leur place dans le moment actuel, sur le fond de la question même. C'est aussi sur ces ouvertures de M. le prince d'Orange, que S. M. s'est decidée d'envoyer immédiatement un officier de marque à Koenigsberg, qui sera muni d'instructions suffisantes pour répondre à toutes les questions, pour lever tous les doutes, pour fournir, enfin, les directions nécessaires, afin d'activer au plustòt la bonne volonté de la cour de Prusse. Les ordres dont cet officier sera muni ne se rapporteront qu'aux ouvertures du prince d'Orange; il n'aura point à s'occuper de la question, si la cour de Prusse veut prendre part à nos opérations, mais simplement de celle, de quelle manière elle peut devenir le plus et le plus tòt utile à la décision d'une guerre que nous regardons, dès à présent, comme commune à la Prusse et à l'Autriche.

Vos derniers rapports présentent toutefois les offres de la Prusse sous un autre point de vue. A juger de la conduite que M. le comte de Golz tient envers nous, le roi n'aurait point encore pris une détermination décidée. Il s'agirait, avant tout, de s'expliquer sur les intentions mutuelles, de s'entendre sur les vues futures, et de rédiger ces objets dans la forme d'un traité, de la ratification duquel dépendrait encore la question, si la Prusse agirait ou non pour sa propre conservation, qui est cependant si entièrement dépendante de celle de l'Autriche. Il faudrait passer à travers toutes les formes

diplomatiques, avant que nous puissions faire un calcul quelconque sur la coopération des troupes Prussiennes; et il pourrait fort bien en résulter, que le sort final de la maison d'Autriche fût décidé longtemps avant que les deux cours aient pu en venir à une conclusion quelconque. Pour peu qu'on veuille faire attention à l'importance du moment, à la rapidité des événemens et à la nécessité de porter promtement les coups qui peuvent encore remettre les affaires de l'Europe, on se persuaderait que nous ne nous trouvons pas dans une époque où une telle démarche puisse conduire à un résultat heureux. Des explications simples, franches et une activité accélérée, basée uniquement sur de telles explications, voilà la seule mesure qui saurait faire atteindre le but que les deux cours peuvent se proposer dans la circonstance actuelle.

Je crois, avant tout, pouvoir et devoir vous rassurer complètement sur la crainte que le roi et M. de Golz paraissent avoir nourrie, que la cour de Vienne aurait eu la pensée, après les malheurs que nos armées ont essayés, d'entrer en négociations de paix avec la France, et de s'écarter des principes qu'elle a annoncés à la cour de Prusse, par votre organe, lors du commencement de la guerre. Il n'a été fait aucune démarche qui aurait pu donner lieu à une supposition semblable. La nature de la guerre actuelle ne permet d'ailleurs point de penser à une négociation, à moins que le sort des armes n'ait décidé préalablement de ses résultats, puisque l'Autriche combat pour son existence indépendante, et que l'empereur des Français, dès le premier succès, en a posé en fait l'anéantissement, dans les pièces publiées à ses armées. Tout ce que je puis vous dire à ce sujet se réduit à l'assurance formelle, que notre cabinet se tient et se tiendra invariablement et avec une constance inébranlable, aux déclarations faites à l'Europe au moment où la guerre a éclaté. Jamais les intentions d'une cour n'ont été développées avec plus de franchise que celle de notre auguste maître dans ses déclarations et surtout dans les communications détaillées, que vous avez été autorisé de porter sur cet objet à la connaissance du cabinet Prussien. Ainsi que je viens de le dire, les événemens de la guerre ne sauraient changer notre point de vue, et il faudrait qu'on eût privé la monarchie autrichienne de tout jusqu'au dernier moyen de résistance,

pour l'obliger à abandonner un but, qui n'est susceptible ni de modifications ni de nuances. Si un pareil engagement suffit pour écarter toutes les craintes du cabinet Prussien, vous êtes autorisé à en donner la promesse formelle, et vous pouvez même ajouter celle que, du moment où la cour de Berlin se sera prononcée et aura commencé ses opérations militaires contre la France, la cour de Vienne regardera les intérêts de l'Autriche et de la Prusse, tant en guerre qu'en paix comme éminemment liés et comme les mêmes, et ne consentira à aucune pacification, sans en communiquer avec le cabinet Prussien. Il ne vous sera pas difficile, M. le baron, de faire concevoir à M. de Golz, que dans la position dans laquelle nous nous trouvons, ce n'est que la réunion effective et instantanée des forces de son souverain aux nôtres, qui peut déterminer notre auguste maître à se lier par une semblable stipulation, et qu'il dépendra, en partie du temps où on nous donnera les secours qu'on nous fait espérer, qu'un tel engagement puisse remplir son objet.

Quant aux moyens dont le cabinet Prussien veut que nous aidions les efforts qu'il est prêt à faire pour sauver sa propre existence, la constance, et la ténacité que nous mettons à soutenir la guerre contre la France, est sans doute le secours le plus puissant et le plus efficace que nous saurions lui donner. En occupant dans le centre de la monarchie autrichienne tout le poids des forces militaires de Napoléon et de ses alliés; en attirant à nous tout ce qu'il a de forces disponibles, nous offrons la plus grande facilité aux premières opérations militaires de la cour de Prusse, et nous en assurons le succès. Mais la situation très-embarrassée de nos propres finances rend, dans le moment actuel, impossible de subvenir par aucune avance, quelque peu considérable qu'elle soit, aux besoins pécuniaires de la Prusse; et les retards que la cour de Koenigsberg a mis dans ses déterminations ont eu la fâcheuse suite, que les dépôts de fusils dont nous pouvions disposer au commencement de la guerre ont été employés, tant pour armer plus complètement l'insurrection hongroise, que les différens corps qui ont été extraits des landwehr pour joindre et augmenter nos troupes de ligne. M. le prince d'Orange me dit que le roi lui-même avait pressenti que nous ne pourrions point lui fournir les objets d'armement qu'il désirait, et

qu'il s'était adressé là-dessus à l'Angleterre. M. de Walmoden m'assure qu'il y a un dépôt d'armes anglaises à Heligoland qui était destiné pour les insurgés du nord de l'Allemagne, et que sans doute on donnera la préférence à la Prusse, dès qu'elle se sera décidément declarée. Je vous avoue, M. le baron, que je regarde la question que M. de Golz vous a faite, ainsi que vous le marquez dans le post-scriptum de votre dépêche du 26. mai, „comment la cour de Vienne *envisageait l'organisation future de l'Allemagne?*" comme prématurée, et que si je pouvais mettre des doutes dans la sincérité des intentions de ce ministre, cette question, qui ne pourrait servir qu'à *retarder* une conclusion finale, m'en fournirait le sujet. *Nous nous sommes expliqués avant la guerre sur la généralité de notre point de vue à cet égard.* Notre système est un *système de restitution*, et ce système s'appliquait *préférablement à la Prusse.*

Nous tenons toujours encore à ces mêmes vues; mais leur application et leur discussion dans le détail nous semblent entièrement déplacées à une époque où l'ennemi tient encore la capitale et une grande partie de la monarchie autrichienne, et où la cour de Prusse a encore à reconquérir la totalité des provinces qu'elle a perdues par le traité de Tilsit. Notre premier but doit être de repousser l'ennemi, d'abord de chez nous, et, quand nous en serons à ce point, des pays sur lesquels il a usurpé le pouvoir. Vouloir faire dans ce moment-ci une négociation de la question de l'organisation future de l'Europe, dont nous ne serons les maîtres qu'après de grands et chanceux efforts, serait vouloir s'occuper d'une hypothèse incertaine et se jeter dans un labyrinthe de problèmes de droit public, dans un temps où toute notre intention doit être portée sur le premier et le plus urgent besoin des deux monarchies: celui de se délivrer du despotisme de Napoléon et de se donner une existence assurée et indépendante. Si le cabinet Prussien doit avoir le temps de s'occuper de pareils projets, nous ne refuserons point de les recevoir et d'en dire, dans le temps, notre opinion; mais, si ce cabinet veut faire dépendre de l'accueil que nous ferons à ses plans *la coopération de la Prusse*, la confiance que nous pouvons mettre dans la sincérité de ses déterminations en serait fortement ébranlée.

Après ce que je viens de vous écrire, M. le baron, vous senti-

rez-vous même que nous préférons l'opinion du roi, qui ne désire point faire de sa coopération la conséquence d'une convention diplomatique, à celle de son ministre, qui non seulement paraît mettre du prix à ce qu'il y ait un traité en règle à cet égard, mais qui voudrait même y faire entrer des stipulations qui nous semblent, pour le moment, étrangères au sujet, et peu d'accord avec l'urgence des circonstances actuelles. Si cependant on vouloit insister sur un instrument diplomatique, il ne pourrait être conçu que dans des termes généraux, et contenir à peu près les points suivans:

1) Que les deux cours contractantes, reconnaissant le principe que la guerre actuelle est de nature à décider pour toujours de l'indépendance et de l'existence de leurs états respectifs, se promettent mutuellement d'employer toutes les forces de leur monarchie, sans exception, contre l'ennemi commun, d'après les arrangemens militaires dont on sera convenu entre elles;

2) Qu'à cette fin, on enverra réciproquement des officiers pour s'entendre sur la direction à donner aux opérations militaires (et, si M. le comte de Golz y consentait, on pourrait exprimer ici que S. M. Prussienne confie cette direction à monseigneur l'archiduc généralissime);

3) Qu'au moment où la cour de Prusse sera entrée en guerre avec la France, on s'engage mutuellement à ne point traiter de la paix, qu'en ayant égard aux intérêts réciproques des deux monarchies, et en se communiquant tout ce qui aurait rapport à une pareille négociation;

4) Que si les armes des deux cours doivent être couronnées de succès, on s'entendra mutuellement sur les conditions, par lesquelles, dans une paix future, on pourra assurer la sûreté et l'indépendance respectives et la tranquillité des états voisins;

5) Que les deux cours se réservent la liberté de prendre des engagemens avec d'autres puissances, en tant que ces engagemens ne dérogeront point à la présente convention, à quelle fin ils s'en feront, le cas existant, la communication amicale.

Je dois répéter, toutefois, que dans la situation actuelle des choses, et vu les circonstances pressantes qui réunissent si péremptoirement les intérêts des deux cours, une convention pareille nous

paraît au moins inutile, et qu'il suffirait peut-être de prendre, aussi promptement que possible, des arrangemens militaires, qui se borneraient au nombre de troupes que la cour de Prusse serait en état de mettre en activité dès le commencement de ses opérations, et à la direction à leur donner dès le début des hostilités.

L'envoi d'un officier distingué à Koenigsberg, dont je vous ai prévenu, M. le baron, au commencement de cette dépêche, sera le meilleur moyen pour faciliter la marche d'une négociation semblable, dont l'accélération nous tient surtout à coeur, puisque ainsi que vous le marquez vous-même c'est surtout l'époque où les troupes prussiennes entreraient activement dans la lutte, qui décidera du résultat qu'on peut espérer du concours de la cour de Prusse à la guerre d'Autriche S. M. a choisi, à cet effet, M. le colonel *Steigentesch*, qui se rend directement chez le roi sans passer par *Berlin*. Il est au fait des instructions que vous recevez, et il a l'ordre de se mettre en relation avec vous et de vous informer, par les courriers qu'il vous enverra, des progrès de sa négociation militaire, pour que vous puissiez diriger sur elles vos mésures et les démarches que vous serez dans le cas de faire vis-à-vis M. de Golz.

J'ai l'honneur etc.

P. S. En soumettant à S. M. la présente dépêche, il m'a semblé que dans les dispositions qu'elle contient au sujet de la convention que M. de Golz propose de conclure, il pourrait être nécessaire que vous eussiez une latitude plus étendue relativement à l'engagement réciproque à prendre pour le cas d'une paix future. Il serait possible que le terme dont je me suis servi à cet égard, sous le no. 3, parût trop faible à ce ministre d'état, et même qu'il réveillât la défiance du cabinet prussien S. M. vous autorise, en conséquence, pour le cas où le ministre du roi insisterait sur une stipulation plus positive à ce sujet, de vous servir des termes suivans:

„Que du moment où la cour de Prusse sera entrée activement en guerre avec la France, les deux cours contractantes regarderont leurs intérêts réciproques, tant en guerre qu'en paix, comme uns et les mêmes; et qu'elles s'engagent à ne point traiter de la paix autrement qu'en se communiquant tout ce qui aurait rapport à une pareille négociation, et après s'en être entendues réciproquement."

* * *

Aus der correspondance inédite und aus des Baron du Fain urkundlichen Belegen des Manuscriptes von 1812 und 1813 ist bekannt, daß Napoleon von allen diesen Dingen unerwartet schnellen Wind hatte. Theils fehlte es ihm in Preußen selber keineswegs an hochgestellten, klugen und besonnenen Leuten, entschlossen das Vaterland auf jede Weise zu behüten vor den Schwindeleien solcher Tollköpfe, wie Stein, Boyen, Blücher, Gneisenau, Scharnhorst, Borstell, Chazet, Dörnberg, Nugent u. s. w. und ihm in der Großmuth des unüberwindlichen Napoleon und im treuen Festhalten und Fördern seiner großen Entwürfe, den einzigen Rettungsanker zu sichern, andererseits war wohl 1809 bis zu dem Frieden (und nicht bloß durch Steigentesch), absichtlich und kräftig, auf das Mitfortreißen und Compromittiren der Unentschlossenen, Zögernden, Halben und Lauen, wie billig, ohne Unterlaß gewirkt worden.

7.

Der Graf von Waldstein, über dasselbe, durch Österreichs Waffenstillstand verspätete, Project an das englische Ministerium, d. d. London 16. Octbr. 1809.

Le soussigné prend la respectueuse liberté de soumettre les réflexions suivantes à S. E., Mr..... et le prie de vouloir bien guider ses démarches auprès du Ministère Britannique, en fixant les principes dont il sera nécessaire de convenir dans les nouvelles négociations relatives au projet de délivrance du Nord de l'Allemagne.

S. E. paraissait avoir approuvé:

1. Qu'il y eût une distinction bien établie entre l'occupation du Pays d'Hanovre par des troupes aux ordres de son souverain, et l'insurrection des provinces voisines par des moyens contre-révolutionnaires.

2. Que S. M. B. en sa qualité d'Electeur d'Hanovre fût aidée dans ces deux entreprises par les ressources maritimes, militaires et pécuniaires de la Grande-Bretagne.

3. Qu'en conséquence de ce secours Elle convînt Elle-même des stipulations et compensations à régler entre ses Royaumes et son Electorat.

4. Que devant ainsi traiter pour les peuples voisins, Elle fût seule revêtue d'une autorité dictatoriale dans la direction militaire et civile de l'insurrection, de même que dans l'administration des provinces délivrées.

5. Qu'Elle serait autorisée à faire servir les revenus des dites provinces et leurs ressources de crédit au remboursement des avances faites par la Grande-Bretagne pour le but direct de l'insurrection, tant en argent qu'en armes, habillements et munitions.

6. Qu'après la destruction des autorités usurpées du nouveau Royaume de Westphalie S. M. insisterait sur la formation d'une armée allemande dans tous les pays compris entre l'Elbe, le Mayn et le Rhin.

7. Que cette armée (qui pourrait être de 80 mille hommes de troupes réglées) serait payée par les provinces délivrées, et employée à faire la guerre contre les armées françaises aussi long-temps qu'elles seront sur la rive droite du Rhin.

8. Que les princes allemands rentrants ou restants dans leurs possessions, se soumettraient aux engagements temporaires de la nouvelle fédération, ainsi qu'à l'autorité dictatoriale provisoirement déléguée à S. M.

9. Que l'Electorat d'Hanovre et le Duché de Brunswic ne contribueraient en rien aux charges de la nouvelle fédération pour la délivrance du Nord de l'Allemagne, mais qu'en échange les provinces délivrées ne seraient pas tenues de concourir aux frais d'établissement ni à la solde des troupes hanovriennes et brunswiquoises.

10. Que la Grande-Bretagne ne demanderait aucun remboursement pécuniaire pour la coopération de ses flottes et armées dans la délivrance de l'Allemagne, et qu'Elle n'attendrait d'autre compensation de ses secours que celle d'une diversion également importante pour Elle et pour ses alliés.

Ces principes, de même que les projets qui en furent la suite, étaient fondés sur les circonstances existantes au mois d'août dernier, et particulièrement sur la non-coopération de la Prusse, si bien qu'on croyait pouvoir se prévaloir de la disposition qu'annonçaient plusieurs officiers prussiens de vouloir quitter le service pour se joindre à l'insurrection allemande et attirer un grand nombre de leurs compatriotes dans ce parti. — De plus, il restait alors un espace de temps assez considérable pour assurer le succès de l'entreprise, ou pour l'abandonner au besoin, avant que la navigation ne fût interrompue par les glaces; et l'armée anglaise encore réunie sur les côtes de la Zéelande, de même que la flotte de l'Amiral Saumarez dans la Mer Baltique, paraissaient faciliter les combinaisons nécessaires aux différents buts qu'on se proposait.

Deux mois se sont écoulés depuis cette époque, et chacune des circonstances est changée, quoique en dernière analyse l'ensemble des chances pourrait devenir encore plus favorable qu'il ne l'était alors, pourvu qu'on puisse s'accorder sur le mode d'exécution le plus convenable.

La situation actuelle paraît être:

1. Que l'Autriche est au moment de recommencer la guerre avec des moyens plus considérables qu'Elle n'en avait au commencement de la campagne.

2. Que son armée en Bohème doit attirer ou attaquer toutes les forces que les Dépendants de la France peuvent avoir rassemblés entre l'Elbe et le Mayn.

3. Que cette armée de Bohème, si elle éprouve des revers, ne peut être aidée que par une diversion dans le Nord de l'Allemagne, ou par l'alliance prussienne.

4. Que malgré les espérances données par M. le colonel de Knesebeck à M. le comte de Stadion, cette alliance n'est encore qu'éventuelle après le renouvellement des hostilités, ce qui laisse à craindre qu'un premier échec n'en rallentisse les effets.

5. Que si l'armée prussienne agit dans les Pays où elle serait vraiment utile à l'Autriche, elle ne sera d'aucune utilité directe à la délivrance du Nord de l'Allemagne, si ce n'est que le changement de système de la Cour de Prusse donnera beaucoup de faveur à l'opinion, et des retraites en cas de malheur.

6. Que si l'armée prussienne se porte entre l'Elbe et l'Ems, elle y sera seule maîtresse du pays, et elle y doublera ses provinces et ses armées, sans avoir délivré l'Allemagne ni fait la guerre à la France.

7. Que Bonaparte peut voir avec assez d'indifférence les progrès des Prussiens dans cette partie de l'Allemagne, puisqu'ils empêcheront la formation d'un grand Etat indépendant et d'une armée permanente, tandis que deux batailles gagnées sur le Danube le mettront en état de leur faire évacuer leurs conquêtes, en leur laissant enlever les ressources qu'ils en auront tirées tant en hommes qu'en argent, et dont la privation mettra les peuples entièrement à la merci du dernier occupant.

8. Que l'assistance importante qu'on pouvait attendre du Général Blucher et de son parti n'existe plus, du moment où la Prusse entrera en guerre, et qu'il faut dès à présent y renoncer, vu la nécessité où se trouvent ces individus d'attendre les ordres de leur Souverain.

9. Que l'idée d'une administration provisoire dans les provinces délivrées devient entièrement impossible toutes fois que les troupes prussiennes s'en seront emparé, et que cette conquête détruit à jamais l'organisation des armements qu'on se proposait.

10. Que les 75 mille fusils demandés par M. le colonel de Gneisenau à l'Angléterre pour être délivrés à Colberg, mettront cette puissance dans l'impossibilité d'en accorder un nombre suffisant pour le pays d'Hanovre et le cercle de Westphalie, sans l'armement desquels il ne sera jamais possible de résister aux nouvelles forces qui passeront le Rhin.

11. Que les démonstrations qu'on pouvait demander à la flotte anglaise dans la Baltique pour contenir les Danois en menaçant Copenhague, ou bien en s'emparant de Lubeck, ne seront plus praticables dans quelques semaines.

12. Que vu l'abandon de l'expédition de l'Escaut et les maladies qui règnent dans la garnison de Vlessingue, rien n'empêchera les troupes de la Flandre et de la Hollande de se porter en Allemagne, et que ce sera probablement ces troupes qu'il faudra combattre lorsqu'elles déboucheront de Wésel pour aller défendre le royaume de Westphalie.

13. Que dans six semaines les glaces peuvent s'établir aux embouchures de l'Elbe et du Wéser, et qu'on ne peut attendre le dégel qu'au commencement de février.

14. Qu'il est cependant possible de s'assurer une retraite en passant l'Elbe au-dessous de Torgau pour marcher par la Lusace en Bohème, et que si la Prusse est en guerre, cette retraite peut avoir lieu par tous les points de ce fleuve.

15. Qu'en envoyant une force suffisante, c'est-à-dire un corps de 20 à 25 mille hommes, la retraite ne peut jamais être nécessaire aussi long-temps que l'Autriche sera en guerre, puisqu'il

en faudrait 60 mille à l'ennemi pour se tenir entre l'armée de Bohème et l'armée du Nord de l'Allemagne.

D'après ces considérations le soussigné prie S. E. de vouloir bien examiner les propositions qu'il a fondées sur les différentes suppositions d'après lesquelles il est obligé de raisonner, et de faire les changements nécessaires à celles qui lui paraîtront le plus admissibles.

I. Si la Prusse entre en guerre en même temps que l'Autriche, et qu'elle porte son armée jusqu'aux frontières de la Hollande, il faudra renoncer à l'insurrection du Nord de l'Allemagne telle qu'on l'avait proposée, et laisser à cette armée le soin de tirer le meilleur parti qu'elle pourra des ressources de ces provinces et de leur population. Tout ce que l'Angleterre voudra faire pour faciliter l'entreprise en y fournissant des armes et de l'argent, ne doit plus être qu'un effet des traités particuliers qu'elle jugera à propos de conclure avec la Cour de Berlin; et le seul tempérament qu'elle pourrait apporter à cette prépondérance si contraire aux intérêts de la maison de Brunswic, serait d'envoyer des garnisons dans les possessions hanovriennes des deux cercles, pour y rétablir l'ancienne administration. Elle pourrait également insister sur le rétablissement immédiat de l'Electeur de Hesse et du Duc de Brunswic, de même que sur l'indépendance de tous les princes bien intentionnés qui renonceront publiquement à la Confédération du Rhin, et stipuler que la distribution des autres territoires ne serait réglée qu'à la paix générale, afin de rétablir en attendant un simulacre de l'ancienne constitution germanique.

II. Si la Prusse tarde à se déclarer, c'est à l'Angleterre à la gagner de vitesse en occupant tout de suite l'Electorat d'Hanovre et en organisant l'insurrection entre la frontière d'Hollande et le Wéser, quelles que soient les promesses du cabinet de Berlin. Dès que ce cabinet témoignera le désir d'entrer en négociations avec celui de St. James, le premier gage de sincérité à lui demander serait la promesse de paralyser les mauvaises intentions du Danemarek, et lorsque les armées prussiennes seront prêtes à se mettre en mouvement, on pourra leur proposer de s'emparer provisoirement de la Lusace, de la ville de Hambourg et du duché de Holstein, ou de

reprendre leur forteresse et duché de Magdebourg. Quant à leurs autres possessions de la Basse-Saxe et toutes celles de la Westphalie, on leur réserverait leur droit et l'assurance d'en traiter à la paix définitive. Dans cette supposition il faudrait également se presser de rétablir l'Electeur de Hesse à Cassel, et toute l'organisation du cercle de Westphalie rentrerait dans la catégorie de l'ancien projet.

III. Si la Prusse ne conclut pas son traité d'alliance avec l'Autriche, ou qu'après un premier échec de cette puissance elle diffère ou refuse de l'exécuter, il faudra que l'Angleterre s'empare seule de l'insurrection du Nord de l'Allemagne d'après les principes déjà débattus, et que le cabinet de Berlin soit entièrement exclu de toute influence dans cette entreprise. Il serait même à désirer qu'en cas de succès et lors d'une pacification générale, la Prusse ne fût plus admise à rentrer dans aucune de ses possessions entre l'Elbe et l'Ems, et peut-être que la maison de Brunswic pourrait alors lui abandonner le duché de Lauenbourg, et garder celui de Magdebourg en compensation.

IV. Si au contraire, comme on l'avait dit il y a quelque temps, le Roi de Prusse était forcé de se soumettre au projet qu'on suppose à Bonaparte de lui enlever la rive gauche de l'Oder, et de reléguer l'Electeur de Saxe en Pologne, il faudrait étendre l'insurrection dans toutes ces provinces, profiter de la bonne disposition des peuples et de l'armée, et soutenir la Monarchie prussienne, parce qu'en abandonnant ce territoire à un des généraux français qui en deviendrait probablement le chef, ce nouveau souverain formant une alliance avec la Russie, la Suède et le Danemarck, deviendrait un ennemi dangereux de l'Allemagne, et même de l'Angleterre.

V. Présumant que la seconde supposition est la plus probable, et celle sur laquelle il faudrait se presser d'agir pour en assurer la chance et être préparé aux différents événements, il serait peut-être convenable de demander au Ministère Britannique:

a) D'envoyer tout de suite à la Cour de Vienne l'assurance d'entreprendre l'expédition proposée, dès qu'on aura reçu la nouvelle officielle de la dénonciation de l'armistice.

b) D'engager cette Cour à faire prendre immédiatement l'offen-

sive aux brigades de son armée de Bohème qui se trouvent aux frontières de la Saxe et de la Franconie.

c) D'effectuer, avant l'établissement des glaces, une démonstration maritime sur Gluckstadt ou quelque autre point que la profondeur de l'eau rendrait abordable, avec l'apparence du projet et des moyens nécessaires pour s'emparer de cette ville, afin de retenir les troupes danoises dans le Holstein pendant la première quinzaine des opérations de l'armée anglaise entre l'Elbe et le Wéser.

d) De faire arriver, avant le 1er de décembre, 12 mille hommes de troupes anglaises dans le Wéser, pour occuper les possessions hanovriennes entre ce fleuve et l'Elbe. Ce Corps-d'armée, après avoir rétabli l'ancien gouvernement, qui s'occuperait tout de suite de l'organisation de sa nouvelle armée, pourrait dans le premier mois se vouer principalement à la défense de la Basse-Elbe tant contre les Danois, que contre la garnison de Magdebourg, sans être inquiété ni par Jérôme Bonaparte ni par Junot, qui seront tous deux obligés de manoeuvrer contre l'armée de Bohème.

e) De faire débarquer en même temps le Corps du duc de Brunswic (porté à 4 mille hommes) dans l'Ems, et de le faire avancer jusqu'à Paderborn pour soutenir l'insurrection des peuples entre le Wéser et la frontière d'Hollande, dont une moitié serait dirigée par le colonel Doernberg, et l'autre par le soussigné, qui pourra même, plus tard, se charger de tout le cercle de Westphalie (à l'exception de ses enclavures hanovriennes), lorsque le colonel Doernberg jugera à propos de commencer le même travail dans la Hesse.

f) De faire accompagner ces deux chefs d'insurrection par un Trésorier muni d'un crédit de L. St. 25 mille pour chacun, afin de fournir aux premières dépenses qu'ils seront obligés de faire pour presser l'armement des peuples, et mettre le cercle de Westphalie en état de résister aux attaques qui sortiront sans cesse de la forteresse de Wésel, et dont les succès finiraient par entraver les opérations de l'armée du Pays d'Hanovre.

g) De faire embarquer sur les bâtiments de transport l'armement et les gibernes de 50 mille hommes de nouvelle levée, dont une moitié pour le cercle de Westphalie, et l'autre pour la Basse-Saxe, et de permettre qu'on engage des fournisseurs de Londres à charger

d'autres bâtiments, à leur propre risque, des objets d'habillement qui paraîtront le plus utiles, pour les vendre aux chefs d'insurrection et en être payés, sur leurs reçus, par les agents des bureaux de la guerre; bien entendu que toutes ces avances seront remboursées à la Grande-Bretagne par les revenus et les ressources des provinces délivrées.

h) D'engager Mr. le colonel Gneisenau à retourner en Prusse, avec l'assurance d'envoyer 50 mille fusils à cette puissance aussitôt qu'elle aura commencé la guerre, et de les tenir prêts à l'embouchure du Wéser pour les remettre à Gluckstadt ou Altona, si elle jugeait à propos de s'en emparer, ou à Tangermunde, si elle préférait de marcher sur Magdebourg. Toute autre explication devrait être remise à l'époque où la Prusse se mettrait directement en négociation avec l'Angleterre, et pour lors l'expulsion de l'armée danoise pourrait être clairement stipulée, à moins que toute l'armée prussienne ne soit décidée à marcher sur le Danube ou sur la Vistule.

i) De ne point retarder l'exécution de toutes ces mesures à cause de l'approche de la saison des glaces, puisque la navigation n'est jamais interrompue pendant plus de six semaines, et que durant cette époque l'armée d'Hanovre, déjà doublée par les nouvelles levées, aurait tout au plus les Danois à combattre; que par conséquent sa retraite ne pourrait devenir nécessaire qu'en manquant son attaque sur Cassel, qui ne peut avoir lieu qu'au commencement de février, et pour lors la navigation serait déjà rouverte. D'ailleurs elle pourrait toujours se retirer en Bohême ou dans le Brandenbourg, et si cette ressource lui manquait elle aurait encore celle d'une guerre de manoeuvres sur les deux rives du Wéser et de l'Ems, avançant et reculant inopinément selon les circonstances, en attendant la possibilité de son embarquement.

Il faudrait donc fixer le 25. novembre comme le terme le plus reculé d'un débarquement en Allemagne; mais si l'on différait quinze jours de plus, il faudrait remettre toute l'entreprise au 1er de février, à moins que la Prusse n'eût pris l'engagement de retenir les Danois dans le Holstein, car dans ce cas il n'y aurait pas le moindre

obstacle à une campagne d'hiver, et ce serait même la saison la plus avantageuse pour une pareille entreprise.

Le soussigné n'a pas hésité de présenter ces idées dans toute leur imperfection à S. E., parce qu'il n'a pas d'autre but en les communiquant que de les rectifier d'après les observations qu'elles pourront amener, et de concerter par ce moyen les démarches qui doivent conduire à l'adoption du plan le plus avantageux pour la délivrance de l'Allemagne, de même que pour les intérêts de l'Angleterre et de l'Autriche.

Londres le 16. Octobre 1809.

Ferd. Este de Waldstein.

8. 9. 10.

Briefe an einen Vertrauten des englischen Ministeriums des Äußern aus Wien vom 5. und 12. Jänner, dann 2. Februar 1810, über die politische und strategische Lage Österreichs in den ersten Monaten nach dem am 14. Octbr. 1809 abgeschlossenen Wiener Frieden.

Vienne le 5 de Janvr. 1810.

Je me suis déjà permis quelques conversations préparatoires et dans les différents départemens. Voici les principes sur lesquels j'ai raissonné:

Ce n'est point l'épuisément des ressources qui a fait faire la paix, mais uniquement les embarras provenants de la trop longue durée de l'armistice et le découragement de nos généraux.

Ce découragement est une suite nécessaire du manque de vigueur dans l'autorité suprême et de la secousse occasionnée dans l'armée par le déplacement de tous les archiducs, d'ailleurs très nécessaire.

Quelque mauvaise que soit cette paix, elle a toujours l'effet momentané de délivrer nos provinces à l'exception des côtes maritimes et du cours de la Save. C'est tout ce qu'on pouvoit obtenir par trois batailles! — La playe la plus profonde, et dont l'effet se montre désaprésent, est le changement de l'enthousiasme en censure et mépris.

L'armée est encore intacte, les malades sont guéris, les chevaux ont repris leur force. Six mois de réformes détruiroient tout l'édifice et les finances ne sont plus en état de le soutenir.

Ces mêmes finances ne peuvent plus se retablir par un sistême. Il faudroit vingt ans de tranquillité pour l'exécuter. Des ressources extraordinaires peuvent encore obvier à quelques embarras. La

paix les empêche en forçant à des ménagemens, tandis que la guerre fait tolérer quelques violances et donne la chance d'une recette étrangère, ou d'une concurrence de l'étranger dans le soutien de nos fardeaux.

Dès que Bonaparte sera forcé d'abandonner l'Espagne, ou sûr de la conquérir, il reviendra sur nous; et ce n'est point par le Danube qu'il nous attaquera, mais directement en Hongrie. Le passage de la Save sera la première hostilité. Dans l'intervalle il tâchera de nous miner et de nous avilir par ses ordres, auxquels nous serons obligés de nous soumettre si nous voulons conserver la paix, à moins qu'il ne soit gêné par quelque nouvel obstacle.

La monarchie ne sauroit subsister avec ses frontières actuelles, n'ayant ni débouchés ni défense militaire par les positions. Tòt ou tard il faudra faire la guerre. Dans deux mois on le peut, dans deux ans on ne le pourra plus. Mais comment ramener l'opinion à un renouvellement immediat d'hostilités, sans nouvelle provocation, sans nouveaux moyens, et avec les mêmes chefs qui ont crû la paix si nécessaire? En faisant naître une cause étrangère et voisine, en préparant le développement dans le plus grand secret, en la faisant éclater avec rapidité. Votre Excellence connoit l'objet que j'ai voulu indiquer, mais je diffère encore d'en donner le plan jusqu'à ce qu'il me paroisse probable qu'on le reçoive avec plaisir. Les fautes des chefs sont une chose trop précaire pour admettre des combinaisons: on fera toujours des fautes, mais on ne fera pas toujours les mêmes. On n'en fait qu'à force de tatonner et d'hésiter, et qui nous répond que l'aveugle ne sortira pas par la vraye porte lorsqu'il n'y en a que deux dans la chambre. Mais, dira-t-on, ce sera donc toujours le combat d'un aveugle contre un clairvoyant. Celà n'est pas aussi vrai qu'on le pense. D'abord on pourroit faire la guerre où Bonaparte ne sera pas, et lui même a fait des fautes tout aussi graves que les nôtres. Ce n'est certainement pas par la supériorité de ses manoeuvres qu'il nous a battu, c'est par l'impétuosité de l'exécution, l'énergie des moyens, et la grandeur des sacrifices. Si nous calculons notre guerre sur sa durée, au lieu de la subordonner aux premiers succès, nous triompherons.

L'Allemagne une fois sous les armes, on peut y verser le papier

monnoye, le faire timbrer de la marque des provinces délivrées, et lui rendre son entière valeur. Cela seul rembourseroit les fraix de trois campagnes et ne fera de mal à personne.

Pour y parvenir il ne faut point faire les préparatifs par manière de conspiration, cela est impossible parceque cela ne seroit point secret, et qu'on étoufferoit chaque étincelle avant qu'elle ne puisse se communiquer. Il faut qu'une vingtaine de personnes se concertent et se dispersent d'une manière convenue pour répondre au Télégraphe. Qu'une armée Anglaise débarque, et qu'en même tems, par une manoeuvre ouverte ou par quelque ruse d'une apparence révolutionnaire, toute la cavalerie sorte de la Bohème et courre au galop jusqu'au Rhin. Ce seroit une duperie que de préparer et d'organiser d'avance: Que la force protectrice se montre, et l'Allemagne se décidera; elle est toute préparée. Le Tirol qui brûle encore étendra son embrasement si l'Angleterre s'empare de Venise, surtout si elle peut obtenir que les Pachas voisins viennent balayer les provinces illiriennes avant qu'elles ne soient opprimées. Trois semaines suffisent pour fonder ce nouvel Empire: il faut trois mois pour revenir de la Sierra Morena au Böhmerwald, et pour lors toute l'armée autrichienne seroit prête à sortir de la monarchie.

La Russie n'est pas un obstacle, et vraiment elle ne l'a pas été. L'armement des paysans du Mont Crapack et de la Jablunka suffiroit pour retarder ses progrès, et s'il faut un sacrifice pourquoi ne retabliroit-on pas cette même Pologne que Bonaparte vient encore de duper. Une simple promesse de notre part nous attacheroit cette malheureuse nation, et feroit naître une opposition redoutable aux bêtises du......

Voici les bases de mon catéchisme, et si Votre Excellence n'y trouve point d'hérésie, je Vous prie de le communiquer au défenseur de la foi. Je ne doute pas que si par Votre Ministère, le Marquis de Wellesley voulait m'autoriser à donner quelque encouragement positif, nous nous remettrions en selle au mois d'avril. Je n'attends que le premier progrès de mes démarches pour en écrire directement à son Excellence, et je puis Vous assurer que tout ce que je viens de Vous dire a déjà été jeté partiellement aux principaux membres du

cabinet sans leur donner de scandale, et sans leur faire faire le signe de la croix. Au reste je ne m'en ouvre qu'à Vous dans Londres.

J'ai l'honneur d'être avec les sentimens les plus distingués

De V. E.

Le très humble et obéissant serviteur

Norbert Turnow.

V — le 12 Janvr 1810.

Monsieur le Comte de Hardenberg vient de m'écrire par messager pour me proposer une entrevue. — Etant venu me voir en même tems, j'ai sû qu'il avoit un chiffre pour correspondre avec Vous. Je ne suis plus en peine pour mes communications, et je n'attends que *des secrets* pour le prier de Vous les transmettre par ses hiéroglyphes. J'espère qu'on reconnoitra dans la lenteur que nous mettons à rappeler nôtre ministre, que nous sommes assez fâchés de nous séparer de nos amis, et je me flatte que nos rapports ne seront pas longtems interrompus.

Depuis hier nous sommes entièrement guéris de l'archiducomanie que nous avions rapporté de Florence et qui nous aveugloit beaucoup plus que l'ophtalmie d'Egipte. Ils sont tous *upon half pay* comme moi même, excepté l'invulnérable Palatin qui soutient et se fait soutenir par la sublime constitution du Royaume d'Hongrie. Reste à savoir si le remède n'est pas pire que le mal, car aprésent les mutilations de l'armée s'opèrent par le général Duka quartiermaître et le général Kutschera Adjutant de l'Empereur, tandis qu'on a soin de tenir à l'écart le Feldmaréchal Bellegarde qu'on a nommé Président du Conseil de guerre, en même tems qu'on le chargeoit d'une éternelle commission en Galicie. Ce n'est pas que ce Bellegarde soit bien belliqueux, mais au moins il est habile, et sauroit nous mettre en état de résister. Si l'influence des subalternes continue, Vous verrez que l'armée désirera le retour de l'archiduc Charles parcequ'il savoit la protéger.

Nous avons eû ici pendant près de quinze jours le Comte Louis de Narbonne ancien ministre constitutionel de Louis XVI., émigré depuis, et finalement repoussé en France par la famine. Depuis six

mois Bonaparte l'a retiré de l'oubli en le nommant Commandant de Raab, et maintenant Gouverneur des Provinces Illiriennes, où il paroit assez honteux de se trouver. Comme c'est une ancienne connoissance à tout le monde et qu'il fait le bon homme, on lui a probablement ordonné de s'arrêter à Vienne en guise de panacée ou d'onguent vulnéraire, et pour préparer l'envoy prochain de Monsieur Otto. Dans ses effusions il lui est échappé de dire depuis le divorce, que si l'on offroit l'archiduchesse fille de l'Empereur à Bonaparte, elle seroit probablement acceptée. Je ne Vous parle de cette glorieuse perspective que pour Vous assurer que tous les gens sensés n'ont vû dans cette phrase qu'une impertinence, quoique les philantropes et les arithméticiens y trouvassent le salut de la monarchie. Je ne serois pas étonné que le bruit d'une pareille mesure ne se répandit dans Londres, et je suis bien aise d'en sauver à V. E. sa juste indignation. Nous ne croyons pas non plus à la princesse de Russie, ni aux différentes listes pour le jour des rois, et en tout nous ne savons pas encore (comme l'auroit prononcé le Baron de Milius) *sur qui tombera le foudre impérial?* Il me seroit cependant bien important de connoître la nouvelle géographie de l'Allemagne depuis le Rhin et l'Yssel jusqu'à l'Oder. — A propos de cette dernière je crois avoir vérifié que toutes les ouvertures de la Prusse n'étoient que des coquetteries.

Ce n'est qu'après une conversation que je vais avoir avec Monsieur de Metternich dont je ne puis assez Vous louer la conduite, les principes et les formes, que je me déciderai à présenter un ensemble et le développement des idées que j'ai jetées au hazard dans ma lettre du 5. — J'aurois dû Vous y faire remarquer que pour préparer tout ce sistème je voudrois voir établir *un Ministère secret* sous lequel je travaillerois, afin que le ministère ostensible pût plus librement continuer les simulations et dissimulations que les circonstances nous prescrivent. Mais tout cela n'est encore qu'un pieux désir, et Vous êtes à même qu'aucun autre, de hâter sa réalité. Si par hazard le porteur de cette lettre, dont on a différé le départ depuis huit jours, est assez maladroit pour avoir l'apparence d'un courier, je Vous prie de ne pas Vous en appercevoir, et de dire s'il le falloit, que c'est tout simplement un valet de chambre de Star — qui revient

pour l'accompagner dans son voyage. Je ne dis pas à ce dernier que je Vous ai écrit, et je ne crois pas non plus qu'on lui écrive sur le même sujet, quoique ces idées ne lui soient pas étrangères. Monsieur de Stadion passe l'hiver à Prague, où il affecte d'ignorer les affaires. Je viens cependant de lui écrire pour maintenir sa bonne volonté. Les bavards repètent contre lui tout ce que les Français ont tâché de leur faire croire, mais le public le respecte et l'Empereur l'aime toujours. Il lui a même assigné quatorze mille florins de pension. C'est bien peu pour quelqu'un qui perd à notre service une terre de deux millions.

Peu à peu je me retrouve dans le Labirinthe que je suis forcé de traverser et ménageant tous les partis je me flatte de m'en faire écuter, en ne montrant de mon menu que le plat que chacun aime le mieux. Je Vous prie de faire passer l'incluse par la petite poste et de me croire comme toujours,

Monsieur le Comte

De V. E.

Le très humble et très attaché serviteur

Norbert Turnow.

Le 2 Févr. 1810.

Mes rapports avec les bons Tiroliens me procurent aujourd'hui une occasion plus sûre pour Vous écrire. L'un d'eux va conférer avec Horn; et Moraut, qui est revenu, après avoir déposé ses paquets à Hambourg, portera chez Vous leurs dépêches. Ce feu sacré brûle encore et brûlera toujours, même sous la cendre. L'Empereur a beau les éloigner de sa personne, ils savent qu'il leur fait du bien en secret, et ils l'aiment comme s'il avait pu les défendre. Si Vous pouviez connaître les faits individuels de leur campagne, Vous oublieriez les Grecs et les Romains.

Ici, tout est en suspens, et je ne puis les en blâmer. Il faut absolument que nous sachions à quoi nous en tenir sur la composition du Ministère de Londres, sur le voyage en Espagne, et sur les changements à faire entre l'Elbe et l'Escaut. Hors de là, ce qui nous intimide le plus, c'est la nouvelle Pologne, et les dangers de la

Turquie. Plusieurs de nos conseillers auraient désiré la paix de cette puissance avec les Russes, même avec la cession des provinces *Danubiennes* qui nous inquiètent. Mon respect pour les fauteurs de cet avis m'a fait hésiter un moment; mais je viens de consacrer trois jours à cette question, et je trouve que cette paix (qui arrivera peut-être sans notre concurrence) serait un malheur. S'il était possible de l'opérer en détachant Alexandre de Napoléon, je ne craindrais pas les acquisitions du premier, et ces acquisitions sont effectivement le seul but raisonnable qui puisse excuser sa monstrueuse alliance. Mais il y a fascination personnelle, que rien ne peut conquérir que l'excès du malheur. Ce malheur ne peut être lancé sur sa tête, que par l'Angleterre. Indépendamment de la Baltique, elle peut le frapper par la Mer Noire, et peut-être *lâcher contre lui tous les chefs Tartares des environs du Mont-Caucase, en même temps qu'elle donnerait plus de vigueur à la guerre des Persans.* On m'a su gré d'avoir développé ces idées, et je Vous prie d'en dire un mot où il conviendra. Les Turcs nous sont nécessaires pour empêcher les provinces Illyriennes de s'organiser, et j'espère encore, malgré qu'on nous annonce le départ de M. Adair, que nos amis parviendront à mettre en armes l'empire d'orient contre le nouvel empire d'occident. Assurez-Vous alors de Venise, pour nos chers Tiroliens; débarquez quarante mille hommes dans le Nord de l'Allemagne, et je Vous réponds que nous ne tarderons pas vingt-quatre heures à Vous joindre. Mais persuadez-Vous bien, et je Vous prie de le dire, qu'il n'y a que l'Angleterre qui puisse nous remettre en attitude, et qu'il faut que ce soit elle qui commence l'exécution du plan qu'on aurait concerté. Il faut que le mouvement nous vienne d'en dehors: ici, tout l'or du monde ne nous fera pas bouger.

Le seul objet dont je m'occupe sérieusement, c'est de combattre l'économie qui mine insensiblement notre armée. On m'assure que je m'effraie sans raison; mais je crains qu'on ne me trompe, et j'agis en conséquence. Il est cependant possible qu'on affecte la réduction, pour calmer le vainqueur, et qu'on ait pris des mesures secrètes pour faire tout reparaître. Je n'en combats pas moins ce sistême: car on ne s'apercevrait pas de la conservation de nos forces, tandis qu'on nous déclarerait la guerre, si après avoir diminué de moitié,

nous voulions augmenter d'un quart. Je demande qu'on soit toujours préparé à se défendre, ou bien à profiter de l'avenir; et c'est dans ce but que je voudrais faire donner au Comte de Stadion avec Baldacci, un Ministère secret pour faire tous ces préparatifs au-dedans et au-dehors, tandis que le Ministre ostensible n'emploierait que des narcotiques et des soumissions; car je voudrais qu'on ne nous déclare pas la guerre, avant que nous ne soyons en état de la déclarer.

Je Vous prie d'envoyer l'envoyer l'incluse à Votre voisine.

Norbert Turnow.

* * *

Daß Norbert Turnow ein fingirter Name sei, unter dem ein in den höchsten Reihen der Gesellschaft wurzelnder Mann steckte, im Kriegs- und Friedenshandwerk wohl erfahren und ein tödtlicher Hasser Napoleons, bedarf wohl keiner besondern Bemerkung. Aber höchst merkwürdig sind diese Briefe, weil es unmöglich wäre, die Kühnheit und Entschlossenheit der Kriegsparthei in Österreich, selbst noch in den ersten Augenblicken nach dem Abschlusse des unglücklichen Wiener Friedens treffender zu bezeichnen und auszusprechen.

11.

Gutachten eines in der englischen Befreiungsarmee der pyrenäischen Halbinsel dienenden Stabsofficiers über die Mittel, Österreich mit hineinzuziehen in den wider Napoleon gerichteten Bund Englands, Rußlands und nun auch Preußens d. d. Sant-Ander 26. April 1813.

Sant-Ander 26. April 1813.

Ich habe vor ungefähr acht Tagen mehrere ausführliche Briefe aus Österreich erhalten, die auf einem sichern Weg gekommen und ohne Rücksicht geschrieben sind. Insofern ich es als gewiß annehmen darf, daß E. E. ganze Thätigkeit in diesem Augenblick angestrengt ist, um Österreich aus seiner gegenwärtigen Bahn zu reißen, werde ich mir die Freiheit nehmen, über einige Gesichtspuncte, aus welchen jene Angelegenheit beleuchtet werden kann, E. E. diejenigen abgerissenen und flüchtigen Gedanken mitzutheilen, welche manche von meinen Freunden aus Wien, Prag und Ungarn erhaltene Bestätigungen in mir veranlaßt haben. Es ist bei der Entfernung, in welcher brittische Minister gewöhnlich von den mannigfaltigen Nuancen der Staatsverhältnisse auf dem Continent sind, allerdings ein tröstlicher Gedanke, daß die Schritte, welche zur Ehrlichmachung von Österreich geschehen, von Ihnen influirt sein werden. Vielleicht hängt die Existenz des allgemeinen Friedens von einigen sehr zarten Fäden ab, welche in jenen Landen nur glücklich bewegt zu werden brauchen, um ein neues Leben in das scheinbar fühllose Wesen zu bringen. Daß Graf Metternich noch gar weit davon ist, den gewünschten Entschluß zu fassen, scheint gewiß. Doch bleibt zu untersuchen, ob es möglich ist, zwar nicht ihn zu bekehren, sondern vielmehr zu wissen, ob es nicht ruhende Triebfedern giebt, welche neu belebt, stark genug sind, ihn nebst seinem ganzen doppelsinnigen System über den Haufen zu werfen? Das allein scheint der Gegen-

stand zu sein, dem die Gutgesinnten in Österreich jetzt ihr ganzes Nachdenken gewidmet haben. Sie fixiren ihre Aufmerksamkeit hierbei hauptsächlich auf zwei Puncte: 1) auf den Character des Kaisers, 2) auf die Lage, Stimmung und Constitution von Ungarn und das Verhältniß dieses Königreichs zu Rußland. Es ist keine geringe Aufgabe, das Gemisch von Festigkeit und Schwäche, von Ehrlichkeit und Falschheit, von natürlichem gesunden Urtheil und gemeiner Kurzsichtigkeit, von Ehrgeiz und Gleichgültigkeit, von Kenntniß des Details und allgemeiner Unwissenheit zu schildern, was sich zum Unglück so vieler Millionen in Franz II. zusammenfinden mußte, und doch sind es diese wunderbaren Eigenschaften allein, welche seiner bisher so unglücklichen Regierung, einen sonst nicht zu erklärenden Character gegeben haben. In einzelnen Momenten von überlegenen Menschen hingerissen und geleitet, im Ganzen unfähig irgend ein Geschäft selbst zu vollbringen ist der Kaiser doch niemals von irgend Jemanden ganz beherrscht worden.

Niemand ist jemals seines Einflusses über ihn so gewiß gewesen, daß er nicht in dem Augenblicke der höchsten Gunst hätte befürchten müssen, daß irgend ein bedeutendes Geschäft ohne sein Vorwissen und Zuthun beim Kaiser zu Stande gebracht würde. Dieß haben Thugut, Colloredo und Zichy erfahren, welche ihrer Natur nach dem Kaiser weit näher gestanden als bis jetzt Metternich und deren lange Dienste und ihr Alter, Anspruch auf bleibenderen Einfluß gaben. Noch mehr dürfte es aber bei Metternich der Fall sein, der bisher so weit davon entfernt war, irgend einen allgemeinen Einfluß zu haben, daß es während seines ganzen Ministeriums keinen einzigen großen Gegenstand der Administration gegeben hat, welcher gerade nach seinem Willen entschieden worden wäre. Er widersetzte sich mit aller Kraft und List, deren er fähig war, dem Wallischen Finanzsystem, der Verminderung der Armee und der Zusammenrufung des letzten ungarischen Landtags, aber vergebens.

Alle drei Puncte wurden danach durchgesetzt. In einem einzigen Werke drang er durch, — in dem Bunde, der Österreich an Frankreich kettet, dieses konnte er zusammenfügen, weil es mit der damaligen Stimmung des Kaisers zusammentraf, weil dieser betrübt von seinem ungeheuren Fall, in Hoffnungslosigkeit und Mißtrauen gegen sich selbst und gegen alle, die ihn umgaben, versunken, kein Mittel sah, der kolossalen Macht des Feindes zu widerstehen, welcher ihn von allen Seiten umfing, und

auch frühere bittere Erfahrungen von Rußland nichts hoffen ließen. Dies waren Metternichs Bundesgenossen, dies die Argumente, die damals Niemand beim Kaiser zu widersprechen wußte. Nicht ein Resultat von Metternichs mächtigem Einfluß. Unter manchen wunderlichen Vorurtheilen hat der Kaiser auch ein beinahe unbesiegbares, gegen alles was elegant ist und spricht und was die Welt liebt. Wenn es Metternich auch gelungen, so lange er in den Hauptpuncten mit seinem Herrn übereinstimmte, sich gefällig zu machen, einen vortheilhaften Begriff von seinen geschmeidigen Talenten zu geben, so ist er doch niemals so weit gekommen, dem Kaiser eine große Meinung von der Reifheit und Sicherheit seines Urtheils einzuflößen. Wenn er nun vor neun Monaten mit strafbarer Insolenz laut behauptete, daß die französische Armee, die nun begraben liegt, unbesiegbar und unsterblich sei, wenn er dann wieder aus einer kleinen, den Geist der Zeit verkennenden Politik, es wagte, die Allianz mit Frankreich eben so schlecht zu erfüllen, als er die Negotiation mit Rußland treulos betrieb, so wage ich die Behauptung, daß der Kaiser im Innersten schon das größte Mißtrauen gegen ihn hegt, und daß sein grader, gesunder Verstand, das höchst gewagte Doppelspiel verabscheut. Daß er schon jetzt heimlich mehrere seiner geheimen Rathgeber angehet, und daß er im Aller-Innersten eben so nah als jemals ist sich gegen Frankreich zu erklären, wenn er anders eben so planmäßig dazu geführt würde, als ihn die Stadionsche Parthei 1809, hauptsächlich durch Stutterheims Hülfe, leider zur unglücklichen Stunde, leitete, oder vielmehr seiner eignen Meinung Mittel verschaffte zu Tag zu kommen und zum bestimmten Willen zu werden. — Schiller sagt: daß es nichts Kriegslustigeres gebe, als geistliche Fürsten und schwache Monarchen. Dies ist besonders der Fall bei Franz II. Er hat im Grunde seiner Seele, immer Lust zum Krieg. Dieses erklärt sich schon daraus, daß er bei diesem großen Hasardspiele hoffen kann, ohne übermäßige persönliche Anstrengung durch irgend ein glückliches Begegniß wieder in einen Zustand von Macht und Unabhängigkeit zu kommen, auf welchen er so eifersüchtig als irgend ein Monarch ist. — Er giebt sich immer alle Mühe, diese Kriegslust, die er für strafbar hält, zu verheimlichen. Bange vor der Verantwortung gegen Gott, bange vor dem Meister Urian, möchte er immer gern überredet sein, daß der Krieg unausweichlich und daß der Entschluß dazu ihm entrissen sei. In dieser Hinsicht ist Metternich und seine allgemeinen Pacifications-Pro-

jecte sehr gefährlich, weil es schon genug ist, daß irgend ein Mensch dem Kaiser sagt, und es wirklich meint, daß der Krieg zu vermeiden sei, um ihn wieder auf lange in Zweifel und Unthätigkeit zurückzuwerfen. Das Verhältniß der Erzherzogin Marie Louise kann nicht in Anschlag gebracht werden. Man hat viel von den Herzenseigenschaften des Kaisers gesprochen. Ich wage es, ihn für einen der kältesten, egoistischsten Menschen zu erklären, den jemals Unglück und Unmuth über die eigene Unfähigkeit starr und fühllos machten. Er hat mit der Kaiserin Therese in der besten Ehe gelebt. Er ertrug den Verlust der Mutter von zwölf seiner Kinder mit merkwürdiger Stumpfsinnigkeit. Als er das Reich von seinem Vater überkam, lebten 34 Mill. glücklicher Menschen in seinen blühenden Provinzen. Er hatte einen Schatz von Volkstreue und Liebe ererbt, wie wenige Monarchen je besessen haben. Nun aber erheben Unzufriedenheit und Armuth von allen Seiten die Stimme gegen ihn. Er erträgt dieses mit der größten Gleichgültigkeit. Er hat sich so daran gewöhnt, daß er mit einem steinernen, starren Gesicht jedem Leidenden die Antwort giebt: „nu, nu, Wir wollen's schon machen," — ohne jemals etwas zu thun. Kann es Metternich wagen, ihm, der die Tyroler und seine Tochter abtreten konnte, für einen zärtlich liebenden Vater auszugeben? Dies Verhältniß wird nie von majeurer Bedeutung sein.

Dieses und andere Hindernisse würden viel eher aus dem Wege kommen, wenn im Kaiser eine feste Überzeugung über folgende Puncte zu begründen wäre: — 1) alle Hoffnung einer Vermittlung zum allgemeinen Frieden niederzuschlagen, durch irgend ein officielles Actenstück zwischen dem englischen und russischen Hofe. 2) Die Ursachen scharfsinnig zu entwickeln, die es wahrscheinlich, ja beinahe gewiß machen, daß Napoleon von der Art unterrichtet ist, in welcher Metternich seit geraumer Zeit mit England und Rußland heimlich unterhandelt, und daß er dieses, wenn er siegen sollte, unfehlbar rächen wird. 3) Durch eine der subordinirten Personen, welche der Kaiser immer consultirt, das stärkste Argument der Stadionschen Parthei auf's Neue in Thätigkeit zu setzen, daß nämlich ein so durchaus zerrüttetes Handels- und Finanzsystem, wie jenes Österreichs, durchaus nicht gründlich geheilt werden könne, als durch einen glücklichen Krieg, welcher dem Staate die zu seinem innern und äußern Leben unentbehrlichen Provinzen, insonderheit die Verbindung mit dem Meere wiederbringt. Das Geschrei darnach ist heute viel stärker als vor vier Jahren,

denn der Kaiser und alle seine Rathgeber haben ununterbrochen beinahe alle Versuche erschöpft, deren ein Finanzsystem fähig ist und sind doch nur in immer peinlichere Verlegenheit gerathen. Der Kaiser weiß es recht gut, daß er bei diesen Operationen, die das öffentliche und Privatleben in seinen Wurzeln angegriffen, die Liebe seiner Völker und sein Ansehen in Ungarn verscherzt hat.

Es dürfte vielleicht nicht schwer sein, ihm begreiflich zu machen, daß alle Finanzmänner der Welt nicht vermögen, seine diesfälligen ängstlichen Besorgnisse zu heben, so lange Napoleon das Blühen und Wachsen der österreichischen Monarchie mit eherner Faust niederhält. 4) Auf den ganzen Umfang des von Alexander so schlau und unaufhörlich gepflegten russischen Einflusses auf Ungarn und auf die Griechen und auf die Mittel zu deuten, welche jene Macht in Händen hat, hier gefährlicher für Österreich zu werden als selbst Frankreich. 5) Die Nothwendigkeit der Reorganisation der Armee. E. E. haben mir zwar mitgetheilt, daß die Armee wieder auf 200,000 Mann kommen soll. Nach den Äußerungen meiner Freunde ist es aber noch weit bis zur Realisation desselben Wunsches, welcher schon allein hinreichen würde, den Kaiser zu kriegerischen Entschlüssen zu bringen. Als der Kaiser 1808 von den brittisch spanischen Vortheilen in Spanien aufgemuntert, in die Vermehrung der Armee, in Reserven und Landwehre willigte, war er von dem Gedanken eines Offensiv-Krieges vielleicht eben so weit entfernt, als er's nun sein mag. Als aber die Rapporte von der Stärke der Armee, von dem grossen Resultate der Volksbewaffnung wirklich vor ihn gebracht wurden, als durch die neuen Rüstungen ein allgemeines Gefühl der Stärke und der Zuversicht sich verbreitet hatte, da war es eben der Gedanke an diese formidable Macht ganz besonders, den die Stadions als Hebel gebrauchten, um den Kaiser zu bewegen. Werden diese Puncte beim Kaiser erst recht benutzt, so wird das Wichtigste vielleicht schon gethan sein.

Metternich wird der Stimme seines Herrn genau folgen, und in seiner jetzigen Bahn bleiben, so lange es mit dieser im Einklang ist. Metternich ist kein unabhängiger politischer Character, der seine Ideen mit strenger Consequenz durchführt und durchzwingt. — Er muß Minister bleiben, weil er durchaus keine andere Existenz hat. Seine Eltern haben für seine diplomatische Laufbahn sich beinahe ruinirt, und er hat nicht viel außer seinem Gehalte. So jung zu der ersten Stelle im Lande gelangt, würde

er nicht wissen, wie? und wo? er leben sollte, wenn irgend ein gewagtes Unternehmen ihn stürzen sollte. Eine philosophische Einsamkeit mit dem Bewußtsein Recht gethan zu haben, würde in seinen Jahren nicht conveniren. Gewohnheit und Neigung erhalten ihn in der großen Welt, in der er in seiner gegenwärtigen Charge sehr angenehm existirt.

Er genießt mehr als er arbeitet. Diese Rücksichten haben am meisten auf ihn gewirkt, wenn er sich seinem Lieblingsplan, den allgemeinen Friedensvermittler zu machen überläßt, der vielleicht mehr als er selbst sich es bewußt ist, aus jener individuellen Lage entsprungen ist. Er hat in sich die Idee der Erhaltung seiner Stelle so identificirt mit der Erhaltung des Staates, daß sie beinahe eins geworden. — Worinnen er wieder etwas Ähnliches mit seinem Herrn hat, der sich und Österreich unaufhörlich verwechselt. Metternich wird alle kühnen und entschiedenen Maaßregeln fliehen, weil er nicht verspielen kann. Die kränkliche Existenz des Staates hinzuhalten zwischen zwei mächtigen Nachbarn, nur jede Crisis vermeiden, Minister bleiben, und thun was der Herr will, wenn er ihn nicht thun machen kann, was er will, — scheinen ungefähr die Gegenstände zu sein, die er sich vorgenommen hat. Dies bewies er, als er sich ganz entschieden dem Wallisschen System widersetzte. — Trotz seiner Opposition wurde es durchgesetzt und er blieb im Ministerium und arbeitete mit Wallis, welches ihn schon damals in den Augen von vielen Menschen nicht mehr als einen Staatsmann, sondern als einen Courtisan, der an der Spitze des Bureaus der auswärtigen Angelegenheiten stehe, darstellte und behandelte.

Ob diese Verhältnisse und die Blößen, die er sich in seinen heimlichen Negotiationen mit den alliirten Höfen gegeben, Waffen sind, denen er widerstehen kann, wenn man sie mit vollster Energie gegen ihn gebraucht, werden E. E. mit einem Blicke besser einsehen, als ich es zu entwickeln im Stande bin. Entschiedene Drohungen werden mehr als etwas anders wirken. Von einem Gefühl für Freiheit und Ehre ist durchaus nichts zu erwarten.

Metternich hat noch eine Eigenheit mit seinem Herrn gemein, so wenig sie sich auch sonst ähnlich sehen mögen, eine beinahe unbesiegbare Faulheit *). Beide werden Tage, Monate, Jahre verlieren, um nur die Mühe eines großen Entschlusses, die Unbehaglichkeit einer neuen Lage hinauszuschieben.

*) Dieses gilt durchaus nicht mehr für die spätere Zeit.

Die Gefahr ist jetzt weiter entfernt und ein neues Hin- und Herschwanken, eine Dämmerung zwischen Handeln und Schlafen, auf's Neue möglich geworden. So werden die kostbaren Momente vergehen, und Metternich wird hinter diesem Schilde der unthätigen Halbfeinde die zerstückelten Theile seiner Macht wieder zusammenfügen, wenn nicht gleich jetzt alle Angriffe auf den Kaiser geschehen, die geeignet sind, ihn aus der Unthätigkeit zu reißen. Die Mittelspersonen hiezu sind nicht in den ersten Classen zu finden. Zwischen kaum den Namen nach gekannten Hof- und Staatsräthen, ist das Zutrauen des Kaisers vertheilt, und wenn es den Ersten des Reichs beinahe unmöglich ist mehr als eine oberflächliche Alltagsconversation zu erhalten, so ist das Ohr des Kaisers den andern beinahe immer offen. Mit Freuden wende ich mich zu einer erfreulichen Seite des Gemäldes, zu dem Geiste des Volks von Österreich. Nicht mehr Treue, Muth und grader, unbestochener Sinn ist in irgend einem Volk als in diesem. Es hat noch nie Frieden mit Napoleon gemacht, es wird die Größe des Moments und die Nothwendigkeit der Rache fühlen. Mit der unwiderstehlichen Beredsamkeit eines treuen und vollen Herzens werden diese Menschen, besonders die an Frankreich abgetretenen, zum Kaiser sprechen und nicht ohne Wirkung. Aber sie müssen angeregt und aufgemuntert, sie müssen vereint und geleitet werden.

Was ich Ihnen über den Character des Kaisers sagte, drängt sich in den Kern zusammen: 1) daß der Kaiser die einzige entscheidende Person ist und daß er auch ohne Metternich angegriffen werden kann, 2) daß Metternich unfehlbar seinem Herrn folgt, sobald er die geringste Veränderung an ihm bemerkt. Übrigens muß man ihm eine angesehene und reichliche Existenz auf alle Fälle versichert zeigen und vor Allem trachten, ihn wegen seiner Anwürfe bei Preußen, bei Rußland, und bei England, gegen Napoleon schonungslos zu compromittiren, der ohnehin weder Zutrauen noch Achtung für ihn hat.

Ich hoffe es mit voller Zuversicht, es wird E. E. gelingen, diesen scheinbar starken und doch so schwachen Feind der guten Sache zu gewinnen, oder ihn mit jenen entscheidenden Waffen anzugreifen, welche die eigene Kraft und der Reichthum des Augenblicks Ihnen darbietet.

Ungarns Verhältnisse gegen Rußland (die vielleicht bald durch Griechen und Polen noch dornichter werden?) verdienen im jetzigen Momente ganz besondere Aufmerksamkeit. In einer vierzigjährigen Regierung cemen-

tete Maria Theresia die verschiedenen Elemente der Monarchie so schlau und glücklich, daß sie beinahe als Eines erschien. Als die mütterliche Königin starb, griff Kaiser Joseph Ungarns Verfassung mit dem bekannten unglücklichen Erfolg an. Nach seinem Tode fanden seine beiden Nachfolger in dem Drange der grossen Weltbegebenheiten keine Zeit zu durchgreifenden Reformen. Kaiser Franz erhielt auf den Landtagen durch Schmeicheleien, Bestechung und Bitten, was er zu seinen langen Kriegen bedurfte. Der Revolutionskrieg, indem er die Bedürfnisse der näher gegen den Feind gelegenen Länder vermehrte, brachte ein früher nie gefühltes Leben in Ungarns Handel, den die vermehrte Circulation durch das Papiergeld mit tausend schlummernden Kräften bereicherte. Deshalb und weil Ungarn bis 1809 vom Kriege nichts gelitten, war dort die Kriegsparthei vorzüglich zahlreich. Es war vorherzusehen, was die Unglücksfälle von 1809 und der Östreich ganz vom Meer abschneidende Wiener Frieden diesem aufblühenden Handel für einen Stoß geben mußten. In ihrem Interesse geschmälert durch die Abtretung Croatiens, in ihrer Constitution wesentlich verletzt, wurde ein Geist der insolentesten Opposition sichtbar. Der Haß fiel hauptsächlich auf den Kaiser selbst. Nun amputirte Wallis ohne den Verband hergerichtet zu haben. Er substituirte ein Fünftheil neues Papier für die alte Cirkulationsmasse. Nichts konnte Ungarn in seiner ganzen innern Thätigkeit verderblicher verletzen. So wild das Volk, so unwissend der Adel; diese Maaßregel wurde doch augenblicklich tief und allgemein gefühlt, diese schwere Wunde durch das Abschneiden der wichtigsten Ausfuhrwege und durch die constitutionswidrige Herabwürdigung des Geldes. Der Kaiser entschloß sich zum merkwürdigen Landtag von 1811, wo der Unwillen der ganzen Nation sich durch ein rundes Abschlagen alles Verlangten laut aussprach. Die Kriegserklärung gegen Rußland erregte dort ein allgemeines Mißvergnügen. Ungarn, besonders Siebenbürgen stehen in gar vielen Verhältnissen zur Moldau, Wallachei, zu Servien, zu Südrußland, zu jenen russisch türkischen Provinzen, zum Donauhandel. Die Russen haben, wenn es zu einem Kriege kommt, ungeheure Mittel gegen Östreich, durch den Slavismus und Gräcismus, wie strategisch und politisch betrachtet. Sie haben auch seit Tilsit (1807 — 1809) große Fortschritte darin gemacht. Der griechische Handelsstand in Ungarn ist der reichste. Das ganze orientalische Commerz ist in seiner Hand. Darum war die russische Besetzung der Moldau und Wallachei in Wien so gefürchtet. Warum

sollte Rußland nicht eben so gut Garant der ungarischen Constitution sein können, als des westphälischen Friedens?? Ich lebte mehrere Jahre in Ungarn und sah die Anhänglichkeit an die jetzige österreichische Regierung sich so merklich vermindern. — Wie oft suchte Frankreich (1790 — 1794 auch Preußen) Unruhen in Ungarn zu erregen, aber niemals trauten die Barbaren den französischen glatten Worten und so war es auch Napoleon unmöglich, in Ungarn diesem eigentlichen défaut de cuirasse der österreichischen Monarchie irgend einen Einfluß zu erhalten, wogegen die Russen sehr bald in großes Ansehen gelangen könnten, im Falle Metternichs überfeine Kunst es bis zum offenen Bruche triebe. — Sprache, Character, Sitten, Verfassung stellen Ungarn den Russen und Polen weit näher als den Deutschen. Daran liegt Manches, was dazu benutzt werden muß, vielleicht durch Furcht zu erhalten, was edleren Gesinnungen nicht verdankt werden kann? Metternich möchte nun doch wohl die Hoffnung aufgegeben haben, daß Napoleons Siege den russischen Einfluß aus der Moldau und Wallachei, aus Servien und bis Ragusa und Montenegro austreiben werden.

Verzeihen E. E. diesen langen Brief, über den Sie vielleicht zurufen: ne sutor ultra crepidam? Ihn hat die Empörung meines Gefühls dictirt über die Lage eines Landes, unter dessen Fahnen ich stritt und welchem ich so viel zu danken habe rc.

12.

Eine merkwürdige Anrede Bonapartes 1811, im Staatsrath, an seine vertrauten Minister.

Messieurs. Il faut que je m'explique, ma position avec la Russie est fausse, cela ne sauroit durer plus longtems. L'Empereur de Russie n'observe pas les traités que nous avons conclus. Il laisse entrer les marchandises Angloises dans ses ports. Il ne veut pas adhérer au système continental, je l'y forcerai. Je ne saurois compter sur lui, il me faut avoir tous les ports de la Baltique; il faut que mes douaniers veillent jusqu'à Petersbourg sur mes intérêts: ma position l'exige. S'il le refuse eh bien il aura la guerre, il sera à Petersbourg, que je lui dicterai mes conditions. —— La Prusse — paroit être bien intentionnée, mais je ne saurois m'y fier entièrement, elle veut acquitter ses engagemens, elle vient de me faire des propositions là-dessus, mais il me faut des gages. La Prusse ne m'est pas indifférente; elle forme une avantgarde. Savez-Vous que la Prusse me vaut cent vingt mille hommes? Elle a quarante mille sur pied. Si elle forme l'avantgarde de la Russie, il me faut lui en opposer quarante mille, voilà une différence de quatre vingt mille. En Silésie il se formera une Vendée, que je ne puis tenir en respect qu'au moyen de soixante mille hommes, et cela fait les cent vingt mille. Les troupes Prussiennes sont bonnes, très-bonnes. Elles n'ont fait rien qui vaille, pourquoi? parceque personne ne savoit les commander; si je les eusse conduit, elles se seroient battues comme des François. Le Roi de Prusse m'a offert ses troupes, mais il me faut des sûretés. Le soldat Prussien ne m'aime pas, je ne saurois m'y fier, si je n'ai des otages. Le Roi — il pourroit faire la guerre avec moi — mais un Empereur et un Roi dans une armée, cela gêne, cela exige des at-

tentions réciproques, cela pourroit causer de l'embarras. —— Je veux avoir les princes, ils me serviront de gages de la fidélité des troupes. Oh! je les tracterai bien avec distinction, et quand le soldat et l'officier Prussien verra ses princes servir sous mes ordres, il obéira, soyez sûrs, il s'y accoutumera; et les princes, ils apprendront ce que c'est que faire la guerre. Si la conduite de la Prusse n'est pas louche, je lui ferai autant de bien que je lui ai fait de mal, je l'aggrandirai, que sais-je? Mais pour les ports de la Baltique, il me les faut. Je ferai construire vingt à vingt cinq vaisseaux de guerre dans la Baltique qui empêcheront les Anglois d'y entrer. — La Saxe n'agit pas de bon coeur. Le Roi, vieille bête, qui ne sait pas gouverner le duché de Varsovie; je le lui ai donné dans ces tems-là, faute de mieux. J'avois des intentions, il-y-a quelque tems, à l'égard de Murat, mais j'ai des raisons d'en être mécontent. Je verrai ce que je ferai de la Pologne. La Bavière, le Wurtemberg sont bien, mais ils ont assez—Bade, au fond est bien aussi, mais le Grand-Duc de Wurzbourg, il est mon parent, il se conduit bien, je lui suis attaché, je l'aggrandirai un peu. Je veux aussi ajouter quelque petite chose au Grand-Duché de Francfort. — A l'égard du Dänemarc j'en suis très-mécontent; j'ignore encore ce que j'en ferai: je prendrai un parti là-dessus.

* * *

So sprach Bonaparte von den deutschen Fürsten. So mochte auch die Geißel Gottes sprechen, als von dem Erfurter parterre des rois: — Reliqua *turba Regum, ac si Satellites* nutibus Attilae attendebant, et *absque aliqua murmuratione,* quisquis *cum timore, quod jussus fuerat, exsequebatur!* Sed solus Attila, *Rex omnium Regum,* super omnes, et pro omnibus sollicitus erat. — Eben nicht viel gemäßigter schrieb in der zweiten Hälfte des May 1813 aus Breslau der Minister von Stein an den, um Deutschlands Befreiung unvergänglich und hochverdienten Staats- und Cabinetsminister, Grafen von Münster in London, über dessen freundliche Ermahnung gegen die Rheinbundsfürsten in der Form, in den Ausdrücken und mit den vielfach herumgeworfenen Absetzungs- und Compensationsprojecten etwas weniger bärbeißig zu sein:

„Euere Excellenz sagen: suaviter in modo mit den deutschen Für-

„sten? — Was sagen Sie zu dem Betragen dieser Elenden? — Hiebei „übersende ich Ihnen einen Aufsatz über das Benehmen des Königs von „Sachsen, dem Napoleon jede Kränkung und Demüthigung widerfahren „läßt. — Weil Er ihn doch für einen heimlichen Verräther seiner Sache „hält, so zwingt er ihn, der Aufführung unzüchtiger Schauspiele der Vi- „sitandines beizuwohnen und tapfer mitzulachen. — Da läßt denn der „Arme den Abend noch sogleich den Beichtvater kommen, um sich zu „entsündigen! — und dennoch hält Er Napoleon für einen Mann „von Gott gesendet.

„Diese kleinen Tyrannen freuen sich nur ihrer Souverainität und des „Genusses des Geraubten und sind taub und gleichgültig gegen die Leiden „und gegen die Schande des Vaterlandes.“

13.

Eine characteristische Depeche Napoleons vom letzten Tage seiner Herrlichkeit, — 19. März 1814.

Copie d'une lettre de Mr. le Duc de Bassano au Duc de Vicence. Chiffrée au chiffre de l'Empereur avec ses ministres. 19 Mars 1814.

Monsieur le Duc V. E. aura reçu ou recevra sans doute aujourd'hui la dépêche datée de Rheims du 19 dont Mr. Frochot étoit porteur et à laquelle étoit jointe une lettre de Sa Majesté. L'Empereur désire que vous restiez dans le vague dans tout ce qui seroit relatif à la livraison des Places d'Anvers, Mayence et Alexandrie, si vous étiez obligé de consentir à ces cessions, étant dans l'intention même quand elle auroit ratifié le traité de prendre conseil de la situation militaire des choses, attendez le dernier moment. La mauvaise foi des alliés en ce qui concerne les Capitulations de Dresde, Danzig et Gorcum nous autorise à chercher à ne pas être dupes. Renvoyez donc ces questions à un arrangement militaire, ainsi que cela s'est pratiqué à Presbourg, Vienne et Tilsit. S. M. désire que Vous ne perdiez pas de vue la disposition où elle seroit même quand elle auroit signé la cession de toutes ces provinces, de ne pas livrer ces trois clefs de la France, si des événemens militaires sur lesquels elle veut toujours compter lui permettraient de ne pas le faire. En un mot S. M. souhaite se trouver après le traité en situation de prendre conseil de l'état des choses jusqu'au dernier moment. Elle Vous prescrit Monsieur le Duc de brûler cette lettre aussitôt que Vous l'aurez lue.

(La lettre fut conservie comme elle devoit l'être, aux actes.)

14.

Die Grundzüge eines deutschen Nationalaufstandes, entworfen im russischen Heerlager, im December 1812.

L'insurrection en Allemagne aura premièrement pour objet d'empêcher les conscrits françois et ceux de l'Allemagne méridionale d'arriver à l'armée de Napoléon et de produire par là à l'armée russe une supériorité marquée sur l'ennemi, qui lui est opposé. De ce premier objet l'armée passera à un autre plus important, à celui, de fermer à l'armée françoise le retour en France, et de les anéantir entièrement et d'acquérir par là une force, sur laquelle on pourra baser l'indépendance de l'Allemagne du joug, sous lequel Napoléon la tient assujettie. Les conscrits de France et ceux de l'Allemagne méridionale ont à passer les montagnes situées entre le Rhin, la Lippe et le Mein. Les provinces, qui sont en possession de ces montagnes, sont les principautés de Bareuth et d'Anspach, les évêchés de Bamberg et de Wirtzbourg, les duchés de Cobourg et de Rudolstadt, de Saalfeld et Meinungen, l'évêché de Fulde, les principautés de Nassau, le duché de Bergen et une grande partie du royaume de Westphalie. Les routes principales, dont il s'agit d'interdire l'usage à l'ennemi, sont celles de Hoff à Ratisbonne et Bamberg, de Gera par Schleitz à Cobourg, de Gera par Saalfeld a Cobourg, d'Erfurth par Ilmenau et Meinungen à Königshof, d'Eisenach par Vach à Hirschfeld et Fulde, de Mühlhausen, Nordhausen, Duderstad, Einbeck, Beverungen, Paderborn à Cassel, de Cassel, Paderborn, Lippstadt, Dortmund, Wésel à Dusseldorf, Cölln, Bonn, Coblence, Mayence, Francfort sur le Mein.

Tout le pays d'insurrection sera divisé en sections de route. Les habitans de chaque section seront organisés pour la guerre dé-

fensive, pour la guerre de secours en faveur des sections adjacentes, pour la guerre d'observation, et pour celle d'invasion. La défense la plus opiniâtre sera opposée à l'attaque directe. Il y aura un systême, pour défendre les défilés et les hauteurs les plus dominantes. La guerre de secours aura lieu, dès qu'on fera la guerre défensive dans une section limitrophe. La guerre de secours sera nécessairement combinée avec la guerre d'observation. Les sections, qui n'auront à faire ni la guerre défensive ni celle de secours, feront la guerre d'invasion dans le pays ennemi, pour y enlever ou détruire des magazins et pour y faire des réquisitions de toute espèce.

Pour diriger les opérations, l'on nommera des directeurs, à chacun desquels il sera confié une partie principale du pays mis en insurrection. L'on établira entre les directeurs une correspondance exacte, sûre et prompte. Chaque directeur sera autorisé à se choisir les aides nécessaires. Les armes consisteront en canons, fusils, arquebuses, piques, faux, troncs d'arbres, tisons etc. Au commencement l'insurrection n'aura à faire qu'au peu de troupes restées en Bavière, en Wirtemberg, en Saxe, en Westphalie, et aux François destinés à former une reserve. Les derniers seront suffisamment occupées par l'armée du Prince royal de Suède. L'insurrection du Tyrol et du pays de Vorarlberg pourront fixer l'attention des Bavarois et des Wirtembergeois. Il ne sera donc pas difficile, de donner à l'insurrection de l'Allemagne une supériorité marquée sur les Saxons et les Westphaliens. L'on pourra se flatter, qu'en fermant les passages aux conscrits françois et à ceux de l'Allemagne méridionale, la grande armée françoise opposée aux armées russes sera réduite en peu de tems tout au plus à 150,000 hommes, qu'après une campagne très fatigante les maladies y auront produit une très grande mortalité. En n'employant que 100,000 hommes à la guerre d'observation contre les Russes Napoléon n'aura à opposer que 50,000 hommes à l'armée commandée par le Prince royal de Suède et à l'insurrection, qui se sera répandue sur toute l'Allemagne. Les directeurs de l'insurrection addresseront des proclamations à l'Autriche et à tous les pays limitrophes. Ils y prononceront une haine mortelle contre la France et ses alliés. L'on sommera l'Em-

pereur d'Autriche de reprendre son ancienne autorité dans les affaires de l'Allemagne. L'on engagera les habitans de la rive gauche du Rhin, de secouer également le joug françois. L'on exigera des habitans du pays plat de l'Allemagne, de fournir à l'insurrection des vivres, des armes, des munitions et des soldats; tous les déserteurs, qui arrivent avec leurs armes, seront accueillis.

15.

Der Freiherr von Stein über die Grundlagen eines deutschen Bundes.

Les Puissances alliées sont convenues, dans leurs traités, que l'Allemagne serait un *Corps politique fédératif.* — — Il est donc indispensable de s'occuper de l'organisation de ce corps, de fixer les rapports des parties qui le composent, les droits qu'on lui attribue; les obligations qu'il contracte, et de convenir sur l'organisation intérieure de ces parties intégrantes mêmes.

Il résulte de là une *constitution générale* pour le Corps politique, et une *particulière* pour les Etats qui le forment.

Les Etats de l'Allemagne sont tenus à se soumettre aux modifications de leur souveraineté, que la constitution exigera, puisqu'ils ont ou contracté cette obligation dans leurs traités d'admission, ou que ce ne sera qu'à cette condition que les Puissances alliées leur garantiront leur existence politique.

Tout corps politique fédératif suppose une *assemblée des Etats* qui le composent, ou une diète qui statue sur ses intérêts politiques, sur sa législation intérieure, sur ses institutions civiles et militaires — et un *directoire*, une magistrature, qui dirige l'assemblée, qui veille à l'exécution de ses conclusions, à la conservation de ses institutions sociales, politiques, judiciaires, ou militaires.

Le développement de ces idées appartient à l'acte constitutionnel; sa rédaction doit être l'objet du travail d'une Commission particulière. Il suffit d'indiquer ici les idées élémentaires sur lesquelles il doit être basé.

Le Directoire ne peut être choisi que par les membres les plus puissants de la fédération, comme il doit avoir une force suffisante

pour l'impulsion de l'action, et le maintien de l'ordre. On ne peut donc le confier, en Allemagne, qu'à l'Autriche, la Prusse, la Bavière, et l'Hanovre.

Ses attributions essentielles sont, la direction de la diète, l'exécution de ses lois, la surveillance des institutions, du maintien des rapports avec les Puissances étrangères, de ceux qui sont fixés entre les Etats de la fédération, et entre les princes et les sujets.

Il lui serait délégué le droit de faire la guerre et la paix, au nom de la fédération, et toutes les conséquences qui en découlent.

La *Diète* se composerait des députés des princes, et de ceux des villes Anséatiques, auxquels on ajouterait, pour avoir une représentation plus égale, des députés des Etats provinciaux.

Ces députés n'auraient point de caractère diplomatique; ils ne seraient point mandataires, et seraient renouvelés périodiquement tous les 5 ans, par un cinquième chaque année.

La diète ne serait assemblée que pour six semaines annuellement. Ses *attributions* seraient, la législation fédérative, les impôts pour les besoins de la fédération, la décision des controverses entre les Etats fédératifs, et entre les princes et leurs sujets. Elle nomme un comité, qui les décide et les fait exécuter.

Les institutions militaires formées en Allemagne, le nombre fixé des troupes de ligne, la Landwehr, le Landsturm, seront conservés, sous les modifications que l'état de paix exige.

Le directoire veillera à leur maintien par les revues, et de même qu'aux places frontières.

Les recettes mises à la disposition du directoire, sont, les douanes du Rhin, les douanes à établir le long de la frontière, et la cote des impots extraordinaires que la diète accordera.

Les douanes intérieures, les prohibitions des marchandises entre les différents Etats de la fédération, seront abolies.

Dans chaque Etat de fédération seront formés des Etats provinciaux, qui s'assembleront annuellement pour voter sur les lois provinciales, sur les impôts destinés pour l'entretien de l'administration.

Les domaines seront affectés à l'entretien de la maison du prince, les impôts aux objets mentionnés.

Les princes et comtes de la noblesse médiatisée feront partie des états; il leur sera attribué le droit des Standesherren.

Tout homme ne peut être jugé que par ses juges naturels, et ne peut être détenu plus de 48 heures, sans leur être présenté, pour qu'ils décident des causes de son arrestation.

Tout homme a le droit d'émigrer, de choisir le service civil ou militaire de l'Allemagne qui lui convient.

Tout homme, et toute corporation a le droit de faire imprimer des griefs contre l'autorité.

Il sera établi un comité pour rédiger un plan de constitution pour la Fédération Germanique, qui sera composé

du baron de Humboldt, du comte Selms-Laubach, de M. de Rademacher, comme rapporteur des affaires allemandes, ou du baron de Spiegel, qui en possède une parfaite connaissance.

Le plan étant formé, les Puissances assembleront les Envoyés des princes allemands, pour signer l'acte constitutionnel. Le directoire se chargera de son exécution, de la convocation de la diète, etc.

E. W. Stein.

16.

Napoleon an seinen Schwiegervater, den Kaiser Franz von Österreich, d. d. Nogent sur Seine 21. Febr. 1814.

Monsieur mon frère et très chèr Beaupère! J'ai tout fait pour éviter la bataille, qui a eu lieu. La fortune m'a souri; j'ai détruit l'armée Russe et Prussienne, commandée par le Général Blücher et depuis l'armée Prussienne, commandée par le Général Kleist. Dans cette situation de choses et quelques soyent les préjugés, que l'on a à Votre quartier général, mon armée est plus nombreuse en infanterie, cavalerie et artillerie, que l'armée de V. M. et si l'assurance de ce fait étoit nécessaire à Ses déterminations, je n'ai pas de difficulté, de le faire voir à un homme d'un jugement sain, tel que le Prince Schwarzenberg, le Comte Bubna, ou le Prince Metternich. Je crois devoir écrire à V. M. parceque cette lutte entre une armée françoise et une armée principalement autrichienne, me paroit contraire à Ses intérêts comme aux miens. Si la fortune trahit mes espérances, la situation de V. M. n'en sera que plus embarrassante: si je bats Son armée, comment se retirera-t-elle de la France dont la population est exasperée au plus haut degré, par les crimes de toute espèce, auxquels les Cosaques et les Russes se sont livrés? Dans cet état des choses, je propose à V. M. de signer la paix sans délai, sur les bases, qu'Elle même a proposées à Francfort et que moi et la nation françoise nous avons adoptées comme notre Ultimatum. Je dis plus, ces bases seules peuvent établir l'Equilibre de l'Europe. Si on étoit parvenu à imposer d'autres conditions à la France, la paix auroit été de peu de durée. Les plénipotentiaires des Alliés à Chatillon ont présenté une Note, dont la connoissance porteroit en France l'exaltation et l'indignation au plus haut point. C'est la réalisation du rève de Burke, qui vouloit faire disparoître

la France de la carte de l'Europe. Il n'est pas un François, qui ne préféroit la mort à subir des conditions qui nous rendroient esclaves de l'Angleterre et rayeroient la France du nombre des Puissances. Elles ne peuvent être dans la volonté de V. M. et certes elles ne sont pas dans l'intérêt de Sa Monarchie. Que l'Angleterre veuille détruire Anvers et mettre un obstacle éternel au rétablissement de la Marine françoise — — mais Vous, Sire, Vous, quel est Votre intérêt à l'anéantissement de la Marine de la France? Votre Majesté par les bases, qu'Elle a proposées à Francfort, devient Puissance maritime; veut Elle que Son pavillon soit outragé, violé par l'Angleterre, comme il l'a été constamment? Quel intérêt pourroit avoir V. M. à mettre les Belges sous le joug d'un Prince protestant, dont un fils montera sur le Trône d'Angleterre? Toutefois ces espérances, ces projets sont au dessus de la puissance de la coalition. La bataille qui aura lieu contre l'armée de V. M. fut elle perdue, j'ai des ressources pour en livrer deux autres avant qu'elle soit à Paris, et Paris fût-il pris, le reste de la France ne supporteroit jamais le joug, qu'on lui propose dans ce traité, que la politique de l'Angleterre paroit avoir inspiré. Les convulsions de la Nation quadrupleroient son énergie et ses forces. Jamais je ne céderai Anvers et la Belgique. Une paix fondée sur les bases de Francfort peut seule être sincère et mettre la France dans le cas de s'employer uniquement au rétablissement de sa marine et à la rénaissance de son commerce. Si V. M. persiste à subordonner ses propres intérêts à la politique de l'Angleterre et au ressentiment de la Russie, et qu'on ne veuille poser les armes qu'aux conditions affreuses proposées au Congrès, le génie de la France et la Providence seront pour nous. Cette soif de vengeance de l'Empereur Alexandre n'est pas fondée; avant d'entrer à Moscou, je lui ai offert la paix, à Moscou j'ai tout fait pour étouffer l'incendie, que ses ordres avoit allumé. Au reste 200,000 hommes sont armés a Paris; ils ont appris parceque les Russes ont fait, combien leurs promesses étoient fallacieuses; ils savent, quel sort leur seroit destiné. Je demande à V. M. d'éviter les chances d'une bataille; je lui demande la paix, une prompte paix, fondée sur la proclamation, que le Prince Schwarzenberg a publiée, sur la déclaration des Puissances alliées

du 1. Febr., inserée dans le Journal de Francfort, et sur les bases, qui ont été offertes par le Prince Metternich, le Comte Nesselrode, et Lord Aberdeen, au Baron de St. Aignan, bases que j'ai acceptées, et que j'accepte encore, quoique la position des alliées soit bien différente de ce qu'elle étoit alors et qu'aujourd'hui, pour tout homme impartial, les chances soient pour moi. Me sera-t-il permis de dire à V. M. que malgré tout ce qu'Elle a fait contre moi depuis l'envahissement de mon territoire, et le peu de souvenir qu'*Elle* a gardé des liens qui nous unissent, et des rapports que nos Etats sont appellés à maintenir entre eux pour leur intérêt, je Lui conserve les mêmes sentiments, et ne puis voir avec indifférence, que si Elle réfuse la paix, ce réfus entraînera le malheur de Sa vie et bien des maux pour tous les peuples, tandis que d'un mot Elle peut tout arrèter, tout concilier et rendre au monde Européen une tranquillité durable. Si j'avois pu être assez lache, pour accepter les conditions des Ministres Anglois et Russes, Elle auroit dû m'en détourner, parcequ'Elle sait, quelle ce qui avilit et dégrade 30 millions d'hommes, ne sauroit être durable. V. M. peut d'un mot terminer la guerre, assurer le bonheur de ses peuples et de l'Europe, Se mettre à l'abri de l'inconstance de la fortune, et finir les maux d'une Nation, qui n'est pas en proie des maux ordinaires, mais aux crimes de Tartares du désert, qui méritent à peine le nom d'hommes.

Je suppose que V. M. ne peut me demander, pourquoi je m'adresse à Elle. Je ne puis m'adresser aux Anglois, dont la politique est la destruction de ma Marine; à l'Empereur Alexandre, puisque la passion de la vengeance anime tous ses sentiments. Je ne puis donc m'adresser qu'à V. M. naguère mon allié, et qui d'après la force de Son armée et la grandeur de Son empire, est considérée comme la Puissance principale dans la coalition, enfin à V. M. qui, quelques soient les sentiments du moment, a dans Ses veines du sang françois. Sur ce je prie dieu, Monsieur mon frère et très cher Beaupère, qu'il veuille avoir V. M. en sa sainte et digne garde.

De Votre Majesté Imp^le^. et Roy^le^.

En mon Quartier général de Nogent sur Seine le 21. Février 1814.

Le bon frère et Gendre (signé) Napoléon.

17.

Antwort des Kaisers Franz hierauf, d. d. Chaumont, den 27. Februar 1814.

Monsieur mon frère très cher Beaufils. La lettre que V. M. I. m'a adressée de Nogent sur Seine le 21 de ce mois, m'est parvenue. Je lui répondrai avec la franchise, que de tout tems j'ai mise dans mes rapports avec Elle.

Le grand, le seul but auquel tendent mes efforts et ceux de mes alliés, est le rétablissement de la paix générale. Cette paix ne peut se concevoir sans un véritable Equilibre politique. Vingt années de calamités et de désolation ont plus que démontré cette vérité. L'édifice social, ébranlé dans tous ses fondements par la révolution françoise et par l'extrême extension de cette Puissance, ne peut être raffermi que par la paix générale. Ce n'est que le jour où des envahissemens sur le Continent ne seront plus faciles, où Sa France comme les autres Etats, pourra jouir paisiblement des fruits de son industrie, où le commerce refleurira, que tant de sang n'aura pas été répandu en vain.

Les grandes Puissances alliées ont prouvé, par le projet présenté à Chatillon, qu'une politique sage leur fait une loix de ne pas étendre leur vues pour leur propre compte, au-delà des bornes que demande l'intérêt général. En rentrant dans des justes dimensions, en créant des Etats intermédiaires et indépendans, Elles prouvent, que toute vue ambitieuse, tout sentiment de vengeance est loin de leur pensée et que tous leurs calculs sont subordonnées au voeu du repos de l'Europe.

L'Angleterre, au lieu de vouloir mettre un obstacle éternel au rétablissement de la Marine françoise et de son commerce, rend à

cette Puissance ses colonies; accusée de viser à la domination universelle des mers, elle protège la reconstruction de la Hollande sur une échelle renforcée et propre à garantir son existence contre des Puissances voisines, d'assurer son commerce et de protéger par une marine, et de balancer les intérêts entre les deux grandes Puissances maritimes. Si le sort devoit appeler un Prince de la Maison d'Orange, à être l'Epoux de la Princesse Charlotte d'Angleterre, il entre bien explicitement dans la détermination des Puissances, d'empêcher par des loix fondamentales tout accroissement de pouvoir, qui pourroit résulter de cette union; les branches de la Maison d'Orange se sépareroient. L'expérience des siècles a prouvé, combien chez les Puissances les rapports de famille sont subordonné aux grands intérêts des Etats.

V. M. I. devroit trop reconnoître ma marche politique, pour ne pas être convaincue, que jamais elle ne sera subordonnée à aucune impulsion, étrangère aux intérêts de mes peuples. Elle connoit également assez la noblesse des sentiments de l'Empereur de Russie, pour être persuadée, qu'aucune idée de vengeance, contraire à sa Religion et à ses principes ne sauroient influer sur des déterminations. Le premier intérêt de tous, celui qui rend l'alliance de l'Europe indissolable, est le besoin de la paix; et la paix n'existeroit que de nom, que V. M. seroit en guerre avec Angleterre. Loin de me refuser à la paix, mes soins et mes efforts visent uniquement à l'atteindre, mais je le repète, cette paix ne peut plus être que générale; nous n'eussions rien fait, si nous ne menions les negociations à ce terme heureux, et ce n'est qu'à Chatillon où ce but peut être atteint.

Le silence que le Duc de Vicenze garde depuis plusieurs jours, m'a porté, moi et mes Alliés, à ordonner à nos plénipotentiaires une démarche péremtoire dans le sens du projet qui y a été remis. Il ne dépend plus aujourd'hui que de V. M. d'assurer le bonheur de Ses peuples, et de mettre, dans le terme le plus court, fin aux calamités qui les désolent.

Agréez, Monsieur mon frère les assurances etc. etc.

18.

Der Fürst von Neufchatel an den Oberbefehlshaber, Fürsten Carl Schwarzenberg.

Mon Prince! J'ai reçu Votre lettre du 17. — On a trompé V. A. non seulement la paix n'a pas été signée le 16. mais toute la négociation rétrograde; de sorte qu'au lieu des présentes les conditions proposées à Francfort, par le Prince de Metternich, le Comte Nesselrode et Lord Aberdeen, que l'Empereur a acceptées, et que la Nation françoise a unanimement adoptées comme son Ultimatum, on propose à l'Empereur des conditions déshonorantes et d'effacer la France du nombre des Puissances, surtout des Puissances maritimes. Cela n'est pas conforme à la proclamation, que Vous avez faite en entrant à la France, à la déclaration des Puissances alliées, et moins encore aux intérêts de Votre Monarchie. — Mais ces questions, mon Prince, ne regardent ni Vous, ni moi.

J'envoye à V. A. une lettre de S. M. pour l'Empereur Votre maître; je Vous prie, mon Prince, de faire en sorte que S. M. l'Empereur d'Autriche la reçoive directement. Ce Prince peut d'un mot tout terminer. Militaires blanchis sous le harnois, personne ne sait mieux que nous, ce que l'on peut attendre de l'inconstance de la fortune. Je sais que l'Empereur dit dans sa lettre, que son armée est plus nombreuse en infanterie, cavalerie et artillerie que la Vôtre. Celle assertion Vous paroîtra singulière, mais elle est extrêmement vraie, même quand Vous mettriez en ligne de compte les restes des Corps d'Yorck, de Kleist et de Blücher sur un Champ de bataille, que Vous auriez choisi. Indépendamment de cela, Prince, les atrocités de tout genre commises par les Cosaques et les Russes, ont porté l'exaltation de Paris et de la France à l'excès. Deux

cent mille hommes et 500 pièces de canon sont sous la capitale. Les hauteurs et les portes sont retranchées, 6 à 7000 officiers retirés dirigent cette population armée. Finissons donc cette lutte, mon Prince, rendons un calme durable à l'Europe. V. A. peut y contribuer. Elle pensera que tout ce qui aviliroit 30 millions d'hommes, qui n'ont jamais passés pour des lâches, seroit de peu de durée, si la paix, qui se fera, n'étoit pas fondée sur les bases de Francfort. Est-ce pour assouvir la vengeance mal calculée de la Russie, et la politique égoïste de Londres, que Vous devez verser encore le plus pur de Votre sang? N'avez-vous pas assez gagné, lorsque dans une campagne Vous avez acquis l'Illyrie, les Provinces Vénitiennes, les Provinces Poloniens, et réorganisé la Prusse. Ne pensez-Vous pas, qu'il ne peut être dans l'intérêt bien entendu de l'Autriche, de vouloir plus? En continuant la guerre, n'y auroit-il pas de chances pour qu'Elle eût moins? N'êtes-Vous pas moins forts sur la Seine, que quand Vous étiez sur la rive droite du Rhin? Quelle que soit au reste, mon Prince, la résolution de Votre Souverain, elle ne peut rien changer à la haute estime et à l'attachement, que je Vous porte, ainsi qu'au parti que nous avons pris, de mourir plutôt que de voir la paix faite sur d'autres bases, que celles de Francfort. Ce sentiment n'est pas seulement celui de l'Empereur, mais c'est celui de toute l'armée et de la nation. Ce seroit de ma part une jactance très déplacée, si je parlois à V. A. d'éviter une bataille contre une arme nombreuse, exaspérée, dont tous les soldats sont résolus à vaincre ou à mourir; mais je me permets de Vous rappeler, que par les conditions de Francfort l'Autriche se trouve avoir beaucoup plus, que ce que Vous m'avez dit Vous même, que l'Autriche désireroit. Votre position est belle; ne seroit-il pas sage, de la conserver, en renonçant à une continuation d'hostilités, qui Vous sousmet aux chances de la guerre? Je dois, mon Prince, Vous entretenir d'un objet particulier: on met obstacle à nos communications directes avec Chatillon; il est des courriers, qui ont été perdus: il y en a qui ont été près de 6 jours à arriver, soit en allant, soit en revenant. Quelle importance peut-on trouver à ces entraves? Qu'est ce que peut voir un courrier avec des précautions? Ne croyez-Vous pas, mon Prince, que dans no-

tré propre pays nous n'ayons mille moyens de savoir, où est Votre armée? N'est-ce pas s'écarter sans motif du droit des gens et retarder la marche des négociations?

Agréez, mon Prince, l'assurance de mon attachement et de ma plus haute considération.

Le Prince Vice-Connetable, Major-Général.
(signé) Alexandre.

19.

Herr von Gyllenskjöld an den Obersten von Gneisenau, d. d. Stockholm am 17. Octbr. 1812.

Monsieur le Colonel.

Connoissant depuis si longtems l'ardeur de Vos sentimens et l'énergie de vos efforts pour la bonne cause, c'est avec une satisfaction bien vive que je me trouve autorisé par les ordres et la confiance de Monseigneur le Prince Royal d'entrer avec Vous, Monsieur le Colonel en des explications et des détails, relatifs à Votre lettre du 1. Septembre.

Persuadé que l'accession à la réunion de la Norvège avec la Suède ne sauroit éprouver le moindre obstacle de la part du Gouvernement Britannique, le Roi autorisa le Prince Royal à prendre toutes les mesures pour une campagne active. Des bâtimens nécessaires au transport furent nolisés, les troupes destinées à la grande expédition furent réunies dans de camps de manoeuvres, et après y avoir été exercées pendant près de huit semaines, elles eurent ordre de marcher vers les différens points d'embarquement. Tous ces préparatifs, faits avec de fraix immenses, tous ces mouvemens, prouvoient évidemment la bonne foi du Gouvernement Suédois, et devoient lui assurer l'accession désirée. Cependant la belle saison a passée — et la Suède se trouve avoir épuisé ses finances par des armemens devenus inutiles, en n'ayant pas pu profiter de circonstances favorables qui s'offroient. Au milieu des chagrins et des regrets qu'en doit éprouver le Prince Royal, il est porté à croire que cette inaction forcée n'est pas dûe à quelque système décidé et

adopté par le ministère Britannique — il sait combien ce ministère doit observer les formes, combien elles le rendent dépendant du parlement et en quelque sorte de l'opposition. Mais il faut observer, Monsieur, qu'il s'agit de la cause du continent, que les intérêts les plus chers, l'avenir, le salut même de l'Angleterre y sont attachés. Son Altesse Royale doit donc avoir lieu d'attendre que toutes les difficultés vont bientôt être applanies, si elles ne le sont déjà dans ce moment. Toutes les puissances qui se trouvent engagées dans cette grande et dernière lutte pour la liberté du monde civilisée, doivent agir avec bonne foi et avec une confiance mutuelle. Cette confiance, produisant l'harmonie des mesures et des efforts, peut seule assurer le triomphe de la Péninsule et l'affranchissement de Votre patrie. Si l'aggresseur continue à avoir de succès, que, malgré ses pertes, il ne croit jamais acheter trop cher — toutes les ressources de l'Allemagne resteront à sa disposition, celles de l'Italie et de la France suffiront pour des nouvelles opérations dans la Péninsule, en un mot: l'on ne sauroit se le dissimuler: si, d'ici au mois de Mars, un autre système n'est pas adopté, l'été prochain amènera l'incorporation de Votre pays au grand empire, les états de la confédération du Rhin auront le même sort, et la puissance la plus formidable qui ait jamais existée, tournera toutes ses ressources, tous ses immenses moyens, contre l'Angleterre: les suites funestes en sont faciles à prédire, pour l'Angleterre comme pour le reste de l'Europe. C'est le désir du Prince Royal, identifié avec tout son être, de prévenir de tels malheurs, de relever les peuples asservis et gémissans — de sauver le monde, qui lui fait persister à réclamer l'accession si souvent mise en avant. Dès-lors on n'a plus d'obstacles, plus de prétextes à opposer pour aller en Seelande, et sur le Continent. En voyant l'indemnité de ses pertes assurée, la nation sera satisfaite — tout bon Suédois portera avec orgueil, avec une noble confiance ses regards et ses pensées sur les champs qui illustrèrent jadis les armes de son pays. — Conduits par un prince qui désire marcher sur les traces du grand Gustave, nous pouvons espérer de prouver au monde que cette nation n'a pas dégenerée, et d'attacher encore une fois au nom Suédois, l'espoir et la reconnoissance des peuples.

Je le repète, Monsieur le Colonel, je prouve une satisfaction bien vraie, d'avoir à Vous faire ces communications. Vous avez vu le Prince Royal, Vous savez apprécier ce grand et noble caractère, cette belle ame qui embrasse avec tant d'ardeur les intérêts méconnus de l'humanité, qui ne respire, n'agit, n'existe que pour sa cause sacrée. Ajouter encore quelque chose, seroit ne pas suivre l'inspiration des sentimens, de confiance et de haute estime que je Vous ai voués, et avec lesquels j'ai l'honneur d'être,

Monsieur le Colonel

Votre très-humble et très-obéissant

Stockholm le 17. octobre 1812. Serviteur

(signé) C. Gyllensköld.

20.

Der Staatskanzler von Hardenberg an S. M. den König Friedrich Wilhelm über die Nothwendigkeit und über die Gefahren eines Off- und Defensiv-Bündnisses mit Napoleon, d. d. Berlin, 2. Novbr. 1811.

Um die Lage Preußens hinsichtlich einer Verbindung mit Frankreich oder mit Rußland einigermaßen zu beurtheilen, muß man zuvor folgende Fragen erörtern:

1) Ist eine Verbindung Preußens mit Frankreich an sich anzurathen?

2) Sind die französischen, so eben gemachten Anträge annehmlich, verstärken sie oder schwächen sie die Gründe für oder wider eine solche Verbindung?

3) Hat der König noch die freye Wahl zwischen einer Verbindung mit Frankreich oder mit Rußland?

4) Welches werden, so wie die Sachen stehen, die wahrscheinlichen Folgen seyn, wenn Preußen sich an die eine oder an die andere Macht anschließt?

1.

Ist eine Verbindung Preußens mit Frankreich an sich anzurathen?

Die große Übermacht Napoleons, seine bekannten, durch so viele Thatsachen erwiesenen Gesinnungen, sein nicht zweifelhaftes Streben nach der Universalherrschaft in Europa, die Treulosigkeit, womit die französischen Zusagen und Tractaten von ihm gebrochen werden, sobald es seine Convenienz erheischt, die offen zu Tage liegende Absicht, sich alles Küstenlandes zu bemächtigen, der englischen Seemacht eine noch größere entgegen zu stellen und den Handel aller Länder des Continents zu beherrschen — Preußens geographische Lage, nach welcher die hieraus entstehenden Nach-

theile in einem höheren Grade auf dasselbe wirken müßten, die große Verschiedenheit der Charactere des Königs und Napoleons, welche sich dem Streben nach einerlei Zweck und einer aufrichtigen kräftigen Hingebung für denselben stets entgegensetzen wird, die hieraus folgende Unzufriedenheit Napoleons, sein Mißtrauen bei jedem Anlaß, die Gefahr, darin der König und seine Familie gerathen, wenn sie sich in der Gewalt des Stärkern befinden werden, vor dem das Beispiel mehrerer Fürsten und Länder laut warnet, die Erinnerung an erlittenes und zugefügtes Unrecht, die ein aufrichtiges Einverständniß fast unmöglich macht, der Haß des bessern Theils der Nation und der Armee. — Alles dieses macht eine Verbindung Preußens mit Frankreich, schon an sich sehr unräthlich. Ich will nicht des empörten Gefühls gedenken, das in der Brust des Rechtschaffenen und Edelen gegen ein Anschließen an die Sache des Raubes und der Unterdrückung aufwallen muß, weil man mir einwenden wird, daß Gefühle die Beschlüsse nicht leiten dürfen, von denen das ganze Wohl des Staats und dessen Existenz abhängt, aber ich verabscheue darum nicht minder, so wie der edle Herrscher, unter dessen Zepter wir stehen, die Politik, die nicht auf Rechtlichkeit, nicht auf treue Haltung des gegebenen Worts und der Verträge, nicht auf wahre Ehre gegründet ist. — Traurig genug, daß das Gegentheil nicht selten stattfindet und daß gegen diejenigen, die dieses zum leitenden Princip ihres Handelns machen, eine abgezwungene Nothwehr, Abweichungen von der richtigen Bahn erheischt.

Allianz mit Frankreich ist für Preußen nichts als völlige Unterwerfung. Man sagt: die Existenz zu retten, sey das erste Bedürfniß und diese könne nur durch jene Allianz bewahrt werden, anderen Zeiten müsse es vorbehalten bleiben, eine bessere Lage hervorzubringen. Ich frage, ob denn die Existenz durch die Allianz wirklich als gerettet angesehen werden könne? Etrurien, Spanien, Portugal, Holland und früher Sardinien lehren deutlich, was Napoleons Alliirte zu erwarten haben und Preußens individuelle Lage vermehrt die Besorgniß wegen eines ähnlichen Schicksals. Daß Napoleon die Rheinbundes-Staaten bisher bestehen ließ, beweiset nichts, denn er betrachtet sie als seine Unterthanen und hielt er denn auch jenen Bund, wenn er in Collision mit seinen Vergrößerungsplanen gerieth? Beraubte er nicht im grellsten Widerspruche mit demselben, er dessen Beschützer, den Herzog von Oldenburg seiner Län-

der ohne Rücksicht auf diese Eigenschaft und die Tractaten mit Rußland? beraubte er nicht Westphalen? Der geheime Cabinetsrath Albrecht hat in seinem Aufsatze sehr gut auseinandergesetzt, daß Verbindung mit Frankreich und Unterjochung unter dasselbe, gleich seyn würden, wie bei den Römern, die ihrer sogenannten Bundesgenossen; ich glaube, er würde auch noch den einzigen Satz zurücknehmen, den ich in seinem Aufsatze für irrig halte und der mit den weitern sehr richtigen Argumentationen nicht paßt: daß der schwächere Theil zwischen zwei mächtigen Nachbaren sich dem stärksten anschließen müsse. Gerade das Umgekehrte scheint mir wahr, zumal wenn dem mächtigern gar nicht zu trauen ist. Dann ist es wesentlich, so viel Gewicht als möglich, in die gegenseitige Wagschale zu legen.

Ein anderes wäre es, wenn die Frage aufgeworfen würde, ob man sich nicht dem stärksten an Talenten, an Geist und Kraft anschließen solle, und dies würde ich unbedenklich mit Ja beantworten, vorausgesetzt, daß man auf die guten Absichten dieses Stärkern rechnen könne.

Die Begierde Napoleons nach Küstenland und Seehäfen hat sich allenthalben klar genug gezeigt. Merkwürdig ist in Absicht auf Preußen, ein mir schon vor mehreren Monaten von dem bekanntlich sehr französisch gesinnten und von den vorigen französischen Gesandtschaften so oft benutzten Geheimenrath Ephraim angegebener und auf der anliegenden Karte von ihm gezeichneter Plan, nach welchem das Pommersche Küstenland mit einem Theile der Churmark und der Antheil von Westpreußen jenseits der Weichsel nebst ganz Ostpreußen an Frankreich, oder zu dessen Disposition abgetreten und dagegen für Preußen ein aus den Überbleibseln desselben und aus Bestandtheilen von Pohlen und Sachsen gebildeter abgerundeter Staat, ohne Débouchés und ganz getrennt von Rußland geschaffen werden sollte. Ephraims Meinung ging dahin, man solle auf diesen Plan selbst antragen und es ist mir nicht unwahrscheinlich, daß Caillard, mit dem er noch immer in Verbindung stand, die Idee eingegeben hatte. Natürlich legte ich sie bei Seite, ohne darauf zu reflectiren. Was für ein armes, des Absatzes seiner Erzeugnisse und freyen Verkehrs beraubtes Land, würde dieser Staat seyn! Die Tendenz des französischen Handels-Systems zeigte sich neuerlich in den neuen Elb- und Weser-Departements. Was würde erfolgen, wenn Frankreich im Besitz des Ausflusses aller Ströme wäre, die unser Land durchziehen, aller Häfen, durch welche es Ausfuhr und Zufuhr haben kann!

Die von dem geheimen Cabinetsrath Albrecht angeführten Äußerungen des französischen Befehlshabers:

Eh bien! vous avez la *convention* et nous avons la *force*, bezeichnen sehr treffend das System, welches Frankreich in Absicht auf die feierlichsten Tractaten und Conventionen befolgt. Nicht ein einziger der geschlossenen Verträge, vom Baseler Frieden an, bis zur Convention von 1796, dem Wiener Allianz-Tractat von 1806, dem Tilsiter Frieden und allen darauf gefolgten unseligen Conventionen, ist gehalten worden, die heiligsten Zusagen wurden nicht erfüllt, ja sogar, wenn sie sich auf französische Anerbietungen gründeten. Wie viele Beispiele könnten hiervon aufgezählt werden! Ich begnüge mich, nur einige zu nennen: die gänzliche Nichtzahlung der 1796 stipulirten Durchmarsch- und Verpflegungskosten, die Unterhandlungen von 1806 mit Lord Lauderdale, den 25. Artikel des Tilsiter Friedens, zusammengehalten mit der Bayonner Convention; endlich, das versprochene und gar nicht zu Stande gebrachte Bureau de comtabilité. Zur Vergütung der großen Summe, die uns die Unterhaltung der Oder-Festungen und der conventionswidrigen Besetzung derselben mit mehreren Truppen kostet, die Zurückhaltung von Glogau u. s. w.

Das Resultat aller dieser Betrachtungen und Erfahrungen bringt sich dem Unpartheiischen von selbst auf:

daß es an sich und überhaupt keineswegs anzurathen sey, daß Preußen sich mit Frankreich verbinde und daß nur die höchste Noth einen solchen Schritt veranlassen dürfe, der einer völligen Unterwerfung gleich ist und vor der Gefahr, ja vor der Vernichtung nicht sichert.

2.

Sind die französischen, so eben gemachten Anträge annehmlich, verstärken sie, oder schwächen sie die Gründe für oder wider eine Verbindung?

Der Kaiser Napoleon bietet die Alternative an: entweder dem Rheinbunde beizutreten, oder eine Off- und Defensiv-Allianz für alle Fälle und alle Zeiten zu schließen. Ersteres würde nach seinen eigenen, in den Eröffnungen des Grafen von St. Marsan enthaltenen Grundsätzen einer directen Abhängigkeit ganz gleich kommen; es kann davon also wohl um desto weniger die Rede seyn. Letzteres soll aber auch auf solche Bedingun-

gen geschehen, die die Zwecke Napoleons jeden Augenblick befördern können, und jene vollkommene Abhängigkeit, welche, wie oben gezeigt ist, schon an und für sich in einer Verbindung mit Frankreich liegt, aufs festeste begründen müßten.

Der Casus foederis, den der König nur auf Kriege beschränkt wissen wollte, die Preußens Interessen nicht fremd wären, es sey in Deutschland oder an den preußischen Gränzen, soll ganz ausgedehnt werden auf jeden Krieg in Europa, es sey zu Lande oder zu Wasser. Zwar will man für jeden einzelnen Fall besondere Conventionen abschließen, allein die Frage, ob der Fall der Allianz eintrete, bleibt darum für jede Kriege ohne Ausnahme bejahend entschieden; es könnte also z. B. nicht verweigert werden, Truppen nach Spanien, Irland, Italien, Corfu, Dalmatien rc. zu schicken; nur über die Art und Weise ist eine nähere Übereinkunft vorzubehalten, die ohne Zweifel der Willen des stärkeren bestimmen würde.

Daß der Kaiser Napoleon nur ein geringes Hülfscorps von 20,000 Mann verlangt, ist ohnerachtet des wohlwollenden Anstrichs, den man der Sache giebt, dennoch ein schlimmes Zeichen, zumal wenn man es mit der Weigerung zusammenhält, dieses Corps vereint unter einem preußischen Befehlshaber und vorzüglich zur Vertheidigung des preußischen Staats dienen zu lassen; wohin wird man unsere Truppen zerstückelt stellen? Die Antwort ist leicht — wo sie ganz in der Abhängigkeit gehalten und nach Gefallen aufgeopfert werden können.

Erwägt man ferner, daß man französischer Seits geradezu erklärt: man verbinde sich mit Preußen in dem Zustande von Schwäche, darin es sich befinde und beabsichtige ganz und gar nicht, daß es sich verstärkte — eine Äußerung des Grafen von St. Marsan, die ich meinem Précis noch hinzufügen muß — es sey keineswegs des Kaisers Willen, die Convention vom 8. September 1808 zu abrogiren, oder von der Bedingung abzugehen, daß die preußische Armee nicht über 42,000 Mann stark seyn dürfe, daß man, während auf diese Weise von Aufrechthaltung jener Convention die Rede ist, sie in einem Hauptartikel bricht, indem man die Herausgabe von Glogau verweigert, ohne irgend eine Concession dafür anzubieten geradezu zu äußern: wenn man die Linie der Oder nicht hätte, würde man sie fordern; wenn man ferner betrachtet, mit welchem Eifer bei allen unsern Nachbarn die Rüstungen und Befestigungen über ihre

Kräfte betrieben werden; — so ist es augenscheinlich und unwiderleglich klar und wahr: daß die Haupt-Basis, darauf die neuen Verbindungen nach unserer Absicht gegründet werden sollten: wechselseitiges Vertrauen — ganz fehlt, und daß des Kaisers Anträge nichts athmen, als:

„Mißtrauen und den Zweck, Preußen in die vollkommenste Abhängigkeit zu versetzen, sich aller Mittel desselben zu bemächtigen und das ohne Schwertschlag und darüber ganz nach Gefallen und nach Umständen zu disponiren."

Mit welcher Ängstlichkeit controllirt man noch fortwährend jeden unserer Schritte! Wird man diese abscheuliche Controlle nicht verdoppeln, so lange jenes Mißtrauen und die damit verknüpften Absichten bestehen? Jeder Spaten, den man in die Hand nehmen wird, jedes Detaschement, was marschirt, jede Rekrutirung, jede Versagung strenger Maaßregeln gegen die Desertion, — alles wird noch ärger bespionirt, in einem nachtheiligen Lichte dargestellt werden und um desto gefährlicher und nachtheiliger wirken, wenn einmal französische Armeen vorwärts dringen und man in ihrem Rücken desto aufmerksamer seyn wird. Daß man alle Männer von Kraft und wahrer treuer Ergebenheit an den König von ihm entfernen und nur die um ihn lassen wird, die blindlings dem französischen Interesse ergeben sind, versteht sich von selbst.

Der eventuell geforderte Erlaß an der Contribution wird nicht weniger versagt, ja alles, was die Erleichterungen betrifft, die man nach dem von dem Staatsrath von Beguelin so glücklich geschlossenen Vertrage hoffen durfte, dessen Genehmigung der Herzog von Bassano ihm bestimmt angekündigt hatte und deren Bestätigung an den Grafen von St. Marsan gelangen sollte, ist ausgeblieben und wird höchstens auf eine Separat-Übereinkunft verwiesen, die schwerlich erfolgen wird, wenn sie nicht gleichzeitig mit der Allianz stattfindet.

Die sonst bei Bündnissen sehr gewöhnliche Clausul über Erwerbungen und Entschädigungen bei sich ereignenden Succeßen, ist ebenfalls abgelehnt. Was wegen England gefordert wird, scheint zwar die bisher schon bestandenen drückenden Verhältnisse nicht schlimmer zu machen, indessen wird die Ausrüstung von Capern zur Beschützung des Küstenlandes von Lübeck bis Memel und die Stellung von zwei Linienschiffen und einer Fregatte nicht nur große Kosten verursachen, sondern auch höchst unpopulair seyn und

den geringen Rest von Handelsverbindungen, der für unsern Wohlstand so unerläßlich nothwendig ist, vollends vernichten.

Sehr merkwürdig ist der Artikel wegen des ebenfalls gegen Österreich zu stellenden und zu vermehrenden Hülfscorps, da er beweiset, daß Napoleon auch dieser Macht nicht traut. — In Absicht auf die uns vorläufig bekannt gemachten Bedingungen der für den Fall des Kriegs mit Rußland abzuschließenden Convention, ist zu bemerken:

1) daß die Zahl von 5 bis 6 Tausend Mann für die Küsten, also auch für Colberg und Pillau, nicht einmal für diese beiden Festungen hinreicht und daß sie mit den Küsten eine leichte Beute Napoleons werden würden, sobald er es seiner Convenienz angemessen finde, sie in Besitz zu nehmen.

2) Daß mit 8 bis 10 Tausend Mann nicht einmal die schlesischen Festungen besetzt werden können, deren Wegnahme also Napoleon auch nicht schwer werden würde.

3) Daß der Rest der uns zugelassenen Armee von 42 Tausend Mann, welcher etwa 6 Tausend Mann betrüge, nicht hinreichte, Graudenz, Spandau und die übrigen Gegenden und Plätze mit den erforderlichen Truppen — kaum für die innere Policey — zu versehen.

Aus allen diesen Festungen würde ein Zustand von Schwäche entstehen, der uns jeden Augenblick der Willkühr und ihren schrecklichen Folgen preisgäbe.

Das Versprechen: die französischen Befehlshaber sollten sich in innere Administrationsangelegenheiten nicht mischen, ist ein leerer Trost, denn man erklärt ja offen: die Hülfe, die man von Preußen verlange, solle hauptsächlich in solchen Dingen bestehen, welche die Administration beschaffen könne, man will Requisitionen von Lebensmitteln, Fuhren und andern Dingen bedingen. Zwar will man sich über Vergütungen einverstehen, aber wer kann daran glauben, da noch nie dergleichen, ohnerachtet der friedlichsten Verträge, bezahlt wurde? Wer wird sich damit schmeicheln, daß die französischen Befehlshaber mit der Macht in Händen, sich nie in die Administration mischen werden, insofern sie ohne Rücksicht, strenge Befolgung ihrer Requisitionen verlangen? Wie viele Beispiele reden hier nicht ebenfalls laut der Besorgniß das Wort! Man denke an unsere ehemaligen überrheinischen Provinzen nach dem Baseler Frieden, an die Ober-

festungen? — Die einzige günstig scheinende Bedingung, ist die Einwilligung in die Neutralität von Schlesien. Aber Napoleon, dem sie vortheilhaft seyn würde, wenn Rußland sie zugestünde, weil seine Defensionslinie dadurch verkürzt wird und er einen Waffenplatz nahe am Kriegstheater in einem neutralen Lande besitzt — Glogau — zweifelt selbst an der Genehmigung Rußlands, die unter den bekannten Umständen, davon gleich die Rede seyn wird, auch gar nicht zu erwarten ist. Wie lange würde übrigens eine Neutralität, die auf 8 bis 10 Tausend Mann gar nicht behauptet werden kann, Dauer und Sicherheit gewähren? Nur so lange, als Napoleon Nutzen davon ziehen wird. An Vorwänden sie zu brechen, wird's so wenig fehlen, als an den Mitteln dazu.

Die gemachten Anträge verstärken hiernach wohl offenbar alle oben angeführten Gründe gegen eine Verbindung mit Frankreich und müßten großen Modificationen unterworfen werden, wenn man selbst in der höchsten Noth sich dazu entschließen wollte.

3.

Hat der König noch die freye Wahl zwischen einer Verbindung mit Frankreich oder mit Rußland?

Bis zum 16. Julius d. J. war dieses der Fall. Die zur Nachsicht hier angelegte Correspondenz Sr. Majestät mit dem russischen Kaiser zeigt, daß bis zur Rückkunft des Fürsten von Hatzfeld von Paris, Preußen völlig freye Hände hatte. Als dieser die lange erwartete Antwort auf die wegen einer Allianz gemachten Anträge nicht mitbrachte, als der Erfolg seiner Sendung so wie aller Eröffnungen und Erinnerungen, weiter nichts war, als allgemeine leere Versicherungen, während alle Umstände und die Rüstungen um uns her, das größte Mißtrauen bei uns rege machen mußten; da unterwarf der König die Lage der Dinge seiner eigenen sorgfältigen Prüfung, die Gründe für und wider wurden ihm von seinen vertrautesten Dienern vorgelegt und nun entschied er höchstselbst — ich muß daran erinnern, wie oft und herzlich ich bat, diesen höchst wichtigen und folgenreichen Entschluß ja aus eigener Brust und Überzeugung zu schöpfen — Sich auf den Fall des Krieges, an Rußland anzuschließen. Von Stunde an war es Pflicht, nach diesem Entschlusse Alles consequent einzuleiten, die Bewaffnungen wurden nun eifriger be-

trieben und der General von Scharnhorst dazu bestimmt, nach Rußland zu gehen, um dort einen militairischen Verein zu bewirken und festzusetzen, auf welche Weise man russischer Seits Sr. Majestät kräftige Hülfe gewähren solle? Der König ertheilte dem General eine hierauf Bezug habende Instruction und gab dem Kaiser Alexander in dem eigenhändigen Schreiben vom 16. Julius die bestimmteste Zusicherung über jenen Entschluß. Nur fügte er Rathschläge, die auf die möglichste Beibehaltung des Friedens abzielten bei, so wie auf anzuknüpfende Verbindungen und Beilegung des Krieges mit der Pforte und was man als eine Bedingung seines Beitritts ansehen kann, er bestand auf der Nothwendigkeit, Preußen nicht der Übermacht Napoleons preiszugeben und demselben kräftige Hülfe zu sichern, er verwies dieserhalb auf die Anträge, welche der General von Scharnhorst machen würde und auf die mémoires desselben.

Wenn gleich jene Rathschläge nicht hinlänglich und in manchen wesentlichen Stücken gar nicht befolgt wurden; wenn man gleich lange auf bestimmte Nachrichten über das Detail der Entschlüsse des Kaisers Alexander warten mußte, so ließ er doch den König in der Hauptsache keineswegs in der Ungewißheit. — Schölers Berichte zeigten die Freude des Kaisers über den Entschluß Sr. Majestät, die in Vorschlag gebrachte Conferenz des Generals Scharnhorst wurde angenommen, das Schreiben des Kaisers vom 27. September enthielt die bestimmteste Gegenzusicherung und Annahme des Königlichen Entschlusses. Der Kaiser sagt: der Vertrag werde bald unterzeichnet werden, aber auch bis dahin, daß Alles abgeschlossen sey, möge der König überzeugt seyn, daß jede Feindseligkeit gegen die preußischen Staaten, von Rußland als eine Kriegserklärung werde angesehen werden, und daß nach einmal angefangenem Krieg die Waffen nur nach vorhergegangener Übereinkunft niedergelegt werden sollten. Der Brief des Kaisers sey aber so verbindlich, als ein Tractat. Alles was der König sonst verlangte, wurde auf der Stelle erfüllt, so die Mittheilung des Grafen Lieven, Behufs einer Art von Intervention zwischen Rußland und Frankreich, die von Sr. Majestät dem König selbst ausgedachte, sehr zweckmäßige Maaßregel, durch eine zu übergebende Note des Grafen von Lieven den Abschluß der Allianz mit Frankreich zu verhindern. — Dieser russische Gesandte erhielt zugleich den Auftrag, das Project zu einem Tractat vorzulegen, das ich eben-

falls zur Übersicht wieder mit hiebei lage, und zu dessen Abschluß er autorisirt ist. Endlich berichtete der Obristlieutenant von Schöler vom 18. October, den Abgang des Generals von Scharnhorst, und daß er den Vertrag wirklich der Absicht ganz entsprechend, abgeschlossen habe. Der Kaiser verspreche, auf die erste Anforderung des Königs mit der ganzen russischen Armee vorzugehen. Die Ankunft des Generals ist stündlich zu erwarten, aber ohnerachtet die nähere Kenntniß der Bedingungen wünschenswerth ist, so folgt meiner Überzeugung nach, doch schon aus dem, was ich der Wahrheit getreu hier auseinandergesetzt habe:

„Daß der König keine freye Wahl mehr zwischen einer Verbindung mit „Frankreich und Rußland hat, vielmehr daß nach Lage der Sachen, „Treue und Glauben auf gegebenes Wort, ihn an diese letzte Macht „knüpfen."

Hätte Kaiser Alexander Sr. Majestät die Hülfe versagt und sich darauf beschränkt, blos vertheidigungsweise zu Werke gehen zu wollen, so wie es früher schien, so würde der König von aller Verbindlichkeit los seyn. Da er aber thätige Hülfe mit allen seinen Kräften verspricht; so kann ich keinen Grund finden, wodurch der Bruch freiwilliger Zusagen gerechtfertigt werden könnte. Meine früheren mémoires setzen alle Bedenken umständlich auseinander, die man gegen die Zuverlässigkeit der russischen Allianz und gegen die schützende Kraft derselben aufstellen mag. Noch jetzt erblicke ich alle die Gefahren, denen man sich aussetzt, indem man ihr sein Schicksal anvertraut, aber so wie die Sachen jetzt stehen, muß ich ganz unstreitig halten, daß mit einer Wortbrüchigkeit gegen Rußland die größte aller Gefahren verknüpft seyn würde. Ich werde dieses gleich weiter ausführen.

4.

Welches werden, so wie die Sachen stehen, die wahrscheinlichen Folgen seyn, wenn Preußen sich an eine oder an die andere Macht anschließt?

Preußens Lage ist leider so beschaffen, daß von der Wahl der einen, so wie der andern Alternative, die allerschlimmsten Folgen zu besorgen sind. Diejenige zu ergreifen, wobei dieses nach den Regeln der Wahrscheinlichkeit am weitesten seyn würde, dieses war die Pflicht und das Streben des Königs. Die Meinungen waren getheilt, die Prüfung der Gründe für und wider, war so leicht nicht, so wie es bei den Speculationen, bei denen nur Wahrscheinlichkeiten und Characterbeurtheilungen die Richtschnur

geben können, stets der Fall seyn muß. Bis zur Mitte des Julius, bis zur Rückkunft des Fürsten von Hatzfeld wollte der König sich die Hände nicht binden, er wollte erst warten, was Napoleon über unsere Anträge äussern würde und die schwachen, schwankenden Maaßregeln des russischen Cabinets, erweckten kein Zutrauen, so groß dieses auf die persönlichen freundschaftlichen Gesinnungen des Kaisers Alexander seyn konnte. Nun brachte aber Fürst Hatzfeld gar nichts Bestimmtes über unsre Anträge mit, täglich häuften sich die Truppen und drohende Rüstungen um uns herum; das größte Mißtrauen in die Absichten Napoleons mußte immer mehr begründet werden, so wie es in der That durch die nun endlich vorliegenden Gegenpropositionen desselben aufs Neue bestätigt wird. Wenn es aber auch noch zweifelhaft bleiben könnte, welche Parthei der König zu wählen hatte; so durfte Er eben wegen dieses Zweifelhaften, das Gefühl hinzutreten und sprechen lassen, und dieses entschied für das Gute und Rechtliche. Jetzt, wo es darauf ankommt, den bisherigen Schritten Folge zu geben, ist natürlich, daß man noch einmal überdenke, was denn von diesen Schritten zu hoffen oder zu fürchten sey? Ich will dieses also einer kurzen Prüfung unterziehen.

In beiden Fällen hat der Krieg für Preußens Wohlstand die allertraurigsten Folgen. — Die Hoffnung des Wiederaufblühens verschwindet vorerst und der ausgestreute Saamen wird entweder in seinem Keim erstickt, oder dieser wird auf lange Zeit im Wachsthum aufgehalten.

In beiden Fällen steht die Existenz auf dem Spiel. So schrecklich dieses ist; so kann man es sich doch nicht verhehlen.

Wenn gleich die Allianz mit Frankreich dagegen für den ersten Augenblick mehr Sicherheit zu gewähren scheint, als die mit Rußland, wenn diese allerdings zum Verderben und zur Vernichtung führen kann, indessen Frankreich siegt; so kann jene dieses Verderben und diese Vernichtung doch nicht weniger, nur auf andere Weise herbeiführen, da Preußen alsdann in der vollkommensten Abhängigkeit von Napoleon sich befinden würde, dessen zum mindesten zweideutige Gesinnungen aus so vielen Thatsachen und jetzt aus seinen Gegenprositionen erhellen, von dem man der Meinung seyn kann, daß er keine alte Dynastie auf irgend einer Stufe der Macht stehen lassen werde und von dessen Willkühr es wenigstens ganz abhängen wird, ob er den preußischen Staat bestehen lassen will? — Schließt sich Preußen an Rußland an, so trifft dasselbe bei einem entstehenden Kriege

der erste Sturm, gegen den es einen harten und ungleichen Kampf kosten wird, bis fremde Hülfe erscheint; aber es kann doch mit Zuverlässigkeit auf Bundesgenossen hoffen. Rußland und England sind ihm gewiß; vielleicht folgen mehrere nach. Die Lage ist bei weitem nicht so schlimm, als 1806 nach den Schlachten von Jena und Auerstädt. Während des Krieges haben wir Hülfen an Geld, Waffen und andern Kriegsbedürfnissen zu erwarten, der freye Handel wird in den vom Feinde nicht besetzten Provinzen Hülfsquellen öffnen. Ich will zugeben, daß große Succeſſe schwer zu erringen seyn werden, aber sind sie darum unmöglich? Ein gut verfolgter Sieg kann vieles ändern. Napoleon hat mit weit größeren Schwierigkeiten zu kämpfen als 1806 und 1807. Fänden diese Succeſſe Statt, so würden für Preußen sehr wesentliche Vortheile daraus entstehen: die Wiedererlangung der Selbstständigkeit, vielleicht verlorener Provinzen. — Aber selbst im Unglücke ist es noch gar nicht so ausgemacht, daß es seine Existenz verlieren müsse, denn es wird Bundesgenossen haben — die man während des Krieges von 1806 und 1807 zu erlangen so schändlich versäumte und daher mit Rußland ganz allein dastand. Nicht ein Augenblick darf versäumt werden, sich der englischen Allianz zu versichern, sobald der Krieg entschieden ist. Gesetzt aber, das Unglück stiege aufs Höchste, so bleibt dem Könige ein ehrenvolles freyes Privatleben, ohne Sorge für seinen Unterhalt und mit Hoffnungen für die Zukunft, die viel Unerwartetes beitragen kann. Muß ein Theil der königlichen Staaten den Drangsalen des Krieges preisgegeben werden, welches wohl nicht zu vermeiden seyn wird, so stelle man dagegen, daß bei einer Allianz mit Frankreich der andere Theil der Monarchie dieses Schicksal erfahren und aus dem Grunde ruinirt werden würde.

Verbündet sich Preußen mit Frankreich, so mag es vorerst mit dessen Armeen sein kleines hülfloses, wahrscheinlich zerstückeltes Corps mit vordringen lassen; die Unterhaltung desselben wird es ganz auf sich nehmen müssen, aber auch die des ganzen in den preußischen Staaten befindlichen Bundesheeres. Die Lasten werden unerschwinglich und äußerst drückend seyn. Man denke nur, was jetzt die Besatzungen in den Oder-Festungen kosten! Dabei wird es ganz an Hülfsquellen fehlen, die Einnahmen werden stocken, aller Handel wird erliegen; die Finanzzerrüttung wird allgemein werden und die Zahlungen unmöglich machen. Was wird das für Folgen haben? Angenommen, der Krieg falle völlig günstig für Napoleon aus

und er wolle die Fortdauer, ja die Vergrößerung Preußens, dann wird er uns Provinzen geben, die uns auf ewig compromittiren und der König wird ein elendes, armes Land besitzen, weit schwächer als das jetzige, bis der Alleinherrscher für gut findet, es ihm ganz oder zum Theil abzunehmen und einen Andern damit zu begnadigen, oder es sich selbst zuzueignen. — Träte aber der Fall ein, der gar nicht unmöglich ist, daß er es ihm ganz nähme, was würde dann die Existenz unsers geliebten Monarchen und seines Hauses seyn? Man schaue sich um, nach dem König von Spanien und seiner Familie, nach der Königin von Etrurien. — Weg von dem schrecklichen Bilde!

Wollte man dennoch die französische Allianz jetzt vorziehen und mit Rußland abbrechen, so würde man sich der so eben genannten Gefahr am mehrsten aussetzen. Russischerseits würde man wohl ohne Zweifel die Verhandlungen bekannt machen, welche Statt gefunden haben; mittlerweile wird das Bündniß mit Frankreich geschlossen oder nicht. — In beiden Fällen würde Napoleon gewiß den Stab über uns brechen und wir würden ohne Hülfe, ohne Rettung verloren seyn.

Der Vorschlag: Frankreich die erwähnten Unterhandlungen selbst bekannt zu machen und sie mit der Ungewißheit zu entschuldigen, darin man sich wegen Napoleons Entschließungen befunden habe, ist ganz verwerflich. — Außerdem, daß dieser Verrath uns in dem gehässigsten Lichte darstellen würde, hätte er gewiß die Folge, daß das Unglück der Vernichtung desto früher über uns losbräche.

Eben so wenig kann ich mich dafür erklären: mit keinem von beiden Theilen abzuschließen; das Beispiel des Kurfürsten von Hessen von 1806 liegt vor Augen.

Ich mag es überlegen, von welcher Seite ich will: so finde ich in der Lage darin die Sachen sind, keine andern Rathschläge, als folgende:

1) Sobald als immer möglich mit Rußland ins Geheim abzuschließen.
2) Eben so geheim mit England Unterhandlungen anzuknüpfen, um sich Geld, Waffen und Hülfen, auf den Fall des Krieges zu verschaffen.
3) Mit Österreich auf den Grund zu negociren, den der Baron Jacobi gelegt hat.
4) In der Stille alles weiter vorzubereiten, um den Kampf zu bestehen.

5) Unterdessen alles beizutragen, was die Umstände irgend möglich machen, um den Frieden zu erhalten.
6) Vorerst die Unterhandlungen mit Frankreich fortzusetzen, Bemerkungen über die erhaltenen Gegenpropositionen zu machen und dem Grafen von St. Marsan mitzutheilen, die Bezug auf unsre frühere Anträge nehmen.
7) Auf die Sicherheit des Königs und seiner Familie Bedacht zu nehmen, daher Berlin bald zu verlassen, wenigstens, sobald man irgend weitere Truppenbewegung vernimmt. Die Berichte des Lefebure können täglich die Gefahr über uns bringen. Ich beziehe mich auf die anliegenden Billets des Fürsten Hatzfeld. Mich dünkt, es sey weit wichtiger, nach Schlesien zu gehen, als nach Preußen. Es ist näher und die Zuflucht dahin sicherer, da nur die Oder zu passiren ist und die Weichsel die größte Gefahr bringen kann, es deutet weniger auf ein Anschließen an Rußland, zumal da Napoleon sich erklärt hat, die Neutralität Schlesiens zugestehen zu wollen. Das Asyl in die österreichischen Staaten und der Weg durch solche, in die russischen und nach Preußen, stehen offen. Es scheint mir unbedenklich, daß der König nach Schlesien abreise, wenn der Graf St. Marsan ersucht wird, ihm dahin zu folgen. Welchen Ort Seine Majestät zu Ihrem Aufenthalt vorerst wählen wollen und ob Breslau nicht zu nahe an der polnischen Grenze, zu entfernt von der österreichischen sey? stelle ich anheim. Vielleicht wäre Glatz der beste, zumal wenn die Kriegsgefahr sich vergrößerte. Vielleicht können auch zweckmäßige Anstalten getroffen werden, daß der Aufenthalt in Breslau, der immer am wenigsten auffallen wird, die erforderliche Sicherheit darbiete.
8) Die von Seiner Majestät dem König verlangte russische Note behielte man zurück, um auf den Fall Gebrauch davon zu machen, daß Napoleon unseren früheren Anträgen wider Vermuthen beipflichtete, oder sich ihnen sehr näherte.

Dieses sind meine Gedanken, nach meiner besten Einsicht und Überzeugung. Bei der hohen Wichtigkeit des Gegenstandes bitte und beschwöre ich aber wiederholt Se. Majestät, Selbst zu prüfen, zu wählen und Höchstihre Entschließungen bestimmt und fest bekannt zu machen und hieneben zu setzen. — Nach solchen zu handeln, wird sodann für mich die heiligste

Pflicht seyn, so lange ich die Möglichkeit vor mir sehe, Seiner Majestät nützlich zu werden, zu welchem Ende keine Aufopferung mir zu groß erscheint. Der Rath den ich gebe, beraubt mich höchst wahrscheinlich alles dessen, was ich in der Welt habe, aber das darf keinen Einfluß auf meine Meinung haben. Ich bin reich, so lange das Bewußtseyn in meiner Brust ist, daß ich meine Pflicht erfüllte und meinem geliebten König nach allen Kräften Beweise meiner treuen Anhänglichkeit und Dankbarkeit gab.

Hardenberg.

21.

Der Prinz Regent an den aus Wien nach den jonischen Inseln und von dort nach Sardinien gegangenen Erzherzog Franz von Österreich-Modena, d. d. Carlton-House am 19. August 1811.

Monsieur mon Cousin.

Je m'empresse d'assurer Votre altesse royale, que j'ai reçu avec le plus vif intérêt la lettre qu'Elle m'a addressée de l'Isle de Malte. Le retour du Comte de Nugent auprès de Votre altesse me donne occasion d'exprimer les sentimens d'estime et de haute considération, que je désire tant voir confirmés par les événemens qui pourront nous rapprocher par la suite. En accueillant avec la plus grande satisfaction l'amitié, que Votre altesse a voulu me témoigner je la prie d'accepter mes félicitations sur son heureuse arrivé en Sardaigne, et sur la réception distinguée qu'Elle a éprouvée de la part de cette Cour respectable et intéressante.

Le Comte de Nugent exprimera plus en détail ce qui a rapport tant à la crise actuelle des affaires, qu'à ma bonne disposition relativement à la cause commune.

Je ne pourrois donner à Votre altesse un gage plus solide de mon amitié, que recommander ce respectable Officier à Votre confiance, et à la confirmation de ces sentimens d'estime dont Votre altesse l'a déjà dignement honoré. Depuis qu'il est ici, il a mérité ma plus haute considération, et je me persuade que sa conduite dans la position délicate où il va se trouver, lui donnera de nouveaux droits autant à la bonne opinion de Votre altesse qu'à la mienne.

Recevez, Monsieur mon Cousin, l'assurance de la haute considération et l'amitié profonde, avec laquelle je suis de Votre altesse Royale l'affectionné Cousin. (signé) Georg P. R.

22.

Der Freiherr von Stein über die Vertheidigungs-Zuzugs-Pflicht der deutschen, namentlich der hannöverschen Lande, 1813.

P. M.

Die hannöverschen Lande gehören zwar nach der Convention vom 21. October d. J. nicht zu denjenigen deutschen Territorien, für welche ein oberstes Verwaltungs-Departement angeordnet werden, und von welchen die Ausführung der für die allgemeine deutsche Landes-Bewaffnung übereingekommenen Maaßregeln kraft der geschlossenen Accessionsverträge als Verbindlichkeit gefordert werden kann. Was aber andern deutschen Staaten die Verbindlichkeit der Verträge zur Pflicht macht, das fordert als freiwilligen Beschluß gleich dringend das Interesse aller Verbündeten, also auch Sr. Großbritannischen Majestät als Churfürsten von Hannover, an dem gedeihlichen Fortgang, und der Ausführung der deutschen Landesbewaffnung, welche nur durch Übereinstimmung der einzelnen deutschen Territorien in den Hauptgrundsätzen erreicht werden kann.

Folgendes sind die allgemeinen Grundsätze, nach welchen bei der Bildung der allgemeinen Landesbewaffnung verfahren wird.

1) Die active Streitmasse wird nach der gedruckten Anlage in der Form von Freiwilligen, Landwehr und stehenden Truppen zusammengebracht, weil nach allen gemachten Erfahrungen diese Form der Aufstellung dem Enthusiasmus des Volks den freiesten Spielraum zu einer schnellen und vollständigen Entwicklung und Ausrüstung der Nationalstreitkraft gewährt.

2) Die Corps, in welche nach §. 10 der Anlage die einzelnen deutschen Contingente zusammen stoßen sollen, sind auf 8 bestimmt.

3) Von diesen wird das 2te Corps

a) aus den Hannöverschen,
b) aus den Braunschweigischen Truppen und aus den Contingenten
c) von Oldenburg,
d) von Mecklenburg-Schwerin,
e) der Hansestädte

formirt. Die Bestimmung der Contingente für Hannover und Braunschweig, so wie die Ernennung des Corps-Commandanten ist Sr. Königlichen Hoheit dem Prinz Regenten von England überlassen, und scheinen zwei Procent der Bevölkerung ein passender Maaßstab.

4) Über die Einrichtung des Landsturms wird ein eigenes Regulativ ausgearbeitet, welches mitgetheilt werden wird. Vorläufig sind folgende Anordnungen beliebt.

a) Die Leitung der Organisation im Ganzen wird einem obersten ..... Aufseher contrahirt. Diese oberste Behörde macht die allgemeine Eintheilung der Haupt-Landsturms-Bezirke, welche die Haupt- und Unterbezirks-Befehlshaber aus den Eingebornen der deutschen Länder ..... und schlägt sie den deutschen Souverains zur Bestätigung vor.

b) Bei der speciellen Organisation des Landsturms in jedem deutschen Lande concurriren

1) die überall bestehenden Landesbehörden, welche das Interesse der Regierung wahrnehmen;
2) eigne unter dem Namen von Schutzdeputationen zu bestellende Landsturmsbehörden, zu deren Mitgliedern höchst zuverlässige und patriotisch gesinnte Männer von dem Volke gewählt werden. Diese Schutzdeputationen berathen und bringen zur Ausführung alles, was zum Gedeihen des Landsturms in gesetzlicher Ordnung gereichen kann.

c) Der Westen von Deutschland, zwischen Rhein, Weser und Elbe als das ganze für den Landsturm einzutheilende Land zerfällt:

1) für den Oberrhein,
2) „ „ Mittelrhein,
3) „ „ Niederrhein,

in Haupt-Landsturms-Bezirke, welche durch den Lauf der Gebirge, Flüsse und Hauptstraßen abgezwängt werden. Die Hauptbezirke für den Niederrhein sind:

a) das Land zwischen der Sieg, dem Rhein, der Ruhr, der Diemel, Eder und Weser,

b) das Land zwischen der Diemel, der Weser, der Ober-Ems, der Straße von Minden nach Osnabrück und Rheine,

c) zwischen der Lippe, dem Rhein, der Yssel, der Vechte und der Oberems,

d) zwischen der Vechte, der Ems, der Eyder und Nordsee,

e) zwischen der Ems und Weser, südlich bis an die Straße von Minden nach Osnabrück,

f) zwischen der Weser, Leine, Wipper, Unstrut und Werra,

g) der Harz, oder das Land zwischen der Leine, Wipper, Unstrut, Saale und Bode,

h) das Land nördlich vom Harz zwischen der Leine, Weser und Elbe.

5) Damit die Zusammensetzung der einzelnen Contingente in die bestimmten Corps zweckmäßig geschieht, und die letzteren schleunigst activirt werden, haben die hohen verbündeten Mächte Rußland, Österreich und Preußen den Königlich Preußischen Obristlieutenant Rühle von Lilienstern zum General-Commissair für die deutschen Bewaffnungsangelegenheiten unter einer Oberaufsicht ernannt. Demselben ist auch die allgemeine Organisation des Landsturms, unter meiner Leitung in allen deutschen Ländern anvertraut worden.

Zur Erhaltung von Einheit und Nachdruck ist es nöthig zu bewirken, daß sich die höchste Landesregierung in Hannover durch einen besonders zu bestellenden Bevollmächtigten sowohl für die hannöverschen als braunschweigischen Lande mit dem genannten Obristlieutenant Rühle von Lilienstern für die Ausführung jeder Art von Landesbewaffnung nach einem zusammenstimmenden Plane für alle deutschen Lande in nähern Verkehr setze.

Der Obristlieutenant Rühle von Lilienstern, welcher in Frankfurt sich aufhält, ist bereits von dieser Einleitung unterrichtet.

Freiburg, den 25. December 1813. v. Stein.

23.

Erklärung Georgs III. vom 20. April 1806 gegen die Krone Preußen, über die Besitznahme der hannöverschen Lande, in Folge des zwischen dem Marschall Duroc und dem Minister, Grafen Haugwitz nach der Austerlitzer Schlacht in Schönbrunn geschlossenen Tractates.

Déclaration.

George Trois par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, Duc de Brunswic et Lunebourg, Archi-Trésorier et Electeur du St. Empire Romain, etc. etc.

La Cour de Prusse vient d'avouer les Intentions hostiles qu'elle avoit cru cacher par les Protestations les plus amicales.

La Note verbale remise le 4 Avril par l'Envoyé de Prusse, Baron de Jacobi Kloest, au Ministère Britannique, annonce la prise de Possession de l'Electorat d'Hanovre et la Clôture des Ports de la Mer d'Allemagne et de Lubeck au Pavillon Britannique.

Cette Déclaration donne le Démenti à toutes les Assurances, par lesquelles le Cabinet de Berlin a jusqu'ici voulu déguiser ses Procédés; auxquels il ajoute encore la Prétention que Sa Majesté Prussienne s'est acquis par son Système politique, des Droits à la Reconnoissance de tous les Etats du Nord.

Dépossédé ainsi de fait de l'ancien Héritage de Ma Famille, et insulté dans Mes Droits de Souverain, j'ai fait prendre les Mesures qu'exigeoit l'Honneur de Ma Couronne. Mais je me dois encore à Moi-même, à l'Europe et à Mes Sujets, de manifester publiquement Mes Sentiments en Ma Qualité d'Electeur de Brunswic-Lunebourg, sur l'Usurpation injuste de Mes Etats en Allemagne.

Il ne s'agit pas ici de prouver combien ce fait est contraire au Droit des Gens, ou aux Loix de l'Empire Germanique. Leur Infraction est trop criante pour demander des Preuves. Ce sont les Principes le plus sacrés de la bonne Foi, de la Loyauté et enfin de tous les liens sur lesquels repose la Sûreté réciproque des différens Etats entre eux, et de chaque Société civile en elle-même, qui sont foulés au pieds à un Point dont le public auroit Peine à se convaincre, si on ne mettait sous ses yeux les faits constatés dans le Précis dont j'ai ordonné la Rédaction.

Les Procédés de la Cour de Berlin à l'Occasion de l'Occupation de l'Électorat par ses Troupes en 1801; sa Conduite peu amicale durant la Négociation sur les Indemnités, qui suivit la Paix de Luneville; sa Déclaration faite lorsque la France alloit envahir l'Electorat, et enfin les Conditions onéreuses sous lesquelles elle avoit taché d'en obtenir l'Evacuation pour remplacer les Troupes Françoises par les Siennes, avoient fourni trop d'Expériences au Gouvernement d'Hannovre pour qu'il n'eut dû tacher d'éviter toute espèce d'Intervention de la Part de cette Puissance, même au Moment qu'elle alloit se brouiller avec la France. Les événemens qui rétardèrent l'Arrivée de l'Expédition concertée entre la Grande Bretagne, la Russie, et la Suède pour le Pays d'Hanovre, fournirent aux Troupes Prussiennes le moyen de les dévancer après que l'Armée Françoise eut été obligé d'abandonner l'Electorat.

Cette Démarche fut accompagnée de Protestations amicales de la Part de la Prusse; elle invita le Ministère Hanovérien de reprendre ses Fonctions en Mon Nom et de rassembler les Débris de l'Armée.

Le Pays, déjà si malheureux sentit doublement le Poids des Réquisitions nombreuses extorquées pour le Corps Prussien, sans égards à la Situation où l'avoient laissé les François.

Après l'Issue malheureuse de la Campagne des Alliés dans le Sud de l'Empire, il falloit s'attendre à une Attaque dans le Nord. Sa Majesté Impériale de Russie pour prévenir les Dangers auxquels la Prusse auroit pu être exposée, à la Suite de la Convention de Potsdam avoit confié ses Troupes sous le Comte de Tolstoy et le Corps du Général de Bennigsen aux Ordres de Sa Majesté Prussienne, en lui promettant d'ailleurs tous les Secours dont Elle pourroit avoir

besoin. On ne devoit pas s'attendre à voir la Prusse profiter de cet Avantage, et de celui qui lui donnoit la Promesse des Subsides demandés à la Grande-Bretagne, pour obtenir de la France des Conditions contraires aux Intérêts que ces Ressources étoient destinées à défendre. C'est cependant ce qui arriva. Le Traité Secret dont on commence à voir les Résultats fut signé par le Comte de Haugwitz et le Général François Duroc le 15. Dec. 1805, époque fixée comme Terme où la Prusse auroit dû se déclarer contre la France, au cas que cette Puissance auroit rejeté les Propositions que le Comte de Haugwitz devoit lui faire d'après la Convention de Potsdam.

Sept jours plus tard, le 22 Dec. le Cabinet de Berlin proposa à l'Ambassadeur Britannique les Arrangemens à prendre en commun avec les Généraux Prussiens pour les Positions des Armées Alliés en Basse Saxe et expédia en conséquence le Lieutenant Colonel Baron de Krusemark avec une Lettre au Ministère d'Hanovre pour l'engager à fournir des vivres à la Garnison Françoise de Hameln.

Il falloit se prêter à cet Arrangement (qui ne fut cependant que provisoirement terminé le 4 Janvier) parce qu'il devoit empêcher les Troupes Françoises de ne rien entreprendre contre l'Hanovre pendant la durée de la Négociation.

La Cour de Berlin ignoroit-elle alors de quelle manière le Comte Haugwitz avoit terminé cette Négociation? ne savoit-elle pas, avant la Signature du Traité, la tournure qu'elle alloit prendre? ou bien le Ministre disposoit-il à son gré de la bonne foi de son maître?

Ce ne fut que le 27 Janvier que le Cabinet de Berlin annonça au Ministère d'Hanovre, „que d'après un traité signé et *ratifié* par les „deux Parties, mes Etats en Allemagne ne seroient plus occupées par „les Troupes Françoises, qu'ils seroient entièrement évacuées par „celles qui s'y trouvoient encore, et remis, jusqu'à *ce que la paix* „*future* entre l'Angleterre et la France auroit décidé de leur sort, à „la garde de celles de Sa Majesté Prussienne et à Son Administra„tion exclusive.“ Le Ministère Hanovérien fut requis, mais en vain, d'intimer à tous les employés de l'état, de se considérer désormais comme responsables en dernier ressort à la Commission Administrative du Roi de Prusse, à l'Exclusion de tout *rapport étranger*.

La dépêche adressée le 25 Janvier au Ministre de Prusse et des-

tinée à justifier cette Mesure fut signée *de la propre main du Roi de Prusse.* Elle finit par ces paroles: „Je crois ne pas avoir besoin „d'observer combien les contrées dont il s'agit devront être satisfai- „tes de ce changement de Scène et mes voeux seroient remplis, si „d'après *les vues désintéressées* qui m'animent, l'Administration dont „j'ai dû me charger tourne au bien être du pays et de ses habitans „et par la même *à la Satisfaction de Sa Majesté Britannique,* à „Laquelle je ne demande pas mieux que de donner *à cet égard,* „*comme à tout autre* toutes les preuves de Considération, de Défé- „rence et *d'Amitié* dont les circonstances me laisseront le maître."

L'expérience du passé et un juste présentiment de l'avenir ne M'avoit pas laissé balancer sur le parti qu'il convenoit de prendre, et Mon Ministère Electoral fut instruit de ne se prêter à aucune Négociation qui pourroit avoir pour objet d'éviter une nouvelle Invasion Françoise en admettant une Occupation Prussienne.

La Protestation faite dans ce sens par Mon Ministre d'Etat Electoral resta sans effet. Le Roi de Prusse fit occuper la majeure Partie du pays au Moment que Mes Troupes se rembarquèrent et ses Mesures furent exécutées sans ménagement.

Il n'étoit que trop aise de prévoir que le Comte de Haugwitz trouveroit moyen à Paris de ramener à sa premier teneur l'Arrangement entre la Prusse et la France, *annoncé ici comme ratifié* par les deux parties contractantes.

C'est ce qui arriva et les Troupes Françoises prirent Possession d'Auspach, l'un des Objets de Compensation d'après le Traité du 15 Dec., le même jour que le Marquis de Luchesini put arriver en courrier à Berlin pour annoncer que la France vouloit l'Exécution des Articles arrêtés à Vienne.

La réponse faite par le Cabinet Britannique à la Communication du 25 Janvier n'arriva à Berlin qu'après que le Ministre d'Etat Baron de Hardenberg eut annoncé à l'Envoyé Britannique les Mesures hostiles qui m'ont engagé à suspendre mes Relations avec une Cour qui a pu s'oublier à un tel Point.

La Note Prussienne du 4 Avril n'a pu fournir de bons Argumens pour colorer un procédé injustifiable.

Elle commence par vanter les Dispositions pacifiques de la Prusse.

Cette Disposition n'est sincère que lorsqu'elle a pour base des principes d'une juste Neutralité. La Note remise par le Cabinet de Berlin, au Ministre de France le 14 Octobre, au Moment où la Prusse paroissoit sentir l'affront qu'elle venoit d'essuyer par la Violation du Territoire d'Anspach, avoue que sa marche, suivie jusqu'alors, a été à l'avantage de la France.

Ses Actions portoient bien moins la caractère de l'impartialité. Après avoir permis aux Troupes Françoises qui envahirent l'Electorat d'Hanovre le Passage par le Territoire Prussien, elle se déclara prète à s'opposer l'épée à la main à celui qu'avoit demandé l'Empereur de Russie pour ses Armées.

La France força elle même le Passage; elle fit semblant de vouloir excuser cette démarche, mais ce fut d'une manière également offensante.

Elle avoit trop bien prévu où finiroit le ressentiment de la Prusse, qui en effet paroissoit assoupie lorsque Sa Majesté Imperiale de Russie se mit en rapport personnel avec le Roi.

La Prusse alors demanda des Subsides à la Grande Bretagne, qui lui furent promis, et elle signa la Convention de Potsdam, *dont sans doute elle auroit été plus disposée à remplir les Conditions, si J'avois pu oublier mes devoirs au point de consentir à la Proposition de lui céder l'Electorat d'Hanovre en échange de quelque Province Prussienne.*

La Prusse assure que depuis les événemens de la guerre elle n'a plus eu le choix des moyens d'assurer la Sûreté de Sa Monarchie et des Etats du Nord; elle veut faire sentir qu'elle a été forcée à s'agrandir et à devenir l'Instrument plus que l'objet de la Vengeance de Mes Ennemis.

Ce n'est pas là un aveu qui convienne à une grande puissance? Toute l'Europe sait, qu'il auroit dépendu de la Prusse, avant la bataille d'Austerlitz, de rendre le repos à l'Europe, si elle avoit pris le parti que ses véritables intérêts et l'honneur outragé de Sa Monarchie lui dictoient. Sa conduite cesse d'être excusable, après avoir manqué une telle Occasion; et même depuis l'événement du 2 Decembre. Ne commandoit-elle pas une Armée de 250 mille hommes qui se souvient encore de ses victoires sous le grand Fréderic, qui

étoit dans les meilleurs Dispositions et soutenue par toute l'Armée Russe, dont deux Corps se trouvoient encore sous les ordres du Roi de Prusse.

Elle auroit sans doute couru quelques risques: Mais elle se trouvoit dans le cas où il faut s'exposer à tous les Dangers, pour sauver l'Honneur de l'Etat. Le Prince qui hésite sur le choix détruit le principe qui sert de base à une Monarchie militaire; et la Prusse doit déjà commencer à sentir le Sacrifice de son Indépendance.

La Note du 4 Avril assure „que la France avoit considéré „l'Electorat comme sa Conquête, que ses Troupes avoient été sur „le point d'y rentrer, pour en disposer définitivement."

L'Electorat d'Hanovre comme partie intégrante de l'Empire Germanique, est étranger à la Guerre entre la Grande Bretagne et la France, il a été injustement envahi par cette puissance, qui cependant a souvent indiqué l'objet, pour lequel elle seroit disposée à le rendre.

La France fut forcée ensuite d'abandonner le Pays, et quarante mille Hommes de Mes Troupes et de celles de Mes Alliés, se trouvoient établies lorsque le Comte de Haugwitz signa le traité qui dispose de Mes Etats. Il est vrai que le Corps Russe se trouvoit alors à la Disposition de S. M. Prussienne; mais son chef, en vrai Homme d'Honneur, n'en étoit pas moins décidé à se battre si les Allies de son Maître eussent été attaqués. On ne parlera pas de la garnison Françoise restée à Hameln, insuffisante en nombre, dépourvue de Moyens de Défence, et prête à être assiégée lorsque les promesses de la Prusse firent abandonner ce Plan.

L'Intention de la France de vouloir disposer définitivement de l'Electorat eut été contraire à ses Assertions tant de fois repetées: elle l'eut été d'avantage aux Usages de la Guerre, puisqu'on ne dispose pas définitivement, même d'une Conquête, avant la Paix, surtout au Moment où on veut montrer des Dispositions Pacifiques.

Il n'appartient pas à la Prusse de juger si la Grande Bretagne avoit des moyens de porter Obstacle à la rentrée de Mes Ennemis dans l'Electorat. Sa puissance lui fournit des moyens pour conduire la Guerre à une fin honorable pour les Intérêts qu'elle défend; mais il est difficile de concevoir en quel sens la Prusse prétend que

ses mesures éloignent les Troupes *étrangères* de l'Electorat et assurent le repos du Nord.

Ses troupes, après la Conduite perfide de son Cabinet, resteront tout aussi Etrangères à l'Electorat que les troupes Françoises.

La Prusse ne devroit pas parler de ses Sacrifices au Moment où elle ne cherche qu'à s'agrandir, à moins qu'elle ne sente celui de son Indépendance, et combien elle manque à ses devoirs en abandonnant la plus ancienne Possession de sa Maison et des sujets qui imploroient en vain son secours. D'ailleurs ses Sacrifices sont étrangers à Ma Conduite politique et ne lui donnent aucun Droit pour usurper le Gouvernement de Mes Sujets Allemands, dont rien n'a jusqu'ici ébranlé la Fidélité qu'ils conserveront pour Ma Personne et pour une Famille des Princes qui depuis tant des Siècles n'a voulu que leur bonheur.

Il est évident que la Conduite présente de la Cour de Berlin n'est pas le résultat libre des voeux de Son Souverain, mais la Suite de l'Influence que Mes Ennemis exercent dans le Cabinet de ce Prince. Cependant toutes les Cours et tous les Etats qui sauront juger les Circonstances et tout ce qu'elles *doivent* au Système suivi par la Cour de Berlin, conviendront que l'acte commis contre un Souverain uni avec Sa Majesté Prussienne par les liens du sang et jusqu'alors par ceux de l'Amitié, compromet bien plus la Sûreté de l'Europe, que tout acte d'Hostilité de la part d'une Puissance avec laquelle on se trouve en guerre ouverte.

Persuadé de la Justice de Ma Cause, j'en appelle à toutes les Puissances de l'Europe intéressées à ne point voir se consolider un Système qui, en menaçant l'Existence politique d'une Partie intégrante de l'Empire d'Allemagne, compromet la Sûreté de tous. Je réclame plus particulièrement l'Assistance constitutionnelle qui M'est due comme Electeur, par l'Empire, par Son auguste Chef, et par les Puissances guarantes de sa Constitution, la Russie et la Suède, qui déjà ont manifesté, et montrent encore les Dispositions les plus honorables pour la Conservation de Mes états.

Finalement je proteste, de la manière la plus solennelle pour Moi et Mes Héritiers contre toute atteinte portée à Mes Droits sur l'Electorat de Brunswic-Lunebourg et ses Dépendances, et je re-

pette en Ma qualité d'Electeur la Déclaration faite par le Ministre de Ma Couronne à la Cour de Berlin; qu'aucun Avantage d'Arrangemens politiques, bien moins encore un offre quelconque d'Indemnité ou d'Equivalent ne M'engageront jamais d'oublier ce que je dois à Ma Dignité, à l'Attachement et à la Fidélité exemplaire de Mes Sujets Hanovériens, au point de consentir à l'Aliénation de Mon Electorat.

Donné au Palais de Windsor ce 20me jour d'Avril 1806, de Mon Règne le 46me.

(L. S.) George R.

E. Comte de Munster.

24.

Antwort der Krone England auf das nach dem Tilsiter Frieden und den geheimen Verpflichtungen desselben erlassene Manifest Rußlands.

Déclaration.

La Déclaration faite à Saint Petersbourg par Sa Majesté l'Empereur des Toutes les Russies, a excité dans l'Esprit de Sa Majesté Britannique les plus vives Sensations d'étonnement et de Regret.

Sa Majesté n'ignoroit pas la Nature des Engagements Secrets imposés à la Russie dans les Conférences de Tilsit. Mais Sa Majesté a conservé l'Espérance qu'une Revue des Transactions de cette malheureuse Négociation, et un juste Calcul de ses Effets sur la Gloire ainsi que sur les Intérêts de l'Empire Russe auroit porté Sa Majesté Impériale à se soustraire aux Embarras de ces nouveaux Conseils et de ces Liaisons qu'Elle avoit adoptés dans un Moment de Découragement et d'Alarme; et à revenir vers une Politique plus analogue aux Principes dont Elle avoit constamment fait Profession, et plus conforme à l'Honneur de Sa Couronne, et à la Prospérité de Son Empire.

Cette Espérance a dicté à Sa Majesté une Retenue et une Modération extrême dans toutes ses Relations Diplomatiques avec la Cour de Saint Petersbourg depuis la Paix de Tilsit.

Sa Majesté ne manquoit ni de Sujet de Soupçon ni de Fondement à de justes Plaintes, mais Elle s'est interdit le Langage du Reproche. Sa Majesté s'est crue dans la Nécessité de demander une Explication spécifique à l'égard de ces Arrangements avec la France, dont le Caractère et l'Objet lui avoient fait une Impression, que les Réticences dont on usoit à l'égard de Sa Majesté ne pouvoient

que fortifier. Sa Majesté cependant a fait adresser la Demande de cette Explication non seulement sans Apreté et sans aucun Indice d'une Disposition hostile, mais même avec cette Considération et ces égards pour les Sentiments et pour la Situation de l'Empereur de Russie qui résultoient du Souvenir de leur ancienne Amitié, et d'une Confiance interrompue mais non anéantie.

La Déclaration de l'Empereur de Russie prouve que cette Retenue et cette Modération de la Part de Sa Majesté ont manqué leur Objet. Elle prouve malheureusement que l'Influence d'une Puissance également et essentiellement Ennemie tant de la Russie que de la Grande Bretagne, a acquis une Préponderance décidée dans les Conseils du Cabinet de Saint Petersbourg; et a pu exciter à une Inimitié sans Objet deux Nations auxqu'elles d'anciennes Liaisons et des Intérêts mutuels prescrivoient l'Union et la Coopération les plus intimes.

Sa Majesté voit avec une profonde Douleur l'Extension des Calamités de la Guerre. Mais appelée à se défendre contre un Acte d'Hostilité nullement provoqué de Sa Part, Elle sent vivement le Désir de réfuter, devant l'Univers, les Prétextes dans lesquels cet Acte doit trouver Sa Justification.

La Déclaration affirme que Sa Majesté l'Empereur de Russie a deux fois pris les Armes pour une Cause qui intéressoit plus directement la Grande Bretagne que Son propre Empire, et sur cette Affirmation se fonde la Charge allegnée contre la Grande Bretagne d'avoir négligé de seconder et de soutenir les Opérations militaires de la Russie.

Sa Majesté rend volontiers Justice aux Motifs qui dans l'origine ont engagé la Russie dans la grande Lutte contre la France. Sa Majesté avoue également l'Intérêt qu'a toujours pris la Grande Bretagne aux Destins et aux Fortunes des Puissances du Continent. Mais il seroit assurement très difficile de prouver que la Grande Bretagne, qui se trouvoit Elle-même en état d'Hostilité contre la Prusse, au Moment où la Guerre s'est allumée entre la Prusse et la France, avoit un Intérêt et un Devoir plus direct à épouser la Querelle de la Prusse que l'Empereur de Russie, Allié de Sa Majesté Prussienne, Protecteur du Nord de l'Europe, et Garant de la Constitution Germanique.

Ce n'est pas dans une Déclaration publique que Sa Majesté peut discuter la Politique d'avoir, à une Période marquée de la Guerre, effectué, ou omis d'effectuer, des Débarquemens de Troupes sur les Côtes de Naples. Mais il est bien singulier qu'on ait choisi, pour démontrer la coupable indifférence de la Grande Bretagne aux Intérêts de Son Allié, l'Exemple de Sa Guerre contre la Porte Ottomane; Guerre entreprise par la Grande Bretagne à l'Instigation de la Russie et dans la seule vue de soutenir les Intérêts de cet Empire contre l'Influence de la France.

Si, cependant, la Paix de Tilsit doit être envisagée, en Effet, comme la Conséquence et la Punition de la prétendue Inactivité de la Grande Bretagne, Sa Majesté ne sçauroit cacher Son Regret que l'Empereur de Russie ait eu recours à une Mesure aussi précipitée et aussi fatale, dans le Moment même où il recevoit l'Assurance positive que Sa Majesté faisoit les Efforts les plus vigoureux pour remplir les Désirs et l'Attente de Son Allié (Assurance que Sa Majesté Impériale a paru recevoir et reconnoître avec Confiance et Satisfaction); et où Sa Majesté dans le fait Se préparoit à employer pour l'Avancement des Objets communs de la Guerre, ces Forces dont, après la Paix de Tilsit, Elle s'est trouvée dans la nécessité de Se servir pour déconcerter une Combinaison dirigée contre Ses propres Intérêts et Sa Sûreté immédiate.

La Vexation du Commerce Russe, de la Part de la Grande Bretagne, n'est dans la vérité qu'un Grief imaginaire. D'après l'Examen le plus attentif des Archives de la Cour d'Amirauté Britannique, fait par Ordre de Sa Majesté, on n'a trouvé pendant tout le Cours de la Guerre actuelle, qu'un seul Exemple de la Condamnation d'un Vaisseau véritablement Russe; Vaisseau qui avoit porté des Munitions Navales à un Port de l'Ennemi commun. On trouve peu d'Exemples de Vaisseaux Russes détenus, et aucun d'un déni de Justice à une Partie portant Plainte de telle Détention. Ce ne peut donc que fournir à Sa Majesté un Sujet d'étonnement et de Chagrin que Sa Majesté l'Empereur de Russie ait daigné mettre en avant une Réclamation, qui ne pouvant être sérieusement avouée par ceux, dont on suppose les Intérêts blessés, a l'air de vouloir appuyer ces Déclamations exagérées par lesquelles la France s'ef-

force sans cesse d'enflammer la Jalousie des Nations, et de justifier Sa haine invéterée contre la Grande Bretagne.

La Paix de Tilsit fut suivie par une Offre de Médiation de la Part de l'Empereur de Russie pour la Conclusion d'une Paix entre la Grande Bretagne et la France; Offre qu'on affirme avoir été rejetée par Sa Majesté.

Sa Majesté n'a aucunement rejeté la Médiation de l'Empereur de Russie; malgré les Circonstances mystérieuses qui accompagnoient cette Offre, et qui en auroient pleinement justifié le Refus. Les Articles du Traité de Tilsit ne furent point communiqués à Sa Majesté; et spécialement cet Article du Traité en vertu duquel on proposa la Médiation; et qui prescrivit un tems limité pour le Rétour de la Réponse de Sa Majesté à cette Proposition. C'est ainsi que Sa Majesté a eu l'Air de se prêter à une Limitation tellement offensive à la Dignité d'un Souverain indépendant. Mais la Réponse rendue par Sa Majesté ne fut point un Refus. Elle fut même une Acceptation conditionnelle. Les Conditions que demanda Sa Majesté, furent un Exposé de la Base sur laquelle l'Ennemi se disposoit à traiter, et une Communication des Articles de la Paix de Tilsit. La première de ces Conditions fut précisement celle que l'Empereur de Russie, quatre Mois auparavant, avoit lui-même annexée à sa propre Acceptation de la Médiation de l'Empereur d'Autriche. La Seconde en étoit une que Sa Majesté auroit eu le droit d'exiger même en Qualité d'Allié de Sa Majesté Impériale, mais qu'elle ne pouvoit omettre, sans un Excès d'imprévoyance, lorsqu'elle étoit invitée à confier à Sa Majesté Impériale le soin de son Honneur et de ses Intérêts.

Mais quand même ces Conditions (dont ni l'une ni l'autre n'a été remplie, malgré les Instances réiterées de l'Ambassadeur de Sa Majesté à Saint Petersbourg) n'eussent pas été en elles-mêmes parfaitement naturelles et nécessaires; il ne manquoit pas des Considérations qui auroient justifié, de la Part de Sa Majesté, une Sollicitude plus qu'ordinaire de s'assurer des Vues et des Intentions de l'Empereur de Russie, ainsi que de la Nature précise et de l'Effet des nouvelles Relations que Sa Majesté Impériale avoient contractées.

L'Abandon complet des Intérêts du Roi de Prusse, (qui avoit

deux fois rejeté des Propositions de Paix separée, afin de remplir avec Fidélité ses Engagements envers son Allié Impérial,) et le Caractère de ces Provisions que l'Empereur de Russie s'est contenté de faire en Faveur de ses propres Intérêts dans les Négociations de Tilsit, ne présentoient point une perspective très encourageante du résultat des Efforts que Sa Majesté Impériale seroit disposée à faire en Faveur de la Grande Bretagne.

Ce n'est pas dans un Moment où une Armée Françoise occupe et consume les restes des Etats du Roi de Prusse, malgré les Stipulations du Traité Prussien de Tilsit; où la France arrache à ces restes de la Monarchie Prussienne des Contributions arbitraires, et telles que cette Monarchie dans son état le plus entier et le plus florissant n'auroit guères pû fournir; où l'on demande en tems de Paix la reddition des Forteresses Prussiennes, dont on n'a pas pû s'emparer pendant la Guerre; et où la France exerce sur la Prusse une Tyrannie tellement sans pudeur qu'elle réclame et dévoue à l'Echafaud des Particuliers, Sujets de Sa Majesté Prussienne et Habitants de ses états, sous le Prétexte d'avoir manqué de Respect envers le Gouvernement François; — ce n'est pas pendant que toutes ces choses se font et se souffrent sous les Yeux de l'Empereur de Russie, et sans Intervention de sa Part en faveur de son Allié, que Sa Majesté peut se sentir responsable devant l'Europe, de ce qu'elle a hésité de se reposer avec une Confiance aveugle sur la Médiation efficace de Sa Majesté Impériale.

Et quand même cette Médiation eut eu son plein Effet, qu'une Paix en eut été la Suite, et que cette Paix eut été garantie par l'Empereur de Russie, Sa Majesté ne pouvoit guères compter avec entière Confiance sur la Stabilité d'un pareil Arrangement, lorsqu'elle a vu Sa Majesté Impériale ouvertement transférer à la France, la Souveraineté de la République Ionienne, après en avoir garanti l'Indépendance par un Acte récent et solennel.

Mais pendant qu'on établit, comme fondement valable du Ressentiment de Sa Majesté Impériale, le prétendu refus de sa Médiation, la demande de cette Médiation qu'invoquoit Sa Majesté à fin de rétablir la Paix entre la Grande Bretagne et le Dannemarc, est représentée comme une Insulte que Sa Majesté Impériale ne pouvoit endurer sans dépasser les bornes qu'elle avoit mises à sa Modération.

Sa Majesté ne se sent nullement obligé d'offrir à l'Empereur de Russie une Justification, ou même des Excuses, sur l'Expédition contre Copenhague. Il n'appartient pas aux Parties Contractantes dans les Arrangemens secrets de Tilsit, de demander raison d'une Mesure à laquelle ces Arrangemens ont donné lieu, et par laquelle un de leurs Objets a été heureusement déjoué.

L'Exposé des Motifs de Sa Majesté relativement à l'Expédition sur Copenhague est déjà devant l'Univers. La Déclaration de l'Empereur de Russie pourroit suppléer à ce qui y manque, s'il pouvoit y manquer quelque chose pour convaincre les plus incrédules de l'urgence de cette Nécessité qui y porta Sa Majesté.

Mais jusqu'à ce que la Déclaration de la Cour de Russie fut rendue publique, Sa Majesté n'a eu nulle raison de soupçonner que le Jugement que porteroit l'Empereur sur l'Affaire de Copenhague put être tel qu'il lui défendit d'entreprendre, à la Requête de la Grande Bretagne, ce même Office de Médiateur qu'il avoit accepté avec tant d'Empressement en faveur de la France. Et Sa Majesté ne sçauroit oublier que les premiers indices d'une Confiance renaissante, depuis la Paix de Tilsit, l'unique Perspective de Succès qui encouragea l'Ambassadeur de Sa Majesté à espérer le Rétablissement de l'ancienne Intelligence entre la Grande Bretagne et la Russie, ont paru à Saint Petersbourg après la Nouvelle qui annonçoit le Siége de Copenhague.

L'Inviolabilité de la Mer Baltique, et les Garanties réciproques des Puissances qui l'avoisinent, Garanties que l'on prétend avoir été contractées de l'aveu Gouvernement Britannique, sont citées dans la vue d'aggraver la Conduite de Sa Majesté à l'égard de la Mer Baltique. On n'a guères pu avoir l'Intention de représenter Sa Majesté comme ayant en aucun tems acquiescé aux Principes sur lesquels on fonde l'Inviolabilité de la Mer Baltique: à quelque point que Sa Majesté, dans de certains Tems, ou par des Raisons spéciales qui influençoient sa conduite dans ces Occasions, se soit abstenu de s'y opposer. Une telle retenue n'a pu jamais se rapporter qu'à un état de Paix, et de Neutralité réelle dans le Nord; et assurément l'on ne peut s'attendre que Sa Majesté revienne à une telle retenue, après qu'on a permis à la France de s'établir en Souveraine sur toute la Côte de la Mer Baltique depuis Dantzig jusqu'à Lubec.

Mais plus l'Empereur de Russie attache d'Importance aux Engagements relatifs à la Tranquillité de la Mer Baltique, Engagements qu'il assure avoir hérité de l'Impératrice Catherine et de l'Empereur Paul, ses Prédécesseurs immédiats, moins peut il s'offenser de l'appel que Sa Majesté lui a fait comme garant de la Paix à conclure entre la Grande Bretagne et le Dannemarc. En faisant cet Appel, en toute Confiance et Sincérité, Sa Majesté ne s'est nullement proposé d'offrir, ni ne croit avoir offert une Insulte à l'Empereur de Russie, et Sa Majesté ne conçoit pas, qu'en proposant au Prince Royal des Termes de Paix, tels que le Dannemarc ne pouvoit guères espérer d'arracher à la Grande Bretagne par la Guerre le plus heureuse, elle ait mérité le Reproche, soit d'avoir aigri le Ressentiment, soit d'avoir outragé la Dignité du Dannemarc.

Sa Majesté a répondu dans cet Exposé à toutes les différentes Accusations par lesquelles le Gouvernement Russe s'efforce de justifier la Rupture d'une Liaison qui subsiste depuis des Siècles, à l'Avantage réciproque de la Grande Bretagne et de la Russie; et cherche à déguiser l'Opération de cette Influence extérieure, par laquelle la Russie est forcée à des Actes d'Hostilité injustes pour des Intérêts qui lui sont étrangers.

La Suite de la Déclaration Russe annonce les Conditions qui doivent seules faire cesser ces Hostilités, et rétablir les Liaisons entre les deux Pays.

Sa Majesté a déjà eu lieu d'affirmer qu'il ne s'est fait en aucun Cas un déni de Justice aux Réclamations des Sujets de Sa Majesté Impériale.

La Terminaison de la Guerre contre le Dannemarc a été si vivement recherchée par Sa Majesté, qu'il lui est inutile de renouveler Ses Professions à ce Sujet. Mais Sa Majesté s'efforce en vain de concilier la Sollicitude pour la Réussite d'un tel Arrangement, que marque actuellement l'Empereur de Russie, avec Son Refus très récent d'y contribuer par Ses bons Offices.

La Réquisition par laquelle l'Empereur de Russie a sommé Sa Majesté de conclure sans délai une Paix avec la France, est non moins extraordinaire par le Fond qu'elle est offensive par les Formes. Sa Majesté ne s'est jamais refusée à traiter avec la France,

lorsque la France a fait Profession de vouloir traiter sur une Base admissible. Et l'Empereur de Russie ne sçauroit manquer de se souvenir, que la dernière Négociation entre la Grande Bretagne et la France a été rompue par une Discussion qui regardoit immédiatement, non les Intérêts de Sa Majesté, mais ceux de Son Allié Impérial. Mais Sa Majesté n'entend ni n'admettra jamais la Prétension de l'Empereur de Russie de dicter soit le Tems, soit les Formes, de ses Négociations pacifiques avec d'autres Puissances. Jamais Sa Majesté ne permettra à aucun Gouvernement de se dédommager de l'Humiliation de Sa soumission à la France, par l'adoption d'un Ton insultant et péremptoire vers la Grande Bretagne.

Sa Majesté proclame de nouveau ces Principes de Droit Maritime contre lesquels la Neutralité Armée, sous les Auspices de l'Impératrice Catherine, fut originairement dirigée; et contre lesquels la Russie dénonce les Hostilités actuelles. Ces Principes ont été reconnus et suivis dans les meilleures Périodes de l'Histoire de l'Europe: et aucune Puissance ne les a suivis avec plus de Rigueur et de Sévérité que la Russie même sous le Règne de l'Impératrice Catherine.

Il est du Droit et du Devoir de Sa Majesté de maintenir ces Principes: Et en dépit de toute Confédération, Sa Majesté, à l'Aide de la Providence Divine, est résolue de les maintenir. Ils ont en tout Tems contribué essentiellement au Soutien de la Puissance Maritime de la Grande Bretagne; mais leur Valeur et leur Importance sont devenues presqu' inappréciables dans ce Moment, où la Puissance Maritime de la Grande Bretagne forme le seul Rempart qui s'oppose encore aux Usurpations dévastatrices de la France; l'unique Asyle, où, dans des Tems plus heureux, les autres Nations pourront encore se réfugier et réclamer Assistance et Protection.

Aussitôt que l'Occasion se présentera de rétablir la Paix entre la Grande Bretagne et la Russie; Sa Majesté la saisira avec Empressement. Les Arrangements d'une pareille Négociation ne seront ni difficiles ni compliqués. Sa Majesté n'a aucune Cession à faire, aucune Demande à proférer: il lui suffira que la Russie manifeste une Disposition à reprendre Son ancienne Amitié pour la Grande Bretagne, une juste Estimation de ses propres Intérêts; et un Sentiment de Sa Dignité comme Nation indépendante.

25.

Georgs, Prinz Regenten von England Bewaffnungsaufruf an die deutschen Lande, d. d. 5. Octbr. 1813.

Georg, Prinz Regent, im Namen und von wegen Meines Herrn Vaters Majestät Georg des Dritten, von Gottes Gnaden Königs des vereinigten Reichs Großbritannien und Irland, Beschützers des Glaubens, Herzogs zu Braunschweig und Lüneburg, des heil. Römischen Reichs Erz-Schatzmeisters und Churfürsten rc. rc.

Mit Sehnsucht habe Ich den Augenblick erwartet, da Ich Euch zum heiligen Kampfe für Freiheit und Vaterland und zur Wiedervereinigung unter Eurem rechtmäßigen Herrn, dem Eure Herzen unter den härtesten Prüfungen treu geblieben sind, würde aufrufen können.

Vom Tage, an dem der unerforschliche Rathschluß der göttlichen Vorsehung Unsern hochgeehrten König, Meines Herrn Vaters Majestät, durch eine schwere Krankheit von den Regierungs-Geschäften entfernte, und Mir die Regentschaft anheim fiel, ist Mein Bestreben dahin gegangen, Seinem unerschütterlichen Entschluß zu Folge, alle Kräfte aufzubieten, um dem Raub-System ein Ende zu machen, welches seit so vielen Jahren das Glück Europa's gestört und für immer zu stürzen gedrohet hat.

Während Großbritanniens Kriegsheere diesen großen Zweck in Spanien erstreiten, und Meine teutschen Truppen in diesem ehrenvollen Kampf den alten Kriegsruhm der Hannoveraner durch Heldenthaten aufs löblichste aufrecht erhalten haben, bin Ich bemüht gewesen, durch Hülfe Meiner großen Alliirten, Rußland, Schweden und Preußen, für die Befreiung Teutschlands, und besonders der Erb-Staaten Meines Hauses, zu sorgen.

Rußlands erhabener Kaiser und seine siegreichen Armeen haben des Feindes Übermuth auf eine beispiellose Art gestraft. Die vom Kaiserlich-

Österreichischen Hofe angewandten Bemühungen, der Welt den lange gewünschten Frieden zu verschaffen, sind durch Bonaparte's unbiegsamen Ehrgeiz vereitelt worden.

Die glorreichen Siege der Russen, Preußen und Schweden und der für Europa's Wohl und Freiheit nunmehr mit fechtenden Österreichischen Heere bahnen den Weg zu Teutschlands Freiheit. Von den unterdrückten Völkern hängt es jetzt ab, unter diesem mächtigen Schutz ihre Unabhängigkeit zu erkämpfen.

Von Eurer Treue und von Eurem Eifer überzeugt, habe Ich bis jetzt den Wunsch Meines Herzens unterdrückt, zu Euch zu reden. Ich besorgte mit Recht, daß Euer gerechter Eifer Euch zu früh der Rache eines Feindes aussetzen würde, der in dem Bewußtseyn, daß er nur Haß und Verachtung verdiene, durch Grausamkeit und Mord die Länder unter sein Joch zu erhalten suchen würde, die er durch nichtige Erklärungen und wider alles Völker-Recht verfügte Incorporationen zu seinem Eigenthum zu machen geglaubt hat. Hierin liegt der Grund, warum Ihr bisher nur die Stimme Meiner Alliirten gehört habt. Ihre Schritte sind in Übereinstimmung mit Mir geleitet worden. Ihr seyd rühmlichst Meinem Rufe zuvorgekommen. Eurem Beispiele sollen die noch nicht befreieten Provinzen folgen, sobald die Hoffnung des Gelingens Ihrer Anstrengung durch das Erscheinen der alliirten Truppen sich eröffnen wird. Jetzt ist es für alle, die nicht Alters-Schwäche lähmt, Pflicht, zu den Waffen zu greifen. Euer Glück und das künftiger Generationen, hängt von Eurem kräftigen Willen ab. Statt duldender Festigkeit im Unglück zeiget jetzt die thätige Kraft, die entehrende Fesseln bricht. Meines Beistandes sind hiebey gewiß, denn Euch sind Meine früheren Versprechungen, Euch niemals zu verlassen, bekannt. Der Theil Eurer Landsleute, die zuerst zu den Waffen griffen, vereinigt mit andern Teutschen, die Ich zu Eurem Beistande versammelt habe, ist von Mir im gerechten Vertrauen auf den Kronprinzen von Schweden, den Befehlen dieses erfahrnen Heerführers anvertrauet worden. Schließt Euch Euren Landsleuten an, um schnell Theil an dem Ruhm zu nehmen, Euer Vaterland errettet zu haben.

Der Feind ist gedemüthigt, aber im Kampfe der Verzweifelung kann er sich wieder aufrichten. Dies zu verhindern, erfordert für eine Zeit große Anstrengungen und schwere Opfer. Ihr werdet sie, mit Mir vereint, willig tragen, dann habt Ihr durch Eure Treue den schönsten Be-

weis gegeben, daß Ihr den Werth einer vormaligen väterlichen Regierung fühlt. Bedenkt, daß jetzt zwischen dieser und Frankreichs Sclaven-Kette, daß zwischen Ehre und Schmach gewählt werden muß.

Gegeben zu London, den 5ten October 1813, im 53ten Regierungs-Jahre Seiner Majestät des Königs.

George PR.

Ernst Graf von Münster.

An
die Chur-Braunschweig-Lüneburgischen Unterthanen Seiner Großbritannischen Majestät.

26.

Aufruf des k. Großbritannisch = Hannöverschen Staats = und Cabinets = Ministeriums, d. d. 4. Novbr. 1813.

Die siegreichen Waffen der gegen Frankreich verbündeten Mächte haben, unter dem unverkennbaren Schutze der göttlichen Vorsehung, die Befreyung des Vaterlandes von mehr als zehnjährigen Leiden so gut als vollendet. Schon nähert sich die tapfere Armee von Norddeutschland, angeführt von Sr. Königlichen Hoheit dem ruhmwürdigen Kronprinzen von Schweden, dessen Gerechtigkeitsliebe und Heldenmuth ihn geneigt und fähig gemacht haben, der Befreyer der Deutschen zu werden. Unsers Königs, zu dieser Armee gehörige Truppen, haben die Hauptstadt und einen großen Theil des Landes bereits besetzt.

Alle getreuen Hannoveraner werden in dieser trostvollen Wendung der Dinge dankbar den Erfolg der weisen Maßregeln verehren, welche Se. Majestät, unser über alles geliebter König, unter den noch so widrig scheinenden Umständen, immer standhaft beobachtet, und Se. Königl. Hoheit der Prinz Regent, Höchstwelchem das Wohl der Deutschen Staaten Seines Hauses nicht minder warm am Herzen liegt, mit gleicher Unerschütterlichkeit fortgesetzt und zum Ziele geführt hat. Statt unter dem Joche fremder Gewalthaber zu seufzen, denen das Vertilgen unserer Verfassung und Sprache, das Vergeuden unserer Habe, ja des Blutes unserer Kinder, nur Spiel zur Befriedigung zwecklosen Ehrgeitzes war, erfreuen wir uns wieder des väterlichen Scepters angestammter Fürsten, welche nur in unserm Glücke ihr Glück und ihren Ruhm zu suchen gewohnt sind. Ein Sohn unsers hochverehrten Monarchen, Se. Königliche Hoheit der Herzog von Cumberland, Höchstwelcher, seit Seinem früheren Aufenthalte unter den Hannoveranern, stets noch die lebhafteste Anhänglichkeit für sie

hegt, befindet Sich selbst schon in ihrer Mitte, und ist edelmüthigst entschlossen, für das Wohl des uralten Erbes Seiner glorreichen Vorfahren thätig zu wirken.

Bey diesem frohen Wechsel der Verhältnisse haben Wir keinen Anstand finden können, die Regierung der Churfürstlichen Staaten, Nahmens der rechtmäßigen Landesherrschaft, wieder zu übernehmen. Wir hatten Uns die Freude versprochen, den getreuen Deutschen Unterthanen Seiner Majestät, sogleich bey dieser Bekanntmachung, die ersten Worte mitzutheilen, welche Se. Königliche Hoheit der Prinz, unser gegenwärtiger Regent, schon unter dem 5. October d. J. an sie zu richten geruhet hat, um sie Seiner gnädigen Gesinnungen und Seines rastlosen Strebens für ihr Glück zu vergewissern. Zufällige Umstände haben diese huldreiche Proclamation Sr. Königlichen Hoheit bisher zurückgehalten. Wir müssen Uns also für jetzt auf die Versicherung beschränken, daß die Hauptabsicht Sr. Königlichen Hoheit dahin geht, die Unterthanen in den Genuß ihrer ehemaligen glücklichen Verfassung möglichst bald zurückzuführen.

Dieser höchsten Willensmeinung zu genügen, wird die süßeste Pflicht für Uns seyn. Aber alles ist zu sehr umgekehrt, als daß der gedachte Zweck sofort mit einem Mahl erreichbar wäre. Daher bestätigen Wir vorläufig die von der Militärbehörde eingesetzten provisorischen Regierungs-Commissionen, welche nunmehr, unter Unserer Aufsicht, für die einzelnen Provinzen alles das besorgen werden, was für eine jede erstes und dringendstes Bedürfniß ist; und Wir zweifeln nicht, daß Wir, von dem so lange erprobten Geiste der Treue und Anhänglichkeit der Hannoveraner unterstützt, das sonstige Glück und den früheren Wohlstand binnen Kurzem wieder bey Uns werden aufblühen sehen, wenn ein dauernder Friede das bis jetzt Errungene sichert. Aber, um diesen zu erwerben, ist es noch nicht Zeit, die Waffen aus der Hand zu legen. Der Feind ist geschlagen, ist tief gedemüthigt, wie nie zuvor; aber er kann, er wird sich von Neuem erheben, wenn die Deutschen voreilig ruhen zu dürfen wähnen. Man muß sich nicht verhehlen, daß noch eine Zeit lang große Opfer, so wie fernere Anstrengungen der so oft bewährten Tapferkeit, unentbehrlich sind. Der Gemeingeist und der alte Kriegsruhm der Hannoveraner bürgen Uns dafür, daß sie dazu gern bereit seyn, und, wo schon so Vieles gelungen ist, auch jetzt nichts scheuen werden, was erfordert wird, um den letzten Kampf

glücklich zu bestehen. Eintracht, Muth, Vertrauen und Vaterlandsliebe, machen den Erfolg vollkommen gewiß.

Hannover, den 4. November 1813.

Königl. Großbritannische, zum Churfürstl. Braunschweig-Lüneburgischen Staats- und Cabinets-Ministerio verordnete
Geheime Räthe.
Decken. Bremer.

27.

Des Ritters von der traurigen Gestalt thränenvoller Abschied aus Cassel.

Musique tirée du départ de St. Malo. — Air: bon voyage Mr. Dumolé.

Le départ de Cassel.

Vaudeville.

Le Roi en s'adressant à la Cour assemblée.

Adieu mes dames, adieu messieurs,
D'un Roi qui part en diligence
Recevez les tristes adieux.
Le moment devient dangereux,
Mais tenez bonne contenance!
Les souverains de ma naissance
De leur *antique* résidence
Ne quittent jamais leurs sujets,
Que pour voler à leur défense *).

Seul.

Je reprends mon premier métier,
Pourquoi me mit-il sur le trône
Le frère terrible et guerrier?
J'étois plus juste quand à l'aune
Je mesurois le drap Louvrier,
J'étois plus grand lorsqu'à la foire

*) Voyez les discours du loi en 1809 lors de l'insurrection en Hesse (Moniteur du mois d'avril 1809).

De Baltimore dans mon jeune âge
De ma maison je fis la gloire,
J'étois plus fin, j'étois plus sage
Et plus vaillant dans les combats;
Pourquoi me mit-on sur le trône?
Quittons le sceptre, prenons l'aune,
Laissons le trône à qui voudra!

Les dames du palais.

Partons, partons en diligence,
Sauvons nos shwals, nos diamants!
Jerôme se retire en France.
Sauvons le reste, il en est temps,
Le voilà bien dans la misère
Le pauvre Sire! il y a long-temps
Qu'il ne peut plus nous satisfaire.

Die deutschen Palast-Damen.

Ach was sollen wir beginnen?
Allem, was ein König will
Halten wir so gerne still;
Doch hier ist nichts zu gewinnen,
Denn Jerôme hört auf zu zahlen
Und das Königreich Westfalen
Holt der Teufel ganz und gar,
Jeder wird, was er einst war.
Mögen uns're Männer brummen
Wir verdienten große Summen.
Uns're Männer sind nicht dumm,
Geld bringt alle doch herum.

Die Oberhofmeisterin Frau v. Bechholz.

Überall giebts Grenadiere,
Diese trösten mich allein;
Der Tunguse, der Baschkire,
Alles hat doch Fleisch und Bein.

Le Ministre de la justice.

Dois-je rester ou fuir? ma foi
J'ai tenu bonne contenance,
Le François fit ici la loi*),
Au moins il la fera en France;
Mais tout change, et c'est ma foi
Du sort un singulier caprice; —
Si nous ne nous dépêchons pas,
Le Cosaque nous fait la loi
Et le Kantschu nous rend justice!

Le Ministre des affaires étrangères.

Né pour la médiocrité
J'ai travaillé pour ma famille;
Je vais en France avec gaîté
Et à Paris je cours les filles.
Gaîment je quitte le ministère
Dont les fonctions et les affaires
Me furent toujours étrangères.

Le Ministre de la guerre.

Ah! j'ai formé tant de conscrits;
Hélas! pour qui? pour l'armée Russe!
J'ai sué et de mes ennemis
Qui s'en réjouit? le Roi de Prusse,
Car ce funeste contre-temps
Détruit ma belle mécanique**).
O mes amis! foutons le champ,
Suivons le Roi dans sa *boutique!*

*) Voyez la décision du ministre de la justice sur la question: Si c'est le texte François ou le texte Allemand qui fait la loi (Moniteur du mois de mai 1813).

**) Mot favorit, dont se servoit le ministre pour exprimer la marche de son ministère.

Le Directeur général des postes.

Que de ballots! que de paquets!
Voilà l'époque de ma gloire
Et le moment de ma grandeur,
Voilà ma belle diligence,
Qui malgré mes plus beaux décrets
Long-temps de Cassel à Mayence
Ne portoit que le conducteur,
Qui seul y faisoit résidence.
La voilà chargée pour la France,
Chargée pour la première fois.
Si on chassoit souvent le Roi,
Quel gros profit pour ma finance.

Der Ordens-Canzler.

Juden schlug ich einst zu Rittern,
Wunder that das blaue Band,
Doch in solchen Ungewittern
Hält da wohl der Mauschel Stand?
Ritter Zadig, Ritter Meyer,
Heldenkühner Jacobson,
Zittert nicht so ungeheuer,
Lauft doch nicht zu Fuß davon.
Auf! ihr sollt zu Rosse sitzen
Und mit eurem Ritterschwert
Euren bangen König schützen,
Der so hoch die Juden ehrt.

Die drei Ritter.

Mai! es sprach: Du sollst nicht tödten,
Einst der Herr von Horeb schon;
Weih uns, weih; in solchen Nöthen
Läuft wohl selbst der Christ davon.
(Die drei Ritter laufen davon.)

Chor der Bürger von Cassel.

An den Galgen! an den Galgen!
Mit dem Malchus, mit dem Schuft!
Mit dem Wolfradt, die Canaillen
Hängt sie auf in freier Luft (bis).

Der Finanz-Minister mit sichtbarer Angst.

Melodie: Ich bin der Schneider &c.

Vox populi, vox dei. Wehe,
Jetzt muß ich beichten, ich gestehe
Es grad heraus, ich bin ein Schuft.
Die Bürger hab' ich castriret,
Euch Alle hab' ich ruiniret,
Die Bauern hab' ich exequiret,
Die Zinsen hab' ich reduciret,
Selbst falsch Papier hab' ich creiret;
Mit Bons und Obligationen
Hab' ich seit Jahren agiotiret.
O, wie viel sind es Millionen,
Die Ihr allein durch mich verlieret!
Jetzt bin ich reich, ich war ein Pracher,
Dies alles hab' ich durch den Schacher,
Den ich mit den Domainen trieb,
Wovon nicht Eine übrig blieb.
Was ich nicht nahm, das nahm mein Schwager,
Jüngst wie ein Häring noch so hager,
Der ohne mich ein Lump nur blieb,
Dem ich die Zehnten zugewendet;
Ja selbst den Harz hab' ich verpfändet
Und alles meinem Geld zu Lieb.
Man hing schon manchen großen Dieb;
Doch ich bekenn' es unverholen,
Wie ich hat keiner noch gestohlen!
Ich war des Juden Secretair,
Doch konnt' ich's besser, als mein Herr.

Mein Vater war ein armer Schneider
Und ich sein ungeräth'ner Sohn;
Gar vielen Herren dient' ich schon,
Verließ sie, wechselte die Kleider
Wie Glauben und Religion.
Zweimal verrieth ich schon den Staat
Und ward belohnt für den Verrath;
Laßt ihr mich leben, ihr Soldaten,
Will ich euch diesen Wicht verrathen;
Ja, ja den König sollt ihr fangen,
Werd' ich nur selbst nicht aufgehangen.

Für sich.

Wär' ich Schneider doch geblieben,
Hielt' ich meine Nadel fest;
Jetzt giebt unter Kantschuhieben
Der Cosack mir noch den Rest.
Wär' ich nur nicht Graf geworden,
Ach! und der verdammte Orden,
Der mich schon als Halsband juckt,
Still hätt' ich mein Geld verschluckt.

Der Minister des Innern.

Bin ich gleich ein grober Flegel,
Gröber noch als Ficht' und Schlegel,
Doch stahl ich nicht so wie der.
Prügelt nur den Malchus wacker,
Mag er bummeln, mit dem Racker*)
Rauch' ich keine Pfeife mehr.
Betet für mich, ihr Pastoren,
Die ich aus dem Hause stieß,
Bittet für mich armen Sünder
Greise, Witwen, Waisen-Kinder,
Die ich Hunger sterben ließ.

*) Ein Ehrentitel, womit der Herr Minister seine Herren Collegen oft beehrte.

Der versammelte Staatsrath im Ornate.

Melodie: Ich armer wälscher Teufel ꝛc.

Mild und väterlich regierten
Wir sechs Jahre lang das Land,
Und zum freien Conscribirten
Ward der Bauer umgewandt;
Daß er keinen Muthwill'n triebe,
Nahm ihn der Gensd'armen Strick,
Führte so am Band der Liebe
Ihn zu seinem wahren Glück.
Seine Sitten zu verbessern
Schufen wir die Polizei,
Seine Schulden zu vergrößern
Trugen wir durch Steuern bei.
Von der Sclaverei der Frohne
Machten wir den Landmann frei,
Doch nur darum, daß zum Lohne
Er des Königs Fröhner sey;
Daß er nichts sein eigen nenne,
Alles nur als ein Geschenk
Von des Königs Händen kenne,
Stets des Königs eingedenk.
Wer wird nun das Reich verwalten?
Ach, wie hat sich's umgekehrt!
Kein Gesetz wird mehr gehalten,
Kein Decret wird mehr gehört,
Und die prächt'gen blauen Jacken,
Hell mit Seide schon gestickt,
Werden nun von den Cosacken
Mit dem Kantschu ausgeflickt.

Man hört ein Schnarchen (es erscheint der Geist des Staatsraths Heister).

Der Geist.

Mein Gesetz *) (ich macht' es selber)
Mein Gesetz wird nun verachtet,
Und es werden alle Kälber
Schon am achten Tag geschlachtet.
(Der Geist verschwindet.)

Der Groß-Ceremonien-Meister Hardenberg mit dem Ceremonienstabe in der Hand.

Diesen Stab hab' ich behalten,
Den ich wie ein Tanzbär trug;
Doch mein Amt hier zu verwalten
Bieten Hände sich genug;
Schlechter paßt zum Lautenschlagen
Wohl der dümmste Esel nie,
Als ich an den Gallatagen
Zu der Hof-Ceremonie.
Jetzt, da man den Hof vergißt,
Setz' ich mich auf meinen Mist,
Wehre mit dem Bienenstab **)
Mir die Creditoren ab.
(Alle gehen nach verschiedenen Seiten ab.)

Schluß-Chor.
Die Bürger von Cassel.

Tretet ein, o ihr Befreier,
Fort ist alles Lumpenpack.
Seyd willkommen, seyd uns theuer,
Preuße, Russe und Cosack,
Aus des Nordens kalten Zonen
Bringt ihr Treu und Redlichkeit,
Baut sie auf, die alten Thronen,
Die des Fremdlings Stolz entweiht!!

*) Siehe Gesetz vom 6. Aug. 1808 Art. II. No. 5.

**) Der Stab des Groß-Ceremonien-Meisters ist mit dunkelblauem Sammet überzogen und dieser mit goldenen Bienen gestickt.

28.

Die Heldenpilgerfahrten Nugents.

Unter denjenigen, die dem durch anderthalb Decennien allmächtigen Napoleon einen ächten Hannibalshaß geschworen und ihr Ziel von Land zu Land, von Meer zu Meer mit bewundernswürdiger Beharrlichkeit verfolgt hatten, leuchtete neben den beiden Grafen Ferdinand Winzingerode und Ludwig Wallmoden, der von den Maynzer Linien bis in die italienischen Schlachten und Belagerungen von 1799 und bei Sacile 1809 muthvoll ausgezeichnete Graf Laval Nugent hervor. — Nach dem Znaymer Waffenstillstand war er mit dem Grafen Metternich in der vergeblichen Altenburger Friedensbehandlung mit dem französischen Minister Champagny, Herzog von Cadore, gewesen. Nugents größte Wirksamkeit berührte gerade den Zeitraum 1810—1813, wo Napoleon, einer österreichischen Kaiserstochter vermählt, den Fuß auf Preußens Nacken gestemmt und bis auf Cadix, Lissabon und Sicilien, beide Halbinseln in seiner Macht, das ganze Festland vor seinem Siegeswagen sah.

Mit Erstaunen erblickt man in diesen verhängnißvollen Jahren den General Nugent bald in Wien, auf den jonischen Inseln, auf Malta, Sicilien, bei Wellington in Spanien und Portugal, — in London, — zu Gothenburg, Colberg, Berlin, wieder in Wien und gleich wieder auf derselben beschwerlichen und nicht selten gefahrvollen Rundreise um ganz Europa herum.

Freilich hatte Nugent in diesen ungeheuren Bewerbungen und Bestrebungen einen unerschütterlich festen Anker an dem Großbritannisch-Hannöverschen Staats- und Cabinetsminister, Ernst Grafen von Münster. — Durch eine lange Reihe von Jahren der vertrauteste Diener des brittischen Königshauses, mit dem innigsten Zutrauen Georgs III. und noch mehr Georgs IV. beehrt, wurde Graf Münster unlängst in voller Wahrheit

das Fernrohr genannt, durch welches die englischen Minister des Äußern und des Krieges die wichtigsten Angelegenheiten des Continents, — ausschließlich aber die deutschen Angelegenheiten betrachteten. Seine Gesandtschaft in Petersburg, sein Aufenthalt in Italien und Deutschland, seine hohe und intime Stellung in London legten ihm eine Wichtigkeit bei, weit und hoch über seiner ursprünglichen Bestimmung, als Minister des durch ein volles Jahrzehend in feindliche Hand gerathenen Hannovers. Der in so vieler Beziehung denkwürdige Nachlaß des Ministers von Stein und anderer ausgezeichneter Männer des Rathes und des Krieges, giebt bewunderswerthe Belege der scharfsinnigen und ruhelosen Thätigkeit, womit Graf Münster im innigsten Freundschaftsbunde mit Hardenberg, Stein, Scharnhorst, Gneisenau die sinnreichsten Gedanken und kühnsten Maaßregeln für die Weltbefreiung ersann, berieth und ins Werk setzte.

Ein furchtbares Hinderniß war die Seltenheit, Unsicherheit und Gefahr aller und jeder Communicationen nach dem Continent und auf demselben. — Wie viele englische und — 1811 — 1812 — selbst russische Reisende und Agenten wurden in Österreich, trotz der ihnen ertheilten Pässe angehalten, verhaftet, ja sogar durch vermeintliche Räuber ihrer Depechen, aber nicht ihrer Kostbarkeiten beraubt, in böhmische, ungarische oder slawonische Oubliettten gesteckt?? — Die Correspondenz mit und über den Erzherzog Franz wurde nach Art der Kaufmannsbriefe in flachen, trockenen, von allem Anscheine der Politik himmelweit entfernten Schreiben geführt. — Allen wurden falsche Namen beigelegt, — der Erzherzog Franz hieß: Arthur, — der Kaiser Franz, Legrand, — Bonaparte, Bonelly, — Sardinien, Sarpi, — England, Anna, — Nugent selbst, Louis Nelly, — die beiden La Tour, Valentin Toro und della Torre, — Tyrol, Ancona u. s. w.

Nugent, Sohn und Enkel wackerer Generale Österreichs, war ein Schüler der Wiener Ingenieursakademie, ein Zögling Chastelers, wie Bocarmé, Neipperg, Veyder und Hormayr, — nach dem Presburger Frieden ein Vertrauter des Erzherzogs Johann und Mitarbeiter an allen großen Planen desselben zur Vertheidigung der von allen Seiten blosgestellten und umgarnten Monarchie. — Im Jahre 1809 war der Obriste Graf Nugent Generalquartiermeister des Erzherzogs Johann bei der nach Italien und Tyrol bestimmten, in Folge der unglücklichen Wendung des Krieges, nach Ungarn verschlagenen Armee von Innerösterreich.

Des Grafen Nugent Berichte sind ursprünglich französisch und meist in Ziffern geschrieben und zwar nach einem dreifachen Zifferschlüssel. Die vorliegende wörtliche Übersetzung derselben wurde schon 1811/13 den deutschen Freunden in Preussen, Hannover, Braunschweig, Hessen und dreien in Österreich durch die sichersten und vertrautesten Canäle mitgetheilt, die Gleichgesinnten zu stärken und auf eine, hoffentlich nicht mehr so ferne Zukunft vorzubereiten.

Aus London zur englischen Ostsee-Flotte abgereiset und in Berlin angekommen berichtete Graf Nugent am 25. September 1811 nach London an das englische Ministerium: — Er habe die Sachen ganz anders gefunden, als er es sich vorgestellt. Man habe die ungeheuersten und zugleich die alterzweckmässigsten Rüstungen gemacht und trotz aller Unglücksfälle, eine Macht von 120,000 Mann aufgestellt, gegenüber den grossen Rüstungen Frankreichs und Russlands, über deren eigentlichen und nächsten Zweck sich keines von beiden erklärt. Hardenberg hat hierin eine vielgewandte Festigkeit bewiesen, das Publikum ahnt noch immer nicht, auf welche Seite Preussen sich wende?? Doch hält man es für unmöglich, daß der unglückliche König ein Vasall Frankreichs werde. Bei Colberg ist ein verschanztes Lager von 20,000 Mann, andere sind in Schlesien und in Ostpreussen, eines wird eben bei Spandau angefangen. Dieses zog die französische Aufmerksamkeit vorzüglich auf sich; man drang darauf, alle Rüstungen einzustellen und sich mit Frankreich zu verbinden. In 3 Wochen würden die artikulirten Anträge eintreffen und alsdann verlange man eine kategorische Antwort. Ich kam eben hier an, als die grosse verhängnißvolle Frage in der heftigsten Erörterung begriffen war. Die Gewalt des Augenblicks hielt mich einen Augenblick unschlüssig über die Stellung zu Gneisenau, allein als ich vollkommen orientirt war, setzte ich den ausgezeichneten Mann in vollständige Kenntniß der Plane und Mittel des Prinz Regenten. Die von England bethätigte Energie hat die Entschlüsse des preussischen Gouvernements neu bestärkt, man hat Bonaparte evasiv geantwortet und einige, ohnehin fast schon vollendete Befestigungen eingestellt; doch ist man bis jetzt entschlossen, die Allianz nicht anzunehmen, und somit ist der Bruch nur etwas aufgeschoben. In der That gab es schwerlich einen Augenblick, der dringender und ein Gouvernement, das des thätigsten Beistandes würdiger gewesen wäre, als jetzo das Preussische. Der Krieg ist unvermeidlich und die hierauf bezüglichen Maaß-

regeln keinen Augenblick aufzuschieben; das erste ist, Waffen und Munition nach der Ostsee zu senden, damit man die Recruten bewaffne, die schon bei gewissen Regimentern eingetheilt und eingeübt sind. Das ist etwas ganz anderes als die Gewehre an ungeregelte Haufen zu geben, welche sie wegwerfen, verkaufen oder verderben. 40 bis 50,000 Gewehre machen eine Verstärkung von 40 bis 50,000 Mann. War eine mächtige Landung in jedem einfach russischen Kriege von hoher Bedeutung, um wie viel mehr ist sie es jetzt, wo so große deutsche Kräfte mit auf die Bühne treten. Ebenso können die im Süden zu ergreifenden Maßregeln nicht mit zu großer Thätigkeit betrieben werden. Es ist zuvörderst dringend, die italienischen Überläufer und Gefangenen zu organisiren. Es wird uns schwerlich Zeit bleiben, alles Schritt vor Schritt zu regeln und einzurichten. Ich habe Lord Bentink prävenirt, daß er sich mit allen seinen Mitteln bereit halte, namentlich was das Etablissement des Erzherzogs Franz betrifft. Das Baltische Meer ist jetzt vor allem zu halten und Colberg mit seiner großen Garnison ist das wichtigste Augenmerk, aber auch Pillau und andere Plätze müssen zahlreiche Kriegsfahrzeuge haben.

Wien, am 11. November 1811.

Ich wurde vom Kaiser sowohl als vom Fürsten Metternich ausnehmend wohl empfangen und die Briefe, die ich mitgebracht, scheinen die beste Wirkung gethan zu haben. Graf Hardenberg, King und Johnson kamen mit mir überein, uns zuerst der wahren Gesinnungen Österreichs näher zu versichern. Nachdem ich den Grafen Metternich öfter gesehen und glauben durfte, daß er dazu disponirt sey, gingen wir weiter und ich begab mich nach Preßburg. Da Graf Metternich nähere Informationen über die berührten Gegenstände verlangte, fand eine lange Conversation statt. Ich setzte ihm in selber die Ansichten des brittischen Gouvernements (auch bezüglich der übrigen Mächte) auseinander, von welchen jede thun möge, was ihr bei der großen Aufgabe das nützlichste sey; von Englands Entschluß den Krieg in der Halbinsel mit aller Kraft fortzusetzen als ein Hauptmittel zur allgemeinen Freiheit; ich sprach von der Wichtigkeit eines besseren und näheren Einvernehmens Österreichs mit dem Norden, vor allem mit Preußen und berührte die Nothwendigkeit, ein gediegeneres System hinsichtlich des Mittelmeeres anzunehmen. Dies

gab mir Gelegenheit, auf die Entwürfe des Erzherzogs Franz zu kommen und auf die günstigen Gesinnungen, die er allerdings für sich habe: nicht unbemerkt lassend, daß England seine Pläne erst erfahren, als er im Mittelmeer ankam und daß man erst Österreichs Gesinnungen zu wissen wünsche, ehe man zur Ausführung schreite. Auf die kategorische Bemerkung, daß man diesen Entwürfen durchaus fremd zu bleiben und sich neutral zu verhalten wünsche, kamen wir überein, die Sache schon von vorn herein unter diesem Gesichtspuncte darzustellen. Wären nur die ersten Schritte geschehen durch dieses Motiv oder durch ein anderes, so würde es doch damit endigen, auf den Grundzweck wieder zurückzukommen. Ich verbreitete mich hierauf über Großbritanniens Hülfsquellen und über die ungemeine talentvolle Thätigkeit des Prinz Regenten. — Metternich schien mit dieser Conversation sehr zufrieden, der Kaiser verlangte einen Bericht über meine Reise und ich konnte und wollte mich diesem Wunsche nicht entziehen, brachte aber um gehörige Vorsicht zu gebrauchen mehrere Tage damit hin und sah jeden Tag den Grafen Metternich, der von dem weisen Georg Englands ganz erbaut schien, den Prinz Regenten nicht genug loben konnte, so wie Marquis Wellesley, Lord Wellington und die beharrliche und ruhmvolle Führung des spanischen Krieges. Er versprach eine Antwort, sobald er mit dem Kaiser darüber gesprochen haben würde. Dieser konnte den Prinz Regenten nicht genug erheben und welches Glück es für England sey, in einem so drohenden Zeitpunct einen solchen Fürsten an der Spitze zu haben. Auf dem Krieg in der Halbinsel liege die Rettung der Welt. Ich ging ausführlich in diesen Gegenstand ein, weil ich sah, wie sehr er den Kaiser interessirte. — Graf Hardenberg communicirte mir, was ihm wegen des geheimen Memorandums bemerkt worden, ich machte von selbem keinen Gebrauch, außer für mich, um mir die Unterredungen mit Marquis Wellesley sicherer zu vergegenwärtigen. Dem Grafen Hardenberg, King und Johnson ist Alles genau mitgetheilt. Übrigens dürfen Ew. Excellenz versichert seyn unserer größten Behutsamkeit, die fast den Anschein von Launigkeit erhalten könnte. Über die Geschichte des Major Grafen Latour, Bruders des Obersten, der in Sardinien ist (er war verhaftet und hatte sich selbst entleibt) wird Graf Hardenberg geschrieben haben? In wenigen Tagen werden wir darüber wissen, woran wir sind?? Zeigt sich das hiesige Gouvernement in andern Gegenständen günstig, so wird dieser Vorfall dazu dienen, seine wahren Ge-

stimmungen dem Feinde zu verbergen; wenn nicht, so werden wir die hiesigen Intentionen um so schärfer durchschauen. Auf keinen Fall wird es Folgen haben, denn in andern Dingen läßt man uns ganz ungeschoren und auf die Festigkeit des Grafen Latour kann man bauen.

Wien, am 8. März 1812.

Die letzten Berichte müssen Ihnen die Ursachen dargelegt haben, warum ich nicht früher als in einigen Tagen abreisen kann, und zwar nach dem einstimmigen Wunsche von King, Johnson und vor Allen von Hardenberg. — Früher gehen, hätte einen förmlichen Bruch herbeigeführt und mich verhindert, den Einfluß zu benutzen, den meine alten und wichtigen Verbindungen mir auf dem hiesigen Platze geben. — Der nordische Krieg ist jetzt außer allem Zweifel, die Lage unserer übrigen Einverständnisse kennen Sie wohl durch Hardenberg und King. Der Tod meines Onkels kömmt eben gelegen, meine Abreise zu beschleunigen und die trüben Wolken im Norden machen es um so begreiflicher, daß ich mich nach dem Mittelmeer wende. Hier sage ich, mein Ziel sey England und lasse überhaupt nur das Unvermeidliche durchblicken. Ich gehe jedoch gerade nach Sicilien, wo ich in der zweiten Hälfte des April anzugelangen hoffe. Lord Bentink, den ich schon von hier aus von allem in Kenntniß setzte, was ihn interessiren kann, wird von mir wichtige Aufschlüsse erhalten, wenn ich ihn nur auch mit den nöthigen Vollmachten ausgerüstet finde. Da die Depesche vom 8. October, wie so manche andere uns nie zugekommen ist, wissen wir uns auch die Arrangements nicht zu deuten, von denen Ihre späteren Briefe reden. Möchte nur vor allem die Sache mit den Truppen für den Erzherzog Franz in Richtigkeit seyn. Herr von Metternich glaubt die Bewegungen im Mittelmeer viel weiter vorgerückt, als sie es leider in der That sind und ich fand keinen Beruf, ihn hierüber aufzuklären. — Ob ich den vom Herrn von Metternich sowohl mir als Hardenberg versprochenen Brief an den Prinz Regenten noch mitbekomme, steht dahin. Angeblich grade nach England zu eilen, versprach ich doch dem Herrn von Metternich Nachricht aus dem Mittelmeere, vom Lord Bentink und vom Erzherzog zu geben. Ich bitte, schreiben Sie mir nach Palermo und Cagliari unter Couvert an Bentink und Hill. — Herr Johnson verläßt Wien zu meinem großen Leidwesen. Er steht gewiß überall gut, aber grade hier würde er die wichtigsten Dienste geleistet

haben, wo er vieler Achtung genießt und über Personen und Geschäfte trefflich orientirt ist. Die Stimmung des Volks ist überall erwünscht. Viele wackere Officiere sind bereits ins Mittelmeer abgegangen. Heiliger überbringt Gegenwärtiges, nebst einem kleinen Brief für Se. K. H. den Prinz Regenten, für Höchstwelchen ich ein türkisches Waffenkästchen beilege. Ich bitte mich Höchstdemselben zu Füßen zu legen. — Mich seines Vertrauens würdig zu zeigen, ist die einzige Richtschnur meiner Handlungen.

Wien, am 20. März 1812.

Obwohl ich erst vor einigen Tagen durch Heiliger schrieb; man erwartet hier den Courier zurück mit der Antwort wegen der bewaffneten Neutralität; man erstaunte, nicht ohne innere Genugthuung, Rußland jetzt noch in keiner engen und planmäßigen Verbindung mit England zu wissen; überhaupt Rußlands ganzes Benehmen, die Fortdauer des türkischen Krieges und die Beibehaltung Romanzofs erweckt nichts als Mißtrauen. Am Vorabend des Ausbruches zweifelt man noch daran, ja man fürchtet in Wien von Czernitschefs Reise eine Ausgleichung, sonach scheint dieser Krieg unter ungünstigen Auspicien zu beginnen, die Cabinette scheinen ungewiß und unter sich uneinig. Desto aufgebrachter und entschlossener sind die Völker und so wird es doch gehen, wenn nur England standhaft bleibt. Die Ausbrüche sind erst an ihrer Stelle, wenn das Kriegesfeuer im hohen Norden lichterloh aufprasselt und es liegt jedenfalls eine ungeheure Chance darin, daß Bonaparte zugleich im höchsten Norden und im tiefsten Süden einen großen Krieg habe. — Ich hoffe, wir sollen auf Bornholm oder auf einer andern Insel, oder auf brittischem Boden einen Kern deutscher Wehrkraft zusammen bekommen. — Fände ich doch auch schon den Erzherzog Franz im Besitze nennenswerther militairischer Hülfsmittel. Allerdings bleibt der Krieg in der Halbinsel das Erste und Wichtigste, aber ich könnte mich nie damit einverstehen, daß man die Kräfte in Sicilien und die für das Mittelmeer bestimmten, auch nach Spanien häufe. Die Verbindungen mit Tyrol und mit der Schweiz sind sorgfältig erhalten und mit Einsicht geführt; ich unterhalte das Verständniß mit dem Bischof von Agram und mit den andern bedeutenden Personen in Illyrien, aber ohne seewärts herkommende regelmäßige Militairmacht ist an nichts Großes zu denken; zwar scheint jetzt das hiesige Gouvernement viele Apprehensionen dagegen zu haben, doch

dürfte es wenigstens für den Anfang nicht so leicht mit Gewalt etwas dagegen thun, jedenfalls steht es in Englands Macht, dort ein zweites Spanien aufzuwecken.

Hardenberg fügt hinzu: auf die Bitte des Grafen Nugent setze ich diesen seinen Brief um so bereitwilliger in Chiffre, als dieser Bericht von dem vorigen darin wesentlich abweicht, daß der Graf Metternich nun amtlich erklärt: Großbritannien möge seinen Kampf wider Bonaparte ganz allein auf die Halbinsel beschränken.

Hardenberg, den 16. Februar 1811. Wien.

Kein Hoffest weder zu Neujahr noch zu des Kaisers Geburtstag. Alles verschoben bis aus Paris die Nachricht von der Niederkunft der Erzherzogin eintrifft. Unterdessen beschäftigt das Publicum die heimliche Abreise des ältesten Bruders der Kaiserin, des Erzherzogs Franz nach Sardinien unter dem Vorwande, sich mit der Prinzessin Beatrix, ältesten Tochter des Königs, zu vermählen. Dieses Project des Erzherzogs ist schon alt und er hat dem Kaiser und dem Grafen Metternich ins Geheim davon Kenntniß gegeben; er war sicher, man würde sich diesem nicht widersetzen, jedoch dabei alles zu vermeiden, was in Frankreich Argwohn erregen könnte. Demnach wollte man, er solle ganz offen französische Pässe begehren, durch Italien oder Illyrien zu gehen. Das aber widerstrebte ihm und er that, als hätte er sein Project aufgegeben, anfangs December ging er auf seine ungarische Herrschaft Szarvar, ging von dort nach Broot, passirte die türkische Gränze und meldete dem Kaiser seine Abreise von Travnik aus. Daß er über die Evasion sich so ärgerlich stellt, und dem Erzherzog sein Regiment genommen und es dem Grafen Harnoncourt gegeben, giebt mir die Überzeugung, er habe durch die mit einverstandene Kaiserin Alles gewußt; dagegen war Graf Metternich so ununterrichtet, daß er mehrere Tage nicht wußte, welches Gesicht er dazu machen solle, bis er nun endlich einräumt, der Hof habe das Geheimniß des Erzherzogs gekannt, nur die Zeit und die Heimlichkeit der Entweichung habe des Kaisers Unwillen auf sich gezogen. In diesem Sinne wurde am 23. Jänner Herr von Tettenborn nach Paris zurückexpedirt und man erwartet nicht ohne Unruhe, wie Napoleon den Vorfall aufnehmen werde. — Der winzige Vorfall hat überdies noch eine höhere, verdrießliche Folge. Man hatte sich mit der Reorganisation der Armee, mit der heimlichen Vorbereitung

ven Reserven beschäftigt, man war der Ausführung schon ziemlich nahe und harrte bloß günstiger Umstände. Die größte Schwierigkeit war beseitiget, der Finanzminister wollte endlich für das nöthige Geld sorgen, aber jetzt will man nicht den geringsten Schritt vorwärts thun, bis man die Physiognomie Napoleons kennt, über den Ritterzug des Erzherzogs. Diese große Ängstlichkeit beweiset wenigstens, daß keine Einheit des Plans und der Interessen zwischen Österreich und Frankreich Statt hat und ich überzeuge mich mehr und mehr, daß Graf Metternich an nichts mehr denkt, als zu temporisiren und daß er sich schmeichelt, durch seine Politik Österreichs Neutralität zu erhalten, selbst auf den Fall eines Bruches zwischen Frankreich und Rußland, den er inzwischen keineswegs für nahe hält. Mit alle dem mißbilligt Metternich durchaus das verblendete Benehmen Rußlands, sein Haschen nach unnützen Eroberungen, statt sich gegen die wahre große Gefahr in Verfassung zu setzen. Die Hoffnung einer aufrichtigen Annäherung zwischen Österreich und Rußland schwindet täglich mehr und man muß einräumen, daß der Großkanzler Romanzof sein Möglichstes thut, sie unmöglich zu machen, ohngeachtet ihm Österreich mehrmals die gefährliche Betheuerung thut, wegen der Moldau und Wallachei Rußland nicht durchaus im Wege zu stehen. Aber Romanzof will noch weiter, er hat russische Besatzung in Belgrad geworfen und in die übrigen Festungen Serviens. Die österreichischen Grenzbehörden hätten schon mehrmals Cassen und Magazine verlegen müssen. Häufig würde das österreichische Gebiet von russischen Patrouillen verletzt, doch habe man allen diesen Provocationen eine unmenschliche Geduld entgegengesetzt. Auf eine Einwendung, ob man durch diese Nachgiebigkeit nicht den Verdacht bei der Pforte erregen werde, sich in ihre Trümmer theilen zu wollen, erwiederte Graf Metternich, die Pforte sey von seinen Gesinnungen in Bezug auf sie zu sehr überzeugt; Rußland aber müsse man lediglich seiner Verblendung überlassen. Das liege vielleicht in Englands höherem Interesse. Er schien zu glauben, England arbeite in diesem Augenblick an einer Annäherung an Rußland. — Den Erfolg schien er sehr zu bezweifeln. — Die Post von Konstantinopel vom 10. Jänner brachte nichts als den fortwährenden, gesteigerten Entschluß des Divans, auch nicht eine Handbreit Erde abtreten zu wollen. Sie rüstet sich zur Wiedereröffnung des Feldzuges. In den Vorpostengefechten des Winters scheinen die Russen im Vortheil gewesen zu seyn. — In Folge des unterm 11. Decbr. v. J. erlassenen hiesigen Moratoriums hatte Mar-

mont als Repressalie auf alles österreichische Eigen in Illyrien Beschlag gelegt, Bonaparte aber diese Maaßregel nicht bestätigt. — Eine andere angenehme Nachricht ist, daß der, grade zu des Kaisers Geburtstag eingetroffene pariser Courier den Hof beruhigt hat, wegen der Reise des Erzherzogs Franz. — Bonaparte hat darüber nicht den mindesten Humor bezeigt. Es ist zu wünschen, daß diese Indifferenz nicht affectirt sey. Napoleon soll gesagt haben: es sey ihm völlig gleichgültig, der Erzherzog Franz möge sich befinden, wo er immer wolle. Nach jener letzten Post stehen die Russen noch nicht in Belgrad, waren aber auf dem Wege dahin.

Graf Münster an Nugent 17. März 1813. London. (Chiffre.)

Le Baron de Wessenberg arrive ici en peu de jours proposer la médiation de l'Autriche pour la paix générale. *L'Idée seule est si absurde,* qu'il est superflu de la discuter. La Prusse se déclare contre la France. Cet événement et l'enthousiasme général de la nation entraînera l'Autriche. Il est important, que Vous sachiez, que l'Archiduc Jean a déclaré à King, qu'il se mettroit incessamment à la tête du Tyrol et Vorarlberg, qui va s'insurger.

Wien, am 2. May 1813.

(Am Tage der Lützner Schlacht.)

Ich bin vorgestern hier angekommen und werde morgen den Kaiser sehen. Die öffentliche Meinung ist aufs äußerste wider Frankreich und auch das Gouvernement hat bereits so viel gethan, daß es ihm schwer seyn würde, umzukehren. Das Einzige, was ich fürchte, ist neuerliches Hinhalten und Zögern. Die Mission Stadions wird Sie gewiß erfreuen. Sie hat auch das aufgebrachte Publikum wieder etwas getröstet. Er reiset morgen nach Dresden und schreibt Ihnen sogleich. Fürst Carl Schwarzenberg kömmt morgen. Der Augenblick ist von ungeheurer Wichtigkeit.

Wien, am 31. May 1813.

Ich hoffe Sie haben alle drei Briefe, vorzüglich meinen letzten erhalten? In den zwei ersten konnte ich noch nicht urtheilen über die hiesige Lage der Dinge, außer nach dem, was man mir selber sagte. Erst

der dritte war auf meine Ansicht gestützt, und diese hat sich auch seit der Zeit vollkommen bestätigt. Ja, gottlob es giebt Krieg und zwar nur deshalb gewiß, weil Österreich sich zu schwer compromittirt hat, sowohl durch seine Anwürfe und Anträge bei Preußen und Rußland, als noch mehr durch jene beim König von Sachsen. Es ist dafür gesorgt, daß Bonaparte bei Zeiten Alles erfuhr. Die öffentliche Meinung ist seit den letzten Ereignissen in Sachsen noch unbändiger geworden und doch sehe ich hie und da die Halbheit und Unentschlossenheit wieder steigen und man kann weniger als je ein bestimmtes Urtheil fällen. — Sie sind wohl ohne Zweifel durch King von allen Umständen der Affaire des Erzherzogs Johann unterrichtet. Obschon die Sache für den Augenblick unterbrochen ist, kann sie doch gleich wieder aufgenommen werden. Das wäre vorzüglich für den Fall wichtig, wenn Österreich gar nicht handeln wollte! Ich habe hiezu alle möglichen Einleitungen und Fürsorgen getroffen, ich wiederhole es aber, die Grundlage von allen sind die kräftigsten Maaßregeln im Mittelmeere. Was nur von Streitkräften zusammengebracht werden kann, muß Lord William Bentink haben, der so wie jetzt die Sachen liegen, sich keinen Augenblick aus Sicilien entfernen darf. Ich habe ihm schnell nach einander drei Vertraute zugeschickt, um ihn über die jetzige Lage der Dinge vollständig aufzuklären. Die hiesigen militairischen Maaßregeln werden beschleunigt, bis halben Juni stehen bei Prag 120,000 Mann und etwa 18,000 in Steyermark. Diese Mittel würden hinreichen, wenn man sich ihrer kräftig bedient, aber ich bin doch noch immer nicht frei von der Furcht, man werde erst anfangen, wenn es Bonaparte convenirt, und vielleicht gar nicht! Über Negotiationen und Mediationen schreibt Harbenberg ein Langes und Breites. — King soll in ein Paar Tagen Nachricht von mir haben über manches Wichtige, vor allem über den Erzherzog Johann, ich erwarte bloß die Abreise der vertrauten Person, die Ihnen bekannt ist.

Wien, am 7. Juni 1813.

Ich bitte E. E. die Einschlüsse geneigtest zu bestellen, den einen an Lord Castlereagh, den andern an King. Wir haben heute hier die schöne Neuigkeit des Waffenstillstandes zwischen Bonaparte und den Alliirten. Alle Welt ist darüber in Verzweiflung und ergießt sich in Verwünschungen. Der Wohlgesinnten einzige Hoffnung ist, England werde

Friedensbedingungen kein Gehör schenken, die nur betrügerisch seyn könnten. Mein hiesiger Aufenthalt wird nicht mehr lange währen. Ich gestehe, daß meine Hoffnungen auf die gegenwärtigen Machthaber sehr gesunken sind, seit dem Eindruck, den, wie ich sehe, die Schlachten von Lützen und Bautzen und ihre Folge, der Waffenstillstand auf sie gemacht haben, — aber um bis auf den letzten Abdruck nichts zu vernachlässigen, gehe ich morgen nach Gitschin.

Gitschin, den 5. Juli 1813.

Seit meiner Ankunft allhier war ich viel mit dem Kaiser und ich darf sagen, nicht umsonst. Ich glaube sagen zu dürfen, der Kaiser sey nach und nach aus innerm Antrieb sehr für den Krieg, doch gäbe ihm die meiste Sicherheit die von mir in allen militairischen Blicken so sehr ersehnte Expedition nach Oberitalien, so sehr man sich auch für Illyrien scheute, denn man fürchtet in Italien den feindlichen Kräften sonst nicht gewachsen zu seyn.

Gitschin, den 6. Juli 1813.

Heute ist Metternich zurückgekommen von seiner Zwiesprache mit Bonaparte und mit Alexander. Nachdem er den Kaiser Franz gesehen, hatte ich mit ihm eine lange Conversation. — Gottlob, Bonaparte weiß Alles, dürstet Rache und äußert sich höchst unbesonnen. Der Rückweg ist abgeschnitten.

Brandeis, den 8. Juli 1813.

Des Kaisers und Metternichs jetzt endlich sicher, fordere ich durch einen Vertrauten, Lord William Bentink, auf, unverzüglich angriffsweise vorzugehen. Ich benachrichtige hievon unter Einem den Prinz Regenten und Lord Liverpool. Ich hoffe Lord William Bentink erhalte unbedingte Vollmacht und stellte die Bedingung, daß auch alle von mir gesammelten Kräfte ihm unterstehen sollen.

Brandeis, am 9. Juli 1813.

Jeder Augenblick wird dringender. Ich habe es auf mich genommen, 10,000 Gewehre für Croatien zu kaufen. Lord Bentink verlangt 40,000. Man muß ihm so viel aus England schicken als nur immer möglich ist. — Eben so nöthig sind Patrontaschen, Lederwerk, Kopf- und

Fußbedeckung. — Entschuldigen Sie meines Briefes Unordnung und Eile, aber ich darf keinen Augenblick verlieren und ich muß Vieles und Schweres auf meinen Rücken nehmen. Nichts darf unterlassen werden, um die Leute hier zu ihrem eigenen Heil in den Krieg hinein zu stürzen. Dann ist auch weiß Gott nichts verloren, aber sehr viel gewonnen. — Von einem auf den andern Augenblick muß Hardenberg hier seyn. — Schreiben Sie mir doch ja gewiß mit der Rückkunft dieses Couriers und seyen Sie treuer und heißer Ergebenheit versichert.

Wien, am 10. August 1813.

Ich weiß nicht, ob E. E. bei der äußersten Unregelmäßigkeit des Verkehrs meine Briefe regelmäßig zugekommen sind, habe übrigens die Beruhigung zu der jetzt endlich nicht mehr ungewissen Versöhnung und Vereinigung auf's Thätigste und Gewagteste beigewirkt zu haben. Daran war ja doch Alles gelegen. Jetzt hat sich freilich das Blatt wunderlich gewendet. Jetzt möchte man mich verantwortlich machen für eine schnelle Expedition in's adriatische Meer, und jetzt fürchte ich nur, zuviel versprochen zu haben. Jetzt lärmt man, daß Bentink nach Spanien gegangen sey. Es wäre gut, daß er über Hals über Kopf zurückkäme, selbst ohne Truppen, nur für seine Person. — Vor Allem müssen mir die drei italienischen Regimenter aus Spanien herübergeschickt werden, dort sind sie keinen Deut mehr werth als jede andere Truppe, aber bei mir werden sie sich unglaublich vermehren und sollen auch nichts kosten. — Ich werde sie schon auf Kosten des Landes leben machen; man hat ihnen ja auch die Verwendung in ihrem Vaterlande versprochen. — Übrigens habe ich meine Maaßregeln auf den äußersten Fall genommen und darauf daß sogar wieder ein schändlicher Friede zu Stande kommen sollte, wie der letzte war. — Ich habe hierüber verbindliches Einverständniß gepflogen mit Herrn von Roschmann, welcher jetzt die Angelegenheiten Tyrols in seiner Hand hat. — Im ärgsten Falle würde ich mich zu halten wissen auf der illyrischen Küste, oder in Italien. — Hiefür ist es aber wesentlich die von Lord Cathcart in Illyrien und mit österreichischen Kriegern angeknüpften Einverständnisse zu vollziehen. Ich hoffe, man wird mich unterstützen, mit allem und jedem, was nur immer aufzutreiben ist. Morgen am 11. August gehe ich nach Croatien ab, um am 16. gewiß anfangen zu können. Ich

avisirte hievon bereits zu rechter Zeit den Admiral und den braven Johnson, der sich auf Lissa befindet. — In Tyrol und Illyrien ist Alles bereit, auf dem gleichen Augenblick loszubrechen. Wenn ich nur aus Sicilien und von den jonischen Inseln so viel Truppen an mich ziehen kann als nur immer möglich und auch neue Wehrkraft aus Italien ziehen. Lord Cathcart hat bereits Fonds angewiesen. — Ich habe Wichtiges und Schweres auf eigene Verantwortung nehmen müssen, im Drang des Augenblickes, wegen der weiten Entfernung, wegen der Unmöglichkeit, zu rechter Zeit Befehle zu erhalten. Ich bitte deshalb bald möglichst um schriftliche Bedeckung von Lord Castlereagh.

Obristlieutenant T...... an den Obersten von D......

Petersburg, den 15. September 1812.

So eben erfahre ich, daß eine Gelegenheit nach England geht, und ich ergreife sie mit Freuden, um Sie, mein werther Feldherr, zu benachrichtigen, daß ich schon seit fünf Wochen mit Maurer hier angekommen bin. Ich habe nicht nöthig Sie über die Lage der Dinge zu unterrichten, denn ohne Zweifel wissen Sie was hier vorgeht. Indessen fängt sie an ganz gut zu werden, denn die letzte gewonnene Schlacht giebt der Sache eine andere Wendung. Das Tableau ist sonderbar. — Die große Armee steht links von Mosaisk, auf der Straße von Moskau. — Tormasow mit 40,000 Bajonetten bei Brzeßitefsky dem dicken Schwarzenberg gegenüber. Tschitschakoff mit der Armee der Moldau, eben auch aus 40,000 Mann bestehend, marschirt gerade auf Mohileff und die Hauptcommunication zwischen dem Dnieper und der Düna hält Wittgenstein mit 35,000 Mann bei Polotzk und Winzingerode mit 6000 bei Wittepsk. Von Riga ist vor wenig Tagen ein Corps von 25,000 ausmarschirt, welches Curland reinigen und über Schawl nach Wilna gehen wird. — Ist das nicht sonderbar? Nun wird denn doch der Teufel den Kerl bald holen. — Ich hoffe Sie haben die Nachricht erhalten, daß Sie hier in Dienste aufgenommen sind, wenn Sie kommen wollen. Wir formiren eine deutsche Legion, die in diesem Augenblick noch in sehr schlechtem Zustande ist, da die Sache sehr lau betrieben wird. Indessen ist es der Plan des allervortrefflichsten Steins, uns sobald als möglich nach Schweden zu bringen, um von da nach Deutschland zu gehen. Ich

gehe in einigen Tagen nach der Ukraine, um dort ein Chevauxlegers-Regiment von österreichischen Gefangenen und Deserteurs zu errichten. Maurer ist Rittmeister und geht heute nach Wien und Ungarn, um meine Freunde zu benachrichtigen, was ich errichte und daß man mit Freuden unter unsern Fahnen aufgenommen wird. Ich bin Obristlieutenant und werde nach des Kaisers Versprechen in vier Wochen zum Obristen ernannt. — Wir rechnen alle auf Sie und hoffen, daß Sie schon jetzt alles was zu unserm Besten in England hat geschehen können, gethan haben. Nun dürfen Sie nicht nach Spanien, sondern müssen ohne Widerrede nach Deutschland. — Woronzoff brachte mir gestern Briefe von Gentz, der wie Sie Sich leicht denken können, sehr niedergeschlagen ist. Durch Maurer hoffe ich seinen Geist wieder etwas zu heben. Schwarzenberg ist durch Tormasow gewässert worden und beträgt sich äußerst schlecht. Hier darf man nicht seinen Namen nennen. — Metternich giebt sich alle Mühe den Kaiser zu bereden, noch 40,000 Mann marschiren zu lassen, aber bis jetzt ist es ihm nicht gelungen, denn der Kaiser widersetzt sich mit allem Ernste. Pfuhl ist gestern von Prag hier angekommen und ich vermuthe daß auch Leiningen diesen Weg bald wandeln wird. Sagen Sie Reuß tausend Schönes. Tschoff ist gestern in das große Hauptquartier gesendet worden und umarmt Sie von ganzem Herzen. Ich hätte Ihnen noch viel zu sagen, aber leider habe ich erst vor einer Viertelstunde erfahren, daß Saumarez in diesem Augenblick abreiset. Wenn Sie mir schreiben, so senden Sie den Brief an Stein. — Mit erster Gelegenheit und das zwar vor meiner Abreise, werden Sie noch Nachricht von mir erhalten. Indessen seyen Sie von meiner ewig treuen Anhänglichkeit überzeugt. T......

Der hannöversche Staatsminister Graf Münster an den General Grafen Nugent.

Brighton, am 20. Juli 1812.

Ich hatte das Vergnügen, Ihre verschiedenen Briefe durch Heiliger, durch Adamberger, durch Rheinfelder und Brügge zu erhalten. Sie müssen indessen, lieber Graf, auch meinen Brief erhalten haben, worin ich Ihnen, nach eingeholter Willensmeinung des Prinz-Regenten und der übrigen Minister, rieth, im Mittelmeere zu bleiben und

dort die Entwicklung der großen Geschicke abzuwarten. Zwanzigmal hätte ich Ihnen seit der Zeit schreiben können; aber ich hätte Ihnen nichts Anderes zu schreiben gewußt. Es wird Ihnen unglaublich scheinen, daß Schweden, und vorzüglich Rußland, am Vorabend eines großen Krieges, bisher doch nicht gesucht haben, sich England zu nähern. Wir wissen, seit dem 15., daß Bonaparte mit der großen Armee Rußlands Gränzen überschritten hat; aber Rußland und Schweden wollen den Frieden mit Großbritannien, der doch einzig und allein zu ihrem Vortheile ist, nicht anders, als wenn man ihnen denselben um schweres Gold abkauft: dazu aber haben wir hier weder Ursache, noch den Willen, noch die Mittel. Sie, lieber Graf, dem die Unterhandlungen zwischen Rußland, Österreich und Preußen kein Geheimniß waren, können sich unmöglich über irgend Etwas in der Welt mehr verwundern; ja, man möchte beinahe den Höfen von Wien und Berlin Recht geben, sich mit Frankreich alliirt zu haben, wenn man daran denkt, daß Rußland es nur mit Mühe verbarg, daß es sehr zufrieden gewesen wäre, sich mit Frankreich wieder auf den besten Fuß zu setzen, und zwar auf Kosten Österreichs und Preußens. Aber Europa's Unglück ist deßhalb nicht minder groß, als wenn die beiden Höfe diesen Fehler begangen hätten, ohne durch Alexander selbst dazu hingetrieben worden zu seyn.

Mir blieb noch die Hoffnung, ein Krieg zwischen Frankreich und Schweden würde wenigstens das Project einer Landung im Norden von Deutschland unter Bernadotte's Oberbefehl nach sich ziehen; aber selbst dieser, so natürliche Entwurf wurde abhängig gemacht, theils von Subsidien, welche Schweden von England begehrte, theils von der Eroberung Norwegens, die der Diversion in Deutschland vorausgehen sollte. Wir nahen uns dem Ende des Juli — urtheilen Sie also selbst, was in diesem Feldzuge noch zu thun sey. Fügen Sie bei, daß England ein Darlehen von 30 Millionen Pf. St. für dieses Jahr gemacht hat, und wie seine edelsten Kräfte von den Unruhen im Innern und vom spanisch-portugiesischen Kriege zu sehr in Anspruch genommen sind, um auch noch anderwärts mit jener Energie aufzutreten, die nöthig ist, und zu welcher ihm der Entschluß keinesweges gebricht. Aber, um in's Einzelne zu gehen, namentlich über die Projecte Arthurs (des Erzherzogs Franz), ist es eine schwierige Frage, was unter den gegenwärtigen Umständen dafür zu thun sey. — Sie sind wohl mit mir einverstanden, daß die Bedingungen

des Bundes zwischen Österreich und Frankreich von keiner Bedeutung sind. Leider bewährt das Beispiel Preußens abermal, daß wenn man Napoleon das Mindeste zugesteht, er das Mittel findet, sich auch noch alles Übrigen zu bemächtigen. Die Mitwirkung Österreichs wird demnach auch nicht beschränkt bleiben auf seine tractatmäßigen 30,000 Mann. — Will der Wiener Hof, über den Ausgang des vorjährigen Reichstages erbittert, seine Projecte wider Ungarn ausführen, so wird er dort den Aufruhr haben. Rußland ist keineswegs gewillt, von dieser Chance keinen Nutzen zu ziehen; und so wird Österreich auf einmal eine Hauptmacht des Krieges. Ich lege sehr wenig Werth auf die langsamen Confidenzen, die uns aus Wien zugekommen sind, geraume Zeit nachdem des Grafen Neipperg Abenteuer zu Stockholm ein Geheimniß ruchbar gemacht hatte, welches als solches zu bewahren, Napoleon gar kein Interesse hatte. Ich würde mir auch blutwenig machen aus allen Hindernissen von jener Seite, wenn die allgemeine Sache durch die von Arthur vorgeschlagene Unternehmung gefördert werden könnte. Nöthig ist aber auch zu wissen, ob Österreich in einem solchen Falle nicht gezwungen werden dürfe, mit aller Macht gegen unsere Entwürfe zu handeln, und ob wir nicht bloß diejenigen compromittiren und exponiren würden, die sich für uns erklären. Berathen Sie sich deßhalb ernstlich und im Detail mit Lord Bentink, und bleiben Sie bei ihm, oder kommen Sie hieher, je nachdem es Ihnen besser dünkt.

Zu meinem größten Erstaunen erhalte ich einen Brief von Stein, vom 23. Juni aus Wilna. Er wurde zur Person des Kaisers berufen. Was mich aber erschreckt, ist, daß er mir einen Brief an Gneisenau beischließt, den er hier vermuthet; Sie wissen aber, daß er Wien schon am 19. April verlassen hatte, um nach Rußland zu gehen. Ich fürchte sehr, daß ihm irgend ein Unfall widerfahren sey. — Ich schreibe auch an Latour. Meine lange Krankheit muß mein langes Schweigen entschuldigen.

Derselbe an denselben.

London, am 4. März 1813.

Ich habe heute den Auftrag, Ihnen zu sagen, daß obgleich die Reise nach Wien, zu welcher Wellington Sie aufgefordert hat, um dort den

wahren Stand der Dinge auf der Halbinsel und die Versicherung darzulegen, daß er sich vollkommen im Stande sehe, eine zahlreiche Feindesmacht im kommenden Feldzuge zu beschäftigen, Sie jetzt nur etwas verspätete Kunde dorthin bringen läßt, ersucht das Ministerium Sie nichts desto weniger, dahin abzugehen, wenn Ihnen der Marquis irgend welche Mittheilung an den Kaiser mitzugeben hätte. Der Prinz Regent scheint sehr damit zufrieden und verspricht sich gute Folgen davon.

Unsere Nachrichten aus Wien und Berlin sind leider von sehr altem Datum. Ich sehe aus jenen meines Correspondenten, daß er mir die Antworten zuschickte auf die Propositionen, welche K. dahin überbracht hat, vom 12. und 24. December. Diese Expeditionen sind mir leider zur Stunde noch nicht zugekommen; aber Graf Neipperg war der Überbringer einer Depesche vom 4. Jänner aus Wien, und vom 11. aus Berlin. Der Gang dieser beiden Höfe hält bisher nicht gleichen Schritt mit jenem der braven Russen, die bereits in Rügenwalde stehen. — Der Minister verräth sich. Er vergißt die Gefahren, welche die Zerstörung Rußlands für Österreich und für die Welt herbeigeführt haben würde, und gedenkt nur derjenigen, die Rußlands Übergewicht nach sich ziehen würde. Er behauptet, der Kaiser wolle nicht den Sturz der Dynastie Bonaparte's, und doch werde diese Catastrophe nicht zu vermeiden seyn, wenn Österreich sich an die gute Sache schlösse. Er behauptet, daß der Kaiser, der seine Tochter dem Interesse der Monarchie aufgeopfert hat, heute Europa und seine Staaten einer sogenannten väterlichen Zärtlichkeit aufopfern würde. Der Minister wird demnach das Unmögliche thun, um gar nichts zu thun, oder noch etwas Schlimmeres, einen übertünchten, trugvollen Frieden herbeizuführen. Er behauptet, gegen Napoleon zu äußern, daß wenn er die Friedensbedingungen nicht annehme, die Österreich ihm vorschlüge, so müsse er gewärtig seyn, Österreich an der Spitze von 50 Millionen sich gegenüber stehen zu sehen; die Andern will er überreden, Österreich könnte wohl gar auf Bonaparte's Seite treten, wenn man es zwingen wollte, sein System zu ändern. — Bubna ist in Paris als Beobachter, Schwarzenberg begiebt sich dahin, in Folge eines Waffenstillstandes, den beide Theile von 14 zu 14 Tagen aufkündigen können. Die Unterrichtetsten meinen indessen, wenn Österreich auch nicht jetzt durch Unterhandlungen herbei zu ziehen sei, so werde es doch den ungestümen Wünschen seiner Völker nachgeben, wenn Preu-

ßen sich gegen Frankreich wendet, und vorzüglich, wenn die projectirte Expedition Aufstände in Deutschland hervorbrächte. Nach dem letzten Berichte haben wir Preußen bereits, wenn nur die Russen unaufhaltsam über die Oder gehen. Der König von Preußen hat in Schlesien Sicherheit, und ist somit frei von jener Furcht, die ihn allein in Frankreichs Klauen erhalten könnte. Dieses hat gegenwärtig nicht über 15,000 Mann schlagfähig an der Oder. Danzig ist schlecht versehen und hat eine schwache Besatzung. Die Insubordination ist auf ihrem Gipfel. Winzingerode führt den russischen Vortrab. Er hat Dörnberg und Tettenborn bei sich. Wallmoden geht nach Rußland.

Ich war immer fest der Meinung, daß Insurrectionen in den alten, von Österreich abgetretenen Provinzen das kräftigste Mittel seyen, daß es sich für uns erkläre. Überdieß führt jetzt Grénier durch Tyrol heran, was in Italien noch an Mannschaft auf die Beine zu bringen war. Es mögen nun Lord Wellington und Lord William Bentink selber urtheilen, ob die Expedition von Sicilien, zu diesem großen Zwecke verwendet, Spanien selber nicht größern Vortheil gebracht haben würde, als in Spanien selbst? Jeder Militair weiß, daß die Diversionen am wirksamsten sind, so weit als möglich von der großen Armee, damit es dieser unmöglich falle, durch simple Detachirung abzuhalten. Die Nothwendigkeit, Italien und Illyrien zu Hülfe zu kommen, würde Bonaparte gar bald genöthigt haben, einen großen Theil seines Heeres aus Spanien wegzuziehen. Ich habe einen Auszug meiner Mémoires und der daraus hervorgehenden Schlußfolgen Lord Bathurst übergeben, zur Mittheilung an den Marquis von Wellington und an Lord Bentink. Wollen diese Sie, lieber General, in Folge jener Reflexionen nach Wien oder sonst wohin schicken, so sind Sie völlig autorisirt, ihrem Begehren Folge zu leisten.

Es ist zu hoffen, daß die schwedische Expedition sobald unter Segel gehe, als es die Jahrszeit nur immer gestattet. Das russische Hülfscorps wird sich noch im April mit ihr vereinen. Es wäre höchst wünschenswerth, wenn der Kronprinz von Schweden gleich in Deutschland eindränge, ohne sich bei der Eroberung von Seeland aufzuhalten. Freilich sucht er darin ein Unterpfand für Norwegen in die Hände zu bekommen, welches die Dänen gewiß nicht gutwillig herausgeben.

29.

Des Würtemberger Königs Friedrich Anerkennung deutscher Freiheitsherzen.

Allerdurchlauchtigster ꝛc.

E. K. Majestät lege ich den ehrfurchtsvollsten Dank zu Füßen, Glück, daß Sie in einem der wichtigsten Augenblicke für das Schicksal Würtembergs, mich würdig gefunden haben, die ersten Schritte zu thun, um dieses schöne Land wieder mit dem heiligen Interesse Deutschlands zu verbinden.

Wenn es mir bisher nur erlaubt war, Wünsche für das Gelingen der allgemeinen guten Sache zu hegen, so geben wir Ew. ꝛc. durch diesen ehrenvollen Auftrag die schönsten Mittel an die Hand, meine Gesinnungen für die Befreiung Deutschlands von dem fremden Joch auf's Herzlichste zu bestätigen, und nie war ich stolzer auf diese Gesinnungen als jetzt, wo Sie mir das beneidenswerthe Loos verschaffen, mir die Zufriedenheit meines Königs und den Beifall meines deutschen Vaterlandes zu erwerben.

Mit diesem Gefühle beginne ich das große Werk, zu welchem mich das Vertrauen Ew. ꝛc. berufen hat, und ich bin um so eher eines glücklichen Erfolgs gewiß, als Dienstpflicht und eigne innere Überzeugung gemeinschaftlich alle meine Schritte dabei leiten werden.

Ich ersterbe ꝛc.

Ellwangen, 14. Oct. 1813.

Jasmund.

30.

Antwort hierauf.

Ew. Hochwohlgeboren

sollte ich auf Allerhöchsten Befehl Folgendes auf Dero Schreiben vom 14. October melden:

„Seine Königl. Majestät hätten dasselbe erhalten, müßten darüber Ihr „gerechtes Mißfallen äußern, indem es einen Geist verriethe, welchen „zwar entfernte und benachbarte Reiche ergriffen haben, welchen aber „S. K. M. in dem Ihrigen zu unterdrücken wissen würden. S. K. M. „fordern von Ihren Dienern nur Interesse für Ihren König und sein „Reich und jedes allgemeine Interesse enthalte eine strafbare Einmi„schung in die Absichten des Gouvernements.

„Endlich sey es die Pflicht eines jeden getreuen Dieners, nur die „Sache, für welche Ihr Souverain sich erklärt habe, als die wahre, „gute Sache anzusehen, und S. K. M. ertheilen daher nicht nur dem rc. „von Jasmund einen ernstlichen Verweis, sondern werden auch, „da sie jetzt von seinen Gesinnungen unterrichtet wären, ihn für die „Zukunft dahin stellen müssen, wo dergleichen überspannte Ideen un„schädlich würden."

Ich bedaure daß ich Ew. rc. diese Äußerungen des Allerhöchsten Mißfallens mittheilen mußte, füge jedoch die Versicherung der unbegrenzten Hochachtung hinzu womit rc.

Stuttgart, 20. Octbr. 1813.

Nach den großen Vortheilen, die Napoleon im Februar 1814 über Blücher, Kleist und Sacken errungen, fingen Winzingerode's Kosacken das Glückwünschungsschreiben eines deutschen Fürsten auf, das unter vielen Reuethränen über den nothgedrungenen Abfall, von der: — „*prochaine retour* sous ses *heureux* drapeaux," — sprach!! Wie wüthete der Minister vom Stein! Wirklich war im Heerlager zu Troyes einen Augenblick ernstlich die Rede, die Abdankung zu erzwingen und den heldenmüthigen Thronerben zu erhöhen.

31.

Deutsche Einheit und Vielblätterigkeit. (Der Staatsminister Graf von Münster an den Minister Freiherrn vom Stein, d. d. Chaumont, am 13. März 1814.)

Ew. Excellenz danke ich gehorsamst für die hiebei zurückgehenden Papiere über den Landsturm. Die Sache ist allerdings durch den Widerstand der Fürsten jetzt in eine übele Lage gerathen.

Es scheint mir aber, daß die Commissarien für die Bewaffnung zu weit gegangen sind, und daß es um so rathsamer seyn werde, die Sache durch Nachgeben wieder in's Gleise zu bringen, als ich mir nicht denken kann, daß die alliirten Mächte die Verfügungen gut heißen sollten, wornach die ganze Organisation des Landsturms und dessen Befehl, mit Beiseitesetzung der landesherrlichen Rechte der Fürsten, und aller Local-Autoritäten, ja mit Beiseitesetzung aller bestehenden, politischen Grenzen, nach Flußgebieten oder Gebirgszügen eingerichtet werden sollen?? Warum sollte sich beim Landsturm die Aufsicht der alliirten Mächte weiter erstrecken als sie es bei der Errichtung der regulairen Armee und der Landwehr thut? Diese ist jedem Fürsten vorbehalten; Niemand hat es versucht, für sie Generäle und andere Officiere zu ernennen. Ich glaube der Landsturm kann nur Regelmäßigkeit erlangen und nützlich werden, wenn er mit der Landwehr in Verbindung gesetzt wird. Die von dieser zurückbleibenden dépôts können sich dann an die Landsturmmänner anschließen und diese leiten. — Mein aufrichtiger Wunsch für Deutschlands Wohl und Freiheit mitzuwirken, verbindet mich eines Theils zur aufrichtigen Darlegung meiner Meinungen gegen Ew. Exc., andern Theils aber zu dem Wunsche, daß wir um das Erreichbare zu erlangen, uns nicht in Pläne einlassen mögen, welche durch den Widerstand, den sie finden müssen, uns der Gefahr aussetzen, auch jenes zu verlieren.

Nach den eingegangenen Tractaten kann ich die deutschen Fürsten nicht blos als amnestirte Feinde ansehen, oder glauben, daß die Landsturm=Einrichtung (wie mir Hr. Meyer schreibt) gegen die Fürsten beabsichtigt gewesen seyn sollte.

Ew. Excellenz werden meine Aufrichtigkeit nicht falsch beurtheilen. Ich glaube sie Ihnen und unserer Sache schuldig zu seyn. Wenn ich irre, so geschieht es nicht absichtlich.

Ew. Excellenz ꝛc.

E. Münster.

32.

Der Erzherzog Franz von Österreich-Este an den Staats- und Cabinetsminister Grafen von Münster, d. d. Cagliari, den 25. März 1813.

Monsieur le Comte!

Sans avoir l'avantage de Vous connoître personnellement, le Général Comte Nugent m'a dit combien de droit que Vous avez à ma confiance par l'intérêt que Vous prenez pour les affaires, que le dit Général Vous a communiqué, et que je souhaite ardemment de voir bientôt acheminés, selon nos voeux. C'est donc à Vous, que je les recommande, sur tout depuis que les circonstances semblent y être plus favorables. Je les envisage comme étant d'une très-grande importance, d'une probable réussite, si on ne perd pas le bon moment, et si on employe les moyens nécessaires. Veuillez bien, Monsieur le Comte, faire connoître à qui il convient mon opinion à cet égard, et être l'interprète de mes sentimens, qui tenant à des principes trop solides, et importans sont inaltérables à tout événement, et tout-à-fait des intéressés à mon égard. L'incertitude seule, je l'avoue, trop long-tems prolongée à cet égard est un état difficile à soutenir convenablement, du reste je sçaurai m'accommoder en tout tems aux circonstances: mais actuellement les circonstances paroissent se combiner avec mes voeux. Très-reconnoissant de la part si active que Vous voulez prendre à ces affaires, je suis persuadé de ne pas pouvoir les mieux appuyer qu'à Vous, et avec les sentimens de confiance et d'estime bien distinguée, que Vous m'inspirez, je suis:

Votre bien-affectionné

François Archiduc d'Autriche d'Este.

33.

Höchstebendesselben erstes Benachrichtigungsschreiben an den General Grafen Nugent.

Malthe ce 15. Mai 1811.

Mon cher Comte Nugent. — Je suis bien content d'avoir une occasion pour Vous écrire et Vous annoncer mon arrivée à Malthe après un très long voyage, que j'aurois bien voulu accélérer, mais prudemment il étoit impossible. — Constant toujours dans les mêmes sentimens et projets, qui Vous sont connus, j'ai cru de ne plus pouvoir retarder mon départ de Vienne et j'ai entrepris de le mois de Décembre dernier le voyage par la Hongrie, par Brood et la Turquie à Salonichi, où marquant les moyens sûrs d'embarquement, je me suis long-tems arrêté et à la fin, j'ai résolu de passer à Smyrne et de là je suis venu ici, il y a peu de jours et dans peu, je partirai pour la Sardaigne.

Votre bien-affectionné
François.

34.

Russische Briefe und Memoranden über den Stand der Dinge in Wien, zwischen dem Lüneviller Frieden und den Annäherungen und Vorbereitungen zur dritten Coalition 1804 — 1805.

Vienne ce $\frac{31.\ \text{xbr}}{12.\ \text{janvier}}$ 1803.

Le départ de Mr. de Ribeaupierre me fournit une occasion de m'entretenir sans gène avec Vous, mon cher Comte, et quoique Vous me négligiez cruellement, je veux faire encore une tentative pour m'assurer si je suis en effet effacé de Votre souvenir, ou si la paresse seule laisse Votre plume dans cette constante oisiveté.

Toutes mes exhortations, mes sommations et mes prières pour obtenir quelques nouvelles du gibier de Finlande ont été sans succès; ni Vous ni mes autres compagnons d'armes n'ont daigné me faire part de ce que sont devenues nos anciennes connaissances de Pergola et de Lindola, tandis que j'ai fidèlement rapporté tous les exploits de Chasse dont j'ai été témoin et auxquels j'ai contribué en Bohème, en Autriche et en Hongrie, même en Saxe, et dans le pays d'Hanovre où je n'ai pas fait grande chose. Voyons si la présence d'un témoin de Vos engagemens, d'un compagnon de nos travaux n'excitera pas Vos remords et ne rallumera pas Votre ardeur. Je me suis rappelé qu'on ne trouvait point de bon couteau de Chasse à Petersbourg, et que cette arme Vous serait fort utile contre les Ours. Acceptez celui-ci, mon cher Comte, comme un témoignage de mes regrets de ne pas pouvoir Vous conduire encore cet hiver dans les bois de Finlande. Je le portais l'hiver dernier à nos Chasses et Vous en reconnaîtrez la monture; mais j'y ai fait mettre une bien meilleure lame, parce que l'ancienne s'est émoussée contre les côtes

des sangliers, et une nouvelle poignée, parce que je me rappelle que Vous me recommandiez les bois de cerf pour cet usage. Ce couteau de chasse a déjà été teint du sang des sangliers: mêlez-y celui des ours, mon cher Comte, je Vous abandonne cette gloire, à condition que Vous me disiez si la lame est bonne, et que j'apprenne à la fois ce que Vous faites. Ici la chasse est à peu près terminée, j'ai cependant tiré encore des lièvres il y a deux jours, et on me promet des biches pour la fin de la semaine. Ce sera au *pürschen* avec un chien de sang.

Vous avez vu par mes précédentes lettres que je m'étais proposé de passer la belle saison aux environs de Dresde. Ce projet a rencontré des difficultés et après une mûre délibération il a été résolu dans la colonie Russe de quitter Vienne aussitôt que les chemins seront praticables et de prendre la route d'Italie par le Tirol pour se trouver à Rome à la Semaine Sainte, passer à Naples, y faire quelque séjour et après avoir visité les objets les plus dignes d'attention dans la partie septentrionale entrer en Suisse et de là en France. La principale considération qui m'a déterminé à ce changement, c'est que l'Italie se trouvant à portée de Vienne, je reviendrais inutilement sur mes pas si je remettais ce voyage à une autre époque, et que par cette nouvelle direction j'épargne une fatigue et une dépense inutiles. Je Vous avouerai d'ailleurs, mon cher Comte, que je me serais même éloigné plutôt de Vienne, si le bien de mon fils n'exigeait pas que je fasse quelquefois des séjours prolongés dans les lieux qui m'offrent les ressources nécessaires à son éducation. Ce n'est point assurément que j'aie à me plaindre de l'accueil qu'on m'a fait. La cour a été aussi aimable qu'elle peut l'être; le jour de l'an même l'Empereur assis sur le trône a bien voulu s'entretenir quelque temps avec moi, ce qui, dit-on, n'a jamais eu lieu envers un étranger qui n'est pas du corps diplomatique. L'Impératrice nous a donné audience très peu de temps avant ses couches, lorsqu'on avait déjà annoncé qu'elle ne verrait personne; l'archiduc Charles a mis beaucoup d'empressement à me voir, les principaux personnages de la ville m'ont donné force dîners dont la digestion pèse encore sur mon estomac, l'Ambassadeur de Russie est aux petits soins; enfin si je voyageais par vanité je ferais mon nid à

Vienne; mais comme le principal objet de mon attention est la connaissance des hommes et des gouvernemens, je ne vois ici que des choses affligeantes. Certes il ne faut pas long-temps pour se convaincre que ce pays est dans une parfaite désorganisation. La nullité du chef, l'incapacité des ministres, le désordre des finances, le discrédit total du gouvernement, le mauvais esprit de l'armée, l'inertie de la haute noblesse, le manque absolu d'hommes à talens, l'isolement politique et la terreur qu'inspire Bonaparte, tout concourt à effacer l'Autriche du nombre des Puissances du premier ordre. L'archiduc Charles est le seul homme qui possède la confiance publique, mais il manque d'énergie, son physique même lui donne ce caractère; on lui reproche d'être mal entouré et de prêter son nom à de misérables tracasseries, enfin n'aurait-il pas tous ces défauts, on ne pourrait pas encore compter sur lui, vu la faiblesse de sa santé.

La Cour de Londres conserve une grande confiance en Thugut, en le considérant peut-être comme le seul homme de génie en Autriche. Cette opinion est fondée, mais son nom est en exécration dans ce pays, et il ne pourra jamais se concilier avec l'archiduc. Dans le cas d'une reprise d'hostilités, si le ministre reparaît, comme il est probable, on lui verra commettre les mêmes fautes, parce que le maître ne saura jamais mettre des bornes à son autorité, et Thugut se mêlera encore de la guerre et des finances; dès-lors point de crédit, point de bonne volonté dans l'armée, l'archiduc mourra du chagrin ou s'éloignera, et la Monarchie est perdue. Je m'étends sur cet article, mon cher Comte, parce que le représentant de Votre souverain est un homme dénué de tous moyens, et il y a tout lieu de croire que la cour de Londres est mal informée. Hardenberg pourrait le suppléer, il est vrai, je crois qu'il connaît l'état des choses, mais il me semble trop bon vivant pour prendre les choses à coeur et sortir de la sphère de sa mission. Je ne sais s'il Vous est permis d'éclairer le ministère britannique, mais en cas que Vous puissiez prendre cette tâche honorable, voilà des aperçus dont l'authenticité est incontestable; ils peuvent Vous servir, mais j'y mets la condition expresse que je ne sois jamais nommé. Cela pour-

rait m'attirer des désagrémens et avoir des conséquences encore plus graves, le jour où on m'obligerait à rentrer dans les affaires.

Le dédommagement du Grand duc de Toscane est enfin fixé par une Convention entre l'Autriche et la France, conclue à Paris sous la garantie de notre Cour. Avant la réception de cette lettre Vous connaîtrez déjà le lot adjugé à ce malheureux prince. Par un article du traité l'Empereur a reconnu le Statu-quo actuel en Italie, par conséquent il a donné son acquiescement à la réunion du Piémont, de Parme et Plaisance. On va maintenant ratifier tout ce qui s'est fait à Ratisbonne sous la dictée du Compère Mathieu, et je ne vois plus comment l'échange que Vous négociez pourra réussir.

Une lettre de Strasbourg arrivée par la dernière poste annonce que le gouvernement français fait marcher de troupes en Italie, pour y reprendre toutes les anciennes positions, et nommément dans le royaume de Naples. Selon cette version, le premier Consul aurait annoncé cette détermination à Londres comme une représaille du séjour prolongé des troupes anglaises en Egypte, en infraction du traité d'Amiens. Bonaparte prétend être autorisé par là à rétablir le Statu-quo en Italie. Une autre lettre de Milan annonce que le Général Murat s'est rendu avec précipitation à Modène, pour y mettre en état un train d'artillerie. Cette dernière notion, qui est très-positive, donne de la vraisemblance à l'autre, quoique le ministère autrichien n'en sache absolument rien. Cobenzl m'a dit hier que les dernières nouvelles de Londres étaient plus pacifiques, mais il faut observer que ce ministère est très-mal servi, surtout en France, ainsi cela ne prouve rien. J'engagerai Hardenberg à Vous communiquer ces dernières nouvelles, afin que Vous puissiez attirer l'attention de notre Cour sur les nouveaux dangers de l'Europe, car dans aucune circonstance je ne peux consentir que Vous citiez mes lettres. Si Votre Collégue Vous écrit par la poste d'aujourd'hui, sa dépêche doit dévancer la présente, le jour du départ de Ribeaupierre n'étant pas encore fixé. J'y ajouterai encore ce qui pourrait parvenir à ma connaissance, et je Vous quitte en attendant.

Baaden ce $\frac{26.}{14.}$ de Juin 1804.

Aubert s'en allant à Petersbourg, c'est une occasion très-sûre par laquelle je pourrais un peu Vous parler à coeur ouvert, — ce qui ne m'est pas arrivé depuis bien long-temps.

Je suis encore ici et j'attends avec un vrai respect ce qu'il plaira à Dieu de décider, et si le Dieu de la guerre m'obligera à rester dans une partie d'Allemagne. Il est assez plaisant que les rixes des grandes Puissances doivent influer beaucoup sur ma santé, car Franck ne me prêche que l'Italie, pour que ma femme puisse se remettre parfaitement. Vous voyez donc que je prends une part très-sincère à tous les événemens politiques, pour savoir à quoi je dois m'en tenir. Informez-moi, mon très-cher ami, en détail par le premier courrier qui partira de ce qui se fait chez nous, et quel est enfin le parti décisif qui sera pris. — Il me paraît qu'après tout ce que l'on a déjà avancé, il n'y a moyen ni de reculer, ni de souffrir les impertinences du Monarque de cartes. — Par conséquent, une guerre est inévitable, mais de concert avec qui?

Ce cabinet-ci n'en veut absolument pas. Ils sont trop fatigués de la guerre passée, pour la recommencer. Cobenzl est vendu aux Français et ne fait absolument que ce qui leur convient. Aussi toutes ses dettes sont elles payées, et il se trouve même avoir un capital*). Il passe des journées avec son cher Marquis de Champagni, à qui il révèle toutes les ouvertures que lui font les ministres des autres Puissances.

Tout est jacobin ici, hors le seul souverain, qui seul pense bien, mais n'a ni force ni énergie, et qui se laisse enchaîner par l'opinion des autres, en prédisant le mauvais résultat qui doit en provenir, et ce qui ne manque jamais.

L'archiduc Charles a beaucoup baissé dans l'opinion du public**). Il n'a pas osé s'opposer aux vues pécuniaires de — — — — — Un certain baron Braun, qui était commis de marchand il

*) Schändliche Verläumdung oder vielmehr leidenschaftlich befangene Leichtgläubigkeit.

**) Abermals eine Verwechslung.

a y dix ans, actuellement Directeur ... mmenses biens, est à la tête de son agiota... capital qu'il lui fait valoir à 50 et 60 pour ... faires qu'il ne se permette pour lui rapporter p... public le sait, et alors Vous sentez aisément pourquo... testée.

Malheureusement encore l'archiduc Charles a eu dernière... un accès très-violent de sa maladie habituelle, qui lui a duré plus de quinze jours. — — — — — — — Avec cela il s'est entouré de gens qui abusent aussi de sa confiance en volant et pillant d'une manière scandaleuse. Pas un seul général capable de commander une armée, pas un seul officier, tout est dégradé jusqu'au soldat qui raisonne, et qui trouve qu'il est beaucoup plus simple et plus commode de déserter, que de se faire tuer. Voilà où en est le pauvre Etat. Le numéraire avec cela dans un état alarmant. Le florin ne vaut plus que 45 Kreutzers. Aussi la seule monnaie courante est du papier et bien peu de cuivre. Le paysan est encore le seul état qui soit riche et conservé. Ils sont bons, honnêtes, industrieux, et leurs terres produisent de quoi dédommager leur bonté.

Le peu de respect, le manque d'égards que l'on a ici pour le Souverain, sa trop grande bonté et sa popularité, peuvent avoir des suites fâcheuses. Et par dessus le marché n'est-il pas aimé, et on n'a nulle confiance en lui, car on sait qu'il ne suit jamais ses propres idées. — Le mauvais ton qui règne ici est inconcevable; tout ce que l'on se permet avec les femmes est inimaginable. Pas un seul jeune homme qui ait l'ombre d'éducation. Il n'y en a pas de publiques (écoles?), et ce sont des prêtres ignorants et ivrognes que chacun d'ordinaire tire de sa terre, pour être le mentor de ses enfans. Aucune liaison entre les parents; tous les uns contre les autres. Un fils n'ose venir voir son père, sans être invité. Dans tout Vienne on ne peut citer tout au plus que deux ou trois bons ménages. Les hommes vont de leur côté, les femmes du leur, sans sauver même les apparences. Des enfants de 12 à 13 ans ont déjà des maîtresses publiques, et cela amuse les parents qui se réjouissent des prouesses de leurs poupons.

Il est question d'envoyer un Ambassadeur extraordinaire pour

[...]menter le cher Empereur. Beaucoup de monde briguent cette charge importante; on dit que c'est le P. de Zinzendorff à qui elle sera déférée. Le P. Esterhazy avait grande envie de le devenir. Ce garnement a de jolis principes. Il prétend que c'est un grand honneur qu'a fait aux Souverains Bonaparte de dévenir empereur; qu'il relèvera ce titre par ses grandes qualités. — Voilà, mon cher ami, où ils en sont. Il est inutile de Vous en dire davantage, le reste peut se concevoir aisément. Donnez-moi, je Vous en prie, en détail des nouvelles de chez nous par le premier courrier qui partira, et dites-moi aussi s'il y aura guerre ou non, et où je pourrais porter mes pas. Si cela ne Vous ennuie pas dites-moi, je Vous prie, qui est actuellement le plus en faveur, et comment se conduit le Sarmate-Ministre.

Est-ce par défaveur que Kotchoubey a fait son voyage?

Il faut que je finisse ma lettre pour l'envoyer avec Gagarin à Vienne, qui la remettra à Aubert. Ce pauvre garçon ne sait pas non plus ce qu'il doit faire. Il est extrêmement embarrassé de sa situation. Il compte aller à Dresde passer l'hiver. Il est ennuyé de sa vie d'ici et des commérages qu'on lui a faits. Il y a à l'ambassade un nommé Anstett, qui est un garnement, et qui a rendu à beaucoup de Russes beaucoup de mauvais services, surtout à Gagarin.

Panin écrit, à ce que l'on dit, à l'ambassadeur qu'il vient ici — je l'ai su par ouï-dire; au lieu que sa femme va directement à Teplitz, d'où ils prennent leur chemin pour retourner en Russie. Dites-moi ce que l'on pense de lui et en quelle odeur il est. D'après ce que j'en ai appris, il ne sera pas extrêmement bien reçu.

Adieu, mon très-cher ami, pardonnez mon griffonnage. Je me dépêche tant que je peux. Ma femme Vous dit mille et million de choses.

Dimanche 4/16. Janv[r].

Les nouvelles allarmantes d'Italie paraissent aujourd'hui exagérées, mais le Moniteur continue à vomir des injures contre l'Angleterre, et l'animosité augmente à un tel point qu'un éclat paraît de jour en jour plus probable. De la manière dont les ministres britanniques se sont exprimés en plein parlement sur les alliances

continentales, on doit s'attendre qu'on cherchera à établir un concert avec cette cour-ci, il semble donc qu'il n'y aurait pas un moment à perdre pour prévenir toute démarche tendante au rappel de Thugut. Mais sur qui compter à Vienne, objectera-t-on peut-être? Sur le seul homme qui puisse fertiliser ce sol ingrat et retremper les ressorts détendus — c'est l'archiduc Charles, mais il faut que les cours intéressées lui montrent de la confiance et l'encouragent en l'appuyant de tout leur crédit. Je dirai plus, il faut que les ministres de Russie et d'Angleterre gouvernent l'Autriche sous le nom de ce prince.

Mais voilà beaucoup trop de politique, il est temps que je Vous débarrasse de ce long verbiage. Ne me répondez point à tout ce qui concerne ce pays, sans une occasion bien sûre. Je n'attends que des nouvelles de Votre santé et de vos chasses, et je les attends depuis un siècle. Au moins ne pourrez Vous pas dire que je ne Vous donne pas le bon exemple.

Adieu, conservez-moi un peu d'amitié en retour du tendre attachement que Vous a voué Votre bien dévoué serviteur et ami

P.

P. S. Si l'Italie n'est pas sûre, je passerai probablement l'été prochain en Angleterre.

Londres, ce 30. Septembre 1805.

Mon cher ami! Je Vous suis on ne peut plus reconnaissant de la lettre pleine de bonté et de confiance que Vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, et je Vous prie d'être assuré, que ce que Vous me communiquez est toujours bien gardé chez moi. — Ayant lu au Bureau les dernières dépêches de M. Jackson j'en avais retiré de très-bonnes espérances, lorsque les détails que Vous avez bien voulu me donner des rapports de M. d' — — vinrent me calmer un tant soit peu. Il me paraît que ce Ministre n'est pas tout aussi *sanguine* que le premier, et que M. de Hardenberg parle de temps à autre des langages différents. Je Vous avoue que je ne désespère pas de la Prusse; ce serait un événement extraordinaire que de la voir résister aux offres que les Alliés seront dans le cas de lui faire, et qui ne pourront guère être aussi tentantes de la part de la France.

— Nous n'avons pas eu de courrier de Petersbourg. C'étaient des Dépêches arrivées de Lord L. Gower par un courrier qui n'est allé que jusqu'à Gothenbourg. Elles sont très-satisfaisantes. — Aujourd'hui nous sommes ici sans aucune nouvelle, mais nous sommes d'un moment à l'autre dans l'attente que le vent nous en apportera. — Les papiers nous annoncent que vendredi prochain Vous direz adieu aux plaisirs maritimes. — Je m'en félicite d'avance, espérant que j'aurai le bonheur de Vous revoir dans les voisinages de Londres. Agréez, je Vous supplie, les hommages de l'attachement le plus respectueux avec lequel j'ai l'honneur d'être, de Votre Excellence le très-humble et très-obéissant serviteur

P.

J'ai été très sensible à la réception de Votre obligeante lettre laquelle m'a été remise par M. Muller, et je suis on ne peut plus obligé, à toute l'étendue des sentiments d'amitié que Vous me démontrez avec la plus grande affection; je ne peux pas Vous cacher ma joie, me voyant présent à Votre souvenir, Vous connaissez mes sentiments, et mon estime, que je Vous ai voués, ainsi rien n'a pu m'être plus agréable que Votre lettre. — La perte du digne ..... Vous a dû être très pénible, le jugeant de celle que m'a fait sa mort; mais jamais je me suis flatté que ce malheur pouvait Vous ramener ici, vu Votre attachement pour le Roi, vos mérites, et toutes les autres qualités qui Vous ornent, ne pouvez jamais lui rendre les services qu'actuellement Vous lui rendez auprès de sa personne immédiate. Je Vous félicite de Votre nouvelle charge, et je Vous prie d'insinuer les sentiments nécessaires pour maintenir un système convenable à la sûreté du Continent, puisque, si celle-ci n'est pas assurée, croyez moi, que le système maritime tombera; le Continent, et ses Possessions loyalement conservées, sans sofismes, apporteront plus de sûreté à la Grande Bretagne; mais si on veut mener le Continent avec des principes opposés aux traités, aux promesses données aux véritables alliés, tout sera culbuté, et l'homme qui mène une nation asservie avec le baton de fer, ruinera tout, sans remède, puisque aucune réflexion d'état le retient; aujourd'hui faire le bien d'autrui, c'est faire un double bien à soi-

même; la sûreté de l'Angleterre dépend de la sûreté du Continent; il est donc nécessaire de se confier aux cours qui désirent ce bien sublime sans aucune vue particulière, que celle de conserver dans les possessions des autres Etats, les propres; voilà, mon respectable ami, une maxime qui doit être très inculquée aux Ministres Anglais, alors on verra dans les propositions de la Russie toute l'étendue de leur mérite; comme à l'étonnement de toute l'Europe on verra le déployement de force, qu'elle a fait dans un mois de tems; avec quel ordre, et avec quel empressement, étant tout déjà formé en armées à la frontière, en état de marcher, comme quelques corps le font déjà; si les autres Puissances fussent animées du même principe désintéressé de Alexandre I. Votre pays et le mien seraient déjà dans leur sûreté; par là, Vous voyez, que mes désirs sont égaux aux Votres; mais rien me fait changer d'opinion; beaucoup moins ceder à mes droits sacrés, promis et loyalement confirmés par Votre Auguste Souverain à ma Cour, qui a donné et donne chaque jour des preuves de sa fidélité au système des Cours de Londres et de Russie, au point même d'être écrasé; les droits que je défends de ma Cour, sont appuyés à la loyauté des promesses faites à Londres, et transmises de Naples ici; de plus, ce que je défends tient au repos général, lequel j'aimerais qu'on le consulte d'avance avec les Puissances du Continent, autrement peut bien arriver ce qu'arriva à l'époque de la cession de la Corse, démarche qu'entraîne une suite des malheurs; je répète la grande maxime, qu'on doit avoir dans les grands Cabinets, qu'en conservant les Etats des autres on conserve soi-même; et si jamais doit être conservé une Monarchie dans toute l'étendue de ses droits, c'est la couronne de Sicile, et cela pour le bien de la sûreté avenir du système anglais; je ne Vous parle pas, que jamais, et puis jamais, ma Cour mériterait un tel oublie de l'Angleterre de toutes ses promesses, quand nous lui donnons dans ce moment les plus grandes preuves de notre attachement à son système, et à son amitié. — Je compte beaucoup sur Vos sages conseils, pour faire abandonner les obstinations impolitiques, qui sont même contre le bien-être du système anglais, une fois, qu'on veut les regarder dans le véritable point de vue, laissant cette obstination à ceux qui sont enthousiasmés d'un plan partiel, qui apporterait de grands inconvéniens tôt

ou tard; mais de grâce faites fixer l'attention au bien-être de la sûreté générale, qu'on doit se conserver d'avance pour tenir tête à qui produira des grandes inquiétudes autant qu'il dominera la France; persuadé que si on s'entende d'avance loyalement, comme il convient au caractère élevé de S. M. Britannique, et de la Nation, ce concert produira un bien consécutif aux liaisons bien heureusement renouvelées, et qui ont besoin des soins pour les faire aller au point où elles étaient une fois; Vous priant d'observer que la France à chaque instant jette en avant des étincelles pour faire rappeler les idées passés, renouvelant la sensation publique mal informé; ce qui pourrait apporter un grand mal, si jamais l'homme qui dispose de la France pourrait adopter un système politique convenable. — Excusez, si je me suis étendu sur cet objet, mais Vous m'en avez donné l'occasion, en me parlant de Malte, et parce que je vois ce que point m'a fait toujours être en discussion avec les Ambassadeurs Anglais, et plus encore avec leurs Secrétaires d'Ambassade, moins qu'avec Lord S. Helens qui était tout à fait de mon avis; je suis bien aise de Vous avoir ouvert mon coeur, et pour le faire complètement je dois ajouter, qu'en défendant les droits de ma Cour, je crois défendre la bonne politique que l'Angleterre doit suivre, celle, *d'assurer d'avance le sort de Malte, par le moyen d'une négociation bien entendue avec la Russie*; je Vous prie, de Vous rappeler de ce que je Vous écris ici, il viendra un jour que Vous en verrez les conséquences. — Du premier moment j'ai offert à M. Muller toute ma confiance, comme Vous l'avez désiré, et je ne manquerai pas de mon côté de la lui continuer toutes les fois qu'il montrera de la désirer; il me paraît qu'il a les qualités pour bien réussir ici, il est déjà répandu, et bien reçu quoiqu'il ne soit pas encore présenté.

La Duchesse, et la Princesse ma belle mère, ont été très sensibles à Votre souvenir, elles m'ont chargé de Vous faire agréer leurs félicitations, accompagnés de leurs compliments. Recevez l'assurance des sentiments de la plus haute estime, et de l'amitié sincère, que je Vous conserve pour la vie, et croyez moi à jamais

Votre très-humble et très-obéissant serviteur.

Murzinka, ce 10. Août 1805. P.

P. M.

1805. May.

Am 27. April communicirte der Russische Botschafter Graf Woronzoff, nachdem er am 23. April in Windsor bereits die vom Russischen Kaiser dem General-Major v. Winzingerode ertheilte Instruction, dessen Sendung nach Berlin und Wien betreffend, und ein Privatschreiben des Fürsten Czartoryski mitgetheilt hatte (welche erste Piece auf sein Verlangen dem Könige zu lesen gegeben ward), diejenigen geheimen Verträge, welche bereits jetzt von Rußland mit anderen Mächten eingegangen sind, um dem weitern Vorgreifen Frankreichs Einhalt zu thun.

Diese Verträge sind im engsten Vertrauen Herrn Pitt und Lord Mulgrave (nicht dem Bureau der Auswärtigen Affaires) bekannt gemacht worden, um einen Beweis vom unbedingten Zutrauen des Kaisers gegen den König zu geben, und es ist versprochen, daß der von Novassiltzoff nach Rußland gebrachte Plan unverzüglich unterzeichnet hieher befördert werden solle, nachdem die nöthigen Modificationen getroffen seyn würden. Zugleich ist hiemit die Anzeige verbunden, daß der Kaiser auf Englands Verlangen Novassiltzoff nach Paris schicken wolle, um zu versuchen, ob man Frieden auf eine Basis schliessen könnte, wodurch die Ruhe Europa's gesichert werden möchte. Man will diese Vorschläge dem Wiener und Berliner Hofe mittheilen, und sie zum Beitritt zu vermögen suchen. In Berlin soll dies Novassiltzoff thun, in Wien Rasumofski. Die an den letztern gerichtete Depesche wurde gleichfalls vertraulich mitgetheilt.

Von den Verträgen ist der mit dem Wiener Hofe der wichtigste. Er war ohne Datum, muß aber im Winter abgeschlossen seyn (aus der ersten Hälfte des Novembers, wenn ich nicht irre). Czartoryski und Tatischtscheff haben ihn Russischer Seite, und Graf Stadion Österreichischer Seite unterschrieben $\left(\frac{\text{8. Nov.}}{\text{26. Oct.}}\ 1804\right)$. Es gehören zu selbigem mehrere geheime Artikel.

Der Tractat ist eine Defensiv-Allianz, wodurch Frankreichs weiterem Vorrücken Grenzen gesetzt werden sollen. Um dieses zu entschuldigen, ist in Woronzoff's Depesche von Czartoryski gesagt, daß dies Alles sey, wozu man habe den Österreichischen Hof bewegen können; und man muß gestehen, daß wenn dieses gehalten wird, es bald zum Aus-

bruch kommen müßte, zumal seitdem die Italienische Königswürde eingetreten ist.

Nach diesem Tractat soll, im Fall Frankreich im Geringsten weiter rückt, die Türkei angreift oder Neapel, eine Armee von 350,000 Mann agiren, wovon Österreich 235,000 und Rußland 115,000 Mann liefert, und letztere Macht noch 80,000 Mann als Observations-Armee an die Preußische Grenze rücken läßt, im Fall diese Macht in ihrem zweideutigen Zustand bliebe.

Geht der Krieg glücklich, so soll Österreich seine Grenzen bis an die Adda und südliche Grenze des Po ausdehnen; der Kurfürst von Salzburg soll Toscana wieder haben, Salzburg mit Österreich vereinigt werden, auch Berchtesgaden, Passau und Baiern bis an den Inn nach den geheimen Artikeln von Campoformio und Rastadt. Parma und Modena an die legitimen Erben.

Der König von Sardinien durch Piemont, Mailand? und die Legationen entschädigt und vergrößert werden.

Der Erzherzog Ferdinand bleibt in Brisgau.

Eichstädt kommt an Baiern, wenn der Kurfürst mit wirken will — sonst nicht.

Baden soll (ich habe vergessen, ob) Lüttich oder sonst Etwas haben.

Gehen die Sachen weniger gut, so erhält Österreich weniger.

Rußland verspricht, für englische Subsidien zu sorgen. Diese verlangt Österreich zu 2 Millionen zur Ausrüstung, und 4 Millionen jährlich. Rußland hat nachher geantwortet, daß da England für jede 100,000 Mann 1,250,000 Pf. St. geboten, und diese Zahlung vom Anfang des Jahres an gehen solle, wenn Österreich am 1. Mai en Campagne sey, so komme dies nach Maaßgabe der zu stellenden 235,000 Mann fast heraus.

Im Fall Rußland angegriffen werden sollte, soll Österreich eine Observations-Armee gegen die preußische Grenze aufstellen.

Ein anderer geheimer Artikel bevorwortet, daß Neapel ruhig bleiben und die Franzosen nicht provociren soll, ihre jetzigen Stellungen zu ändern; sonst will man nicht verantwortlich seyn.

In der Instruction für Rasumofski, die gerade jetzt wegen Novassiltzoff's Mission abgegangen ist, wird Österreich stark an's Herz gelegt, daß es bedenken möge, daß England für sich Frieden machen könne,

und daß dann Österreich, ohne Subsidien, zum selbigen Punct kommen werde. Man klagt auch über den Brief des Römischen Kaisers an Bonaparte, wegen Annahme der Italienischen Königskrone. Es wird gesagt, daß dieser Preußen überzeugt habe, daß nichts geschehen werde!

Mit Preußen ist kein eigentlicher Tractat geschlossen; der Kaiser und der König haben aber zwei gleichlautende, selbst unterschriebene Declarationen ausgewechselt. Die vom Könige ist vom 24. Mai 1804 unterschrieben.

Sie ist pure auf den Fall gerichtet, daß die französische Armee ihre damalige Position überschreiten würde; in diesem Fall wollen beide mit vereinter Macht die Franzosen in ihre foyers zurücktreiben. Es ist Manches über die Zahl der Truppen bestimmt.

Am Schluß ist ein Artikel, der in Rücksicht auf Preußens Politik bedenklich seyn könnte. Beide Mächte wollen für die endliche Räumung des nördlichen Deutschlands in Rückblick auf Einrichtungen Sorge tragen, wie auch für die Folge ähnlichen Übeln vorgebeugt werde?

Mit Dänemark ist eine Defensiv-Allianz bloß auf den Fall, daß es selbst angegriffen werden sollte, geschlossen. Dann will Rußland 40,000 Mann seinen 25,000 zu Hülfe schicken. Dagegen soll Dänemark nie Forderungen wegen Ausschließungen des englischen Handels nachgeben.

Mit Schweden ist der Tractat auch nur defensiv; er soll aber offensiv werden, sobald wie es den großen Mächten beitreten will. Es ist auch von Subsidien die Rede, die man Anfangs für 25,000 Mann zu 1 Mill. und 800,000 Pf. St. gefordert hatte! Es ist von Landung in Pommern, schwedischen Transportschiffen für Russische Truppen, Eroberung Hollands, Commando ꝛc. ꝛc. die Rede.

NB. Pitt bietet Preußen das ganze Deutschland jenseits des Rheins, wohl gar selbst die Niederlande, wenn es sie mit erobern helfen will. — Rußland beschränkt dieses auf wenig mehr als die verlornen polnischen Provinzen, und will lieber, daß man aus den Niederlanden, Holland und dem Rest ein neues starkes Reich bilde.

Der nach Rußland geschickte Tractat lautet im Wesentlichen ungefähr folgendermaaßen.

Die Absicht Rußlands geht dahin, Europa vom französischen Joche zu

befreien, und ihm für die Zukunft mehr Festigkeit zu verschaffen; dahin zu trachten, daß das nördliche Deutschland „soit rendu à son indépendance," und deshalb Holland von den Franzosen zu reinigen. Besonders soll man neben der Freiheit dieses Landes auch die Schweiz zu befreien, und den König von Sardinien wieder herzustellen suchen, und die Evacuation des Neapolitanischen bewirken. Wenn man dahin kommt, Deutschland seine alten Grenzen wieder zu verschaffen, soll gesucht werden, dort eine solide barrière gegen Frankreich zu etabliren.

Zu Erreichung dieser Zwecke soll man suchen, besonders die Höfe von Wien und Berlin in die Coalition zu ziehen, damit man, wo möglich, 500,000 Mann in's Feld stellen könne. Man soll zu diesem Ende Preußen Versprechungen an Land und Leuten antragen. —

(NB. Diese sollen, nach Herrn Pitt's Idee, von den abgetretenen französischen Rheinlanden genommen werden; vid. die Memoiren in dieser Rücksicht.)

Für die sämmtlichen Truppen soll Großbritannien Subsidien geben, und zwar per Jahr für jede 100,000 Mann 1,225,000 Pf. St. So soll auch, falls eine der coalisirenden Mächte zu Instandsetzung ihrer Armee Geld brauchen sollte, dazu von Großbritannien nach dem eben angeführten Princip Rath geschafft werden; nur daß das Verhältniß von 1,225,000 Pf. St. per Jahr für 100,000 Mann nicht überschritten werde.

Diese Puncte sind mit einem russischen, auf einer englischen Brigg, etwa acht Tage vor Novassiltzoff's Abreise abgeschickten Courier nach Rußland befördert worden.

Novassiltzoff ist am 29. Jan. von London abgereiset und am Sonntag den 3. Febr. von Margate auf der Fregatte Grayhound nach Marstrand zu gesegelt, und den 12. Febr. in Norwegen gelandet.

Auszug aus dem zwischen Großbritannien und Schweden abzuschließenden Tractat, in so weit ich mir die Ausdrücke erinnere:

Le roi de Suède consent que S. M. Britannique forme un dépôt de troupes à Stralsund ou dans Rugen, ou dans les deux endroits à la fois, tant que la Suède sera en guerre; que les troupes y soient pourvues d'armes, de munitions etc., qu'elles soient réunies en

compagnies, bataillons ou régiments, et qu'on les transporte de là où l'on voudra.

Cet article ne devant cependant avoir effet que lorsque la Suède se trouvera en guerre contre la France, l'exécution doit en être différée jusqu'à ce que le retour de la belle saison mettra le Roi de Suède en état d'envoyer des renforts en Poméranie.

35.

Stärke der österreichischen Kriegsmacht, wie selbe den Verträgen von 1804 und 1805 zum Grunde gelegt und dem Obristen Grafen Winzingerode von Wien mitgegeben wurde.

Note sur l'organisation et la force de l'armée Impériale et Royale.

L'infanterie est divisée en régimens Allemands, Hongrois et Tyroliens. Les premiers sont composés de 3 bataillons formés de 6 compagnies fortes de 143 fusiliers et de deux compagnies de grenadiers fortes de 122. En tems de guerre les compagnies de fusiliers sont portées à 163 hommes, celles de grenadiers restent sur le pied de paix et le régiment est augmenté d'un bataillon formé de 4 compagnies fortes chacune de 200 hommes. Ce dernier bataillon reste au dépôt, forme et dresse les recrues et ne marche que dans un danger pressant: alors il ne reste au dépôt qu'une seule compagnie.

37 de ces régimens se recrutent par la conscription; ils ont chacun un canton, dans lequel ils demeurent et où ils ont le droit de prendre les hommes nécessaires pour être au complet. Les nobles, les magistrats, les grands propriétaires, les hommes exerçant métier ou profession sont seuls exceptés du service militaire, tous les autres y sont sujets. Les Seigneurs désignent ceux qui doivent marcher dès qu'ils en sont requis par les Colonels et ils sont soldats pour leur vie, excepté qu'un mariage ou une hérédité ne les rendent exempts du service. Il est cependant permis aux régimens d'avoir 60 Etrangers par Compagnie et pour cela le Conseil aulique de guerre entretient dans l'Empire un certain nombre de recruteurs et répartit dans les régimens les recrues qu'ils enrôlent.

Les 10 autres régimens sont recrutés et à prix d'argent et par les levées de la Pologne. La défiance qu'inspirent les Polonois a seule empêché, de prendre cette mesure pendant la dernière guerre.

Les régimens Hongrois ont le même nombre de bataillons et de compagnies, mais celles-là sont fortes de 183 fusiliers, qui restent sur le même pied en tems de guerre.

Le régiment n'est alors augmenté que du 4ème bataillon qui a la même force et la même organisation que dans les régimens Allemands.

Les régimens Hongrois sont au nombre de 14. Les états de Hongrie et de Transilvanie se chargent de leur recrutement et le font de la manière qu'ils trouvent la plus convenable en observant seulement de ne pas entretenir plus de 60 étrangers par compagnie.

Il n'existe encore qu'un seul régiment Tyrolien. Il est composé de 3 bataillons formés de 6 compagnies. On demandera très prochainement aux états du Tyrol de porter le nombre de ces régimens à 3: ils seront chargés de les recruter et en seront plus alors sujets aux levées extraordinaires pendant la guerre.

L'Empereur n'entretient pas d'infanterie légère pendant la paix. En tems de guerre on en lève plusieurs bataillons.

Outre ces troupes réglées, l'Empereur entretient une espèce de milice connu sous le nom *gränzregimenter*. Elle lui est d'une grande utilité dans les guerres de Turquie et mieux organisée pourrait nous devenir très dangereuse. Elle est composée de tous les habitans de la Croatie, de la Slavonie et du Bannat. Là, chaque homme est soldat, chaque province forme un régiment qui a pour magistrats ses officiers, pour loi l'ordre du jour. Les régimens ne sont pendant la paix tenus qu'au service de leurs frontières, il ne reste qu'un petit nombre de soldats autour des drapeaux; les autres se livrent à la culture des terres et se réunissent un mois pour se livrer aux manoeuvres militaires. En cas où leur force a 60,000 hommes, ils en fournissent à peu près 18,000 dans les guerres de Flandre, Bohème et Italie.

La cavalerie régulière et pesante est composée de 8 régimens de cuirassiers et de 6 de dragons composés chacun de 4 divisions formées de deux escadrons.

La cavalerie légère est composée de 12 régimens de hussards, 3 d'uhlans et 6 de chevaux légers; ils ont la même organisation que les précédens, mais leur force est plus considérable. Les premiers sont forts de 1552 hommes, les seconds de 1814. En tems de guerre chacun de ces régimens est augmenté d'un escadron qui reste au dépôt, chargé de recrutement des remontes et de l'administration.

L'artillerie est composée de 3 régimens d'artillerie de campagne, 1 corps de bombardiers, 1 de mineurs, 2 de sappeurs. Les premiers sont formés de 3 bataillons, dont 2 de 6 compagnies; les autres sont tous également formés de 4 compagnies.

L'artillerie et la cavalerie se recrutent dans l'infanterie.

On n'accorde presque point de congé aux soldats d'artillerie et de cavalerie.

Il y a ordinairement 60 semestriers par compagnie dans l'infanterie et les semestriers ne jouissent d'aucune espèce de solde.

	Force. Pied de paix.	Présentement sous les armes	Force. Pied de guerre.
14 Régimens Hongrois à 4000 hommes pied de paix et 5000, p. de guerre	56,000	40,000	70,000
47 régimens Allemands à 3300 h. p. de paix et 4800 p. de guerre	155,000	100,000	225,600
8 rég. de cuirassiers et 6 de dragons à 1500 h. p. de paix et 1600 p. de guerre	21,000	21,000	22,400
12 rég. de hussards, 3 d'uhlans et 6 de chevaux légers à 1800 h. p. de paix et 1900, p. de guerre	37,800	37,800	39,900
Artillerie	10,000	10,000	10,000
Gränzregimenter	18,000	18,000	18,000
Total	297,800	226,800	385,900

Situation des régimens Autrichiens.

	Infanterie. régimens.	Cavalerie. régimens.	Artillerie.
Bohême	13	4	1 régiment, 1 corps de sappeurs, 1 de mineurs
Moravie et Silésie	9	4	1 régiment
Basse-Autriche	8		1 régiment, et 1 corps de bombardiers
Haute-Autriche et Autriche intérieure	8		1 corps de sappeurs.
Italie	8	2	
Hongrie	7	13	
Transilvanie	2	3	
West-Galicie	3	1	
Ost-Galicie	4	7	

Dépenses relatives à l'armée.

Solde des régimens	13,500,000
Officiers généraux	1,500,000
Officiers sans troupes	1,800,000
Vivres, fourages, bois etc.	6,000,000
Habillement, équipement etc.	5,500,000
Remontes	1,000,000
Génie, réparation des plans et casernes	1,500,000
Matériel de l'artillerie	1,000,000
Administration	2,500,000
Invalides et demi-invalides	800,000
Ecole militaire	200,000
Conseil aulique de guerre	2,000,000
Total compte rond	38,000,000 de florins.

Bemerkungen

der österreichischen Generale.	des Generals Wintzingerode.
1. Demande de renseignemens sur le nombre des troupes, qui composeront la première armée russe destinée à entrer par Brody.	1. Le général Wintzingerode ne doute pas que S. M. I. ne daigne se résoudre à faire consister cette première armée, énumération faite de l'infanterie, de la cavalerie, de l'artillerie, des régimens de chasseurs et ceux de cosaques, etc., en tout du nombre de 54,916 hommes, 7,920 chevaux; que toutes les précautions soient prises; que les régimens destinés pour cette armée soient au complet, et que les déficits qui pourroient survenir soient remplis.
2. Demande de renseignemens sur l'artillerie de ligne et de réserve, dont cette armée est fournie, et en combien elle sera fournie en munitions de tout genre.	2. L'énumération faite, le total des pièces d'artillerie de cette armée seroit: Pièces de 3 ℔ . . 8 - - 6 - . . 136 - - 12 - . . 32 Obusiers . . . . 24 Pièces . . 200. Pour les munitions, il pouvoit affirmer que pour chaque pièce il sera amené pour le moins 200 cartouches; à l'égard des munitions de fusil, outre les 60 cartouches que chaque soldat porte dans sa giberne, il y en aura au moins 60 autres par tête en réserve.

3. Renseignemens sur les relais de l'artillerie et de l'approvisionnement, sur les chevaux des officiers et autres trains.

3. Le train d'artillerie, pris en général, peut être évalué, pour la première armée, approchant à 3000 chevaux. Train d'approvisionnement, etc., chaque régiment d'infanterie n'auroit à peu près en tout que 255 chevaux.

4. Compte des portions de pains et des rations de chevaux pour cette armée par jour.

4. Tout le nécessaire pourroit, d'après un taux large, être évalué par jour à portions :

	de pain	rations
Total :	66,000.	19,480.

5. Le montant des relais du pays pour cette armée.

5. Les troupes de cette armée étant suffisamment fournies en équipages, il ne sera requis que très-peu de relais, et toutes réquisitions arbitraires seront interdites sévèrement.

6. Jour de départ de cette armée, de sa concentration actuelle, nombre et force des colonnes lors de l'entrée de l'armée en Gallicie, et pendant leurs marches vers les lieux de leur destination, des marches et des jours de repos, etc., etc., du jour de leur arrivée sur la frontière extrême de l'Autriche du côté de la Bavière, c'est-à-dire sur les bords de l'Inn.

6. Le jour où les troupes se mettront en marche fût fixé au 16 août, pendant laquelle journée la première colonne arrivera près de Brody. Le nombre des colonnes a été fixé à six ; chacune sera d'environ 9 à 10,000 hommes, et on aura soin que l'artillerie et la cavalerie soient partagées d'après une juste proportion dans chacune d'elles.

N. B. Le départ de Vienne de M. de Wintzingerode ayant été retardé de quatre jours, l'entrée de la première colonne russe n'aura lieu que le 20 août, et par

La nécessité d'accélérer la marche de cette armée, et celle de lui faire des marches forcées étant reconnue, le général Wintzingerode n'ajouta qu'une con-

conséquent les autres calculs devront être reculés aussi de quatre jours.	dition; que même les plus fortes marches ne seroient jamais de plus de quatre milles de poste, et que chaque quatrième jour seroit jour de repos, l'on convint préliminairement de la marche-route ci-jointe, d'après laquelle chaque colonne russe termineroit sa marche jusqu'à l'Inn dans environ deux mois; et si chacune d'elles arrive à Brody à deux jours de distance l'une de l'autre, la dernière, c'est-à-dire la sixième colonne, parviendra le 20 octobre sur les bords de l'Inn.
N. B. Si le chemin de campagne de Brünn à Krems se trouvoit trop pénible, d'après l'examen qui seroit fait dans son temps, on fixera la grande route de Brünn par Vienne sur Linz, et on cherchera, autant que possible, à rattraper la perte de temps occasionnée par ce détour, en renforçant les marches.	
7. Demande que cette première armée russe prendra telle autre direction de marche, soit vers l'Italie, soit vers quelque autre point de la frontière d'Allemagne, que les circonstances qui pourroient survenir l'exigeront.	7. Adhésion.
N. B. Le général Wintzingerode a déclaré que le général commandant cette première armée recevroit l'ordre d'adopter toute nouvelle direction de marche à l'ordre de S. M. I. et R. elle-même, ou de S. A. R. l'archiduc Charles.	
8. Détermination des rapports dans lesquels le général commandant cette armée se trouvera avec le général commandant en chef impérial et royal, et la demande que les instructions dont le géné-	8. Le général Wintzingerode espéroit que S. M. I. voudroit bien, pour le bien de résultats, mettre cette armée russe sous la direction générale du général impérial et royal commandant en

ral commandant russe sera muni, soient communiquées au général autrichien commandant en chef.

N. B. Le général Wintzingerode se flatte aussi que, dans le cas d'absence ou de maladie de S. M. I. et R. ou de S. A. R. l'archiduc Charles, S. M. I. de Russie daigneroit laisser son armée sous la direction générale du commandant provisoire de l'armée autrichienne, avec la condition cependant que ce commandant provisoire seroit un archiduc, et que toutes les expéditions venant de lui seroient faites au nom de S. M. I. et R. ou en celui de S. A. R. l'archiduc Charles.

chef, en tant que l'unité et l'ensemble des opérations pourroient le rendre important et indispensable; qu'il ne se croyoit cependant autorisé à donner cette assurance que dans la supposition que l'armée impériale et royale agissant en Allemagne seroit commandée par S. A. R. l'archiduc Charles, ou par S. M. I. et R. en propre personne.

9. Accords et déterminations, et comment les deux armées combinées agrégeroient réciproquement l'une auprès de l'autre un général plénipotentiaire; quelles seront leur destination et leur influence.

9. L'agrégation des généraux plénipotentiaires est trouvée nécessaire. Leurs destinations seront de maintenir la bonne intelligence entre les deux armées, d'écarter toutes sortes de méfiance entre elles tout ce qui pourroit entraver leurs opérations, et d'instruire leurs généraux de ce qui se fait dans l'armée où ils sont agrégés.

10. Quels arrangemens seront pris, à l'armée russe, pour remplacer l'artillerie qui ne sera plus en état de servir.

10. Le général Wintzingerode représenta qu'il seroit à désirer qu'on trouvât le moyen d'y remédier dans les états autrichiens. Il lui a été répondu que l'on feroit à cet effet tout ce qui seroit trouvé possible, et qu'on désiroit

qu'à son retour à Saint-Pétersbourg, un général ou un officier de l'état-major de l'artillerie fût envoyé à Vienne pour se concerter sur cet object avec la direction d'artillerie autrichienne.

11. Comment l'on pourra fournir l'armée russe en munition de canons et de fusils, et comment l'on pourra lever les obstacles à l'égard du calibre.

11. On conviendra du même mode comme sur l'article précédent.

12. Quelles mesures seront prises pour le complétement de l'armée russe en Allemagne.

12. Outre que sur la frontière russe il existe des bataillons de garnisons, desquels les régimens reçoivent leur complétement, le baron Wintzingerode espère que S. M. I. sera disposée à établir en Allemagne une réserve proportionnée à la force de ses armées (en calculant, par exemple, huit à dix sur cent), et qui se trouvera à quelque distance de l'armée.

Outre les douze points discutés, les généraux autrichiens avoient ordre de se concerter aussi, à l'égard de la seconde armée destinée aux opérations communes en Allemagne, ainsi qu'à l'égard du corps des troupes russes à Corfou destiné pour l'Italie.

Sur le premier point, le général Wintzingerode a énoncé qu'il ne doutoit pas que S. M. I. n'ordannât que cette seconde armée, postée près de Brsescz, se mît en mouvement cinq jours plus tard, ainsi donc qu'elle passât, le 20 août, près de Therespol, la frontière de la Gallicie autrichienne; mais comme cette armée, conjointement avec celle de l'aile droite, qui est destinée à s'avancer de la Lithuanie vers et sur la frontière prussionne, doit dans le premier moment servir principalement à des démonstrations contre la Prusse, on ne pourroit non plus fixer d'avance quelque chose

de positif à l'égard de la position de sa marche, qu'avancer la supposition qu'au cas que la Prusse consentît, aussitôt elle se tourneroit droit sur Varsovie pour continuer ensuite sa marche par la Silésie prussienne en Bohème ou en Saxe; mais, en cas qu'on ne pût pas espérer à y parvenir, elle auroit à diriger sa marche vers Pulawy. C'est en ce dernier cas, qui ne permet aucunement de fixer d'avance le terme où elle pourra arriver en Allemagne et se réunir à la première armée russe, que le général Wintzingerode ne peut que donner l'assurance que son auguste cour tâchera de faire parvenir (aussitôt que les circonstances avec la Prusse et la Saxe le permettront) aussi cette seconde armée en Allemagne, droit par la Silésie prussienne, soit vers Dresde (si les rapports avec la Saxe, sur lesquels on se concerteroit préalablement avec l'Autriche, le rendoit nécessaire), ou sur Prague; dans chacun des deux cas cependant, elle se dirigera ensuite à gauche sur le Danube, ou peut-être toute ou en partie vers le Mein, si les circonstances qui pourront survenir jusqu'à ce temps le rendoient nécessaire.

Quant à la destination de cette seconde armée russe, on a dû témoigner, de la part de l'Autriche, le désir que S. M. l'empereur de Russie, du moment où elle se sera réunie, à plus ou moins de distance, avec l'aile droite de la première armée, daigne subordonner pleinement le général qui la commandera à celui qui commandera la première, afin que celui-ci soit autorisé à l'employer immédiatement aux opérations qu'il aura à exécuter d'après la direction qu'il recevra du commandant de l'armée autrichienne. Cette détermination est de la dernière importance, parce qu'on ne peut aucunement supposer que cette armée, même dans le cas qu'une armée prussienne et un bon nombre de troupes d'Empire se réuniroient à elle, obtienne assez de consistance pour entreprendre des opérations offensives au-delà du Rhin, depuis Bâle vers le Bas-Rhin, et surtout contre Mayence; ou qu'il faudroit, même en comptant sa force aussi haut qu'on voudroit, calculer comme très-possible la perte d'une bataille, et à la suite de cela, la perte ou la destruction de toute l'armée, n'ayant pas un seul point d'appui au-delà du Rhin, et seulement des ponts sur ce fleuve, pour la retraite. Toute cette étendue du Haut et du Bas-Rhin

devra plutôt être considérée comme inattaquable, et il faudra, par conséquent, employer toute la force réunie des deux armées russes et de l'armée autrichienne à la conquête de la Suisse, pour pouvoir ensuite espérer de pénétrer par la Suisse sur le territoire françois et n'employer le long du Rhin, de la seconde armée formant l'aile droite, qu'un corps d'observation, pour observer la diversion que l'ennemi pourroit entreprendre et pour pouvoir le repousser. C'est de ces diversions ennemies que dépend le plus ou moins de force que devra avoir ce corps d'observation, et pour la plupart il y suffira un corps volant de quelques milliers d'hommes, qui seroit chargé d'observer ce fleuve jusqu'à Mayence; ainsi donc, jusqu'à la gauche du Mein, pendant que les armées russes, prussiennes, et celle des autres alliés, agissant dans l'Allemagne inférieure, premièrement contre le Hanovre, et ensuite contre la Hollande, auroient à suivre le même plan jusqu'à la droite du Mein, afin que ces deux corps volans entretiennent toujours la communication libre entre eux, s'instruisent réciproquement de tout et s'entr'aident. Le général Wintzingerode a énoncé qu'il ne doute pas que S. M. I. n'accède pleinement à toute cette proposition importante.

Quant au corps de troupes russes à Corfou, le général Wintzingerode n'a aucune instruction; il lui est seulement connu que l'intention de S. M. I. est de faire opérer son débarquement dans le royaume de Naples immédiatement après le commencement des hostilités; et que M. l'ambassadeur comte de Rasoumoffsky étoit déjà autorisé de faire passer l'ordre, dès la première réquisition de la cour impériale et royale, au général Lacy, commandant le corps à Corfou, lequel ensuite en avertira aussi le corps anglois de 5000 hommes qui se trouve à Malte toujours prêt à s'embarquer, et obtiendra également son débarquement dans le royaume de Naples. Conformément à ces sentimens de S. M. I., il seroit convenable que M. le comte de Rasoumoffsky, pour éviter toute perte de temps, communiquât dès ce moment au général Lacy l'ordre que, au cas que les hostilités commenceroient dans l'Italie supérieure, il effectuât, immédiatement après en avoir été instruit par le général-commandant autrichien, au plus vite, son embarquement et son débarquement, et qu'il réunit à soi tous les Napolitains et Anglois,

et commençât ses opérations offensives contre l'ennemi posté dans le royaume de Naples.

Le général Wintzingerode ajoute encore qu'il ne manquera pas de représenter tous ces motifs importans qui ont été avancés de la part de l'Autriche, et qui imposent la nécessité de donner l'ordre au général Lacy de poursuivre l'ennemi, lorsqu'il se retirera de l'Italie inférieure, avec toutes les troupes mobiles et disponibles, de chercher à faire sa jonction avec l'armée autrichienne, et, aussitôt qu'il y sera parvenu, de concourir efficacement, tant avec les troupes russes que les troupes angloises et napolitaines qui se trouveront sous ses ordres, aux opérations de la grande armée autrichienne, d'après les directions du général qui la commandera.

Un débarquement qui seroit entrepris de Corfou dans le royaume de Naples avant le commencement des hostilités, seroit, des deux parts, après mûres réflexions, trouvé trop aventuré, parce qu'il pourroit nuire aux négociations de paix, et l'existence de ce corps russe à Corfou et du corps anglois à Malte, l'un et l'autre toujours prêts à être embarqués, étant au reste suffisante pour at-tacher les troupes françoises qui occupent le royaume de Naples, et pour empêcher tout détachement qui en devroit aller renforcer celles qui se trouvent dans l'Italie supérieure.

Les généraux autrichiens ont discuté ensuite d'autres objets, principalement économiques, et à ce sujet il fut décidé:

1. Quant à l'entretien de la première armée russe, on s'engage, de la part de l'Autriche, de la fournir, à compter du 16 août inclusivement, en pain, viande et fourrage; mais pour les deux premiers jours, à compter du passage de la frontière, c'est-à-dire les 16 et 17 août, chacune des colonnes devra amener son nécessaire de ses quartiers actuels, ne pouvant pas prendre des mesures préalables pour cet effet sans trahir le secret, que du reste tous les arrangemens sont pris, afin que, dans la continuation de la marche, il soit fourni, tant aux troupes qu'aux chevaux, tous les objets nécessaires de subsistance.

Pour le contrôle des comptes, on est convenu de l'ouvrer à Vienne, du jour de l'entrée des troupes en Gallicie, après

l'échéance de chaque mois; qu'on enverroit à Vienne, de la part de la Russie, une personne munie de pleins-pouvoirs qui y resteroit pour cet effet; et que, pour chaque mois, les comptes seroient payés au plus tard dans trois mois.

2. Les arrangemens pour l'entretien de la seconde armée sont également convenus.

3. Quand l'armée russe aura pénétré dans la Bavière, elle cherchera son entretien dans le pays.

4. Il est reconnu nécessaire qu'aussitôt que les deux armées seront sur le territoire étranger, les réquisitions pour leur subsistance seront faites et réparties par la direction générale d'approvisionnement autrichienne, et que tout territoire de l'Empire appartenant à la maison d'Autriche seroit libre de réquisitions russes.

5. Si, dans le cas de revers, les armées combinées étoient forcées de se retirer dans les états héréditaires, l'Autriche prendra tous les soins pour l'entretien de l'armée russe; mais les payemens lui en seront faits en comptant de trois en trois mois.

6. Au retour des troupes russes après la paix, les mêmes principes seront adoptés pour leur entretien.

7. A la demande du général Wintzingerode, il lui a été promis que deux ou trois régimens de cavalerie légère autrichienne seront commandés à l'armée russe pour le service des avant-postes, et qu'on y joindroit encore, si faire se peut, quelque artillerie de cavalerie. Cette mesure est trouvée nécessaire, surtout pour le premier temps où les Russes ne connoîtront pas encore la langue du pays.

8. La reddition réciproque des déserteurs des deux armées, de quelque nation qu'ils fussent, avec tout l'équipage, chevaux etc., à compter du 11 août.

9. Les quatre régimens de dragons destinés pour la première armée recevront, à Brünn ou à Lintz, contre payement comptant, des sabres de cavalerie, dont le nombre pourra monter à environ trois mille pièces.

Il est convenu en outre que tous les objets qui n'ont pas été discutés dans ce protocole, et qui pourroient exiger dans son temps

une détermination, seront toujours expliqués avec une confiance amicale des deux parts, etc. etc.

A Vienne, ce 16 juillet 1805.

Signé,

Prince de Schwartzenberg.
Baron de Wintzingerode.
Baron de Mack.
Baron de Collenbach.

36.

Zur Geschichte der russischen und großbritannischen Friedensunterhandlungen mit Napoleon im Juli 1806, gleichzeitig mit der Gründung des Rheinbundes.

(An den Prinzen Regenten.)

Londres ce 6. Août au soir — 1806.

Monseigneur!

J'ai l'honneur de transmettre à Votre Altesse Royale ci-jointes les diverses pièces dont j'ai eu l'honneur de L'entretenir chez Mylord Moira, et qui La mettront au fait des relations dans lesquelles je me suis trouvé avec M[r] d'Oubril. J'ai remis en mains propres à M[r] Fox le 15 du mois dernier la copie de la pièce qui devoit servir d'instruction à cet agent. Votre Altesse Royale aura pu se convaincre par sa lecture, qu'elle étoit parfaitement en concordance avec les principes que le Cabinet Britannique avoit énoncés. La correspondance, que j'ai l'honneur de mettre aujourd'hui sous Vos yeux, Monseigneur, Vous mettra à même de juger (quelque extraordinaire que cela soit) que notre agent dès le premier pas de sa négociation a dévié des principes qui lui avoient été prescrits comme règle, et que si les premières propositions qu'on lui a offertes avoient pu le faire chanceler, l'opinion que je lui ai communiquée d'ici auroit dû le ramener dans la bonne voie par la connoissance qu'il devoit avoir du désir marqué de Sa Majesté Impériale mon Auguste Maître, de ne jamais s'écarter d'une union intime avec la Cour de Londres. Votre Altesse Royale remarquera en même tems, à quel point son aveuglement a été porté, et jusqu'où de son propre aveu il a porté l'oubli des ordres de son Maître. Je ne puis m'empêcher d'avouer en cet en-

droit, combien cette dernière circonstance m'a fait plaisir en me prouvant, que je ne devois point être inquiet sur les sentimens de ma Cour, et que je pouvois hardiment désavouer cette transaction honteuse, en assurant que notre Cabinet n'avoit pu y avoir aucune participation. Je ne puis m'empêcher d'ajouter à un Prince ami des vertus et de la loyauté, que je ne saurois mieux caractériser que par le nom chevaleresque, qu'il me fut impossible d'arrêter l'effet que produisit sur moi la connoissance des pièces que M[r] d'Oubril m'avoit communiquées, et que j'eus besoin d'épancher mes sentimens dans le sein d'un Souverain capable d'apprécier ces sortes, j'ose dire de vivacité et j'adressai à Sa Majesté Imperiale le rapport dont je joins ici copie.

Permettez, Monseigneur, de conclure en Vous assurant, que je me trouverai heureux, si Votre Altesse Royale daigne approuver ma conduite dans une circonstance neuve et difficile pour moi.

Il y a quelques pièces citées dans les annexes ci jointes que j'ai cru inutile d'ajouter, parcequ'elles ne jettent aucun jour sur la transaction en question. J'ai cru pareillement superflu de communiquer à Votre Altesse Royale le traité, parceque devant se trouver dans le bureau de M[r] Fox il doit être déjà connu d'Elle.

J'oserai encore ajouter à ceci la prière tres instante de me renvoyer ces pièces quand Votre Altesse Royale n'en aura plus besoin, parceque n'ayant pas cru pouvoir en donner copie officiellement. Votre Altesse Royale sera d'accord avec moi, que je ne dois pas laisser de monument de circonstances dont je voudrois pouvoir effacer toute mémoire, et que par conséquent je Vous prie, Monseigneur, de garder uniquement pour Vous.

Agréez les hommages du respect profond avec lequel j'ai l'honneur d'être

Monseigneur

de Votre Altesse Royale le très humble

et très obéissant Serviteur

P. Strogonoff.

Copie de lettre particulière du C[te] Strogonoff à Mylord Grenville.

Londres ce $\frac{2}{14}$ Juillet 1806.

Mylord.

En transmettant ci-joint à Votre Excellence la copie de la lettre particulière que m'a écrite M[r] d'Oubril, et où Vous verrez en partie ce qu'il compte obtenir, je ne puis m'empêcher de profiter de cette occasion pour prier V. E. de considérer avec attention, si par l'établissement d'une puissance indépendante en Dalmatie et les Pays circonvoisins, on n'assureroit pas la stabilité de l'Empire Ottoman et l'influence Anglo-Russe à Constantinople; si cela ne seroit pas un avantage pour l'Autriche en assurant son flanc, et si ses conséquences, dis-je, ne justifieroient pas l'évacuation de la Sicile, dont la défense ne présente pas à l'Europe et à l'Angleterre en particulier les avantages qu'un pareil état présenteroit; et si par conséquent le point d'honneur attaché à la garder ne seroit pas mis hors d'atteinte par le nombreux bienfaits qui en résulteroient pour le continent. — Je Vous prie d'observer ici, Mylord, que je ne dénomme aucune contrée specialement, parceque les questions que V. E. m'a fait l'honneur de m'adresser ce matin doivent nécessairement être approfondies avant de pouvoir prendre une décision finale; mais je parle simplement en tout que cela regarde le principe, bien persuadé que si l'on en convenoit, cela faciliteroit la négociation à Paris, et j'ose prendre sur moi d'affirmer que l'opinion de ma Cour seroit pour l'établissement d'un pareil état conforme à l'opinion que j'énonce ici. — Un autre avantage que je ne saurois passer sous silence, et qui n'est certainement pas de peu de conséquence, seroit de ne point faire de paix isolée, idée qui, je dois l'avouer, me répugne infiniment et sera bien désagréable à S[t] Petersbourg. — La conclusion d'une paix unie seroit, je crois, du plus grand avantage dans ce moment. — Je n'appuierai pas d'avantage sur cette vérité qui est gravée dans le coeur de tout bon Anglois et de tout bon Russe. Je suis convaincu, Mylord, que le Cabinet de S. M[té] Brit[e] pèsera ces considérations avec toute l'attention qu'elles méritent, et je m'en fie totalement à ses sentimens loyaux à cet égard.

J'ai l'honneur d'être etc.

Copie de Dépêche du Comte Strogonoff à Monsieur d'Oubril.

Londres ce $\frac{4}{16}$ Juillet 1806.

Monsieur.

À la réception de Votre Dépêche du 9. Juillet je n'ai pas perdu un moment pour remettre Votre lettre à Mr Fox et communiquer ce que Vous m'aviez adressé aux ministres de S. M. Britannique. La nature des propositions qu'on Vous offre exige, pour avoir le moyen de se former une opinion avec connoissance de cause, d'avoir encore des renseignemens que je crois nécessaires de Vous demander; et Mylord Grenville m'ayant invité à une conférence, voici la manière dont nous avons conçu la chose.

Ce qui frappa en premier lieu est l'opposition qui règne entre Vos instructions, de ne point abandonner la Sicile, et d'un autre côté les avantages de l'érection d'un état indépendant, qui serviroit de boulevard à l'Empire Ottoman et assureroit l'influence mutuelle des deux Cours alliées à Constantinople.

La répugnance extrême qu'on éprouve ici à céder une isle qu'on a toute la probabilité de défendre, patrimoine d'un Prince qui s'est jeté entre nos bras, a fait rechercher ici les moyens de pouvoir concilier les deux objets; et d'abord l'appui du consentement de notre part à signer une paix séparée, ainsi que notre reconnoissance de la dignité souveraine de Buonaparte et de ses créatures, ont fait penser, que nous pourrions obtenir, pour prix de cette complaisance, des avantages pour nous-mêmes en Dalmatie sans tirer la Sicile des mains du Roi de Naples, et des assurances de tranquillité pour le reste de l'Europe. Mais le Cabinet Britannique pour asseoir son opinion là-dessus auroit besoin de savoir avec quelque précision ce que l'on espère obtenir pour le Continent. — J'ai communiqué a Mylord Grenville ce que Votre lettre particulière contient à ce sujet: mais comme les promesses, que Vous mentionnez, Vous ont été faites dans l'hypothèse de la reddition de la Sicile, on désireroit savoir ici avec autant de précision que possible la nature des espérances que Vous pouvez entretenir, et des garanties que Vous pouvez obtenir pour la tranquillité du Continent. — Ce n'est qu'au-

tant que les conditions qu'on offriroit dans ce sens présenteroient une perspective satisfaisante, qu'on croiroit pouvoir entrer en discussion des avantages de la signature d'une paix séparée.

Je ne puis omettre à cet endroit d'observer, que nous sommes convenus unanimement, que la concession de la Dalmatie seule seroit pour une bien foible compensation du déshonneur attaché, à l'abandon de S. M. Sicilienne et à la séparation ostensible de nos intérêts de ceux de la Grande Bretagne.

Quant au premier point, Vous sentez qu'il faudroit que notre transaction se présente avec une masse considérable de bienfaits procurés à l'Europe; il faudroit qu'on y voie attaché bien clairement le salut de l'Empire Ottoman, la restauration de la prépondérance des Cours de St Petersbourg et de Londres sur le Bosphore; la maison d'Autriche rassurée sur son flanc, et tout ceci enfin offrant le germe d'un contrepoids au Colosse qui opprime l'Europe: il faudroit, dis-je, avoir l'assurance de tout cela bien clairement pour étouffer les reproches qu'on pourroit nous faire et mettre le point d'honneur à l'abri de toute atteinte. — Relativement à la séparation de nos intérêts, je n'ai pas besoin de parler des grands avantages qui résulteroient d'une paix commune; le maintien de la confiance qu'on porte aux Alliés; la force dont cela feroit foi aux yeux de l'Europe; — je sais combien cela est imprimé dans Votre coeur, et Vous savez aussi bien que moi la peine que cela feroit chez nous, d'être obligé de renoncer à une chose aussi désirable; je présume, Monsieur, que Vous serez de mon avis, et j'oserois répondre qu'en disant ceci je ne fais qu'exprimer l'opinion de S. M. Ile notre Auguste Maître.

L'idée qu'on peut se former de l'organisation de ce nouvel état demande, pour être clairement conçue, quelques éclaircissements; et d'abord la première objection qui se présente est, que l'Albanie, qui en est un partie intégrante, est au moment où je parle province Turque et qu'on la détacheroit de sa métropole au moment même où l'on garantiroit l'intégrité de cet Empire. Comment cette province se joindroit-elle à ce nouvel état? Qui la demanderoit aux Turcs?? D'un autre côté cette masse, ne se composant que de Raguse, de la Dalmatie et de l'Albanie, offre-t-elle une force d'inertie capable

de résister à un premier choc? Offre-t-elle l'aspect d'une barrière satisfaisante, tant que l'Istrie, le Frioul, et le Vénitien restent au pouvoir des François; et par conséquent que cet état ne peut que difficilement recevoir les secours nécessaires en cas d'attaque? L'état enfin presque sauvage des moeurs de ces peuplades permet-il d'espérer quelqu' homogénéité dans leurs actions sous un gouvernement régulier?

Une observation qu'on m'a faite ici et qui ne Vous aura sans doute pas échappée est, que, tout en promettant d'abandonner les projets que Buonaparte a sur l'Empire Germanique, le terme fixe pour leur promulgation étoit tel que Vous n'aviez aucune possibilité physique d'avoir des réponses sur l'objet de Vos questions avant le terme fixé — circonstance qui donnoit à cette promesse une couleur bien illusoire.

Je ne puis terminer, Monsieur, la présente sans Vous communiquer les différentes propositions qui se sont présentées dans le courant de la discussion comme pouvant être faites pour rassurer cette partie contre les entreprises Françoises. D'abord, si c'étoit pour le Roi de Naples, il faudroit au moins que l'Istrie, le Frioul et même Venise fussent ajoutés aux concessions que Vous avez mentionnées; ou bien, ce qui vaudroit encore mieux, faire un lot à l'Autriche et lui faire obtenir des avantages de ce côté-là; — ce qui vaudroit infiniment mieux, puisque cette puissance est plus à portée que qui que ce soit de défendre ces pays; ou bien enfin, en laissant de côté la question du Roi de Naples, ne pourroit-on pas obtenir dans ces contrées un arrondissement au Roi de Sardaigne?

Telles sont les idées que je jette sur le papier telles qu'elles se sont présentées dans la conversation, en Vous priant de m'instruire sur la manière dont Vous les envisagez. J'attendrai Vos éclaircissemens sur ces objets avec la plus grande impatience pour les mettre sous les yeux du Cabinet Britannique.

Je suis etc.

(signé) P. Strogonoff.

Copie de lettre particulière de Mr d'Oubril au Cte de Strogonoff.

Paris du $\frac{8}{20}$ Juillet 1806.

Monsieur le Comte.

Je Vous dois un détail circoustancié de ce qui m'a déterminé à signer l'acte que je Vous adresse aujourd'hui, Mr le Comte, autant pour conserver Votre estime que pour Vous mettre à même de répondre avec plus de précision aux demandes qui Vous seront faites à ce sujet par le Ministère Britannique.

Le lendemain du jour où je Vous avois écrit, Mr Talleyrand me proposa un Traité *préliminaire* entre la Russie et la France. J'y mis pour condition qu'il seroit entamé immédiatement une négociation *commune* entre la Russie, l'Angleterre et la France. J'eus un refus formel et décisif avec *menace* d'avoir un moins bon Traité. Le lendemain les affaires d'Allemagne furent finies, il parut un article violent contre la Russie dans le Moniteur et le Général Clarke fut nommé pour traiter avec moi. Son début fut de me déclarer qu'il ne pouvoit être aucunement question que la France se dessaisit de l'Albanie et de la Dalmatie et qu'elle ne le feroit sous aucun prétexte et à aucune condition. Je tâchai de ramener les choses au point primitif, mais cela ne fut pas possible, je promis cependant de faire un projet que je joins ici et j'en donnai connoissance, mais non copie, au Général Clarke. Il me montra la réponse dictée par Buonaparte, qui vouloit que nos Traités et Priviléges en Turquie fussent annullés; que nous laissions le Schah de Perse tranquille; que nous évacuions le sept Isles; que les vaisseaux de guerre Français puissent entrer dans la Mer Noire etc. etc. en même tems comme on avoit la nouvelle, que Lauriston étoit à Raguse, on nomma Marmont commandant de l'armée de Dalmatie, on en destina une autre pour *pacifier* la Servie; on se fâcha contre l'Autriche, l'accusant d'avoir facilité l'affaire du Cattaro; on décida de faire avancer les troupes en Allemagne et peut-être d'aller à Vienne.

Notre résistance à traiter fit à Buonaparte regretter la foiblesse du Traité de Presbourg et il se disposoit à reprendre ses avantages. Je demande maintenant qui l'en auroit empêché et qui auroit fait

révoquer ce qui en auroit été la suite? peut-être la séparation des Couronnes de Bohème, de Hongrie et d'Autriche — objet auquel on a travaillé à Vienne assez sérieusement. — Dans un semblable état de choses que me restoit-il à faire? Nos forces à Cattaro et dans la Méditerranée étoient insuffisantes pour arrêter les François qui se seroient avancés dans l'Empire Ottoman sous prétexte de nous observer à Corfou. D'après toutes ces raisons je me suis décidé à faire un Traité séparé. — Vous voyez comment il est, — Nous restons ce que nous étions. — Le Traité n'est certes pas avantageux, mais il n'est pas déshonorant, parceque toutes les stipulations sont assez convenables. J'ai l'idée que difficilement en attendant plus long-tems on auroit eu mieux, car voici à quoi j'attribue de l'avoir obtenu tel qu'il est. D'abord à ma persévérance — car Vous ne croirez jamais *que dans 36 heures, j'en ai eu 30 de conférences interrompues seulement par deux repas d'une heure chacun.* — Ensuite j'ai remarqué, que la présence ici de Lord Yarmouth contribuoit beaucoup *à accélérer l'insistance*, mais engageoit aussi à céder sur des points importans tels que l'évacuation immédiate de l'Allemagne qui m'a décidé à signer *pour sauver l'Autriche.* — Voici (entre nous) comment Lord Yarmouth m'a aidé. Il faut que lui ou Mr Fox ait dit à Talleyrand qu'ils feroient le Paix aussitôt *que la Russie auroit fini.* — Lord Yarmouth me disant toujours *qu'il ne montreroit pas de pouvoirs tant que je n'aurois pas obtenu une négociation commune*, m'encourageoit cependant à terminer pour mon compte. — Il étoit plus au courant de mes négociations que moi-même, et enfin lorsqu'il a reçu le paquet que Vous m'avez envoyé pour lui, il m'a dit qu'il signeroit pour le Roi de Naples tout ce que je lui demanderois, afin que l'Angleterre l'ait fait par considération pour la Russie et n'en fut responsable ni aux yeux de l'Europe ni à ceux du Roi des deux Siciles. — Il vouloit conserver les honneurs de la *résistance* et cependant *céder*; aujourd'hui il m'a dit qu'il signeroit les Préliminaires dans deux jours si je terminois, et il est allé pour faire *rénouer ma négociation qui étoit rompue cette nuit* — mais toujours disant que comme Plénipotentiaire Anglois, il devoit m'engager à ne *rien conclure qu'en commun*; j'ai essayé de le faire, mais on m'a déclaré, net qu'il n'en seroit rien et que je devois accepter ce

qu'on m'offre ou rompre. — C'est dans ce train de vie que j'ai passé huit jours. J'avoue que j'en ai assez pour le moment et que je trouve nécessaire de songer à ma justification à St Péterebourg pour avoir fait *l'opposé des Ordres dont j'étois muni.* Je m'y rends aujourd'hui pour présenter et mon ouvrage et ma tête pour me punir si j'ai mal fait.

L'Autriche est sauvée, voilà ce qui m'a fait conclure. Veillez en faire usage pour me justifier aux yeux du Ministère Britannique, et agréez l'assurance etc.

(signé) Pierre d'Oubril.

* * *

Außer Bayonne ist die Bonapartische Diplomatie kaum irgendwo gewaltthätiger, treuloser, unwürdiger aufgetreten, als in dieser Unterhandlung mit dem Bevollmächtigten des größten Monarchen der Welt, mit einem immerdar so geachteten und verehrten, durch so viele Leistungen ausgezeichneten Namen, wie Oubrils. — Wie entstellt und lügenhaft ist nicht diese Unterhandlung dargestellt in des Ministers Bignon Geschichte Napoleons, LVIII., LIX. und LX. Kapitel.

Copie de Dépêche de Mr d'Oubril au Comte de Strogonoff.

Paris le 9. Juillet 1806.

Monsieur le Comte.

Vous savez avec détail, Monsieur le Comte, sous quels auspices je me suis rendu à Paris, et Vous connoissiez sans doute par les communications de Mr Fox, quel est l'état des choses que j'y ai trouvé. Je crois cependant devoir le retracer en peu de mots, afin que V. E. puisse apprécier, quelle a été ma conduite depuis quatre jours, que je suis dans Paris, quels en ont été les résultats et quelles doivent en être les conséquences.

Lord Yarmouth m'a communiqué, que la France ne vouloit pas entendre parler du *mélange* des deux négociations, que Buonaparte alloit détruire l'existence de la dignité *Impériale Germanique;* qu'il alloit disposer de la *Suisse*, de *l'Espagne* et du *Portugal.*

J'ai su de bonne source, que l'anéantissement de l'Empire *Ottoman* étoit un des plans arrêtés. Dans cet état de choses j'ai cru devoir ne rien épargner pour réunir nos intérêts, et j'y suis parvenu. — Mr Talleyrand tout en assurant qu'il n'y est point autorisé par Buonaparte, m'a chargé de m'informer à Londres, comme d'un objet suscité par un *tiers*, si la Dalmatie, l'Albanie entière et Raguse, vu leur position, s'effroient envisagées comme une compensation de la perte de la Sicile pour le Roi de Naples.

Je l'ai assuré que, comme position, je le croyois; mais que, comme revenu, je ne croyois pas, que cela fut admissible.

Cependant Lord Yarmouth avoit déjà *la promesse de la restitution du Hannovre*, celle de l'abandon en faveur du Roi des deux Siciles des *trois villes Anséatiques*, celle du maintien de l'intégrité de la Suède, de l'Espagne et du Portugal. — Ce seroient donc là les conditions de la paix. Voici, Monsieur le Comte, mon opinion individuelle. Je n'ai pas besoin de parler de mes instructions, car Vous les connoissez. Si l'on laisse échapper cette occasion de faire la paix, jamais on n'obtiendra la restitution de Hannovre; et toutes les fois, qu'on voudra le prendre de force, on aura contre soi la France unie à la Prusse, tandis qu'en signant maintenant le traité sur ces bases, on brouillera à jamais la France à la Prusse.

En arrachant à la France Raguse, l'Albanie et la Dalmatie, on détruit son influence à Constantinopel, et l'Europe gagne par là les forces que la Russie seroit obligée de destiner à surveiller les Turcs. Il est entendu que nous conserverions la station de Corfou, et j'ai dit à Mr Talleyrand, que ce seroit nommement pour protéger l'indépendance de la propriété du Roi de Naples sur la mer Adriatique; parceque ce Prince n'auroit pas avec ce qu'on lui offre de quoi entretenir une garde.

En arrachant la Dalmatie, l'Albanie et Raguse aux François, nous procurons à l'Europe les forces de l'Autriche, parceque cette puissance aura son flanc gauche assuré ou du moins moins exposé.

Voilà les avantages de l'offre faite par la France. Veuillez, Monsieur le Comte, les présenter dans leur vrai jour au Ministère Britannique. Je me rends garant, que c'est rendre service à l'Europe que de terminer en ce moment la guerre.

On espère défendre la Sicile; on y parviendra peut-être: mais si l'on se trompe, ne prépare-t-on pas à la famille Royale de Naples le sort du Roi de Sardaigne?

Avec les villes Anséatiques et avec ce que l'Angleterre et la Russie peuvent donner au Roi de Naples, établi à Raguse, pour prix de ses sacrifices, il pourra être mis à même de défendre cette importante possession, jusqu'au moment où il recevra des secours, soit de Malthe, soit de Corfou.

Je présente ici les principaux argumens qui doivent faire adopter le principe d'établir là S. M. Sicilienne plutôt, que de donner un libre champ aux vues ultérieures de Buonaparte du côté de l'Empire Ottoman. Je désire infiniment qu'ils puissent être appréciés par le Cabinet de St James, ou du moins, qu'il les juge dignes d'une mûre délibération.

Si le Continent pouvoit disposer de forces proportionnées à celles que l'Angleterre a sur mer, je parlerois autrement; mais Vous, Monsieur le Comte, Mr Fox et tous les membres du Ministère savent que ce n'est point le cas, et que, quelque pénible que soit cette vérité, il faut absolument la prendre en considération lorsqu'on veut régler le sort de l'Europe.

J'ai l'honneur d'être etc.

(signé) Pierre d'Oubril.

Copie de lettre particulière de Monsieur d'Oubril au Comte de Strogonoff.

Paris ce 9. Juillet 1806.

Monsieur le Comte.

Ma lettre officielle d'aujourd'hui aura lieu de Vous surprendre, parceque j'y avance des principes qui sont en *opposition* avec mes *instructions*. En effet V. E. sait que je n'ai aucun titre pour proposer ou pour souscrire à l'abandon de la Sicile; mais lorsque j'ai été muni d'ordres, l'on ne connoissoit pas à St Petersbourg les nouveaux plans de Buonaparte et les offres qu'il fait pour la Paix. Un seul point arrête encore cette oeuvre si indispensable à notre repos — c'est la Sicile — quel prix a cette isle, lorsque nous possédons

Malthe et Corfou? — Croit-on qu'il faut travailler à la conserver et garder et chercher à s'emparer de la Dalmatie? Peut-être y parviendroit-on, mais il faut compter que le jour où nos troupes feront évacuer la Dalmatie, celles de Buonaparte entreront à Vienne, car il a pour principe *de venger sur les foibles le mal que les forts lui font.*

Depuis trois jours que je suis ici, j'ai vu trois fois le moment où Mons. Talleyrand voudroit me faire signer dans 24 heures un acte, et me présenteroit l'alternative d'y souscrire ou de quitter Paris. — J'ai détourné ce plan et je suis parvenu à attacher ma négociation à celle de Lord Yarmouth. Ce n'est pas sans fermeté et sans peine que j'y suis parvenu. Voici le fruit que j'espère en retirer: — Si l'Angleterre veut temporiser, nous pouvons finir par signer des Préliminaires; — si elle veut se roidir et confirmer l'ordre qu'elle a donné à Lord Yarmouth de demander ses passe-ports, il partira, mais au moins Vous aurai-je fourni le tems, Monsieur le Comte, de me communiquer exactement, quel effet a produit la dépêche confidentielle que le P[ce] Czartorisky Vous a adressée le 15. Mai. L'Angleterre consent-elle ou non à ce que je fasse un arrangement pour le Continent?

Voici ce que j'espère obtenir:

1) Pour la Sicile, Raguse, l'Albanie et la Dalmatie — comme ce n'est pas nous qui défendons cette isle, nous ne pouvons que promettre de ne rien envoyer à son secours. Naturellement on réfusera de me remettre le territoire concédé en échange, mais alors je ne signerai qu'à condition qu'il sera remis a un tiers c. a. d. à l'Autriche.

2) L'abandon du plan de bouleversement de l'Allemagne dont je joins ici une notice.

3) La garantie de la Pomeranie Suédoise et peut-être celle de la Suisse.

Ces conditions avec la conservation d'une station Russe à Corfou me sembleroient tellement améliorer le sort de l'Europe, que je croirois prendre sur moi de les signer; mais ce servit avec une répugnance infinie que je le ferois sans l'assentiment de l'Angleterre, parcequ' avant tout il faut préserver de toute atteinte notre union

intime, qui fera cependant dans un avenir peut-être éloigné le salut de l'Europe.

Talleyrand m'a proposé de promettre que je signerois si l'Angleterre n'admettoit pas la proposition que je suis chargé de faire, mais je m'y suis refusé, parceque je veux avant tout connoître l'opinion du Cabinet de St James sur cet objet important. — Veuillez, Mons. le Comte, m'en instruire au plutôt et recevoir les assurances etc.

(signé) Pierre d'Oubril.

Copie de dépêche de M^r. d'Oubril au Comte de Strogonoff.

Paris, ce 9/21. Juillet 1806.

Monsieur le Comte!

Au moment où j'ai reçu les lettres que V. E. m'a fait l'honneur de m'adresser par M^r. Longuinoff, je me trouvois tellement pressé par le Gouvernement François, que voyant d'un côté l'impossibilité d'obtenir de meilleures conditions, à moins de réunir des forces plus considérables que celles qu'a présentées la dernière coalition, et de l'autre le certitude *que l'Autriche alloit devenir la victime de notre persévérance* à ne point faire la paix — j'avois consenti à signer un traité définitif entre la Russie et la France, à condition toutefois que les troupes Françoises *évacueroient immédiatement l'Allemagne.* Cette stipulation me paroissoit décisive tant pour l'Angleterre que pour la Russie, parceque nous avons un même intérêt; celui d'empêcher la ruine du Continent, et celle de l'Autriche étoit *inévitable* si je ne signois point.

Je me flatte donc, Monsieur le Comte, que la résolution que j'ai prise de signer un traité définitif pour la Russie sera appréciée par le Ministère Britannique, et qu'il n'envisagera point comme une infraction aux traités qui nous lient, que j'aie pris cette détermination dans un moment de crise et après avoir tout épuisé pour faire marcher les intérêts des deux puissances de front, même encore au moment de conclure. Je joins ici cette transaction.

Je pars en ce moment pour St. Petersbourg pour y porter le traité que j'ai signé.

J'ose espérer d'obtenir le pardon d'avoir transgressé les ordres de mon Souverain en faveur des motifs qui m'ont guidé, comme j'espère que le Cabinet de St. James sera trop équitable pour y trouver une raison d'apporter le moindre changement aux liens d'amitié et d'union intime qui existent entre les deux états.

J'ai l'honneur d'être etc.

(signé) Pierre d'Oubril.

Copie de rapport du C[te]. Strogonoff à S. M. l'Empereur.

Londres, ce 15/27. Juillet 1806.

Sire.

V. M. Impériale saura déjà par l'expédition qui s'est faite le 13/25 de ce mois très à la hâte, le motifs d'appréhension que le ministère de ce pays est dans le cas d'entretenir à notre égard par la conduite plus que singulière de Mons[r]. d'Oubril à Paris, et qui ne manqueroit pas de nous faire rompre avec ce pays, si elle étoit entièrement approuvée; mais je n'ai aucun doute qu'elle ne le sera pas et je n'ai pas hésité à le déclarer à Mylord Grenville dans une conférence que je lui ai demandée à cet effet et où je lui ai communiqué *in extenso* tout ce que j'avois reçu de Paris, me refusant pourtant de lui en donner copie officiellement parceque je regardois ces pièces comme non avenues, ayant été conclu en entier par Mons[r]. d'Oubril de lui-même non seulement sans instructions, mais en contradiction positive avec la lettre et l'esprit de celles dont j'avois eu connoissance et qui m'étoient annoncées comme les siennes.

J'adresse dans ma dépêche d'aujourd'hui à Mons[r]. le Baron de Budberg pour l'information de V. M. I[le] la suite des pièces avec leurs annexes qui ont été échangées entre Mylord Yarmouth à Paris et les ministres de Sa Majesté ici. Les pièces Vous mettront, Sire, à même de juger des principes qui ont toujours animé le Cabinet de St. James, et dans mon opinion, elles sont très conformes à l'esprit de celles que j'ai toujours reçues de Vous, Sire.

Mons[r]. d'Oubril ayant connoissance de toutes les pièces, étoit donc parfaitement au fait de l'esprit et des principes du Cabinet Britannique. Je fortifiai encore cela par les dépêches dont je joins

également copie à Monsr. le Baron de Boudberg et que j'adressai à Monsr. d'Oubril le 4/16 de ce mois. — Ma dépêche avoit été montrée à Monsr. Fox et à Mylord Grenville et étoit en concordance avec celle qu'ils expédioient à Mylord Yarmouth, mais tout cela étoit trop tard, et Monsr. d'Oubril voulant à toute force sauver quelque chose excepté l'honneur de son Souverain et la dignité de son pays; et voyant que le salut des objets qu'il m'avoit promis dans sa dépêche étoit très avanturé, avoit déjà résolu de signer quelque chose à tout prix — et de tout l'étalage pompeux qu'il me fait dans ses dépêches (qui se trouvent parmi les autres annexes) il ne reste que la république de Raguse de sauver, et encore les positions Françoises paroissent-elles prises avec les précautions nécessaires pour annuller l'indépendance de ce misérable état. — La tranquillité des Montenégrins ne paroît pas fondée sur des bases plus solides; car la condition qui y est attachée et dont personne n'est le juge que Buonaparte, est en opposition directe avec les moeurs et les opinions de ces peuples, qui refusent constamment de se reconnoître sujets de la *Porte*, et se signent toujours dans les pétitions fréquentes qu'ils adressent à notre Cour, *„Sujets fidels" de Votre Majesté* — de sorte qu'en attachant leur tranquillité à une chose qu'on peut prédire d'avance qu'elle ne sera pas remplie, c'est comme si on les livroit sans réserve à la vengeance de Buonaparte. Voilà le prix dont on paie le sang qu'ils ont toujours été prêts à verser pour nous au premier signal de notre part! telle est la récompense qu'on accorde à leur fidélité bien gratuite! — Si ces gens sont maltraités quelles ressources avons-nous dans cette partie avec la précaution que Mr. d'Oubril a prise de promettre en Votre nom, Sire, que Vous n'entretiendrez pas plus de 4000 hommes dans le sept Isles? N'est-ce pas une chose honteuse d'acquiescer à une condition évidemment dérisoire: car un aussi petit corps est évidemment si aventuré qu'il est préférable à ne garder personne? Mais ce n'est pas tout — car au moins l'Autriche est-elle sauvée, s'écrie Monsr. d'Oubril, et c'est ce qui doit le justifier de tout: mais il est à remarquer, que les ordres qui devront être donnés à cet effet sont remis à un tems éloigné, et après leur départ, ils peuvent fort bien ne pas être exécutés: car si c'est de Monsr. d'Oubril qu'ils doivent

émaner, il est probable que Vos commandans militaires, Sire, n'y obéiront pas, et si c'est de Petersbourg, il n'est pas probable que le terme de trois mois suffira pour que toutes les conditions attachées à la rentrée des troupes Françoises soient remplies. Et comme en attendant l'esprit ambitieux de Buonaparte ne restera probablement pas tranquille, ne trouvera-t-il pas dans ce laps de tems mille prétextes de maintenir ses troupes dans les positions qu'elles occupent — d'attaquer même l'Autriche s'il le trouve bon avant même l'expiration de ce terme? — Ne peut-on même pas croire qu'il manquera à sa parole? Est-ce une chose si extraordinaire dans le chef de la France qu'il soit criminel d'entretenir quelque doute à l'égard de sa loyauté? — Où trouve-t-on dans les articles de ce traité le prix de notre reconnoissance du titre Impérial dans Buonaparte — n'est-on pas en droit de croire qu'il auroit sacrifié quelque chose à cela? — Me seroit-il permis de conclure par quelques observations sur le terme de l'échange des ratifications fini à 25 jours à dater de la signature des articles.

La première nouvelle qu'on aura de ce traité sera par Monsr. d'Oubril lui-même, il lui est impossible d'arriver plus vite qu'en 16 jours — il ne restera donc que 9 jours à V. M. I^le^. pour considérer une transaction en opposition formelle à toute la conduite que Vous avez tenue, Sire, depuis Votre avancement au trône. Ainsi Monsr. d'Oubril non content de s'être laissé traiter lui-même comme un prisonnier auquel on ne permet pas de prendre le tems nécessaire pour son repos et sa nourriture, consent encore que la personne auguste de V. M. I^le^. soit mise dans la même position, et soit obligée de sacrifier son repos et de méditer à la hâte, si je puis m'exprimer ainsi, comme un homme craintif lorsqu'il se sent pressé par le regard sévère de son maître.

Les articles secrets ne présentent pas, je crois, quelque chose de plus satisfaisant ou de plus honorable. — Nous y avons la honte gratuite d'abandonner le roi de Naples, qui dans le fait n'a encouru la perte de sa couronne que pour nous et l'Angleterre — et cela sans qu'il en résulte la moindre utilité pour les affaires générales en compensation d'une défection aussi gratuite. — Mais ce qui doit frapper d'avantage, c'est que non seulement nous nous *séparons* de

l'Angleterre notre fidèle alliée, mais nous nous déclarons même *contre* elle: car nous convenons éventuellement de lui faire fermer les ports des Isles Baléares, dont l'un entre autres le Port Mahon peut être fort intéressant. Nous semblons imiter en cela la conduite de la Prusse à l'égard des ports des mers du Nord et Baltique. A la vérité Monsr. d'Oubril dit que nous restons ce que nous étions, et en effet je n'aperçois aucune province Russe cédée, mais tout ce qui pourroit nous lier avec l'Europe est abandonné et Monsr. d'Oubril en a fait le sacrifice.

Je n'ai pas hésité à déclarer aux ministres Anglois qu'accoutumés toujours à être guidés dans les sentiers de la gloire et de l'honneur par l'auguste famille de Votre Majesté, cela ne seroit certainement pas à présent que nous nous laisserions asservir à l'exemple des autres puissances du continent. — Excusez mes reflexions, Sire, mais je n'ai pu m'empêcher de donner cours aux sentimens que j'ai éprouvés en prenant connoissance de cet acte singulier *).

Je suis etc. etc.

*) Es ist kaum möglich, einen treueren Spiegel zu finden, wie der Partheigeist jener gewaltreichen, eisernen Zeit die treuesten und edelsten Diener des nämlichen Herrn auseinander gehalten habe und wie die offenste und wohlmeinendste Darstellung und Sprache wider Willen in den leidenschaftlichsten Ton übergeflossen sey.

37.

1807.

Preußens und Rußlands Bündniß am 26. April 1807 zu Bartenstein geschlossen, wozu Österreichs Beitritt gehofft, aber durch die zu schnelle Entwicklung der Umstände verhindert wurde.

Stadion hatte schon vor dem Kriegesausbruch am 6. Octbr. 1806 Österreichs Vermittlung angeboten. Dieses Anerbieten wurde am 3. April 1807 in Warschau durch den General Vincent unter so freundschaftlichen Zusicherungen wiederholt, daß wohl diese den Abschluß des Bartensteiner Bündnisses beschleunigten, das zur gehofften Accession nach Wien gesendet wurde. — Es ist meist nur unvollständig erschienen, aber jedenfalls überlegter und umfassender, als die in der ersten Überraschung des ungeheuren Unglücks am 22. Octbr. 1806 zu Grodno gezeichnete Übereinkunft. — Canning antwortete auf Stadions Anwürfe nur dilatorisch, weil nach selben Belgien und das linke Rheinufer bei Frankreich verbleiben sollten.

Napoleons friedheuchelnde Briefe an den König von Preußen vom 26. Febr. und 29. April 1807 aus Osterode und Finkenstein, erschienen 1810 in Stockholm gedruckt.

Art. 1. Convaincues que, pour s'assurer les bienfaits d'une paix juste et durable, il est indispensablement nécessaire de continuer la guerre de la manière la plus vigoureuse, L. L. M. M. s'engagent à y employer toutes leurs forces, à ne pas séparer leur cause, et à ne poser les armes que d'un commun accord. L'on se concertera sur les opérations militaires, afin de les rendre efficaces, et se communiquera réciproquement, sans réserve et avec cette franchise et cette confiance qui conviennent à l'intimité des deux hauts alliés, tout ce qui regarde leurs intérêts communs. Les négociations que ceux-ci rendent nécessaires, surtout toutes celles qui pourroient avoir lieu avec l'ennemi, seront également concertées et conduites dans un même esprit.

Art. 2. Rendre à l'humanité les bienfaits d'une paix générale et solide, établie sur la base d'un état de possession enfin assuré à chaque puissance et mis sous la garantie de toutes, voilà le but de la guerre. Parfaitement désintéressés, les hauts contractans n'en ont pas d'autre. Ils ne combattent, ni pour l'abaissement de la France, ni pour s'immiscer dans ce qui regarde son gouvernement ou ses affaires intérieures; mais ils ne peuvent voir d'un oeil tranquille l'agrandissement toujours progressif d'une puissance aux dépens des autres dont elle menace la ruine, en renversant totalement tout équilibre. Ce ne sont pas des conquêtes que L. L. M. M. ont en vue, mais c'est le bien général, le repos et la sûreté de tous les états. Ces résultats ne peuvent être dus qu'à des relations enfin bien déterminées pas l'équité, la justice et la modération. D'après ces principes, il est indispensable de porter le gouvernement françois, par tous les moyens les plus convenables, à rentrer dans de justes bornes, et à se les prescrire par la suite. Il l'est encore d'assurer l'indépendance des autres puissances, de les placer et de les maintenir dans un état de force qui les rende capables de la soutenir, et enfin de dédommager, autant que possible, celles qui ont essuyé des pertes.

Art. 3. Le désintéressement, le respect des propriétés, et la modération, seront les principes fondamentaux dont les deux hauts alliés partiront. Dans tous les arrangemens qu'ils tâcheront d'amener, et dans les conditions de paix sur lesquelles ils insisteront, ces arrangemens seront subordonnés seulement à la nécessité absolue d'élever un édifice qui ne puisse être ébranlé, et courir risque de crouler à la première tentative qu'on feroit pour le renverser. Ils le seront également à la justice, qui exige d'indemniser, au moins autant que possible, ceux qui ont été dépouillés de leurs possessions. Les changemens dans l'état présent des choses, indispensables pour cet effet, ne seront opérés que par des cessions ou échanges qu'on exigera de l'ennemi et de ses alliés, ou par des échanges de gré à gré.

Art. 4. S. M. I. de toutes les Russies, conformément aux principes susmentionnés et à son amitié pour S. M. le roi de Prusse, fera tous ses efforts pour aider Sadite M. à se rétablir dans la possession de ses états, maintenant envahis par l'ennemi commun, et pour lui

faire recouvrer les provinces qu'elle a perdues depuis l'année 1805, ou lui en faire obtenir l'équivalent. La Prusse ayant le besoin le plus urgent d'un arrondissement qui lui vaille l'avantage d'une meilleure frontière militaire, tant pour sa propre défense que pour celle de l'Allemagne et de ses voisins, S. M. I. de toutes les Russies promet et s'engage à s'employer de son mieux pour le lui procurer à la paix.

Art. 5. Une des bases les plus essentielles de l'indépendance de l'Europe étant l'indépendance de l'Allemagne, il est de la plus haute importance de la bien assurer, et d'aviser d'autant plus soigneusement aux moyens d'y parvenir, qu'ils sont infiniment difficiles depuis que la France est maîtresse du Rhin et des points offensifs sur ce fleuve. L'on ne peut laisser subsister la ligne du Rhin sous l'influence ou plutôt sous la souveraineté de la France, ni permettre que des troupes françoises continuent d'occuper l'Allemagne. Vouloir rétablir l'ancienne constitution germanique seroit une erreur dangereuse parce que cette constitution, toujours trop foible pour résister au moindre choc, y succomberoit de nouveau. Les hautes parties contribueront donc, par tout ce qui dépendra d'elles, à créer en Allemagne une fédération constitutionnelle, et à l'assurer au moyen d'une bonne frontière militaire et d'une ligne de défense parallèle au Rhin. Dans la persuasion du grand intérêt que l'Autriche partage à cet égard avec elles, on s'en concertera avant toutes choses avec cette puissance. On s'appliquera surtout à écarter définitivement tout sujet de jalousie entre elle et la Prusse, à établir entre elles les liens d'une union intime et permanente, et à convenir, de la manière la plus conforme à leurs intérêts réciproques, des principes d'après lesquels ces deux puissances prépondérantes en Allemagne devront exercer, chacune dans des limites dont on tombera d'accord, la direction de la fédération pour la défense commune.

Art. 6. Une autre condition essentielle pour l'indépendance de l'Allemagne et de l'Europe, c'est la sûreté et la force de l'Autriche même. Les hautes parties contractantes se flattent avec raison que cette puissance, partant des mêmes principes qu'elles, et envisageant ses vrais intérêts, réunira le plus promptement possible

ses forces aux leurs pour atteindre complètement le but détaillé plus haut, ce qui ne seroit guère possible sans son concours. On l'y invitera de nouveau et d'un commun accord, en lui communiquant la présente convention, et en lui proposant d'y accéder. Dans le cas de cette accession S. M. le roi de Prusse et S. M. l'empereur de toutes les Russies contribueront de tous leurs moyens à faire restituer et acquérir à l'Autriche ce qui est nécessaire pour assurer et consolider sa puissance, comme le Tirol, la frontière de Mincio avec le Polésino etc., et se concerteront sans délai avec elle sur ce sujet et sur ses désirs particuliers.

Art. 7. La même communication et invitation sera faite à la cour de Londres qui, sans doute, a le plus grand intérêt à empêcher la domination qu'ambitionne la France sur tout le continent, et à maintenir l'indépendance de l'Allemagne et de son commerce en particulier. On emploiera tous les argumens possibles pour engager cette puissance à subvenir sans délai au besoin pressant qu'on a de subsides pécuniaires, d'armes et de munitions, et pour lui faire entreprendre des diversions utiles sur les derrières des armées françoises. On se concertera avec l'Angleterre sur les opérations militaires et sur ses vues, et on contribuera à procurer également une augmentation de force et de puissance aux possessions de S. M. Britannique en Allemagne, à l'égard desquelles on proposera, hors l'accession à la fédération mentionnée à l'art. 5, une alliance défensive permanente avec la Prusse, et des mesures propres à en assurer, dans tous les cas, les effets les plus prompts et les plus énergiques.

Art. 8. S. M. le roi de Suède sera également invitée à accéder aux arrangemens convenus. On lui fera les mêmes communications franches et complètes, et on se concertera avec sa dite M. sur sa coopération, sur les avantages qui lui seront convenables en cas de succès, et sur son accession à la fédération germanique sur le même pied que l'Angleterre. On lui proposera également une alliance défensive permanente avec la Prusse, à l'égard des états allemands de S. M.

Art. 9. Les hautes parties contractantes s'entendront ultérieurement entre elles et avec l'Autriche, l'Angleterre et la Suède,

au cas de l'accession de ces puissances, sur les mesures qu'on pourroit prendre pour faire accéder de même la cour Danemark aux stipulations de la présente convention.

Art. 10. On s'appliquera à faire restituer au prince d'Orange et de Nassau ce qu'il a perdu en Allemagne par la guerre et à obtenir pour lui des dédommagemens qui, en vertu d'une convention dont la France a empèché l'exécution, lui sont dus en Hollande, à moins que de grands succès ne permettent le rétablissement de ce prince dans le stathoudérat des Provinces-Unies.

Art. 11. A l'égard de l'Italie, on consultera l'opinion et les désirs de l'Autriche et de l'Angleterre, avant de prendre une détermination quelconque. En attendant, l'on pose préalablement en principe qu'on tâchera d'obtenir, en faveur de L. L. M. M. les rois de Sardaigne et de Naples, ce que les circonstances permettront, et que l'on insistera, dans tous les cas, sur la séparation de la couronne d'Italie de celle de France.

Art. 12. L'indépendance et l'intégrité de la Porte-Ottomane continueront d'être un des objets essentiels des soins des hautes parties contractantes. Elles ne souffriront pas qu'il y soit porté la moindre atteinte.

Art. 13. S. M. le roi de Prusse et S. M. l'empereur de toutes les Russies s'engagent à ne faire, pendant la durée de la guerre, aucune conquête sur le continent pour leur propre compte. Les opérations militaires ne seront jamais dirigées par des vues particulières, mais uniquement pour atteindre le grand but, de forcer l'ennemi à une paix générale et solide, d'après les principes énoncés plus haut. On engagera les puissances, qui accéderont à cette convention, à se conformer à la même règle. Ce ne sera qu'à la paix qu'on s'entendra sur l'emploi des conquêtes qu'on aura pu faire sur l'ennemi et ses alliés; et, tout en ayant égard à l'intérêt particulier des puissances liguées contre la France, on les subordonnera cependant toujours au bien général et au but indiqué à l'art. 2.

Art. 14. Si, contre toute attente, l'Autriche et l'Angleterre, ou l'une de ces deux puissances, refusoient de concourir à ce but, et de joindre leurs moyens à ceux de S. M. le roi de Prusse, de S. M. l'empereur de toutes les Russies, et de S. M. le roi de Suède,

les hautes parties contractantes ne pouvant alors, à leur grand regret, se flatter de l'atteindre en entier, se réservent de se concerter ultérieurement entre elles, et avec S. M. Suédoise, sur les mesures qui leur resteront à prendre, d'après les circonstances, pour leur propre sûreté.

Art. 15. L'engagement de ne poser les armes que conjointement, et de faire cause commune jusqu'à la fin de guerre, aura lieu réciproquement entre les hautes puissances contractantes et celles qui accéderont à la présente convention. Il en sera de même des communications à se faire de tout ce qui concerne l'intérêt commun, et des négociations relatives à la paix, ainsi que du concert à établir sur les opérations militaires.

Art. 16. Afin d'entretenir les rapports nécessaires entre les généraux commandant en chefs les armées, et la partie politique, on établira auprès d'eux des bureaux de correspondance, composés d'officiers expérimentés et instruits, de la part de chaque puissance alliée, afin d'entretenir sans cesse un concert parfait et l'unité nécessaire dans les opérations, et de mieux fixer les directions dans lesquelles les généraux feront agir les armées confiées à leur commandement.

Art. 17. La présente convention sera ratifiée par les deux hautes parties contractantes, et les ratifications, ou tel autre acte qui en tiendra lieu, seront échangées dans le plus court délai possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs en ont fait faire deux exemplaires parfaitement semblables, signés de leurs mains, et y ont opposé le sceau de leurs armes.

Fait à Bartenstein, le 26. avril 1807.

Signés,

Charles-Auguste, baron de Hardenberg.

André de Budberg.

* * *

Levin August Freiherr von Benningsen, geboren zu Banteln, ohnfern Hannover, wo der immer noch riesige Mann am 3. October 1826 hochbetagt starb, Schriftsteller über den Dienst der leichten Reiterei, einer der Meuchelmörder Kaiser Pauls, Oberfeldherr 1807, dictirte in seinem durch zunehmende Erblindung ge-

schwächten Greisenalter Memoires, die nach seinem Ableben drohend heimgefodert wurden, von denen aber eine Abschrift gerettet ist. — Mit Recht klagt er in den Tagen der Bartensteiner Übereinkunft, durch die Monarchen selber und ihre vielerlei männlichen und weiblichen, feder- und degenbewehrten Rathgeber, noch mehr aber durch die Halbheit und Langsamkeit des brittischen Ministeriums, am Entsatze Danzigs und an einem günstigen Umschwung der Kriegeslage verhindert worden zu seyn. — (Lebensbilder I. 48, 50, 152, 154. d. 1. Aufl.) Nach Danzigs Fall, bei der Langsamkeit der Verstärkungen aus dem innern Rußland, bei der Verspätung der preußisch-russisch-englisch-schwedischen Diversion aus Stralsund, sey an eine energische Offensive nicht mehr zu denken gewesen. — Die Treffen bei Heilsberg und Friedland waren aufgedrungene Gefechte und selbst letzteres keine Deroute. Ungestört blieb der Übergang über den Pregel und die Vereinigung mit l'Estocq und Kamenskoy. — Benningsen wollte noch vor dem Übergang über die Memel eine dritte Schlacht annehmen. — Wenn man aber weiß, wie Napoleon seine Siege zu benützen verstand, ist es interessant, damit zu vergleichen, daß das Russenheer nur mit einem Theile bei Friedland schlug, daß es ferner ohne einen Gefangenen zu verlieren, bei Wehlau auf einer einzigen Brücke den Pregel überschritt, daß es bei Tilsit mit dem gar nicht in's Gefecht gekommenen preußisch-russischen Corps vereiniget, ebenfalls unangefochten auf einer schlechten Schiffbrücke über die Memel zog, daß Bagrations Nachhut nur schwach verfolgt und auf das erste listige Anrufen der Russen: es sey Waffenstillstand, augenblicklich condescendirt wurde, giebt sich auch ein Bild der damaligen Stimmung der Franzosen. — Alsogleich erschien Graf Perigord an den Vorposten und wurde von Benningsens und Bagrations Adjutanten herübergeschafft. An den Fersen folgte ihm Duroc, der, zuerst etwas hochfahrend, sogleich Graudenz und Colberg begehrte, aber doch in Allem nachgab. — Die Franzosen machen sich darüber lustig, wie wenig die Russen Bescheid wußten und auf die Preußen vergaßen. — Benningsen stellte Berthier zur Rede über die unverschämten, wahrhaft lächerlichen Lügen der französischen Armeebulletins, dieser aber entgegnete höchst ruhig und treuherzig: „das habe gar nichts zu sagen, die Pariser glaubten es doch und freuten sich von Herzen." — Zur Erneuerung der Feindseligkeiten hatte Benningsen bereits seinen Kriegsplan entworfen: — Preußen, Russen, Schweden und Britten sollten von Stralsund auf Berlin, sie sollten dem kleinen Krieg in Schlesien, den Insurrectionen im deutschen Norden die Hand bieten, l'Estocq an der Untermemel, längs dem Meere vordringen mit etwa 50,000 Mann, — Benningsen selbst mit 40,000 aufwärts längs der Memel marschiren, alle Reserven und auch das Corps an der Narew an sich ziehen und die Offensive wieder ergreifen. — Aber mit dem Tilsiter Friedensabschluß kam Benningsens Ungnade und der grundfalsche Buxhöwden obenauf und zur spottleichten Eroberung des unschätzbaren Finnland. — Benningsen lebte nun fünfthalb Jahre auf seinen Gütern bis nahe zum Kriegesausbruch von 1812, wo er den Besuch des Kaisers erhielt und die Einladung, wieder ein Commando zu übernehmen.

38.

1808 — 1809.

Der Erfurter Congreß. Mahnungen an die Bundesfürsten, Bayern, Baden, Sachsen.

---

a.

Der Kaiser Franz von Österreich an den Kaiser Napoleon durch den auf die Versammlung zu Erfurt abgesendeten General, Baron Vincent.

Mein Herr Bruder, mein Botschafter in Paris benachrichtiget mich, daß Eure K. Majestät sich nach Erfurt begeben zur Zusammenkunft mit dem Kaiser Alexander. Ich beeile mich diese Gelegenheit zu ergreifen, die Sie meinen Gränzen näher bringt, um Ihnen den Ausdruck der hohen Achtung und Freundschaft zu erneuern, die ich E. M. gewidmet habe. Ich sende an Sie meinen Generallieutenant, Baron Vincent, um Ihnen mein Herr Bruder die Versicherung der Unveränderlichkeit dieser Gesinnungen darzubringen. Ich schmeichle mir, daß E. M. niemals aufgehört haben, davon überzeugt zu seyn und, wenn falsche Vorstellungen über die organischen Einrichtungen, die Ich im Innern der Monarchie getroffen habe, Ihnen einen Augenblick lang, darüber Zweifel einflößen konnten, so dürften die vom Grafen Metternich Ihrem Minister gegebenen Aufschlüsse jedes Bedenken völlig zerstreut haben. Der Baron Vincent ist ebenmäßig im Falle, E. M. dieses Alles in detail zu bekräftigen und jeden ersinnlichen Aufschluß darüber zu geben. Ich erbitte ihm das nämliche Wohlwollen, mit welchem E. M. ihn in Paris und Warschau aufzunehmen so gütig waren. Die neuen Beweise, die Sie ihm davon geben, werden mir das unzweideutigste Unterpfand der gänzlichen Wechselwirkung

Ihrer Gesinnungen seyn, sie werden das Siegel drücken auf jenes völlige Vertrauen, das zur wechselseitigen Zufriedenheit nichts mehr zu wünschen übrig läßt.

Genehmigen Sie die Versicherung jener unwandelbaren Anhänglichkeit und jener hohen Achtung, womit Ich bin, mein Herr Bruder, Eurer Kaiserlich Königlichen Majestät, — guter Bruder und Freund Franz. — Preßburg am 18. September 1808.

Auf diese Zusicherung erließ Napoleon an die rheinischen Bundesfürsten Erlaubnißschreiben zur Einstellung weiterer Rüstungen, Baden aber mahnte er scharf zur Verstärkung und zur Nachschaffung des Kriegsmaterials für sein äußerst geschmolzenes Contingent in Spanien.

b.

Kaiser Napoleon an den König von Bayern. Erfurt am 12. Octbr. 1808.

Mon frère, les assurances données par la cour de Vienne que les milices étaient renvoyées chez elles, et ne seraient plus rassemblées, qu'aucun armement ne donnerait plus d'inquiétude pour les frontières de la confédération; la lettre ci-jointe que je reçois de l'empereur d'Autriche; les protestations réitérées que m'a faites M. le baron de Vincent, et, plus que cela, le commencement de l'exécution qui a déjà lieu en ce moment en Autriche, des différentes promesses qui ont été faites, me portent à vous écrire, que je crois que la tranquillité des états de la confédération n'est d'aucune manière menacée, et que V. M. est maîtresse de lever ses camps et de remettre ses troupes dans leurs quartiers de la manière qu'elle est accoutumée de la faire. Je pense qu'il est convenable que son ministre à Vienne reçoive pour instructions de tenir ce langage, que les camps seront reformés, et que les troupes de la confédération et du protecteur seront remises en situation hostile, toutes les fois que l'Autriche ferait des armemens extraordinaires et inusités; que nous voulons enfin tranquillité et sûreté etc.

c.

Napoleon an den Großherzog von Baden, d. d. Valladolid am 15. Jänner 1809.

Mon frère, ayant battu et détruit les armées espagnoles, et battu l'armée anglaise, et apprenant que l'Autriche continue ses armemens et fait des mouvemens, j'ai jugé à propos de me rendre à Paris. Je prie Votre A. R. de me faire connaître sans délai la situation de ses troupes. J'ai été satisfait de celles qu'elle m'a envoyées en Espagne; j'espère que V. A. pourra compléter à 8000 hommes les troupes qu'elle mettra en campagne; car il vaut mieux porter la guerre chez nos ennemis que de la recevoir etc.

d.

Der Kaiser Napoleon an seinen Gesandten in Dresden aus dem Hauptquartier Ingolstadt, am Vorabende der Schlachten um Regensburg und um Landshut, 19. April 1809.

Monsieur Bourgoing, j'ouvre le lettre que vous écrivez à M. de Champagny. — Le ministre d'Autriche à Dresde doit être chassé sans délai, celui de Saxe à Vienne rappelé, et la guerre déclarée. Le roi doit, je pense, *quitter Dresde pour se rapprocher du Rhin*. Je n'ai pas besoin de vous dire *que tous mes palais de France sont à sa disposition*. Toutefois, son absence de la capitale ne sera pas longue. Depuis deux jours que je suis arrivé à l'armée, tout est en mouvement. Il n'y a encore rien d'important. *Avant sept ou huit jours, il se passera des événemens qui confondront l'orgueil et l'ingratitude de l'Autriche.* — Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde.

A Ingolstadt, le 19. avril 1809.

Napoléon.

P. S. Vous remettrez la lettre ci-jointe au roi.

39.

Der Gesandte und Staatsminister von — — an sein Ministerium — — aus Prag im Mai und Juni 1813.

Prag, den 15. Mai 1813.

Ich kam am 8. d. M. mit meinem zweiten Sohne hier an, in der Absicht mich sofort nach Dresden und von da weiter zu begeben, um meine Dienste meinem Könige und meinem Vaterlande anzubieten, da wo man sie nützlich und ersprießlich finden dürfte. Die höchst übertriebenen Nachrichten von den Vortheilen, so die Franzosen bei Lützen erfochten haben sollten, hatten einige Störung in diesen Reiseplan gebracht, und das Einrücken Napoleons in Dresden hat mich nachher genöthigt, die Idee dahin zu gehen aufzugeben, und den Ausgang der ferneren Kriegs-Operationen für meine Person für's erste hier abzuwarten. Indessen schmeichle ich mir, daß dieser Aufenthalt nicht von so langer Dauer seyn wird, wie ich es im Anfang nach den ersten Nachrichten, so die Sachsen verbreitet, befürchten mußte. Hier wie allenthalben ist die Zahl der Vergrößerungs-Lustigen — Legion. Um inzwischen keine Zeit für meinen kampflustigen Sohn zu verlieren, lasse ich ihn künftigen Dienstag in's russische Hauptquartier und von da weiter zum Grafen Wallmoden abgehen. Nochmals empfehle ich ihn Ew. Excellenz Protektion zur Anstellung, da wo Sie ihn brauchen können; und zu brauchen ist der junge Mann!

Während meines Hierseyns bin ich Zeuge der kleinlichsten und wunderbarsten Umwandlung des Systems eines gekrönten Hauptes gewesen, die ich je erlebt habe. Man könnte geneigt seyn, das Betragen des Königs von Sachsen durch die große Schwäche seines Characters bei einer durch Unglücksfälle geschwächten Gesundheit etwas zu entschuldigen, wenn nicht das Abgehen des Ministers Grafen Senft vom Departement der auswärtigen Angelegenheiten auch diese Entschuldigung ihm raubte.

Der König von Sachsen konnte mit der größten Eile 1806 die preußische Allianz verlassen, wie ihm Napoleon den Besitz seiner Staaten garantirte, und machte sich kein Gewissen daraus seine alten Alliirten gleich darauf zu bekriegen. Anno 1813 drängen Rußland und Preußen die französische Armee aus Sachsen heraus. Kaiser Alexander und König Friedrich Wilhelm fordern ihn auf, das Sklaven-Joch abzuschütteln; sie waren Herren seines Landes, sie konnten es verheeren, aussaugen als Feindes-Land — sie thaten es nicht! Der König nahm ihre Einladung nicht an, sondern floh nach Regensburg. Sein Militair, seine Stände schlossen temporaire Conventionen mit den Russen und Preußen. Ungern genehmigte sie der König. Bald merkte er aber, daß ihm all sein guter Wille bei Napoleon nichts helfen würde. Statt mit Rußland und Preußen gemeinschaftlich für die Befreiung Deutschlands zu kämpfen, nahm er die Parthie sich an Österreich anzuschließen, und eine Art von Neutralität einzugehen, die sein Land nicht von den Kriegsdrangsalen befreiete, indessen demselben viele Schonung von Seiten Rußlands und Preußens bewirkte. Freilich war den alliirten Mächten wenig mit dieser Neutralität gedient, indessen ging man dieselbe um des Volkes willen ein, und so schwach dieses Machwerk auch seyn mochte, so wäre man doch noch zufrieden gewesen, wenn der König dieses Werk des Ministers Grafen Senft aufrecht erhalten hätte. Freunde der guten Sache wollten in diesem Werke den Hang dieses Ministers für Frankreich sein Kabinet erblicken, und schrieen laut gegen den Minister, weil man sich mit Recht vom König von Sachsen ein Besseres versprach. Man glaubte der König würde thätigen Antheil genommen haben, wenn nicht der Minister Senft zu diesem Palliative gerathen hätte. Die Flucht des Königs von Sachsen von Regensburg nach Linz, die Ängstlichkeit für seine Schätze, seine wohl nicht ungegründete Besorgniß, unterwegs aufgefangen zu werden, ließen es vermuthen, daß der König höchst unzufrieden mit Napoleon seyn müsse, und daß er nur durch den Minister Senft zu diesem nichts sagenden System gebracht worden sey. Selbst der französische Minister Serra kam erst spät in Prag wieder zum Könige, und wie das Anschließen des Königs an Österreich immer ruchbarer ward, so glaubte man, daß man von dieser erbärmlichen Senfter Neutralität bald zu einer thätigern Mitwirkung übergehen würde. Aber wie sehr hat man sich in seinen Erwartungen betrogen! Diese schwache Neutralitäts-Maaßregel war noch zu kräftig

für den immer in Thränen gebadeten und in Sorgen und Ängsten versunkenen König. Letztens hatte der Monarch Krämpfe aus Angst bekommen und mußte vom Tische aufstehen. Senft kannte ihn zu gut, und konnte daher nur dieses Mittel anwenden. Wie nun die Nachrichten von der Bataille bei Lützen am 1. und 2. hier ankamen, so drang Serra jetzt in einem starken Tone in den König und forderte unbedingten Beitritt zur alten Allianz und Hülfsleistung. Nach langen Conferenzen und wie die französische Parthie an diesem Hofe wieder bald den Kopf erhob, entschloß sich der König am 8. d. des Abends dem arrangemens mit Österreich zu entsagen und sich ganz wieder in die Arme Frankreichs zu werfen. Nur wollte man noch einige Tage hier verweilen, um mit Ruhe nach Dresden abzureisen. Aber auch diese Ruhe ward dem schwachen Monarchen, dem man vorher französischer Seits noch etwas geschmeichelt hatte, um ihn zu verhindern, sich nicht in die Arme der Alliirten zu werfen, nicht gegönnt. Denn kaum war Napoleon den 8. des Abends in Dresden eingerückt, als schon am Sonntag Abends der Befehl kam, sofort sich mit dem ganzen Hofe nach Dresden zu begeben, alle seine Truppen aus Böhmen zur französischen Armee abgehen zu lassen, und 2 Millionen Gulden (oder Thaler) wahrscheinlich als Strafe für den Versuch einer zu ergreifenden halben Neutralität — zu zahlen. (Die Strafe ist bereits berichtigt worden.) Der König gehorchte sogleich. Um 4 Uhr des Morgens waren die Wagen schon bereit, und nach mehreren Conferenzen fuhr der König nach 8 Uhr Morgens den Montag nach Töplitz ab, um von da sobald die Route ganz sicher wäre, sich nach Dresden zu begeben. Die Königin mit der Prinzessin Auguste nebst allen übrigen Prinzen und Prinzessinnen sind noch hier und es scheint nicht, als ob sie so bald Prag verlassen werden, weil sie sich noch gar nicht sicher in Dresden halten. Die Adjutantur nebst den Ministeriis und dem zur Person des Königs allein gehörigen Personal sind nur allein mit dem König abgegangen. Graf Senft, der doch noch Charakter genug hatte, nicht geduldig zuzusehen, wie sein eigenes Werk so niedrig verworfen worden, auch wohl wissen konnte, daß nunmehro der König bloßes passives Instrument in den Händen Frankreichs seyn würde, nahm am 8. Abends seine Dimission, und begiebt sich, um sich ganz loszureißen vor's erste nach Grätz in Steiermark. Die Bitten der Königin und eines großen Theils des Hofes konnten ihn nicht bewegen, von diesem Entschlusse

abzugehen. Ich verharre mit der uneingeschränktesten Hochachtung und wärmsten Anhänglichkeit

Ew. Excellenz

ganz gehorsamster Diener

F. v. — — —

Prag, den 20. Mai 1813.

Da der churhessische Legations-Rath von Lepel in's alliirte Hauptquartier als Courier sich noch heute begiebt, so habe ich diese Gelegenheit wahrgenommen, Ew. Excellenz auf eine sichere Weise einige hier gesammelte interessante Notizen mitzutheilen. Die Königin von Sachsen wagte es wegen der bedenklichen Lage von Dresden nicht, mit dem übrigen sächsischen Hofe und den Prinzen und Prinzessinnen sogleich dem Könige zu folgen, und itzt würden sie wohl noch alle anstehen es zu thun, wenn nicht Napoleon so sehr auf ihre Rückkehr und die Wiederherbeischaffung der Schätze dränge, und auch die Furcht bei den Sachsen einträte, daß bei einem etwa möglich schleunigen Losbrechen Österreichs ihre Rückkehr Schwierigkeiten leiden dürfte. Wahrscheinlich hält es Napoleon nach den gemachten Erfahrungen auch nicht für rathsam, den sächsischen Hof länger einer andern Obhut als seiner eignen anzuvertrauen, wo er denn nach Maaßgabe der eingetretenen Umstände ihn von einem Orte zum andern abführen kann. Die Königin nebst der Prinzessin Auguste sind demnach heute abgereiset, die übrigen Herrschaften gehen morgen ab, und vorgestern ist der übrige Theil der Geldwägen vorausgegangen.

Die Besorgniß der Sachsen wegen eines baldigen Bruches Österreichs mit Frankreich — wenn ich gleich denselben noch nicht verbürgen möchte — hat in diesen Tagen dadurch einige Wahrscheinlichkeit erhalten, daß alle russische Größen so in Töplitz etablirt waren, wie der Gen. Kanikoff, Frau von Alopäus, die Gemahlin des russischen Minister Grafen Nesselrode, der Fürst Bariatinsky und seine Gemahlin, der Fürst Wolkonskoy durch einen Courier, so der Graf Nesselrode und Hr. von Alopäus aus dem russischen Hauptquartier abgeschickt hatten, avertirt worden waren, daß Napoleon wohl einen Coup de main auf Töplitz ausführen, und sie sämmtlich entführen lassen könnte. Dieser Weisung zu Folge haben sie sich alle hieher geflüchtet. Das schleunige Marschiren

der österreichischen Truppen, was zu eben der Zeit eingetreten ist, gegen Sachsen und Bayern zu — sie kommen fast alle zu Theresienstadt und im Berauner und Pilsner Kreise zu stehen — geben dieser Meinung noch einiges Gewicht mehr. Gestern kam das Regiment Wenzel Colloredo Inf. aus Polen hier durch, heute rückt Kaiser Cuirassier und übermorgen das Regiment Kaunitz Inf. und Kaiser Chevaux légers hier ein. Graf Bubna ist gestern um Mittag von seiner Mission zu Napoleon von Dresden, wo er nur 30 Stunden verweilt hat, zurückgekommen, und ist um 5 Uhr Abends gleich weiter nach Wien gereiset. Graf Stadion ist noch immer in Görlitz; dies giebt gleichfalls der Meinung des baldigen Losbrechens Österreichs einige Wahrscheinlichkeit.

Österreich hat bisher durch sein Zögern unendlich viel geschadet. Vielleicht hat es selbst zu dem so schwankenden Betragen Sachsens beigetragen. Dadurch mag es auch veranlaßt worden seyn, ruhig zuzusehen, wie der König von Sachsen, ohne Österreich zu fragen, mit Mannschaft, Schätzen, Wehr und Waffen und für seine Person aus Böhmen, wo er Schutz gesuchet und gefunden, zu gehen, und so ganz einseitig alle seine eingegangenen Verbindungen aufzuheben, ungestört vollbracht hat.

Wenn er nicht diese Neutralitäts-Convention mit Österreich eingegangen wäre, so hätte er sich in die Arme Rußlands werfen müssen, und man hätte Torgau, seine Armee und alle seine Streitkräfte auf unserer Seite gehabt, und wir wären itzt höchst wahrscheinlich über den Thüringer-Wald hinaus, statt daß wir itzt um den Besitz von Dresden kämpfen müssen, und Torgau nebst der sehr reichen Armee den Franzosen verbleibt.

Mit der ehrerbietigsten Hochachtung und wärmsten Anhänglichkeit habe ich die Ehre zu verharren

Ew. Excellenz

ganz gehorsamster Diener

F. v. — — —

Wahrscheinliche Stärke der französischen Armeen zwischen der Elbe und Rhein aus guten authentischen Quellen gezogen.

1) Nach den Frankfurter Quartierslisten sind vom 1. Januar bis den 13. April durch Frankfurt passirt — 106,776 Mann, worunter keine 2000 Mann Cavallerie waren, da sie aber immer stärker an-

gegeben werden, als sie wirklich sind, und ein Handel mit den Quartier-Billets getrieben wird, so kann man dreist ¼ abziehen, und wäre die wahre Stärke . . . . 85,000 M.

2) Erwartete man aus Spanien über Landau und Metz 1,600 = Cav. und 3,500 = Inf.

3) Die durch Wesel passirten Truppen betragen nach allen Nachrichten nur ein Drittheil der durch Frankfurt instradirten Truppen also . . . . . 30,000 M. worunter circa 3000 M. Cavallerie.

4) Aus Italien incl. Illyrien, worunter circa 3000 Mann Cav. . . . . 30,700 M.

5) Rheinbunds-Truppen

a) Bayern	7,000	M.	Inf.	600	Cav.	
b) Würtemberg	1,200	=	=	—	=	
c) Westphalen	6,000	=	=	1200	=	
d) Frankfurt	1,200	=	=	—	=	
e) Landau	2,200	=	=	800	=	
f) Hessen	2,500	=	=	500	=	
g) Würzburg	2,000	=	=	—	=	
	23,000	M.	Inf.	3100	Cav.	26,100 M.

6) Rest der aus der vorigen Campagne noch übrigen französischen Truppen, außer den in den Festungen befindlichen circa 10,000 M. Inf. und 2000 M. Cavallerie 12,000 =

Summa 188,900 M.

Diese Summe von 188,000 Mann stimmt auch ziemlich mit den von den Franzosen selbst nach der Schlacht bei Lützen publicirten Angaben überein.

Stärke der neuen österreichischen Observations-Armee in Böhmen aus guten Nachrichten gezogen.

20 Regimenter Infanterie jedes 2540 Köpfe 50,800 Mann.
6 Bataillons Grenadiere . . . . 4,800 =
76 Escadrons Cavallerie à 140 Pferde . . 10,640 =

Summa 66,240 Mann
Inf. und Cavallerie.

150 Kanonen nebst der gehörigen Mannschaft an Artilleristen, Mineurs, Sapeurs rc.

Commandirender General
Feldmarschall Fürst Schwarzenberg.
Gen. Quartiermeister Radezky.

Prag, den 31. Mai 1813.

In dem Momente, wo Österreich in diesem Kriege den Ausschlag geben könnte, wo Napoleon nach der Stellung der alliirten Armee und der auf den Grenzen der Lausitz und Sachsens stehenden österreichischen Heerhaufen vollkommen eingeschlossen und seine Armee vernichtet werden könnte; — in dem Momente, wo nach der Versicherung des Baron vom Stein, (der am 28. auf acht Tage, um zur Herstellung seiner höchst geschwächten Gesundheit, Schwefelbäder zu brauchen, zu seiner Gemahlin hither gekommen ist) 25,000 M. österr. Infanterie hinreichen würden, um das Gleichgewicht herzustellen, welches die supériorité numérique de l'Infanterie française (ein Ausdruck des Grafen Stadion) den Alliirten geraubt, und Napoleon über Rhein zu jagen, fragt man sich: warum Österreich noch immer zaudert, warum es noch immer ansteht, loszubrechen?

Die Versicherungen so Rußland und Preußen von Österreich erhalten, das Benehmen des Grafen Stadion im russischen Hauptquartier, (so wahr und offen) sind von der Art, daß der Staats-Kanzler Baron Hardenberg und die russischen Ministers es übel nehmen, wenn man nur einen Augenblick an der wirklichen Theilnahme Österreichs zweifelt, und dennoch sind der Zweifler gar viele, und eine gewisse Lauigkeit in den kriegerischen Vorkehrungen, das ewige Zögern, das ewige Hin- und Herreisen des Grafen Bubna in's Hauptquartier Napoleons und gerade noch am 26. d., wo man nicht mehr glaubte, daß noch eine Sendung zu Napoleon Statt finden würde, das ewige Aufschieben der Ankunft des commandirenden Generals Fürsten Schwarzenberg — der endlich gestern angekommen — erregen Zweifel und Besorgnisse. Wenn von Seiten der Alliirten Siege erfochten wären, ja dann stände Österreich gewiß schon im Felde, und nähme Theil an der allgemeinen Jagd. Aber so glauben in Wien einige noch immer, daß Napoleon durch Abtretung

einiger Stücke von Bayern, Illyrien und Italien, Österreichs Neutralität, ja seinen Bund erkaufen könnte, und dieses soll nach mehreren Ansichten der wahre Zweck der Sendungen des Grafen Bubna zu Napoleon seyn?? — Schwerlich dürfte dieser aber in dieses Project hineingehen, und dann hat Österreich schon zu lange gezögert. Es ist Schuld, daß Rußland und vorzüglich Preußen schon so manche Tausende ihrer besten Krieger geopfert; vielleicht mit Schuld an dem schwachen, nicht zu verzeihenden Benehmen des Königs von Sachsen, und hat doch den Haß Napoleons durch die augenscheinlichsten Begünstigungen Rußlands auf sich geladen. — Das auf Privat-Rache wahrscheinlich gegründete Benehmen des österreichischen Kabinets gegen einen öffentlich anerkannten legitimirten königl. brittischen diplomatischen Agenten Hrn. Alexander Horne, wie gegen King, — welches nie zu rechtfertigen ist — vermehret bei manchem die vorhin geäußerten Besorgnisse. Seit dem 19. d. ist zwar die ganze Armee in Böhmen auf dem Kriegsfuße, die dritten Bataillons sind gleichfalls komplettirt, so daß die Armee wohl vollkommen 90,000 Mann stark seyn dürfte, die Regimenter werden gegen den 4. Juni an der Grenze stehen, die Festungen Josephstadt und Theresienstadt sind gegen den 10. Juni verproviantirt u. s. w., alles dieses ist anscheinend gut, aber man könnte bestimmtere Determinationen des Losbrechens an den Tag legen, was der Stimmung in Deutschland sehr vortheilhaft gewesen wäre, und man könnte und müßte früher losschlagen und keinen Besorgnissen Raum geben. Da ich eine sichere Gelegenheit habe, diesen Bericht zu befördern, so habe ich in Ermangelung einer Chiffre es gewagt, denselben en clair aufzusetzen. Wenn ich denselben hätte der Post anvertrauen müssen, so hätte ich die Absendung desselben ganz unterlassen.

Mit der ehrerbietigsten Hochachtung verharre ich

Ew. Excellenz

ganz gehorsamster Diener

F. v. — — —

Prag, den 11. Juni 1813.

Ich kann nicht umhin zu bemerken, daß noch manches in dem ganzen Neutralitätsbetragen der Österreicher liegt, welches zu den wunderlichsten Deutungen Anlaß giebt, und Mißtrauen bei den alliirten Mächten nothwendig erregen muß. So haben sie das Corps Posten, welches über

Salzburg zu den Franzosen erst stoßen sollte, auf Requisition Bonapartes gleich nach der Bataille bei Bautzen über Benatek und Zittau nach der Lausitz marschiren lassen, wodurch dieses Corps, wenn es gleich nur höchstens 6000 Mann stark ist, offenbar 5 Wochen früher den Franzosen nützliche Dienste leisten kann; ferner haben sie weder den König und die Königin von Sachsen, noch seine Truppen und seine Schätze aufgehalten, wozu sie um so mehr berechtiget waren, da er so treulos die eingegangenen Verbindlichkeiten gegen Rußland aufgehoben und Österreich so sehr compromittirt hatte, war den Alliirten schon ein Schaden erwachsen, also konnten diese um so mehr erwarten, daß Österreich, da es die Macht in Händen hatte, wenigstens darauf bestehen würde, daß Sachsen dieser Neutralität treu bliebe, und nicht zugeben, daß es mit allen seinen Truppen und Schätzen wieder zu ihren Feinden überginge.

In meinem Berichte Nro. 3. habe ich dem Minister Grafen Senft zu viel Ehre erwiesen, wenn ich angenommen, daß er selbst seine Dimission verlangt, weil er sich geschämt, daß der König von Sachsen seine eingegangene Neutralitäts-Convention nicht gehalten. Nein! Napoleon, dessen Creatur er war, und auf dessen Gunst Graf Senft so stolz war, daß er beinahe lächerlich dadurch geworden, hat es ihm nie verziehen, daß sein Geschöpf nur eine Linie breit sich von seinen Verpflichtungen gegen ihn, Napoleon, entfernt hat, und er hat seine Entlassung deshalb ausdrücklich vom Könige verlangt. Graf Senft nagt nun am Kummertuche über den Verlust der Gunst des von ihm so hoch verehrten Mannes.

F. v. — — —

Prag, den 11. Juni 1813.

Die dumpfe Stille, so der Waffenstillstand vom 3. und 4. Juni hier hervorgebracht, das Verschwinden so mancher frohen Hoffnungen in ihrer schönsten Blüthe, die Überzeugung, die sich wenigstens aller kleinmüthigen Menschen bemächtiget hat, man könne und werde nicht Napoleon aus Italien und Deutschland vertreiben, und so werde ihm auf immer die so sehr gefürchtete Präpotenz verbleiben, kann nur mit der Angst und Besorgniß verglichen werden, die jetzt alle weitersehende Österreicher ergriffen hat. Sie können es sich nicht verhehlen, daß ihr ewiges Zaudern, die Langsamkeit in ihren Rüstungen allein diesen verhängnißvollen Waf-

fenstillstand herbeigeführt haben. Alle Nachrichten, die von allen Ecken und Orten eintreffen, können nicht genug die Tapferkeit und Gewandtheit im Fechten der alliirten Armee und vorzüglich der Preußen rühmen. — Geschlagen wurden sie nie, vielmehr haben sie immer die Franzosen geschlagen, aber ausmanoeuvrirt wurden sie aus ihren besten Positionen, weil sie stets 30 bis 40,000 Mann zu wenig Infanterie gegen die Franzosen aufzustellen vermochten, und bei den unerhörten Anstrengungen, die sie, um sich zu behaupten, anwenden mußten, verloren sie doch viele Mannschaft, welche sie bei der Weite der Distanzen und bei dem langsamen Marschiren der Russen nicht so schnell wie Napoleon ersetzen können. Wahr ist es, daß dieser in allen Gefechten so entsetzlich verloren, daß ihm dieses auch wahrscheinlich zur Schließung des Waffenstillstandes bestimmt hat, um seine so nöthigen Verstärkungen an sich ziehen zu können, allein das Gleichgewicht in der Infanterie, welche das Überflügeln verhindern könnte, war nur durch eine Beihülfe von 30 bis 40,000 Mann österreichischer Infanterie herzustellen, und bei der Langsamkeit der österreichischen Rüstungen konnten diese vor Ende dieses Monats nicht zu den Alliirten stoßen. Also war dieser Waffenstillstand von Seiten der Alliirten ein offenbar Werk der Noth des Moments, den Österreichs Langsamkeit herbeigeführt hat, und der noch so gut ausgefallen ist, daß man daraus mit Recht auf den Verlust der Franzosen schließen kann, weil sonst gewiß Napoleon härtere Bedingungen vorgeschrieben haben würde. Vernünftige Österreicher sehen dieses auch recht gut ein, und klagen selbst ihr Kabinet an, daß es sechs Wochen zu spät zu armiren angefangen; sie beeilen nunmehr auch, wie ich schon am 5. dieses angezeiget habe, außerordentlich ihre Bewaffnungen, und seit der Bekanntwerdung des Waffenstillstandes ist dieser Eifer nicht allein verdoppelt, sondern wird sogar die Aufbietung aller Streitkräfte sehr vermehrt. Aus der zuverlässigsten Quelle hier in ganz Prag weiß ich es selbst, daß die österreichische Armee auf dem Papiere 400,000 Mann, gewiß aber im Felde 300,000 Mann stark seyn wird.

Der Obrist-Burggraf Graf Kollowrath, der am 6. dieses von Gitschin, wohin er zu seinem Monarchen gereiset, zurückgekommen ist, hat den Auftrag erhalten, auf das schleunigste für Böhmen und Mähren 65,000 Mann Landwehr zu organisiren. Diese werden in 60 Bataillonen, die in allem 54,000 Mann Infanterie liefern, formirt, die übrigen 11,000 Mann bleiben als Ersatz-Mannschaft en réserve. Von diesen 60 Bat.

werden gleich 40 Bat. oder 36,000 Mann marschfertig gemacht, und diesesmal jedem Linien-Infanterie-Regimente 2 Bat. Landwehr zugegeben und incorporirt, die übrigen 60 Bat. bleiben zum Garnison-Dienste und Exerciren der Ersatz-Mannschaft im Lande. Durch diese Operation erhält die böhmische Armee allein eine Augmentation von 36,000 Mann Infanterie ohne die Zahl der Regimenter zu vermehren. Diese würden also incl. der bereits auf dem Feldfuße stehenden Reserven nunmehr mit 5 Bat. ausrücken. Man behauptet, daß das erste Bat. Landwehr bei jedem Regimente Ende Juni so wie die übrigen Truppen auszumarschiren vermöchte. Nach der bisherigen Langsamkeit der österreichischen Armirungen zu schließen und bei dem großen Mangel an Montirungs- und Armatur-Stücken, der in einigen Partieen zu herrschen scheint, sollte man dieses fast zu bezweifeln geneigt seyn, wenn man aber sieht, wie Preußen Alles so schnell in Stand gebracht, so ist die Sache wohl möglich zu machen, sobald man nur ernstlich will, und jetzt scheint die Angst Österreich dazu zu treiben. Die lange Dauer des Waffenstillstandes hat, wie ich weiß, den Kaiser von Österreich sehr erschreckt, und fürchtet er gar nichts ängstlicher als einen Particular-Frieden zwischen Frankreich, Rußland und Preußen, nach welchem die ganze Rache Napoleons Österreich treffen würde.

„Le beau Père nous le paiera" — rufen die französischen Officiere den Österreichern schon zu. Ihm sollte eigentlich also selbst sehr an der Fortsetzung des Krieges und zwar mit vereinten Kräften gelegen seyn, wozu es dann thätig mitwirken muß. Thut dieses Österreich, erhält Rußland die erwarteten Verstärkungen, so können die alliirten Mächte mit 600,000 Mann gegen Napoleon auftreten, und dann läßt sich noch eine Befreiung Deutschlands hoffen. Mit der ehrerbietigsten Hochachtung verharre ich:

Ew. Excellenz

ganz gehorsamster Diener

F. v. — — —

40.

Briefe und Briefconcepte der Minister vom Stein und Grafen Münster.

Den 6. October 1811.

Ew. rc. danke ich für Dero gütiges Schreiben, — sollten Ereignisse eintreten, die vielleicht jetzt weniger besorgt werden dürfen, so erwartet mich dort wenigstens Sicherheit, wenn auch keine andere Hülfe; vielleicht eröffnet sich in dem Gewirre, dem wir entgegensehen, der Weg, der zum Lande des ewigen Friedens führt.

Das Ganze beruht hier auf roher Kraft und dem Druck jeder Art, sein Bemühen ist nicht „das Kaiserthum denen Nationen einzuzaubern," wie es das fünfzigjährige Bestreben Augustus war, er läßt vielmehr keine Gelegenheit unbenutzt, um durch höhnenden Übermuth, durch rauhe Formen, durch Kränkung jedes edlen Gefühls und Störung jedes Zwecks des Eigennutzes, den Druck des durch ihn herbeigeführten Zustandes unerträglich zu machen. Diese Handlungsweise wirkt wohlthätig, sie erhält in dem Menschen einen regen Unwillen, ein Streben nach dem Zerbrechen der Fesseln, und verhindert das Versinken in den Todesschlaf.

Dieser allgemeine Unwille hat aber auch in Deutschland die Bande, die den Unterthanen an den Fürsten knüpfen, gelöst, — er sieht in ihnen entweder feige Flüchtlinge, die nur für ihre Erhaltung besorgt, sich durch die Flucht retteten, taub gegen die Forderungen der Ehre und Pflicht, oder betitelte Sklaven und Untervögte, die mit dem Gut und Blut ihrer Unterthanen eine hinfällige Existenz erbetteln. Daher entsteht der allgemeine Wunsch nach einer Verfassung, auf Einheit, Kraft, Nationalität gegründet, jeder große Mann, der sie herzustellen fähig wäre, würde der Nation, die sich von den Mittelmächten abgewendet hat, willkommen seyn. Die Individualität der Fürstenhäuser selbst ist herabgesunken, durchaus herrscht in ihnen Erbärmlichkeit, Schwäche, niederträchtige, kriechende Selbstsucht.

Was soll aber die Stelle des Alten ersetzen? Könnte ich einen Zustand wieder herzaubern, unter dem Deutschland in höchster Kraft blühte, so wäre es der unter unsern grossen Kaisern des 10—13. Jahrhunderts, welche die deutsche Verfassung durch ihren Wink zusammenhielten und vielen fremden Völkern Schutz und Gesetze gaben.

Läßt sich aber ein solcher Zustand erwarten? Hat nicht Religion, Sprache, Verschiedenheit im Zustand der Civilisation, Temperament eine unglückliche Spaltung verursacht? Läßt sich diese heben? Aber gesetzt, der alte deutsche Staatenbund unter einem gemeinschaftlichen Oberhaupt würde wieder hergestellt, soll das auf den Bahnen des westphälischen Friedens geschehen, eines Gesetzes, das fremde Übermacht, unterstützt durch Factionsgeist, Deutschland aufdrang, um das Band, das es umschlang, zu lösen, und der Zwietracht und der Selbstsucht freies Spiel zu lassen? — muß nicht das Bundesverhältniß fester geschlossen, und das kindische Puissanziren der einzelnen Theile aufhören?

Diese Fragen sind freilich zu voreilig, die Ereignisse, denen wir entgegengehen, können vor das erste nur vorbereiten, sie können, wenn sie mit Weisheit und Kraft geleitet werden, die Beförderung des baltischen Meeres bis an die Elbe bewirken und Rußland einen Kreis verschaffen, in dem es sich wieder frei bewegen kann und wodurch es aufhört sein eigenes Interesse und das Interesse von Europa aus Rücksicht auf die Eingebung der Furcht und Weichheit seines — zu vergessen. Die Befreiung von Deutschland aber wird man ohne Österreichs Mitwirkung nicht erreichen, da dieses allein durch Streitkräfte und Einfluß auf das südliche Deutschland zu wirken im Stande ist, dessen Bewohner Regsamkeit genug haben, um sich über die Berechnungen der Selbstsucht zu erheben und durch Gefühle hinreißen zu lassen. Österreichs Heer ist aber jetzt desorganisirt, und es sind wenigstens sechs Monate zu seiner Wiederherstellung erforderlich. Auf freiwillige, plötzliche, ausgebreitete, zugleich ausbrechende Insurrectionen kann man bei dem Phlegma der nördlichen Deutschen, der Weichlichkeit der oberen Stände, dem Miethlingsgeist der öffentlichen Beamten nicht rechnen, — man wird vielmehr, wenn das unter dem Schutz einer Armee geschehen kann, Volksbewaffnung, Bildung von Landwehr-Bataillons, Rekrutenstellung befehlen und den Adel mit Degradation, den Beamten mit Todtschießen, wenn sie Lauigkeit und Schlaffheit beweisen, bestrafen müssen.

Die Theilnahme des Herzogs von Braunschweig wird dem Feldzuge wohlthätig werden, da er die Gemüther der Menschen durch seinen kühnen Zug von den Grenzen Böhmens bis an die Wesermündungen ergriffen hat.

Mit gewöhnlichen Mitteln und gewöhnlichen Streitkräften kann der Krieg, wenn er einen glücklichen Erfolg haben soll, nicht unternommen werden. Die russische Armee muß immer 300,000, die preußische 80,000 stark gehalten werden, welches nach der bekannten Bevölkerung möglich ist, da von einer Million Seelen 20,000 mit Anhalten im Feld aufgestellt werden können.

Ohne Papiergeld lassen sich aber diese Streitkräfte nicht erhalten noch bedingen und ohne Requisition — denn Metallgeld fehlt, Rußland hat keines, Preußen ist verarmt, Anleihen sind bei dem gegenwärtigen Zustand von Europa unmöglich, wo dessen Capitalien täglich zerstört werden, Bildung neuer unmöglich ist, wo aller Seehandel vernichtet und die Insurrection in Südamerika die Gewinnung edler Metalle verhindert. Rußland muß also mit seinen Bankonoten Krieg führen, — für Preußen bleibt nichts übrig als mit England sich wegen Zahlung von Subsidien in Banknoten zu vereinigen und diesen die Eigenschaften des baaren Geldes beizulegen.

Bei der Verbindung Englands mit dem festen Lande kömmt es sehr auf die Individualität des Mannes an, den es zu seinem diplomatischen Agenten wählt; — keinen Weichling, Routinier, sondern geistvolle, kräftige, kühne, im Denken und Handeln geübte Männer, — als solche wurden Mr. Adair, Pozzo di Borgo angesehen.

Mit Menschen, Waffen und Papier in Überfluß, mit unerschütterlicher Beharrlichkeit, die jeder Gefahr trotzt, jedes Leiden duldet, und mit dem Schutz der Vorsehung wird es vielleicht gelingen, die schändlichen Sklavenfesseln zu zertrümmern.

Empfangen Ew. ꝛc. die Versicherung meiner ausgezeichneten Hochachtung ꝛc. Stein.

Petersburg, den 7. November 1812.

Mein Schreiben vom 2. Novbr. wird hoffentlich Ew. ꝛc. zugekommen seyn; der Überbringer des gegenwärtigen ist der preußische General-

Lieutenant von Pfuhl, der mit Genehmigung des Kaisers und mit Beibehaltung seines Gehalts nach England geht.

Alles was das Geschichtliche dieses Mannes anbetrifft, übergehe ich, da es Ew. 2c. bekannt ist, und er sich über Alles was ihn betrifft, mit der größten Freimüthigkeit und Redlichkeit äußern wird, wenn Sie ihm dazu Veranlassung geben.

Sein Campagneplan, so wie er unter denen vom Cabinet herbeigeführten Bedingungen möglich war, ist Ihnen bekannt. Er rechtfertigt sich durch das eigene, wahre Urtheil des Kaisers, es unterscheide sich der in diesem Augenblick mit Erfolg ausgeführte von dem von Pfuhl vorgeschlagenen nur darin, daß der Schauplatz des letzteren die Düna und Lithauen haben seyn sollen, da der Schauplatz des ersteren die Aschenhaufen von Moskau und dessen verwüstete Umgebungen sey. Pfuhl war seit 1807 der militairische Gewissensdirector des Kaisers, er las ihm ein Collegium über die Kriegswissenschaften und analysirte mit ihm 21 Feldzüge Friedrichs des Großen und des Marschalls von Luxemburg. Sein Campagneplan ward stückweise und fragmentarisch und geistlos ausgeführt, und in dem Augenblick, wo er sich entwickeln sollte, ganz aufgegeben; eine starke militairische und Hofkabale zwang den Kaiser zu dieser Abänderung, zur Entfernung von Pfuhl, — der nun aus dem handelnden Leben zurücktrat, begleitet von dem lauten Tadel des russischen Publikums.

Er besitzt einen kräftigen Verstand, Tiefsinn, großen Fleiß und eine gründliche Kenntniß der Kriegswissenschaften. Sein Character ist ehrlich, ernsthaft, fast in sich verschlossen, er ist der Anhänglichkeit und Freundschaft fähig. Er ist mehr zum Denken und Ersinnen, als zum Handeln geeignet, weil er in sich selbst zurückgezogen, das Talent nicht hat, Menschen an sich zu ziehen, die Mittelmäßigkeit, der er unverständlich ist, durch Stillschweigen oder Spott beleidigt und demüthigt.

Dem Inhalt meines vorigen Schreibens füge ich noch folgende Bemerkungen hinzu. Die Parthei, welche Vergrößerungsplane hegt, wird durch alle Polen verstärkt. Sie wünschen Polen wieder herzustellen, als ein zwar unirtes, aber eine eigene Constitution besitzendes Reich. — Die den bedeutendsten Einfluß habenden anwesenden Polen sind: Adam Czartoriský, Oginský, Sapieha, Lubomirský, der Schwiegersohn des Hofmarschalls Tolstoy, dieser Letztere unterstützt die polnischen Ideen; auch Armfeld, mit dem ich übrigens mich ganz gut vertrage, tripotirt

mit seiner Langsamkeit, Pfiffigkeit, Oberflächlichkeit in allem diesem mit und kocht und siedet in seinen 77 Töpfen politische, militairische, finanzielle, europäische, finnische und lappländische Angelegenheiten.

Es frägt sich aber, ist eine solche Wiederherstellung Polens dem wahren Interesse Rußlands und dem der übrigen Mächte Europas angemessen? Angenommen, das wiedererstandene Polen erhalte von Rußland eine Constitution, so wird sie von den Beherrschern Rußlands entweder geachtet oder nicht; im letzteren Fall bildet und unterhält sich ein Geist des Mißvergnügens, der neue Beweggründe in den Beeinträchtigungen auffindet, um sich zu widerstreben, sich loszureißen und unabhängig zu werden, es wird ferner wahrscheinlich, daß er eintreten werde, weil Machthaber eines diplomatischen Staates es leichter finden zu gebieten, durchzugreifen, als zu influenciren und selbst gezogene Grenzlinien zu beobachten. Kömmt die Constitution in Thätigkeit, so wird sich in diesem Lande, welches durch die ad 1772 gezogenen Grenzen, den Dnieper und die Düna bestimmt wird, ein constitutioneller, republikanischer Geist bilden, der den russischen Despotismus verschlingt oder von ihm verschlungen wird.

Ist aber endlich ein Volk, das aus Edelleuten, Juden und tiefgebeugten Leibeigenen besteht, zum Genuß einer vernünftigen Freiheit fähig, nachdem eine zweihundertjährige Anarchie es durchaus verwildert hat?

Wie verhält sich aber die Wiederherstellung von Polen und dessen Union mit Rußland zu dem großen Interesse von England, Österreich und Deutschland? — Diese Frage läßt sich leicht beantworten, wenn man erwägt, daß alsdann die Weichsel und die Oder ohngefähr von Cüstrin aus Rußlands Grenzen seyn werden, daß die bedeutendsten Häfen und Flußmündungen des baltischen Meeres in dessen Besitz kommen, daß die polnische Grenze Ungarn, Schlesien, Pommern, Neumark umfaßt, und daß sie das Herz von Deutschland bedroht, — es ist überflüssig bei der Entwicklung dieser Idee und ihrer ungeheueren Folgen stehen zu bleiben.

England kann, besonders in Verbindung mit Österreich diesen wilden Planen Grenzen setzen durch bestimmte, feste Erklärungen, welche durch einen gescheuten und kräftigen Mann abgegeben werden.

Die Idee der Polen-Union ist eigentlich nicht die der Mehrheit der Russen, diese verachten die Polen, hassen sie wegen ihrer Wandelbarkeit und Untreue, wünschen aber die Weichsel zur Grenze. — Auch dieses würde aus den oben angeführten Gründen Österreich, England und Deutsch-

land nachtheilig seyn, Ost- und Westpreußen gingen verloren, 1,500,000 Deutsche würden russisch, Ungarn wäre umfaßt bis an den Quell der Weichsel, die sie ganz und Schlesien bedroht.

Da man keine bestimmte Erklärung wegen der deutschen Legion aus England erhält, so muß man jetzt wegen Geldmangel die Vergrößerung nur langsam betreiben, — unterdessen sagt mir heute der Kaiser, General Witgenstein habe bei seiner Armee 600 Westphälinger, die mit Waffen und Fahne übergegangen. — Wäre bei Kutusows Armee Menschenverstand statt Russizismus, so ginge die Auswanderung gewiß im Großen, — unterdeß können wir auf 20,000 deutsche Gefangene bereits rechnen, die rasch gewaffnet und gekleidet werden können, wenn alles Erforderliche dazu da ist.

Noch ist W. nicht angekommen.

Mit den Gesinnungen der ausgezeichnetsten Hochachtung verbleibe ich Eurer Excellenz ꝛc.

v. Stein.

Daß der brave Dörenberg, nach der Witgensteinschen Armee den 4. m. c. abgegangen ist, wird er Ihnen geschrieben haben.

Berichtsauszüge an das großbritannische Ministerium Staatssecretariat des Äußern.

Colberg, am 5. October 1811.

Zusammenkunft in Neustadt Eberswalde zwischen Dörenberg und Gneisenau. — Hardenbergs Brief über Preußens Absicht und Mittel, und daß es nie mit Frankreich fechten werde, Klagen über Rußland, von dem man bereits sechs Wochen ohne alle Nachricht sey, das nur verspreche, Preußen zu Hülfe zu kommen, wenn es angegriffen würde, aber die Initiative des Krieges durchaus vermeiden wollte.

Hardenbergs feste Erklärung, der König wolle lieber den Degen in der Hand mit Ehren fallen, als Schmach und Knechtschaft tragen, hat auf eine Weise den Ton des französischen Cabinets herunter gestimmt. Dennoch hatte es Argwohn, besonders war ihm ein Gräuel die Arbeit an mehreren verschanzten Lagern, es drohete mit Davousts Einmarsch. Der König war entschlossen Berlin zu verlassen, was aber unter diesen

Umständen eine Kriegserklärung seyn würde, während doch Preussen, England, Rußland und Österreich den Ausbruch bis auf das Frühjahr zurückzuhalten wünschen. Preußens Patrioten wüthen darüber, weil alle ihre Calculs auf schleunigen Ausbruch gerichtet waren und sie sich nun gezwungen sehen, zu entwaffnen, vorzüglich aus Geldmangel. Gewehre thäten vor Allem Noth, die festen Plätze seyen wohlversehen. Gneisenaus Augenmerk geht auf verschanzte Lager bei den festen Plätzen. Sie existiren schon bei Glatz, bei Pillau, bei Colberg, nur das wichtigste, jenes bei Spandau, konnte nicht zur Vollendung kommen, wegen Frankreichs Drohungen und wegen des Schweigens von Rußland. Geld braucht Preussen höchlich, doch mehr noch Gewehre, es will damit 200,000 Mann bewaffnen. General Tauenzien weiß Dörenbergs Anwesenheit in Colberg nicht. In Holland ist an der Spitze der Gegenparthei der Admiral Verhuel und Obristlieutenant Krayenhof.

Colberg, am 18. October 1811.

Der Staatskanzler Hardenberg handelt fortan im völligen Einklang mit Scharnhorst, Gneisenau, Dohna, Boyen rc., den übrigen Ministern sagt er nur so viel, als er eben will. — Auf die ernste Frage an Gneisenau: ob man denn Hardenbergs Festigkeit trauen könne? il m'a assuré, qu'il croit pouvoir être entièrement sûr de lui, qui le tenait aussi par une femme, que le chancelier aimait beaucoup et par la crainte, lui ayant prouvé qu'il serait un homme perdu, qu'en laisserait languir pendant le reste de sa vie dans un cachot, si jamais le roi se laissait encore dicter la loi par Bonaparte, qui certainement serait instruit de ce qu'il avait tramé contre lui. — Der König immer noch unentschlossen, zwar bestimmt, sich an Frankreich übergebend, aber doch auch zu wenig thuend, um den Zorn Bonapartes zu vermeiden, den er alle Augenblicke wieder durch irgend eine Kleinigkeit reizt. — Gneisenau schreibt unterm 8. October, die einberufenen Beurlaubten sollten auf der Stelle wieder entlassen werden, man befolge den Befehl — zum Schein, gewiß aber sey dieses nicht das letzte Begehren, wenn Rußlands unglückseliges Schweigen noch länger daure. Die Sachsen machten eine Bewegung und concentrirten sich bei Sorau. Gneisenau beargwohnt einen Plan auf die Person des Königs, da auch beim französischen Armeecorps um Rostock täglich 1000 Wägen bereit stünden, um

das Fußvolk schnell auf jeden bezeichneten Punkt hinzuschaffen. Diese Besorgniß Gneisenaus ist nur zu wahr, denn als der französische Gesandte vernahm, die Arbeiten um Colberg würden doch fortgesetzt, verlangte er auf der Stelle die Entfernung Blüchers und abermal glaubte man, ihm hierin willfahren zu müssen. — Tauenzien übernahm das Commando in Pommern, bis man aus Petersburg Näheres weiß. Er hat Blücher versprochen, Nichts in seinen Dispositionen zu ändern, bis aus Berlin neue, entscheidende Nachricht komme.

Wallmoden könnte man Oberschlesien zur Anwerbung für eine deutsche Legion anweisen, nahe am böhmischen Gebirg. — An den Herzog von Braunschweig wäre zu schreiben. — Bonaparte müßte die Festungen entweder angreifen, wobei er wohl abgetrieben werden und die Russen zu Hülfe kommen würden, oder er müßte sie im Rücken lassen, zu seiner noch grösseren Gefahr, wenn er jenseits der Weichsel eine Schlacht verlöre. Zwischen der kleinen Insel Heel und der Küste Exter liege ein, selbst den wenigsten Seeleuten bekannter guter Hafenplatz, selbst für grosse Schiffe.

Die französischen Zurüstungen im Mecklenburgischen lassen glauben, sie wollten gegen Colberg auch zur See etwas unternehmen. Um so dringender ist die Anwesenheit brittischer Kriegsfahrzeuge in der Ostsee, — würden die Franzosen von Colberg abgetrieben, so könnte man vom dortigen Armeecorps 6000 Mann nach Ostfriesland senden. Schon jetzt kommen deutsche Ausreißer haufenweise, der Name des Herzogs von Braunschweig wäre gut zur Bildung einer Legion. — Durch das Schwanken in Berlin fängt der Muth im Volk und im Heer nicht minder an zu wanken, nur General Blücher erklärt rund und nett, wenn der König in französischer Gewalt sey und gäbe ihm den Befehl die festen Plätze zu überliefern, so würde er den Befehl nicht vollziehen, — leider steht zu erwarten, daß wenn der König die letzte Proposition Napoleons erhält, er auch schon umgarnt und der Freiheit Berlin zu verlassen, beraubt seyn werde.

— 26. Februar — 4. März 1812.

Gneisenau zweifelt nicht mehr, daß der König zu einer Art Allianz mit Frankreich umgestimmt sey. — Es dürfte nicht unmöglich seyn, Colberg und die dabei lagernden Truppen zu gewinnen. — 11. März. — Gneisenau nimmt seinen Abschied, die Allianz ist so gut als unterschrie-

ben. — 1. April. — Schändliche Bedingungen der Unterwerfung. Gneisenau, der nach Petersburg eilt, findet die Rüstungen großartig, selbst bei mittelmäßigen Talenten. — Klagen der dänischen Matrosen in Antwerpen über die Behandlung ihrer Freunde. — 25. April. — Nachricht von der Wiener Allianz, — Rappel von Neupperg. — 2. Mai. — Sogenannte Verschwörung von Speransky, Rasumowsky und Admiral Mordwinow.

Justus Gruner an den Obersten von Dörenberg.

Prag, am 4. Mai 1811.

Ew. ꝛc. sind bereits durch unsern gemeinschaftlichen Freund Gneisenau von meiner Abreise aus Berlin, von meinem Hierseyn und dessen Zweck unterrichtet, wenn Ihnen die Nachricht nebst dem als Probe meiner Handschrift zugesandten Motto glücklich zugekommen ist. Ich bin seit drei Wochen hier und habe eine geheime Correspondenz durch ganz Deutschland gezogen, mittelst welcher ich von allen wichtigen Vorgängen in demselben benachrichtiget und in bestimmter Kenntniß der öffentlichen Stimmung erhalten werde. Bekannt mit den einzelnen für die gute Sache bestehenden Verbindungen suche ich mich mit diesen in Rapport zu setzen, alle débris der früheren Insinuationen zu benutzen und jeden Keim zur neuen thätigen Selbstbefreiung Deutschlands zu wecken. Verbunden mit diesen Zwecken ist die Beförderung der Bildung einer deutschen Legion unter dem Schutze Rußlands, für welche Gneisenau und Chasot sich dorthin begeben haben. Ich zweifle nicht am Erfolg, besonders da das Ganze unter russischem Schutz und Hülfe steht; es würde indessen ganz sicher seyn, wenn England mit seinem mächtigen Beistand die Sache begünstigte. Ich weiß sehr wohl, daß diese Macht vielfältig betrogen, und daß es gewagt ist, noch etwas für Deutschland von ihr zu hoffen. Indessen weiß ich auch, was der Prinz Regent im vorigen Sommer für Preußen thun wollen, und General Nugent hat mir seine Vorliebe für Deutschland so lebhaft geschildert, daß ich darauf vertraue; auch rechne ich darauf, daß, da ein Mann wie Gneisenau, den Se. Königliche Hoheit persönlich schätzt, an dem Unternehmen Theil hat, es dessen Beifall finden werde. — Ich kenne mehrere deutsche Fürsten, welche für die Befreiung des Vaterlandes zu wirken wünschen und mit ihnen trete ich jetzt in Verbindung. Auch Stein will thä-

tig werden und nach Rußland gehen, um dort das Beste Deutschlands mit berathen und lenken zu helfen. Mein Zweck ist, durch Deutschland dazu mitzuwirken; erstlich, durch die Bildung der deutschen Legion; zweitens, durch die Formation von Streifpartheien im Rücken des Feindes, welche Magazine verderben, Zufuhren abschneiden ꝛc. sollen; drittens, Insurrectionen in den unterjochten Ländern zu befördern. Rußland will, wie ich vorhin erwähnte, das Unternehmen schützen und weiter unterstützen; doch ist englische Hülfe höchst nothwendig; erstlich, um Geldmittel, welche Rußland nur in beschränktem Maaße wird geben können; zweitens, um Waffen für den Fall von Insurrectionen zu geben; drittens, um, wenn es möglich und mit anderen Planen verträglich ist, durch eine Landung in der Weser oder Ems ein Signal zum Aufstand in Deutschland zu geben. Wie groß die Mittel seyn müssen, hängt von der Größe des Unternehmens ab. Am besten wäre es, wenn Herr Johnson oder ein anderer vollwichtiger englischer Agent hieher geschickt würde, um die Sache selbst zu prüfen und großartige, nachhaltige Unterstützung zu geben. Alsdann bürge ich für einen großen Bau.

Ich bitte, diese Anträge zu untersuchen und mich ehemöglichst mit einer Antwort zu beehren, welche für das, was England thun möchte und für meine darnach zu formenden Maaßregeln einen richtigen Maaßstab gewährt.

Ich beharre ꝛc. ꝛc. Gruner.

(Nur zu bald darauf saß der edle Gruner, Jahr und Tag als österreichischer Staatsgefangener in Peterwardein.)

An den Obersten von Dörenberg.

Berlin, am 5. November 1811.

Alles, theurer Freund, was Sie mir in Ihrem Schreiben vom 26. October sagen, ist vollkommen richtig, — Alles, was Sie uns vorhalten, müssen wir befürchten. — Ein solches Schicksal muß man den handelnden Personen vorprophezeihen. Vernünftigerweise ist nichts davon zu erwarten und dennoch kann es anders gehen. Aus dem Norden sind befriedigende Nachrichten angekommen. Aus dem Südosten erwarten wir desgleichen. — Diese Hoffnung belebt mich noch und so lange noch ein Funke davon da ist, setze ich Vermögen und Leben daran.

Ich weiche nicht von dannen, bis nicht das Verhängniß gegen uns entschieden hat. — Alsdann diene ich Ihrem Herrn auf eine vielleicht sehr nützliche Weise, wozu der Plan schon entworfen ist und den ich Ihnen vorlegen werde, sobald dies mit Sicherheit geschehen kann und die Begebenheiten mehr entwickelt sind. Bereiten Sie mir eine gute Aufnahme für diesen Fall.

Unser Disponent .... hat sich ganz vortrefflich benommen. Scharfsinnige Entwickelungen und Darstellungen, Beschwörungen, Herzlichkeit. Alles hat er angewandt, um von der nahen und unbezweifelten Gefahr zu überzeugen; aber Alles bis jetzt vergebens. Man ist in Apathie und Verblendung versunken. — Nur ein kräftiger Anstoß von Außen kann daraus wecken.

Mehr kann ich mit dieser Gelegenheit nicht schreiben. Nächstens ein Mehreres. Ein widriges diplomatisches Actenstück will ich Ihnen indessen übermachen, — eine Rede des französischen Kaisers über die Angelegenheiten des Continents an seine vertrauten Räthe gehalten, an Bassano, Daru, St. Jean d'Angely. Selbige ist uns auf diplomatischem Wege zugekommen.

Lassen Sie bald etwas von sich hören. — Gott erhalte Sie, mein theurer Freund. — Unverbrüchlich

Ihr

Gneisenau.

Petersburg, am 15. September 1812.

Die Waffen werden über Deutschland entscheiden, — doch ist es nöthig zu bestimmen, welche Verfassung soll seyn? — Etwa die alte, die des unglückseligen westphälischen Friedens? — oder die 1802 durch die Insolenz der Franzosen dictirte?

Deutschland kann frei und unabhängig seyn und auch stark genug gegen Frankreich, — 1) als eine einzige Monarchie, — 2) am Mayn getheilt zwischen Österreich und Preußen, wie schon 1797 sehr ernsthaft besprochen und in's Detail ausgearbeitet ward — oder 3) neben Österreich und neben Preußen noch einige übrig lassen, z. B. Hannover, Bayern und Würtemberg.

Jede dieser Chancen wird Deutschland stärker machen als es seit langer Zeit war, doch die Herstellung des alten Standes der Dinge scheint wi-

versinnig und unmöglich. Sie war nicht das Ergebniß eines aufgeklärten Nationalwillens, sondern päpstlicher Ränke, des Aufruhrgeistes der deutschen Fürsten, des Entschlusses fremder Mächte. Nur noch kurze Worte.

Deutschlands Macht vom X. bis in's XIII. Jahrhundert war um aller Interessen und Ambitionen, — der allgemeine Kaiser. — Ehrgeiz der Fürsten, Verfall, erbliche Präfecturen, kleinliches Wirken, — Kurfürsten, Fürsten, — des westphälischen Friedens Saamen endloser Agitation, war gemildert wegen Türken und Franzosen.

Preußens Erhebung, — Österreich und Frankreich 1756. — Unmöglichkeit der Wiederherstellung der geistlichen Fürstenthümer, der Reichsstädte rc. — Die Fürsten sind verhaßt, als das Mark ihrer Völker für Napoleon aussaugend.

Veränderung des Krieges, wie er aus Rußland heraustritt, — keine Wüsten, keine Zerstörung, gelehrter Krieg, ökonomischer in den Mitteln, gelehrter in der Führung, durchaus populair, liberale Ideen bei den Anführern, Kriegszucht bei Soldaten, Vaterlandssinn bei Allen.

Wahl der Generale, — Vorliebe für Witgenstein. — Die Armee zwischen der Warta, der Elbe und Schlesien die wichtigste, — die Gouvernements vorwärtstreiben oder sich ihrer bemächtigen, — in Preußen Scharnhorst, Dohna, Präsident von Schön, — die hartnäckigen Fürsten sollen Compensationsgegenstände werden rc. rc.

Stein.

Petersburg, den 20. November 1812.

Die Entwicklung der großen Geschäfte hat sich noch wenig beschleunigt. — Alle föderativen Beziehungen sind noch im Weiten, — rund und abgeschlossen ist noch gar nichts, — das wäre zum Verzweifeln, wenn ich nicht die Überzeugung im tiefsten Busen trüge, die Vorsehung werde des Tyrannen schwaches Gebäude umstürzen, nicht durch die Leute am Platz und gar ihnen zum Trotz. — (Hier folgt die bereits S. 82 f. abgedruckte Stelle.)

v. Stein.

Görlitz, den 19. Mai 1813.

Die Apologie für Ew. rc. habe ich zwar nicht erhalten, sollte sie in die Hände Lord Viscount Cathcarts gefallen seyn, so erhalte ich sie vielleicht doch in einigen Monaten.

Die deutschen Fürsten gehen durch ihre eigene Schlechtheit unter, nicht durch unser Benehmen. Der Verwaltungsrath trat befehlend auf, da er in eroberten Ländern zu handeln hatte, und mit Recht jeden Fürsten so lange als Feind ansah, bis er sich für die deutsche Sache erklärte, dieses thaten die Herzöge von Mecklenburg, die Hansestädte, — es that es nicht der König von Sachsen; über sein Benehmen erscheint eine semi-officielle Schrift, die ich Ew. ꝛc. zuzuschicken die Ehre haben werde. Man setzt jetzt die Nation in Thätigkeit und wird sie ferner beleben, wenn man wieder über die Elbe geht, sie ist voll Unwillen über die Erbärmlichkeit ihres Herrn, den man für suspendirt erklären muß.

Der Aufruf der verbündeten Mächte an die Deutschen war Namens Kaiser Alexander und Preußens, denn dieses waren die einzigen Verbündeten und existirt noch keine Allianz mit England, mit Schweden, man unterhandelt noch hier mit zwei englischen Diplomaten, die in der Meinung stehen, daß ihre Hauptbestimmung sey, bei den Truppen herum zu galoppiren, man zankt während das Schicksal von Deutschland und der Welt auf dem Spiele steht, um Minden, Ravensberg, damit die hannöverschen Minister von Hannover nach Osnabrück nur auf klassischem, guelphischem Boden reisen können, Sir Charles Stewart läßt sich die Sache sehr angelegen seyn ꝛc. ꝛc.

Unterdessen hat man üble Laune in Rußland über die Kostbarkeit des Krieges. Preußen kann seine Truppen nicht besolden, seine Landwehr nicht waffnen, um den Eindrang einzelner Corps nach der Oder zu verhindern.

Die Waffenvorräthe, so auf das feste Land geschickt worden, sind ansehnlich, es finden sich aber darunter 50,000 nach Rußland, das gegenwärtig keine braucht, gegen 40,000 für die hannöversche Bewaffnung, die aus 5000 Mann besteht und 5000 für Preußen, das 120,000 Mann Landwehr stellt, und sich noch immer mehr erschöpft, um sie zu bewaffnen. — Den Geist, der sich in dieser Nation äußert und den der Russe und der Österreicher achtet und erkennt, den sollte man von Carlston House und von Clarys Street aus zu beleben und zu kräftigen suchen.

Die schwedische Theilnahme an den deutschen Angelegenheiten halte ich für nachtheilig, wenigstens unbedeutend; kann Rußland und Preußen nach der Niederelbe 10,000 und 20,000 Mann schicken, so braucht man die Schweden nicht, 10 — 15,000 Mann Infanterie sind jetzt gegen Davoust und Vandamme vollkommen hinreichend. Dänemark will, und

wie Leute, die dessen Inneres kennen, versichern, kann Norwegen nicht verlieren ohne sich aufzulösen.

Kutusow commandirte zwar die preußische Armee, war aber nicht in preußischen Diensten, Wallmoden würde in russischen und englischen Diensten seyn. — Wie er das machen wird, um zwei Herren zu dienen? Graf Stadion ist bei uns, er ist ein durchaus braver, verständiger deutscher Mann, Österreich geht kräftig los und da ist an Schweden wenig gelegen.

Herr von Bremer schien mir voll juristischer und publicistischer Haken, etwas listig und pedantisch, ich hätte einen andern gewünscht, — so lange wir diesseits der Elbe sind, ist für den Verwaltungsrath nicht viel zu thun.

Mit der ausgezeichnetsten Hochachtung verbleibe ich Ew. rc.

v. Stein.

An den Minister vom Stein.

London, den 4. Januar 1813.

Ich schmeichle mir, daß wir das gleiche Ziel im Auge haben und denselben Eifer, es zu erreichen; aber unglücklicherweise sind wir nicht ganz einig über die Mittel und Wege. In mehreren Punkten ist die Verschiedenheit unserer Meinungen nur scheinbar, in anderen aber ist sie wirklich und von so ernster Natur, daß sie wohl unsere theuersten Interessen gefährden könnte. — Ew. rc. beklagen sich, daß bis zur Stunde zwischen England und Rußland über die deutschen Geschäfte noch gar nichts ausgemacht sey. Ich möchte auch, daß alle zu erörternden Punkte ausgeglichen wären, doch sehe ich mit Vergnügen, daß nichts Wesentliches unbeachtet geblieben und daß man insonderheit darüber einig sey, den Krieg in das Herz von Deutschland zu versetzen. — Deutschlands Lage ist von der dringendsten europäischen Wichtigkeit. — In Deutschland muß Bonaparte der Gnadenstoß beigebracht werden. — Achten wir es ja nicht gering, daß wir über die heillose Idee triumphirt haben, die in England und Rußland bereits anfing, Boden zu gewinnen, daß nämlich diese beiden Reiche sich isoliren und das übrige Europa mit Gleichgültigkeit betrachten würden. Man ist auch über die vorzugsweise in Anwendung zu bringenden Mittel einig und es dürfte kein Zweifel mehr seyn, daß Großbritannien die deut-

sche Legion auf sich nimmt, die in Rußland sich bildet; alle Vorfragen abgeschlossen, können wir alsdann zuversichtlich die Grundsätze erörtern, die wir über das deutsche Reich und über die Theilung unserer künftigen Eroberungen aufzustellen gedenken, überhaupt dürften wir hierüber sehr bald einig seyn. Ew. ꝛc. klagen mich an, den Haß der Capulet und der Montague wieder aufzuwecken, den Hannoveraner allzusehr herauszustellen und Sie des Preußenthums zu beschuldigen. Leider rechtfertigen Ew. ꝛc. letzte Mittheilungen meinen Argwohn nur zu sehr, während ich glaube, recht gut zugleich ein ächter Hannoveraner und ein ächter Deutscher seyn zu können. Ich will noch mehr sagen; ich rede hierin als Minister eines Churfürsten, aber eines Fürsten, der zugleich das Steuer der brittischen Monarchie handhabt und welcher nicht ungeheuere Interessen opfern würde für Partikularinteressen, wenn er selbe nicht für coincidirend achtete. — Ich würde ebenso sprechen, wie wenn ich als Privatmann zu Rathe gezogen, oder wenn ich an den Ufern des Rheins geboren worden wäre. — In wenigen Tagen wird Ew. ꝛc. ein Memoire zukommen, in welchem ich die Meinungsverschiedenheit zu beheben suchte, die sich in Ihrem vom Kaiser gebilligten Memoire vom 14. September und jenem von Schweden übergebenen, ausweiset, das den Kronprinzen zum Verfasser hat. Mein Memoire geht von den Grundsätzen aus, die der Prinz Regent als Beherrscher von Hannover sich vorsetzte und deren Ausführung er seinen Ministern an's Herz gelegt hat. In Ihrem ersten Memoire sprachen auch Ew. ꝛc. nur davon, die deutschen Fürsten einzuladen, sich den verbündeten Höfen anzuschließen, nicht davon, erobern und über Deutschland nach dem Eroberungsrechte verfügen zu wollen. Die Tractaten von Stockholm und Åbo stipulirten eine mit Schweden combinirte Unternehmung. Rußland und Schweden negociiren jetzt noch um Englands Beitritt hiezu und Ew. ꝛc. glauben jetzt Schweden ganz wegzuwerfen oder ihm bloß die Bewachung Dänemarks zu übertragen. Freilich Differenzen solcher Art müßten den Abschluß wesentlich aufhalten. — Ich bin ganz und gar nicht der Meinung, man könne sich Schwedens entäußern, — gönnen wir Bonaparte nur einen Augenblick, sich von seinem Falle zu erheben, was bei seinen ungeheuern Hülfsquellen nicht schwer ist, so verlieren wir alle Frucht der in Rußland erhaltenen Siege. Bonaparte würde sich darauf beschränken, einen Krieg zu machen, wie man es sonst that, Gewinn und Verlust hin- und herschwanken und — das Ende vom Liede wäre ein über-

gypfeter, trügerischer Frieden. Ich setze das größte Zutrauen in Witgenstein, aber ich zweifle, ob er so schnell als Sie glauben, die Oder erreichen kann. — Sie wissen doch was es ist, um das Verpflegungswesen eines russischen Heeres außerhalb des Kaiserreichs und in ein Land vorrücken, wo Alles aufgezehrt oder in Franzosenhand ist, die gewiß dem sie verfolgenden Feinde blutwenig übrig lassen werden?? So lange wir nicht sehr weite Strecken zu behaupten vermögen, hängen wir ganz davon ab, was die verbündeten Höfe uns leisten wollen. Bonaparte kann alle möglichen Mittel zusammenraffen und sich selbst der wichtigen Männer bemächtigen, die er beargwohnt. Man muß auch nicht vergessen, wie gefährlich es wäre, den Kronprinzen von Schweden auf eine so unverdiente und muthwillige Art zu beleidigen. Ich sage unverdient, weil er nach meiner Überzeugung zum Erfolge des letzten Feldzuges viel beigetragen hat. — Durfte der Kaiser Alexander sich nicht auf ihn verlassen, so mußte eine nicht unbedeutende Macht zur Deckung Finnlands zurückbleiben. — Bernadottes Entsagung auf das russische Corps, das zu ihm stoßen sollte, hat Witgenstein in den Stand gesetzt, den Feind zu schlagen. Es schiene mir sehr unbillig, über Bernadottes Unthätigkeit zu klagen, wenn man die ihm zugewiesenen Truppen ihm wieder weggenommen hat. — Übrigens hat seine feindliche Haltung und seine Rüstungen die Franzosen genöthiget, die baltischen Küsten nicht zu entblößen, also die Dienste einer Diversion gethan. Ich habe Zutrauen zu Bernadotte, abgesehen von meiner auf sein Thun in Deutschland und Schweden gegründeten guten Meinung von seinem Character wegen seines individuellen Interesse. Was hätte er von Bonaparte zu gewinnen, der ihm auf keinen Fall Wort halten würde als Sieger, und der ihm nicht Wort halten könnte als Besiegter?? Kennt etwa Bernadotte nicht das Loos der französischen Vasallenkönige und selbst der eigenen Brüder des Tyrannen? Wie Bernadotte übrigens mit seinem Heer herübergeschifft ist, hängt seine Heimkehr nach Schweden von England und Rußland ab!! Warum einem Manne nicht trauen, der sich uns anvertrauet? Es ist wahrlich keine Gefahr, daß er sich zum Herrn von Deutschland machen werde. — Das ist es, was ich über Schwedens Mitwirkung zu sagen habe: ein Punkt, der jetzt sehr bald in Ordnung seyn wird, da General Hope nach Stockholm abgeht, um sich mit dem Kronprinzen und mit Rußland über den Operationsplan zu verständigen.

Hinsichtlich der künftigen Arrangements in Deutschland und der beim Auftreten daselbst zu verkündenden Intentionen glaube ich, seyen wir nur um Worte auseinander, wie in der Idee die Reichsverfassung als noch existirend anzunehmen, blos ihre Fehler verbessern, ihre Mängel ergänzen zu wollen, statt zu sagen, sie existire gar nicht mehr, man müsse eine neue Ligue stiften unter einem Oberhaupt und nach der großen Lehre, die unsere nationalen Unfälle uns gegeben haben. In diesem Sinne fasse ich Ew. ic. Ideen von Reform; ich war hiezu autorisirt, selbst durch den Ausdruck, es thue Noth, diese Verfügungen auf die Gerechtigkeit zu stützen. Ich wurde es aber noch mehr durch den Ausdruck: Wir sollten die vertriebenen Fürsten einladen, sich mit uns zu vereinigen. Wir werden sie doch nicht einladen, um sie zu betrügen, oder dürfen wir hoffen, daß sie freiwillig abdanken, um sich dem einen, oder den beiden Herren zu unterwerfen, die wir ihnen anbieten? — Betrachten Sie den westphälischen Frieden immerhin als eine Mißgeburt. Er war doch immer noch besser, als ein dreißigjähriger Krieg, und ein solcher würde entstehen aus dem Plane, Deutschland zu erobern und Baiern, Sachsen, Hessen, Baden, Braunschweig gewaltsam zu unterwerfen. In den meisten dieser Länder werden doch die Fürsten darüber entscheiden, welche Parthei ihre Unterthanen ergreifen. — Ich rede nicht vom Rheinbund, noch von der seit 1802 eingeführten Verfassung. — Aber wenn Sie sagen, Deutschland könne nicht Stärke genug erhalten, um sich zu vertheidigen, ohne die Gefahr einer vollständigen Revolution, warum gelang es denn Bonaparte, diesen Rheinbund zu einem Werkzeug der Welteroberung zu machen? — Beschränken, reduziren Sie immerhin die Zahl der Fürsten, welche übrig bleiben sollen, geben Sie dem Oberhaupt größere Macht und dem Bunde engere, innigere Verkettung, das werden doch alles nur Modifikationen seyn, — aber zielen wir nicht nach einem Stand der Sachen, der in Deutschland nie existirt hat, von dem Zwiespalt zwischen Hermann und Marboth bis auf unsere Tage, eine kurze Zeit ausgenommen, in welcher aber Deutschland nicht glücklich war. Es ist nicht zu läugnen, daß Deutschlands Verfassung keineswegs das Werk eines aufgeklärten Nationalwillens und der Erkenntniß seiner großen Interessen war, aber welche Constitution wäre nicht größtentheils das Werk zufälliger Ergebnisse gewesen? Seit Solon und Lykurg träumte nur die constituirende Nationalversammlung und die abgeschmackten Cortes davon, Constitutionen zu

machen, und das Werk Velder zerstäubte gleichschnell in alle vier Winde. Es ist wahr, England nimmt jetzt in Sicilien gleichfalls Theil am Constitutionsschmieden. Gott behüte uns vor gleichem Irrthum! Ihre Kritik unserer Verfassung ist zu bitter, sie war ja doch die Quelle aller bürgerlichen Freiheit in Europa, selbst der brittischen. Ein Possenspiel soll gewiß nicht aus unserm Kampf hervorgehen, — aber warum Sie lieber in's Privatleben zurückkehrten, — lieber den Todtengräber als den Arzt unserer Verfassung machen wollen, das verstehe ich nicht. Lassen Sie uns doch nicht nach dem greifen, was vielleicht theoretisch wünschenswerth seyn möchte, und dagegen das verlieren, was practisch erreichbar ist. Wenn Sie einen englischen Autor über unsere Verfassung zu Rathe ziehen, so antworte ich Ihnen durch den Mund eines andern: that the practical of a Constitution is frequently. Die Anwendbarkeit Vaubanscher und Montalambertscher Befestigungs-Theorien auf alte Ritterburgen haben wir leider neuerdings bei Burgos zu unserm Nachtheil erfahren und vielleicht wird Bonaparte uns noch jetzt die Kraft seines Rheinbundes fühlen machen. Den Sinn, der in dem übersandten Genius der Zeit herrscht, und dessen Verfasser schätze ich sehr; ich glaube aber, daß der Weg der Verbesserung, den ich vorschlage, uns zum Zweck führen kann und daß bei Ew. rc. Umwälzungs-Vorschlägen die Gefahr eintreten würde, Alles zu verlieren.

Sie sagen, daß Ihnen die Dynastien gleich sind! Mir sind sie es nicht. Es herrscht in ihnen ein Geist, den man durch Jahrhunderte verfolgen kann. Lesen Sie was Joh. Müller in seinem Fürstenbund über das guelphische Haus sagt: „Soll ich des Ruhms der Guelphen gedenken, deren ungebeugter Heldensinn ihren Namen zum Signal der Freiheit gemacht hat," u. s. w. Selbst England ist nie so frei als unter den drei Georgen gewesen, und der vierte bringt denselben Sinn auf den Thron. Vergleichen Sie damit den preußischen Prügel und Ladestock! Ich verehre Friedrich den Großen, aber er hat den Ruin Deutschlands durch seine Vergrößerung herbeigeführt und den seines Staates dadurch, daß er einen Körper gezeugt hatte, den nur ein großer Geist beleben konnte, der mit ihm schied. Als ich dem Regenten die erwähnte Stelle Ihres Briefes zeigte, sagte Er: wenn Stein die Dynastien gleichgültig sind, warum nennt er nicht uns statt Preußen? Die Frage möchte auch ich thun. Lassen Sie uns doch auch für unsere eigene Lebenszeit sorgen. Warum

an den König von Preußen denken, dem Sie gleich drei Hofmeister zugesellen und sein Militair nehmen müssen, um ihn unschädlich zu machen?? Ich kenne die genannten Hofmeister nicht (bis auf Scharnhorst, dem ich Gerechtigkeit widerfahren lasse), die zwei Anderen schildern mir rechtliche Männer hier als unpassend für den Zweck. Auf die Art hätten wir nun schon einen Herrn für Norddeutschland, unter einer Tutel, und nach früheren Vorschlägen, einen Feldherrn ohne Kopf und Character, der auch durch ein Conseil geleitet werden sollte. Ich bitte Ew. ꝛc. zu bedenken, daß wir uns bei meinen Vorschlägen die Hände nicht binden, um alle nützlichen Veränderungen hervorzubringen, daß aber der Ihrige, Österreich mit ganz Deutschland zu bereichern, ganz Europa inclusive Deutschland, und der zweite, Deutschland zwischen Österreich und Preußen zu theilen, gewiß Rußland, England und Schweden und alle Norddeutschen gegen sich haben wird, die nicht an der kriegsräthlichen und auscultanten und Assessoren-Regierungssucht des preußischen Systems, — in dem man nie glauben wollte: che governa meglio, chi men governa — gewöhnt sind. Jener Gedanke würde die Deutschen aber so sehr als die unglückliche Idee abschrecken, für Dänemark eine Entschädigung für Norwegens Verlust in Deutschland erobern zu wollen. Hier haben Sie meinen vollen Beifall: pourquoi cette puissance ne cesseroit-elle d'exister?

Bedenken Ew. ꝛc. was ich über die Bildung eines großen Staats zwischen der Elbe und dem Rhein, aus herrenlosen Besitzungen gesagt habe. In dieser Gegend wollte man die Schadloshaltung für Norwegen finden, dafür wird uns Dänemarks Unverstand und der Widerwille der Deutschen hoffentlich bewahren.

Was Ew. ꝛc. über den schädlichen Einfluß der Höfe sagen, stimmt mit meiner Erfahrung und Überzeugung nicht ganz überein. Ich habe sehr lange an großen Höfen gelebt und ich kenne viele kleine. Mir haben stets die Sitten in den Dörfern verderbter als im Zirkel höher gebildeter Menschen geschienen, und ich kann wenig Unterschied darin finden, ob man um die grandes entrées, oder über den Vorsitz bei einer kirchlichen Visitation intriguirt, ob man einem Fürsten oder einem Departements-Präfecten schmeichelt, um zu seinem Zweck zu gelangen. Wenn ein Unterschied statt findet, so liegt noch vielleicht weniger Verächtliches in dem höheren Gegenstande, der die höheren Leidenschaften reizt.

Auf der andern Seite lassen Sie uns nicht außer Acht lassen, wie

viel Wissenschaft, Cultur und Wohlstand durch die Vermehrung der Centralpunkte, wo dergleichen geschätzt wird, oder von wo sie ausgehen, gewonnen haben. Wo ist ein Land, das sich mit Deutschland in wissenschaftlicher Rücksicht vergleichen könnte? Haben dazu die Höfe der deutschen Fürsten nicht beigetragen? Hatte in alten Zeiten Griechenlands Bildung und Glück nicht zum Theil jene Theilung in kleinere Staaten zum Grunde? Doch ich will mich nicht weiter ausdehnen. Ich habe mich nur rechtfertigen wollen, daß ich auf kein Possenspiel denke, wenn ich dagegen bin, daß unter den jetzigen Umständen die Vereinigung Deutschlands unter einen oder zween Herren versucht werde.

Bei allem Widerspruch bleiben Ew. rc. von meiner aufrichtigen Hochachtung und Freundschaft versichert.

E. von Münster.

An den Minister vom Stein.

London, den 6. Juni 1813.

Ew. rc.

Brief vom 19. Mai aus Görlitz datirt habe ich vor drei Tagen erhalten. Er war mir um so angenehmer, da wir seit langer Zeit uns ganz auf Zeitungsnachrichten haben beschränken müssen. Lord Catheart's letzte Depeche war vom 7. März. Ein von ihm abgeschickter Courier, dessen Stuart unterm 16. Mai erwähnt, ist noch immer nicht angelangt, ohnerachtet wir Briefe aus Stralsund vom 22. Mai haben. Eben so langsam geht die Correspondenz von anderen Orten. Werden es Ew. rc. glauben, daß Wessenberg seit dem 10. April keine Zeile vom Grafen Metternich erhalten hat? Er ist höchst unglücklich darüber. Ich habe Depechen von Wien vom 2. Mai. Diese ließen mich evasive Antworten von allen Seiten erwarten, weil in den österreichischen Vorschlägen so viele wichtige Punkte mit Stillschweigen übergangen sind. Ein jeder Theil wird dieß zu seinem Vortheil erklären; Bonaparte wird Zeit gewinnen, und während Österreich die Insurrectionen in den Alpen niederhält, von den Ressourcen Italiens Gebrauch machen können. Bei dieser Ansicht waren mir die vier Worte Ihres Briefes: „Österreich geht kraftvoll los," wahre Worte des Trostes, und sie sind es für Alle, die an der Lage Deutschlands warmen Antheil nehmen. — Was Stadion thun kann, das thut

er gewiß. Er verdient von Bonaparte mit „Stein, Kotzebue und den Cosacken" genannt zu werden. Ich sehe aus dem bittern Ton Ihres Briefes, daß Sie mich dieser Confraternität nicht würdig halten. Ich hoffte Gneisenau und Harthausen oder Pozzo würden meinen Bemühungen hier haben Gerechtigkeit widerfahren lassen. Ich hoffe das englische Cabinet zu keinen falschen Maaßregeln verleitet zu haben, wie Sie mir Schuld geben. Ich wünschte, daß die Schritte, die ich vergebens angerathen habe, hätten befolgt werden können, besonders die in Beziehung auf die Anwendung der englischen Streitkräfte und auf die dänische Negociation. Nur davon, daß wir Schweden sollten entbehren können, kann ich mich nicht überzeugen; theoretisch sollte es mich freuen, wenn seine Hülfe nach den Schlachten vom 20 — 23. Mai nicht weiter erforderlich wäre. — Aber auch dann würde Schweden für das, was es im vorigen Jahre gethan und nicht gethan hat, Dank und Rücksicht verdienen. Mein Glaube an Schweden hat für den Augenblick durch den Fall Hamburgs einen Stoß erlitten. Was man auch von den militairischen Rücksichten anführen mag, um diesen schrecklichen Fall zu entschuldigen, — mir scheinen die Folgen, das Abschneiden unserer Communicationen, das Erdrücken des keimenden Patriotismus, die durch den Fall Hamburgs möglich werdende Amalgamirung der dänischen Macht mit der französischen, — die Geld-Unterstützung, die Bonaparte findet, so wichtig zu seyn, daß man viel hätte wagen sollen, um den Schlag zu vermeiden. Die Dänen konnte man ja durch die Drohung, Altona in Brand zu schießen, im Zaume halten.

Ich komme auf Ew. rc. Brief zurück.

Der Verlust meiner Apologie ist nicht wichtig; sie bestand in einer Berichtigung des Faktums. Ich habe Ihre Briefe als Privatbriefe eines Freundes betrachtet und behandelt, habe aber beigelegte Memoires nicht in dem Sinn ansehen dürfen, da diese Stücke von Ew. rc. als Mitglied der deutschen Committee verfaßt waren, und da ich ihre Wichtigkeit (sie sind in der Folge verbotenus in Tractaten eingeschlossen) im Voraus fühlte. Dennoch kann ich betheuern, daß Niemand diese Piecen von mir erhalten hat, und daß ich nur eigentlich Passus vorgelesen habe, und zwar da, wo es mir nöthig schien, da, wo der Geschäftsgang es nöthig machte. Lieven haben Sie mir selbst empfohlen und ich finde ihn ganz so wie Ew. rc. ihn mir schilderten. — Glauben Sie mir, daß der Geist der preu-

sischen Nation von Pallmall bis Charles Street gewürdigt und geschätzt wird. — Wie gern hätte ich den Bären erlegt gesehen, ehe man über die Theilung seiner Haut gestritten. Ist es unsere Schuld, wenn man dort damit anfängt, sich Alles beizulegen, was im nördlichen Deutschland durch Eroberung oder Negociation zu erhalten seyn wird, avec *seule* exception etc.? — Ist es da nicht Zeit, wenn man 7 Millionen Livres Sterl., eine Colonie, ungeheuere Waffenrüstungen rc. hergiebt; einige unentbehrliche Arrondissements für unsere künftige Ruhe zu fordern, die uns auch Alle ohne Ausnahme, bis auf Preußen gern zugestehen würden, — die Kraft der politischen Anhänglichkeit an diese bereits abgetretenen — und selbst bei der Allianz an Frankreich nicht zurückgeforderten Provinzen konnte man nicht voraussehen. — Diese politische Liebe wurde in Preußen Anno 1806 verletzt, als man unsere sämmtlichen Länder incorporirte. — An wem liegt nun die Zögerung? an dem, der eine — verhältnißmäßig als eine Kleinigkeit anzusehende Sache fordert, oder an dem, der sie unter solchen Umständen verweigert? Der Vorwurf, daß die Forderung deswegen gemacht worden sey, damit der hannöverische Minister künftig auf classischem, guelphischem Boden von Hannover bis Osnabrück möchte reisen können, ist eben so hart, als wenn ich den Verzug der Sache dem ehemaligen Mindenschen Ober-Präsidenten zuschreiben wollte?? Wir beide gehen indessen der Sache noch näher an, als die City of London, mit der wir bedroht worden sind.

Über die Art der Waffenvertheilung hat man Ew. rc. falsch berichtet. Es ist ungleich mehr für Preußen und weniger für Hannover dabei, als Sie zu glauben scheinen. Jacobi ist selbst zufrieden. Stuart und Cathcart disponiren über die Stores. Was die Russen nicht brauchen, kann ja für Preußen verwandt werden. In Hamburg hat man viel vertheilt, was für uns bestimmt war. Übrigens würde es auch wohl kein Vorwurf seyn, zu sagen, daß wir vorerst Sorge tragen, Waffen vorräthig zu haben, um die Hannoveraner bewaffnen zu können, sobald die Stunde ihrer Befreiung schlagen wird. — Diese mußte man, als die Waffenvorräthe abgingen, für näher und den Gebrauch der preußischen Landwehr für entfernter halten, als sie nach der Schlacht bei Lützen geworden sind.

Was über Wallmodens Dienstverhältniß gesagt ist, mag in der Theorie richtig seyn, aber es ist es nicht praktisch, indem er keine wider-

sprechende Befehle zu verweigern haben kann. — Ew. Excellenz wissen ja, daß er längst zum englischen Generallieutenant ernannt worden war, ehe er in russische Dienste trat. Er resignirte hier nicht; — er hatte den angebotenen englischen Character förmlich vorher angenommen; ich hatte dies in seinem Namen erklärt; er sollte das Commando über 15,000 Mann übernehmen, die wir für Hannover errichten wollen, und zu errichten angefangen haben, daneben hatte er Ursache auf Erhaltung von Gage zu dringen. Sollte man ihm das Commando und den Gehalt zugleich mit einem von ihm selbst nicht geforderten Abschied zuschicken? Lieven hat des Regenten Brief an Wallmoden gesehen und er schien seinen Inhalt ganz zu approbiren. Ist man dort nicht zufrieden, so wird man hier gern über Alles was Form ist, weggehen.

Ich glaube mich jetzt über alle Angriffe, die Ew. Excellenz auf mich machen, gehörig vertheidigt zu haben. Ich weiß aus alter Bekanntschaft, daß sie nicht übel gemeint sind. Nicht für mich, aber für Andere, für Schweden, selbst für die armen deutschen Fürsten, bitte ich um das suaviter in modo. Selbst England sollte Ew. Excellenz bei der genauen Kenntniß, die Sie über dessen Verfassung haben, und bei den Schwierigkeiten, die diese den Ministern oft in den Weg legt, milder beurtheilen. Sarcasmen gegen England möchten dort eine schädliche Wirkung hervorbringen. — Nur noch ein Wort: Halten Ew. Excellenz dafür, daß meine persönliche Anwesenheit bei Ihnen oder sonst in Deutschland auf eine Zeitlang von Nutzen würde seyn können, so lassen Sie es mich wissen, und ich stehe für die Erlaubniß meiner Abreise ein.

Mit dem Minister Bremer habe ich 1805 und 6 mehrere Monate hindurch täglich gearbeitet und seitdem correspondirt. Ich kann also dafür einstehen, daß er Ew. Excellenz in Geschäften sehr gefallen wird.

Ew. Excellenz empfehle ich mich ꝛc.

E. Münster.

Reichenbach, den 17. Juli 1813.

Ich vernehme so eben, daß in wenigen Stunden ein Courier abgeht, und benutzte dieses um Ew. Excellenz zu schreiben.

Seit meinem letzten Brief sind mehrere Ereignisse eingetreten, wodurch die allgemeine Lage der Dinge verschlimmert worden ist; die Schlachten von Lützen und Bautzen, der Rückzug, der Waffenstillstand, dessen

Verlängerung, der Anfang der Unterhandlungen, dieses Schwanken des österreichischen Cabinets. — Auf der andern Seite aber haben sich die russischen und preußischen Streitkräfte auf das Höchste entwickelt, der öffentliche Geist hat sich bewährt, und die österreichischen Bewaffnungen eine große Ausdehnung erhalten, so daß man mit Recht behauptet, nie haben sich auf einem solchen verengten Kriegstheater eine solche Masse von Streitkräften, von einem solchen Geist beseelt, aufgestellt gefunden. Die Stärke der preußischen Armee ist nach den Behauptungen Gneisenaus 240,000 Mann. Die Armee des Kronprinzen beträgt ausschließlich des preußischen Corps, so dabei befindlich ist, 60,000 Mann, nämlich 25,000 schwedische, 25,000 russische und 10,000 deutsche Truppen, die Armee von Barclay Tolly 110,000, die Reserve von Bennigsen und Tolstoy 80,000, also 490,000, — die übertriebensten Berechnungen legen Napoleon von Italien bis an die Oder nur 360,000 Mann bei, von denen er in jedem Fall ein bedeutendes Corps gegen die Österreicher stehen lassen muß.

Es ist also eine große Masse von Streitkräften vorhanden, und Alles kommt auf den Gebrauch an, so davon gemacht wird.

Der Wunsch, den Krieg fortzuführen herrscht fortdauernd in Preußen, in Österreich, sowohl im Volk als in der Armee, in Rußland im Volke, in der russischen Armee weniger, sie kann und muß aber auch geschont und die große Last des Krieges auf Deutschland gelegt werden. Der Kaiser Alexander sieht die Nothwendigkeit der Fortsetzung des Kriegs ein, er hat Sinn für das Große der Unternehmung und des Zwecks, die Menschen, die in politischer und militairischer Beziehung ihn umgeben, sind aber nicht geeignet zum Stärken, Stählen, Erleuchten. — Araktschejeff ist ein gutmüthiger, leerer Schwächling, der immer eines Anlehnungspunctes bedarf, Anstetten und jetzt, wo er abwesend ist, Pozzo dazu braucht, beides Männer von Geist und Fähigkeit, der Letztere steht weit über dem Ersteren in jeder Hinsicht, Sie kennen beide — Anstetten, so mehr einen feinen als richtigen Verstand besitzt, mehr Beredsamkeit und Leichtigkeit des Ausdrucks, als Gründlichkeit — mehr Praxis als Wissenschaft — er ist übrigens kräftig und hat vielen Ehrgeiz.

Barclay ist tapfer, rechtlich, kriegserfahren, aber beschränkt und wenig unternehmend, daher mehr zum Frieden geneigt, er hat einen geschickten, brauchbaren Mann von sich entfernt, den General Toll. Da

Barclay aber Ordnung und Methode besitzt, so ist er Witgenstein weit vorzuziehen, dem diese Eigenschaften ganz fehlen. — Vielleicht wäre der beste Weg, um seinen Unvollkommenheiten abzuhelfen, wenn man ihn einem tüchtigen Generalstab beiordnete, der aus Wolkonsky, Toll und dem preußischen Obristlieutenant Grolmann bestände.

Scharnhorsts Tod ist ein großes Unglück, sein richtiger Verstand, seine Ruhe, seine gründliche Wissenschaft, seine aufopfernde, sich selbst verläugnende Hingebung für das Gute, waren die herrlichen Eigenschaften, die seinen vortrefflichen Character bildeten, die ihm eine wohlthätige, weit um sich greifende Wirksamkeit verschafften. Ich übersende Ew. Excellenz ein Gedicht, das ich bitte unter die in England wohnenden Deutschen austheilen zu lassen.

Des Staatskanzlers von Hardenberg Benehmen ist sehr brav in Beziehung auf die auswärtigen Verhältnisse. Desto schwächer und verwirrener ist seine Leitung der innern Angelegenheiten.

— — — — — — — — —.

Österreich giebt seinen Bewaffnungen eine große Ausdehnung, aber selbst ohne seinen Beistand ist ein Krieg, der nur mittelmäßige Resultate giebt, besser als ein verderblicher Friede.

Wird England an den Unterhandlungen Theil nehmen?

Möge es nur einen geistvollen, kräftigen, in diplomatischen Geschäften geübten Mann wählen, da Lord Cathcart, (ich wiederhole es Ew. Excellenz mit inniger Überzeugung, aus dem reinsten Pflichtgefühl für die gute Sache) zu Geschäften unfähig ist. — Die Anwesenheit von Sir Charles Stuart war zu Beförderung der Angelegenheiten von dem größten Nutzen.

Ew. Excellenz fragen mich, ob Ihre Anwesenheit auf dem festen Lande von Nutzen seyn wird? — Ich glaube auf jeden Fall vom größten. Der Geist der Bewohner Deutschlands hat sich mit 1805 so umgewandelt, daß man fast in einem unbekannten Lande sich zu befinden glaubt, diesen damals geschwächten, jetzt frisch aufgeregten Geist würden Sie kennen lernen und zweckmäßig leiten. — Kömmt es zu Unterhandlungen, so würde durch Ihre Anwesenheit, durch Ihr Eingreifen die Parthei der deutschen Vaterlandsfreunde mächtig gestärkt und gehoben werden. — Also kann ich nicht anders, als Ihre Ankunft für nützlich und wünschenswerth halten.

Mit ausgezeichneter Hochachtung und wahrer, unwandelbarer Freundschaft 2c. Stein.

Reichenbach, den 7. August 1813.

Ich habe von Ew. Excellenz seit dem 3. Juli kein Schreiben zu erhalten die Ehre gehabt, Ihnen werden unterdessen verschiedene der meinigen zugekommen seyn.

Die Annäherung von Österreich ist vollkommener gegenwärtig als zu irgend einer vorhergegangenen Periode, und man kann einer vortheilhaften Entscheidung in wenig Tagen entgegen sehen.

Die Zubereitungen sind groß, die Verbindung mit dem hiesigen Hauptquartier genau, die Verabredung wegen militairischer Operationen in vollem Gang, die militairischen Unterhändler hier, aber noch immer habe ich Mißtrauen, bis ich sehe, daß ein entscheidender Schlag geschehen sey, und daß die Sache den Händen der Menschen entgangen, und der Entscheidung des Schicksals anheimgestellt ist.

Pozzo ist hier sehr nützlich, er besitzt Geist, Muth, Beredsamkeit, er hat dabei die Gewandtheit, die nöthig ist, um mit einem Schwächling auszukommen, und die Gutmüthigkeit, um diesen nicht verdrängen zu wollen; da dieser aber immer nach seiner Dienststellung den unmittelbaren Zutritt zum Kaiser hat, und auf seine Privat- und Familien-Verbindungen Rücksicht nehmen, und sie berechnend, handeln muß, so ist die Thätigkeit Pozzos sehr begränzt, und man kann ihn nicht für das Gute, so nicht geschieht, verantwortlich machen.

Hiezu kömmt die Nullität des Botschafters, der auch nicht eine Eigenschaft besitzt, wodurch man Achtung und Einfluß erzwingt, oder auf milderem Wege erwirbt, — die Abwesenheit Stewarts in diesem Augenblicke der Entscheidung, alles dieses wirkt nachtheilig, oder verhindert, daß England nicht so eingreift, wie es nach seiner politischen Lage eingreifen könnte und sollte.

Der Kronprinz von Schweden steht nun an der Spitze eines zahlreichen, schönen Heeres, möge er es kräftig und zum Frommen der guten Sache anwenden! Erwünscht ist es, daß Pozzo und Stewart ihn begleiten werden, daß er gänzlich von den Bundesgenossen abhängt in Hinsicht auf Geld und Macht und Schiffe.

Man sollte Holstein der dänischen Herrschaft entziehen und es Han-

nover geben, Holstein ist der dänischen Regierung müde und wünscht einen deutschen Regenten — und die Dänen gehören nicht auf das diesseitige Ufer der Eyder. Hannover erhielte alsdann eine Vermehrung an Menschenzahl von 500,000 Seelen und würde sich wieder zu einem kräftigen Zustand erheben können. — Die Verbindungen Deutschlands mit England würden nicht abhängig seyn von den Launen des Kabinets in Kopenhagen.

Der Staatskanzler Hardenberg ist in seinen Grundsätzen, so sich auf politische Verhältnisse gegen Frankreich beziehen, ganz fest und Vertrauen verdienend. — Könnte er sich von der Verwaltung des Innern losreißen, in sein Privatleben Sittlichkeit bringen, so würde er eine festere und einflußreichere Stellung erhalten.

Den 10. Aug.

Napoleon treibt sein Schicksal blindwüthend zu seinem Verderben, er überläßt sich dem Einfluß seiner teuflischen Bosheit, und wird hoffentlich mit Schmach und Verachtung untergehen.

Seit gestern bewegen sich die Truppen in allen Richtungen, morgen rücken sie in Böhmen ein.

Ich reise nach Prag.

Ich wünsche sehr, daß die Verhandlungen wegen des Bundespapiers geschlossen werden, damit Preußen die Kräfte zur Fortsetzung des Krieges erhalte. Da Sir Stewart gestern Abend angekommen ist, so wird hoffentlich dieses Geschäft geendigt werden.

Pozzo geht in wenig Tagen nach dem Hauptquartier des Kronprinzen, und ist mir leid, daß er uns verläßt.

Graf und Gräfin Orloff sind wahrscheinlich in London; ich bitte Sie diese Briefe ihnen zuzustellen, und von den Gesinnungen ausgezeichneter Hochachtung und unwandelbarer Freundschaft überzeugt zu seyn, womit ich Ew. Excellenz ergeben bin ꝛc.

v. Stein.

Prag, den 23. August 1813.

Ich hoffe Ew. Excellenz haben mein Schreiben aus Reichenbach erhalten. Unterdessen hat sich die große Angelegenheit des Beitrittes Österreichs entwickelt. — Wir verdanken ihn nächst Gott, dem klugen Beneh-

men Humboldts und Anstettens, der Tollheit Napoleons, den edlen Gesinnungen des Kaisers Alexander, der Beharrlichkeit des Königs und Staatskanzlers, — nicht der weichlichen, egoistischen, lauernden, mit einem elenden Flickwerk sich begnügenden Politik — — — — — — — — —.

Jetzt leben wir in der gespanntesten Erwartung der militairischen Ereignisse, die ganz in unserer Nähe vorgehen, und die uns vielleicht von hier vertreiben — die Vergangenheit wird in der anliegenden kleinen Brochüre dargestellt.

Das Wichtigste in diesem Augenblick ist, Preußen und Rußland mit Geldmitteln zu versehen, um es zur Fortsetzung des Krieges in den Stand zu setzen. Ew. Excellenz werden sich erinnern, daß ich im Januar a. c. ein von den verbündeten Mächten verbürgtes und von ihnen einlösbares Papiergeld vorschlug, — daß England diesen Vorschlag annahm, in der Folge aber durch die zudringlichen Rathschläge des Chevalier d'Ivernois veranlaßt, vorschlug, die Hälfte der angetragenen Summe von 30 Mill. . . . ., also 15 Millionen Thaler auf seinen Credit allein zu übernehmen, und den übrigen beiden Mächten es zu überlassen, ob sie ein eigenes Papiergeld zu schaffen für gut finden.

Es war keine Zeit mehr über den Werth dieser Maaßregel zu discutiren, man nahm sie also an, es ist aber dringend nöthig, ihre Ausführung zu beschleunigen, und Ew. Excellenz schreibe ich um Sie zu ersuchen, von Ihrer Seite hiebei mitzuwirken — und dazu beizutragen, daß das Project der Convention so angenommen werde, wie es an Herrn von Jacobi geschickt worden ist. Ich besorge nämlich, wenn sich d'Ivernois von neuem einmischte und neue Rücksprachen verursachte, oder neue unpassende Ideen einschöbe, — eine solche äußerte er bereits, indem er meinte, England solle statt ein von ihm verbürgtes Papiergeld, zinstragende Obligationen verfertigen, die man an die Capitalisten in Deutschland verkaufen könnte, er bedachte aber nicht, daß durch eine Reihe sehr bekannter Umstände eine allgemeine Geldlosigkeit entstanden ist, daß die noch übrig bleibenden Capitalien bei weitem höher als zu 6 pro Cent benutzt werden können, daß endlich alle unsere großen Handelsstädte in den Händen des Feindes sind, und daß doch nur auf diesen Plätzen Geldgeschäfte gemacht werden können, — die Obligationen können zwar als ein Austauschungsmittel gebraucht werden für den der dazu Lust hat, und als

solche sind sie in der Convention angenommen worden, sie können aber die Stelle des vorgeschlagenen Papiergeldes nicht vertreten.

Dieses wird aber mit Erfolg gebraucht werden können und sich in Werth erhalten:

1) weil es von den verbündeten Mächten als Circulationsmittel, als Geld in einem großen Theile von Deutschland erklärt wird;

2) weil man es in mäßiger Menge ausgiebt und die jetzige Verausgabung der russischen Bank-Assignationen alsdann aufhört;

3) weil es in englischen Obligationen verwandt werden kann, und England dessen Wiedereinziehung gegen baares Geld verbürgt.

Ich ersuche Ew. Excellenz, alles dieses wohl zu prüfen und das Project der Convention, welches heute eingesandt wird, nachdrücklichst zu unterstützen.

Den gegenwärtigen Geist des hiesigen Volks finde ich bei weitem nicht so gut gestimmt wie Anno 1809, weil die Regierung nichts thut, noch thun will, um ihn aufzuregen, — damals lenkten die Brüder Stadions das Ruder, sie brauchten jedes Reizmittel, um die edlern Gefühle in den Menschen zu erwecken, und sie erreichten ihren Zweck auf das Vollkommenste, — jetzt steht ein kalter, absichtlicher, flach berechnender Mann an der Spitze, der sich vor jeder kräftigen Maaßregel scheut, sich das Ziel nahe steckt und mit kümmerlichem Flickwerk sich behilft, — daher die ehebrecherische Heirath, die thörichte Hoffnung eines partiellen Friedens, der kindische Friedenscongreß, das elende Ultimatum u. s. w.

In diesem Augenblick erhält aber Metternich eine Suprematie in den Rathschlägen, wegen der Freude des Kaisers Alexanders über den Beitritt Österreichs und seiner Hoffnung, hiedurch den Krieg auf eine ehrenvolle Art zu beendigen, — eine Suprematie, — — — — — — — — — — — — — — leider ist aber Lord Cathcart hiezu nicht geeignet, ein bloßes lauerndes und herumschnüffelndes Werkzeug; — Stewart, ein verständiger Mann, der nach dem Hauptquartier des Kronprinzen abgehen wird, — um so wichtiger ist es, daß Sie einen verständigen, geschäftserfahrenen Mann an den Wiener-Hof von Seiten Englands abschicken, der Metternich beobachtet und influirt.

Ich schreibe Ew. Excellenz dieses zu Ihrem eigenen Gebrauch und

ersuche Sie, von den Gesinnungen der ausgezeichnetsten Hochachtung überzeugt zu seyn, womit ich verbleibe

Ew. Excellenz rc.

v. Stein.

Prag, den 14. September 1813.

Ich hoffe, Ew. Excellenz haben meine Briefe aus Reichenbach erhalten. Die neuesten Ereignisse haben uns unsere neuen Alliirten und ihren Feldherrn vor Dresden kennen lernen. — Wir haben eine Vermehrung der Masse, nicht der Einsichten und der edlen, kräftigen Gesinnungen erhalten und die Früchte des seit 1810 befolgten Systems kennen gelernt. — Von 1806 an bis 1809 arbeiteten die beiden Stadions daran, um den Geist der Nation zu heben, um die Armee zu verstärken und zu vervollkommnen, beides mit Erfolg, die Nation war begeistert, die Armee schlug sich tapfer, — das neue Ministerium strebte seit dem Frieden bis jetzt, den Cours zu verbessern, den Frieden zu erbetteln, die Armee zu desorganisiren, den Geist der Nation zu lähmen, man hoffte durch allerlei diplomatische Künste das große Problem der Regeneration Europas zu lösen, und es gelang zum Theil, die Nation ist und ward lau, die Armee schlägt sich nicht sonderlich. — — — — — — — — —
Wer zwar rechnet, aber ohne Tiefe; das ist ein guter Buchhalter, aber kein großer Mathematiker.

Das Resultat, so sich bisher zeigte, ist, daß man überall mit Erfolg focht, nur nicht bei der großen Armee, daß zwischen Russen und Österreichern eine große Abneigung herrscht, die durch eine bekannte Unbeholfenheit der Letzteren sehr vermehrt wird, — hiezu kömmt, daß Metternich nach einem überwiegenden Einfluß strebt, wozu ihm weder sein Talent, noch sein Character, noch die militärische Stellung seines Landes Anspruch geben. Der Kaiser Alexander sieht alles dieses sehr lebhaft ein, er wird wahrscheinlich das Commando seiner und der preußischen Heere übernehmen, und die Bewegung dieser belebten Massen wird sich der inerten Österreichischen mittheilen.

Es ist von der größten Wichtigkeit, daß man sich über die deutschen Angelegenheiten bestimme. — Von — — — erwarten Sie keine große Ansichten, er steckt sich das Ziel nahe, um auf die bequemste und kürzeste Art die Sache einstweilen auszuflicken, die Geschichte der Unterhand-

lungen beweiset es, und hätte die Tollheit Napoleons der Sache nicht eine unerwartete Wendung gegeben, so hätten wir einen verderblichen und höchst elenden Frieden erhalten.

England muß mit Rußland und Preußen ernstlich auf die Erhaltung und Gründung einer festen Ordnung der Dinge in Deutschland bedacht seyn, und ich wünsche Ew. Excellenz Idee darüber zu wissen. — Kraft zum Widerstand nach Außen, im Innern Sicherheit des Eigenthums und des Lebens für den Einzelnen müssen die Hauptzwecke, Verstärkung der Macht des Kaisers, Wiederherstellung von Preußen, Verminderung der Macht der Fürsten, Zerstörung des Rheinbundes und aller französischen Einrichtungen, müssen die Mittel seyn.

Gagerns Ansichten sind phantastisch.

Erhalten mir Ew. Excellenz Ihre Freundschaft und seyen Sie von der Unwandelbarkeit der meinigen überzeugt.

Ich bin bald hier, bald in Töplitz, gehe aber wieder in das Hauptquartier, sobald es vorrückt.

v. Stein.

(ohne Ort, aus Rußland den 11. Jänner 1811.)

Die sich anbietende Gelegenheit, Eurer Excellenz zu schreiben und Ihnen einige Worte über meine Lage und die der öffentlichen Angelegenheiten zu sagen, kann ich nicht unbenutzt vorübergehen lassen.

Noch immer dauert die von der französischen Regierung ausgesprochene Achtserklärung fort. Sie wurde veranlaßt hauptsächlich durch die Einstreuungen einer aus allen genußliebenden gemeinen Menschen zusammengesetzten Partei — — — — — — diese Partei bearbeitete den mißtrauischen, heftigen M. Davoust, dessen Berichte den Kaiser zu einer Maßregel bestimmten, die er sonst wahrscheinlich nicht ergriffen hätte.

In diesem Land lebe ich ruhig, seine Lage ist aber so gefahrvoll, daß Umstände eintreten können, die mich es zu verlassen nöthigen und dann bleibt kein Zufluchtsort übrig als England, ich würde zugleich allen meinen Hülfsquellen entsagen müssen, und dann entsteht die Frage, ob ich dort nur so viele Unterstützung finden werde, als zu einem nöthigen Auskommen hinreichend ist, hierüber erbitte ich mir von Eurer Excellenz eine freundschaftliche Belehrung.

Der jetzige Zustand der Dinge, wo Alles vom rücksichtslosen Willen

eines Mannes abhängt, kann nicht dauern, sobald die Hand des Unterdrückers erschlafft, oder sinkt, oder wenn das Maaß seiner Verbrechen voll ist, so findet eine Reaction statt, zu der alles vorbereitet wird durch den tiefen Unwillen, welchen Willkühr, das Niedertreten der alten, auf Besitzstand und Recht gegründeten Verhältnisse, die Vernichtung aller Denkfreiheit, die fortschreitende Verarmung verursachen. — Mit diesem Unwillen verbindet sich Gewohnheit an Entbehrung und die Überzeugung, daß bei Wandelbarkeit und Ungewißheit jedes Verhältnisses, jede Sorge für Erhaltung oder Befestigung der subsistirenden Einrichtungen vergeblich ist. Auch der Geringste sieht ein, daß alle die Worte von Freiheit der Meere u. s. w. leere geistlose Vorspiegelungen sind, ein zerrissener Bettlermantel, um eine grenzenlose Willkühr zu bedecken.

Erhalten mir Ew. Excellenz Ihre freundschaftliche Gesinnung und seyen Sie von meiner ausgezeichneten Hochachtung überzeugt.

v. Stein.

---

den 19. April 1812.

(Auf die Nachricht des Anschlusses und Bündnisses Preußens mit Bonaparte zum russischen Heereszuge.) Nun kann man in Deutschland nichts mehr von einer Impulsion von Oben erwarten! Es mag seyn, daß Rußland den Vertheidigungskrieg besteht, daß Napoleon gezwungen wird, sein erschöpftes und überspanntes Reich noch stärker anzugreifen und die Folgen seiner verderblichen Verwaltung zu beschleunigen, alles dieses kann keine Befreiung von Deutschland unmittelbar bewirken, die nur das Werk anderer glücklicher und unberechenbarer Ereignisse seyn kann *).

Unterdessen verschwinden Zeit und Kräfte, die Besseren zehren sich in schnödem, unerträglichem Müssiggang auf, als Zuschauer des allgemeinen Elends und des Treibens der Schlechteren, deren Zahl täglich wächst und deren Gesinnungen krebsartig um sich fressen.

Seit 1809 lebe ich in der Erwartung glücklicher Ereignisse, die nun

*) Mehrere dieser Briefe und auch einiges Consommé aus dem Nugent-Gneisenauischen Briefwechsel, erschienen bereits in des Freiherrn von Hormayr historischem Taschenbuch auf 1839 Seite 28 bis 80, im edeln, thatenreichen Leben des Grafen Münster und noch bei Lebzeiten desselben. Er starb in Hannover am 20. Mai des nämlichen Jahres 1839.

zuletzt noch durch die Vorgänge in Berlin grausam getäuscht worden ist. Es ist unerträglich, sich in diesem Müssiggang aufzuzehren, und die kurze Lebenszeit, in der man noch einigen Vorrath von Kräften besitzt, unbenutzt vorübergehen zu sehen, während das Rad des Schicksals sich unaufhaltsam über die Zeitgenossen hinwälzt. Im Gefühl des tiefsten Unmuths über diesen Zustand, lege ich Ew. Excellenz meinen Wunsch vor, auf irgend eine Art wieder in Thätigkeit gesetzt zu werden; — auf welche Art? werden Ew. Excellenz fragen und hierauf bin ich nicht im Stande befriedigend zu antworten.

Vielleicht könnte ich durch Rath und Einfluß die gute Sache befördern, wenn ich mich unter dem Schutz der bei dem Ausbruch des Krieges abgesandt werdenden englischen Gesandtschaft, im Hauptquartier aufhielte? Der Kaiser Alexander beweist mir sein Zutrauen, indem er mir schon 1807 seine Dienste anbot. Ich stehe mit vielen dort angestellten Personen in Verbindung. — Ich verlange nichts als Reisekosten, Diäten und die nöthigen Pässe. Ist der Krieg zu Ende, so kehre ich wieder hieher zurück.

Möge er einen glücklichen Erfolg haben — oder Ich mein Ende darin finden! —

Mit ausgezeichneter Hochachtung verbleibe ich

Ew. Excellenz ergebenster

v. Stein.

Petersburg, den 1. Dezember 1812.

Ew. Excellenz Schreiben vom 3. Novbr. habe ich am 29. desselben Monats durch den Botschafter erhalten, die meinigen vom 2. und 7. November und das vor wenigen Tagen durch den Spanischen Gesandten besorgte, wird Ihnen nun vorliegen.

Die Schwierigkeiten, die nach Ew. Excellenz Äußerung sich einer Landung entgegenstellen, sind durch die gegenwärtige Lage des Krieges beseitiget; das zwischen dem Dnieper, der Düna und der Beresina stehende französische Heer wird seinem Verderben gewiß und vielleicht mit seinem verbrecherischen Oberhaupt nicht entgehen. — Dem Fortrücken der russischen Armee bis an die Elbe, wenigstens bis an die Oder, wird nichts hindernd. Die militairische Benutzung von 2 Millionen braver Deutscher, die Hülfsmittel von Preußen, Pommern und der Neumark, werden im

wenig Monaten dem Eroberer zu Gebote stehen, — wie aber alles dieses einzurichten, zu bewegen, durch wen und in wessen Namen? das liegt Alles im tiefsten Dunkel!

Ein Mehreres als in meinen vorigen Briefen enthalten ist, weiß ich nicht zu sagen. — Es bleibt mir daher nichts übrig, als zu wünschen, daß es ganz, zum Theil, oder daß etwas Besseres geschehe, und Vieles läßt sich vom edlen Charakter des Kaisers, trotz seiner Umgebungen erwarten.

Was ich durch Vorstellungen bei ihm und allen verständigen Männern zu erwirken vermag, das thue ich gewiß. — Von der alten — — — erwarte ich ganz und gar nichts, weil sie durchaus unverständig, unwissend und unedel ist. Das schwedische Wesen ist eine Seifenblase und wirket gleich ihr. Wir bedürfen seiner nicht mehr und es ist ein großer Gewinn, wenn diese Einmischung vereitelt wird (? —

Gott gebe, daß England die Verbindung zwischen Rußland und Österreich bewirke! Es scheint mir ein glücklicher Erfolg bei den günstigen und richtigen Ansichten des Kaisers, höchst wahrscheinlich ergeht Alles sehr langsam. W. war erst den 7. Novbr. alt. Styls im russischen Hauptquartier angekommen. Österreich läßt immer noch die russischen Couriere nicht über die Grenze. Man kündigt Graf Metternich hier an, von seiner Ankunft, im Falle sie wirklich erfolgen sollte, erwarte ich mir etwas Gutes.

Es ist mir leid, daß Ew. Excellenz in mir den Preußen vermuthen und in sich den Hannoveraner entdecken, — ich habe nur ein Vaterland, — das heißt Deutschland und da ich nach alter Verfassung nur ihm und keinem besondern Theile desselben angehörte, so bin ich auch nur ihm und nicht einem Theile desselben von ganzem Herzen ergeben. Mir sind die Dynastien in diesem Augenblick großer Entwicklung vollkommen gleichgültig, es sind bloß Werkzeuge, mein Wunsch ist, daß Deutschland groß und stark werde, um seine Selbstständigkeit, Unabhängigkeit und Nationalität wieder zu erlangen und beides in seiner Lage zwischen Frankreich und Rußland zu behaupten, das ist das Interesse der Nation und ganz Europas; es kann auf dem Wege alter zerfallener und verfaulter Formen nicht erhalten werden, dies hieße das System einer militairischen künstlichen Grenze auf den Ruinen der alten Ritterburgen und der

mit Mauern und Thürmen befestigten Städte gründen wollen, und die Ideen Vaubans, Coehorns und Montalamberts verwerfen.

Mein Glaubensbekenntniß finden Ew. Excellenz in der Anlage, es ist Einheit. Ist sie nicht möglich, doch ein Auskunftsmittel ein Übergang. Setzen Sie an die Stelle Preußens, was Sie wollen, lösen Sie auf, verstärken Sie Österreich mit Schlesien und der Chur Mark und dem nördlichen Deutschland, mit Ausschluß der Vertriebenen, reduziren Sie Bayern, Würtemberg und Baden, als die von Rußland begünstigtsten, auf das Verhältniß vor 1802 und machen Österreich zum Herrn von Deutschland, ich wünsche es, es ist gut, wenn es ausführbar ist, nur denken Sie nicht an die alten Montagues und Capulets und an diese Zierden alter Rittersäle. Soll sich der blutige Kampf, den Deutschland 20 Jahre unglücklich bestanden und zu dem es jetzt wieder aufgefordert wird, mit einem Possenspiel endigen, so mag ich wenigstens nicht Theil daran nehmen, sondern kehre in das Privatleben freudig und eilig zurück.

Was macht Walmoden in Spanien? Er hätte entweder herkommen oder nach Wien gehen sollen, um den Entschluß dieses Hofes abzuwarten, — ich ersuche Ew. Excellenz die Anlagen nach ihrer Bestimmung zu befördern, nur wäre es gut, wenn Gneisenau herkäme! Vom Canzler Hardenberg erwarte ich nichts, er ist in Sinnlichkeit und Schwäche versunken und durch Alter gedrückt. (Wie bald mußte der brausende Stein bekennen, wie sehr er sich geirrt!) Warum antworten Sie nicht der Gräfin Orloff, es ist eine liebenswürdige, gute, verständige Frau, Ihre Freundin. Mit der ausgezeichnetsten Hochachtung verbleibe ich

Ew. Excellenz

ergebenster v. Stein.

41.

Folgereihe eben dieser Correspondenz. Briefe Gneisenau's.

Berlin, $\frac{14.}{29.}$ Juli 1811.

Empfangen 2. Septbr. 1811.

Ew. Excellenz Schreiben vom 6. Juni ist richtig in meine Hände und zwar zur guten Stunde gekommen, indem ich in diesem Augenblicke von meinem Landsitz in Schlesien hieher berufen bin, da man die herannahende Gefahr fühlt, und sich meines Rathes und meiner Dienste bedienen will. Ein früheres Schreiben von Ew. Excellenz aber habe ich in Deutschland nicht erhalten, was ich doppelt beklagen muß, einmal weil es verloren gegangen und in unreine Hände gekommen seyn kann, und dann weil Ew. Excellenz mit Recht zürnen könnten, wenn ich solches unbeantwortet gelassen hätte, welches an der Güte, womit Sie mich überhäuft haben, mich mit dem Vorwurf des Undanks belastet hätte.

Um Ew. Excellenz ein treues Bild von unserer Lage zu geben, werde ich etwas in unserer Geschichte zurückgehen.

Bekannt wird es Ihnen seyn, daß Herr von Hardenberg nur mit Bewilligung des französischen Kaisers das Ruder wieder ergreifen durfte; ein finsteres Wort des Letzteren würde ihn wieder davon entfernt haben. Sein erstes Bestreben war daher, mit den französischen Autoritäten gut zu stehen und die Contributionen pünktlich zu leisten. Das Unmögliche geschah. Die Nation gewöhnte sich an die Idee eines Bündnisses mit Frankreich. Daher die alsbaldige Unterwerfung unter den Colonialtarif und die Vollstreckung der Confiscation der englischen Schiffe in unsern Häfen. Die beiden letztern Gegenstände halfen zur Möglichkeit, die Contribution zu leisten, welches sonst nicht zu bewirken gewesen wäre, da Handel und Gewerbe stockten. Für so viel Unterwürfigkeit hoffte man

durch den Antrag eines Bündnisses belohnt zu werden. — Tiefes Stillschweigen! Die russischen Rüstungen begannen. Auf einmal erschienen französische Truppen in größerer Anzahl, als die bestehenden Tractaten feststellen, in unsern Staaten und wichen von der Militairstraße ab. Dies erfüllte mit Schrecken. — Man rief mich und ich gab meine Rathschläge, die in der Hauptsache dahinaus liefen, sogleich die Truppen zusammenzuziehen, feste Stellungen zu nehmen, die Festungen auszurüsten, und insurrectionelle Maaßregeln vorzubereiten. Man fand meine Rathschläge zu kühn und führte nur die Hälfte derselben aus, nämlich man glaubte im Stillen — (eitle Hoffnung! —) Alles abmachen zu können. Ich hatte vorhergesagt, die Absicht der Franzosen sey, in die Festungen der Oder so wie nach Danzig viele Truppen nach und nach zu legen, somit Berlin zu umstellen, dann schnell von der Elbe und aus Mecklenburg Truppen nach der Hauptstadt rücken zu lassen, sich der Regierung und des Hofes zu bemächtigen und solchen zu jedem Unterwerfungsvertrag zu nöthigen. Man glaubte, ich sähe zu schwarz. Alles jedoch erfolgte, wie ich es vorhergesagt hatte, nur der letzte Akt ist noch nicht begonnen, aber wir dürfen buchstäblich erwarten, daß in der nächsten Stunde uns die Nachricht zukomme, feindliche Truppen seyen hieher im Anzug. Es wird dann sehr viel Muth, Einsicht und — Glück dazu gehören, den König zu retten, der, er gehe nun nach Pommern oder Schlesien, immer durch ein Nadelöhr gehen muß.

Was möglich ist, vorzubereiten, um dem Unglück zu begegnen und zu wehren, daß uns nicht ein Schimpf widerfahre, soll redlich geschehen. Ich rede und schreibe im Vereine mit dem vortrefflichen Scharnhorst, ich hauche Muth ein, ich gebe die Mittel zur Rettung an, ich beweise, daß sie groß sind, und vielleicht wird es gelingen, zu kräftigen Entschlüssen zu bewegen. Ich dringe darauf, daß der König nach Königsberg gehe, weil ich voraussehe, daß dort seine Entschlüsse kräftiger und rücksichtsloser seyn werden und er dann auch nicht durch so viel schlechte Menschen beirrt ist. Gelingt mir dies, so haben wir Alles gewonnen.

Das Schlimmste wäre, wenn binnen wenig Tagen bereits der letzte Akt begönne. Dann ist nichts weiter zu thun, als die wenigen Truppen hier zu sammeln und den Kampf der Verzweiflung zu fechten, der uns vielleicht gelingt. Ich trachte, hiefür zu begeistern.

Bei der Vertheilung der Rollen ist mir Schlesien zugefallen. Ich

werde, wenn nur etwas Zeit übrig bleibt, die Kräfte dieses Landes in Werth setzen. Es fehlt aber dort an Waffen. Zu dem Ende habe ich mich mit Ihrem (dem englischen) Agenten in Wien in Verbindung gesetzt, der mir auch eine große Anzahl Gewehre versprochen hat. Ich hoffe, er werde Wort halten können. Verwenden Sie Ihren Einfluß dazu, daß sogleich Gewehre und Munition nach Colberg und Pillau gesendet werden, um ausgeladen zu werden, sobald die ersten Schüsse geschehen sind. Geschütz bedürfen wir nicht, wohl aber späterhin etwas Pulver.

Mein Plan geht dahin, dem Krieg einen insurrectionellen Charakter zu geben, und alle Streitkräfte des Landes zu entwickeln. In meinem nächsten, soferne ich noch schreiben kann, sollen Sie die Hauptpunkte, wonach wir unsern Widerstand ordnen wollen, erfahren. Lähmt uns nicht Schwäche, so soll die Welt erstaunen, mit welchen Kräften wir auftreten werden.

Die Russen haben das Unmögliche in ihren Rüstungen gethan. 17 Divisionen stehen längs unsern Grenzen, zusammen 182,000 Mann, versammelt. Der Wille des Hofes ist gut, und wir dürfen Beistand erwarten, obgleich ich behaupten darf, daß wir mit unsern acht Festungen Rußland noch bei weitem nützlicher seyn werden, als dieses uns.

Daß nur ja Ihr Cabinet Wien nicht außer Acht lasse! Ich habe noch mehr zu vermuthen, daß man dort nur einiges Antriebes von Ihrer Seite und einiges Glückes von unserer bedürfe, um nach 6 — 8 Monaten ebenfalls Theil an dem Kriege zu nehmen.

Bei unsern Planen wird es gut seyn, daß mein Freund Dörnberg und dessen Bruder zu uns kommen, damit wir sie sogleich in Bereitschaft haben. Es dünkt mir, daß keine Zeit zu versäumen sey. Wir wollen beiden schon einen verborgenen Aufenthalt anweisen.

Noch will ich hier hinzufügen, daß es dem General Scharnhorst auf unablässiges Bemühen gelungen ist, eine Armee von 124,000 Mann, völlig ausgerüstet, aufzustellen, das heißt, exerzirte und disciplinirte Truppen. Haben wir nur etwas Zeit, nur wenig Glück und viel Gewehre, so mögen wir diese Anzahl sogleich verdoppeln.

Für heute will ich von Ew. Excellenz scheiden, indem ich Sie nur noch bitte, mich dem Prinzen von Wales, Herzoge von York und Cambridge K. H. zu Füßen zu legen. Für den Herrn Herzog von Braunschweig hätte ich einen dicken Brief, so wie auch an Ew. Excellenz und die beiden

Dörnberge fertig, der Rittmeister Gasstron aber war mir zu schnell fortgeeilt und ich habe diese Briefe verbrannt, da ich eine Zeitlang fürchtete, daß wir uns mit Frankreich verbinden würden, und ich im Begriff war, nach Spanien über Salonichi zu gehen.

Genehmigen Ew. Excellenz die reine Verehrung, womit ich Ihnen ergeben bin. Möchte ich diese Versicherung Ihnen mündlich auf deutscher Erde wiederholen können! Unverbrüchlich

Ew. Excellenz treuergebener

N. v. Gneisenau.

N. S. den 29. Juli. Seit ich Ihnen das Obige schrieb, sind die Dinge beträchtlich weiter gerückt. Wir werden sicherlich angegriffen werden und sicherlich werden wir große Mittel entwickeln. Mehr kann ich nicht sagen.

Billigen denn Ew. Excellenz, daß man Bernadottes Antrag zurückgewiesen hat? Im Falle eines Krieges zwischen Frankreich und Rußland könnte ein Krieg Schwedens gegen Finnland Rußland sehr gefährlich werden, wie ich mich bei einem Aufenthalt in diesen Ländern überzeugt habe. Es wäre also wohl gut, die 50,000 Mann, welche Schweden aufstellen kann, anderwärts und zwar für uns zu beschäftigen. Es macht dies einen Unterschied von 100,000 Mann.

Gott erhalte Sie!

Berlin, 14. Aug. 1811.

Seit meinem Letzten, das ich an Ew. Excellenz zu richten die Ehre hatte, sind die Dinge abermals um Vieles weiter vorgerückt. Große französische Truppenmassen kommen diesseits des Rheins; sie werden zum Theil auf Wägen fortgebracht; marschiren sogar des Nachts bei Fackelschein, und die Dörfer, wohindurch sie ziehen, werden erleuchtet. Die Richtung des Marsches geht nach der Niederelbe, angeblich gegen Dänemark; doch verlassen 12,000 Mann diese Richtung und ziehen nach Magdeburg, wo auch schon Anstalten zu ihrer Aufnahme gemacht sind. Unser König ist noch immer hier und hat noch Zweifel, ob auch das Ungewitter gegen ihn gerichtet sey? Ew. Excellenz aber zweifeln hierüber so wenig als ich. Ich ersuche Sie also so dringend als möglich, das, was Sie an Waffen und Munition uns etwa ausgewirkt haben mögen, in Bereitschaft zu halten, damit es, sobald Sie die ersten Kanonenschüsse

vernommen haben werden, nach Colberg abgehen könne. Vermuthlich wird dies bereits der Fall seyn, wenn dieser Brief in Ew. Excellenz Hände gelangt. Vielleicht wäre es, wenn ich mich in meinen Voraussetzungen irren sollte, dennoch gut, wenn diese Waffen eventuell nach dem baltischen Meere gesandt würden.

Wenn unser König sich nur entschliessen möchte, sogleich jetzt zu seiner Vertheidigung die passendsten Mittel anzuwenden, so wären wir wahrlich in einer glänzenden Lage. Wir haben, wie ich neulich schon erwähnte, in diesem Augenblick 124,000 Mann völlig ausgerüstet und können hinzufügen, soviel wir an Gewehren erhalten. Überdies sollen noch alle Mittel aufgeboten werden, um das ganze Land unter Waffen zu bringen, solches, soweit der Feind darin vordringt, zu desorganisiren, damit selbiger keine Unterstützung an Lebensmitteln, Fuhren ꝛc. erhalte, sondern Alles mit Waffengewalt erzwingen müsse, und einen spanischen Krieg, der meistens des Nachts geführt wird, in Gang zu bringen. Alle übrigen Mittel, welche ich vorgeschlagen habe, sind von einer Tendenz, daß sie auch dem Lauen und Schwachen keinen Ausweg übrig lassen und der Sinn aller desfallsigen Anordnungen ist: wer nicht mit uns ist, ist wider uns. Ich hoffe, verehrter Graf, daß Sie mit mir zufrieden seyn sollen.

Seit ich vorigen Perioden schrieb, kann ich Ihnen die Nachricht geben, daß der König entschlossen ist. Wir werden also mit den Vorbereitungen zum Ausbruch sogleich jetzt beginnen können.

Der Geist der französischen Armee ist, wie wir aus einem Bericht des Marschall Berthier an den französischen Kaiser wissen, sehr herunter. Er sagt darin: die spanische Armee ist vernichtet: an Disciplin, an Zutrauen zu sich und an körperlichen Kräften. Das Mißvergnügen in Frankreich ist allverbreitet. Die Conscribirten müssen durch mobile Colonnen herbeigeschafft werden; wo sie sich verbergen, werden die Eltern in's Gefängniß gesetzt; sind keine mehr vorhanden, dann die Geschwister; fehlen auch diese, dann die Pathen. In Cleve sind mehr wie 130 Personen aus allen Ständen wegen dieser Ursache verhaftet. Wir mögen viel von diesem weitverbreiteten Hasse gegen französische Tyrannei hoffen.

Wenn wir mit irgend einem Erfolge fechten, dann möchte es zeitgemäß seyn, den Herrn Herzog von Braunschweig mit seinem Corps nach Deutschland wieder zu versetzen. Er hat sich einen grosen Namen bei uns gemacht und es werden ihm viele Menschen zuströmen. Um die beiden

Dörnberge habe ich bereits gebeten und es ist wichtig, daß deren Herkunft beschleunigt werde.

Sowie sich hellere Aussichten zeigen und die Begebenheiten sich mehr entwickeln, so sende ich diesem Brief einen andern nach. Für heute nöthigt mich der Drang der Geschäfte zu schließen. Möge ich bald etwas Erfreuliches von Ihnen hören! Mit der unverbrüchlichsten Ergebenheit nenne ich mich

Ew. Excellenz

ganz gehorsamsten Diener

N. v. Gneisenau.

Berlin, 10. Sept. 1811.

Meine beiden früheren Schreiben, die ich die Ehre hatte, von hier aus an Ew. Excellenz zu richten, sollen, hoffe ich, richtig in Ihre Hände gelangt seyn. Ich habe darin den Zustand unserer Politik, den unserer Bewaffnung und die uns drohende Gefahr geschildert. Der Baron — —, der Ew. Excellenz diesen Brief überreichen wird, geht in der Absicht nach London, um zu erforschen, ob man geneigt seyn möchte, unsere Anstrengungen zu unterstützen, und ich beschwöre Ew. bei der guten heiligen Sache, der Sie angehören, seine deßfallsigen Bemühungen zu unterstützen.

Die Mittel, die wir zum Widerstand entwickeln wollen, sind wirklich groß, und falls uns nur etwas Zeit vergönnt ist, sollen sie das Erstaunen derjenigen erregen, die Preußen für vernichtet ansehen. Ich habe dem König einen Vertheidigungsplan vorgelegt, der, indem er uns für langhin gegen Unterjochung schützt, uns zugleich die Mittel darbietet, offensive Bewegungen zu machen. Aber es fehlt uns hiezu am Nothwendigsten, nämlich an Waffen. Mehr als 124,000 Mann können wir nicht mit Gewehren und Geschütz versehen, und dennoch würden wir 300,000 Mann aufstellen können, wenn wir hiefür Waffen und Munition auftreiben könnten. Welchen Unterschied eine solche Mehrzahl sogleich im ersten Feldzug bewirken würde, fühlen Ew. Excellenz. Aber sogleich im ersten Feldzug muß diese Mehrzahl aufgestellt werden, denn späterhin ist dies nicht mehr möglich, indem sonst der Feind, begünstigt durch seine Waffenplätze Magdeburg und Danzig, und die von ihm besetzten drei Festungen an der Oder, über eine zu große Länderstrecke gebietet, und die Aushebung der waffenfä-

higen Mannschaft unmöglich macht. Bevor er aber unsere Provinzen mit Truppen füllt und sofern wir die Initiative uns sichern, ist dies wohl möglich und es kommt nur darauf an, diese Mannschaft mit Waffen zu versehen und sie unter dem Schutz unserer acht starken Festungen zu organisiren. Ein großer Theil dieser Mannschaft sind altgediente Soldaten, unsere ehemalige Armee.

Wie schleunig daher eine Waffensendung bei uns anlangen müsse, um große Zwecke damit zu erreichen, ist augenscheinlich. Die Superiorität, welche wir im Anfang des Krieges erlangen, möchten wir uns dann für die Dauer desselben erhalten. Ich will mich hierüber näher erklären.

Der Entwurf, den ich zum Kriege gemacht habe, ist keinesweges kühn. Ich will nicht, daß man an Schlachttagen in wenigen Stunden die Hoffnung der Völker vernichte, sondern meine Absicht geht dahin, den Krieg in die Länge zu ziehen. Es ist meine volle Überzeugung, daß ein solches System unsere Gegner zu Grunde richten müsse. Unsere Festungen bieten uns für diese Kriegsart alle Vortheile dar; die schlesischen stehen in einer vortrefflichen Wechselwirkung für diesen Zweck zu einander, Colberg hat eine jetzt zubereitete feste Stellung neben sich und kann seewärts von Pillau her unterstützt werden, und bei Spandau habe ich eine Stellung aufgefunden, die die Mittel gewährt, ein großes Truppencorps mit der größten Sicherheit daselbst aufzustellen.

Füllen wir diese Festungen und Stellungen mit lebendigem und todtem Kriegsstoff an, weit über deren eigentlichen Bedarf, so erhalten wir dadurch einen offensiven Überschuß, der, bei günstigen Umständen, aus seinen Sicherheitsörtern heraus, und der feindlichen Armee in Flanke und Rücken gehen kann, der seine Communicationen unterbricht, und den vielleicht an der Weichsel oder der Memel beschäftigten Feind die Fronte zu verändern nöthigt. Bei Unfällen eilt man in seine verschanzte Stellung zurück und immer muß der Feind gegen die so ausgerüsteten Festungen Armeen aufstellen, um sie zu beobachten und das, was er hiefür gebraucht, vermindert um eben so viel seine Streitkraft gegen die russischen Armeen, die hiedurch in den Stand gesetzt werden möchten, das Übermaaß über die seinigen zu erhalten und ihn zu überwältigen.

Verfährt man nicht auf diese Weise, und beschränkt man sich darauf, die Festungen nothdürftig zu versehen, so darf der Feind nur wenig Kräfte gegen sie verwenden und mit desto größerer Übermacht er-

scheint es nun an der Weichsel, wo ein neues Friedland ähnliche Begebenheiten wie im Jahr 1807 herbeiführen würde. Das von mir vorgeschlagene System hingegen gewährt, bei der größten Sicherheit, die Möglichkeit, zu großen Resultaten zu gelangen, zu Resultaten, die vielleicht das Schicksal des Continents entscheiden könnten.

Sie sehen, durch welche hohe Interessen eine schleunige Sendung an Waffen gebeten wird. Die herannahende, das baltische Meer verschließende Jahrszeit gebietet dieses noch dringender und Sie werden daher, im Gefühl derselben Wichtigkeit des Gegenstandes, unsere Wünsche bei der brittischen Regierung unterstützen.

In der Politik ist, außer der Verweigerung der Rückgabe Glogaus, die in Folge des Pariser Tractats schon vorlängst hätte Statt finden müssen, Nichts vorgefallen, als eine Erklärung des Staatskanzlers von Hardenberg an den französischen Gesandten Grafen Marsan, als dieser wegen unserer Rüstungen anfrug. „Allerdings," antwortete H. v. H., „rüste „man sich und zwar mit Recht, da Alles um uns her ein Gleiches thue." „Aber was wollen Sie mit Ihren Truppen thun?" frug Marsan weiter. „Mourir l'épée à la main et ne jamais succomber avec déshonneur" antwortete H. v. H. St. Marsan erwiderte: er könne uns unser Benehmen nicht verdenken, müsse nun aber an seine Regierung darüber berichten.

Dies ist seitdem geschehen und wir mögen nun in einigen Tagen einer Antwort darüber entgegen sehen. Besteht diese nicht in Flintenschüssen, so mögen wir auf Unvollständigkeit der feindlichen Rüstungen und auf Schwäche schließen.

Noch erlaubt mir Ew. Excellenz zu bemerken, daß im Fall der Gewährung unserer Bitte um Waffen, Colberg der beste Abladungsort für selbige ist; daß es nur vorzüglich an Gewehren und Säbeln mangelt, hernach an Munition für klein Gewehr und Geschütz, obgleich wir dessen auch nicht zuviel haben, besonders nicht affûtirten Geschützes; daß ich bereits an Johnson in Wien geschrieben habe, um von dort aus Schlesien mit Waffen zu versehen, dieser mir auch 10,000 Gewehre zugesichert hat, sobald die Feindseligkeiten ausbrechen; daß diese Summe aber für jene volkreiche, vom Meer entfernte Provinz nicht hinreichend ist; daß ich mich endlich wegen eines Gerüchts, als ob Admiral Saumarez Waffen an Bord habe, an selbigen um Bestätigung dieses Gerüchts gewendet. Ich wollte

alles dieses zu Ew. Excellenz Kenntniß kommen lassen, damit Sie sowohl von unsern Bedürfnissen, als meinen bereits gethanen Schritten vollständig unterrichtet seyen.

Indem ich Ew. Excellenz bitte, mich den Prinzen des Königlichen Hauses, von denen ich die Ehre habe gekannt zu seyn, ehrfurchtsvoll zu Füßen zu legen, versichere ich Sie, verehrter Graf, der unverbrüchlichen Anhänglichkeit, womit ich Ihnen immerdar ergeben seyn werde, lege Ihnen nochmals unser Schicksal an's Herz und empfehle mich Ihrem Wohlwollen, das zu verdienen ich mich jederzeit bestreben werde. Mit innigster Hochachtung

Ew. Excellenz

unterthäniger Diener

N. v. Gneisenau, Staatsrath.

Berlin, 24. Sept. 1811.

Hochgeborener, Hochverehrter Graf.

Durch den General Nugent habe ich zu meiner Verwunderung erfahren, daß meine schon vor zwei Monaten an Ew. Excellenz gesendeten Briefe dort zur Zeit seiner Abreise noch nicht angekommen waren. Ich halte diese Verzögerung für ein Unglück, indem, wäre Ihnen dort die Veränderung der Dinge auf dem Continent bekannt gewesen, sicherlich der Gen. Nugent und Obrist Dörenberg passende Instructionen erhalten hätten.

Es ist nun seitdem zu drohenden Erklärungen zwischen uns und Frankreich gekommen. Wir sollen durchaus entwaffnen: oder gewärtig seyn, daß der Graf von St. Marsan sofort abreise und Marschall Davoust einrücke!! In dem Augenblick, als ich dieses schreibe, schweben noch die Unterhandlungen. Gegen meinen Rath, die Einstellung der Rüstungen zu verweigern und solche vielmehr sogleich zu verdoppeln, sucht man durch Ausflüchte Zeit zu gewinnen. Man erreicht hiedurch keinen Gewinn, verliert hingegen viel Zeit. Aber die Annahme meines Rathes würde den König genöthigt haben, sogleich von hier abzureisen, ein Schritt, von dem er glaubt, daß er die Kriegsflammen augenblicklich entzünden würde und den er deswegen so lang' es möglich aufschiebt, indem er sich mit diesem Vorwurf zu belasten, Bedenken trägt.

So viel steht fest, daß es eine Unmöglichkeit ist, daß wir Frankreichs Verbündete werden können, und daß wir entschlossen sind, jedem Angriff standhaft zu begegnen. Aber es kommt hiebei auf die mehrere oder mindere Widerstandsfähigkeit durch entschlossene Vorbereitung an. Da mein Plan wegen Spandau nicht in seinem höhern Charakter durchgesetzt werden konnte, aus obigen Besorgnissen, um nicht den Krieg sofort zu entzünden, so kann nur wenig für diesen sonst so hochwichtigen Ort geschehen, also würden nur wenige von des Feindes Truppen daselbst beschäftigt werden. Dies macht einen großen Unterschied in der Kriegsführung. Nach meinem Plan sollte dort ein offensiver Überschuß unter Begünstigung von unnehmbaren Verschanzungen aufgestellt werden, um damit, bei einem möglichen Verein von günstigen Umständen, Ausfälle nach Sachsen und Westphalen zu machen und in Norddeutschland die Empörung anzufachen. Dies könnte nun, wo man die Initiative des Kriegs den Feinden überlassen und in Spandau Nichts vorbereiten will, freilich nicht mehr geschehen. Denn im letzten Augenblicke noch Truppen dorthin zu stellen, hieße diese opfern.

Aus dieser Besorgniß und aus der Vernachlässigung der genannten Festung entspringt aber noch eine andere große Gefahr. So wie man so lange wartet, bis der Feind seine Bewegungen gegen uns beginnt, so wird es mißlich, die Person des Königs zu retten. Es ist sodann leicht möglich, daß ihm der Weg über die Oder und der nach Schlesien versperrt werden. In diesem Fall wäre ein Unterwerfungsvertrag an Frankreich leicht vorauszusehen. Dies ist der einzige Fall, den wir menschlicherweise voraussetzen können, wo Preußens Kräfte Frankreich gehören würden. Darum ist das Verweilen des Königs in der Hauptstadt so gefahrvoll für die gute Sache. Der König wäre dann ein Unterthan und nicht ein Verbündeter Frankreichs. Man würde ihm eine Schattenregierung zur Bezähmung des Volks vielleicht lassen, so lange bis er auch hiefür unnütz scheinen würde und ihm dann eine Entsagungsacte vorlegen. Dies alles sind sehr gerechte Besorgnisse, und wenn sie nicht verwirklicht werden, so sind wir bloß dem Glück dafür verpflichtet, das eigentlich in keine menschliche Berechnung aufgenommen werden sollte.

Colberg ist zwar nicht in seinem ganzen Umfange, jedoch aber so verschanzt, daß 20,000 Mann, — so viel hat General Blücher in diesem Augenblick — jedem Angriff Trotz bieten können. General Blücher hat

die Mittel in Händen, sein Corps beim Ausbruch des Krieges noch zu vermehren und da mag er auch seine Verschanzungen ausdehnen. Ein heftiger Angriff auf diese Stellung wird wohl sogleich beim Beginnen des Krieges Statt finden, aber es kann nicht fehlen, daß nicht die Feinde mit blutigen Köpfen abgewiesen werden.

Für diesen Fall schlage ich vor, 4000 Mann von den dortigen Truppen einzuschiffen und sie unter dem Schutz brittischer Kriegsschiffe durch den Belt nach dem deutschen Meere zu senden und sie entweder in Ostfriesland, oder zwischen Weser und Elbe zu landen. Jenes giebt den Vortheil einer natürlichen Festung: dieses eine unmittelbarere Verbindung mit Hannover. In diesem Fall würden Sie, verehrter Graf, der Sie nicht allein mit Worten, sondern auch mit Ihrer Person der guten Sache zu dienen bereit sind, bei diesen Truppen in Deutschland miterscheinen und das Churfürstenthum Hannover Namens des Regenten zur Waffenerhebung anrufen. Ich verspreche mir hievon eine ungemeine Wirkung. Daß der Graf Chasot, dem ich den Befehl über die einzuschiffenden preußischen Truppen bestimme, mit etwa 10 — 12,000 Gewehren von England aus versehen werde, um damit die ehemals preußischen Unterthanen und die Hessen zu bewaffnen, dahin würden Sie wohl wirken. Nichts verabscheuen die Franzosen mehr, als solche Volksbewaffnungen.

Gen. Nugents Vorhaben in den adriatischen Provinzen (und seiner Zeit in Tyrol) ist von hohem Werth, wegen der geographischen Lage und des kriegerischen Charakters der Völker, besonders da Arthur den Befehl selbst übernehmen will. Dessen Ausführung verhindert zugleich den wahrscheinlichen Plan der Franzosen, durch jene Provinzen eine Truppenabtheilung an die Donau zu senden und dadurch die Operationen der Türken zu leiten, was den Russen sehr weh thun würde. Bei irgend einigen Successen in jener Gegend wird der Funke des Aufruhrs in Tyrol, vielleicht in der Schweitz angefacht. Einem Völkerkriege in Spanien, einem andern in Deutschland, einem dritten in Illyrien und einer brittischen, russischen und preußischen Armee möchten diese Franzosen mit allem ihrem Übermuth wohl schwerlich begegnen können.

Sie sehen, verehrter Graf, daß ich bei der Berechnung aller gesammten Widerstandsmittel noch nicht einmal den Fall aufgestellt habe, wo ein brittisches Corps unter Anführung eines Prinzen vom alten welfischen

Stamm auf deutschen Ufern erschiene! Welche Wirkung dies thun würde, läßt sich nicht berechnen.

Da die Exportirung der edlen Metalle den brittischen Handel tief verwundet, und das brittische Cabinet uns doch gern helfen möchte, wie ich nach dessen Charakter und Zusammensetzung vermuthen darf, so will ich ein ander Mittel vorschlagen, wodurch uns selbiges helfen kann. Nämlich, — man lasse in England eine gegebene Zahl englischer Banknoten anfertigen und versehe sie mit einem Stempel, der die Worte enthält: gültig für den Umlauf in Großbritannien nach errungener deutscher Unabhängigkeit. Alle Lieferungen an die Truppen in Deutschland würden sodann in diesen Banknoten bezahlt. Wenn auch ihr Courswerth unter ihren Nennwerth fiele, so wirkt dies dennoch nicht nachtheilig auf den Cours in England zurück, da diese Banknoten keinen Umlauf in England erhielten. Zugleich würden die Inhaber solcher Banknoten durch ihr eigen Interesse an die Sache ihres Vaterlandes gekettet, indem sie nur dann ihre Banknoten umsetzen könnten, wenn unsere Unabhängigkeit glücklich durchgefochten ist. Dem französischen Kaiser hingegen, der das Papiergeld in den Händen seiner Gegner so sehr haßt und dagegen immer declamirt, würde eine solche Maaßregel sehr weh thun, indem er neue Geldquellen zum Vortheil seiner Feinde entstehen sähe, wo er sie nicht vermuthen konnte. Diese Maaßregel ließe sich auf Rußland und Österreich eben so wohl anwenden, wenn man die Banknoten noch näher, als für den Umlauf in Rußland, oder für den in Österreich stempelte. Nach errungener Unabhängigkeit müßten die Regierungen dieses Papier selbst einlösen; vor der Hand würden die Völker glauben, daß dies von der brittischen Regierung geschehe. Unterliegen aber die Völker, dann mag der neue Herrscher das Odium der Entwürdigung dieses Papiers immerhin auf sich nehmen. Diese Wortzeichen haben dann immer einen wichtigen Dienst zur Verlängerung des Krieges geleistet und das ist Alles, was man fordern kann. Bei dem vernichteten Credit der Regierungen würden ihre eigenen Papiere keine Wirkung thun. Unterstützen Sie doch, würdiger Graf, diesen Gedanken mit Ihrer lichtvollen Darstellung.

Seitdem ich Vorstehendes schrieb, ist auf die drohenden Forderungen der französischen Regierung eine verschiebende Antwort gegeben worden. Da, wo die Arbeiten an den Festungen beinahe vollendet sind, werden solche eingestellt, die Arbeiter aber in der Nähe zusammengehalten. Wie

gewinnen dadurch einige Zeit und man will solche dazu anwenden, um anderwärts die Vertheidigungsanstalten zu ordnen. Eine schwache Partie in unserer Politik ist der Kaiser Alexander.

Meine vorige Bitte um Gewehre, Munition und affûtirtes Geschütz wiederhole ich nochmals, theurer Herr Graf. Der erste Artikel ist uns vorzüglich nöthig, dann der zweite, am wenigsten noch der dritte, wenigstens zum Anfang. Der beste Ablagerungsort ist Colberg.

So wenig zufrieden ich mit unserer heutigen zeitgewinnenden Antwort bin, indem man eigentlich Zeit dadurch verliert, so muß ich mir doch Glück wünschen, daß ich während meiner Rückkehr zu den Geschäften den guten Willen, die Entschlossenheit und die Erschaffung der Streitmittel so weit vorgerückt finde. Es ist ein belohnendes Gefühl für mich, meine Anstrengungen und alle die Opfer, die ich gebracht habe, so wuchern zu sehen. Aber fast war ich zu Ende mit meinen Mitteln und im Begriff, den Wanderstab zu ergreifen.

Legen mich Ew. Excellenz Sr. K. H. dem Prinz-Regenten zu Füßen und überbringen Sie gütigst meine Ehrfurcht dem Herrn Herzoge von York, so wie dem Herrn Herzoge von Cambridge. Dem Herrn Herzoge von Braunschweig habe ich neulich zu schreiben die Ehre gehabt und ihm die deutsche Sache an's Herz gelegt. Er wird selbige nicht verlassen.

Ihren Herrn N. werde ich von O. hieher kommen lassen unter gehöriger Vorsicht. Ich kann und darf mich nicht von hier entfernen, und doch ist es nöthig, mit ihm mündlich zu verhandeln.

Nun scheide ich von Ihnen. Was könnte ich Ihnen noch für unsere deutsche Sache sagen, das nicht schon in Ihrer Brust läge! für eine Sache, für welche Sie Ihr Blut zu vergießen bereit sind! Gott erhalte Sie gesund und Sie mir Ihr Wohlwollen. Es giebt Niemanden, der einen größern Werth darauf legt, als ich. Ewig

Ihr treuergebener

N. v. Gneisenau.

Berlin, 28. October 1811.

Seitdem ich mein Schreiben an Sie, verehrter Graf, schloß, ist der Obrist Perponcher bei mir gewesen, der England erst in der Mitte Augusts verlassen hat. Die Nachricht, die er mir von den Gesinnungen Sr. K. Hoheit des Prinz-Regenten, unsere deutschen Angelegenheiten be-

treffend, gegeben hat, sind ganz geeignet, um mich mit neuen Hoffnungen zu beleben. Wenn der Mächtigste der Welfen so denkt, so kann es nicht fehlen, daß das Erbtheil dieses Hauses nicht dereinst wieder an seine rechtmäßigen Herren komme und den räuberischen Händen eines glücklichen und verwegenen Emporkömmlings wieder entrissen werde. Sogar meine ehemalige Idee, für das welfische Haus einen neuen Thron auf dem Continent zu gründen, der mit Britannien als Secundogenitur verbunden von diesem Reiche Schutz erhielte und ihm dagegen mannichfache Handelsvortheile gewährte, könnte jetzt verwirklicht werden. Wenn der Prinz-Regent in diesem höhern Sinne verfahren will, so hat die letzte Stunde unserer übermüthigen Feinde geschlagen und die Geschichte wird ihn als den Befreier des Continents nennen. Bereits unter seiner Regierung sind die französischen Horden vor der brittischen Fahne gewichen. Es ist dies eine gute Vorbedeutung und bei solchen Gesinnungen mögen wir der glücklichen Ereignisse mehr erwarten.

In meinen beiden vorigen Schreiben habe ich um die Zusendung der beiden Dörnberge gebeten, und ich wiederhole hiemit diese Bitte. Seitdem habe ich aus England ein anonymes Schreiben erhalten, dessen Züge ich nicht erkannte. Es war darin die Rede von Ihnen, Ihrem Neveu, daß man diesen uns zusenden wolle. Er werde in (den Namen des Orts konnte ich nicht entziffern, da ich den Schlüssel dazu nicht besaß:) eintreffen; dorthin solle ich Nachricht zu geben suchen. Ich hoffe jedoch, daß meine Unkenntniß des Orts keine Verwirrung veranlassen werde und der O. v. Dörnberg meinen Aufenthalt bald erforschen werde. Auch ist uns daran gelegen, unsere preußischen Freunde in Spanien, Grolmann, Gr. Dohna, Lützow ꝛc. wieder bei uns zu haben. Wenn daher unsere ersten Schüsse in England ertönen, bitte ich Ew. Excellenz, selbige herbeirufen zu lassen.

Es hält sich hier ein gewisser George Mills, ein Engländer von Geburt auf, der sich zu einem Correspondenten der brittischen Regierung hinaufgeschwungen hat. Er macht sich wichtig und stellt sich als mit großen Vollmachten versehen dar. Ich glaube von dem Allem Nichts. Sey dem wie ihm wolle, so wünsche ich nicht, daß die brittische Regierung selbigen mit einer Mission bekleide, bevor bei uns nicht geschossen wird. Er ist zu unbesonnen, zu eitel und zu schwatzhaft. Ist der Krieg einmal ausgebrochen, dann mag er immerhin bleiben und seiner Thätigkeit wegen

möchte er dann sogar von Nutzen seyn. Er wird sich über mich beklagen, weil ich es für angemessen fand, ihn von mir entfernt zu halten.

Seit ich das Obige schrieb, hat sich eine Vertheilung der Rollen hier zu Land ergeben. Mir war nämlich Schlesien bestimmt; da ich aber den zeither nicht hinlänglich beachteten Punkt von Spandau für so hochwichtig finde, so will ich lieber diese untergeordnete Rolle der glänzenderen vorziehen. Läßt man uns noch etwas Zeit, so gedenke ich etwas Wichtiges für Spandau zu thun, und indem ich mich den ersten Stößen entgegenstelle, der Monarchie einen nützlichen Dienst zu leisten. Sie mögen mich also, indem Sie diesen Brief lesen, als im lebhaften Kampf begriffen sich denken.

Gott erhalte Sie und uns Ihre wohlwollenden Gesinnungen.

N. v. Gneisenau.

Berlin, 5. November 1811.

Theurer Freund!

Alles, was Sie mir in Ihrem Schreiben vom 26. v. M. sagen, ist vollkommen richtig, Alles, was Sie uns vorhalten, müssen wir befürchten. Ein solches Schicksal muß man den handelnden Personen vorprophezeihen; vernünftigerweise ist nichts davon zu erwarten und dennoch kann es anders kommen! Aus dem Norden sind befriedigende Nachrichten angekommen. Aus dem Süden erwarten wir dergleichen. Diese Hoffnung belebt mich noch und so lange noch ein Funke davon da ist, setze ich Vermögen und Leben daran. Ich weiche nicht von dannen, bis nicht das Verhängniß gegen uns entschieden hat und dann diene ich Ihrem Herrn, auf eine vielleicht sehr nützliche Weise, wozu der Plan schon entworfen ist und den ich Ihnen vorlegen werde, sobald dies mit Sicherheit geschehen kann und die Begebenheiten mehr entwickelt sind. Bereiten Sie mir eine gute Aufnahme für diesen Fall.

Unser Diaponent e. a. p'f.... hat sich ganz vortrefflich benommen. Scharfsinnige Entwickelungen und Darstellungen, Beschwörungen, Herzlichkeit. Alles hat er angewandt, um von der nahen und unbezweifelten Gefahr zu überzeugen; aber Alles bis jetzt vergebens. Man ist in Apathie und Verblendung versunken. Nur ein kräftiger Anstoß von Außen kann daraus wecken.

Mehr kann ich mit dieser Gelegenheit nicht schreiben. Nächstens ein Mehreres. Ein widriges diplomatisches Actenstück will ich Ihnen indessen zu weiterm Gebrauch übermachen. Es ist eine Rede des französischen Kaisers über die Angelegenheiten des Continents, wovon ich Ihnen bereits schrieb. Diese Rede wurde vor den vertrauten Räthen, Bassano, St. Jean d'Angely, Daru rc. gehalten. Selbige ist uns auf diplomatischem Wege zugekommen. (Nr. 12. S. 81.)

Lassen Sie bald etwas von Sich hören. Gott erhalte Sie, mein theurer Freund! — Unverbrüchlich

Ihr rc.

Gneisenau.

Berlin, 28. November 1811.

Empfangen 23. December 1811.

Hochverehrter Herr Graf!

In Hinsicht auf den Zustand, worin wir uns befinden, berufe ich mich auf das, was der Obrist Dörenberg sowohl als Baron Ompteda Ew. Excellenz berichten werden und beschränke ich mich hier nur auf einige Zusätze.

Es sind hier der Rückschritte viel geschehen. Die Furcht hat hiezu vermocht und man ließ sich von Drohungen schrecken, die nie erfüllt worden wären, hätte man sich dagegen mit Standhaftigkeit gewaffnet. Aber die hier so mächtige französische Partei wußte diese Furcht zu steigern und so ist zeither Alles erfüllt worden, was die französische Regierung verlangt hat, ohne daß sich gerade das System geändert hätte.

Rußlands Benehmen ist hieran viel Schuld. Das St. Petersburger Cabinet will den Schein vermeiden, als ob es den Krieg für fremde Zwecke führe und will dem Vorwurf ausweichen, das Kriegsfeuer angezündet zu haben. Bei dieser engherzigen Politik kann es nicht den Gebrauch von seinen großen Rüstungen machen, wo der Umfang derselben, bei einer zeitgemäßen Eröffnung des Feldzuges, ihm gestattet haben würde, das Gesetz zu geben statt es zu empfangen. Nun will es warten, bis es angegriffen wird, daß heißt: bis Frankreich völlig gerüstet ist und den ihm günstigen Zeitpunkt gefunden hat. Dies ist die höchste Verwegenheit, weil dann der Kampf um so viel schwerer wird. Wären die russischen Truppen bereits vor mehreren Monaten mit Schnelligkeit vorgerückt, so

ward unser Hof mit fortgerissen und der französischen Partei, die nun nach so viel erfochtenen Siegen ihr Haupt sehr emporhebt und in ihrer ganzen Feigherzigkeit schamloser hervortritt, war der Mund verschlossen.

Wie die Sachen sonst stehen und welche Mittheilungen nach andern Orten hin gemacht sind, wird der B. v. D. Ew. Excellenz in Chiffern melden, ich werde also Nichts davon sagen, als das, daß man sich hier zu große Erwartungen davon macht, die nicht erfüllt werden können, und wenn dann die Erwiederungen nicht nach Wunsch ausfallen, so versinkt man in die alte Muthlosigkeit. Unterdessen gehen die Unterhandlungen mit Frankreich ihren matten Gang fort, bis dieses es bequem finden wird, eine andere Sprache zu führen. Mit schreckenden Worten richtet man hier viel aus, und deswegen gebraucht man diese vorzugsweise vor offener Gewalt.

So ist es dennoch wahrscheinlich, daß unsere Gegner den Sieg erhalten werden. Man hat die Nachgiebigkeit gegen Frankreich offen gezeigt und das große Publikum glaubt, daß man triftige Motive hiezu haben müsse. Diese Überzeugung vermehrt und verstärkt die Gegenpartei und läßt uns Wenigen, die wir in andern Grundsätzen sind, die Motive hiezu aber nicht offenbaren dürfen, im Lichte von Enragés erscheinen, die den Staat in die Gefahr des Umsturzes bringen wollen, nur um unsern Haß gegen Frankreich zu befriedigen! Dies macht unsern Kampf sehr schwer.

Unter diesen Umständen habe ich es dem D. v. D. nicht verdenken mögen, daß er seine Rückreise angetreten hat, und der besorgte Freund mußte dies billigen und selbst wünschen. Seitdem hat die gute Sache wieder einige Siege erfochten und wenn diese zu mehreren Vortheilen führen sollten, so ist vielleicht D. Abreise zu früh gewesen; allein ich selbst, der ich so oft getäuscht wurde, hege nur schwache Hoffnungen noch und daher mag D. vor der Hand bleiben wo er ist.

Für meine Person halte ich den Fuß immer im Steigbügel, in jedem Augenblick gefaßt, einer Ordnung der Dinge zu entfliehen, womit ich mich nimmermehr befreunden kann. Meine ferneren Plane habe ich D. anvertraut und er wird sie Ew. Excellenz vorlegen. Sollten sie für ausführbar anerkannt werden, so bitte ich Sie, bei der Ausführung meiner zu gedenken.

Von der großmüthigen Güte, womit der Prinz-Regent uns aber-

mals Waffen und Munition bewilliget hat, sind wir innigst gerührt. Möchte die Freiheit des Continents von dessen großherzigen Beschlüssen ausgehen! Sie würde es, wenn alle Regierungen so dächten, wie die Ihrige.

Ich lege hier einen Stand der französischen Armeen im Durchschnitt bei, wie er vor einiger Zeit war. Es ist seitdem nur wenig hinzugekommen. — Vielleicht daß dieses Actenstück Ihnen einiges Interesse gewährt.

Genehmigen Sie die Versicherungen der innigen und tiefbegründeten Hochachtung, womit ich zu seyn die Ehre habe

Eurer Excellenz unterthänigster Diener

N. v. Gneisenau.

Berlin, am 10. März 1812.

So ist also Alles vergeblich gewesen, was der großmüthige Prinz-Regent für Uns gethan hat!! Wir haben — — — — — — — — — — einen Unterwerfungsvertrag unterzeichnet, — — — — — der Blut und Vermögen des Volkes fremder Willkühr Preis giebt und die königliche Familie der augenfallendsten Gefahr blosstellt! — Ew. Excellenz Neffe wird das Detail über diesen — — Act aus meinem an ihn gerichteten Briefe mittheilen, da es mir zu viel kostet, diese mein Gefühl empörende Erzählung zu wiederholen.

Als im Jahre 1808 uns in Königsberg die Nachricht von den Bayonner Vorfällen erreichte, sagte der König: „Mich soll er (Bonaparte) wohl so nicht fangen!“ und nun giebt er sich seinem bittersten Feinde, Hände und Füße gebunden, hin, der ihn sicherlich, wofern Rußland besiegt werden sollte, vom Throne stoßen oder falls er selbst ein Unglück erfahren sollte, als Geisel bewahren wird. — — — — — — — —

Und wenn man weiß, durch welche Personen dieses Unglück über uns gekommen ist? Ein kindisch gewordener Feldmarschall, ein altes Weib von üblem Ruf, ein durch Stupidität ausgezeichneter General, ein Hofpfaffe und was sich denn sonst noch — — — — — unter den höhern Ständen an diese Coryphäen schloß, diese haben den armen, geängsteten König soviel von den Gefahren, denen eine Waffenerhebung gegen Frankreich ihn blosstellte, soviel von dem Unglück, das dadurch über das Volk komme, von den Vortheilen, die ein Bündniß mit Frankreich herbeiführen könne, vorgeredet, daß er sich zuletzt zu dieser Meinung hinneigte,

durch Unterhandlungen gute Bedingungen zu erhalten hoffte, daß darüber die Anstalten zur Rettung versäumt, Alles am Ende von französischen Truppen umstellt und von dem Traktat überrascht wurde.

Nicht Willens, mich als Werkzeug zur Ausführung des Unterwerfungsvertrags gebrauchen zu lassen, habe ich meine Entlassung gefordert und erhalten. Noch ist es mir nicht möglich, einen festen Entschluß über meine Zukunft zu fassen. Aber ich gehe in einigen Tagen nach St. Petersburg ab, um dort die Entwicklung der Begebenheiten abzuwarten. Was Ew. Excellenz etwa an mich gelangen lassen wollen, bitte ich an den Kaufmann Alexander Gibson zu Memel zu richten. Von dort aus werde ich Ew. Excellenz die Mittel anzeigen, wie ein Theil derjenigen Plane, wovon Ew. Excellenz Depesche an Ihren hiesigen Correspondenten sprach, ausgeführt werden kann? — An die Vorbereitung dazu habe ich schon die Hand gelegt.

General Blücher ist längst von dem Oberbefehl in Pommern abgerufen. Sein Nachfolger war Tauentzien. Auch dieser erhält eine andere Bestimmung. Nach Colberg kommen künftighin nur 4000 Mann. Der Hof wird, sowie französische Truppen in die Hauptstadt kommen, nach Breslau sich verfügen. 72,000 Mann, ohne die zahlreichen Besatzungen in den Oderfestungen, stehen in diesem Augenblick an der Oder. — Der französische Kaiser hat gegen den Grafen Czernitschef geäußert: „er werde seine großen Massen an der Oder, seine Vorposten aber an der Weichsel halten und so negotiiren." — Seine dem erwähnten Grafen mitgegebenen Propositionen sind wirklich soweit heruntergestimmt, daß er von der vollen Strenge des Continentalsystems abgegangen ist.

Vielleicht ist es Ew. Excellenz auf näherm Wege bereits bekannt, daß der französische Kaiser in der letzten Zeit sehr krank gewesen ist. Die heftige Krätze, womit er behaftet ist, war zurückgetreten und hat einen Ansatz von Wassersucht veranlaßt. Bereits waren seine Beine sehr geschwollen. Er ist seitdem in der Besserung. Nur leidet er immer mehr an Strangurie.

Von Lord Wellington hat er bei Gelegenheit der Wegnahme von Ciudad Rodrigo gesagt: Ce diable de Wellington ramasse toujours la pomme perdue. (Vom Ballspiel.)

Ich schließe mit der Wiederholung der Zusicherung meiner unverbrüchlichen, treuen Ergebenheit gegen Ew. Excellenz und mit der Bitte um

Fortsetzung des Wohlwollens, womit Hochdieselben mich beehrt haben. — Mit der reinsten Verehrung

Ew. Excellenz

ganz gehorsamster Diener
N. v. Gneisenau.

Berlin, 16. März 1812.

Empfiehlt nach Spanien den Graf von Brandenburg, des Königs natürlichen Bruder und den Rittmeister von Barner und dessen Gefährten.

Stockholm, 24. Juli 1812.

Hochverehrter Herr Graf!

Nach meinen langen Wanderungen, die ich angestellt habe, um mit eigenen Augen zu sehen, bin ich endlich in Stockholm angelangt. Morgen gedenke ich von hier wieder abzureisen, um mich nach Gothenburg zu begeben und mich dort sofort einzuschiffen. In London werde ich Ew. Excellenz mündlichen Bericht über die Resultate meiner Forschungen abstatten; leider! daß sie nicht erfreulich sind. Ich nehme mir die Freiheit, Ew. Excellenz zu bitten, mir einen Paß nach Harwich, unter Mr. Bulls Adresse gütigst zuzusenden, damit ich sofort von dort meinen Weg nach London fortsetzen kann. Mehrere Briefe für Ew. Excellenz sind mir anvertraut, die ich aber fremden Händen zu überantworten Bedenken getragen habe; ich bitte daher Ew. Excellenz Geduld zu haben, bis ich solche persönlich überreichen kann.

Von D. habe ich keine Kunde hier erhalten können. Noch habe ich einige Hoffnung, ihn in Gothenburg zu treffen. Der Minister v. Stein, jetzt im Hauptquartier des Kaisers Alexander, wünscht, daß er sich zu ihm verfüge; ich soll ihm diese Botschaft überbringen. Viel Zureden erlaubt mir Gewissenspflicht nicht; doch wenn von nicht mehr als von eventuellen Maaßregeln die Rede seyn soll, so möchte die Reise wohl zu unternehmen seyn.

Genehmigen Ew. Excellenz die reine Verehrung, womit ich Ihnen zugethan bin als

Ihr treuergebener

N. v. Gneisenau.

London, 22. August 1812.
Brunets Hotel Leinster Square.

Verehrter Graf! — Seit gestern bin ich hier angelangt. In Harwich fand ich eine mündliche Weisung, mich bei meiner Ankunft in hiesiger Hauptstadt alsbald zu Herrn Cock zu verfügen. Ungern wollte ich dies, bevor ich mich mit Ew. Excellenz unterredet und mir Ihre Leitung erbeten hätte, da ich nicht weiß, wie weit ich mich Herrn Cock zu eröffnen habe und ich überhaupt nicht mit meinen Planen ganz hervorgehen mag. Überdies hat mir der Kronprinz von Schweden einen mündlichen Auftrag an den Prinz-Regenten gegeben, der seine Plane in ihrem ganzen Umfang enthält. Ich muß es demnach sehr beklagen, durch Ew. Excellenz Abwesenheit Ihres Rathes entbehren zu müssen. Noch bin ich indessen, ¾ auf 11 Uhr, nicht bei Hrn. Cock gewesen und ich werde trachten, es so einzurichten, daß ich zu einer Stunde zu ihm gehe, wo ich ihn wahrscheinlich nicht treffe. Hiedurch gewinne ich den heutigen Tag und den morgenden Sonntag. Bis Montag können Ew. Excellenz mich gütigst unterrichten, in wie weit ich meine Behutsamkeit zu beschränken habe? Sogleich würde ich zu Ihnen nach Windsor geeilt seyn, wenn mir nicht daran gelegen wäre, Verdacht und Eifersucht zuvorzukommen. — Bin ich zu behutsam, so schadet dies weniger und Ew. Excellenz mögen dann leichter mein Betragen vergeben, als dieses seyn würde, einen begangenen Fehler gut zu machen.

Mit der reinsten Verehrung ꝛc.

Gneisenau.

Buxton, den 4. October 1812.

Abermals sende ich Eurer Excellenz ein Schreiben aus St. Petersburg, das sich in kaufmännischen Händen durch Irrthum auf Umwegen verspätet hat. Der Verfasser desselben ist der Oberste, Baron Schöler, vertrauter Militärgesandter des Königs von Preußen beim Kaiser Alexander und bei diesem in hohen Gnaden, ein sehr gebildeter Militär, obgleich, meines Dafürhaltens, der höhern Staats- und Kriegskenntnisse ermangelnd, wenigstens deren Grundsätze vielleicht aus Charakterschwäche nicht immer aussprechend und übend, ein militärischer Ästhetiker von sehr angenehmen Formen, sowie schwache Fürsten sie lieben.

Man kann sich bei seiner Schilderung der Schlacht nach ihren Hauptmomenten mehrerer Fragen nicht erwehren. Konnte man nicht eine bes-

sere Stellung überhaupt wählen? Denn die linke Flanke der gewählten war schwach. — Hatte man Zeit, die schützende Anhöhe hinreichend zu befestigen? denn, wenn nicht: so war es besser, sie von Haus aus aufzugeben. — Als die Franzosen sich zurückzogen, warum verfolgte man sie nicht? Wenn es beiden Theilen an Munition mangelte, warum zog man sich zurück? — Warum ermangelte man der Munition, so nahe seiner Hauptstadt? Ist hierin nicht ein abermaliger Beweis, daß man sich durch die bitterste Erfahrung nicht von gewohntem Mangel an Vorsicht heilen ließ? — Nahm man den nicht fechtenden Truppen des Centrums und des rechten Flügels ihre Munition ab? Wenn dies, wie wahrscheinlich, der Fall war, warum zog man nicht lieber einen Theil dieser Truppen nach dem bedrängten linken Flügel? Dies würde vielleicht entschieden haben, denn die Rechte und das Centrum waren ja durch Flüsse geschützt und wahrscheinlich von den Franzosen nur zum Schein bedroht.

Weiß der Himmel, was einem regelrechten Diplomatiker unser Dörnberg mag gesagt haben, daß er sich veranlaßt fand, mir einen Sermon am Ende des Briefes zu halten und den Tugendbund, wovon ich nicht Mitglied bin, scheel anzusehen? Dörnberg mochte sich wohl über die deutschen Fürsten etwas ereifert haben, und wer möchte da nicht zornig werden?? Wenn er etwa die brittischen Minister in Verdacht hat, daß sie die Deutschen stürzen wollen, so thut er den Unschuldigen zu viel Ehre.

Lassen Ew. Excellenz sich nicht verleiten zu glauben, daß die 325 Pf. St., von denen im Anfange des Briefes die Rede ist, vom Kaiser Alexander herrühren. Einen Ring ausgenommen, den ich vor vier Jahren von ihm erhielt, als ich zu Königsberg auf der verruchten Reise nach Erfurt bei ihm die Aufwartung hatte und den ich für 500 Thlr. verkaufte, habe ich nie etwas von ihm erhalten. Diese Summe ist eine Schuldforderung an den preußischen Staat seit drei Jahren, deren Tilgung mir, nach meiner Dienstentlassung, gewährt und auf diese Weise realisirt ward.

Wenn Ew. Excellenz etwa den russischen Geschäftsträger Nicolai sehen, so bitte ich Sie, ihn zu fragen, ob er nicht etwa ein Schreiben des Grafen Lieven R. Gesandten zu Berlin, an mich habe? Auch möchten Ew. Excellenz wohl der Vermittler seyn, daß ich meine Denkschrift für den russischen Kaiser von Lord Castlereagh wieder zurückerhielt? Ich habe schon an selbigen geschrieben, aber eine Antwort nicht erhalten.

Diese Denkschrift ist eine Rechtfertigung meines politischen Betragens, daß man mir nicht nachsagen könne, ich habe aus persönlichen Rücksichten den bedrohten Fürsten nicht die Wahrheit offen und redlich gesagt. Ich bin eine solche Rechtfertigung meinen Freunden und mir schuldig.

Mit unverbrüchlicher Anhänglichkeit

Ew. Excellenz

ganz gehorsamster Diener

N. v. Gneisenau.

Der Graf Güllenskölb an den Obersten Gneisenau.

Stockholm, am 17. October 1812.

Freut sich, (wohl bekannt mit der Wärme der Gesinnungen und mit der Kraft der Anstrengungen Gneisenau's für die gute Sache), endlich von Schwedens Kronprinzen autorisirt zu seyn, in Erörterungen einzugehen über seine Zuschrift vom 1. September*).

Überzeugt, daß der Beitritt zur Vereinigung Norwegens mit Schweden von Seiten Englands keine Schwierigkeiten finden werde, hat der König den Kronprinzen ermächtiget, alle Maaßregeln zu einem thätigen Feldzuge zu nehmen. Die nöthigen Transportschiffe wurden gemiethet, es wurden die zur großen Expedition bestimmten Truppen in Feldlagern zusammengezogen, durch zwei Monate daselbst eingeübt und sohin nach den verschiedenen Einschiffungspunkten in Marsch gesetzt. Alle diese mit ungeheuren Kosten verbundenen Vorbereitungen verbürgten die Aufrichtigkeit Schwedens und ließen es den gewünschten Beitritt zuversichtlich erwarten. — Indessen ist die schöne Jahreszeit verstrichen, Schwedens Finanzen

---

*) Es wird wiederholt, was bereits Seite 153 erinnert worden, daß viele wichtige Nachrichten und Briefe von Gneisenau, Nugent, Wallmoden, Dörenberg ꝛc. deren Originale großentheils französisch, großentheils in vier, fünf verschiedenen Chiffern abgefaßt sind, in mehreren Auszügen, Abschriften und Abkürzungen vorhanden waren, offenbar zu dem Zweck, um auf den wenigen, aber desto getreueren und feuerfesteren, geheimen Wegen, an die Gleichgesinnten, an die ächten Deutschen, an die Tugendhaften und Mannhaften, (*virtus* von *vir*,) wenn auch nicht Tugendbündner, (welche Verbindung im mittlern und südlichen Deutschland völlig unbekannt und im nördlichen niemals zahlreich war, noch ihrer Natur nach seyn konnte), in erspiegelnden und ermuthigenden Umlauf gesetzt zu werden.

sind erschöpft und die dargebotenen günstigen Umstände sind ungenützt verstrichen. — Inmitten seines Unmuthes hierüber beschuldigt der Kronprinz keineswegs ein vom brittischen Ministerium gefaßtes bestimmtes System dieser Versäumnisse. Er weiß, wie sehr selbes an Formen gebunden, wie vielfach es vom Parlament, ja gewissermaaßen von der Opposition abhängig ist. — Aber man darf nicht vergessen, daß es sich um die Sache des ganzen Continents handelt, an welche Britanniens höchste und theuerste Interessen geknüpft sind. Der Kronprinz darf somit wahrlich erwarten, alle Hindernisse ehestens beseitiget zu sehen, wenn sie es in diesem Augenblicke nicht schon sind. Alle Mächte, die sich in diesen großen letzten Kampf für die Freiheit der Welt verwickelt finden, müssen aufrichtig und mit vollem, wechselseitigem Vertrauen handeln, das den völligen Einklang der Anstrengung und der Maaßregeln hervorbringen muß und das allein im Stande ist, den Triumph der Halbinsel und die Befreiung Deutschlands zu bewirken. Hat der Angreifer fortwährend Erfolge, die er troß seiner ungeheuren Verluste niemals zu theuer zu erkaufen wähnt, so bleiben alle Hülfsquellen Deutschlands fortwährend zu seiner Disposition. Die Kräfte Frankreichs und Italiens reichen unstreitig hin, die Halbinsel neuerdings zu unterjochen und man darf sich ja nicht darüber täuschen, wenn von jetzt bis in den nächsten März nicht ein anderes System angenommen ist, so wird der nächste Frühling die Einverleibung Preußens in das große Reich, den Rheinbund in der schmählichsten Abhängigkeit erblicken und die furchtbarste Macht, die je existirt hat, wird alle ihre Kraft auf England und auf den Rest Europa's wälzen. Der Wunsch der Weltbefreiung läßt den Kronprinzen die so verlangte Vereinung wünschen. Geschieht diese, so giebt es weder Hindernisse, noch Vorwände mehr, auf Seeland und auf den Continent hinüber zu gehen. Ersatz für ihre Verluste vor Augen sehend, werden die Schweden diesen Kampf als eine Nationalangelegenheit betrachten und sich freudig um die Fahne eines Fürsten sammeln, der seinerseits nichts feuriger wünscht, als in die Fußstapfen des großen Gustav Adolph zu treten und Schweden neue Rechte auf jenen alten Ruhm und auf den Dank der Völker zu erringen.

Burton, 25. October 1812.

Ew. Excellenz habe ich die Ehre, beiliegende Schreiben zu übermachen. Das eine, von Herrn v. Stein, schildert den Zustand der Dinge in

Rußland sehr offen. Es ist die Antwort auf dasjenige, was ich bei dem Wiederaufleben unserer Hoffnungen Ende Septembers an ihn ergehen ließ. Seine beiden anderen Briefe, deren er darin erwähnt, habe ich nicht erhalten. Was er über die Stimmung der Nation sagt, ist sehr trostreich. Es hat mehrere Fälle in der Geschichte gegeben, wo die reiche Kraft der höheren Intelligenz widerstanden hat. Ich fürchte nur, daß es an Kriegsstoff, nämlich Waffen, Munition, Ausrüstung, Kleidung und vielleicht auch an Menschen fehlen könne. Mit den ersteren Gegenständen könnte wohl die hiesige Regierung aushelfen, wobei es indessen höchst wichtig wäre, die Sendung derselben zu beschleunigen, damit solche nicht durch die Jahreszeit unmöglich werde. Die Verblendung des Kaisers Alexanders in Beibehaltung des Grafen Romanzoff ist unbegreiflich. Was Herr v. Stein über die Neigung des Kaisers zum Frieden und daß nur dessen Furcht vor dem Unwillen der Nation ihn davon abhalte, sagt, ist sehr bedeutend und erklärt einigermaaßen Romanzoffs Beibehaltung. — —

— — — — — — — — — — — — — — — — — — —

Wohl hatte der edle Erzherzog Karl Recht, als er zu mir letztes Frühjahr in Wien sagte, „die Welt könne nur durch Männer, nicht im Fürstenstand geboren gerettet werden.“

* * *

Herr v. Stein und des Hauptmanns von Stülpnagel Brief werden Ew. Excellenz sagen, wie sehr den Anfängen der deutschen Legion Ausrüstung und Bewaffnung Noth thut. Können Sie bei den Ministern etwas bewirken, um diese Verlassenen auszustatten, so lassen Sie sich selbige empfohlen seyn. In Vergleich mit dem was für Spanien geschehen ist, ist das, was unsere Landsleute dort bedürfen so wenig, daß es wirklich nur für ein Almosen gelten kann. England könnte wohl die ganze Legion in (deutschen) Sold nehmen. Daß bei diesem Wunsch nicht eigennützige Absichten mich leiten, wissen Ew. Excellenz. Selbst in ökonomischer Hinsicht würde England eine gute Erwerbung machen. Mißglückten die deutschen Plane oder kämen sie nicht zur Reife, so würde es leicht zu veranstalten seyn, daß die Legion ganz in den englischen Dienst überträte.

Was ich von der schwedischen Expedition denken soll, weiß ich jetzt wahrlich nicht mehr. Will man das russische Corps erst bei Riga landen

und dort wirken lassen, so möchte man so spät in die schlechte Jahrszeit verwickelt werden, daß an andere Entwürfe in diesem Jahre nicht mehr gedacht werden kann. Besser wäre es, die ganze Expedition bei Riga an das Land zu setzen und so durch Übermacht die französischen Corps an der Düna zu verjagen. Diese Operation würde den Russen an der Wolga und Newa sogleich Luft machen. Daß die Russen mit ihren Mitteln schon zu Ende sind, wie beide eingeschlossenen Briefe bezeugen, ist von allen die schlimmste Vorbedeutung. Wir haben Rußlands Kriegskräfte immer zu sehr überschätzt. Zwar wurden mir im Jahre 1807 die Augen geöffnet und ich bewies im Jahre 1808 meinem König, daß Rußland, für sich ganz allein, Frankreich kaum widerstehen könne, er also auf eigene Kraft vorzüglich bauen, und dann an Österreich, als einen weit mächtigeren Kriegsstaat, sich anschließen müsse. Ferner schrieb ich im Jahre 1810 in Stockholm eine Denkschrift, worin ich, um dem englischen Ministerium die zu hohe Meinung von Rußlands Widerstandskräften zu benehmen bewies, daß solches auf seiner westlichen Gränze nicht mehr als 180,000 Mann und zwar nur für einen kurzen Zeitraum aufstellen könne. Ich sagte damals vorher, daß der Anfall des französischen Kaisers über Pinsk, Mohilew, Smolensk gegen Moskau gehen und durch den Besitz der um die Hauptstadt gelegenen Provinzen das Reich gespalten, der Norden mit dem Süden zum Zweck der ferneren Kriegsführung nicht mehr gemeinsam wirken können und die Einheit im Befehl verloren seyn würde. Obgleich nun so ziemlich Alles, was ich vorhergesagt habe, eingetroffen ist, so bin ich dennoch einige Monate lang, verwichenes Frühjahr über, so sehr getäuscht worden, daß ich wirklich glaubte, man habe mit Weisheit Kriegsstoff im Innern des Reichs, sattsam für einen ernsten Krieg, aufgehäuft und tiefe Verbesserungen in Erschaffung des Ersatzes für den Abgang bei der Armee gemacht. Das oben erwähnte Memoire habe ich Herr Foster in Stockholm übergeben, um es an den Marquis Wellesley gelangen zu lassen.

Herr v. Stein stimmt selbst dafür, daß ich nicht nach Rußland gehen soll. Was könnte ich auch dort viel Nützliches thun? Aber Ew. Excellenz zuzumuthen, England zu verlassen, um sich nach Petersburg zu begeben, Sie, der Sie die einzige Stütze der deutschen Angelegenheiten in diesem Lande hier sind, ist durchaus verkehrt. Ja, wenn der Kaiser Alexander Romanzoff entlassen und Ihre Rathschläge hören wollte,

dann würde ich mir Nutzen von dieser Reise versprechen können, in jeder andern Voraussetzung wäre sie zweckwidrig.

An eine Rückkehr nach London denke ich noch nicht. Der hiesige Brunnenarzt verspricht mir Heilung meiner Beschwerden und deswegen will ich die mir gewordene Muße mir zu Nutze machen, um etwas für meine Gesundheit zu sorgen. Es möchte mir nicht bald wieder so gut werden. Zwar verspüre ich noch kein Abnehmen meiner Übel, vielmehr bemerke ich eine Zunahme derselben in den Extremitäten; man sagt mir aber, dies sey zur Heilung erforderlich und ich bin so gutmüthig, es zu glauben. Die hiesige Gesellschaft hat an Werth und Zahl verloren und das Wetter ist abscheulich; ich befinde mich aber doch hier ganz heimathlich, denn die Wohlfeilheit des Aufenthalts ist ebenfalls ein nicht unwichtiger Grund, solchen zu verlängern. Sollten Ew. Excellenz indessen meinen, daß meine Anwesenheit in London von irgend einigem Nutzen seyn könnte, so werde ich mich, meine Übel und deren Heilung vergessend, sogleich auf den Weg dorthin machen, um für unsere Sache thätig zu seyn.

Um die Zurücksendung der angeschlossenen Briefe gehorsamst bittend, bin ich mit der reinsten Verehrung

Ew. Excellenz

ganz gehorsamster Diener

N. v. Gneisenau.

Buxton, den 31. October 1812.

Da ich nach hiesiger Sitte meine Briefe an Ew. Excellenz nicht frankiren darf, so muß ich wünschen, daß der Brief des Hrn. Alexander Gibsons durch seinen Inhalt Sie für das Briefporto entschädigen möge. Der Inhalt ist indessen nicht erfreulicher Art. Da Gibson's Schreiben an den Admiral Martin gerichtet ist, so wünscht er nicht, daß auf eine andere Weise davon Gebrauch gemacht werden möge. Die vorigen Ew. Excellenz übermachten Schriften wollen Ew. Excellenz nicht erst zurücksenden, da ich Gibsons Brief ausdrücklich für Sie kopirt habe. Nur Stülpnagels Brief und den eingeschlossenen Abdruck des Gibsonschen Briefes bitte ich Ew. Excellenz, Ompteda zu übergeben, der in diesen Tagen wahrscheinlich von London hieher abgehen wird. Für die mir übersendeten Briefe danke ich ganz gehorsamst und den Portobetrag derselben werde ich lösen, sobald ich nach London komme.

Die Übernehmung der deutschen Legion könnte auf die einfachste Weise, soviel ich davon verstehe, eingeleitet werden, wenn Lord Cathcart angewiesen würde, Unterhandlungen, angeblich sub spe rati, darüber einzuleiten, sobald ihm der Kaiser darüber einige mündliche Äußerungen machte, und daß Letzteres geschehe, dafür muß Herr v. Stein sorgen. Das Schicksal dieser Legion würde wirklich traurig seyn, wenn Kaiser Alexander entweder aus wirklichem Mangel an lebendigem oder todtem Kriegsstoff, oder aus gewohnter Zaghaftigkeit, Friede machte. Das Meer müßte denn verschlossen seyn und der Durchmarsch durch Schweden verweigert werden. Dann würde, wenn man auch das Schlimmste nicht annehmen will, die Legion aufgelöst werden und sich zerstreuen, ein abschreckendes Beispiel für alle künftigen Formirungen, zu denen es denn, bei der Rolle, die Großbritannien dann übernehmen muß, doch noch öfter kommen wird. Finden Deutsche, die fremder Tyrannei nicht gehorchen wollen, bei den brittischen Armeen eine Zuflucht, so wird es an solchen Männern nicht fehlen, und England erhält vom Ausland wohlfeilere Rekruten, als es auf seiner Insel finden kann.

Am Ende des Gibsonschen Briefes werden Ew. Excellenz einen der Gründe finden, warum Bernadotte sich von der Expedition lossagt. Aber warum nicht öffentlich die wahren Gründe seiner Absagung angeben und warum einen so unhaltbaren Vorwand, als der einer schlechten Erndte ist, leihen? Ich muß mich gleichfalls von ihm lossagen.

Für den eingeschlossenen Brief an O. Dörnberg werden wohl Ew. Excellenz gütige Sorge tragen, daß solcher durch einen Courier an die brittische Gesandtschaft gelange. Alle in dem Paket enthaltenen Briefe sind für den Dienst unserer Sache geschrieben und dieser Umstand enthält die Rechtfertigung von deren Zusendung an Ew. Excellenz.

Wenn nicht Waffen, Munition und Ausrüstungsgegenstände fehlen, wenn man noch nach Umfang und Zeit über die Bevölkerung des Reichs gebieten kann, wenn der Hof, das Volk und die Armee nicht verzagt, so möchte wohl, selbst bei mittelmäßigen Talenten des Anführers, noch Heil aus der Verlängerung des Kriegs entstehen können; wenn aber eine dieser Voraussetzungen fehlt, so ist nur Möglichkeit der Rettung in einer augenblicklichen, verzweifelten Schlacht zu suchen, bevor der Geist vollends verraucht.

Mit innigster Verehrung und Anhänglichkeit

Eurer Excellenz

ganz gehorsamster Diener
N. v. Gneisenau.

Buxton, den 2. Nov. 1812.

Herrn v. Steins Plan für die deutschen Angelegenheiten ist so vielköpfig, als das Interesse dabei vielseitig ist. Ich will nicht sagen, daß er einen bessern Plan hätte machen können, denn die Natur der widerstrebenden und sich wechselsweise vernichtenden Forderungen und Bedingungen und seine Stellung hat ihm die Erschaffung eines solchen Ungeheuers geboten, aber ausführbar wäre ein solcher Plan nimmermehr gewesen! Vor der Hand ist er vertagt, wenn nicht Wunder geschehen. Wir müssen, nun die Dinge so sich gewendet haben, auf etwas Anderes denken. England muß nur sich erobern und allen Eroberungen seine Constitution geben, dieselben mit sich vereinigen als einen mitgewinnenden Theil des brittischen Reichs. Die so mit Britannien vereinigten Völker werden sich unter einer freien Verfassung höchst glücklich fühlen, und daß durch eine solche Amalgamation selbst die brittische Regierung an exekutiver Gewalt gewinnen würde, darf ich Ew. Excellenz nicht erst sagen.

Herrn von Brinkmann als Gewalthaber von Seiten Schwedens aufzustellen, ist ebenso unrathsam, als unausführbar. Bernadotte haßt ihn und hat ihn von seiner Person entfernt. Er ist ein witziger Schwätzer, mit einigen hübschen Literaturkenntnissen, aber ohne Tiefe und hascht nach einem Witzwort, wo er edel handeln sollte. Er hat des Hrn. v. Stein Vertrauen dadurch gewonnen, daß er weidlich gegen Bonaparte declamirte und Verse gegen ihn schrieb. Seinem König und Herrn, der ihn aus der Niedrigkeit hob und den er nie verlassen wollte, ward er untreu, als die Stunde der Prüfung kam. So war sein politisches Leben. Er flößt übrigens kein Zutrauen ein, und hat nicht Würde in Person und Betragen. Im letzten Kriege zwischen Rußland und Frankreich war er es, der es verhinderte, daß die schwedischen Truppen auf die deutsche Seite übergesetzt wurden, weil, nach seinem Vorgeben, hier Mangel an Lebensmitteln war!!! Und er war es, der den entthronten König beredete, die Convention von Schlobitten zu ratificiren, eine Convention, die den Franzosen die Möglichkeit gab, gegen Danzig und Colberg sich zu verstärken. Von dem Einfluß und den Rathschlägen eines solchen Mannes wäre also wenig Ersprießliches zu erwarten.

Die Schwierigkeit, Petersburg mit Lebensmitteln zu versorgen, und

die Nothwendigkeit, in Zeiten dafür zu sorgen, ist schon der Gegenstand meiner Unterredungen mit dem General Pfuhl zu Wilna gewesen. Diese Stadt, die aus Podolien und der Ukraine mit Rindfleisch, aus Astrachan mit Kalb- und Hammelfleisch, aus Volhynien und Litthauen mit Schweinefleisch und aus den östlichen Provinzen des Reichs mit Getraide versorgt wird, möchte unter jetzigen Umständen, wenn die Verpflegung derselben nicht schon in Zeiten geordnet ist, in grausame Verlegenheit kommen. Doch Ew. Excellenz wissen das ja besser, als ich.

Als ich im Sommer vorigen Jahres Mangel an Herzlichkeit in den Eröffnungen Rußlands gegen Preußen und eine gewisse Scheu, den Willen zum Krieg deutlich auszusprechen, gewahr wurde, so machte ich den Vorschlag, da Rußland das Wittgensteinsche Corps zu unserer Disposition gestellt hatte, von unserer Seite den Ausbruch des ohnedies unvermeidlichen Krieges, bevor noch die französischen Rüstungen vollendet wären, zu beschleunigen und somit Rußland in den Krieg zu ziehen. — Mein König rechnete mir dieses Vorhaben fast zum Verbrechen an und mochte mich wohl für sehr gottvergessen halten. Aber welch ganz andere Resultate wären dabei zum Vorschein gekommen!? Rußland, selbst ohne ein vorbereitetes Kriegstheater, hätte ein solches in unsern Ländern gefunden. Die Russen allein schon waren damals den Franzosen überlegen. Ein Theil der polnischen Armee war zu gewinnen. Österreich hätte sich nicht mit Frankreich verbündet. Die Britten hätten vermuthlich ebenfalls eine Rolle in Deutschland übernommen und eine schwedische Armee erschien, die Fürsten des Rheinbundes wären zweifelhaft, die Franzosen verzagt geworden. Die Erfolge konnten nicht fehlen. Jetzt sind die Militairkräfte des gesammten russischen Polens in Frankreichs Händen. Österreich ist mit ihm vereinigt; ebenso Preußen, dessen Gesammtvermögen zur Disposition der französischen Armee gestellt ist. Die schwedische Armee bleibt noch daheim, und kein Britte ist in Deutschland, die deutschen Fürsten und alle tributpflichtigen Völker sind um so eifriger, ihre Contingente zu verstärken; könnte man durch einen Zauberschlag eine wohlorganisirte Armee von nur 50,000 Mann an die Seite der Kutusowschen versetzen, so könnte man noch einmal den Waagebalken in's Gleichgewicht bringen. Beweist das Letztere nicht hinreichend die Zweckmäßigkeit meines nur scheinbar verwegenen Vorschlags des vorigen Jahrs? Soll man nicht verzagen über diejenigen, die ihr eigenes Glück und das ihrer treuesten Freunde durch Man=

gel an Entschlossenheit vernichten? Wenn ich von dieser Vergleichung der Möglichkeit eines bessern Zustandes mit der Wirklichkeit des schlechtern auf mich selbst, durch den natürlichen Ideengang der Eigenliebe und si parva licet componere magnis, übergehe, wenn ich bedenke, daß ich über eine Provinz wie Schlesien gebietend, und eine Armee, größer, als die Lord Wellingtons in Spanien befehligend, solche zu leichtem Ruhm führen und mir den Dank der Nation erwerben konnte, während ich nun als ein Ausgewanderter dem Eigensinn eines Alien-Office gehorche, so gehört einiger Gleichmuth dazu, einen solchen Wechsel des Glücks zu ertragen.

Genehmigen Ew. Excellenz die Zusicherung der Anhänglichkeit, womit ich bin

Ihr

ganz gehorsamster Diener
N. v. Gneisenau.

Buxton, den 13. Nov. 1812.

Endlich geht uns doch eine abermalige Hoffnung auf. Durch einen so wiederholten Wechsel von Hoffnung zur Hoffnungslosigkeit bin ich jedoch so mißtrauisch geworden, daß ich mich kaum der Freude über die guten Nachrichten überlassen mag. Mangel an Bequemlichkeiten, Krankheit und die um die französischen Armeen herum vernichteten Erndten haben wahrscheinlich die Aufgebung Moskau's veranlaßt und der entschlossene Angriff Kutusows solche beschleunigt. Die andern Siege, welche Hoffnungen geben sie nicht, wenn man von allen Seiten kräftig und einträchtig wirkt?? Aber Großbritannien muß entscheiden, sonst kränkelt sich der Krieg fort, wie der in Spanien, und die Befreiung des mittlern Europa wird dadurch immer noch nicht bewirkt. Unter der günstigen Hypothese dürfen wir noch nicht annehmen, daß die Russen ihre Erfolge über die Weichsel hinaus treiben werden; dies liegt weder in ihren Kräften, noch in ihrem Willen. Eine solche Gestalt des Kriegs wird weder auf Österreich, noch auf Preußen, so wie wir die Regierungen dieser Länder kennen, hinlänglich wirken, um große Entschlüsse zu nehmen, vielmehr die Kette, die sie sich selbst geschmiedet haben, strammer anziehen und ihre Anstrengungen für den Dienst Frankreichs steigern. Nur eine Landung in Deutschland, und nur Erfolge, und Siege in diesem

Lande erfochten, könnten die Kette sprengen, wodurch so viele Völker gegen ihren Willen in Unterwürfigkeit gehalten werden, nämlich den unterjochten Regierungen wieder Selbstvertrauen geben und ihre Hoffnungen aufrichten. Ich will meine Behauptung durch ein Beispiel beweisen.

Wäre es möglich gewesen, Lord Wellington mit der Hälfte seiner Armee, vermehrt mit Allem, was man in dieser Insel an disponiblen Truppen hatte, im Monat October, zur Zeit der höchsten Succeße Bonaparte's, nach der deutschen Küste zu senden, so war es keinem Zweifel unterworfen, daß er in wenigen Wochen, verstärkt mit einer hannöverschen Armee und durch Insurgenten anderer deutscher Völkerschaften, die der Ruhm seines Namens ihm zugeführt hätte, eine Armee unter sich gehabt hätte, womit er Allem begegnen konnte, was Frankreich ihm entgegenzusetzen hatte. Nehmen wir nun an, daß er seinen Sieg von Salamanca bei Hannover erfochten hätte, so stand es ihm frei, in das Herz von Deutschland zu dringen, zweifelhafte Regierungen zu gewinnen, feindselige zu unterwerfen, die Kräfte der besetzten oder gewonnenen Länder zum Nutzen unserer Sache anzuwenden, und bevor die französische Armee aus dem Osten von Europa anlangen konnte, sein Kriegstheater zu organisiren. Hiezu hatte er volle zehn Wochen, bei zweckmäßigem Verfolgen der Russen, noch weit längere Zeit. Jeder Tag mehr fügte seiner und der russischen Armeen Stärke etwas hinzu. Man darf annehmen, ohne zu warm zu rechnen, daß in diesem Augenblick die preußischen Festungen ihm angehören würden; daß Österreich sein Contingent aus Polen abgerufen hätte und vielleicht schon mit einer Armee an Böhmens Grenzen die ferneren Ereignisse erwartete; daß sogar der ehrgeizige Kronprinz von Schweden sich bereit haben würde, Theil an den großen Begebenheiten zu nehmen. Gegen Weihnachten würde Bonaparte aus den sarmatischen Ländern auf deutschem Boden anlangen, in welchem Zustande des Mangels und der Entmuthigung, läßt sich denken? Würde unter solchen Umständen der Ausgang einer Schlacht wohl zweifelhaft? und die Folgen eines Sieges unter solchen Umständen, würden sie nicht unermeßlich seyn? der Schrecken darüber nicht auf die Entschlüsse in den Tuilerien, auf die Anstrengungen der französischen Armeen in Spanien, auf die Besatzungen in Italien, Dalmatien ꝛc. lähmend wirken? die erwachenden Völker nicht fast ein leichtes Spiel haben?

So ist es aber nicht gekommen. Der Sieg von Salamanca

hat zwar die Hauptstadt und Andalusien befreit, aber eine neue Schlacht soll nun abermals darüber entscheiden. Lord Wellington weicht nun vor derjenigen Armee zurück, die er kurz zuvor besiegt und nicht vernichtet hatte. Ein neuer Sieg, wird er ihn bis über den Ebro bringen? und wenn auch, was ist damit viel gewonnen? Wird man dann über mehr Kräfte zu gebieten haben, als vor drei Monaten, und hauptsächlich, wird man dem Feinde viele Kräfte abnehmen? Keine! denn über die von Spanien hat er wenig zu gebieten. Wie ganz anders in Deutschland! Ein Sieg löst die Fesseln der Regierungen, bringt Blut und Gut von Millionen und abermals Millionen in Britanniens Waagschale und befreit uns vielleicht auf immer von dem Ungeheuer, gleich furchtbar durch seine Waffen und sein Gift.

Ich kann mich demnach der Überzeugung nicht erwehren, daß die brittische Regierung nichts Zweckmäßigeres zur Befreiung der Völker und zu eigener Sicherheit thun könne, als die Hauptscene des Krieges nach Deutschland zu versetzen und Lord Wellington mit allen den in Spanien und auf den drei Inseln des brittischen Reiches entbehrlichen Truppen dorthin zu senden. Ich werde meine Gedanken darüber niederschreiben und sie den brittischen Ministern vorlegen, mögen sie mich immer für einen Phantasten halten!

Seitdem ich Ew. Excellenz das letztemal zu schreiben die Ehre hatte, habe ich einen Brief vom Kronprinzen von Schweden erhalten. Sein Inhalt ist hauptsächlich folgender: J'ai retardé ma réponse à Votre lettre du 1. Septbr. dans l'espoir de Vous dire quelque chose de positif sur les entreprises projetées, *mais les évènemens se sont pressées avec une telle rapidité*, que nous avons dû ajourner nos projets pour quelques mois. J'ai autorisé Mr. le Colonel Gyllenskiöld, qui jouit de ma confiance, à Vous faire part de ce qui a retardé le développement de notre système etc. Die von mir unterstrichene Stelle beweist, daß Bonaparte's Fortschritte ebenfalls Einfluß auf ihn gehabt haben. Dieser Zauber wäre nun vielleicht gelöst; aber nun bitte ich Ew. Excellenz, mir zu sagen, was ich ihm antworten soll?

Schölers in Petersburg Ideen habe ich zu berichtigen gesucht. Der Mann hält mich für ein Mitglied des Tugendbundes und glaubt überhaupt an das Daseyn und die große Wirksamkeit dieses Bundes, während ich betheuren kann, daß ich nie ein Mitglied desselben gewesen bin.

Mein Bund ist ein anderer, ohne Zeichen und ohne Mysterien: Gleichgesinntheit mit Männern, die einer fremden Herrschaft nicht unterworfen seyn wollen.

Ich nehme mir die Freiheit, Ew. Excellenz eingeschlossenen Brief zu übersenden. Er ist von dem Reisenden des Kaufmanns Schroeder in Colberg. Sie kennen diesen Mann, und mit welchem Eifer er immer unserer Sache gedient hat. Können Ew. Excellenz mir einen Rath ertheilen, ob und auf welchem Wege man ihm in dieser Angelegenheit nützlich werden könne? Er verdient es, daß man ihm helfe.

Zugleich mit diesem Briefe habe ich einen andern an Dörnberg unter Ew. Excellenz Addresse gesandt und ich bitte Dieselben, ihm solchen durch Couriergelegenheit zukommen zu lassen.

Verehrungsvoll

Ew. Excellenz

ganz gehorsamster Diener

N. v. Gneisenau.

Gothenburg, den 12. Febr. 1813.

Es dünkt mir wichtig, Ew. Excellenz darüber zu unterrichten, daß man in Schweden noch immer mit Mißtrauen auf England sieht und sich nicht überzeugen will, daß solches darein willigen werde, daß Schweden Norwegen mit sich vereinige. Nach dem, was ich von Ew. Excellenz erfahren, haben die englischen Minister Norwegen und Schweden garantirt. Wenn also der schwedische Hof hierüber noch Zweifel hegt, — — — — — — so muß dieser Zweifel aus dem Benehmen des englischen Gesandten Thornton herrühren, den ich überhaupt in Verdacht habe, daß er nicht sehr dazu beitrage, die Freundschaft zwischen den beiden Cabinetten zu befestigen, sondern lieber die Aussöhnung mit Dännemark bewirken wolle. Man beklagt sich hier sehr über diesen Minister und noch Mehrere spotten über ihn. In den Stockholmer Adelsgesellschaften hat er schon die ärgerlichsten Scenen der Rangstreitigkeit veranlaßt. Man wünscht sehr seine Zurückberufung. Hope dagegen hat hier sehr gefallen.

Endlich kann ich heute, zwar nicht ganz, doch so ziemlich wieder hergestellt, schreiben. Höchst wahrscheinlich war es durch zu zeitiges Schließen der Ofenröhre in das Zimmer getretene Stickluft, was mein heftiges Erbrechen veranlaßt hat. Eingeschlossenen Brief übergebe ich — — gütiger

Fürsorge und schließe mit den Gesinnungen der unwandelbarsten Verehrung — —

ganz gehorsamster Diener
N. v. Gneisenau.

Colberg in der Nacht vom 25.—26. Febr. 1813.

Ew. Excellenz benachrichtige ich, daß ich vor wenigen Stunden glücklich hier angekommen bin. Ich bin mit allgemeinen Freudenbezeugungen hier aufgenommen werden. Man hat die Stadt illuminirt, die Bürgerschaft ist mit Musik vor meiner Wohnung aufgezogen und hat mir ein Vivat gebracht. Ew. Excellenz sehen hieraus, daß ich nicht erst auf den Geist zu wirken brauche, sondern daß er an sich schon vortrefflich ist.

Der General Borstell hat sich ebenfalls der guten Sache gewidmet. Zwei Tage vorher hat er bereits einen Abgeordneten an mich nach London gesandt, um Waffen und — Geld zu verlangen. Dieser Abgeordnete hat Befehl, in meiner Abwesenheit sich direct an Ew. Excellenz zu wenden. Ich habe den Capitain Acklom, den Befehlshaber der Schiffe zu Carlscrona gebeten, die Bewaffnungs- und Ausrüstungsgegenstände, sobald sie in Schweden anlangen, sicher an den General Borstell zu senden und darüber mit Letzterem zu communiciren, im Fall ich nicht mehr hier sey, denn ich denke in wenig Tagen von hier weiter zu gehen. Ich bitte auch Ew. Excellenz, dafür gütigst zu sorgen, daß alle Ausstattungsgegenstände hieher so schnell als möglich gesendet werden. Bei diesen Gegenständen ist es wichtig, die für einige Regimenter Cavalerie nicht zu vergessen.

Der Geist des Volks ist vortrefflich. Studenten, Referendarien, die Söhne der reichsten Familien sind sogleich auf den ersten Ruf der Regierung als gemeine Soldaten unter die Jäger eingetreten. Die Regierung hat Alles aufgefordert, was in den Jahren zwischen 17 und 25 ist, unter die Waffen zu treten — und sich doch noch nicht gegen Frankreich erklärt. Alle Anstalten sind auf eine große Anstrengung gerichtet und noch kennt die Nation davon keinen andern Zweck, als den man sich in die Ohren sagt. H. v. G. hat bereits vor 14 Tagen dem hiesigen Kaufmann Schroeder gesagt, die Partei des Königs sey bereits genommen, nur noch nicht öffentlich kund gemacht, und in diesem Augenblick ist noch Herr von Knesebeck im russischen Hauptquartier zu Kola an der Warthe in Polen, wo

der Kaiser selbst seyn soll, um über die Neutralität Schlesiens zu unterhandeln!!

In Berlin allein haben sich, wie man mir hier erzählt, 11,000 Mann junger Leute eingestellt, um dem Ruf der Regierung zu folgen. Selbige haben sich größten Theils nach Schlesien begeben. 200 Kosacken sind in das nördliche Quartier der Stadt am Landsberger Thore gedrungen. Die Franzosen haben sich darauf beschränkt, die Spree zu vertheidigen. Der Marschall Augereau befehligt dort.

Den 28. dieses (morgen) kommen vier russische Corps in Niederschlesien und der Neumark, etwa 12—15 Meilen von Berlin, an. Hier stehen 17,000 regelmäßige Truppen. 12 Meilen vorher etwa 14 andere Bataillons. York mit 25,000 M. etwas weiter zurück. Alles ist in Bewegung vorwärts und ich hoffe, daß die hiesigen Truppen dies ebenfalls thun werden. Nehmen Ew. Excellenz die Versicherung meiner Verehrung gütig auf. Da ich mich von meiner Seekrankheit etwas erholt und ich mehr vernommen habe, werde ich Ew. Excellenz weitläufiger schreiben. Jetzt drängt mich das absegelnde Schiff.

Ew. Excellenz

ganz gehorsamster Diener
N. v. Gneisenau.

Colberg, den 28. Febr. 1813.

Meinem vorgestrigen Briefe sende ich diesen nach, um Eurer Excellenz alsogleich anzuzeigen, daß es mir gelungen ist, den braven General von Borstell zu bestimmen, seine Truppen in Bewegung zu setzen und sich zum Kriegszustande gegen Frankreich zu bereiten. —

Eben treffen hier höchst vertrauliche und wichtige Nachrichten ein. — — — — — — — — — — — — — — Der Vicekönig Eugen von Italien und der Marschall Augereau wollen mit 20,000 Mann Berlin vertheidigen. Führen sie diesen Vorsatz wirklich aus, so denke ich, daß wir einen guten Fang machen werden. In diesem Augenblicke marschiren schon die hiesigen Truppen aus.

Den General von Bülow werde ich zu einem gleichen Schritte zu vermögen trachten und dann sind wir stark genug, auf Berlin Etwas zu unternehmen. — — — — — — — — — — — —

Der Abmarsch der deutschen Legion bringt unsere Entwürfe für den Augenblick etwas in Verwirrung. — Damit dieses nur ja nicht einen üblen Eindruck auf die Schweden mache!

— — — — — — —

Ew. Excellenz bitte ich gehorsamst, mich Seiner Königlichen Hoheit dem Prinzen Regenten zu Füßen zu legen. Erhalten Ew. rc. Ihr Wohlwollen

Ihrem

treuergebenen

N. v. Gneisenau.

Colberg, den 1. März 1813.

Abermals sende ich meinen vorigen Briefen an Ew. Excellenz diesen nach, um Sie um der guten Sache willen zu ersuchen, bei den brittischen Ministern zu bewirken, daß 4—5000 gezogene Büchsen hieher gesendet werden. Der Zulauf der jungen Leute, die sich den Jäger-Compagnien einverleiben, ist sehr groß, allein es fehlt schon jetzt an Büchsen für selbige. Desgleichen ist ein Mangel der Cavalerie-Ausrüstungsgegenstände, Sättel, Säbel, Pistolen und Carabiner. An Pferden fehlt es nicht und die Besitzer derselben sind von dem besten Willen, selbige herzugeben. Aber der Mangel genannter Gegenstände verhindert die schnelle Bildung der Cavalerien, die uns doch so nützlich wären, da die Franzosen mit dieser Waffe fast gar nicht versehen sind. Möchten daher Ew. Excellenz den Blick des Regenten auf dieses Bedürfniß richten.

Die Universitäten sind auseinandergegangen, die jungen Leute derselben treten unter die Waffen. Die Akademie von Liegnitz ist geschlossen. Die obern Classen der Gymnasien sind verlassen. Sogar die Universität von Göttingen und andere Universitäten Deutschlands liefern uns Rekruten. Der Geist ist vortrefflich, aber doch an vielen Orten kein Geist vorhanden, um diesen Enthusiasmus zu benutzen und zu steigern. Ich habe sehr bitter hierüber geschrieben. Ein solcher Ton wird meine Rückkunft nicht willkommen machen. Schanden halber wird man mich indessen doch zu Gnaden annehmen? — — — — — — — — — — —

Gott erhalte Ew. Excellenz zum Besten unserer hohen und heiligen Sache.

N. v. Gneisenau.

Colberg, den 3. März 1813.

In diesem Augenblick erzählt mir der Major von Steinmetz, den ich in der hiesigen Belagerung zum Vicecommandanten ernannt habe und der nun Befehlshaber eines im Yorkschen Corps befindlichen Regiments ist und von diesem Corps so eben kommt, daß der Fürst Schwarzenberg eine der Yorkschen ziemlich gleichlautende Capitulation geschlossen hat, die noch geheim gehalten wird, in deren Folge er aber bereits Warschau übergeben hat und zurückgegangen ist. Der M. v. Steinmetz erzählt mir dies so bestimmt und ist ein so zuverlässiger Mann, daß ich fast nicht daran zweifeln kann. Wir müssen indeß doch noch die Möglichkeit annehmen, daß dieser Mann selbst getäuscht worden ist. Wenn ich aber diese Neuigkeit mit den großen Rüstungen in der österreichischen Monarchie vergleiche, so scheint sie mit immer Wahrscheinlichkeit zu haben.

Der König ist bereits wieder mit dem Yorkschen Corps in Verbindung getreten, aber nur durch mündliche Mittheilungen. Ein Abkommen mit Rußland ist ganz gewiß schon getroffen, nur begreife ich nicht, aus welchen Gründen man dieses jetzt noch verheimliche?? Man sagt, um die Hauptstadt zu schonen. Aus dieser ist Marschall Augereau mit 4000 Mann am 25. Febr. abgezogen. Der Rest wird wohl bald folgen. Der König, heißt es, wird mit seiner in Schlesien zusammengezogenen Armee gerade nach Dresden gehen.

Die Provinz Ostpreußen stellt außer einem neuen Cavalerieregiment noch 20,000 Mann Landwehr und besoldet sie selbst. Das ist ungeheuer viel für eine fabriklose, bloß ackerbauende Provinz! — Mit dem Gouverneur von Stettin sind nun Verhandlungen angeknüpft. Wir werden vielleicht die Festung vermittelst eines Stück Geldes in unsere Gewalt erhalten.

Der Kosacken-Hettmann Platow wollte durchaus nicht über die Weichsel gehen. Dieses fesselte den General Grafen Witgenstein ebenfalls. Endlich mußte der Kaiser den Ersteren geradezu abrufen. Dieser Zwist unter den Feldherren ward die Veranlassung, daß die Bewegungen unter den Russen nur langsam gewesen sind.

Die Franzosen haben eine Estaffette, königliche Befehle an die hiesigen Truppen enthaltend, aufgefangen und die Briefe nicht ausgeantwortet.

Diese mögen leicht wichtige Befehle enthalten haben und wir hier darum in Unwissenheit uns befinden.

Gott erhalte Ew. Excellenz. N. v. Gneisenau.

Herr von Stein soll nach Breslau gegangen seyn.

Ich bitte Ew. Excellenz, gütigst dafür zu sorgen, daß auch Congrevsche Raketen hieher geschickt werden. Wir wollen denn doch Versuche machen, sie im freien Felde zu gebrauchen. Wir haben vergessen, Versuche mit Ihrem Gas zu machen und das ist mir sehr leid. Wenn wir auf französische Festungen stoßen, könnte uns die Erfindung wichtig werden. Setzen Ew. Excellenz doch solche fort.

Colberg, den 4. März 1813.

So eben erhalte ich einen Brief vom König, der mir befiehlt, sogleich zu ihm nach Breslau zu kommen. Die Allianz mit Rußland ist abgeschlossen. Ich erhalte den Befehl über das preußische Hülfscorps, welches zur englisch-schwedisch-russischen Armee stoßen soll. Die Allianz mit Rußland wird noch verheimlicht, und erst in 14 Tagen bekannt gemacht. Oppen und Dohna sind im Dienst aufgenommen. Mit Verehrung und treuer Ergebenheit

Ew. Excellenz

ganz gehorsamster Diener
N. v. Gneisenau.

P. S. Wenn der Graf Lieven seinen Antrag bei der hiesigen Regierung in Betracht der russisch-deutschen Legion machen wird, so ist Folgendes eine nicht unrichtige Betrachtung. Soll die brittische Regierung selbst diese Legion in Sold und Dienst nehmen, so entstehen aus diesen Umständen, da die Legion nur deutschen Sold haben soll, und ihre Organisation verschieden von der der brittischen Truppen ist, eine Menge Schwierigkeiten und, was das Schlimmste ist, Verzögerungen wegen der mannichfachen Rücksprachen. Viel einfacher aber wird das Geschäft, wenn die brittische Regierung den Regenten von Hannover zur Annahme dieser Legion subsidirt. Der Regent hat dann ganz freie Hand zu organisiren, anzustellen, zu befördern, zu kleiden, wie er nur immer Lust hat, denn es sind dann keine englische Truppen, sondern es ist dann seine neue Armee von Hannover, oder noch besser, bei Verstand und Glück, von Nord=

Germanien, oder Austrasien (linke Rheinufer, Belgien). Prüfen und sichten Ew. Excellenz diesen Gedanken, vielleicht erhält er Ihren Beifall.

Mit Verehrung

Ew. Excellenz

ganz gehorsamster Diener

N. v. Gneisenau.

Breslau, den 14. März 1813.

Seit drei Tagen bin ich hier am Hoflager des Königs angelangt. Ich bin von Sr. Majestät, nach einiger Kritik über meine Dienstverlassung, gnädig und sogar herzlich aufgenommen worden. Welcher Wirkungskreis mir werde angewiesen werden, schrieb ich Ew. Excellenz bereits aus Colberg; ich soll nämlich das preußische Hülfscorps befehligen, das sich mit Engländern und Schweden, nach erfolgter — noch problematischer? — Landung in Deutschland vereinigen soll. Da dieser mir bestimmte Wirkungskreis erst späterhin Statt finden kann, so sollte ich noch vorher nach England gehen, um den Tractat mit der brittischen Regierung zu schließen. Dieses habe ich bestimmt abgelehnt. Nun ist dieses dem Baron Jacobi übertragen, und er ist zu diesem Zweck bereits hier angelangt. Vor der Hand werde ich der Blücherschen Armee folgen, wo sich wohl etwas zu thun finden wird.

Morgen kommt der russische Kaiser hieher. Die Truppen aus Oberschlesien sind bereits im Marsch. Übermorgen wird ein starkes Armeecorps hier versammelt seyn. Man wird öffentlichen Gottesdienst halten, und die Truppen für ihre neue Bestimmung einweihen. Von dem Geiste, der in der Nation herrscht, kann nie genug erwähnt werden. Söhne von Fürsten, Kinder der reichsten Familien strömen herbei, und nehmen als Gemeine Dienste. Männer in Aemtern legen einträgliche Stellen nieder und thun dasselbe. Die Regierung hat bereits einhaltende Maaßregeln ergreifen müssen. Es ist rührend, alle diese Söhne des Adel- und höhern Bürgerstandes von der feinsten Bildung als Gemeine in den zahlreichen Jäger-Compagnien eingestellt zu sehen, wo sie sich selbst bekleiden, bewaffnen und besolden. Es herrscht ein herrlicher Enthusiasmus.

Vor der Hand werden zwei Armeen gebildet, die eine unter General York, die andere unter General Blücher. Bei Letzterm ist Scharnhorst als Haupt des Generalstabs angestellt. In wenigen Tagen sind

wir im Besitz von Sachsen, das die verkehrte Politik seines Herrn in unsere Hände gegeben hat.

Marschquartier Haynau, den 21. März 1813.

Ich bin zweiter General-Quartiermeister des Blücherschen Armeecorps, und da der General Scharnhorst, der erste G. Quartiermeister, der mit dem höchsten Vertrauen des Kaisers Alexander beehrt, in den verschiedenen Hauptquartieren herum reisen muß, um die Operation zu verabreden, so besorge ich dessen Geschäfte unterdessen. Wir ziehen nun gegen Dresden. Davoust hat die schöne Brücke gesprengt. Wir wollen indessen schon über die Elbe kommen und, sofern Davoust sich wehren wollte, Dresden nehmen. Ew. Excellenz sollen von allen wichtigen Begebenheiten Nachricht haben.

Die Truppen wachsen hier aus der Erde. Allenwärts eilt die junge Mannschaft zusammen. Aber es fehlt an Bedürfnissen. Ich flehe Ew. Excellenz daher an, zu bewirken, daß die mir bewilligten Gegenstände, für 20,000 Mann Waffen, Kleidung, Ausrüstung und Geschütze, schleunigst nach Colberg gesendet, und wo möglich vermehrt werden. Wir wollen wahrlich einen guten Gebrauch davon machen. Auch drückt uns bitterer Geldmangel. Was Sie, edler Mann, hiefür zum Ziel unserer deutschen Sache thun können, thun Sie gewiß.

Lege mich Ew. Excellenz dem Regenten zu Füßen und empfangen Sie die Versicherung meiner treuen Verehrung.

Ihr
treuergebener
N. v. Gneisenau.

In höchster Eile. Ich beschaffe so viel, daß ich kaum, und manchmal gar nicht schlafe. Vergeben Sie daher die Unordnung dieses Briefes.

Dresden, den 1. April 1813.

Es wird mir die Freude, Ew. Excellenz anzeigen zu können, daß wir bereits über die Elbe gegangen sind, ohngeachtet der von den Franzosen muthwillig zerstörten hiesigen Brücke. Wir haben zwei andere geschlagen; die hiesige lasse ich wieder herstellen, so wie eine wieder zu Meißen — denn auch dieses Kunstwerk ist vernichtet — schlagen. Die Franzosen weichen

zurück gegen Magdeburg. Wahrscheinlich werden sie sich gegen den Thüringer Wald concentriren. Graf Witgenstein steht noch am rechten Elbufer.

Unsere Rüstungen gehen mit Eifer fort, so weit unsere Mittel reichen; diese sind aber nur beschränkt. Es fehlt an Kriegsstoff, nicht an lebendigem, denn dessen hätten wir genug, wohl aber an todtem, das heißt: Tuch, Lederzeug, Waffen, Munition, Geld. Hätten wir diese Gegenstände, so hätten wir das Doppelte unserer Macht auf den Beinen. Unsere ökonomischen Einrichtungen sind so vortrefflich, daß eine Armee von 60,000 M., wenn einmal ausgerüstet, in's Feld gestellt, monatlich nicht mehr als zwischen 4 — 500,000 Thaler kostet. Möchten Ew. Excellenz die Augen des Prinz-Regenten — dem ich mich zu Füßen lege — auf diesen Gegenstand richten. Noch eine kurze Anstrengung und wir sind Alle gerettet.

Nun möchte es Zeit werden, daß Ew. Excellenz in Deutschland auftreten. Die Übereinkunft der beiden Alliirten über Behandlung der Rheinbundsländer ist bereits getroffen und in einer Proclamation der beiden Monarchen sind ihre Grundsätze auf eine edle Art ausgesprochen.

Die Regierungen der hiesigen Länder sind durch französische Grundsätze ganz verderbt, sie benehmen sich falsch und feindselig gegen uns. Das Volk ist gut gesinnt. Der Regent ist auf feindliches Gebiet gewichen.

Nächstens werde ich Ihnen alle die verschiedenen Proclamationen der russischen und preußischen Heerführer zusenden.

Wenn Ew. Excellenz herüber kommen und Pferde mitnehmen, wozu ich sehr rathe, so hätte ich wohl den Wunsch, daß Sie mir zu ein Paar leichten englischen Pferden verhelfen.

Gott nehme Sie in seinen Schutz!

Ew. Excellenz

ganz gehorsamster Diener
N. v. Gneisenau.

Puschkau bei Striegau in Schlesien, den 29. Mai 1813.

Die beispiellose Anstrengung, worin ich mich seit einiger Zeit befunden habe, hat mich verhindert, Ihnen, verehrter Graf, Nachrichten von uns zu geben. Ich hole solches nach, ohne zu wissen, ob ich so glücklich seyn werde, ihn zu beenden, wenigstens Ew. rc. Alles zu sagen, was ich Ihnen gern vertrauen möchte.

Der neueröffnete Feldzug stellt uns einen Krieg dar, wie er, so weit ich mich der Geschichte erinnern kann, noch nicht mit gleicher Heftigkeit geführt wurde. In 4 Wochen haben wir mehr als 20 heftige Gefechte und 3 Schlachttage gehabt. Der Tod hat gewaltig unter unsern Offizieren aufgeräumt. Mehrere Bataillone haben nur noch 2 Offiziere übrig; so wie ein Regiment Cavalerie ebenfalls. Letztere hat überhaupt mehr als ein volles Drittel verloren. Und dennoch stellt dieser Krieg auf der andern Seite die sonderbarsten Resultate dar. Wir haben nun einige und funfzig Stück Geschütz erobert und dagegen kein einziges verloren. Die Armee ist ohngeachtet ihrer steten Rückzüge geschlossen und ungebrochen in ihrem Muthe, obgleich unzufrieden mit den rückgängigen Bewegungen, und jeden Augenblick ist sie in Bereitschaft, eine neue Schlacht anzunehmen.

Über unsern Rückzug von der Schlacht von Lützen müssen Ew. rc. erstaunt gewesen seyn. Die Franzosen hatten sich gleichfalls in der Nacht zurückgezogen. Die Schlacht war unentschieden gewesen. Die Ursachen dieses Nichtgelingens sind:

1) Die Idee zur Schlacht war gut; die Anlage schlecht. Man hielt sich mit Förmlichkeiten und Truppenentwicklungen zu lange auf, statt mit Colonnen auf den überraschten Feind loszugehen.

2) Aus persönlichen Verhältnissen ward General Miloradowitsch nicht herbeigerufen. Ich hatte vorgeschlagen, ihn mit seinen 12,000 Mann und 100 Kanonen in der Richtung auf Weißenfels zu dirigiren. Dort wäre er gerade in des Feindes linker Flanke erschienen. Man hat meinen Rath nicht befolgt.

3) Wir hatten nur halb so viel Infanterie, als der Feind, konnten daher nicht das Gefecht so oft als der Feind erneuern, und auch immer nur in geringerer Anzahl. Tapferkeit mußte dies ersetzen; aber die Schlacht kostete uns Preußen allein mehr als 8000 Mann.

4) Soll es an Munition gefehlt haben; nicht bei uns, aber wohl bei den Russen. Der Fürst Jachwil, Befehlshaber der russischen Artillerie, behauptete wenigstens so und drang deswegen auf den Befehl zum Rückzug, den nun Niemand gegeben haben will!!

5) Unsere Rückzugsstraße lag auf unserm rechten Flügel. Man befürchtete von unsern Ländern abgeschnitten zu werden und wollte es deswegen nicht auf's Äußerste ankommen lassen.

Dieses sind die Ursachen zu unserm Rückzuge. Am Morgen des folgenden Tages um 8 Uhr war ich auf dem Schlachtfelde bei unserm äußersten Cavalerieposten. Es herrschte die tiefste Stille. Nicht Ein Mann vom Feinde war zu sehen; aber unsere Infanterie, russische und preußische, nebst dem größten Theil der Cavalerie war bereits fort.

Seitdem waren wir unter öfteren Arrieregarde-Gefechten bis an die Elbe fortgezogen. Man verließ solche ohne Noth, obgleich man vorgegeben hatte, hinter dieser Schutzwehr verweilen zu wollen. So ging man bis hinter Bautzen, dort nahm man eine Stellung. Lang und breit ward die Art, solche nehmen zu wollen, besprochen. Am Tage des feindlichen Angriffs wählte man gerade die ungeschickteste. Zum Unglück verließ General Miloradowitsch, angeblich durch ein Mißverständniß, die Stadt Bautzen, ohne einen Schuß zu thun, und nur allein durch Bautzen konnte diese neu genommene Stellung mit einigem Vortheil behauptet werden. Unser General Kleist hielt sich dort heldenmüthig; bei einbrechender Nacht ward er mit seinen geschmolzenen Truppen mit Übermacht angegriffen und gezwungen, solche zu verlassen. Den andern Morgen erneuerte sich die Schlacht. Der rechte Flügel der ungeheuer langen Stellung ward umgangen, und General Barclay de Tolly geschlagen. Nun ward uns Preußen unsere Rückzugsstraße durch das Dorf Preitiß genommen. Wir mußten solche durch unsere Garden wieder erobern lassen. Nachdem wir alle Reserven bereits in's Gefecht gezogen hatten, wurden wir auf drei Seiten zugleich angegriffen. Wir schlugen uns in einem Viereck, zu dessen einziger offenen Ecke wir hinaus mußten. Wir hatten den Fehler begangen, unsere Truppen, der Ehre der Waffen wegen, zu lange in dieser gefährlichen Stellung stehen zu lassen. Zwei Stunden schwebten wir in dieser Krisis. Die geforderte Hülfe kam nicht. Endlich traten wir den Rückzug an. Er ward mit schöner Ordnung vollzogen. Die Defileen, durch die wir ziehen mußten, waren bereits vom feindlichen Kartätschenfeuer bestrichen. Alle Geschütze wurden glücklich durchgebracht. Der letzten Kanonen bemächtigte sich der Feind; sie wurden ihm sogleich durch eine tapfere Escadron wieder abgenommen.

Seitdem sind wir bis hieher fortgezogen. Die Oberleitung der Armee kommt aus dem russischen Hauptquartier. Wir haben keinen Antheil daran. Man hört uns sogar nicht. Wir sind bloß ausführende Werkzeuge. Endlich ward der uns befehligende General Barclay de Tolly

in's kaiserliche Hauptquartier abgerufen. Sogleich benutzten wir diese Emancipation. Der Marsch ging über eine weite Ebene. Der Feind hatte tagtäglich unsere Arrieregarde verfolgt. Wir wollten ihn dafür bestrafen. Wir verbargen einen Theil unserer Cavalerie in bewachsenen Gründen. Unsere Arrieregarde lockte fechtend den Feind über die Ebene. Auf einmal ward das Zeichen zum Angriff durch Anzündung einer Windmühle gegeben. Unaufhaltsam stürzte sich unsere Reiterei in die feindliche Infanterie, die schnell quarrés zu bilden suchte. Mehrere derselben kamen zu Stande, wurden aber niedergeritten. Unsere Reiterei gab wenig Pardon, deswegen wurden wenig Gefangene gemacht, zwischen 3—400, 10 Kanonen waren erobert, aber wegen der Schnelligkeit, womit ein solches Unternehmen ausgeführt und beendet werden muß, konnte nur etwa die Hälfte derselben, aus Mangel an Pferden, in Sicherheit gebracht werden. Das ganze weite Feld war mit Todten und Verwundeten bedeckt. Seit den letzten Tagen ist uns der Feind nur sehr behutsam gefolgt, da wir ihm einmal die Zähne gewiesen haben.

Übrigens haben wir manchen Verdruß. Wir sehen unser Land durch unsere Freunde nicht minder als durch unsere Feinde ausgeplündert. Selbst unsern Soldaten raubt man die Lebensmitteltransporte, die wir mit Sorge und Kummer herbeigeschafft haben. Doch ich will nicht klagen, sondern vor der Hand nur fechten. Aber es empört, zu sehen, daß unsere eigenen Verwundeten auf dem Schlachtfelde durch unsere Freunde ausgeplündert werden.

Soweit habe ich glücklicherweise schreiben und mich mit Ihnen, mein verehrter Graf, unterhalten können. Noch hätte ich Ihnen Manches zu sagen, aber ich muß mich von Ihnen trennen. In wenig Tagen haben wir wieder eine neue Schlacht zu liefern, wenn anders unsere Verbündeten noch treu und zuversichtlich sind. Von ihr hängt das Schicksal des Continents ab. Österreich würde, nach dem Verlust derselben, lieber unterhandeln als fechten wollen! Doch hoffen wir das Beste. Das schlimmste Element nur ist der Kleinmuth [?] der leitenden Personen. Gerade in dem Moment, wo ihnen Energie den größten Nutzen schaffen würde, entbehren sie selbiger. Wir sind wirklich in einer weit bessern Verfassung, als am Schlachttage von Lützen und wir könnten mit Zuversicht (ich meine hier die frühere [?]) in eine neue Schlacht, eben so wohl als

der Soldat gehen; allein ich bemerke einige Zeichen, die mir nicht gefallen. Doch will ich gern glauben, daß ich manchmal zu schwarz sehe.

Schenken Sie Ihr wohlwollendes Andenken Ihrem Ihnen treuergebenen.

N. v. Gneisenau.

Brechtelshof, den 26. August 1813.

Wir haben heute einen Sieg erfochten. Wir hatten die Disposition zum Angriff gemacht und wollten sie eben in Ausführung bringen, als man uns meldete, die feindlichen Colonnen seyen gegen uns über die Katzbach im Anrücken. Schnell änderten wir unsern Angriffsplan, verbargen unsere Colonnen hinter sanften Anhöhen, zeigten nur unsere Avantgarde, und stellten uns, als ob wir in die Defensive verfielen. Nun drang der Feind übermüthig vor. Auf einmal brachen wir über die sanften Anhöhen hervor. Einen Augenblick war das Gefecht im Stillstand. Wir brachten mehr Cavalerie in's Gefecht; zuletzt unsere Infanteriemassen; griffen die feindlichen mit dem Bajonett an und stürzten sie den steilen Rand des Flusses, der Katzbach, hinunter. Der General (russische) von Sacken hat uns vortrefflich unterstützt. Nicht so der russische General Graf Langeron. Er hatte eine ungeheuer starke Position, und wollte sich dennoch nicht schlagen. Er verlor einen Theil dieser Position durch Ungeschicklichkeit und Unentschlossenheit, und nur dadurch, daß wir dem gegen ihn vorgedrungenen Feind in den Rücken gingen, retteten wir ihn. Viel Geschütz ist in unsern Händen. Es ist jetzt Mitternacht, wir wissen also nicht dessen Zahl. Die Schlacht heißt die Schlacht an der Katzbach.

Gott erhalte Sie.

N. v. Gneisenau.

Holstein bei Löwenberg, den 30. August 1813.

Unser Sieg am 26. ist weit vollständiger, als ich E. E. in meinem letzten Bericht darüber anzeigen konnte. In den beholzten steilen Thalrändern der wüthenden Neisse und der Katzbach wurden des andern Tages die hinabgestürzten Geschütze und Kriegsfuhrwerke gefunden. Wir haben über 100 Kanonen erobert; 300 Munitionswagen und Feldschmieden; 15,000 Gefangene sind eingebracht, mehrere derselben kommen stündlich

ein; alle Straßen zwischen der Katzbach und dem Bober tragen die Wirkungen des Schreckens unserer Feinde; Leichname übergefahren und in den Schlamm gesenkt; umgestürzte Fahrzeuge, verbrannte Dörfer. Der größte Theil der Macdonaldschen Armee hat sich aufgelöst. Von den Übergängen der angeschwollenen Flüsse abgeschnitten, irren die Flüchtlinge in den Wäldern und Bergen umher und begehen aus Hunger Unordnungen. Ich habe die Sturmglocke gegen sie läuten lassen und die Bauern aufgeboten, sie zu tödten oder gefangen zu nehmen.

Gestern fand hier in der Nähe die Division Puthod ihr Ende. Sie ward ereilt und mußte sich, mit dem Rücken gegen den Bober aufgestellt, schlagen. Man kartätschte sie anfänglich und griff sie dann mit dem Bajonett an. Zum Theil ward sie getödtet, zum Theil in das Wasser gestürzt; der Rest, Generale, Officiere und Adler gefangen gemacht und erobert.

Das Wetter ist abscheulich, der Regen unaufhörlich; während der Schlacht schlug uns der Sturm in's Gesicht. Der Soldat bringt die Nächte unter freiem Himmel zu.

N. v. Gneisenau.

Bautzen, am 18. Septbr. 1813.

In größter Eile. — Möchte doch Kaiser Alexander selbst den obersten Befehl übernehmen, um den zahllosen Divergenzen, Zeitverlusten und Eifersüchteleien ein Ende zu machen. — So wenig ich gemeint bin, meinen Herrn und König und die gute Sache zu verlassen, so muß ich doch fast fürchten, daß Undank und Haß mich veranlassen werden, mich zurückzuziehen, so wie nur die Hauptarbeit gethan ist. Für diesen Fall nehme ich Ew. ꝛc. Wohlwollen in Anspruch, mir ein Asyl zu bereiten, wo ich so vieler, mir übelwollender Menschen entbehren kann und nicht genöthigt bin, manche Gesichter zu ertragen, die von Schlaffheit oder Schlechtigkeit gestempelt sind ꝛc.

Wetzlar, 5. Novbr. 1813.

In Weimar verloren die Monarchen und die Soldaten eine kostbare Zeit. Wir, die schlesische Armee, hatten bei Eisenach endlich Bertrand abgeschnitten und in den Thüringer Wald geworfen. York erhielt Befehl, ihn von der Werra abzuschneiden; aber unwillig der unaufhör-

lichen Märsche, verlor York seine Zeit in lauter Flüchen gegen das Blüchersche Hauptquartier. — Unterdessen marschierte Bertrand quer über die Straße, die York nehmen sollte, und entwischte. — Hätte Giulay sich in Lindenau besser benommen, hätte man statt der Feste zu Weimar, schleunigst vorrücken lassen, hätte York nicht gezögert, so entkam von der ganzen Armee so gut wie nichts.

Ihr Gneisenau.

* *
*

An den Obersten v. Dörenberg.

Mein theurer Freund, unter frohen Hoffnungen begrüße ich Sie. Unsere Sache wird endlich zur Entscheidungs-Krise kommen; mehr durch Noth, als Willenskraft. Aber wir wollen schon furchtbare Mittel entwickeln, worüber die Welt erstaunen soll, sofern man uns nur wenige Wochen Zeit läßt. Halten Sie sich in Bereitschaft und kommen Sie sogleich zu uns, statt nach Rußland zu gehen. Bricht der Krieg nicht in den ersten Monaten aus, so wollen wir Sie schon verbergen. Sie mögen unterdeß auf meinem Gute in Schlesien, in einem abgelegenen Gebirgsthale wohnen. Schaffen Sie gleichfalls Ihren Bruder herbei. Nach meiner Ansicht ist nicht viel Zeit zu verlieren. Ihr Herzog ist sicherlich mit uns, wenn nicht die Verpflegung seines Corps zu viele Schwierigkeiten vielleicht machen würde.

Mein Freund! ich habe große Opfer gebracht. Ich bin zu Grunde gerichtet, aber ich sehe mich endlich meinem Zweck nahe. Schaffen Sie nur Ihren Bruder herbei und benachrichtigen Sie Grolmann. Gott befohlen.

Berlin, den 27. Juli 1811.

Ihr treuergebener
N. v. Gneisenau.

Wir schweben in großer Ungewißheit über Rußlands Entschlossenheit. Des Kaisers Alexander furchtsamer Charakter erregt mit Recht die bängsten Besorgnisse aller Gutgesinnten. Entsteht Unglück, so kommt es uns von daher. Und sein feiger Minister Romanzoff! Warum ist Alexander nicht von gleichen Gesinnungen beseelt, als Ihr Prinz-Regent? Das Heil der Welt müßte unausbleiblich daraus hervorgehen. (In Kurzem hat das Blatt sich gewendet.) A. D.

An den Obersten von Dörnberg zu Colberg.

Den 9. Oct. 1811.

In einer gestrigen Conferenz ist beliebt worden, die große Verwilligung der Waffen an Preußen noch um Folgendes zu vermehren:

25 schwere Kanonen,
25 Sechspfünder-Kanonen,
5 Haubitzen,
25 Tausend Gewehre,
10 Tausend Patrontaschen und Riemen.

Das Ganze geht also auf 110 Kanonen und 60 Tausend Gewehre.

Ich muß es Ihnen besonders zur Pflicht machen, dafür zu sorgen, daß diese Sachen nicht leichtfertig weggegeben werden, um vielleicht gar einmal gegen uns in's Spiel gebracht zu werden. — Wir haben höchst auffallende Geständnisse, daß Preußen neuerlich Frankreichs Allianz gesucht hat und daß der König nur aus Noth, nicht aus Wahl zu uns flieht. Dies und frühere Beispiele müssen uns sehr vorsichtig machen. Nicht allein wir persönlich, sondern die Sache Deutschlands würde hier alles Interesse verlieren, wenn wir hier hintergangen werden sollten!? Gebe Gott, daß wir uns täuschen! —

G. Münster.

42.

1 8 1 2.

Offener und geheimer Bundesvertrag zwischen Napoleon und dem Kaiser Franz, d. d. Paris, 14. März 1812.

Nach dem gewöhnlichen Eingang und nach der Auswechslung der Vollmachten des Ministers Maret, Herzogs von Bassano, und des österreichischen Botschafters und Generals der Cavallerie, Fürsten Carl Schwarzenberg, folgen die Artikel:

1. Es soll eine immerwährende Freundschaft, Vereinigung und Allianz zwischen Sr. Maj. dem Kaiser der Franzosen u. s. w. und Sr. Maj. dem Kaiser von Österreich u. s. w. bestehen. Diesem gemäß werden die hohen contrahirenden Theile die größte Aufmerksamkeit auf die Erhaltung des so glücklich zwischen ihren Staaten und gegenseitigen Unterthanen Statt findenden guten Einverständnisses verwenden; Alles vermeiden, was solches stören könnte und bei jeder Gelegenheit das ergreifen, was zum gegenseitigen Nutzen, Ehre und Vortheil gereichen kann.

2. Die beiden hohen contrahirenden Mächte garantiren sich gegenseitig die Integrität ihrer jetzigen Staaten.

3. Zufolge dieser gegenseitigen Garantie werden die beiden hohen contrahirenden Theile stets in Gemeinschaft an solchen Maßregeln arbeiten, die ihnen zur Erhaltung des Friedens als die zweckdienlichsten erscheinen und im Fall die Besitzungen des einen oder des andern mit einem Einfall bedroht würden, werden sie die wirksamsten Maßregeln ergreifen, um diesen zu verhindern.

Da aber diese Verwendungen möglicher Weise nicht den gewünschten Erfolg haben könnten, so verpflichten sie sich, sich gegenseitig beizustehen, im Fall der eine oder andere angegriffen oder bedroht werden sollte.

4. Die in dem vorhergehenden Artikel stipulirte Hülfe wird aus

dreissig tausend Mann bestehen, wovon vier und zwanzig tausend Infanterie und sechs tausend Cavallerie beständig auf vollständigem marschfertigen Fuß erhalten und mit einem Artilleriepark von sechszig Stücken Geschütz versehen sein werden.

5. Die Hülfe soll auf die erste Anforderung des angegriffenen oder bedrohten Theils gestellt werden. Sie wird sich in der möglichst kürzesten Zeit auf den Marsch begeben und spätestens vor Ablauf von zwei Monaten nach dieserhalb geschehener Aufforderung.

6. Die beiden hohen contrahirenden Mächte garantiren die Integrität der Besitzungen der ottomannischen Pforte in Europa.

7. Sie erkennen und garantiren gleichmäßig die Grundsätze der neutralen Schiffahrt, so wie selbige vermöge des Utrechter Tractats anerkannt und sanctionirt worden sind.

Se. Maj. der Kaiser von Österreich erneuert, in so weit solches nöthig ist, das Versprechen, dem Prohibitiv-System gegen England während des jetzigen Seekrieges treu zu bleiben.

8. Der gegenwärtige Allianz-Tractat kann weder öffentlich bekannt gemacht, noch irgend einem Cabinet anders mitgetheilt werden, als mit Zustimmung beider hohen Theile.

9. Er soll ratificirt und die Ratificationen zu Wien, nach Verlauf von vierzehn Tagen, oder wenn möglich früher, ausgewechselt werden.

Geschlossen und unterzeichnet zu Paris, den 14ten März 1812.

Separate und geheime Artikel.

1. Österreich soll nicht gehalten sein, das im Art. 4 des patentirten Tractats stipulirte Hülfscorps in solchen Kriegen zu stellen, die Frankreich gegen England oder jenseits der Pyrenäen führt.

2. Im Fall der Krieg zwischen Frankreich und Rußland ausbrechen sollte, wird Österreich das im 4. und 5. Artikel des heutigen Tractats stipulirte Hülfscorps stellen. Die Regimenter, aus denen solches bestehen soll, werden sich sogleich in Marsch setzen und so cantonirt werden, daß sie sich vom 1ten Mai an, in weniger als vierzehn Tagen zu Lemberg vereinigen können.

Das besagte Armeecorps soll mit doppelten Rationen an Artillerie-Munition, wie auch mit den nöthigen Militärwagen zum Transport von Lebensmitteln für zwanzig Tage versehen werden.

3. Se. Maj. der Kaiser der Franzosen wird alle seine Dispositionen so treffen, um mit der ganzen, verfügbaren Macht zur angegebenen Zeit gegen Rußland operiren zu können.

4. Das von Sr. Maj. dem Kaiser von Österreich gestellte Truppencorps wird von drei Divisionen Infanterie und einer Division Cavallerie gebildet und von einem österreichischen General, nach der Wahl Sr. Maj. des Kaisers von Österreich, befehligt werden.

Es wird auf der Linie operiren, die ihm von Sr. Maj. dem Kaiser der Franzosen vorgeschrieben wird und unter dessen unmittelbarem Befehl stehen.

Es soll auf keine Weise getrennt werden, sondern stets ein für sich bestehendes Corps bilden.

In feindlichen Ländern wird für dessen Unterhalt auf dieselbe Weise gesorgt werden, welche für das Gros der französischen Armee eingerichtet wird, ohne indessen in der nach den österreichischen Militär-Reglements für den Unterhalt der Truppen vorgeschriebenen Weise und in den Einzelnheiten irgend eine Abänderung zu erleiden.

Die Trophäen und Beute, welche es dem Feinde abnehmen wird, werden demselben angehören.

5. Im Fall, daß, in Folge des Kriegs zwischen Frankreich und Rußland, das Königreich Polen wieder hergestellt würde, garantirt Se. Majestät der Kaiser von Frankreich noch besonders an Österreich den Besitz von Galizien, wie er es bereits hiermit thut.

6. Wenn, im Fall dieses geschähe, es dem Kaiser von Österreich gut dünken sollte, einen Theil von Galizien gegen die illyrischen Provinzen zu vertauschen und diesen mit dem Königreich Polen zu vereinigen, so verbindet sich Se. Majestät der Kaiser der Franzosen von gegenwärtigem Augenblick an, in diesen Tausch zu willigen. Der von Galizien abzutretende Theil soll nach der vereinten Grundlage, der Bevölkerung, der Größe und der Einkünfte dermaßen bestimmt werden, daß die Schätzung der beiden Tauschgegenstände nicht durch die Größe allein, sondern nach dem wirklichen Werth regulirt wird.

7. Im Fall eines glücklichen Ausgangs des Kriegs verbindet sich Se. Maj. der Kaiser der Franzosen, Sr. Maj. dem Kaiser von Österreich, Indemnitäten und Zuwachs an Ländern zu ver-

schaffen, die nicht allein die Opfer und Kosten der Mitwirkung Sr. besagten Maj. in diesem Kriege compensiren, sondern die als ein Denkmal der innigen und dauernden Freundschaft, die zwischen den beiden Herrschern besteht, zu betrachten sind.

8. Wenn aus Rache wegen der durch Österreich mit Frankreich eingegangenen Verbindung, Österreich von Rußland bedroht werden sollte, so wird Se. Majestät der Kaiser der Franzosen einen solchen Angriff als gegen sie selbst gerichtet betrachten und sogleich die Feindseligkeiten beginnen.

9. Die ottomanische Pforte soll eingeladen werden, dem heutigen Allianz-Tractat beizutreten.

10. Die obigen Artikel sollen unter den beiden Mächten geheim gehalten werden.

11. Sie sollen dieselbe Kraft haben, als wären sie mit in dem Allianz-Tractat aufgenommen und sie sollen ratificirt und die Ratificationen an demselben Orte und zu derselben Zeit ausgewechselt werden, wie die des genannten Tractats.

Geschlossen und unterzeichnet zu Paris, den 14ten März 1812.

Gleich nach dem Abschlusse dieses merkwürdigen Vertrages, noch an demselben 14ten März schrieb der Fürst Carl Schwarzenberg, durch einen gelegenheitlichen französischen Courier an seinen Jugendfreund und Waffengefährten, den General, Grafen Adam Albrecht von Neipperg, einen der ausgezeichnetsten Feldherrn Österreichs, damals Gesandten in Schweden, nachhin morganatischen Gemahl der Kaiserin Maria Luise, Herzogin von Parma (geb. 8ten April 1775, gest. 22ten Febr. 1829).

Paris, 14ten März 1812.

Ich eile eine Gelegenheit zu benützen, welche mir der Herr Herzog von Bassano darbietet, um Sie noch früher, als es durch unser Ministerium geschehen kann, in Kenntniß zu setzen, daß die zwischen unserm und dem französischen Hofe bestehenden Bande der Freundschaft und des Blutes, am heutigen Tage durch ein Band verstärkt worden sind, das eine natürliche Folge davon sein mußte, um Innigkeit und Zutraun zwischen den beiden Kaiserhöfen auf die feyer-

lichste Weise zu befestigen. Dieses an sich wichtige Ereigniß erhält ein noch viel größeres Gewicht in einem Augenblicke, wo der nordische Krieg nahe daran ist, in hellen Flammen aufzulodern. Nachdem alle beim Petersburger Kabinet für die Erhaltung des Continentalfriedens gemachten Schritte gescheitert sind, beschloß unser Allergnädigster Herr in seiner Weisheit und getreu dem angenommenen System, durchaus im innigsten Einklange mit Frankreich zu handeln. — Allerhöchst derselbe findet sich hiernach in dem Falle, selbstthätig aufzutreten, in einer Sache, die von nun an seine eigene ist.

In einer Lage, wo alle und jede Mittel scharf auf den gemeinsamen Zweck gerichtet sein müssen, können Sie Herr Graf, der Gesinnung unseres erhabenen Herrn nicht besser entsprechen, als wenn Sie allen Credit und Einfluß, dessen Sie sich, ich weiß es, am Stockholmerhofe erfreun, dazu benützen, ihn an eine Sache zu knüpfen, die in Wahrheit für jeden ächten Schweden eine höchst nationale wird, durch eine unselige, noch ganz frisch blutende Erinnerung und durch die Möglichkeit einen so wichtigen Bestandtheil der Monarchie, wie Finnland, wieder zu erobern.

Es wäre möglich, daß dieser Brief Sie schon auf dem Festlande träfe, wohin Sie, glaube ich, sich begeben wollten? Ich muß Sie nur bitten, in gar keinem möglichen Fall, diesen meinen Brief aus Ihren Händen zu lassen, sondern für seinen Zweck allen Ihren Scharfsinn, alle Ihre Thätigkeit aufzubieten. Gegenüber einem so hellsehenden Krieger, wie Sie, Herr Graf, wäre es höchst überflüssig, die großen Vortheile herzuzählen, die den Verbündeten erwachsen würden aus einer so mächtigen Diversion im Norden unter einem hochbegabten und erfahrenen Feldherrn. — Ich habe die Ehre &c.

43.

Großbritannisch-hannöversche Instruction für den Freyherrn v. Hammerstein (Ende Januar 1813).

Der Hauptzweck der Sendung des Freyherrn von Hammerstein nach Schweden und Deutschland ist der — den Hannoveranern Nachricht zu geben, daß man hier keine Anstrengung gespart habe, um von den jetzigen Zeitumständen zu ihrem Besten Vortheil zu ziehen, daß Großbritannien, da es selbst keine hinlängliche Zahl von Truppen disponibel habe, um unmittelbar zur Besetzung des nördlichen Deutschlands durch eine eigne Landung zu wirken, mit Rußland und Schweden übereingekommen sey, um durch eine gemeinschaftliche, von dem Kronprinzen von Schweden zu leitende Operation Deutschland vom Feinde zu befreien und unsere alte glückliche Verfassung unter Vorbehalt der durch die Erfahrung der letzten Jahre räthsam und nöthig gewordenen Modificationen wieder einzuführen;

dabei zu äußern, daß, so sehr der König unter Umständen, wenn Widersetzlichkeit gegen den Feind nicht zur Befreiung des Landes, sondern vielmehr nur zur Erschwerung des Unglücks der Unterthanen geführt haben würde, im festen Vertrauen auf die treue Anhänglichkeit der Hannoveraner, ihre Unterwerfung unter die Verfügungen des Feindes mit Nachsicht in vielen Fällen als unvermeidlich angesehen, Seine Majestät und in Allerhöchst Ihrem Namen S. K. H. der Prinz-Regent, unter den jetzigen Verhältnissen insbesondere die hannöverschen Unterthanen und gemeinschaftlich mit ihren Alliirten, Rußland und Schweden, die Einwohner Deutschlands aufrufen müssen, thätige Beweise von Treue und wahrer Vaterlandsliebe zu geben und zur gänzlichen Vertreibung des Feindes aus allen Kräften mitzuwirken;

daß es nicht die Absicht sey, voreilige Insurrectionen hiermit anzurathen, wohl aber die Ergreifung solcher Maaßregeln, welche dahin trach-

ten dürften, den Feind zu verhindern, sich der Streitkräfte des Landes oder der angesehensten Personen desselben zu bemächtigen;

daß diese vorläufige Benachrichtigung daher nicht bezwecke, zu verhindern, daß der Feind (dem die in den schwedischen Häfen gemachten Vorbereitungen nicht unbekannt bleiben konnten) nicht allein Vortheil von der Verbergung dieser Scene ziehen möge, sondern daß die deutschen Unterthanen mit Gewißheit die Landung einer allirten Macht voraussehen könnten, deren erste Handlung die Annullirung der gegen alles Völkerrecht verfügten Einverleibung deutscher Länder mit Frankreich und dem neuerrichteten Königreiche Westphalen seyn würde, — daß daher jeder Unterthan Sr. K. Majestät einsehen werde, daß der Beistand, den sie dem Feinde gegen diese unter Sr. M. Beitritt beabsichtigten militairischen Operationen direct oder indirect leisten dürften, als Verbrechen angesehen werden müsse. —

Es wird dabei zu äußern seyn, daß S. K. Hoheit der Prinz-Regent im engsten Einverständniß mit dem russischen und schwedischen Hofe handeln, und daß Höchstdieselben daher den vorläufigen militairischen Anordnungen des Kronprinzen von Schweden Gehorsam zu leisten befehlen.

Diese Mittheilungen werden auf die möglichst geheime Art, vorzüglich durch mündliche Communicationen, und nur an solche Personen zu machen seyn, von deren Treue und Vorsicht man sich fest überzeugen kann. In dieser Rücksicht wird besonders mit dem Minister v. d. Decken, v. Bremer, mit dem R. R. G. Kielmannsegge, dem . . . . . . Rücksprache zu nehmen seyn.

Ein Hauptzweck der Sendung wird seyn, uns Nachricht über die Disposition der Unterthanen, über die Streitkräfte des Landes und über die Stärke und Stellung des Feindes zu verschaffen. — Da der Kronprinz von Schweden die militairischen Operationen leiten soll und da er sich im Stande befindet, in Stockholm mit den Ministern Englands und Rußlands seine Maaßregeln zu verabreden und mit den Zeitumständen in Übereinstimmung zu bringen, so ist es die Absicht Sr. K. M., daß Herr v. Hammerstein sich nach Stockholm begebe, um daselbst vom Baron Gyllensköld, welcher vom Zweck seiner Reise unterrichtet ist, sich Instructionen vom Kronprinzen zu erbitten und mit ihm die Mittel der Communication zu verabreden.

Diese Communication wird jedoch auf dem kürzesten Wege zu be-

werkstelligen seyn, falls die Küsten der Nordsee neben der Elbe frei werden sollten.

Im Fall, daß das Vorrücken der Russen Ereignisse herbeiführen möchte, wodurch das Hannöversche oder ein Theil desselben frei werden sollte, so wird die Ausführung der obigen Aufträge erleichtert werden. — In diesem Fall würde es der Absicht Sr. K. Hoheit des Prinz-Regenten gemäß seyn, daß von Seiten Ihrer Minister in Hannover, mit Zuziehung von Deputirten der Stände solcher vom Feinde befreiten Provinzen, eine provisorische Regierung angeordnet werde, welche sich die in dieser Instruction festgestellten Grundsätze, so viel es die Umstände gestatten dürften, zur Richtschnur dienen zu lassen haben würde.

Die Natur dieses Auftrages ergiebt die Nothwendigkeit, daß derselbe völlig geheim gehalten werde; und da der Zweck desselben offenbar nur temporärer Art seyn kann, nämlich die Hannoveraner auf die beabsichtigte Expedition vorzubereiten und uns Nachrichten über die dahin zielenden Gegenstände mitzutheilen, bis erst der gewöhnliche Weg der Communikation hergestellt werden wird, so scheint die Ertheilung eines eigenen Militair- oder Civil-Charakters für den Freyherrn v. Hammerstein vor der Hand nicht rathsam zu seyn. — In Rücksicht einer bei'm schwedischen Hofe in Beziehung auf das künftige Interesse von Hannover zu machenden Eröffnung ist dieser Instruction ein besonderer Anhang hinzugefügt.

Anhang.

Es sind vom königlich schwedischen und kaiserlich russischen Hofe Sr. Königl. Hoheit dem Prinz-Regenten Aufsätze mitgetheilt worden, welche diejenigen Grundsätze in Vorschlag bringen, die Sie als die zweckmäßigsten ansehen, um die politischen Angelegenheiten des deutschen Reichs, sowohl während der Dauer des bevorstehenden Kampfes zur Wiedererlangung der deutschen Unabhängigkeit, als in Rücksicht auf die künftige Verfassung Deutschlands zu leiten.

Ihro Königl. Hoheit der Prinz-Regent haben durch Ihren churfürstlichen Minister diejenigen Grundsätze in ein Memoire aufstellen lassen, welche Höchstdieselben in Ihrer Eigenschaft als Regent der churbraunschweigischen Staaten annehmen zu müssen glauben, und haben darauf die Mittheilung dieses Memoires an den kaiserlich russischen und königlich schwedischen Gesandten befohlen.

In diesem Aufsatz ist unter Anderm auf die traurigen Folgen aufmerksam gemacht worden, welche für das deutsche Reich im Ganzen aus der Rivalität Preußens gegen Österreich und insbesondere für das nördliche Deutschland aus der Vergrößerungssucht dieses Staates entstanden sind und der Wunsch geäußert worden, daß Preußen künftig nördlich durch die Elbe begränzt bleiben möchte.

Vorzüglich sind aber die Gründe in's Licht gestellt worden, welche einer billigen Schadloshaltung Hannovers für den erlittenen Verlust und einer zweckmäßigen Vergrößerung, um das Land künftig für ähnliche, als die erlittenen Unglücksfälle gewesen, zu sichern, das Wort reden würden. Auf dieses Memoire ist vom königl. schwedischen Hofe unter'm 23. Januar die in der Anlage enthaltene Antwort ertheilt worden. — Es ist nicht allein der Absicht Schwedens, sondern auch Sr. K. H. des Prinz-Regenten von Anfang an gemäß gewesen, daß das Betragen der allirten Mächte nach demjenigen Betragen modificirt werden solle, welches die Fürsten Deutschlands gegen sie und gegen den Feind beobachten würden, und S. K. H. sehen mit Vergnügen, daß Preußen gegenwärtig von der französischen Allianz losgerissen wird. Dieser Umstand kann aber S. K. Hoheit die Ungerechtigkeiten nicht ganz vergessen machen, die Sr. K. M. deutsche Staaten auf eine so weltkundige Art von Preußen erlitten haben und deren Folgen für ganz Deutschland so traurig gewesen sind. — Wenigstens müssen Sie dafür halten, daß der jetzige Augenblick besonders dazu geeignet sey, sich für die Zukunft gegen ähnliche Ereignisse in Sicherheit zu setzen, zumal da dieses auf eine Art geschehen kann, die keine unbillige Maaßregel gegen Preußen erheischt.

Das Churfürstenthum Hannover hat an Preußen große Schadloshaltungsforderungen von der Zeit der ungerechten Occupation des Hannöverschen her, und wenn es jetzt in den Besitz einiger benachbarten Provinzen gesetzt werden sollte, die zur Sicherung seiner Lage nothwendig mit demselben zu vereinigen seyn werden, so wird darin für Preußen nichts Unbilliges liegen, weil die Rede von Provinzen ist, die diese Macht in einem förmlichen Friedensschluß an Frankreich abgetreten hat und welche die Alliirten Englands jetzt vom Feinde wieder zu erobern haben werden. — Seine Königl. Hoheit der Prinz-Regent haben mit lebhaftem Vergnügen aus der oben erwähnten Antwort ersehen, daß das schwedische Cabinet das Interesse Hannovers aus einem billigen Gesichtspunkt betrachtet, und da

Sr. K. H. dem Kronprinzen die Lage jenes Landes, z. B. in Hinsicht auf das enclavirte Fürstenthum Hildesheim hinlänglich bekannt ist, so hoffen Sie, daß S. K. H. auch darunter bei der eintretenden Expedition das Interesse Hannovers sichern werde. Sie haben im vollen Vertrauen auf die friedlichen Gesinnungen des Königs und Kronprinzen von Schweden deshalb bei dem neulich abgeschlossenen Tractat mit Schweden diesen Punkt mit Stillschweigen übergangen und sich gern Ihrem Zutrauen auf Schweden ohne bestimmte Verabredungen in dieser Rücksicht überlassen.

Der Freyherr v. Hammerstein wird diese Angelegenheit in seinen Unterredungen mit dem Baron Engström, und falls er dazu Gelegenheit finden sollte, mit dem Kronprinzen von Schweden zur Sprache bringen und über das Resultat seiner Communicationen Bericht abstatten.

44.

Fürst Metternich und Graf Münster.

à Londres ce 14. Novembre 1826.

Le Ministre d'Etat et du Cabinet Comte Munster,
à Mr. le Comte de Merveldt etc. etc. à Vienne.

Les dépêches que Vous avez adressées au Roi me sont exactement parvenues, jusqu'à celle du 28. Octobre inclusivement. Je n'ai pas tardé à les soumettre à S. M., qui les a lues avec tout l'intérêt que réclament les circonstances compliquées qui agitent les régions orientales et occidentales de l'Europe.

Le Prince de Metternich continue donc d'être mécontent de la conduite de la Grande-Bretagne. Je n'ai pas hésité à lire au Roi la communication dont S. A. Vous avait chargé le 25. Septembre, et dont Elle avait eu l'intention de m'entretenir si je m'étais présenté au Johannisberg.

Je Vous avouerai que j'avais prévu que ce thème y ferait le sujet principal de nos conversations, et que c'est même ce qui m'a engagé à éviter l'entrevue. Vous connaissez, M. le Comte, la correspondance que j'eus avec le Prince sur le même sujet, lors de son dernier séjour à Paris. Mon opinion n'a pas changé depuis. Je ne puis que rendre hommage à la justesse des raisonnements qui guident le Cabinet Britannique dans les affaires du moment.

Je n'en regrette pas moins sincèrement une divergence dans les opinions de deux Cabinets, qui pour le bonheur de l'Europe ne devraient jamais agir que de concert.

Le Prince de Metternich en impute la faute au Ministre qui dirige dans ce moment les rapports politiques de la Grande-Bretagne.

Sa prévention contre lui n'a pas diminué, malgré les efforts que celui-ci a faits pour montrer en toute occasion aux Cours alliées dans leur véritable jour les vues et les motifs qui dirigent la politique du Cabinet de Londres.

Si les raisonnements sur lesquels ils sont basés ne sauraient être réfutés, il ne me paraît pas juste de lui supposer des vues cachées et sinistres, comme celle de fomenter secrètement la guerre lorsqu'on prétend travailler à rétablir un repos durable dans l'orient. Certes, notre Roi n'est pas homme à se laisser tromper par des paroles, et rien ne Lui ferait consentir à des instructions par lesquelles un ministre voudrait circonvenir les principes connus qui guident sa politique.

On peut vouloir le même but, et différer grandement sur les moyens d'y parvenir. Le système politique de la Grande-Bretagne est moins sujet à varier d'après les opinions personnelles des ministres qui se succèdent, que ce n'est le cas ailleurs. Les intérêts de l'Empire sont publiquement discutés, et la Constitution Britannique prescrit des bornes qu'on ne saurait outrepasser arbitrairement.

Je crois ne pas me tromper en observant un changement frappant dans la politique du Prince de Metternich, depuis les dernières années. Le Comte de Bernstorff me fit la même observation, et en data l'époque après celle du congrès de Laibach.

Ce changement me paraît de nature à ne pouvoir qu'augmenter de jour en jour la divergence dans la marche politique des Cabinets de Londres et de Vienne que nous regrettons sincèrement, car quel que soit le ministre qui se trouvera au timon des Affaires de l'Angleterre, il lui serait impossible de suivre la marche que le Prince de Metternich paraît s'être tracée depuis l'époque dont je parle.

Le maintien du système monarchique a de tout temps été un but principal de la politique de l'Autriche. Ce but a dû mettre le Prince en opposition directe avec ceux qui veulent le renverser. Mais faut-il, pour le soutenir, devenir absolutiste, devenir le défenseur de tous les abus, et l'ennemi acharné de tout ce qui ressemble à une garantie quelconque contre le pouvoir arbitraire? Ce n'était pas là la foi politique du Prince Metternich, après le réta-

blissement de l'ordre en Europe. Il a changé de système. Relisez ses déclarations faites au Congrès de Vienne, à l'égard de l'acte fédéral de l'Allemagne, et comparez-les à la marche tenue par la Cour directoriale à la Diète. Quel est l'abus contre lequel une plainte ait jamais pu prévaloir, et y a-t-il encore une ame vivante en Allemagne qui s'imagine que les droits confirmés par l'acte fédéral et garantis par toutes les puissances de l'Europe, seraient soutenus et garantis par la Diète fédérale lorsque le prince le plus insignifiant trouverait à propos de les violer? Il est inutile de Vous citer des exemples. Ils Vous sont suffisamment connus.

Quelle serait la suite du mépris que cette marche des affaires a excité contre une Constitution dont devait dépendre la stabilité de l'organisation politique de l'Allemagne, si jamais l'ordre actuel serait menacé d'un bouleversement? Certes, dans la plupart des Etats de l'Allemagne, on ne saurait plus compter sur ce soutien de la nation auquel on est principalement redevable des succès obtenus contre la France. Et à quoi a-t-on sacrifié cet immense avantage de l'opinion publique?

Etendons cette même observation aux vicissitudes que le reste de l'Europe a subies depuis la même époque. On trouvera toujours que le cabinet de Vienne a été disposé à prendre une part active dans les troubles qui ont éclaté dans d'autres pays. Je ne voudrais pas lui en faire un reproche, car je ne prétends pas que toute autre puissance devrait suivre en cas pareil le système de la Grande-Bretagne. Comme elle n'oserait jamais admettre une ingérence étrangère chez elle, elle ne doit pas s'en arroger l'étranger. Les intérêts des Etats continentaux peuvent leur prescrire une autre marche, parce que les troubles excités dans un pays voisin peuvent facilement se répondre au-delà de ses frontières. Mais dans un tel cas d'urgence, il ne devrait pas seulement être question de réprimer les troubles, mais plutôt de remonter à leur source, afin de prévenir leur retour. Une Cour étrangère ne saurait avoir le droit de punir les auteurs des troubles, bien que la sûreté peut exiger de les calmer. Elle devrait donc, pour ses propres intérêts, s'efforcer d'agir contre la cause du mal, non contre les troubles, qui n'en sont ordinairement que les symptòmes ou les suites.

Le Prince de M. au contraire se trouve toujours sous la bannière de l'absolutisme. Ferdinand VII. le compte parmi ses défenseurs, comme le Sultan. A Madrid, où sur 54 Evêques 50 se sont déclarés pour le rétablissement de l'inquisition, où des soi-disant Volontaires Royaux font la loi au monarque lui-même, il n'hésiterait pas à favoriser le parti apostolique, tout comme à Paris il voudrait se servir des Jésuites pour réprimer les abus de la presse, que le Ministre de France croit devoir considérer comme la soupape qui empêche une pompe à feu à éclater. Le pouvoir royal même n'est plus à l'abri de ses attaques, dès que le souverain qui en est révêtu paraît pencher du côté de ceux qui croient le raffermir en voulant lui donner une base constitutionnelle.

Passons sur tout ce qu'on a tenté pour faire modifier les constitutions données à leurs pays par plusieurs des membres du Corps Germanique, au sud de l'Allemagne. Ce qui arrive aujourd'hui en Portugal prouve ce que je viens d'avancer. Le souverain légitime de Portugal renonce conditionnellement à cette couronne, en faveur de sa fille et de son frère, en lui octroyant une constitution. La grande majorité de la nation portugaise se montre satisfaite de cet acte, et la plupart des principales Cours de l'Europe croient devoir la reconnaître comme émanant de la volonté souveraine. Il n'y a que l'Espagne qui employait jusqu'ici tous les moyens pour y mettre obstacle. Ses mesures devenaient même tellement hostiles qu'elle refusait à recevoir le Ministre de Portugal, comme tel, à sa cour, et de rendre les armes des Déserteurs portugais, auxquels Elle avait accordé asyle en Espagne. Ce n'est qu'après que la Grande-Bretagne lui fit sentir qu'Elle se verrait obligée à défendre le Portugal si l'Espagne causerait une rupture, et que le Ministre Britannique quitterait Madrid, que le Roi d'Espagne a enfin cédé. Il faut observer ici que la dépêche adressée au Ministre d'Angleterre contenant cette déclaration, n'était pas arrivée à Madrid lorsque le Roi Ferdinand y céda. Le marquis de Moustier a appuyé, dans son rapport au gouvernement français, sur l'assertion que la résolution de S. M. Catholique avait été entièrement l'effet de sa propre volonté. Mr. Canning ne doute pas cependant que l'expédition anglaise, dont il avait donné connaissance au Cabinet français, avait

communiquée par le Télégraphe. Mais le repos du Portugal n'en reste pas moins menacé. La Reine, qui a si souvent conspiré, a tâché de gagner les soldats qui étaient de garde à son palais, et son digne fils, l'Infant Don Miguel, sert de mot de ralliement aux ennemis de la Régence.

D'après les dépêches du 15. Octobre, il a été proclamé Roi absolu par le Marquis de Chaves, près de Villa-Real. Cette tentative a échoué, mais une plus sérieuse s'est opérée en Algarves, où des troupes se sont déclarées en faveur de l'Infant. Le Gouverneur de la Province, Comte Alva, a été arrêté un moment. Il a fallu envoyer des troupes pour combattre les révoltés, et la Régente s'est vue obligée à réclamer la protection des troupes de marine des vaisseaux anglais dans le Tage, pour la sûreté de la Famille royale. Or cette guerre civile n'est-elle pas provoquée par la conduite de l'Infant Don Miguel, qui à son tour est dirigé par le Cabinet d'Autriche?

Ce Prince ne saurait avoir aucun droit au trône, tant qu'existe son frère, l'Empereur, et sa descendance mâle, qu'en vertu de l'acte auquel il a si long-temps refusé son assentiment. Pour le soustraire au danger qui pourrait en résulter pour lui, on lui a cependant fait prêter secrètement et conditionnellement le serment; et au lieu de la faire partir pour le Brésil, où l'Empereur l'a invité de venir, y expédier le Baron Neumann, pour négocier des modifications à la Constitution qui déplaît à Vienne.

Cette manière de faire prêter le serment à D. Miguel ne saurait guère convenir à l'Empereur du Brésil, et moins encore au repos du Portugal, qui reste compromis tant que le parti de la Reine et de l'Infant et de l'Espagne pourra se prévaloir de son nom pour fomenter des troubles. Ce n'est aussi qu'avant le départ des dernières dépêches de Sir H. Wellesley, que le Prince de M. a mis cet Ambassadeur au fait de cette prestation de serment de lui, qu'on a tâché d'expliquer en alléguant qu'il fallait attendre la dispense du Pape pour le mariage projeté entre D. Miguel et sa nièce. Mr. Canning m'a dit depuis que cette dépêche était écrite, qu'il ignore si le serment a été prêté conditionnellement. Mais comment expliquer que cet acte nous soit resté inconnu le 26. Octobre, et qu'on ait encore

alors différé de s'expliquer vis-à-vis la Cour de Naples, sur la politique que l'Autriche allait observer envers le Portugal? Comment expliquer la politique de l'Autriche, dans ce conflit entre l'Empereur Don Pedro et son frère? L'acte du premier est une émanation de sa puissance souveraine, applaudie par la majorité des Portugais.

Cet acte peut être mal avisé, mais il est capable d'être modifié et corrigé par l'autorité légitime. De l'autre côté, nous voyons un prince qui n'est connu à l'Europe que sous les couleurs les plus noires, complice de trahison contre son père, et de l'assassinat de son favori.

Croit-on ce personnage, révêtu d'une autorité absolue, moins redoutable pour le Portugal, qu'une Régence limitée par une constitution, sans contredit plus facile à corriger que ne le sera D. Miguel?

Faut-il une autre preuve qu'on protège l'absolutisme, lorsqu'on se déclare même contre l'autorité royale, là où on les croit en opposition? Et que penser des efforts tant vantés pour le maintien de la paix, lors qu'on favorise, pour ainsi dire, l'éclat d'une guerre dans la Péninsule?

J'en reviens à la question orientale, qui fournit principalement matière de doléance contre l'Angleterre. L'Autriche se plaint que l'Ambassadeur d'Angleterre ne communique plus avec l'Internonce d'Autriche. Ici on observe au contraire que ce Ministre n'a jamais favorisé les vues de l'Angleterre. Ce n'est pas là la ligne sur laquelle devraient se trouver les Agents de deux Cours amies. Mais elle est encore la suite de la divergence des vues, sur le chemin à choisir pour rétablir le repos dans l'Orient.

La décision de la Porte sur l'Ultimatum Russe ne saurait mettre un terme aux inquiétudes que sa position inspire. Elle vient d'accepter les conditions qu'on lui dicte; mais elle tardera à les accomplir. En attendant, la lutte contre les Grecs insurgés tiendra le dénouement de la question en suspens. La communication officielle du protocole de St. Pétersbourg du 4. avril a. c., faite de concert par la Grande-Bretagne et la Russie aux Cours alliées à la fin d'août, Vous prouvera qu'on jugeait trop légèrement à Vienne cet arrangement concerté entre deux des plus puissantes Cours de l'Europe, en le qualifiant de l'appellation d'un enfant né-mort.

Les Cours alliées n'avaient-elles pas déclaré elles-mêmes, à l'ouverture des Conférences de St. Pétersbourg, sur le sujet de la Grèce, que l'intérêt de leurs peuples et de l'Europe entière exigeait qu'on mît fin à une lutte qui laisse l'Europe dans un état d'inquiétude?

Cependant ces conférences n'ont eu aucun résultat satisfaisant. C'est à elles que devait s'appliquer l'épithète susmentionné, et on voit continuer une lutte qui excite tant de passions, qui par les cruautés qui l'ont provoquée et dont le spectacle révoltant se répète sans cesse, réunit les voeux des peuples pour le succès des opprimés, et expose les gouvernements qui ne prétendent voir, dans des esclaves qui poussés à bout tâchent de rompre leurs chaînes, que des Libéraux qui se révoltent contre un gouvernement légitime.

Ce que l'Angleterre a prédit en leur accordant le caractère de Belligérants, et ce qu'elle a désiré éviter par ce moyen est arrivé. Le commerce maritime de la Méditerranée souffre par une nuée de pirates grecs, et les malheurs de la Grèce se sont accrus.

Le Prince de M. s'est même acharné contre les efforts dictés par l'humanité, entre autres ceux faits en Prusse pour racheter des Esclaves grecs. La correspondance à ce sujet avec la Cour de Prusse est même devenue si aigrie que Mr. de Maltzahn a eu ordre de déclarer sèchement à Vienne, que la Prusse ne prétendait pas contrôler ces démarches du Cabinet de Vienne, mais qu'elle ne s'en laisserait pas non plus faire la loi.

Il faudra voir maintenant à quel point la Cour de Vienne voudra concourir avec l'Angleterre et la Russie, pour faire entendre raison à la Porte, après avoir augmenté son obstination par l'appui qu'elle lui a fait espérer.

A quoi a mené un système qui a isolé l'Autriche, que l'opinion publique place à la tête de l'absolutisme? Le Prince de M. est devenu un objet de haine pour la Cour de Russie, qui lui attribue entre autres la marche lente et vacillante qui n'a que trop alimenté une révolte qui a manqué renverser l'Empire.

En France, ce sentiment est moins vif, mais il est partagé par tout le parti qui n'est pas absolutiste comme lui. Il n'est que trop naturel que le Cabinet anglais s'éloigne d'un Ministre qui se montre

hostile à tout ce qui ressemble à une liberté civile la plus raisonnable et la plus modérée, car c'est un pareil système constitutionnel qu'on regarde ici comme le plus sûr soutien des trônes, tout comme on croit que l'arbitraire absolu doit finir par les renverser, en provoquant les révolutions. C'est entre ces deux systèmes que s'est établi aujourd'hui la lutte, et non entre la Monarchie et les révolutions. Le Moniteur du 18. a très-bien démontré que ce n'est plus des révolutions ou le républicanisme que désirent les hommes.

Il est inutile que je m'étende sur les rapports dans lesquels le Prince de M. se trouve avec les principales Cours de l'Allemagne, ou le degré de confiance dont il jouit parmi la Nation. Vous êtes à même, Mr. le Comte, d'en juger sur les lieux, et Vous déplorerez avec moi qu'une Cour qui réellement mérite la plus grande confiance, et un Ministre aussi habile et tellement fait pour être aimé, comme l'est incontestablement le Prince de M., s'est laissé entraîner par un désir trop vif de se mettre à la tête du parti qui voudrait soutenir le système monarchique, à en outrepasser les bornes. Peut-il servir sa cause en tâchant d'établir l'opinion comme si le Cabinet Britannique se trouvait placé au premier rang du parti libéral? La faveur dont jouit ce cabinet pourrait par là ennoblir une mauvaise cause, et l'éloigner de ce qu'on nomme la bonne cause?

J'ai lu tout récemment une dépêche du Ministre d'une Cour royale à Paris, qui contenait l'observation: que le séjour du Prince M. dans cette capitale avait alarmé l'opinion publique, et que la présence de Mr. Canning l'avait visiblement raffermie.

J'ai à peine besoin de Vous dire que cette dépêche n'est pas faite pour être communiquée. Son contenu pourra peut-être servir à expliquer, dans une conversation avec le Prince de M., ce qui me paraît la cause du manque de concert dont il se plaint. Je l'ai détaillé, parce qu'il m'a fait l'honneur de me communiquer ses plaintes, et parce que je crois me rendre digne de sa confiance, en ne pas cachant mes véritables sentiments, dont il ne révoque pas en doute (je m'en flatte du moins) la pureté, quant à ma profession de foi politique qui lui est dès long-temps connue, et qui n'a jamais varié.

J'ai l'honneur etc. E. G. M.

Le Chancelier Prince de Metternich à l'Ambassadeur Prince Esterhazy à Londres. — Vienne le 26. Décembre 1826.

Mr. le Comte de Merveldt est venu me trouver ces jours derniers. Il m'a prévenu qu'il était chargé, de la part de Mr. le Comte de Munster, de me parler de ses regrets au sujet de ce qui venait de se passer à Francfort, relativement au rappel de Mr. Cathcart, en qualifiant le fait d'erreur. Je me suis empressé d'assurer Mr. l'Envoyé de Hanovre, que nous en jugions de même.

Mr. de Merveldt me dit en suite qu'il était encore chargé d'une commission qui portait le caractère le plus confidentiel. Je l'invitai à bien vouloir me mettre au fait de son objet, le priant d'être assuré d'avance de la haute valeur qu'il me trouverait toujours prêt à attacher à ce qui nous vient de sa Cour. Mr. le Comte de Merveldt me donna alors à lire une dépêche de Mr. le Comte de Munster en date du 14. Novembre d^r., dont il me laissa la copie.

Je prévins Mr. de Merveldt que j'aurais l'honneur de faire passer ma réponse à Mr. le Comte de Munster, dans la même forme dans laquelle m'était venue sa communication. C'est ainsi à Vous, mon Prince, que j'adresse la présente dépêche.

Vous trouverez, dans l'annexé, celle que m'a confiée Mr. l'Envoyé d'Hanovre.

La démarche de Mr. le Comte de Munster pourrait, à certains égards, me mettre dans une sorte d'embarras. Non pas, mon Prince, qu'il puisse y avoir de difficulté à répondre aux accusations que l'on adresse à notre Cour, et à moi en particulier, mais par rapport à la forme que j'aurais à donner à une réponse, pour que, d'une part, elle ne paraisse pas s'affranchir des égards que j'ai toujours aimé à témoigner à l'homme d'Etat respectable, que j'ai au surplus une longue habitude de regarder comme mon ami, et dans lequel dans tant de circonstances importantes j'ai rencontré le Collaborateur le plus sûr et le plus éclairé; et pour que, d'autre part, ma réponse ne donne pas lieu à supposer qu'un sentiment de fai-

blesse ou de mauvaise conscience retiendrait ma plume, et paralyserait mes moyens de défense.

Ce qui ajoute encore en singularité à l'alternative dans laquelle je me vois placé, c'est que j'ignore sous quel point de vue je dois envisager la communication de Mr. le Comte de Merveldt, quel caractère lui attribuer, quelle valeur y attacher. Il m'est impossible de regarder la dépêche de Mr. le Comte de Munster comme une pièce officielle, pas même comme une communication ministérielle. Je n'ai fait ni directement, ni par l'intermédiaire de Mr. l'Envoyé d'Hanovre à Vienne, aucune communication qui aurait pu provoquer une déclaration telle que l'est celle sur laquelle portent mes remarques. Il n'est rien survenu, dans les affaires d'Allemagne, qui pourrait justifier ou même rendre raison du jugement que Mr. le Comte de Munster porte sur la conduite de notre Cour, et sur ses relations, heureusement aussi satisfaisantes qu'amicales, avec les Etats de la Fédération Germanique. Les autres griefs articulés dans sa dépêche sont si étrangers aux rapports de notre Cour avec celle d'Hanovre, rapports qu'une longue et heureuse habitude nous a toujours fait regarder comme des plus satisfaisants, que j'aurais lieu d'être surpris de me voir dans le cas de défendre ou de justifier envers elle la marche de notre Cabinet, et jusqu'aux principes qui lui servent de guide. Il ne me reste donc qu'à prêter à la dépêche en question la valeur d'une lettre confidentielle, à y voir un avertissement amical, adressé non par un Ministre à un autre Ministre, mais bien une explication de Mr. le Comte de Munster envers moi personnellement; à la prendre dès-lors en considération au titre que l'amitié et la confiance permettent, d'y avoir égard lors même que des explications prennent le caractère de la censure.

Je dois relever avant tout une accusation qui se trouve renfermé dans les mots *d'Absolutisme* et *d'Absolutiste*, consignés dans la dépêche de Mr. le Comte de Munster, et qui y sont reproduits à plusieurs reprises. Ces mots, mon Prince, ne nous vont en manière quelconque. Ils ne sont point applicables à un Prince qui regarde la légalité comme la seule base de ses actions, et le droit public comme celle de sa politique; ils ne vont pas à son Ministre, et ma carrière entière est là pour le prouver. Lorsque ce mot, qui

serait odieux si en réalité il n'était vide de sens, dans son application aux vues et aux principes de notre Gouvernement, est journellement mis en avant de la part de factieux, qui pour nous attaquer dénaturent sciemment nos principes et notre conduite, nous ne trouvons en cela rien qui doive nous surprendre. Il cesse d'en être de même, quand nous voyons ce même reproche sortir de la plume d'un homme tel que Mr. le Comte de Münster.

Cette seule remarque pourrait suffire, à notre jugement: la profession de foi qu'elle renferme, et dont ce Ministre ne saurait méconnaître la sincérité, pourrait même me dispenser d'entrer dans des explications de détail sur un reproche qui embrasse la situation morale et politique toute entière de l'Empereur et de son Cabinet. Je crois toutefois devoir donner quelque attention à deux points tirés de la dépèche de Mr. le Comte de Merveldt, dont je regarde le premier comme la base des récriminations qu'elle renferme, et dont je relève l'autre, parce qu'il tient à des questions dans lesquelles l'opinion de ce Ministre a une valeur toute particulière à nos yeux.

C'est une position bizarre que celle où le Ministre d'Autriche se voit appelé à répondre à une accusation qui part du fait, que depuis quelques années tout, principes, dispositions, marche, aurait changé, sous un Souverain régnant depuis trente ans, et un Ministre appelé depuis dix-huit ans à diriger les relations extérieures de la Monarchie, tandis qu'en Angleterre il ne se serait opéré dans ce même laps de temps aucun changement. Le successeur du Ministre Anglais décédé en 1822, admettrait-il lui-même la thèse, que rien ni dans les idées, ni dans la marche du Gouvernement Britannique, n'aurait varié dans l'attitude et dans la marche des affaires confiées à ses soins? Nous sommes tellement convaincus du contraire, que sans prétendre nous établir en aucune manière juges de la valeur des faits qui offrent de la divergence entre le passé et le présent, il doit nous être permis, provoqués comme nous le sommes, de déclarer à la fois dans l'intérêt de la vérité, et pour l'acquit de notre conscience, que si depuis l'année 1822 il s'est opéré quelque changement dans les relations entre les deux Cours, ce n'est point à Vienne qu'il serait juste d'en chercher la cause.

Aussi les accusations que la faction libérale, douée d'un in-

stinct souvent assez sûr, lance journellement contre l'Autriche, n'ont-elles jamais porté sur la *versatilité* de notre politique, mais bien sur notre ennuyeux et obscur système de stabilité. Vous devez comprendre, mon Prince, la surprise que nous avons dû éprouver en apprenant que le reproche opposé nous est adressé de Londres.

Pour ce qui est des affaires Germaniques, j'avoue franchement ignorer sur quelles données peut être fondé, ou à quels faits peut se rapporter le passage de la dépêche de Mr. le Comte de Munster, rélatif à la perte que nous aurions faite de la confiance des Etats Allemands. Les faits sont opposés à cette supposition, et des preuves, que je pourrais qualifier de journalières, viennent à leur appui.

Je ne connais pas de Gouvernement Allemand qui ne regarde l'esprit de justice et d'entière modération de notre auguste maître comme une des premières garanties du repos politique et intérieur de la Fédération. Des relations intimes et journellement renforcées existent entre le Cabinet Impérial et les Gouvernements Allemands. Nous ne voyons rien qui pourrait être qualifié d'esprit d'opposition contre les vues généralement et uniformement conservatrices de l'Empereur.

L'accusation que nous eussions tenté d'engager l'un ou l'autre des Gouvernements qui ont introduit chez eux un régime représentatif, si essentiellement différent de celui des anciens Etats Allemands, tel que S. M. Britannique a eu la haute sagesse de le rétablir dans ses domaines Allemands, à renverser une oeuvre qui de la part de plus d'un prince a été le fruit d'une précipitation bien regrettable; cette accusation est fausse et de toute fausseté, on chercherait en vain un seul fait qui la confirmât. Ce qui est vrai, c'est que dans certains moments de crise que l'Allemagne a déjà eu à traverser au sein de la paix politique de l'Europe, plusieurs d'entre ces gouvernements se sont adressés à nous pour s'assurer de nos dispositions relativement à d'importants changements à opérer dans l'étendue des concessions faites par eux, et que chaque fois nous leur avons conseillé de ne point se livrer à une entreprise pareille. En Vous citant ce fait, mon Prince, je me sens dispensé de toute autre réfutation d'une thèse manquant de toute base.

Quant à la confiance des peuples Allemands, il me semble strictement nécessaire d'établir une différence entre ce que l'on voudrait entendre par cette qualification.

Entend-on parler de peuple véritable, nous ne sommes pas en doute que ses regards sont tournés avec une entière confiance vers la grande puissance conservatrice. Entend-on parler de la gent libérale, nous ne sommes pas assez ingénus pour avoir la prétention d'en être aimés.

Les mêmes hommes qui ont fait vingt appels à l'Empereur pour l'engager à les aider à effacer les subdivisions territoriales en Allemagne, et à se mettre à la tête d'une grande Nation Allemande, ces hommes, désappointés dans leur projet favori, et certains de ne jamais trouver en nous de l'appui pour aucune de leurs idées subversives, ne peuvent pas être les amis du Gouvernement Autrichien. Mais ces mêmes hommes, portent-ils une affection plus réelle à quelque gouvernement que ce soit qui sait se respecter lui-même, et les droits, l'indépendance et l'existence d'autres Etats? Nous ne le croyons pas.

Après Vous avoir fait part de ces observations, que Vous êtes autorisé de montrer à Mr. le Comte de Munster, je puis passer sous silence le reste de sa dépêche à Mr. le Comte de Merveldt.

Les passages de cette dépêche concernant les affaires du Portugal et du Levant, se trouvent répondus par nos actes publics; ainsi que par les explications les plus circonstanciées dont nous avons fait part au Cabinet de Londres.

Comme je puis supposer que Mr. le Comte de Munster pourrait être privé de plusieurs données, et que je suis toujours prêt à faire un appel aux actes mêmes qui émanent de notre Cabinet, je n'hésite pas, en lui ouvrant les archives de notre ambassade à Londres, à lui offrir toute facilité de prendre une connaissance exacte des faits, qui mieux que tous les raisonnements font ressortir la vérité. Veuillez, mon Prince, porter à sa connaissance telles pièces dont l'inspection pourrait lui paraître utile pour prononcer un jugement entre nos actes, et de simples suppositions sur notre compte. Plus Mr. le Comte de Munster voudra vouer de loisir à cette recherche, et plus nous en éprouverons de satisfaction.

Le seul passage de la dépêche en question qu'il me serait impossible de ne point toucher avant de terminer la présente, est celui qui renferme la citation de l'exemple de la Grande-Bretagne, „n'admettant jamais d'ingérence étrangère chez elle, mais aussi ne s'en arrogeant jamais chez les autres."

Je Vous avouerai franchement, mon Prince, que je ne saurais accorder cette thèse avec l'expérience de tous les jours. Je suis loin, très-loin de faire un reproche à la Grande-Bretagne de l'action que nous lui voyons exercer sur les affaires, dans les cinq parties du monde. Nous concevons qu'il doit en être ainsi, vu l'étendue immense de ses relations politiques et commercielles. Mais accuser l'Autriche „de prendre part dans les troubles qui éclatent dans d'autres pays," ce n'est certes pas juste.

Ce n'est pas l'ambition de l'Empereur, ce n'est pas une activité inquiète de son Cabinet, c'est sa position centrale, ce sont ses nombreux points de contact avec d'autres états, qui ne nous ont que trop souvent obligés d'intervenir dans des questions que nous eussions beaucoup mieux aimé ne devoir aborder, et l'histoire des vingt années dernières atteste que nous ne nous sommes occupés des troubles que l'esprit révolutionnaire a fait naître autour de nous, que lorsque l'intérêt direct de notre conservation, ou des dangers qui nous ont menacés en commun avec d'autres puissances, nous en imposèrent la loi.

Quant aux principes d'après lesquels, dans d'aussi pénibles occurrences, le Gouvernement Autrichien a constamment agi, nous ne les désavouerons jamais, et peut-être même les motifs qui ont décidé de l'expédition du présent Courrier, fourniront-ils des preuves nouvelles du système de modération inviolablement suivi par notre auguste maître, et lequel, s'il était adopté généralement, offrirait peut-être à l'Europe une perspective plus rassurante pour sa tranquillité, que ne l'est celle que nous avons en réalité devant nous.

Recevez, mon Prince, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Metternich.

Le Ministre d'Etat et du Cabinet Comte Munster à son Altesse le Prince Paul Esterhazy etc.

à Putney Hill ce 1. février 1827.

Retenu au lit par une maladie rheumatique que je me suis attirée à l'enterrement du Duc d'Yorck, je suis privé de l'honneur de me présenter chez Votre Altesse pour Lui rendre la dépêche ci-jointe, qu'Elle a eu la bonté de me communiquer d'après la volonté de S. A. le Prince de Metternich.

Je ne lui cacherai pas que la lecture m'a causé une vive peine. — Bien que S. A. ait jugé avec raison qu'Elle ne saurait prêter à la communication qui Lui avait été faite par le Comte de Merveldt, „que la valeur d'une lettre confidentielle, à y voir un avertissement „amical, adressé non par un Ministre à un autre Ministre, mais bien „une explication du Comte de Munster adressée au Prince de Met„ternich personnellement, et de la prendre dès-lors en considéra„tion au titre que l'amitié et la confiance permettent d'y avoir égard," je remarque pourtant que ma franchise a eu le malheur de déplaire à Son Altesse, que le Chancelier de l'Empire d'Autriche se fait entrevoir dans son langage, et qu'il fait même allusion à la personne sacrée de l'Empereur, dont je n'ai jamais cessé d'admirer les hautes et éminentes qualités.

J'ai donc mal jugé mon terrein, et je ne saurai désormais mieux faire que de m'interdire toute réplique, pour vouer d'autant plus tôt ma démarche à l'oubli.

Il me sera cependant permis, sans m'écarter de cette résolution, d'adresser quelques mots à Votre Altesse, pour ne pas paraître à ses yeux coupable de l'indiscrétion impardonnable qu'il y aurait eu d'avoir chargé le Comte de Merveldt de la communication en question, sans y avoir été engagé par quelque communication de la part du Prince-Chancelier.

Si S. A. s'exprime, dans la dépêche, de la manière suivante: „Je n'ai fait ni directement ni indirectement, ni par l'entremise de „l'Envoyé de Hanovre à Vienne, aucune communication qui au-

„rait pu provoquer une déclaration telle que l'est celle sur laquelle „portent mes remarques," il faut que S. A. ait voulu dire qu'Elle juge que je me suis écarté de l'objet d'une communication confidentielle qu'Elle a bien voulu me faire parvenir par le Comte de Merveldt, d'après une dépêche du 27. Septembre, que je suis prêt à mettre sous les yeux de Votre Altesse. Cette communication explique également pourquoi j'ai cru devoir faire parvenir ma réponse par la même voie que S. A. avait jugé à propos de choisir.

La conversation, dont elle contient le résumé, avait été amenée assez naturellement par la circonstance que j'avais chargé le Comte de Merveldt à faire agréer au Prince mes regrets et mes excuses, de ce que je m'étais vu privé de l'honneur de Lui faire ma cour au Johannisberg.

D'après ce que le Comte de Merveldt m'a rapporté à ce sujet, le Prince avait eu la grâce de témoigner à son tour des regrets de ne pas m'avoir revu, en ajoutant qu'Il aurait désiré m'entretenir sur plusieurs des événements des dernières années, de renouveler les liens de confiance mutuelle, et de faire représenter par mon entremise au Roi, mon maître, „so Manches, was Ihm auf dem Her„zen liege."

Aucun des sujets touchés par S. A. en cette occasion ne concernait la Confédération Germanique, et pourtant on paraît vouloir me reprocher de m'être écarté des rapports que le Royaume de Hanovre pourrait avoir avec l'Empire d'Autriche. Votre Altesse sait que j'ai servi d'intermédiaire dans les communications de l'Autriche avec la Grande-Bretagne, tant que les communications directes entre les deux puissances restaient interrompues. Ces rapports datent du Ministère du Comte de Stadion, et ils ont été continués par Mr. le Prince de Metternich. V. A. connaît d'ailleurs la correspondance que j'eus avec le Prince, durant son dernier séjour à Paris, lorsqu'à l'occasion d'une invitation que j'avais été chargé de lui faire parvenir au nom du Roi, S. A. accompagna son refus de l'observation, à quel point devaient avoir été poussés les errements du Cabinet Britannique, pour empêcher le Ministre d'Autriche de se rendre à Londres pour ne pas les sanctionner par sa présence. Cette observation alors engagea le Roi à m'ordonner d'adres-

ser au Prince de Metternich une lettre, qui avait pour but de justifier ces démarches qui avaient attiré sa censure.

V. A. a eu communication de cette correspondance, et Elle ne saurait plus être surprise de ce que j'ai cru devoir en cette occasion m'expliquer avec une entière franchise sur la cause de ces froissements qui pourraient nuire à l'harmonie entre deux Cabinets, dont la bonne intelligence est si désirable. D'ailleurs, censurer les démarches du Cabinet Britannique, c'est censurer, du moins indirectement, la conduite politique du Roi.

Sans doute, S. M. ne saurait être considérée comme ayant part à tout ce qui peut échapper à Ses Ministres, dans les débats du Parlement. Cela est clair, par la seule circonstance que les Ministres ont différé entre eux, sur des questions importantes.

Mais dès qu'il s'agit de prendre des mesures par rapport à la politique étrangère, toutes les dépêches sont soumises d'avance à la sanction du Roi. En Angleterre, on peut attaquer un Ministre responsable; mais vis-à-vis les puissances étrangères, ce n'est que le Roi qui est censé avoir agi, et non son Gouvernement, et moins encore un Ministre individuel.

Il n'en est pas moins certain que les piquantures personnelles qui pourraient s'élever entre les Ministres qui dirigent les Cabinets de différents Empires, peuvent avoir une influence bien nuisible sur les affaires. J'ai cru devoir les indiquer, de même que le danger qu'il y aurait dans la tentative de placer aux yeux du public la Grande-Bretagne au premier rang du parti libéral. J'ai dit que cette opinion donnerait une popularité peu méritée à ce parti, tout comme les tentatives des Cabinets étrangers pour perdre le Ministre qui leur déplaît, ne sauraient mener en Angleterre qu'à le rendre tout-puissant.

Je me suis interdit la réplique, mais j'ose appeler l'attention de V. A. à la date de ma dépêche, pour expliquer la vivacité avec laquelle je me suis expliqué.

Elle était au 14 Novembre, époque qui allait décider sur l'éclat d'une guerre civile, qui allait immanquablement provoquer une expédition Anglaise en Portugal.

N'était-il pas de la plus haute importance d'avoir engagé l'Es-

pagne à éviter une complication qui menace d'avoir les suites les plus graves? C'est en ce moment que nous eûmes de Vienne les rapports sur ce qui s'était passé à l'égard de la prestation du serment de l'Infant de Portugal, et que le Comte de Villa Réal fit entendre ses plaintes de ce que plusieurs Ministres des Cours alliées, entre autres celui d'Autriche, qu'il avait requis d'appuyer près du Cabinet d'Espagne les démarches qui seules pouvaient prévenir l'éclat de la guerre, n'avaient point obtempéré à sa sollicitation si analogue aux sentiments professés par ces Cours.

J'ai l'honneur d'être, avec la plus haute considération, etc.

45.

An den Königlich Württembergischen Herrn Staatsminister Grafen von Wintzingerode, außerordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister am K. K. Österreichischen Hofe.

Euerer Excellenz statte ich für die geneigte Mittheilung der Verfassungs-Urkunde des Königreichs Württemberg meinen gehorsamsten Dank ab. — Ein Privatmann und vollends ein Fremder, darf sich wohl über ein Werk wie dieses, kein eigentliches Urtheil erlauben. Doch glaube ich, die Gränzen pflichtmäßiger Bescheidenheit nicht zu überschreiten, wenn ich voll von dem Eindruck, den dieses wichtige Staatsgesetz auf mich gemacht hat, Euer Excellenz versichere, daß ich es mit der größten Bewunderung gelesen, daß ich der wahrhaft Königlichen Gesinnung, die sich auf jeder Seite desselben ausspricht, daß ich der Weisheit, welche die Rechte und die Würde der obersten Staats-Gewalt mit der allgemeinen Freiheit so glücklich zu verbinden, die Erhaltung bestehender Ordnungen, mit den Bedürfnißen und Grundsätzen einer neuen Zeit so kunstreich zu verschmelzen wußte, daß ich endlich der meisterhaften Abfassung des Ganzen und aller einzelnen Artikel, aus innerster Seele gehuldigt habe. — Wenn menschlichen Veranstaltungen noch irgend eine Kraft beiwohnt, das Schicksal der Völker zu bestimmen, so muß das Königreich Württemberg mit dieser Verfassung nicht nur dauerhaft glücklich, sondern auch ein Muster für alle übrige Staaten werden.

Sehr geschmeichelt durch die persönliche gütige Rücksicht, der ich eine so schätzbare Mittheilung verdanke, verharre ich mit den ehrerbietigsten Gesinnungen

Euer Excellenz

Wien, den 10. März 1817.

ganz gehorsamer

Gentz.

An den K. Württembergischen Staatsminister Grafen von Wintzingerode, außerordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister am K. K. Hofe.

Euer Excellenz statte ich für die mir mitgetheilten wichtigen Aktenstücke vom 5. Juny meinen gehorsamsten Dank ab.

Es schmerzt mich freilich sehr, daß die edeln und erleuchteten Absichten Ihres Souveräns durch eine von Vorurtheilen, oder von Egoismus und Leidenschaft verblendete Opposition vor der Hand vereitelt worden sind. — Wenn aber einmal jenes Resultat, welches jeder vernünftige und unbefangene Freund des Guten wünschen mußte, nicht zu erreichen war, so halte ich den gegenwärtigen Ausgang der Sache, wenigstens für den günstigsten, der unter den obwaltenden Umständen eintreten konnte. — Mit Besonnenheit, Festigkeit und Würde aus einem Kampfe zu schreiten, den alle Anstrengungen nicht mehr zu einem befriedigenden Ziele führen konnten, ist, wenn auch minder erfreulich, doch nicht minder rühmlich als der vollständigste Sieg; und wenn man nun vollends, in einer solchen Lage der Dinge, für das allgemeine Wohl noch Alles rettet, was ohne einen definitiven Abschluß der Sache nur irgend gerettet werden konnte, so hat man das Äußerste gethan. Der jetzige Schritt gereicht daher, so bitter er auch für den König gewesen seyn mag, Sr Majestät zu eben so großem Ruhm, als der Verfassungsentwurf selbst, dessen Nicht-Annahme ich übrigens bey meiner unveränderten Überzeugung von seiner Zweckmäßigkeit und Vortrefflichkeit, als ein höchst beklagenswerthes Mißgeschick betrachte.

Erlauben mir Euer Excellenz, daß ich bey dieser Gelegenheit einer an und für sich vielleicht geringfügigen Sprach-Bemerkung erwähne, die sich mir in den neuesten Verhandlungen zwischen Ihrer Regierung und den Ständen mehrmals dargeboten hat. — In diesen Verhandlungen, und zuletzt noch in den Beylagen zu dem Königl. Rescript vom 5ten d. M. wird die einfache Stimmen-Mehrheit, die, welche Seine Majestät, mit großem Fug und Recht, beharrlich verlangt haben, durch den Ausdruck „relative Stimmenmehrheit" bezeichnet. Mir scheint dieser Ausdruck dem in allen Repräsentativ-Verfassungen bisher geltend gewesenen Sprachgebrauch, sowie dem Begriff, der bezeichnet werden soll, nicht angemes-

sen. — Relative Stimmenmehrheit würde ich gerade diejenige nennen, durch welche der widerstrebende Theil der Ständeversammlung jedem wirksamen Beschlusse über die Königl. Vorschläge auszuweichen suchte, die, welche entweder eine durchaus unzuläßige Theilung der Stimm-Gebenden in mehrern von einander getrennten Massen (Itio in partes) oder ein willkührlich ausgemessenes Übergewicht, von zwey Drittheilen, drey Viertheilen u. s. f. der Stimmen vorausgesetzt, und die man sonst auch wohl qualificirte Stimmen-Mehrheit genannt hat. Hingegen ist die ächte Stimmenmehrheit, die der König verlangte, und ohne die eine Repräsentativ-Verfassung im heutigen ausgebildeten Sinne des Wortes nicht denkbar ist, wohl ganz eigentlich die absolute und ich glaube, daß man ihr, ohne Verwirrung zu stiften, den entgegengesetzten Namen nicht beilegen kann.

Vielleicht können Euer Excellenz von einem Ihrer dortigen Correspondenten über den Gegenstand dieser Bemerkungen, wenn sie Ihnen auch von keinem sonderlichen Werthe scheinen sollte, nähern Aufschluß erhalten? — In Sachen von solcher Wichtigkeit darf auch das Kleinste nicht vernachlässigt werden; und die Sache ist bey Ihnen nun doch schon zu weit gediehen, als daß nicht von Stimmenmehrheit noch oft die Rede seyn sollte.

Ich bitte Euer Excellenz die Versicherung meiner tiefsten Hochachtung anzunehmen.

Wien, den 11. Juny 1817. Gentz.

* * *

Wie merkwürdig diese Zeilen, aus der Feder von Gentz, der in den Lebensbildern I. Abtheilung (1. Aufl.) Seite 24, 38, 39, 59, vorzüglich aber 205, 206, 207, 208, 209. — II. Abtheilung, Urkundenbuch, 165, nach voller Wahrheit und großer Vorliebe für sein bewundernswerthes dialectisches und Redner-Talent gewürdiget worden ist. — Damals also erkannte man noch die Pflicht den deutschen Völkern Verfassungen zu geben, deren sie seit den alten Römer-Kämpfen stets gehabt und selbe unter der Hoheit Kaisers und Reichs stets bis zum völligen Auseinanderfallen und bis zum Rhein-Bunde in höchster Form Rechtens besaßen. — In den meisten Landen beruhten die Rechte der Stände auf den bündigsten Verträgen zwischen den Territorialherrn und ihren Unterthanen. — Die Rechte der Letzteren wurden überall durch die Reichsgesetze,

vom Reichsoberhaupt, von seinem Reichshofrath und vom Reichskammergerichte gehandhabt, trotz des scheußlichen Unfuges der privilegia de non appellando und de non evocando. — Wer möchte den Satz behaupten, der Umsturz der deutschen Reichsverfassung, eine bloße und unläugbar höchst rechtswidrige Thatsache, habe auch alle Territorial-Verfassungen alle jura singulorum rechtskräftig umgestürzt?

Das in Deutschland ganz unbekannte, mit allen deutschen Begriffen unvereinbarliche: „en toute propriété et souverainete“, (welches letztere, sogar in's Deutsche unübersetzbar ist,) stammt allerdings aus dem Preßburger Frieden und war Bonapartisches Handgeld und Sündenlohn dafür, daß Deutsche wider Deutsche den brudermörderischen Krieg geführt!! Aber darum wird doch Niemand behaupten, deutsche Fürsten (am wenigsten diejenigen, die dadurch wahre Hermanns und Marbode zu seyn wähnten, daß sie manchmal, Napoleon, hinter dem Rücken wilde Gesichter geschnitten, oder ihm die Faust im Sacke gemacht) hätten mit dem Usurpator einen Vertrag gegen ihre eigenen Unterthanen geschlossen, oder die, zwischen den Fürsten und Bonaparte geschlossenen Verträge hätten de jure, den Rechten der Unterthanen das Mindeste vergeben können?! — Selbst die Rheinbunds-Acte räumte den Fürsten keineswegs absolute oder despotische Rechte ein. — Wie auf dem Wiener Congreß und namentlich in den unvergeßlichen hanöverschen Noten Münsters laut ausgesprochen wurde: — Es wäre ebenso ungereimt zu behaupten, daß die späterhin mit den alliirten Mächten geschlossenen Verträge, in denen diese die Souverainetätsrechte der dem Bunde beitretenden Fürsten erkennen, diese vorhin nicht legaliter besessenen Rechte über ihre Unterthanen ihnen hätten beilegen wollen oder können!! — Jene Rechte hätten durchaus keinen Gegenstand der Transaction ausmachen können, andern Theils liegt in dem Begriffe, fürstlicher Hoheit (undeutsch, Souverainetät genannt) keineswegs der Begriff einer russischen oder türkischen Machtvollkommenheit, in welchem Falle glühende Schamröthe die Wange jedes Deutschen überziehen müßte, wenn er das Wort: Befreiungs-Krieg, ausspricht und dieser zum Ergebniß gehabt hätte, nur jenen unersättlichen Helden, einen der größten Männer aller Jahrhunderte zu Boden zu werfen, dagegen aber, seine Beute, seinen Nachlaß unter so gar viel Kleinere, als legitime Universal-Erben des Corsen zu vertheilen!?

46.

Der K. Württembergische Staatsminister von Wangenheim an den Herrn Staatskanzler Fürsten von Metternich, d. d. Frankfurt am Main 16. September 1818.

Durchlauchtiger Fürst!

In einem Schreiben vom 31. August dieses Jahrs habe ich mir vorbehalten müssen, mich über die Anklage, daß ich dahin gearbeitet hätte, einen Bund im Bunde gegen den Bund zu stiften, besonders zu rechtfertigen, weil das Verbrechen, wäre die Anklage gegründet, zu ungeheuer sein würde, als daß ich mich darüber nur beiläufig hätte erklären können.

Ich hatte aber bei der abgesonderten Behandlung noch einen zweiten Grund, den nemlich, daß dasjenige, was mich persönlich angeht, scharf getrennt werde von dem, was meinen Hof angeht.

Nun kann aber die Anklage auf nichts weiter gestützt werden, als auf ein Actenstück, was eigentlich noch keines war, und was nur durch übel verstandenen Diensteifer dazu gemacht wurde, nemlich auf meine Notamina zu den Eintheilungsprojecten eines Militärgutachtens. — Diese Notamina habe ich ohne Instruction geschrieben und ohne Instruction zum Gegenstande einer Discussion, die freilich nicht statt hatte, gemacht; ja, der König hat, obwohl Er die Reinheit meiner Absicht behauptete, doch die Arbeit selber desavouirt: also ist es meine und nur meine Sache, die ich zu vertheidigen habe, und nur ich bin es, der entweder losgesprochen oder verdammt werden muß.

Ich brauche diese Vertheidigung vor einem Kenner des Staatsrechts, der zugleich ein Heros der Politik ist, hier nur in größeren Umrissen zu führen; und werde ihnen vielleicht nur dann eine weitere Ausführung geben müs-

sen, wenn es sich bestätigen sollte, was als Gerücht umläuft, daß mehrere diplomatische Agenten der bedeutendsten Mächte in gleichem Sinne gesprochen haben, weil ich dann freilich genöthigt sein würde, meine Vertheidigung vor dem deutschen Publicum in einer Art zu führen, die über den Ungrund der Klage demselben auch nicht den mindesten Zweifel lassen dürfte.

In den Notaminibus hatte ich — in der umsichtigsten und schonendsten Form — meine Meinung dahin ausgesprochen:

Wenn der Bund als Macht gelten und wirken solle, müsse der Schein vermieden werden, als ob es leicht wäre, Deutschland in zwei Theile, etwa in ein Nord- und Süd-Deutschland zu trennen, und als ob eine große Anzahl seiner Glieder unter einen aufgedrungenen und zugleich in eine gewisse Regel gebrachten Einfluß der mächtigen Staaten gestellt werden könne.

Die Grundlage und Bürgin des ganzen deutschen Bundes sei das Princip der Rechtsgleichheit; ohne diese höre der Bund auf, ein Bund zu sein; und ohne eine reelle Bürgschaft für die richtige Anwendung dieses Princips müsse an die Stelle des Bundes ein System der Unterordnung eintreten.

Wie das System der Rechtsgleichheit von den mächtigsten Bundesstaaten in Beziehung auf die inneren Angelegenheiten des Bundes ruhmvoll gehandhabt worden sei, so dürfe man die Anerkennung desselben auch in Beziehung auf die äußeren Angelegenheiten, d. h. in Beziehung auf Krieg und Frieden, und auf die Mittel, jenen, in steter Beziehung auf diesen, anzufangen, zu führen und zu beendigen, mit unbedingtem Vertrauen erwarten.

Solle die Anwendung dieses Princips auch in den äußeren Verhältnissen möglich, solle die Rechtsgleichheit nicht blos theoretisch, sondern auch practisch anerkannt werden, und sich wirksam äußern können: so müßten die mindermächtigen Bundesglieder einen verhältnißmäßigen Antheil auch an den Kriegsoperationen und an dem Erfolge derselben erhalten.

Das einzige Mittel aber, ihnen diesen rechtmäßigen Antheil und Einfluß zu sichern, liege darin, daß die mindermächtigen Staaten ihre geringeren Kräfte vereinigen, und in dieser Kraftvereinigung jene relative Selbstständigkeit sichern dürften, ohne welche sie auf der einen Seite aufhören würden, Glieder eines freien Bundes zu sein, auf der andern Seite aber Gefahr laufen müßten, den kriegerischen Geist, den die große

Schule der nächsten Vergangenheit in ihnen geweckt habe, wieder einzubüßen.

Nicht blos von demjenigen Gleichgewichte, welches Deutschland zur Erhaltung seines Staatenbundes begehren dürfe, sei aber hier die Rede: denn man dürfe es in keinem Augenblicke vergessen, daß unser Vaterland im Herzen Europa's liege, und daß das System des Europäischen Gleichgewichts, welchem wir die vorherrschende Cultur unsers Welttheils verdankten, seine Basis in Deutschland finde. Deswegen müsse Deutschland auch dem Auslande nie und nimmer wieder als ein bloßes Accedens von der Kraft einzelner Europäischer Staaten erscheinen können.

Aus diesen Sätzen folgerte ich, daß die militärische Organisation des deutschen Staatenbundes ein unverkennbares Gepräge seiner Selbstständigkeit an sich tragen müsse; daß kein, aus den Contingenten der Mindermächtigen zusammengesetztes Corps unter 30,000 Mann stark sein dürfe; daß Sachsen nicht isolirt, daß die Mainlinie gebrochen werden sollte; daß also die Truppen von Kurhessen mit denen vom Großherzogthum Hessen vereinigt, und diese dem Würtemberg-Badenschen Corps zugetheilt, mithin die, auf 3½ oder gar auf 4 combinirte Corps gerichteten, Eintheilungsplane abgelehnt werden dürften.

Dagegen wurde eingewendet:

„Die Anerkennung der Unabhängigkeit und Rechtsgleichheit aller „Bundesstaaten finde in dem Vertrage und der Bundesacte ihre vollkom„mene Garantie; es sei daher nicht nur unnöthig, daß sich die minder„mächtigen Bundesglieder, zur Erreichung eines Gleichgewichts, welches „Deutschland zur Erhaltung seines Staatenbundes brauche, durch eigne „Kraftvereinigung, eine relative Selbstständigkeit zu sichern suchten, son„dern es sei vielmehr jedes Streben nach einem solchen Gleichgewichte „mit dem Begriffe des deutschen Staatenbundes unvereinbar."

„Da übrigens jede Rechtsverwahrung der Mindermächtigen gegen „die Mächtigern einzig und allein nur als gegen Österreich und Preu„ßen gerichtet erscheinen: so müsse ein solches Streben diesen beiden Mäch„ten nothwendig empfindlich fallen, und es könne ihnen nicht gleich„gültig sein, sich Absichten zuschreiben zu sehen, welche auf die Erwerbung „eines überwiegenden Einflusses auf Deutschland gerichtet wären?? Übri„gens könne auch der Zweck — durch relative Selbstständigkeit ein Gleich„gewicht herzustellen — wenn er auch ein erlaubter wäre, durch das so

„kleine Mittel der Eintheilung in drei combinirte Armee-Corps unmöglich „erreicht werden.“

Aus diesen Sätzen wurde die Möglichkeit des Verdachts gefolgert, daß ich „unstatthafte, verfassungswidrige, nie zulässige, einzelne Verbin„dungen im Bunde stiften wolle, welche auf die Zusammenhaltung des „Ganzen zerstörend wirken, dem Bunde alle Achtung im Auslande benehmen, und die Sicherheit Deutschlands, den Hauptzweck seiner Stiftung, „gefährden würden.“

Vergleicht man die, von mir aufgestellten, Sätze mit denen, welche man einwendet, so sollte man glauben, daß man weniger mit dem, was ich wirklich daraus gefolgert habe, nemlich die Nothwendigkeit größerer und aus verschiedenen Elementen gemischter Corps der mindermächtigen Bundesstaaten, unzufrieden sei, als mit dem, was sonst daraus gefolgert werden könnte: denn man nennt ja selber die, von den mindermächtigen Bundesgliedern gewünschte, und durch die Beschlüsse der Bundes-Versammlung gesicherte Eintheilung der Contingente dieser Staaten ein kleines Mittel zu einem großen Zwecke.

Euer Durchlaucht wissen zuverlässig noch genauer, als ich es wissen kann, daß dem nicht so sei: allein ich will es zugeben, daß sich aus meinen Sätzen mehr folgern lasse, ja ich will zugeben, daß ich selber mehr daraus gefolgert wünsche, zugleich aber will ich auch aussprechen, was ich nicht daraus folgern wollte, und was nicht daraus gefolgert werden kann.

Zunächst wollte ich nichts, als was ich oben ausdrücklich ausgesprochen habe; dann aber wollte ich dadurch auch die Veranlassung zur Ausbildung eines Bundesstaatsrechts*) geben, zu dessen Gründung bis jetzt nichts als die Elemente dargeboten sind.

Was ich aber bestimmt nicht wollte, ist: ein Fürstenbund, wie ihn Friedrich der Große gegen Joseph den zweiten ausgedacht hatte, und wie ihn Herzberg und Dohm wirklich ausgeführt haben; ich wollte nicht einmal einen solchen Fürstenbund, wie ihn der edle Schlieffen nach dem, was Dohm davon in seinen Denkwürdigkeiten erzählt, gedacht haben mag, obwohl ich eben so tief, als er, fühle, daß auf irgend einem Wege das angestrebt werden müsse, was er durch jenen Bund erreichen wollte.

Landgraf Friedrich II. und sein Staatsminister Schlieffen hatte sich nemlich schon lange vor dem Fürstenbund mit dem Gedanken eines Vereins

*) Sollte heißen: eines öffentlichen Rechts des deutschen Bundes.

deutscher Fürsten zu ihrer Selbsterhaltung beschäftigt: allein in einem etwas anderen Sinne, als Friedrich der Große und seine Minister. — Weder an Österreich, noch an Preußen, sollten sich, nach Jener Wunsch, die deutschen Fürsten anschließen, sondern, unbefangen von den Zwisten unter den beiden Übermächtigen, zwischen ihnen mitten inne stehen, ihre Entschlüsse nach eigener Einsicht von der Wirklichkeit und Größe der Gefahr, welche Deutschlands Freiheit von der einen oder andern Seite bedrohe, nehmen, nicht aber sollten sie sich zum Werkzeug dem Einen oder Andern überlassen, und dadurch der größten von allen Gefahren sich aussetzen, daß vielleicht beide, durch gewaltsame Unterwerfung der Mindermächtigen, sich versöhnten.

In diesem Sinne lehnte auch der Landgraf den spätern Antrag Preußens, seine Truppen in Preußischen Sold zu geben, ganz ab, und bedang Sich sogar (nach geschlossenem Fürstenbund) ausdrücklich aus, daß, im Falle eines Kriegs, die Hessischen Truppen nie den Preußischen einverleibt werden sollten.

Schlieffen machte sogar den Versuch, den Herzog Ferdinand von Braunschweig zu bewegen, den Oberbefehl über ein Heer der Verbündeten zu übernehmen.

Ich aber verlangte nichts, als die Begründung einer relativen Selbstständigkeit der mindermächtigen Bundesglieder, d. h. einer solchen Selbstständigkeit, welche zwar einerseits jeder Störung der Harmonie, die durch den Einfluß der Übermächtigen im Bunde herbeigeführt werden könnte, mit Erfolg entgegenzutreten vermag, andererseits jedoch nie die Höhe erreichen darf, auf welcher sie absolut werden, und also selbst eine Störung des Gleichgewichts hervorbringen könnte.

Dieser, nie aufzugebende, Zweck kann aber, nach meiner Ansicht, auf ganz anderem Wege und ohne irgend einen öffentlichen oder geheimen Bund erreicht werden. Es ist vollkommen genug, wenn, in militärischer Hinsicht, diejenige Verbindung der Contingente der Mindermächtigen zu Divisionen und Armee-Corps gestattet wird, welche ich, als durch die Beschlüsse des Bundes und die Grundsätze der Kriegskunst gerechtfertigt, in meinem ersten Schreiben dargestellt habe, und wenn, in politischer Hinsicht, ungekränkte und unbedrohte Stimmfreiheit, ungehemmte freimüthige Discussion in den förmlichen und vertraulichen Sitzungen der Bundesversammlung, und überhaupt jedes ernste Streben gestattet und gefördert

wird, was auf die fruchtbare Entwickelung der organischen Gesetzgebung des Bundes und unter dem Schutze derselben auf das Wohl der deutschen Nation in ihrer Totalität gerichtet ist.

Daß ich das und nichts anderes wollte, wußten diejenigen, welche mich innerhalb und außerhalb des Bundestagsausschusses hatten entwickeln gehört, was in den Notamiuibus nur angedeutet war.

Will man die geistige Vereinigung für einen solchen Zweck und durch solche Mittel einen Bund im Bunde nennen, so kann ich um so weniger etwas dawider haben, als, nach dem 11ten Artikel der Bundesacte, die Bundesglieder das Recht der Bündnisse, wenn diese nur nicht gegen den Bund gerichtet sind, behalten haben.

Es ist kein leeres und bedeutungsloses Wort, wenn dieser Artikel sagt: die Bundesglieder behalten dieses Recht der Bündnisse: denn sie hatten dieses Recht schon, als sie noch nicht einmal souveraine Glieder eines Bundes, sondern blos Stände des Reichs, unter einem Reichsoberhaupte, waren.

Sie hatten aber dieses Recht nicht nur im Allgemeinen, sondern sie hatten namentlich sogar das Recht der nemlichen Vereinigung ihrer Militärkräfte, welche Sachsen, Würtemberg, Baden, die Hessen ꝛc. dermalen ansprechen, einer Vereinigung, welche den Kennern des alten deutschen Staatsrechts unter dem Namen der Association der Reichskreise bekannt ist.

Ein berühmter deutscher Publizist sagt: „So gut Reichsstände sich untereinander zu einem gemeinschaftlichen Zwecke verbinden konnten, eben „so gut konnten dies auch mehrere Kreise thun; und aus dem Gebrauche „dieses Rechts, der von Seiten des Kaisers nicht nur nicht gehindert, sondern in verschiedenen Zeiten sogar begünstiget wurde, giengen Verbindungen hervor, welche die Militärstellung und Einrichtung mehrerer Kreise, „sowohl im Frieden als im Kriege, zum Zwecke hatten."

Euer Durchlaucht werden aber sicherlich mit mir der Meinung sein, daß dasjenige, was sonst die Reichsstände unter einem Reichsoberhaupte thun durften, ohne den Verdacht gesetzwidriger Verbindungen auf sich zu laden, heute auch die souverainen Glieder des deutschen Bundes thun dürfen, ohne daß dadurch Andere zu kränkenden Vorwürfen berechtiget werden.

Aber nicht nur erlaubt sind solche, nicht gegen den Bund gerichtete, Verbindungen, und unter diesen namentlich auch diejenige, welche die Concentrirung der zersplitterten Militärkräfte der Mindermäch-

tigen bezweckt, sondern sie sind auch unumgänglich nothwendig, um unter den, an Macht so verschiedenen, Bundesgliedern ein gewisses, den Bund selbst sicherndes, Gleichgewicht zu erhalten.

Niemand wird verkennen, daß Österreich und Preußen — zu dem gleichen Zwecke vereinigt — einen solchen Einfluß auf Deutschland ausüben können, der, wenn sie wollen, jenes zur Erhaltung des Bundes nothwendige Gleichgewicht zernichtet.

Darüber aber, daß diese beiden Mächte einen bedeutenden Einfluß auf Deutschland auszuüben die Absicht haben, läßt die, in den Acten des Wiener Congresses abgedruckte, Correspondenz, welche Euer Durchlaucht mit dem Fürsten von Hardenberg im Jahre 1814 geführt haben, eben so wenig einen Zweifel übrig, als über die Absicht Österreichs, daß der Einfluß auf Deutschland, zu dem sich Österreich und Preußen berufen glauben, und zu dem sie wirklich berufen sind, ein gesetzmäßiger, Deutschland in seiner Selbstständigkeit erhaltender, also wohlthätiger bleibe.

In folgenden, ewig denkwürdigen, am 22sten October 1814 an den Fürsten Hardenberg gerichteten Worten:

Sur l'union la plus intime de l'Autriche et de la Prusse, renforcée par celle d'une fédération Germanique, placée sous l'influence égale des deux états, sans que l'Allemagne cessât de former un seul corps politique, l'initiative appartient au cabinet autrichien — sind beide Tendenzen unumwunden ausgesprochen, und eine Dritte ist zugleich angedeutet.

Dafür, daß Fürst Hardenberg die gleiche Absicht für Preußen hatte, spricht eine Stelle, welche die Minerva im ersten Bande S. 141 aus einer Verbal-Note dieses Fürsten vom 3ten December 1814 anführt:

Fleuch Zwietracht, fleuch unsre Gauen! Weiche
Du Ungeheuer mit dem Schlangenhaar!
Es horsten auf derselben Rieseneiche
Der Doppeladler und der schwarze Aar!
Es sei fortan im ganzen deutschen Reiche
Ein Wort, ein Sinn, geführt von jenem Paar!
Und wo der deutschen Sprache Laute tönen,
Erblühe nur Ein Reich des Kräftigen und Schönen!

Möge dies eben so wahr werden, als das wahr ist, was Euer Durchlaucht unterm 10ten December darauf erwiederten:

„Puissances allemandes, l'une et l'autre, elles trouvent des rapports simples et naturels dans leur influence réciproque sur la fédération germanique; influence généralement désirée, parce qu'elle offre un gage assuré de paix."

Ja, dieser gleichzeitige und gleichgewichtige Einfluß dieser beiden Mächte ist in der That, nicht etwa blos den Europäischen Mächten, sondern auch den deutschen, mindermächtigen Bundesgliedern, ein ersehnter und hochwillkommener!

Es schließt aber die Nothwendigkeit eines, so gemäßigten, Einflusses, wie Euer Durchlaucht selbst nicht in Abrede ziehen werden, die Möglichkeit eines ungemäßigten keinesweges aus.

Ist nun die Möglichkeit, daß von jenem Einflusse, den die Macht giebt, ein Mißbrauch gemacht werde, nicht abzuläugnen, so muß den mindermächtigen Staaten auch das Recht zugestanden werden, auf Einrichtungen zu denken, welche es möglich machen, daß dieser Einfluß nicht nur eine Bürgschaft des Friedens, sondern auch der politischen Existenz Deutschlands sei, d. h. daß er geübt werde, sans que l'Allemagne cessât de former un seul corps politique.

Dagegen wendet man freilich ein, einmal, daß ja die Anerkennung der Unabhängigkeit und Rechtsgleichheit aller Bundesstaaten in dem Vertrage und der Bundesacte ihre constitutionelle Garantie fände, und also ein Streben zu Herstellung eines weitern Gleichgewichts unnöthig sei; dann aber auch, daß ein solcher Mißbrauch der Gewalt, ohne Beleidigung gegen Österreich und Preußen, nicht als möglich gedacht werden könne.

Beiden Einwendungen liegt aber, wie es scheint, eine ganz irrige Ansicht zu Grunde!

Die Bundesacte ist ein vertragsmäßiges Gesetz.

Ein Gesetz spricht nur aus, was geschehen oder nicht geschehen soll; es giebt aber keine Bürgschaft dafür, daß das Gebotene wirklich geschehe und das Verbotene wirklich unterlassen werde.

Das Gesetz, der Vertrag, die Bundesacte ist nichts, gar nichts, ohne Institutionen, welche die Anwendung des Gesetzes und seine Vollziehung sichern. Dieser Erfahrungssatz ist so allgemein anerkannt, daß er überall, bei allen privat- und staatsrechtlichen Handlungen, zum Grunde gelegt worden ist.

So sagten auch Euer Durchlaucht in der Note vom 22. October, in

Beziehung auf die politischen Verhältnisse zwischen Österreich, Rußland und Preußen und auf die Vertheidigungspuncte, welche diese Verhältnisse sichern sollen: „der Kaiser von Österreich wünscht nicht weniger, als der „König von Preußen, die Verhältnisse immer mehr zu befestigen, welche „mit Seinen Gesinnungen persönlicher Anhänglichkeit und Dankbarkeit gegen den Kaiser von Rußland übereinstimmen; aber Er kann nicht glauben, daß dergleichen Verhältnisse würden dauerhaft sein können, wenn „sie nicht auf Grundlagen gebaut wären, die den Regeln einer richtigen „Politik gemäß sind; daß nemlich Rußland gewisse Gränzen nicht überschreite und vornehmlich, daß es sich der Vertheidigungspuncte nicht bemächtige, welche den beiden Monarchien nothwendig sind."

Dafür, daß Privatpersonen gewisse, durch das Gesetz gezogene, Gränzen nicht überschreiten, sorgt die Regierung durch Richter; wer aber sorgt dafür, daß Souverains, über welchen keine Regierung und keine Richter stehen, die, durch den Grundvertrag gesetzten, Gränzen nicht und niemals überschreiten?

Daß diese Gränzlinien von den Mindermächtigen nicht überschritten werden, dafür bürgt ihr eignes, wohl verstandenes Interesse und die Macht der Mächtigern; jene aber können eine Bürgschaft nur in Institutionen finden, welche die Mächtigen selber begünstigen müssen, wenn sie an dem Bunde etwas Dauerhaftes und Zuverlässiges haben wollen.

Diese Frage, dieser Ruf nach Institutionen, kann daher auch keineswegs als eine Beleidigung gegen die beiden präponderirenden Mächte angesehen werden, theils, weil qui jure suo utitur neminem offendit: theils, weil die gegenwärtig regierenden Fürsten und ihre Rathgeber nicht immer die nemlichen bleiben.

Ich brauche mich, um mich gegen solch' einen Vorwurf zu rechtfertigen, in Beziehung auf die deutschen Angelegenheiten nur auf das zu berufen, auf was sich Euer Durchlaucht in Beziehung auf die Europäischen Angelegenheiten beriefen, als Sie über das Verhältniß von Österreich und Preußen zu Rußland und Frankreich in der Note vom 10. December 1814 so wahr, als schön sagten: „Placées également entre les grands „empires de l'Est et de l'Ouest, la Prusse et l'Autriche completteront „leur système respectif; unies, les deux monarchies forment une „barrière inexpugnable contre les entreprises de tout prince conqué-

„rant, qui de nouveau occuperoit un jour le trône de France ou „celui de Russie.“

So sind auch die Mindermächtigen im Bunde zwischen die beiden präponderirenden Bundesmächte gestellt, und es ist ihnen die Vereinigung, als eine gegenseitige Ergänzung ihres Systems, um so unentbehrlicher, als bei ihrer Vereinigung der hemmende Umstand eintritt, daß sie sich zur Ergänzung ihres Systems nicht gleich nothwendig sind, und daß sie, auch bei der stärksten Vereinigung, keine barrière inexpugnable contre les entreprises de tout prince conquérant, qui de nouveau occuperoit un jour le trône de Prusse ou celui d'Autriche bilden können.

Aber nicht von dieser Art ist die Besorgniß, welche das Gemüth des nachdenkenden Deutschen und auch meines hauptsächlich bewegt, sondern vielmehr die, daß es dereinst zu einer Spaltung Deutschlands kommen könne, eine Besorgniß, die, wie jene erste Note beweist, auch Ihrem Geiste und Herzen, mein Fürst, nicht fremd geblieben ist.

Die lange Discussion über die Maingränze, die Versuche zu neuen Mediatisirungen, die Verfassungs-Vorschläge — alle in den Zeiten des Wiener Congresses von einer Seite vorgebracht, aus der jene Töne noch in den neuesten Zeiten nachklingen, entschuldigen es wohl, wenn man auf Mittel denkt, dem größten Unglück, das Deutschland betreffen könnte, vorzubeugen.

Jede politische und militärische Scheidewand, welche zwischen Süd- und Nord-Deutschland aufgeführt oder geduldet wird, erleichtert die Trennung, und nur die Vermischung und Verbindung der mindermächtigen Staaten kann sie hindern.

Es ist schwer, über solche Dinge zu schreiben, ohne mißdeutet zu werden; aber die Pflicht verbietet es, hier, wo es das Höchste gilt, zu schweigen.

Die Einheit Deutschlands sucht und findet ihre Garantie ausschließlich in dem gleichgewichtigen und gleichzeitigen Einflusse von Österreich und Preußen, welchen Euer Durchlaucht selber postuliren; dieser aber kann nicht erhalten werden, wenn von den mindermächtigen Bundesstaaten ein Theil unter dem Einflusse dieses, der andere unter dem Einflusse jenes Staats vorzugsweise steht.

Denn, wenn Österreich und Preußen dahin kämen, sich den gleichzeitigen und gleichgewichtigen Einfluß auf Deutschland jemals streitig zu

machen, und die Mindermächtigen wären unverbunden, so würde jeder derselben als Trabant nur seiner Sonne folgen müssen, und die deutsche Sonne, die in der Einheit von Österreich und Preußen aufgegangen war, gienge unter. Wären aber die Mindermächtigen verbunden, so könnten und würden sie in die Europäische Wagschaale ein Gewicht legen, das der Auflösung jener Einheit kräftig entgegenarbeitete.

Österreich und Preußen haben nicht aufhören können, Europäische Mächte zu sein; es ist also möglich, ja es ist nicht einmal unwahrscheinlich, daß sie im Laufe der Zeiten, entweder einzeln, oder beide zusammen, in Kriege verwickelt werden, die dem deutschen Interesse fremd sind.

Steht ein Theil der Mindermächtigen dann unter diesem, der andere unter jenem besondern Einflusse, so wird bald der eine, bald der andere Theil dem Zuge folgen müssen, und die bewaffnete Neutralität Deutschlands, das zugleich die Kriege selbst neutralisirende Princip und Deutschlands schönster Beruf, ist zum Unding geworden!

Denken wir uns aber vollends den möglichen Fall, daß die Verwickelung der Europäischen Verhältnisse, wie schon oft geschehen ist, Österreich zu einer andern Verbindung hinzöge, als die wäre, zu welcher Preußen gezogen würde, und Beide — als deutsche Staaten dem gleichen Systeme zugethan — müßten sich als Europäische Mächte feindselig gegenüber stehen: wo würden die übrigen deutschen Fürsten, so lange sie unverbunden und ohne System bleiben, hintreten? würden sie es, in solchen Verhältnissen, vermögen, den Beruf zu erfüllen, den ihnen Lage, Mittel, das Interesse Europa's und ihr eignes zuweiset, den schönen Beruf, zu vermitteln und, durch die Vermittlung, Deutschland als Deutschland gegen die Stürme zu retten, welche die Politik der Europäischen Mächte, theils erregen, theils nicht beschwören können wird?

Ohne daß diejenigen deutschen Staaten, denen, als solchen, die Politik der übrigen Europäischen Mächte fremd ist, und die, unverbunden, keinen wohlthätigen Einfluß auf dieselbe äußern können, sich zu einem Systeme vereinigen, das das Interesse von ganz Europa, (Österreich und Preußen selber nicht ausgenommen) und das Interesse von Deutschland so laut fordert, wird Deutschland nie dahin kommen, Kriege zu verhindern, oder doch an Kriegen, die seinem Interesse fremd sind, keinen Theil zu nehmen; wohl aber dahin, daß es an jedem Kriege zwischen Österreich und Preußen, selber in Partheien getrennt, Theil nehmen muß, und die Ge-

schichte wird immer wieder von dem Gräuel zu erzählen haben, daß Deutsche sich untereinander morden; daß sie sich so lange untereinander morden, bis sie schwach genug geworden sind, um endlich ganz unterjocht zu werden, und ihre Existenz selbst bis auf den Namen des Landes, das sie ernährte, zu verlieren.

Wie weit entfernt standen wir von diesem schrecklichen Ziele, und warum standen wir ihm so nah?

Hätte wohl, ohne das unverbundene Verhältniß der nordwestlichen mindermächtigen Staaten zwischen Frankreich und Preußen und der südwestlichen mindermächtigen Staaten zwischen Frankreich und Baiern und Österreich, den mindermächtigen deutschen Fürsten je die Alternative gegeben werden können, entweder durch eine unnatürliche Verbindung mit dem Auslande den eigenen Staat zu retten, oder, ohne diese Verbindung, ihr Land getheilt und verschenkt zu sehen?

Möge eine so fürchterliche Alternative nie mehr gegeben werden können!

Sie wird aber nur dann nicht wieder gegeben werden können, wann die Mindermächtigen ihre zersplitterte Kraft vereinigen und in dieser Vereinigung jenes Selbstgefühl gewinnen dürfen, ohne welches kein kraftvoller Widerstand gegen irgend einen Feind des Bundes gedacht werden kann.

Ich glaube hiermit bewiesen zu haben, was ich beweisen wollte, daß die, von mir in Antrag gebrachten, Garantieen nicht nur erlaubt, sondern auch nothwendig seien, wenn das Bundessystem nicht in ein System der Unterordnung ausarten, wenn der Bund ein selbstständiger und einiger politischer Körper sein soll.

Es bleibt mir daher nichts mehr zu sagen übrig, als was dazu dienen kann, die Unwahrscheinlichkeit nachzuweisen, daß sich aus dem an sich guten und nothwendigen Streben doch vielleicht in der Folgezeit etwas entwickeln könne, was der Innigkeit, dem Ansehen und also der Sicherheit des Bundes nachtheilig werden könnte.

Ich glaube, daß auch diese Nachweisung leicht und zugleich überzeugend geführt werden könne.

Denn, wenn sich auf das, was ich aus reinen Grundsätzen suche, in der Folgezeit zu einem wirklichen Bund, sei es in Herzberg's oder in Schlieffen's Sinne, gestalten könnte — was ich nicht glaube — so können doch die mindermächtigen Staaten für ihre höchsten Interessen die geeignete Sicherheit nur in einem mächtigen Bunde, also in einem solchen

suchen, zu dem Österreich und Preußen gehören, da sie außer dem Bunde oder in einem unmächtigen, doch nur die leichte Beute ihrer Nachbarn werden müßten.

Diese Überzeugung hat sich laut genug ausgesprochen, und wird sich in dem Grade immer lauter aussprechen, in welchem die Garantien im Bund selber vollständiger werden gegeben werden. Sind diese — wie es denn auch in dem eignen Interesse der beiden mächtigsten Bundesglieder liegt, daß es geschehe — einmal gegeben: so ist im Allgemeinen ein anderer Wunsch, als der, daß das große Föderativ-Band immer fester geschlungen werde, ganz undenkbar.

Die wichtigsten aller Garantieen sind aber jene, welche darauf berechnet sind, den Einfluß von Österreich und Preußen auf Deutschland gleichzeitig und gleichgewichtig und zugleich in den Gränzen, in welchen er nur wohlthätig sein kann, auch in jeder Zukunft zu erhalten.

Schon um dieser Garantie willen, welche die Freiheit Aller auf gleiche Weise schirmt, kann es dann nie mehr dahin kommen, daß sich Alle auf die Seite des einen, zum Nachtheil des andern dieser beiden Staaten, schlügen.

Noch unmöglicher aber ist es, daß alle Mindermächtigen sich gegen die beiden Mächtigen verbünden. Einmal deswegen, weil sie es nicht wollen können, so lange sie ihr eigenes Interesse nicht verstehen; dann auch deswegen, weil ihre concentrirteste Macht immer nicht der Macht auch nur Eines der beiden Mächtigen gleich kommt; endlich aber auch deswegen, weil die einzelnen Interessen der Mindermächtigen und ihre Verhältnisse zu Österreich und Preußen viel zu verschieden sind, als daß über einen so verderblichen Plan je unter ihnen selbst ein Einverständniß möglich wäre.

Eben so unwahrscheinlich ist es aber auch, daß eine Vereinigung der Mindermächtigen mit einer oder mehreren auswärtigen Mächten das sollte bewirken können, was sie, ohne solchen Beistand, unmöglich auch nur beginnen könnten.

Denn, was in der Welt sollte sie antreiben können, solchen auswärtigen Beistand zu suchen, so lange sie ihre politische Existenz auf eine würdige Weise im Bunde selber gesichert wissen!

Unabhängigkeit? Sie können keine größere erhalten, als die, welche ihnen die Bundesacte jetzt schon gewährt, und die künftige organische Gesetzgebung des Bundes dereinst gewähren wird.

Freiheit und Sicherheit? Sie können keine höhere finden, als die, welche ihnen 30 Millionen Sprachgenossen verbürgen, unter denen Einer für Alle und Alle für Einen stehen.

Vergrößerung? Mag sie der Einzelne unter den Bundesgliedern anstreben, Alle werden dagegen sein, weil sie den Stoff dazu hergeben müßten; oder sollten Alle eine Vergrößerung auf Kosten der beiden mächtigsten Bundesglieder anstreben? Sollten sie, alle auf einmal wahnsinnig, die Rolle der Frösche in der Fabel spielen wollen, die sich zu Stieren aufzublasen suchten und — platzten?

Etliche und dreißig Staaten in klein Octav und Duodez sollten über solchen Eroberungsplan einig werden und im Auslande Bundsgenossen für Zwecke finden können, gegen die sich das ganze übrige Ausland zugleich erheben würde?

Verzeihen Euer Durchlaucht, daß ich Ihnen von solchen läppischen Besorgnissen rede, an die ich gar nicht gedacht hätte, wüßte ich nicht, daß es wirklich politische Don Quixotte hier gebe, die sich im Kampfe gegen Windmühlen gefallen.

Zweierlei aber ist ernsthaft zu nehmen: einmal, daß das ganze Unglück der politischen Zerrüttung Deutschlands von der Kraftlosigkeit der Mindermächtigen, die jeden freien Einfluß lähmten, ausgieng; dann aber, daß jedes gesetzwidrige Streben gegen die Interessen des Bundes und seiner einzelnen Glieder in dem Grade leichter und für den Bund gefährlicher wird, als sich die Mehrheit seiner Glieder unwohl und ungesichert im Bunde selber fühlt; daß es in dem Grade leichter und für den Bund gefährlicher wird, in welchem die Bundesglieder vereinzelt und unbewacht stehen; daß es aber im Gegentheil für den Einzelnen immer schwerer und für den Bund gefahrloser wird, je enger die einzelnen sich verbinden und in ein System verschmelzen.

Und die Bildung eines solchen Systems werden immer diejenigen Mächte am meisten begünstigen, welche weniger Interesse dabei haben, über fremde Kräfte selber zu schalten und zu walten, als zu verhindern, daß nicht Andere über diese nemlichen Kräfte willkürlich schalten und walten können.

Dazu und nur dazu kann diejenige Politik rathen, welche, wie die Ihrige, mein Fürst, für ihre Schöpfungen überall und vor Allem die rechtlichen und die sittlichen Grundlagen sucht.

Ob ich, auch noch dieser unumwundenen Darstellung meiner Ansichten, noch beschuldigt werden dürfe, daß das, was ich gewollt, darauf abziele, „einzelne Verbindungen im Bunde zu stiften, die auf die Zusammenhaltung des Ganzen zerstörend wirken, dem Bunde alle Achtung im Auslande benehmen, und die Sicherheit Deutschlands gefährden würden" — das, mein Fürst, überlasse ich ruhig Euer Durchlaucht eignem Urtheile.

Mit hoher Verehrung verharre ich

Eurer Durchlaucht

Frankfurt a. M., den 16. Sept. 1818.

(unterz.) Wangenheim.

Eine Rückäußerung ist auf dieses Schreiben nicht erfolgt.

47.

Londoner Depeschen nach Deutschland aus den Tagen des Ministeriums Canning und über dasselbe.

London, den 28. Januar 1825.

Ew. ꝛc.

gütiges Schreiben vom 21. dieses hatte ich das Vergnügen, gestern zu erhalten. Ich werde gewiß fortfahren, Ihnen stets das mitzutheilen, was ich über die eigentliche Lage der politischen Angelegenheiten zu sagen im Stande bin, da ich neben dem schuldigen collegialischen Vertrauen es für wichtig halte, daß Sie genau erfahren, wie die Sachen in Rücksicht auf die großen Welthändel stehen. Nur dann können Ew. Exc. die Tendenz der Vorgänge an großen Höfen gehörig beurtheilen und über die Maaßregeln nachdenken, die von unserer Seite genommen werden könnten, um Complicationen zu vermeiden. Allen Gesandten, die nicht den Höfen der großen Allianz angehören, wird es sehr schwer, sich über den Gang der unter diesen gepflogen werdenden Verhandlungen zu unterrichten. Jene Höfe haben die größere Politik monopolisirt. Die übrigen können sich nur, wie Planeten, um ihre größeren Nachbarn in ihrem System drehen und sie müssen suchen, mit Geschicklichkeit die ihnen nützlichen Modificationen in jenem System zu veranlassen — wie das auch, um bei meinem astronomischen Gleichniß zu bleiben, durch die kleinsten Weltkörper oft auf die größten, z. B. durch den Mond auf den Gang der Sonne bewirkt wird.

Der Gang der Politik Englands ist jetzt klar. Wenn ich die Verhältnisse seiner Verfassungs-Elemente, die auf dessen Politik stets großen Einfluß haben, genau betrachte, so kann ich nicht verkennen, daß die königliche Gewalt sehr abgenommen hat, daß sich an die Stelle der Geburts- und Besitzes-Aristokratie, wie sie war und wie sie seyn sollte, eine

überwiegende Geld-Aristokratie eindrängt und daß natürlicher Weise das demokratische System, welches schon durch die Natur der Sache ein Übergewicht gewinnt, indem das royalistische und aristokratische an dem ihrigen verlieren, noch durch die Verbrüderung und den Zusammenhang verstärkt werden muß, die zwischen den bedeutendsten Volksklassen in England, dem Handelsstande und den Manufacturisten und der Geld-Aristokratie, Statt findet.

Die Ursachen dieser allmähligen Veränderung sind leicht aus der Geschichte unserer neuern Zeit herzuleiten. Burke hat sie deutlich vorausgesehen und im prophetischen Geist den Zeitpunkt beklagt, when England shall no more command her riches, but be commanded by her riches — when money becomes the object for which we live and for which we dare to die.

Dies aus einander zu setzen, gehört nicht in einen Brief — mein Zweck war nur, darzustellen, wie die Sachen stehen. Nur glaube ich noch etwas sagen zu müssen, um zu zeigen, woher es rührt, daß die, welche fühlen, wohin das System, welches sich mehr und mehr ausbildet, führt, mit offenen Augen hinein gehen und nur schwachen Widerstand leisten.

Die bekannten Verhältnisse und Umstände, welche die Mitglieder und die Werkzeuge der Pittschen Administration eine so lange Zeit und in den schwierigsten politischen Verhältnissen am Staatsruder erhalten haben, sind für die Oppositionsparthei sehr nachtheilig gewesen. Je mehr ihre Hoffnung schwand, ihre Nebenbuhler auf die gewöhnliche Parlamentarweise zu verdrängen, desto mehr suchte ein Theil der Opposition, namentlich Grey, Landsdown, Holland und die ganze Foxische Parthei sich Kraft und Ansehen dadurch zu verschaffen, daß sie sich den Radicalen anschlossen und das Gewicht der Masse auf ihre Seite zu bringen suchten, — die gemäßigte Opposition zog sich zurück und der Grenvillische Theil selbst schloß sich der jetzigen Administration theilweise an, z. B. die Wyime, Plunket u. s. w. Dennoch glaubte Lord Liverpool eine Verstärkung im Parlament zu bedürfen und er setzte es durch, des Königs Widerwillen zu beschwichtigen und Canning in's Cabinet zu bringen.

Ich glaube nicht, daß man seinem persönlichen Charakter irgend einen Vorwurf machen kann — sein großes Talent und seine Liebenswürdigkeit haben ihm einen beträchtlichen Anhang verschafft. Er hat das

Partheigefühl, das allen englischen Politikern eigen ist. Seine Widersacher beschuldigen ihn, daß die bei Auflösung des Ministeriums des Herzogs von Portland erregten Gefühle noch bei Herrn Canning vorherrschten. Er wünschte damals an die Spitze der Administration zu treten, dagegen sprach sich die alte Aristokratie und die Gentry gleich stark aus, weil Canning weder durch Geburt noch Besitzthum mit ihnen zusammenhängt (blos durch seine Frau ist er mit der Portlandschen Familie verbunden, weil die Gemahlin des jetzigen Herzogs Schwester der Mad. Canning ist). Der eben berührte Zwist brachte eine so heftige Feindschaft zwischen Canning und Lord Castlereagh hervor, daß sie sich schlugen, Canning verwundet wurde und Beide aus der Administration traten, für die Letzterer seinen Gegner als incompetent erklärt hatte. Dieser Vorfall soll, wie Manche behaupten, noch jetzt seinen Widerwillen gegen die Maaßregeln seines späterhin so glücklichen Nebenbuhlers und namentlich gegen die von diesem negociirte große Allianz erregt haben. Wirksamer mag der Wunsch seyn, sich durch Popularität die Stütze zu verschaffen, die ihm Hofgunst, Geburt und Besitzthum versagten. Daher der Hang, der öffentlichen Meinung, der Menge, der Zeitungs- und Gastmahlpolitik zu opfern, statt als Staatsmann, wie Pitt es that, die öffentliche Meinung zu leiten oder zu beherrschen. Liverpool soll seinen Willen ihm ganz untergeordnet haben. Die Übrigen glauben ohne ihn keine Administration bilden und aufrecht erhalten zu können. Für den König bleibt daher nur übrig, bis auf einen gewissen Grad nachzugeben, — oder sich der Gefahr auszusetzen, sich einer aus decidirten Liberalen zusammengesetzten Administration in die Hände zu geben, deren Joch, nach früheren Erfahrungen, Sr. Majestät selbst drückend seyn dürfte.

Diese Lage der Dinge ist den großen Höfen genau bekannt. Es ist vielleicht gut, daß sie es ist; sie sehen darin eine Hoffnung des Besserwerdens des jetzigen Ganges der englischen Politik und eine Garantie, daß ihre zu demokratische Tendenz gewisse Grenzen nicht überschreiten werde. In diesem Sinne sprach noch gestern der russische Botschafter darüber mit mir. Die letzthin erwähnte Depesche seines Hofes über die griechischen Angelegenheiten (Antwort auf die Mittheilung über Stratford-Cannings Instruction) habe ich aufmerksam gelesen. Ich kenne den Kaiser Alexander genug, um mich zu überzeugen, wie empfindlich er sich beleidigt fühlte.

Ich muß bekennen, daß obige Instruction mir noch unbegreiflicher wird, als sie es schon nach gemeiner Ansicht war, nachdem ich deutlicher sehe, wie man sich hier über diesen Gegenstand früher ausgedrückt hatte.

Die Depesche beschränkt sich, nachdem gesagt ist, daß die Mittheilung des hier gefaßten Entschlusses dem Kaiser eine vive et pénible surprise gemacht habe, darauf, blos die schriftlichen Erwiederungen des Ministers Canning auf die russischer Seits ihm gemachten Mittheilungen neben einander zu stellen, ohne auch nur die dem hier residirenden Botschafter nebenher gegebenen mündlichen Zusicherungen und Erläuterungen zu verwahren. Aus jenen Antworten ist daran erinnert, daß Herr Canning auf den bekannten russischen Plan wegen der künftigen Lage Griechenlands und der den Griechen zu gebenden Garantien erwiedert hat, — daß, soweit es ihm erlaubt sey, seine und der Collegen Meinung auszusprechen, mit welchen er über jene Anträge geredet habe, dieselben sehr zweckmäßig erschienen wären und daß sie eine gute Grundlage abgeben würden, um sich weiter zu besprechen. Mehrere dieser und ähnlicher Äußerungen und zuletzt diese, „daß Herr Bagot nächstens mit Instructionen versehen werden solle, um mit dem kaiserlich russischen Hofe die zweckmäßigsten Mittel, „den Frieden im Orient herzustellen, zu berathen," sind angeführt, und dann wird gesagt, daß das großbritannische Gouvernement auf ein bloßes Schreiben eines unbekannten Officianten einer weder von irgend einem Hofe anerkannten, noch in Griechenland selbst allgemeine Autorität habenden, sogenannten Central-Regierung, welches Schreiben auf eine in den englischen Zeitungen erschienene apocryphe und anonyme Darstellung des russischen oben erwähnten Projects ergangen sey, — sich entschlossen habe, seine Theilnahme an den in St. Petersburg zu eröffnenden Unterhandlungen über die griechischen Angelegenheiten gänzlich zu verweigern. Es sey gar nicht erwiesen, daß die griechische Nation ihre Ansicht über die russischen Vorschläge an den Tag gelegt und daß sie das, was das Schreiben des Herrn Rhodias enthalte, gutgeheißen habe. Das Schreiben selbst sey erst nach drei Monaten befördert worden. Nach diesem Betragen Großbritanniens müsse der Kaiser alle weitere Unterhandlung mit demselben über die Angelegenheiten des Orients als geschlossen (comme fermée) ansehen.

In den aus dieser Erklärung sich an den Tag legenden Dispositionen wird nun den Kaiser die Mittheilung über die Anerkennung der amerikanischen neuen Republiken überraschen! — Der Kaiser setzte einen hohen

Werth darauf, daß diese Anerkennung nicht förmlich geschehen möchte, und man fragt sich mit Recht, wozu sie dienen konnte, es sey denn, daß man auf Kosten der Existenz der bis dahin dem Schein nach bestehenden Verhältnisse Englands zu den Alliirten, der Stimme des Kaufmannsstandes fröhnen wollte?? Der Handel mit Südamerika war im größten Flor, Spanien hatte denselben freigegeben und Niemand sprach mehr gegen die Anstellung von Consuln und Commissarien. Da nun so viel geschehen war, konnte man einen Schritt weiter gehen und sich darauf beschränken, über den von allen Seiten zugestandenen Handel gewisse Verhältnisse und Bedingungen durch Tractate festzustellen. Wozu war aber die Erklärung nöthig oder nützlich, daß jene (noch nicht abgeschlossenen) Tractate zu einem diplomatic Acknowledgment der de facto Gouvernements führen würden? Bald werden wir hören, wie sich die alliirten Höfe nach geschlossener Überlegung mit Rußland gegen England erklären werden? Wir wissen, Gottlob, daß Frankreich keinen Krieg mit England wünscht, — daß Österreich denselben nicht will, daß Preußen ohne Geld keinen Krieg machen kann und daß Rußland allein denselben nicht gegen Großbritannien unternehmen wird. Indessen haben sich alle Verhältnisse so complicirt, es mischt sich so viele Animosität in alle Fragen, die mit revolutionären Gegenständen und mit Handelsinteressen zusammenhängen, daß man für den Ausgang nicht stehen kann. Ich weiß durch lange Erfahrung zu sehr, welchen Einfluß persönliche Rücksichten und persönlicher Einfluß auf das Benehmen der Höfe haben. Gegen England wird man für's Erste in Rußland sehr boudiren. — Lord Strangford, der erst im Junius abreisen will, wird die Harmonie um so weniger befestigen und herstellen, als er ein leidenschaftlicher Türkenfreund ist. Bei diesen Umständen bin ich auf den Gedanken gekommen, ob es nicht rathsam seyn würde, Dörnberg nach St. Petersburg zurückzusenden?? Es kann dies ohne Aufsehen geschehen, da dessen Abwesenheit längst durch seine bekannten Familienverhältnisse entschuldigt, und da noch ganz vor Kurzem gefragt ist, ob er nicht bald zurückkehren werde? Dörnberg ist sehr geliebt in Rußland, und er kann uns vielleicht durch seine militärischen Verbindungen wichtige Aufschlüsse verschaffen.

Ich habe an den beiden letzten Tagen den russischen und österreichischen Botschafter zu Privatunterredungen zum König bestellt. Morgen will ich selbst versuchen, ob ich S. Majestät sehen kann und diese Ange-

legenheit weiter überlegen. Leider haben S. Majestät Gicht im Arm und Knie. Hier und da sagen schon einige Personen, der König wolle das Parlament nicht in Person eröffnen, um nicht die Rede zu halten, welche politische Ansichten darlegen muß, die den seinigen zuwider sind.

Fürst Esterhazy hat mir geschrieben, er wünsche eine längere Conferenz mit mir, um uns über die neuere Stellung der Dinge zu besprechen.

Mein Brief ist schon so lang, daß ich Ihre Geduld nicht weiter auf die Probe stellen, sondern mich Ew. 2c. hiermit ganz gehorsamst empfehlen will 2c.

Putney-Hill, den 4. October 1826.

Eurer 2c. Schreiben habe ich erhalten und danke Ihnen bestens dafür. Über unsere Bundestags-Politik, namentlich in Beziehung auf die Bundesfestungen, erfolgt heute ein Königliches Rescript. Es wird Zeit, daß die größern deutschen Höfe die Augen öffnen und * * * Gang genau beobachten. Gut, wie die Allianz Anfangs war und wirkte, so schien man sich doch, im Gefühl ihrer Unwiderstehbarkeit so zu gefallen, das bloße Wollen nach Convenienz, ohne Rücksicht auf Recht, so bequem zu finden, daß das Resultat zu einer Tyrannei führen könnte, die nicht nur alle Höfe, die nicht zu den allerersten gehören, aufbringen, sondern durch Aufregung der allgemeinen Meinung der gebildeten Welt gegen die Grundsätze der heiligen Allianz, am Ende schädlicher werden dürfte, als der revolutionäre Geist, gegen den man ostensiblement zu kämpfen glaubt, heutzutage für sich allein werden könnte. — Die französische, ganz demagogische Revolution hatte das sonderbare Resultat hervorgebracht, mit Ausnahme der Schweiz, allen Republiken Europas ein Ende zu machen. Jetzt wirkt die Reaction gegen die Tyrannei, die man unterdrückt hat, über ihr Ziel hinaus und drohet aller vernünftigen Freiheit, bei der allein Staaten bestehen können, weil sie allein fähig ist, brauchbare Staatsdiener hervorzubringen und zu erhalten, den Hals umzudrehen. Man erlaubt, den heiligsten Versicherungen zum Hohn, die kleinsten Winkel-Tyranneien. Hessen und Detmold unterdrücken ihre Stände und geben dem Herzoge von Braunschweig sogar ein Beispiel, ein Gleiches zu thun, während der das Londoner Pflaster betritt, anstatt zu regieren. Zum Lohn für diesen Schutz, wie ihn auch Dänemark gegen die holsteinischen Be-

schwerden erlangt hat, will man den unbedingten Gehorsam, den man auch durch Hoffnung der Erleichterung an den Bundes-Militärlasten und durch Schrecken der Gesandten, auf deren Abberufung man dringt, wenn sie nicht zu Allem ja sagen, bewirkt!! Merkwürdig ist es, daß man dies System auch außerhalb Deutschlands auszubreiten anfängt, wie die verlangte Abberufung des Grafen Dernath beweiset. An Pozzo di Borgo's Sturz hat *** sein Heil seit Jahren vergebens versucht, und es dürfte die Feindschaft dieses mit mehr Talent und mehr Kraft begabten, obwohl weniger wirksam gestellten Mannes, am Ende *** Einfluß in Rußland und in Frankreich mehr schaden, als er glaubt, zumal da diese beiden Höfe in einem unbequemen Verhältniß zur Allianz stehen; — Rußland wegen der griechischen Sache, bei der es, um der Allianz anzuhängen, die Gefühle der ganzen Nation gereizt und das Opfer seines eigenen Interesse gebracht hat, während es jetzt deutlich sehen muß, daß Mißtrauen gegen Rußland *** mehr als andere Rücksichten geleitet hat. — Frankreich kommt auf der andern Seite in's Gedränge, da es der Aufrechterhaltung der Theorie der alliirten Höfe das Interesse seiner Industrie und seines Handels opfern muß, indem es die neuen Staaten in Amerika nicht anerkennt und dennoch auf der anderen Seite für das, was es in Hayti gethan hat, angefeindet wird. Am schwierigsten wird die Rolle Villèle's in Spanien. Dort kabalirt der Clerus gegen den König und gegen die gemäßigteren Gesinnungen, die Zea, nach dem Wunsch der Allianz geltend zu machen sucht und er stehet als Minister eines priest bitten King, zwischen dem Wunsch, einen König zu halten, der selbst die Fundamente seines Thrones stets verdirbt und den Pfaffen, welche Inquisition und Scheiterhaufen durch einen fanatischen Pöbel fördern lassen und die den Bruder zum Verräther an seinem Bruder und König machen wollen.

Unter den größern politischen Negociationen ist Ew. ꝛc. die schwedische Angelegenheit bekannt. Das russische Ultimatum, welches Sie ex. s. kennen, ist dem Könige sehr aufgefallen.

Jetzt hat es Canning, den ich vielleicht noch heute sehen werde. Es amusirt mich, daß Bernadotte endlich seinem Freunde Alexander den cloven foot zeigt, den er bei so vielen Gelegenheiten nicht hat sehen wollen.

Sir Charles Stuarts Negociation in Brasilien gehet gut von Stat-

ten. Don Pedro hat in der ersten Conferenz seinen Vater nicht als Kaiser von Brasilien anerkennen wollen, obgleich dieser ihm das Kaiserthum abtreten sollte. Er wollte von der Nation gewählter oder bloß Dei Gratia Kaiser seyn. Man hat ihn jedoch aufmerksam darauf gemacht, daß diese assumirten oder vom Willen Anderer derivirten, nicht eigentlich legitimen Rechte ihm auch eben so nach Belieben genommen als gegeben werden könnten. Auf ähnliche Weise hat man dem Einwand begegnet, den er dahin gemacht hat: daß künftig die Kronen von Brasilien und Portugal nie auf einem Haupte vereinigt seyn sollten. Das sollte freilich nach Don Pedro's Wunsch erst nach seinem (Don Pedro's) Tode Rechtens seyn, man hat ihm aber gezeigt, daß Don Miguel dann wohl schon nach des Vaters Tode Ansprüche erheben könnte.

Leider hat sich bei dieser Negociation bestätigt, was man argwöhnte, daß Frankreich, obwohl mit den hiesigen Instructionen einverstanden, heimlich Emissaire nach Rio gesandt hat, um selbst die Rolle zu spielen, die England genommen hat. Don Pedro hat dies selbst an Stuart gesagt. Dieser hat den Emissair (nicht den avouirten französischen diplomatischen Agenten) dessen Namen mir eben nicht beifällt, zur Rede gestellt, dieser hat aber versichert, daß er ohne Auftrag nur proprio motu negociirt habe.

Ein ähnliches Benehmen ergiebt sich in Griechenland. Die hieher gesandten Deputirten haben erklärt, man sehe, daß man ohne einen König nicht fertig werde, und deshalb einen englischen Prinzen zum Könige zu haben wünsche. Die Wahl sey auf den Herzog von Sussex gefallen. Als hiergegen Bedenken geäußert sind, haben die Deputirten den Herzog von Coburg (Leopold) als deutschen Prinzen begehrt!! Canning hat erwiedert, daß England in ihrem Kampf gegen die Pforte streng neutral bleiben werde, sie aber zugleich fragen müsse, ob die Griechen nicht eben jetzt ähnliche Anträge wie hier, an Frankreich gemacht hätten, namentlich den Duc de Nemours, Sohn des Herzogs von Orleans zum Könige zu erhalten? Dies haben sie nicht geleugnet, und nur als Wirkung und Verschiedenheit der Ansichten und Partheien in Griechenland dargestellt. Mißlich bleibt die hiesige Antwort in Ansehung der Wirkung, die sie auf das Publikum machen wird, welches zum großen Theil sich für die Griechen interessirt; doch wiegen 12 Millionen, die der levantische Handel beschäftiget, das Interesse auf.

Für Heute mag es genug seyn mit meinem politischen Geschwätz.

Putney-Hill, 11. Octbr. 1825.

Mein Schreiben vom 4. dieses hat Ew. rc. von der Lage der griechischen Angelegenheit und von der brasilischen Negociation unterrichtet. Gestern habe ich mit des Ministers Canning Erlaubniß mir dessen Depechen von Sir St. Wellesley in Wien über diesen Gegenstand vorlegen lassen, aus welchen ich nur Einiges bemerken will.

Es erhellt aus denselben, daß Fürst Metternich sich über das Benehmen der jonischen und englischen Befehlshaber, als den Griechen zu günstig, beklagt habe, und daß Er auch Auskunft wegen der angetragenen Schutzherrschaft über Griechenland zu haben gewünscht. Das Schicksal dieser Verwendung kennen Ew. rc. Daß der Antrag von hier aus nicht veranlaßt sey, erhellt daraus, daß Capitain Hamilton es nicht einmal hat übernehmen wollen, denselben zu befördern. Besondere Wichtigkeit hat Fürst Metternich noch auf die angedrohte Expedition unter Lord Cochrane gegen die Türken gelegt. Hierüber nun sagt Canning im Allgemeinen: England habe keine officiellen Mittheilungen über die griechischen Angelegenheiten als durch Sir St. Wellesley erhalten. Der russische Botschafter habe dergleichen nie gemacht, seit England abgelehnt habe, an den Conferenzen über Griechenland Theil zu nehmen, — eine Weigerung, wodurch es sich jetzt in einer weit günstigeren Lage zu Rußland, selbst als Österreich befinde.

Frankreich habe in dieser Sache a double game gespielt. Französische Offiziere hätten den Pascha von Egypten in den Stand gesetzt das Heer zu bilden, mit dem Er in der Morea fechte. Auf der andern Seite habe die französische philhellenische Gesellschaft die Griechen zum Widerstand gegen die Türken angefeuert und den Antrag der griechischen Krone für einen französischen Prinzen so wie die bekannte Protestation gegen den England angetragenen Schutz veranlaßt. In jener philhellenischen Gesellschaft befinden sich Mitglieder, die ohne Connivenz des Gouvernements nicht darin seyn könnten, namentlich Personen aus der unmittelbaren Umgebung des Königs von Frankreich.

Die Verschiedenheit der Ansichten in Wien von der hiesigen rühre von der Verschiedenheit des Standpunkts her, auf welchem Österreich und England sich befinden. In Wien sähe man die Griechen als bloße Rebellen an, deren Schicksal unter der Geißel einer tyrannischen Regierung man

allenfalls durch fromme Wünsche mildern möchte. — Hier spreche sich wie allerwärts ein lebhaftes Gefühl für ein unterdrücktes Volk aus, das sich gegen Tyrannei auflehne und die Regierung des freien Englands könne nicht weiter gehen, als strenge Neutralität zu beobachten und in diesem Sinn, Griechen und Türken als Belligerents zu behandeln. In diesem Sinn hätten die englischen Autoritäten in den jonischen Inseln und auf der See gehandelt. Sie hätten den Türken nicht Griechen ausliefern können, aber auch ihren eigenen Unterthanen den Handel mit Kriegsbedürfnissen und Brechung erklärter Blocaden nicht verstatten dürfen. Capitain Hamilton habe mit Strenge gegen griechische Eingriffe gehandelt, vielleicht zuweilen zu strenge gegen die Griechen. Die Klagen von beiden Seiten über Partheilichkeit zeigten vielleicht am unwiderleglichsten, wie bestimmt man sich an die Neutralität gehalten habe. — Die bekannten Plane des Lord Cochrane wären von der Art, daß man sie hier desapprobiren, aber nicht so leicht verhindern könne, wie das in Österreich geschehen möchte. Die englische Gesetzgebung sey retrospectiv nicht prospectiv. Nicht Absicht könne man strafen, sondern nur die That, und die erstere könne notorisch seyn, ohne Data zu liefern, auf welche ein hiesiger Gerichtshof condemniren würde, zumal bei dem allgemeinen Gefühl für die Griechen. Die erlassene Proclamation, die ich anschließe, die Sie aber schon kennen, zeige, was das Gouvernement gethan habe, um Brüche der Neutralität zu hindern.

In einem Fall sey eine Mittheilung Rußlands über türkische Angelegenheiten gekommen, nämlich eine Auseinandersetzung des Grafen Nesselrode vom März-Monate, welche zeigen solle, warum Ribaupierre nicht nach Constantinopel gehe. In dieser Schrift solle angezeigt werden, daß die von Lord Strangford geführte Negociation fehlgeschlagen habe. Er, Hr. Canning habe geglaubt, daß selbige über alle Punkte genügend ausgefallen sey. — Lord Strangford habe eben eine Arbeit beendigt, die das beweise. — Man wolle sie aber noch mit den Berichten jener Zeit, die vor Cannings Administration falle, vergleichen und die verschobene Antwort abfassen.

Wegen Brasilien wird besonders darauf aufmerksam gemacht, wie wenig Frankreich dem Vertrauen entsprochen habe, welches Fürst Metternich in Paris für selbige Macht in Anspruch genommen habe. Das Benehmen des österreichischen Gesandten Marschall in Rio de Janeiro ist

durch Sir Charles Stuart sehr gelobt und wird deshalb dem Kaiser von Österreich sehr empfohlen.

Ich kann die Kälte, die diese Angelegenheiten in die Verhältnisse mit Frankreich bringen müssen, nicht anders als bedauern, zumal da die mit Rußland nicht viel herzlicher seyn dürften, indem man hier diese Macht anklagt, daß sie alle andern, außer England und Österreich tyrannisire.

Sonderbar ist es, daß Schweden erst jetzt die erste Mittheilung über seine Schiff-Verkaufs-Angelegenheit gemacht hat, die aber nur bis zu der an Rußland gemachten Proposition geht. In St. Petersburg hat man dagegen den Verdacht gehegt, als handle Schweden auf hiesige Instigation und habe deshalb ungeschickter Weise einen Courier in Finland arretiren lassen. England hat im Gegentheil die andern Staaten in Beziehung auf Süd-Amerika stets gewarnt, dem Beispiele Englands nicht zu eilig zu folgen, da über kurz oder lang alle Höfe die Anerkennung der neuen Staaten doch verfügen würden.

Über des Herzogs von Cumberland Ankunft in England weiß ich noch nichts Bestimmtes. Vor acht Tagen ward er erwartet. Der Herzog von Braunschweig ist nach seinem Wunsche General-Major in der englischen Armee geworden. Ich ɪc.

Putney-Hill, 1. Novbr. 1825.

Ew. Excellenz muß ich heute hauptsächlich von den griechischen Angelegenheiten unterhalten, weil sie jetzt auf die Verhältnisse Europas den größten Einfluß haben. Die Agonie Spaniens dauert schon lange. Man ist es gewohnt, diesen ehemals so mächtigen Staat in einem Zustande der Auflösung zu sehen, ohne ganz zusammen zu fallen, und so mögen denn die Convulsionen noch verschoben bleiben, die das völlige Verschwinden Spaniens aus der Reihe selbstständiger Reiche veranlassen dürften. Die Freiheit seiner Colonien wird ihren Gang gehen, ohne etwas weiter als Wortstreit über die Theorien der Alliirten hervorzubringen, die ihren neuen Satz: Est, quia fuit, auf Alles, was sie als legitim erkennen, mithin auch auf die verlorenen spanischen Colonien ausdehnen möchten. Sie haben keine Macht, die entgegengesetzte Ansicht Englands durch die Waffen zu bekriegen. Sie halten nur andere Staaten ab, vom Handel mit der neuen Welt Gewinn zu ziehen und werfen diesen Handel in die Hand der

Engländer und Nord-Amerikaner. Die kleinen Mächte werden indessen von der Allianz gehudelt. Schweden würde sich einem Kriege ausgesetzt haben, wenn es seinen allerdings nicht zu billigenden Verkauf von Kriegsschiffen, die es für die Columbier bewaffnet, nicht aufgegeben hätte. Ich glaube, daß ich Ew. rc. schon neulich geschrieben habe, daß der schwedische Hof sich über diese Sache nie den Rath Englands erbeten habe. Herr Canning versichert mich, allen andern Höfen gerathen zu haben, in ihrer Anerkennung der neuen amerikanischen Staaten und ihrem Benehmen gegen dieselben, dem Beispiele Englands nicht zu schnell zu folgen. Erst nach dem entscheidenden Schritt, den der russische Hof durch den General Suchteln in Christiania hat thun lassen, hat der schwedische Hof sich an den englischen Gesandten, Lord Blomfield, gewandt, um sich von der Ansicht Englands bei diesem Streite zu versichern. Ich habe die Instructionen gelesen, die von hier an denselben ergangen sind. Sie sagen, daß, da der König erst jetzt von einem Streite unterrichtet werde, der nun beigelegt zu seyn schiene, so solle Lord Blomfield es vermeiden, eine bestimmte Ansicht oder Entscheidung in einer Sache zu geben, die zwischen zwei Bundesgenossen Englands eine momentane Spannung erregt habe. Wie England die Frage der Einmischung in fremde Händel in Beziehung auf Neutralität beurtheile, ergebe dessen vor kurzer Zeit erlassene königliche Proclamation, die es untersage, einem der kriegführenden Theile Beistand der Art, wie hier beabsichtigt gewesen, zu leisten. — Man wolle indessen nicht entscheiden, ob es der Neutralität nicht auch gemäß seyn könne, beiden Theilen auf gleiche Weise Hülfe zu geben? (wie es durch den Verkauf und das frühere Anerbieten der Schiffe an Spanien geschehen ist). —

Was endlich die in Paris verbreiteten Gerüchte betrifft, daß die Negociation des Sir C. Stuart in Brasilien keinen erwünschten Ausgang haben werde, so war, bis vor wenigen Tagen, hier kein Grund, an dem Gelingen derselben zu zweifeln.

Diesemnach bleiben die Unruhen im Orient die, welche sich am leichtesten in Europa weiter verbreiten könnten, allen Nachtheil nicht zu erwähnen, der daraus entsteht, daß fast alle Völker mit ihren Regierungen größtentheils mit Unrecht, im Stillen unzufrieden sind, weil sie zum Besten der Griechen nichts thun. Hier würde sich dieses Gefühl am lebhaftesten äußern, wenn nicht bei ausbrechendem Kriege der levantische Handel Gefahr laufen würde. Jenes Gefühl und diese Rücksicht machen diese Sache für

das großbritannische Ministerium besonders wichtig, auch abgesehen von der Gefahr, die für Europa aus dem Ausbruche eines Krieges entstehen könnte und von der Irritation, die einige Höfe darüber fühlen, daß man hier die Griechen nicht als bloße Rebellen und Seeräuber behandelt, oder daß man an einer Mediation, die, wie sie beabsichtigt war, zu nichts führen konnte, keinen Theil nehmen wollen.

Herr Canning hat gestern die Güte gehabt, mir das Resumé seiner Unterredung mit den hierher gesandten Deputirten sowohl als seine über die Angelegenheit des Orients dem neuen Botschafter Stratford-Canning ertheilten Instructionen vorlegen zu lassen. Ich fange mit der Unterredung mit den griechischen Deputirten an.

Herr Canning frug zuerst diese Deputirten: ob sie die bekannt gewordene Proclamation, wodurch sich Griechenland unter den Schutz Großbritanniens stellen zu wollen erkläre, mit sich brächten; ob dieselbe das Werk der Regierung, oder einzelner Personen sey; ob Maurocordato selbige officiell oder als Privatmann unterschrieben habe und endlich, ob die Proclamation bloß den Wunsch der Einwohner von Morea oder auch der griechischen Inseln ausdrücke?

Auf diese Fragen erwiederten sie, daß sie nicht die Überbringer jener Acte wären, die dem Admiral Miaulis zu diesem Zweck anvertraut sey, — daß dieses Document den Wunsch der ganzen griechischen Nation ausdrücke, wenngleich die Unterschriften nur von einflußreichen Personen in ihrer Privateigenschaft erfolgt seyen.

Herr Canning erwiederte hierauf: daß er sich verpflichtet halte, die Ansicht des hiesigen Gouvernements den Griechen ohne Rückhalt und bestimmt darzulegen; daß Großbritannien die Beobachtung einer strengen Neutralität in ihrem Kampfe gegen die Pforte von Anfang an erklärt habe und dabei beharren müsse; daß, in diesem Sinne handelnd, Großbritannien eine Schutzherrschaft über Griechenland ablehnen müsse, weil England durch allgemeine Verträge mit den europäischen Mächten und mit der Pforte selbst gebunden sey. Die Grundlage der erstern sey: daß kein Staat sich auf Unkosten anderer vergrößern dürfe. Auf die Tractaten mit der Pforte stütze sich der levantische Handel, und England sey den Türken das Zeugniß schuldig, daß sie ihre Verpflichtungen treu erfüllt hätten. Auf der andern Seite würden die Griechen nicht verkennen, daß Großbritannien mehr als Andere für sie gethan habe, indem es ihnen die Rechte kriegfüh-

render Nationen einräume. Die Griechen ständen sich im Grunde bei diesem Verfahren besser, als bei einer Erklärung für ihre Sache. Diese würde ohnfehlbar einen Krieg herbeiführen, der allgemein werden dürfte, und Complicationen, bei welchen das Interesse der Griechen leicht hintangesetzt werden könnte! — Der Schritt, den sie jetzt genommen hätten, würde sogar England veranlassen müssen, durch eine öffentliche Proclamation seine Ansicht und Handlungsweise bekannt zu machen. In Ansehung dieses Punktes baten die Deputirten inständig, daß in diesem Document ausgedrückt werden möge, daß man sie als kriegführende Macht anerkenne, damit sie sich im Falle eines entgegengesetzten Betragens einiger Kreuzer darauf berufen möchten.

Die Deputirten kamen nunmehr auf den Punkt ihrer künftigen Existenz und äußerten, daß die Art, wie sie von andern Staaten behandelt würden und ihre innern Verwirrungen es unumgänglich nöthig machen, einen König zu erwählen. Daß sie dazu am liebsten einen englischen Prinzen, allenfalls den Herzog von Sussex oder den Prinzen Leopold erwählen würden; sie frügen daher hiemit an: wie England hierüber denke?

Herr Canning erwiederte: daß die Antwort sich aus dem Obigen ergebe; daß der König keinem englischen Prinzen verstatten könne, die Krone anzunehmen. Die Deputirten glaubten, daß dies den Prinzen Leopold nicht hindern könne, es zu thun. — Herr Canning vermeinte aber, daß seine Verhältnisse zu England von der Art wären, daß Se. K. H. sie nicht für die griechischen Anerbietungen aufgeben würde. Die griechischen Deputirten fuhren dann fort: es würde unvermeidlich seyn, daß die Deputirten der griechischen Stämme sich im kommenden Winter vereinigen und zu einer Königswahl schreiten würden. Sie frügen nun, ob, wenn England ihnen Niemand zu dieser Würde empfehlen wolle, man es den Griechen übel nehmen würde, wenn sie einem Prinzen aus einem andern Hause die Krone antrügen? Herr Canning sagte: nicht den Griechen; es werde dies aber eine Frage zwischen Großbritannien und dem Hause werden, welches die Wahl annehmen sollte. Im Laufe des Gesprächs habe Herr Canning geäußert, daß das Schicksal der Griechen England nicht gleichgültig sey und daß es gern versuchen würde, diesem Volke eine bessere Zukunft zu bereiten, nur vorbehältlich einer nicht gänzlichen Trennung von der türkischen Oberherrschaft. Dieses lehnten

die Deputirten auf das Bestimmteste ab und versicherten: alle Griechen würden den Untergang einer Unterwerfung vorziehen.

Die Proclamation, welche nach dieser Conferenz erlassen ist, ist Ew. ꝛc. von mir mitgetheilt worden.

Bei den Instructionen für den englischen Botschafter Stratford-Canning ist dieselbe, sowohl als das Resumé dieser Conferenz angelegt.

Die Instruction sagt: er, Stratford-Canning, werde den Divan gegen England eingenommen finden, theils wegen der langen Abwesenheit eines Botschafters, die von rivalisirenden Nationen benutzt sey, um solche Eindrücke gegen Großbritannien hervorzubringen, theils selbst wegen der beobachteten Neutralität im Kampfe der Pforte mit den Griechen. Der Botschafter möge mit dem Reis-Effendi hierüber ganz offen reden und ihm sagen, daß Lord Strangfords Posten nicht früher besetzt sey, weil nach Beendigung der zu Beilegung des Streites der Pforte mit Rußland geführten Negociation, die der hiesigen Ansicht nach ihren Zweck fast in allen Punkten erreicht habe, es nicht dienlich geschienen hätte, einem Nachfolger des Lord Strangford dieselbe Bürde wieder aufzulegen, der dieser sich unterzogen habe, nachdem der russische Hof seinen Zusagen nicht nachgekommen sey, (dies gilt vermuthlich für die Nichtabsendung eines Botschafters) besonders habe England es vermeiden wollen, einen Repräsentanten in Constantinopel zu haben, während die Mediation der Allürten wegen der griechischen Händel daselbst verhandelt worden. England habe bekanntlich an derselben keinen Theil nehmen können und doch vermeiden wollen, daß man das Fehlschlagen der Mediation nicht dessen Einfluß und Rath zuschreiben möge. Der Botschafter möge sich auf das Freundschaftlichste mit den übrigen Allürten benehmen, aber dem Reis-Effendi zu beurtheilen überlassen, ob die Einmischung französischer Offiziere bei der Organisation der egyptischen Armee den bloßen Zweck gehabt habe, dieselbe für die Eroberung Griechenlands geschickt, oder etwa um den Pascha von Egypten unabhängig von der Pforte zu machen? Auch die Bemühungen des französischen Generals Roche, einen Prinzen von Orleans zum Könige von Griechenland wählen zu wollen, (welches, wie ich zu sagen oben vergaß, die griechischen Deputirten einräumen) wurden hier geltend gemacht.

Wegen Englands Neutralität soll Stratford-Canning erklären, daß England dadurch, daß es die Griechen als kriegführende Macht er-

kenne und ihr die Rechte des Krieges einräume, sich keineswegs für ihre Independenz von der Pforte erkläre. Im Gegentheile, England wolle sich keine Einmischung in die innern Angelegenheiten des ottomanischen Reichs erlauben und dürfe sich daher über dessen Streit mit seinen Provinzen keine Entscheidung beilegen. Es würde aber zu viel prätendirt seyn, zu verlangen, daß auswärtige Mächte bei jedem Streite der Art sich unbedingt für die Seite der Regierung und gegen die abfallende Provinz erklären und solchemnach die Neutralität unmöglich machen sollten. Das könne dem Interesse eines Staats sehr zuwider laufen und ein solches Betragen würde keine Wahl lassen, die Griechen als bloße Seeräuber zu betrachten und zu behandeln. Dies würde sie aber zu Repressalien nöthigen und die Gräuel des Krieges vermehren und verbreiten, welche es doch besser wäre zu beschränken. — Die Pforte möge nicht aus den Augen lassen, daß England mit seinen Alliirten sich bemüht habe, Rußland vom Kriege gegen die Pforte abzuhalten, daß aber der Sinn des russischen Volks sehr für die Griechen sich ausspreche, ein Gefühl, welches fast allgemein in der alten und neuen Welt werde. Je näher die Pforte zu der Unterwerfung der Griechen durch Siege komme, je lebhafter werde dies Gefühl werden, und selbst die amerikanischen Freistaaten dürfen in dieser Rücksicht nicht übersehen werden. Unter solchen Umständen gebe England der Pforte zu bedenken, ob es ihr nicht heilsam seyn werde, von ihren Forderungen nachzugeben und Griechenland vielleicht in ein dem Verhältnisse der Fürstenthümer ähnliches versetzen zu lassen? Daß Großbritannien sehr gern anbiete, eine Mediation zu übernehmen, ohnerachtet es die gemeinschaftliche mit andern Höfen aus bekannten Gründen abgelehnt habe. Daß England in dieser Rücksicht völlig von Verbindlichkeiten frei dastehe und daß der Divan nicht zu besorgen habe, daß man seine allenfallsigen Eröffnungen andern Höfen gegen seinen Wunsch mittheilen würde.

In dem Schreiben, womit Herr Canning Hern Planta aufgetragen hatte, mitzutheilen, war bemerkt, daß dem russischen Botschafter nichts bekannt gemacht sey von dem Punkt der Verhandlungen der sich auf die Wahl eines Königs von Griechenland bezieht.

Putney-Hill 15. Nov. 1825.

Die fehlenden Posten sind bis zu der vom 8. dieses gestern und vorgestern eingegangen.

Ew. ꝛc. danke ich für Ihre interessanten Briefe vom 25. und 28. October und 4. und 8. Novbr. No. 49 bis 52 incls.

Auch ich hatte meine Freude über die S. Depesche von Wien, welche das Gelingen der Forderung des österreichischen Internuntius bei der Pforte wegen Herstellung des auf Tractaten begründeten Zustandes in der Moldau und Walachei rühmt. Freilich bezweifelte ich gleich, daß die Sprache so categorisch gewesen sey, als man es dem Verfasser der Depesche erzählt hat. Ob man für oder gegen die Pforte im Fall eines Bruchs sich erklären würde, dürfte wohl von andern leicht zu errathenden Combinationen mehr als von deren Antwort auf jene Note des Internuntius abhängen? Diese Note zeigt nur, wie dringend die Streitfrage zu Erhaltung der Ruhe wird? Das Erklären gegen die Pforte würde übrigens eintreten, wenn man es für weise halten sollte, die Rolle des Pudels zu übernehmen, welcher mitfraß, als er den Brotkorb nicht länger schützen konnte.

Ew. ꝛc. wissen, daß ich mir nie recht erklären konnte, warum und wie der russische Hof anfangs so sehr mit dem Benehmen des Lord Strangford in Constantinopel zufrieden seyn und nachher so sehr über denselben klagen konnte, ja wie Herr Canning so oft gegen Rußland sagte, daß Lord Strangford den beabsichtigten Zweck Rußlands erreicht habe, und diese Macht ihren eingegangenen Verbindlichkeiten wegen Herstellung der Ambassade nicht nachgekommen sey.

Jetzt kann ich das Ganze erklären, nachdem ich gestern darüber eine Unterredung mit dem russischen Botschafter hatte. Dieser schreibt die günstige Antwort des Divans lediglich der Anwesenheit des K. Alexanders auf der türkischen Grenze zu und findet in derselben dennoch nur leere Worte. — — Der Hauptstein des Anstoßes bei der Frage ist, daß in den Fürstenthümern nicht die Hospodaren, sondern türkische Truppen-Befehlshaber commandiren. Was verspricht jetzt die Pforte? Sie will diese Truppen-Befehlshaber zurückrufen, NB. und geringere Offiziere an deren Statt senden, die keine Ombrage geben können. Dasselbe hatte die Pforte schon früher dem Lord Strangford zugesagt und dieser hatte durch die

Versicherung, daß die Pforte die Tractaten in Ausübung bringen wollte, Rußland vermocht, einen Geschäftsträger zu senden und die Rückkehr einer Botschaft zuzusagen. Nach jenen Tractaten soll indessen der Hospodar und nicht ein Türke in den Fürstenthümern befehlen. — Auf den Rang dieses Türken kommt es nicht an, denn der geringste Muselmann siehet den vornehmsten Griechen nur für einen Hund an. — Um sich aus der entstandenen Verlegenheit zu ziehen, sagt Lord Strangford, der für Wahrheitsliebe nicht berühmt ist: „Er habe jene Tractaten zwischen Rußland und der Pforte nicht gekannt.“

Graf Lieven hat auf den Grund dieser Verhältnisse Herrn Canning vorgestellt, wie er einsehen müsse, daß die Pforte nur damit umgehe, Rußland hinzuhalten und einen Zustand dauren zu machen, der für den Handel der südlichen Provinzen des Reichs unerträglich werde. Graf Lieven klagt bitter über das Benehmen der Alliirten Rußlands bei dieser Sache und bemerkt besonders, warum Österreich, wenn es der Wirkung seiner energischen Sprache so großen Werth beilege, erst nach Verlauf von vier Jahren so rede? — — — — — — — — — — —

Ist die Nachricht wahr, daß Österreich, wie Merveldt schreibt, sechszig Millionen Gulden aufleihen will, so geschieht es wegen der Möglichkeit eines Krieges. Dabei würde aber die Verwicklung in Ungarn sehr bedenklich werden, denn mehrere Millionen altgläubiger Griechen in Ungarn betrachten den russischen Kaiser, nicht nur als das Haupt ihrer Kirche, sondern auch in verschiedenen andern Beziehungen. Auch der Slavismus, der in Österreich jedes andere Princip überwiegt, hat die österreichische Hohe Polizei auf gar sonderbare Spuren in Böhmen geführt, trotz der Heiligen Allianz und des Krüdener'schen Evangeliums.

Was Ew. rc. über Merveldts Raisonnement über die Öffentlichkeit der Sitzungen in Beziehung auf Preßfreiheit sagen, dem stimme ich völlig bei. — Seine Briefe zeigen einen geschickten Ausforscher und diplomatisches Talent.

Hortado hat allen fremden Ministern nach gehabter Audienz Visite gemacht. Das Corps diplomatique will sie nicht erwiedern. Was ich thun soll, darüber will ich erst am Sonntage mit dem König reden. — Bei denen, so sie nicht früher kannten, hat die Note, welche der Minister Canning dem spanischen Gesandten über die Anerkennung der spanischen Staaten in Amerika übergeben hat, großes Aufsehen erregt. Nachdem

diese Note aus spanisch Amerika nach Bremen gerathen und aus dem Deutschen wieder in's Englische versetzt und verstümmelt war, hat man hier doch endlich geglaubt, den wahren Inhalt bekannt machen zu müssen.

Das Fallen der Stocks hier und überall soll nur merkantilischen Verhältnissen zuzuschreiben seyn. Sollte nicht Griechenland, Spanien und der ungarische Landtag auch Einfluß darauf haben? — — — — —
— — — — — — — — — — — — — — — — — — — —

Gestern sah ich den neuen Gesandten der amerikanischen Staaten Rufus King. — Ich erinnerte ihn an die Antwort auf meine, seinem Vorgänger gegebene Note wegen der Hannöverschen Schifffahrt.

Ich habe die Ehre rc. Ew. rc.

E. G. Münster.

Der Gesandte Graf Hardenberg an den Grafen Münster.

Wien, den 14. Decbr. 1826.

Werthester Herr College! — Tausend Dank für Ihr freundschaftliches und zugleich so ehrenvolles Andenken, welches ich aus Ihren mir von dem Grafen von Merfeldt mitgetheilten Depeschen ersehen habe. — Ich unterschreibe zwar in totum deren Inhalt, nur möchte ich in Betreff des zwischen dem Fürst Metternich und dem Hrn. Canning obwaltenden Verhältnisses, welches unstreitig zutraulich seyn sollte, die Schuld nicht so ganz dem Ersteren beimessen. Erinnern Sie Sich nur, wie wenig Vertrauen Canning bei dem Antritt seines Ministerii, selbst noch höheren Personen als Fürst Metternich, einflößte und Sie werden Letzteren weniger streng zu beurtheilen geneigt seyn. Darinnen hätte dieser aber freilich Unrecht, wenn jene ersten Eindrücke noch jetzt fortwirkten, wenngleich der englische Minister offener handelt. — Die griechischen Angelegenheiten betreffend, so mögen wohl diese hauptsächlich Schuld daran seyn, daß der hiesige Hof alles Übrige jetzt weniger als sonst beachtet, und wahr ist es, daß er auch mehr dabei interessirt ist als andere, die nur commerzielle Rücksichten dabei haben; wohingegen Österreich, seiner geographischen Lage nach, die Pforte sowohl als Rußland, das ihm auch seiner Religionsverbindungen mit Griechenland wegen gefährlich werden kann, schärfer beobachten muß als andere Mächte. Hieraus werden Sie Sich leicht erklären, warum der hiesige Hof, das hiesige Publikum und die hiesigen Zeitungen, den anderer Orten geäußerten Enthusiasmus für die Hellenen nie ge-

theilt haben. — Was Sie über das Benehmen des Mr. Heers in der Rheinschiffahrt sagen, ist mir aus der Seele geschrieben, und schon lange habe ich mich gewundert, daß die übrigen Mächte nicht auf den Vollzug der 1814 geschlossenen Tractate mit mehrerem Nachdruck gedrungen haben? — Mit Recht, lieber Herr College, eifern Sie über den hier herrschenden Absolutismus. Der Grund dieses Glaubens liegt zuerst in dem Kaiser selbst, der, obgleich wahrhaft und gerecht, wo er und nicht seine Minister entscheiden, in diesen Grundsätzen erzogen und aufgewachsen ist, demnächst an des Kanzlers Stelle, die der Fürst Metternich bekleidet, und die er augenblicklich verlieren würde, wenn er, wie ich ihm wohl die Neigung dazu zutraue (??!) liberalere Grundsätze äußern wollte (!!?). Endlich liegt der Grund zu diesem Absolutismus in den Umgebungen des F. Metternich — Gentz, der überhaupt sehr leidenschaftlich ist und in großem Credit bei Fürst Metternich stehet, der für ihn alle Zeitungen extrahiret, den „österreichischen Beobachter" — religiret und Pilat, der ihn redigirt, sind die eifrigsten Absolutisten, die ich kenne.

Zuletzt noch ein Wort über die Bundesangelegenheiten.

Fürst Metternich hat sich zwar, wie ich höre, vorgenommen, Ihre Depeschen sowohl in dieser Sache als Ihre übrigen Vorwürfe zu widerlegen, allein ich glaube, es wird Alles wieder darauf hinausgehen, *si fecisti, nega.* — Eigentlich hat Fürst Metternich, durch überhäufte Geschäfte zerstreut, sich wohl ein wenig zu weit auf **** verlassen. Dieser aber ist der stolzeste und ärgste Despot in der Monarchie — und Fürst Metternich, jetzt weniger accessible als sonst und daher auch weniger gewarnet als ehedem, mag ihm und Gentz (die ein Leib und eine Seele sind) zu freies Spiel gelassen haben.

Ihre Warnung kann demnach nur wohlthätig wirken.

Legen Sie mich, wenn es schicklich ist, Seiner Majestät, die Gott lange erhalten möge, zu Füßen, empfehlen Sie mich Ihrer Frau Gemahlinn angelegentlichst und halten Sie in freundschaftlichem Andenken

Ihren aufrichtigen Freund und Diener

Hardenberg.

Putney-Hill, den 22. Dec. 1826.

Ew. etc. habe ich mit der Dienstags-Post nicht geschrieben; meine politischen Mittheilungen waren von der Art, daß ich sie in ein Collegialschreiben verfassen mußte. — Die übersandte Circularnote des Herrn Canning kann weniger zu Bemerkungen Veranlassung geben, als dessen Rede zu Vertheidigung der königlichen Botschaft im Parlament es gethan hat. Besonders ist von der österreichischen Botschaft das aufgenommen worden, was über einen künftigen Krieg und über die Äußerung vorgekommen, daß daraus ein politischer Glaubenskrieg entstehen könne, der Alle die unter Englands Fahnen vereinigen würde, die aus ihrem Vaterlande wegen politischer Meinungen entfernt lebten. Ist das etwas Anderes als was ich in meiner Depesche vom 14. Novbr. an Graf Mervelдt auf F. Metternichs Angriffe gegen die Politik Großbritanniens gesagt habe? Die Übertreibungen jesuitischer und despotischer Ultras werden es dahin bringen, daß sie England in dem Lichte zeigen werden, als fechte es für die liberale Parthei. Dies ist in Portugal schon der Fall. In der ganzen bigotten Halbinsel treibt der Priesterstand, der einzige, den gemeinschaftliches Interesse zu gemeinschaftlichem und in seinem Sinn consequentem Handeln treibt, den Pöbel an gegen Veränderungen sich zu erklären, die seinen Vorrechten und Besitzungen schaden. Der wahre Schlüssel zu dem, was gegen Portugal unternommen wird, ist dieser, daß in Spanien sowohl als, obwohl in geringerem Maße, in Frankreich, zwei Regierungen sind, der Junta apostoliqua im Erstern, der Jesuiten im Letztern. Diese haben geglaubt, daß wenn sie auf irgend eine Art die portugiesische Verfassung umwerfen könnten, ehe England Truppen dahin gesandt haben würde, diese letzte Macht, ihrer Versicherung treu, daß sie sich in die innern Angelegenheiten Portugals nicht mischen werde, den Absolutisten in Lissabon freies Spiel lassen würde. Wie weit diese Partheiwuth treibt, davon zeugt ihre Proclamirung des Don Miguel zum Re assoluto. Ist Don Miguel weniger Usurpator als ein ganz fremder Abenteurer seyn würde, weil er dem Throne näher stehet? und läßt es sich begreifen, daß Royalisten ein solches Unternehmen begünstigen? England konnte nicht anders handeln als es gethan. In Frankreich selbst hat Villèle durch diesen entscheidenden Schritt die Oberhand über die Parthei behalten, die es wagen durfte, den Marquis de Moustier

zu seinem instructionswidrigen Benehmen zu veranlassen. Indem ich dieses bemerke und hinzufüge, daß man hier sehr mit dem von Frankreich gethanen Schritt in Beziehung auf die hiesige Declaration zufrieden ist, muß ich doch bemerken, daß man mir gestern im Vertrauen im Foreign Office sagte, daß Villèle bitter über die Art klagt, wie Hr. Canning die Fehler der französischen Politik bei der Besetzung Spaniens aufgedeckt habe. Herr Canning erwiedert darauf, daß ihm kein anderes Mittel übrig geblieben sey, daß er in Paris Herrn v. Villèle mehrmals sehr bestimmt gesagt habe, Er müsse ihn in den Stand setzen, dem englischen Parlament eine bestimmte Zusicherung über die Zeit zu geben, wann Frankreich seine Truppen aus Spanien zurückziehen wolle, oder daß er sich genöthigt sehen werde, zu Rechtfertigung der Acquiescenz des brittischen Cabinets in jene Besetzung Spaniens, die Gegenmaaßregeln an den Tag zu legen, die man hier in Beziehung auf die spanischen Besitzungen in Amerika genommen habe, um das Interesse Großbritanniens ungefährdet zu erhalten.

Herr Canning setzt hinzu, daß er am Tage der Parlamentsöffnung, in der Er seinen politischen Gang zu rechtfertigen hatte, — den Prinzen Polignac zu sich eingeladen habe, um ihm nochmals obiges Dilemma vorzulegen, daß aber dieser französische Botschafter den Behuf umgangen und nachher behauptet habe, daß er Herrn Canning mißverstanden habe. So liegen die Sachen. — Aus Lissabon hat das Ministerium Nachrichten bis zum 11. Decbr. Von den Rebellen hörte man wenig, das übelste war die Schwäche der Regierung. Alle Minister hatten ihre Stellen niedergelegt, weil man ihre zu große Langsamkeit in Ergreifung energischer Maaßregeln getadelt hatte. Bislang waren nur schwächere Menschen an ihre Stelle getreten. Die Wahrheit ist, daß der kluge Sir Wm A. Court stets zur Mäßigung gerathen hatte, um wo möglich durch Negotiation die Extremitäten zu vermeiden, zu welchen wir jetzt England gezwungen sehen. Die Raschheit, mit der man hier verfährt, wird hoffentlich die Wage in's Gleichgewicht bringen, wenn nicht die Reibungen der Partheien in Frankreich unangenehme Folgen haben. Ich bin neugierig, was Österreich thun wird. F. Esterhazy klagt, daß man ihm hier das alte Vertrauen entzogen hat, aber er klagt nicht seinen Chef, sondern den hiesigen Chef an. Er hat Herrn Canning gesagt, daß er keinen Grund zu dem lebhaften Interesse sehe, das Großbritannien auf den Besitz

Lissabons lege, Herr Canning hat ihm aber geantwortet, daß er dessen Unabhängigkeit für eben so wichtig, als die von Plymouth halte.

Man schien in Foreign Office zu wünschen, daß unsere Gesandten dazu beitragen möchten, an fremden Höfen irrige Ansichten zu berichtigen. Dies habe ich durch Mittheilung der englischen Circularnote zu bewirken gesucht. Die Grafen Merveldt und Hardenberg haben meine Depesche vom 14. Novbr. sehr approbirt und die Vergoldung berathen, welche sie der Pille geben könnten. Merveldt schreibt mir unter'm 6. Decbr., daß er seine Unterredung mit F. Metternich gehabt habe und mir dessen Gegenäußerung durch den nächsten englischen Courier zugehen lassen wolle.

Ich bedaure, daß Graf Bernstorf jetzt so reizbar wird. — Schon wieder hat er einen lebhaften Streit mit dem hiesigen Cabinet. Herr Temple schrieb neulich, daß er eine von hier zugegangene Note in englischer Sprache übergeben habe, weil er durch deren Übersetzung den Sinn zu verdunkeln gefürchtet. Dagegen hat Bernstorf als gegen eine nicht zu duldende Neuerung protestirt, ja Cla . . glaubt, daß seine erste Unterredung über diesen Gegenstand dem preußischen Minister ein Recidiv des Podagra zugezogen habe? Man frug mich gestern, ob ich etwas Völkerrechtswidriges darin sähe, englische Noten zu übergeben? Meine Antwort war, daß Alles was Preußen thun könne, seyn würde, seine Mittheilungen hier in deutscher Sprache abzugeben. Dagegen werde man nichts erinnern, denn der spanische Gesandte übergiebt alle Noten in spanischer Sprache.

Ich hoffe den König übermorgen um Befehle wegen Schmidt Phiselbeck zu bitten. Schreiben kann Seine Majestät an den Herzog von Braunschweig nie wieder, da dieser die Unverschämtheit gehabt hat, ein freundschaftliches Schreiben des Königs über ein Jahr lang unbeantwortet zu lassen.

Ich danke Ew. 2c. über die mir mitgetheilten, mir höchst wichtigen Ansichten über Personen und Sachen.

Hochachtungsvoll 2c.

London, den 9. Febr. 1827.

Ich erfülle mein Versprechen, indem ich Ew. Excellenz abschriftlich des Fürsten Metternich Depesche vom 26. Decbr. an den Fürsten Esterhazy mittheile, in der er das, was meine Depesche vom 14. Novbr. an

Graf Mervelbt ihm vorwarf, beantwortet. Ich glaube, daß jene Depesche eine nützliche Erinnerung dieses durch Eitelkeit verblendeten, durch Schmeichelei verwöhnten und keine Wahrheit mehr ertragenden Ministers gewesen ist, wenngleich bei Fortsetzung dieser Discussion wenig Nutzen zu erreichen seyn dürfte. — Solcher Sprache wie die meinige, ist er längst entwöhnt. Von Menschen umgeben, die vor ihm kriechen und in seinen Ton nur einstimmen, um ihn noch zu übertreiben, glaubt er, daß seine eigentlichste Politik von Niemanden durchschaut wird.

Davon zeugt insbesondere, daß er, mich meines Unrechts zu überführen, auf seine eigenen Depeschen zurückweiset, die er somit großentheils vergessen haben muß.

Ich hätte auf die Metternichische Antwort viel zu erwiedern gehabt. Dabei würde aber Bitterkeit nicht zu vermeiden gewesen seyn. — Um nicht ganz zu schweigen und um doch Mervelbt nicht weiter in die Sache zu mischen, habe ich das Wenige, was ich doch glaubte, sagen zu müssen, in eine Antwort an den Botschafter Fürsten Paul Esterhazy gelegt, der mir die Metternichische Depesche mit einem freundschaftlichen Briefe zugeschickt hatte. —

Daß Fürst Metternich, um mich von seiner Höhe zu bekämpfen, sich auf ein hohes Roß setzte, verdiente die Erinnerung an die Veranlassung, wodurch er selbst Anlaß zu meiner Rüge gegeben hat.

Er zieht seinen Kaiser in diese Rüge mit hinein und vergißt, daß seine Schmähungen der englischen Politik meinen König treffen. — Des Herrn Cannings Rede ist dessen ausschließliches Thun. Er hat sie zu verantworten.

Wegen der von mir gerügten und von Metternich ohne Weiteres abgeläugneten politischen Sünden, habe ich die in Spanien begangene allein nicht mit Stillschweigen übergehen können. — So wie sich Metternich hier zwischen seine ostensibeln Depeschen steckt, so hat er es auch bei'm König Ferdinand gethan, dieser hatte die portugiesischen Insurgenten zu entwaffnen befohlen, aber erlaubt, daß man sie zum Kampf gegen Portugal von Neuem antrieb.

Die Klage des Grafen Villa Real gegen den österreichischen Minister, wie gegen den französischen Marquis de Mumoustier beweisen, daß, wenn man auch öffentlich nach rein moralischen Gesinnungen sich erklärt hatte, man doch durch alle möglichen geheimen Mittel und durch die-

les Geld, den Versuch beförderte, durch die portugiesischen Rebellen Don Pedro's Constitution noch früher umzustoßen, als die Engländer, die sich erklärt hatten, sich in Portugals innere Händel nicht mischen zu wollen, ernstere Maaßregeln dagegen ergriffen haben würden.

Ich schreibe mir einiges Verdienst zu, wenn ich den Contrast der sogenannten unveränderlichen österreichischen Politik mit der englischen nicht aufgenommen habe. — Fürst Metternich, der überall das Schlechte beschirmt, wenn es nur zum Absolutism führt, kennt doch recht gut den Spruch: — ch' in questo mondo, mutabile e leggiero, constanza è stesso, il variar pensiero.

Gewiß hat er die Zeiten seiner Anwesenheit im Bonapartischen Paris und jene während des Ministeriums Villèle, — die Vermählung der Erzherzoginn mit Napoleon, wo der Himmel voller Geigen hing und er meinte, sich in die halbe Welt mit ihm theilen zu können, — darauf sein Bündniß gegen Rußland 1812 und die vom Baron du Fain und Caulaincourt veröffentlichten Correspondenzen vergessen, indem er England des Wankelmuths anklagte?

Ich habe die Ehre ꝛc.

G. v. Münster.

48.

Merkwürdige Äußerung der Abgeordneten des tyrolischen Bauernstandes bei der ersten großen Viertelsconferenz des obern Innthales 1801, nach dem zu Lüneville wiederhergestellten Continentalfrieden.

Äußerung der Gerichts-Cassiere und übrigen Abgeordneten von den sämmtlichen Gerichten des Viertels Oberinnthal, Landes Tyrol und Bauernstandes, bei der Viertelsconferenz vom 8. Juni 1801.

Ehe und bevor man über die vorgetragenen so wichtigen Gegenstände zur Berathschlagung und Abstimmung schreiten kann, finden sich die Cassiere und übrigen Deputirten dieses Viertels genöthiget, diesesmal vor den löblichen Obrigkeiten das Wort zu nehmen, und sie thun daher hiemit diese vorläufige Erklärung und respective Anfrage:

1) Wie man aus dem von löblicher Vertretung erhaltenen Umlaufschreiben ersehen hat, ist das von Sr. Excellenz dem Herrn Landeshauptmann erlassene Intimat des angesagten engern Ausschusses und Steuer-Compromisses zwar schon vom 6. Mai datirt, wohl selber aber erst unter'm 28. ej. zugefertigt worden.

Wenn man sich auch kein Bedenken machen wollte, ob es vielleicht absichtlich so lang hingehalten, oder wirklich nur aus Nachlässigkeit der Kanzlei verspätet worden sey, so stimmet jedoch dieser nicht wenig auffallende Umstand mit der im Eingange des Ausschreibens anerkannten Wichtigkeit der Sache, so wie mit der Nothwendigkeit einer vorläufigen, reifen Überlegung gar nicht überein; denn dadurch ist so wenig Zeit mehr übrig geblieben, daß es in einem zerstreuten oder größeren Gerichte kaum mehr möglich war, einen vollzähligen Ausschuß zusammen zu

bringen, um ihm ausführlich zu sagen, wegen was es sich so handle, viel weniger, daß dieser noch Frist gehabt hätte, sich vorher mit den Gemeinden und Ortschaften, als seiner eigentlichen Gewalts=Prinzipalität, über so viele und wichtige Gegenstände gehörig zu berathschlagen. Solchemnach dann

2) hat ein von den nicht einmal einvernommenen Gerichts=Gemeinden gar nicht instruirter Ausschuß auch ihnen, den Abgeordneten der Gerichte, keine Vollmacht ertheilt oder auch nur ertheilen können, den Gerichten etwas zu vergeben, oder irgend eine Verbindlichkeit einzugehen, die von nachtheiligen Folgen seyn möchte.

Dies ist dann der erste Grund, warum sie sich für dermal auf gar keine Verhandlung über die vorgetragenen Punkte einlassen können, und auch die löblichen Obrigkeiten werden es schwerlich auf sich nehmen wollen oder können, sich im Namen ihrer Untergebenen, ohne Vorwissen und Einstimmung derselben, zu Sachen von solcher Wichtigkeit anheischig zu machen, von deren Ausschlage der Wohlstand aller Stände, vorzüglich aber des Bauern= und Bürgerstandes, so wie der Kredit der Nation und selbst die künftige Sicherheit des Landes abhängt. Dann

3) so wenig ein Stimmführer selbst bei einem Congresse befugt ist, wider seine Instruction abzustimmen, oder über einen gar nicht einmal zur vorläufigen Berathschlagung ausgeschriebenen Gegenstand eine Meinung abzugeben oder etwas einzugehen, und so wenig die Deputirten eines Viertels ihrem Herrn Vertreter wider oder ohne die Willensmeinung der Ausschüsse eine Instruction ertheilen können, so wenig steht es in den Mächten eines Gerichts=Ausschusses, den Abgeordneten zu einer Conferenz ohne Vorwissen der Gemeinden eine Vollmacht mitzugeben, weil sämmtliche Gemeinden, nicht deren Ausschüsse, das Gericht ausmachen, und nur das ganze Gericht als ein mit Sitz und Stimme begabter Mitstand zu betrachten ist; woraus also folgt, daß die vorläufige Berathung der Gemeinden keine leere Zeremonie oder überflüssige Weitwendigkeit, sondern vielmehr ein auf die ständische Mitgenossenschaft des tyroler Bauern wesentlichen Bezug habendes Grundgesetz sey, welches mithin (so weit es nur immer möglich ist) um so weniger außer Acht gelassen werden darf, je wichtiger und allgemeiner die Angelegenheiten sind, um deren Behandlung es zu thun ist; sey es auch, daß die

26

Beobachtung dieser Ordnung noch so viele Vorbereitung und Zeit erfordern mag. Nebstdem aber

4) will man allgemein bezweifeln, ob für's Erste nur allein der engere Ausschuß wohl auch hinreichend sey, alle diese Sachen auszumachen: sodann für's Zweite, ob die Entscheidung, wie und durch wen derlei Angelegenheiten zu behandeln seyen, einzig der wohllöblichen Aktivität zustehe, so zwar, daß sich das ganze Land in die Aussprüche des kleinsten, sonst am meisten beschränkten ständischen Ausschusses, ja vielleicht am Ende wohl gar noch in jede unmaaßgebigste Meinung seiner Beamten kurzum fügen müßte.

Ansonsten vor Alters, wenn man auf das Land hat wollen Schulden aufschlagen, eine allgemeine Einrichtung treffen, und Steuern oder Auflagen machen, habe man (wie man in allen Schriften liest, und bei'm letzten Landtag oft genug gehört hat) allzeit für nöthig gehalten, den offenen Landtag zusammen zu berufen, und anders hätte man es selbst von Seite landesfürstlicher Herrschaft niemals verlangt.

Der Landtag habe sodann, nach vernommener landesfürstlicher Proposition und geschehener Festsetzung der abzuhandelnden Gegenstände, die Beamten in ihren Bedienstungen bestätigt oder auch neue aufgenommen, den großen und kleinen Ausschuß gewählt, und diesen entweder die bloße Bearbeitung der verschiedenen Punkte übertragen, den Ausschuß aber sich selbst vorbehalten, oder es sey diesen erkiesenen Gewalthabern des Landes manchmal auch Alles auszumachen überlassen worden, und so war also das Land damit zufrieden, weil man mit Offenheit zu Werke ging, und die allgemeinen Angelegenheiten von Männern besorgt wurden, die das allseitige und unbefangene Zutrauen hatten. Daß mithin

5) jetzunder nur mehr der kleine Ausschuß schon genug seyn soll, will, bevorab unter den Bauern, Niemanden in den Kopf, aus zwei Ursachen, einerseits, weil man alle Stände schlechtweg demselben unterwerfen will, da er doch sonst diesen untergeordnet war, und andererseits, weil man muthmaaßen zu können glaubt, es möchte darauf abgesehen seyn, den Gerichten nicht nur das Mindere für's Mehrere von ihren Forderungen zu bezahlen, sondern auch für die Zukunft die meiste Last zuzuschreiben, wie man zum Theil schon bei der Kopf- und Kapitalsteuer, dann bei'm Salzakzis erfahren hat.

Warum sollen nicht lieber alle Landstände zusammenkommen dürfen,

sey es hernach bei einem Landtage, oder sonst in einer alle Stände und alle Landesgegenden umfassenden Anzahl, wenn sie das, was auszumachen ist, selbst ausmachen, und es nur dem kleinsten Ausschusse kurzum nicht überlassen wollen?

Ist denn eine Gewalthaberei so viel, als eine über einen lebenslänglich Minderjährigen verhängte Gerhabschaft, und ist der Gewaltgeber an seinen einmal bestellten Sachwalter gebunden, wie jener an den Kurator?

Überdies, warum hat man die Stände im Jahr 1796, und erst heuer im Jänner zusammenkommen lassen? — Wohl mögen die dortigen Angelegenheiten in gewissem Betracht dringender gewesen seyn, ob sie aber wichtiger waren, als die jetzigen, steht dahin.

Dessen ungeachtet wurde, da kein Landtag möglich war, gleichwohl eine so große Zusammentretung veranstaltet, daß sich die Zahl der erschienenen Abgeordneten weit über jene des großen Ausschusses belief, und es ist gut geschehen.

Oder sage Jemand, was hat es Übels gewirkt? Muß man nicht vielmehr gestehen, daß eben dadurch vielleicht viel Übels verhindert worden sey? — Übrigens

6) weiß man wohl, daß ein Landtag oder Ausschuß von was immer für einer Gattung nicht anders, als mit Bewilligung des Landesfürsten gehalten werden darf, und, leider! hört man hie und dort, es sey selbst bei einer Aktivitätssitzung öffentlich, gleichsam im Namen des Kaisers, schon vorhinein zu verstehen gegeben worden, daß Seine kaiserl. königl. Majestät (wie man zuverlässig versichern könne) nicht nur keinen Landtag bewilligen, sondern überhaupt keine Versammlung irgend einer größern Korporation der Stände außer dem engern Ausschuß zulassen würden, und daher kann man sich dann auch die Sprache zum Theil erklären, mit der dieser Ausschuß angekündiget, und zugleich befohlen wird, daß man sich kurzum Alles gefallen lassen müßte, was derselbe zu verfügen finden würde.

Allein eben dieses ist's, was jedem Biedermann billig wehe thun, und in das Innerste seines Herzens gehen muß, und wer den Charakter des Bürgers und Bauern kennt, wird leicht einsehen, was für einen Eindruck eine solche Äußerung auf das Volk machen würde, wenn sie ihm allgemein bekannt werden sollte.

Wie, würde es heißen, soll nun das der Lohn für unser so oft ge-

priesenes Wohlverhalten, für unsere in so gefährlichen Umständen unversehrt erhaltene, mit so vieler Standhaftigkeit bis auf die letzte Stunde erprobte Treue seyn?

Damals waren Landleute zu Tausenden mit den Waffen in der Hand beisammen, das Schicksal des ganzen Landes, ja gewissermaaßen selbst des gesammten Staates hing, so zu sagen, von ihrer Ehrlichkeit ab, und der Erfolg hat es bewiesen, daß man sich gerade am Bürger und Bauern am wenigsten betrügt, wenn man auf seine Ehrlichkeit traut.

Dagegen jetzt will man es bedenklich machen, auch nur die Stände mehr zusammentreten zu lassen, und deren Versammlungen sucht man gleichsam als gefährliche Zusammenrottirungen zu verhüten?

Wo ist unsere Verfassung, und wo sind die Vorzüge derselben, zu deren Vertheidigung man uns, und zwar hauptsächlich eben am meisten von Seite der Obrigkeiten, unter so reizenden Schilderungen so oft aufgeopfert hat, wenn wir keine Stände mehr haben? Oder wozu nützen uns Stände, wenn sie nicht einmal mehr in die altherkömmlichen, verfassungsmäßigen Versammlungen sollen zusammentreten dürfen, um sich über derlei so wichtige als nothwendige Angelegenheiten zu berathschlagen?

In der That, mit Grund würde sich kaum etwas dagegen einwenden lassen, und man muß gestehen, daß sich die Nation nicht ohne Ursache dadurch für höchst beleidiget ansehen könnte.

Was hat ein guter, gerechter Fürst von einem biedern, redlich gesinnten Volke zu fürchten, das Ihn noch jetzt mit eben der Anhänglichkeit, mit eben der unveränderlichen Treue liebt und verehrt, mit der es vordem für Ihn gestritten, Leib und Leben gewagt, Gut und Blut hingegeben hat? Warum soll ein Franz II. Seinen Tyrolern nicht mehr trauen dürfen? — Vor Allem also

7) kann und muß man billig bezweifeln, ob dies wohl auch wirklich die eigene Meinung und die allerhöchste Gesinnung des allergnädigsten Monarchen sey, und wenn das wäre, so muß sie ihm irgend woher durch einseitige Vorstellungen, und eigennützige oder passionirte Verläumdungen eines verrätherischen Ohrenbläsers beigebracht worden seyn; denn unmöglich wird Jemand solche Beweise oder Thatsachen beibringen können, vermöge welcher man berechtigt wäre, dem Lande oder auch nur irgend einem Stande unbefugte Anmaaßungen zuzumuthen; unmöglich

kann dem Besten aller Fürsten Sein eigenes Herz solch einen Argwohn gegen die getreuesten Seiner Unterthanen eingegeben haben.

Allein wer ein Land, wie Tyrol ist, von dieser Seite anzuschwärzen, und in einen so schmählichen Verdacht zu bringen sucht, ist kurzum kein braver Mann, und meint es sicher weder mit dem Lande gut, noch auch selbst mit dem Regenten; sondern eben solche Leute sind es, die durch Hintertreibung rechtmäßiger Anträge, Unterdrückung allgemeiner Anliegenheiten, und veranlaßte Verletzung oder sich wohl gar selbst eigenmächtig erlaubte Beeinträchtigungen der Verfassung, Mißtrauen zwischen der Regierung und den Unterthanen anzetteln, Mißhelligkeiten zwischen Ständen und Ständen stiften, und die mit der landschaftlichen Casse geführte Wirthschaft, so wie die von Zeit zu Zeit geschehene so auffallende Vermehrung, ja selbst die Dienstleistung der ständischen Beamten am allermeisten in Mißkredit bringen. Gesetzt also

8) man hätte wahrgenommen, daß von irgend einer Seite her wider das Land gearbeitet werde, ja sogar, daß der Kaiser wirklich schon gegen alle größeren Versammlungen der Stände ganz eingenommen wäre, was hätte wohl die wohllöbliche Landschaft oder Aktivität hiebei zu thun gehabt? Hätte sie nicht zu Handhabung der Landesverfassung und Rechtfertigung der herkömmlichen Landtags- und größern Ausschußversammlungen entweder selbst einschreiten und sich unmittelbar an den Thron wenden, oder doch dem Lande Gelegenheit verschaffen und die Bahn öffnen sollen, um die diesfälligen Beschwerden, Bitten oder Wünsche anbringen zu können, statt daß sich vielleicht dieser oder jener wohl gar selbst in den Weg gestellt hat, um den Ständen den Zugang zum Monarchen zu verlegen, und alle Rücksprache an Allerhöchstdenselben nur in sein Sprachhorn aufzufangen? — Wahrlich

9) wenn man die Sache genau bei'm Lichte betrachtet, so ist es die höchste Unbild, die man einem Fürsten anthun kann, der Gerechtigkeit liebt, und nur das will, was zum Wohl seiner Unterthanen gereicht, wenn man ihn (sey es mittel- oder unmittelbar) für einen eigensinnigen und selbstsüchtigen Despoten oder für einen partheiischen Richter ausgiebt, als ob er der anerkannten Wahrheit oder dem erwiesenen Rechte vorsetzlich zu widerstreben fähig, und nur seinen vorgefaßten Meinungen zu folgen, oder nur den einen Theil zu hören gewohnt wäre.

Geschieht so was überdies in einem Lande, das seine eigene Verfas-

fung, seine besondern Grundgesetze, Rechte und Vorzüge hat, und ist der Urheber davon ein Landeskind, oder wohl gar ein Beamter der Stände; so ist es nicht mehr eine blosse Unbild, sondern man kann es wohl gar etwas Anderes nennen; nämlich in Absicht auf den Landesfürsten gleichsam beleidigte Majestät, und in Beziehung auf das Land selbst wahren leibhaften Hochverrath.

Denn dadurch könnten unter einem an seine, von uralten Zeiten her angeerbte, und bis auf jetzt noch immer mit Würde behauptete verfassungsmäßige Freiheit gewöhnten, und mit Recht auf selbe stolzen Volk am allerehesten die nachtheiligsten Besorgnisse erregt werden, die den besten Fürsten gar bald um einen grossen Theil der bisher so ausgezeichneten Liebe und Anhänglichkeit bringen, und dereinst in gewissen Umständen die gefährlichsten Folgen nach sich ziehen könnten. Nun dann also

10) wende man sich nur erst einmal an den Kaiser selbst, beweise man die unwidersprechlichen Rechte des Landes, zeige man Ihm die Absicht, die Art, die von uralten Zeiten herkommliche Gepflogenheit der ständischen Versammlungen, erkläre man Ihm die verschiedenen Verhältnisse der Stände unter sich, in Rücksicht der Kontribution, der Defension, der Stimmführung u. s. w., und stelle man Ihm vor, wie wichtig es sey, in derlei Angelegenheiten mit aller Offenheit zu Werke zu gehen, und zugleich wie nothwendig, wo nicht alle, mindestens so viele Stände an den öffentlichen Berathschlagungen Theil nehmen zu lassen, damit doch aus allen Classen derselben und aus allen Gegenden des Landes eine verhältnißmäßige Anzahl beigezogen werden kann, um einerseits das öffentliche Vertrauen gegen die Stellvertreter der Nation nicht zu ersticken, und anderseits keinen Stand übervortheilen oder unterdrücken zu lassen. Man darf versichert seyn, daß sodann gewiß ein günstiger Bescheid folgen wird; denn man kann nicht bloß hoffen, sondern zuverlässig denken, daß Franz, unser allgeliebter Kaiser Franz, dieser eben so gerechte, als gute Fürst, Sein getreues Tyrol an seinen so theuren Rechten und Freiheiten sicher nicht zu kränken, vielweniger dessen von jeher anerkannte, dem Charakter der Nation und der Lage des Landes am besten angemessene Grundverfassung willkührlich umzustossen oder wesentlich zu schmälern auch nur verlange; eine Verfassung nämlich, durch die das Land allein im Stande war, das zu thun, was es gethan hat. Allein

11) dies Alles zusammen genommen, so wichtig es auch ist, und so sehr es alle Aufmerksamkeit verdient, ist gleichwohl so zu sagen nur eine Kleinigkeit, wenn man dagegen einerseits die so äußerst wichtigen Gegenstände, welche abgethan werden sollen, und andererseits die durchaus ordnungs- und rechtswidrige Art betrachtet, nach welcher wohllöbliche Aktivität, so viel an ihr war, die Verhandlungen selbst einzuleiten angetragen hat.

Eines der allerwesentlichsten und vorzüglichsten Vorrechte der tyrolischen Verfassung ist unter andern auch dieses, daß das Land ohne Vorwissen und Einwilligung der Stände überhaupt mit keinen Auflagen, ja nicht einmal mit der gewöhnlichen Steuer beschwert werden soll, und bevorab in Kriegszeiten sagt das allgemein bekannte Landlibell vom 1511 ausdrücklich: daß das Land nur das erste Monat hindurch seine Zuzüge (so viele derselben nach Umständen erforderlich seyn sollten) zu stellen, nachgehends aber der Landesfürst alle Unkosten selbst zu entgelten habe.

Dieses Vorrecht ist überhin nicht etwa nur ein bloßes Privilegium, sondern ein Grundgesetz, welches als eines der hauptsächlichsten Bedingnisse des Unterwürfigkeits-Vertrages und der von Seite des allerdurchlauchtigsten Erzhauses an sich erlangten Herrschaft zu betrachten ist, ein wechselseitig verbindliches Grundgesetz also, das nur mit Einwilligung beider Theile abgeändert oder aufgehoben werden kann, und welches dann auch von allen bisherigen Landesfürsten anerkannt worden ist, so zwar, daß selbst für das jährliche Postulat pr. 70,000 Gulden (die das Land nur gleichsam als ein Schutzgeld bezahlt, und die schon seit so langer Zeit auch im Frieden bezogen worden sind), von jeher die gewöhnlichen Reversalien ausgestellt, und solche sogar von den Zeiten Sr. Majestät des höchstseligen Kaiser Joseph des II. nachgetragen worden sind. Dieses also vorausgesetzt,

12) ist es eine ausgemachte Sache, daß für's Erste die Stände doch allvorderst über die Frage ein Wort zu sagen haben, ob das Land die des Krieges wegen gemachten Schulden, so wie die zu Herstellung und Erhaltung der Gränzpässe, dann zur Einrichtung einer gegründeten Defension u. s. w. erforderlichen Kosten über sich zu nehmen verbunden sey, und, wenn nicht, ob und welchen Antheil davon es übernehmen wolle,

sodann für's Zweite: ob die Stände deßhalben insgesammt in einen offenen Landtag zusammen zu treten, oder einen außerordentlichen Ausschuß zu halten wünschten, oder gleichwohl alle diese Angelegenheiten einem oder dem andern der gewöhnlichen Congresse auszutragen überlassen wollten.

Je nun also, warum ist denn von wohllöblicher Aktivität die erste Frage so gänzlich mit Stillschweigen übergangen worden, und mit welchem Rechte konnte sie sich wohl beigehen lassen, über die zweite kurzum selbst zu entscheiden, statt dieselbe, wie man billig hätte erwarten sollen, zur gemeinsamen Berathschlagung vorzulegen, damit sie sodann im Namen des ganzen Landes zu Erzielung einer wie immer gestalteten, aber doch wo nicht allgemein, wenigstens durch die Mehrheit der Stimmen für zuträglich befundenen Zusammentretung hätte einschreiten, und als wahrhaft hiezu beauftragte Anwaldschaft sich um die allerhöchste Genehmigung verwenden können?

Wenn dieses die Gerechtsame des Landes hüten und vertheidigen, wenn dieses die Stände vertreten heißt, und wenn es mit uns so weit gekommen ist, daß die Berathschlagung sowohl als Gesetzgebung, und überhaupt das Schicksal der ganzen Nation nur mehr von dem bei der Aktivität zusammengesetzten, fünfmännischen Vollziehungs-Directorat abhängt, das noch dazu selbst unter dem Einflusse eines Oberdirectors zu stehen scheint, so darf man sich nicht mehr wundern, es mag mit unserer Verfassung gehen, wie es immer will, und am allerleichtesten kann sich der Bauernstand sodann erklären, wenn ihm fortan durchgehends so mitgefahren wird, als ob er im eigentlichsten Verstande nur das fünfte Rad am Wagen wäre; denn alle Gerichte zusammen, die doch nach der Steuer gewiß vier, in Absicht auf die Defension aber vielleicht über siebenzehn Theile des ganzen Landes ausmachen, haben bei der nördlichen, wie bei der südlichen Aktivität eine einzige Stimme, und selbst diese führt in Innsbruck ein Vertreter, von dem es uns gar nicht einmal befremden darf, wenn er sich, seitdem man ihm einen Selbstlauter aus dem Herrn-Alphabet zugegeben hat, jezuweilen zum Doppellauter brauchen läßt. Wahr ist's übrigens,

13) daß man auch in ältern Zeiten landesfürstlicher Herrschaft, und zwar manchmal sogar zu auswärtigen, das Land gar nicht angegangenen Kriegen sowohl Geld- als Leuthülfe gegeben hat; das findet man in allen alten Schriften.

Daher rühren dann auch die zum Theil dermal noch vorhandenen etlichen Millionen älterer Schulden, und daher schreibt es sich, daß aus den ersterhändig bewilligten 5000 Kriegsknechten endlich Steuerknechte geworden sind.

Allein auch das findet man überall, daß alle derlei Anschläge der 5000 Knechte zu Geld, Kriegshülfen, Steuern u. s. w. für's Erste immer nur angesucht, und zu Verwahrung der Rechte, Freiheiten und Privilegien des Landes jedesmal reversiret, nicht befohlen oder exequiret; daß für's Zweite selbe immer von gesammten Ständen bald ganz, wie sie begehrt worden, bald nur zum Theil, bald mit, bald ohne Bedingungen verwilliget, niemals aber, daß sie nur von der Aktivität schon vorhinein zu bezahlen übernommen, dann summarissime ausgeschrieben, und schlechtweg an den kleinsten ständischen Ausschuß bloß allein noch zur Repartition verwiesen worden waren; und endlich für's Dritte zeigt sich durchgehends, wie gemeinschaftlich, aufrichtig und billig die Stände mit einander handelten, so zwar, daß der Adel- und Prälatenstand, wenn Städte und Gerichte einen Goldgulden, d. i. 4 Pfd. Perner oder 44 kr. von einer Heerdstatt zu bezahlen hätten, den 10ten Pfenning von all ihren Gülten beizusteuern übernahmen.

Daher kommt es dann auch, daß in den ersten drei Jahrhunderten der österreichischen Beherrschung, so oft das Land in Gefahr oder der Landesfürst in Nöthen war, ohne alle Anstände ein Landtag gehalten worden, vermuthlich darum, weil der Landesfürst dazumal seine Stände selbst kannte, und es daher auch in den gefährlichsten Umständen nie bedenklich fand, sie um sich zu versammeln, weil der vornehmere Stand den geringern weder zu unterdrücken noch zu übertölpeln verlangte, und weil endlich die landschaftlichen Beamten sich nicht scheuten, den Ständen, ihren Herren, von Zeit zu Zeit über Alles Rechnung und Rechenschaft zu geben, und Mann für Mann vor selben die Musterung zu passiren. Indessen aber

14) sieht freilich Jedermann leicht ein, daß man, wenn man sich an den Landesfürsten hätte wenden und halten wollen, es lieber geschwind, oder doch alsogleich nach Verlauf des ersten Monats hätte thun sollen, und leider zeigen sich die nachtheiligen Folgen erst jetzt, daß man während der ganzen Vertheidigungsepoche vielfältig so verfassungswidrig, so eigenmächtig zu Werke ging, und die Stände über gar nichts be-

fragte, was immer geschah, viel weniger, daß man sie jemals hätte zusammenkommen lassen, außer dann, wann schon Alles verloren zu seyn schien.

Wer weiß, ob uns nunmehr der Kaiser mit unserm Begehren nicht geradezu abweist, indem er uns nicht ohne Grund einwenden kann: „das hätte man Mich damals sollen wissen lassen, von wo an man glaubte, die Zahlung an Mich ansprechen zu können; Ich würde dann eine bessere Ordnung, eine zweckmäßigere Wirthschaft einzuführen gewußt haben?"

Und in der That, wie gut käme es dem Lande jetzt zu statten, wenn dies geschehen wäre, denn es steht dahin, ob es demselben bei einer haushäblichern Gewahrung, dafern es auch Alles allein hätte zahlen müssen, mehr zu entgelten getroffen haben würde, als wenn es jetzt auch nur die Hälfte übernehmen soll? Solcher Gestalten hingegen

15) wie war's nach dem Raitknechte, den man gleich anfangs annahm, und größtentheils bis an's Ende beibehielt, anders möglich?

Daß man Jedermann bezahlen, und zwar nach Wichtigkeit des ihm übertragenen Geschäftes gut bezahlen soll, ist recht, und Niemand wird dawider etwas sagen.

Daß man aber so lange Zeit hindurch (um nur das Hauptsächlichste zu berühren) in manchen Gegenden, wo noch vom Feinde nicht das Mindeste zu besorgen war, oft noch dazu zahlreiche Kompagnien hielt, und über manche Schützenhauptleute, ihre Standlisten und die Beschaffenheit der Mannschaft so eine nachsichtige, oder vielmehr gar keine Kontrolle führte; daß man Miethpferde aufnahm, und dafür Bestallungen zahlte, um die man sie doppelt hätte kaufen und dann immer wieder hingeben können, daß man blindgeborene Kommissarien zu Besichtigung der Schanzarbeiten abordnete; daß man nicht Leute für Ämter suchte, sondern Ämter für Leute erschuf, und daher das nächste beste landschaftliche Kanzleisubject, zur Zeit wo es dort so viel zu thun gab, zu einem ständischen Geschäfsträger erhob; daß man zu den ohnedem mehr als landesfürstlichen, ganz fortlaufen gelassenen Besoldungen noch dazu so fette Taggelder hinzugab; daß man, mit einem Worte, das Geld oft so leichterdings hinauswarf, so, daß mancher vormalige Blattschreiber (nebst dem daß er sich indessen prächtig eingerichtet und weidlich gelebt hat) jetzt ein beträchtlicher Kapita-

list geworden ist, da indessen der arme Bürgers- und Bauersmann, der doch hoffentlich auch so viel oder vielleicht noch mehr als jener zur Rettung des Vaterlandes beigetragen hat, die fast unerschwinglichen Rüstungsabgaben sich und seiner Familie vom Maul absparen, und manch ganzes Gericht sich bis an die Ohren in Schulden versenken mußte — das war doch wohl wenigstens ein Bischen zu viel!

Waren denn in einem ganzen Viertel keine Männer zu finden gewesen, denen man eine Kasse hätte anvertrauen können, keine Leute, die dies oder jenes zu untersuchen, zu erheben, eine Kommission zu übernehmen im Stande gewesen wären, keine Schreiberei-Individuen, die man zu Aktuaren hätte brauchen können, statt daß man alle diese Geschöpfe nur von Innsbruck, und gewöhnlich nur aus der landschaftlichen Kanzlei hat kommen lassen?

Wie viel hätte man dadurch auf der einen Seite an Reisekosten, vermehrten Taggeldern, Vorspanngebühren und dergleichen ersparen können, wenn man auch nur den entsetzlichen Schwall der indessen in der landschaftlichen Kanzlei liegen gebliebenen Rückstände und den Nachtheil der daraus entstandenen unabsehbaren Verwirrung bedenkt, deren vollständige Aufarbeitung und klare Auseinandersetzung jetzt vielleicht in manchen Stücken gar nicht einmal mehr möglich ist, oder doch, weiß Gott wie lange noch, theils wirklich dauern, theils zu Beibehaltung der nun einmal angestellten Schreiber und Schreibers-Schreiber geflissentlich hinaus gezogen wird, und daher der ständischen Kasse immer wieder doppelte Kosten macht! — Einen Vortheil aber

16) haben hiebei die Herren Stände doch auch, jenen nämlich: daß sie nunmehr mit einem Nachwuchs von Beamten auf ein halbes Jahrhundert reichlich versehen, und daher der Mühe auf lange Zeit enthoben sind, sich, wenn ja eine Bedienstung leer wird, den Kopf zu zerbrechen, an wen selbe zu vergeben sey, um dem gewaltigen Verschmach (Faché), den es bei derlei Gelegenheiten oft absetzte, auszuweichen; denn dafür ist nun gesorgt.

Man hat nämlich unter dem Titel der provisorischen Anstellungen Mittel gefunden, sowohl die Zahl der Beamten zu vermehren, als auch Leute aufzunehmen, wie und welche man will.

All diesen einstweiligen Angestellten nun, die doch eigentlich bloß für den Schreibtisch waren aufgenommen worden,

suchte man bei der Landesdefension irgend ein Geschäft in die Hand zu spielen, um ihnen Gelegenheit zu verschaffen, sich Verdienste zu machen, und einige dieser Verdienstmacher wollen jetzt so viel gethan haben, daß man sie, nebstdem daß sie sich oben besagter Maaßen ihre Pfeife schon geschnitten haben, jetzt von Seite der Herren Stände, wenn man gegen sie nicht höchst undankbar seyn will, nothwendig nicht nur lebenslänglich wird beibehalten, sondern wohl von Staffel zu Staffel befördern müssen; wo es mithin ganz natürlich eine himmelschreiende Ungerechtigkeit wäre, wenn man diesen oder jenem zwischenein einen Fremden, bevorab einen nicht immatrikulirten Fremden vorsetzen wollte, der sich im Landhause noch nicht breitgesessen hat.

Solchemnach also, um nun wieder auf das Vorige zu kommen,

17) kann das, was hierinfalls aus Nachlässigkeit oder eigennütziger Wahldienerei unterblieben, oder unberechtigter Weise vergeben worden ist, dem Land eben so wenig zum Nachtheil gereichen, so wenig der Einfluß von was immer für einem ständischen Kollegium hinlänglich seyn würde, selbes zur Erfüllung einer von diesem wider Willen seiner Kommittenten eingegangenen Verbindlichkeit anzuhalten.

Denn das Land hat weder an dem die mindeste Schuld, daß man es außer Acht gelassen hat, sich zu gehöriger Zeit an den allerhöchsten Schutz- und Landesfürsten zu wenden, um alsogleich ein bestimmtes Übereinkommniß zu treffen, noch kann es etwas dafür, daß man so tief in den Beutel gegriffen, und oft die Handvoll ausgegeben hat, wo es stückweis genug bezahlt gewesen wäre.

Die beiden Schutzdeputationen hat nicht das Land erwählt, sondern sie wurden theils eben von dem hiezu abermals nicht bevollmächtigten engern Ausschusse aus seinem Mittel gemacht, dessen Großmuth sie auch vermuthlich ihre so reichliche Diäten zu verdanken hatten, theils setzten sie sich selbst zusammen; wo sie sich dann nach und nach, statt die gesammten Stände zur Wahl oder Bestätigung ihrer Mitglieder zusammen kommen zu lassen, oder bei selben wenigstens darüber anzufragen, selbst für permanent erklärten, und kurzum Alles nach ihrem Gutbefinden leiteten und kommandirten.

Wenngleich also das Alles, was sie thaten, im Namen und auf Rechnung des Landes geschehen ist, so geschah jedoch das Meiste ohne Vorwissen, und Vieles, gar Vieles wider Willen desselben, und

man darf es daher keck sagen: Jedermann, der nicht unter die Diätisten dieser oder jener Klasse gehörte, oder doch darunter zu kommen hoffte, ja selbst mancher edeldenkende, aber überstimmte Patriot unter diesen war über viele Verfügungen und eigenmächtige Eingriffe in die Verfassung, über so mannigfaltige Partheilichkeiten nicht wenig unzufrieden.

Man schwieg bis daher dazu, weil man zur Unzeit keine Anstände erregen, und nicht den mindesten Anlaß zu Irrungen geben wollte; wo mithin dieses Stillschweigen den dadurch allenfalls verkürzten Gerechtsamen des Landes, einzelner Stände oder Partheien nicht nur keinen Nachtheil bringen kann, sondern vielmehr der ganzen Nation als ein neuer Beweis von ihrer Biederkeit, ihrem Gemeingeiste, und der einer angemessenen Freiheit vollkommen würdigen Gesetztheit des Charakters zu gute gerechnet werden muß.

So viel ist indessen gewiß, daß, wenn gesammte Stände des nördlichen und südlichen Tyrols über die, obgleich zwar nur hie und dort, einem vermeinten Meriten Mann ihres Bezirkes hinnach, weiß Gott wie, zu Theil gewordenen sonderheitlichen Belobungen und Belohnungen vorläufig ihr gewissen- und pflichtmäßiges Gutachten hätten erstatten sollen, selbes vielfältig anders ausgefallen seyn würde, so wie man aber dagegen auch nicht unterlassen hätte, den wirklich geschickten, thätigen und redlichen Geschäftsmann, den durch besondere Thaten verdient gewordenen Helden und Landesvertheidiger, den durch großmüthige Opfer für's Vaterland oder einen uneigennützigen Eifer für die gute Sache ausgezeichneten Patrioten in das verdiente glänzende Licht zu setzen; und dann erst würde Europa gestaunt haben, wenn es dessen ungeachtet noch eine so große Anzahl derselben, und keinen einzigen Unwürdigen unter ihnen gesehen hätte.

Bei diesen Umständnissen und Bewandtnissen der Sachen nun

18) wird es, so viel nur auf den Punkt ankommt, ob und wie man sich mit dem allergnädigsten Landesfürsten über die Kriegsschulden vergleichen wolle und solle, gleichwohl selbst von Seiten des Bauernstandes bei weitem nicht so viele Schwierigkeiten abgeben, als man sich vielleicht einbildet, oder wohl gar schon vorhinein erahnden zu wollen geglaubt haben mag.

Denn einerseits kann man mit aller Zuversicht hoffen, daß Seine Majestät nicht nur das Land fremde Schuld nicht büßen zu lassen verlangen, sondern vielmehr, in Anbetracht der unserer gefürsteten Grafschaft diesfalls zuständigen Rechte sowohl, als der dem allerdurchlauchtigsten Erzhause geleisteten Dienste, sodann in mildväterlicher Beherzigung der deßwegen erlittenen unsäglichen Drangsalen, wie auch außerdem vorzüglich von Seite der Städte und Gerichte bestrittenen sonderheitlichen Kosten, sich ganz gewiß höchst billig erzeigen werden.

Es stehet überdies erst noch dahin, ob der allergnädigste Monarch wirklich jemals gesonnen war, das Land alle Schulden allein tragen zu lassen, nachdem hierüber noch nicht einmal eine bestimmte Entschließung oder ausdrückliche Verordnung vorhanden ist.

Je nun, wenn dieses ist, so werden andererseits auch alle Gerichte, so viel auf sie ankommt, gewiß das äußerst Mögliche, und vielleicht abermals weit mehr thun, als mancher andere Stand, der übrigens freilich zu Allem leichter ja sagen kann, weil es ihn einestheils ungleich weniger darein zu entgelten trifft, und weil er anderntheils sich vielleicht Rechnung macht, das, was er als Mitstand bewilligen hilft, seiner Zeit als Partikular vom Hofe mittel- oder unmittelbar wieder zurück zu erhalten. Bei all dem,

19) was man dem gemeinen Mann in Tyrol von Eigensinn, Starrköpfigkeit, von selbstherrischen Gesinnungen und vielleicht wohl gar von subordinationswidrigen Grundsätzen nachsagt, was aber auch immer nur von Leuten herkommt, die ihn oder nie kennen gelernet haben, oder deren Stolz sein freies unbefangenes Wesen, seinen freilich nicht für Jedermann beugsamen Nacken, und den geraden, unerschrockenen Blick nicht ertragen kann, bei all dem kann ihm die ganze Geschichte kein einziges Beispiel vorwerfen, daß er seinem Fürsten jemals abhold und ungetreu geworden, oder auch nur gegen ihn selbst aufgestanden wäre. — Wohl aber fiel einst der ganze Adel und die gesammte — nach dem damaligen Sprachgebrauche sogenannte — Pfaffheit von dem guten Friedrich, dessen Tasche man damals für leer gehalten hatte, offenbar ab, und es kommt in der denselben hienach ausgestellten schriftlichen Abbitte unter den allerzierlichst aufgeführten zwei und zwanzig der angesehensten Landherren nicht nur kein Name von einer Stadt

oder einem Gerichte vor, sondern vielmehr der Bürger, und vorzüglich der Bauer blieben allein dem bedrängten Fürsten, der aber auch der hauptsächlichste Stifter der Unabhängigkeit des Bauernstandes vom Adel und seiner ständischen Mitgenossenschaft war, im Unglücke treu, und diese seit einiger Zeit sogenannten zwei mindern Stände waren es also, die Friedrichen bei'm Besitze von Tyrol erhielten.

Eben so wenig war und ist der Bauer und Bürger jemals gefühllos und hartherzig, wenn man ihn nur um das, was man von ihm haben will, in Güte anspricht, statt es erzwingen zu wollen, und am allerwenigsten wird er seinem Landesfürsten jemals etwas abschlagen, bevor wenn er weiß, daß das, was er geben soll, Ihm selbst zu statten kommt, und daß Er's nöthig hat. Nur für den Esel will er nicht angesehen seyn, der darum da wäre, den größtentheils müssig stehenden Galapferden des nämlichen Herrn, dem er dient, und die selben weit mehr kosten, den Haber sogar in den Stall zu tragen, und dies bloß darum, weil sie es bei'm Kutscher dahin zu bringen wußten, daß dieser so die Einrichtung machte, unter dem Vorwand, es sey der Wille des Herrn.

Würde er aber wohl, einer unbeweglichen Eiche gleich, stehen geblieben seyn, und den Alles rings um ihn her zerstörenden französischen Revolutionssturm so unerschütterlich ausgehalten haben, wenn er sich durch die Scheere der eine Zeitlang so hochgeliebten Kultur seine Stärke hätte abstutzen, und aus irgend einem Treibhause lauter fremde, zwar wohlriechende, aber hinfällige Gewächse aufpfropfen lassen?

Würde der rothe tyrolische Adler wohl jetzt dem doppelten schwarzen Adler noch an der Brust hangen, würden selbst heut zu Tage die obern zwei Stände noch seyn, wenn nicht die untern zwei Stände gewesen wären, und wenn diese entweder bloß bei dem dürren Buchstaben der Zuzugsordnung hätten stehen bleiben, oder nicht einmal dieser Genügen leisten wollen, wie jene es während dem ganzen Kriege machten, und zwar während einem Kriege, der den Adel- und Prälaten-Stand doch gewissermaßen wohl näher anging als den Bürger und Bauer??

Daß man nun aber alles dessen ungeachtet

20) die Gerichte, seitdem die ausgestandene Noth vorüber ist, wieder so behandeln, und sie, da sie doch in Absicht auf das Steuer- sowohl

als Defensions-Wesen (die zwei Hauptstützen des Landes) unstreitig unter allen der bedeutendste Stand sind, dem Machtspruche einiger weniger Stimmführer der übrigen drei Stände und ihrer eigenen Beamten (nämlich der beiden landschaftlichen Aktivitäten) unterwerfen will, wobei sie obengesagter Maaßen so viel wie keine Stimme haben; das kann man mit Billigkeit nicht verlangen und hätte man ihnen vernünftiger Weise schon gar nicht zumuthen sollen.

Mindestens so viel es das Viertel Oberinnthal anbelangt, und die Eingangs gedachten Stimmführer dazu zu sagen haben, können und werden sie so was nie zugeben, es koste was es wolle.

Es ist nämlich handgreiflich, daß man ihnen erstlich für ihre Ansprüche an Verpflegs- und Vorspanns-Gebühren, so wie auch für die gestellten Dominikalknechte ꝛc. nichts oder nicht viel geben; daß man ihnen zweitens von den vorhandenen Schulden mittel- oder unmittelbar weit über ihre Gebühr aufbürden möchte, und drittens will man die Behandlung und Entscheidung alles dessen kurzum einem Kollegium übertragen wissen, zu dem gerade die Gerichte am wenigsten Vertrauen haben, und welches sie schlechterdings nicht für die hierinfalls verfassungsmäßig kompetente Behörde erkennen können.

21) Daß der engere Ausschuß solche Sachen weder mit landesfürstlicher Herrschaft auszutragen, noch unter den Ständen auszugleichen, viel weniger die landschaftlichen Beamten zu syndiciren berechtigt sey, ist schon vorher erörtert worden. Auch das, warum er mindestens von Seite der Gerichte alles Zutrauen verloren habe, ist zum Theil schon oben angezeiget worden, wo von der Kopf- oder Klassen- und Kapitaliensteuer und dem Salzakzis die Rede war, und die dahin einschlagenden Bemerkungen über die vorzüglich von Seite mancher Klasse des Bauernstandes im Vergleiche mit den übrigen Ständen empfundene verhältnißwidrige Ungleichheit sind noch Jedermann erinnerlich.

Was aber hauptsächlich hervorsticht und allvorderst auf die Gerichte einen höchst widrigen Eindruck gemacht hat, der noch keineswegs vergessen ist, waren jene Sitzungen, wo die Herren Vokalen theils sich selbst untereinander, theils solchen Personen, aus denen manche kaum etwas mehr als ihre Schuldigkeit gethan hatten, und die folglich insgesammt deßwegen da und dafür schon vordem reichlich bezahlt waren, bei 28,000 fl. sage acht und zwanzig tausend Gulden

Remunerationen schöpften!!! Was soll, was kann sich ein Land von solchen Stellvertretern und Gewalthabern wohl denken, die ihm so unverantwortlich mitspielen und solche Summen hinschenken, ohne ihren Kommittenten vorher ein Wort davon zu sagen, mithin ohne Vollmacht oder Instruction ja sogar ohne alle Rücksprache, und dies zwar damals, wo sie beisammen waren, um Mittel und Wege ausfindig zu machen, den landschaftlichen Kasseabgang zu decken!

Was würde wohl daraus geworden seyn, wenn auch alle Rathsglieder von Städten und Märkten, alle Gemeinds- und Gerichts-Vorsteher, alle Seelsorger und Obrigkeiten mit dem nämlichen Ansinnen sich gemeldet hätten? oder wo würden wir hinkommen, dafern sie es noch thäten? Und doch, wer kann sagen, daß diese nichts verdient hätten, da sie die ganze Zeit hindurch so vieles, und zwar bis daher ganz umsonst gethan haben?

Doch man hat es leider genug gehört, wie es gegangen ist. Manche von den Herren Stimmführern, die reden könnten, können oder dürfen oft nicht, und die, welche sowohl konnten als dürften, wollen nicht, oder sie werden überstimmt, und sohin am Ende noch ausgelacht, oder wohl gar unter der Hand verfolgt und angefeindet. Und nun sage man, wie könnte selbst der Kaiser verlangen oder befehlen, daß Jemand zu solch einer Versammlung noch ein vernünftiges Vertrauen haben und Andern einflößen soll? —— Sobald nun aber das ist,

22) um wie viel weniger kann man es eben von den Städten und Gerichten fordern, daß sie sowohl die Verhandlung mit dem Landesfürsten wegen Reluizion der Kriegsschulden, als die Repartition, deßgleichen die Regulirung der Verzinsung und nach und nach erfolgenden Abzahlung des Antheils, der vom Land übernommen werden wird, einem in seinem Verfahren manchmal so eigenmächtigen und so unbilligen Ausschusse gänzlich überlassen sollen?

Allem Anscheine nach, und wie man sich schon vorläufig herausläßt, würde halt wieder vorzüglich der beliebte Salzakzis und der Umgelds-Aufschlag auf's Tapet kommen, wo der mittelmäßigste Bauer mehr als der vornehmste Kavalier, als das reichste Handelshaus oder einer der ersten Kapitalisten, ein einzelner Landpfarrer mehr als ein ganzes Domkapitel oder Prälatenkloster, und manches Gericht mehr als dieser und jener gesammte Stand darein zu zahlen hätte.

Aber welcher Unpartheiische kann sagen, daß dies eine billige, unserer Verfassung angemessene Vertheilung der gemeinsamen Auflagen und Beschwerden sey? Zwar freilich

23) hat unsere Verfassung, seitdem man einmal von ihren ursprünglichen Grundsätzen abgewichen ist, und den Geist ihrer vortrefflichen, in ihrer Art einzigen Stiftung vergessen hat, so vielerlei Modificationen erlitten, daß sie nun eine sehr vieldeutige Benennung überkommen hat, und es geht ihr allmählig in unserm Landhause wie der Reichs-Integrität auf dem Rastatter Kongreß.

Es lohnt sich also wohl der Mühe, im Vorbeigehen darüber auch ein Wort zu sagen, jedoch nur insofern, inwiefern sie auf die dermaligen Verhältnisse der Stände unter sich und die Stimmführung Bezug hat.

Wenn vom Range die Rede ist, so heißt es: die ersten, die obern und die mindern, die untern zwei Stände, und diese Distinction treibt man so weit, daß man letztere, um ihnen ja seine Superiorität recht merkbar fühlen zu lassen, und weil es manchmal Vertreter gab, die das ihnen als Mitstand gebührende Ansehen nicht zu behaupten wußten, oder zu feig waren, nicht nur im Sitzen (was endlich noch leidentlich ist und sich einigermaaßen rechtfertigen läßt), sondern selbst durch Unterscheidung des Tuches an Sesseln, des Schreibzeuges und Streusandes; ja sogar der Thüren zum Sessionszimmer erniedrigen zu müssen glaubte, ohne erst davon was zu sagen, daß selbst die einem jeweiligen Herrn Landeshauptmann nachgesetzten Beamten der Stände manchmal schon von diesen Ständen die förmliche Aufwartung angenommen haben.

Dagegen, wenn es auf's Zahlen ankommt, und noch mehr, wenn es um Rettung des Vaterlandes zu thun ist, wenn von allen Seiten her das Kriegsgeschrei ertönt: auf! auf! zu den Waffen! dann gilt nur der Steuerfuß und die Zuzugsordnung; Alles reduzirt sich auf die hierinfalls zum Maaßstab angenommenen 5000 Steuer- und Kriegsknechte, und da verlangt man hernach, besonders so viel es die letzteren betrifft, Städten und Gerichten nicht nur den Vorrang nicht streitig zu machen, sondern sie haben gewiß durchgehends die Ehre, einstmalen die ihnen zum ersten Zuzuge betreffenden 3200 Mann zuerst zu stellen, damit der immatrikulirte Adel und Prälatenstand indessen Zeit gewinnt, das seinerseits schuldige Contingent der übrigen 1800 Mann zu stellen, oder

auch gar zu Hause zu behalten, wie man es während dem ganzen verwichenen Kriege immer so anzugehen wußte!

Wo waren dann damals die 15jährigen Herren Junker von unserm Ritter- und Herrenstande, deren glänzendes Recht, gleich mancher Stadt und manchem Gerichte von 6-, 10- bis 15tausend Seelen, mit Sitz und Stimme bei Landtägen zu erscheinen, sich doch bloß daher schreibt, weil sie vor Zeiten in diesem Alter schon als waffenfähig erklärt, und daher im Kriege die Landeszuzüge mitzumachen pflichtig wurden?

Wo waren manche unserer übrigen Herren Patrizier, von denen nun, wie man hört, so viele den Kaiser überlaufen, um ihre vorgeblichen bei der Landesdefension erworbenen Verdienste geltend zu machen?

Zwar freilich hatten die Meisten mit der Feder zu thun, oder waren beständig auf Commissionsreisen, wo sich's bequemer lebte und mehr eintrug als im Felde, und Manche, das muß man gleichwohl sagen, waren doch auch als Offiziers, sammt ihren Hofmeistern, bei den Compagnien. Aber wenige, wie gar wenige tyrolische Landmänner waren unter den Landesvertheidigern, die, wenn's zum Ernst kam, mit den gemeinen Zuzugsleuten oder voran gingen, und wie viele hingegen von diesen Herren, selbst einige gewesene Hauptleute, ja sogar Ober- und Unter-Commandanten nicht ausgenommen, bekamen die Feuerseuche und lagen in einer Alphütte, hinter einem Gebüsche oder in einem finstern Walde, bis der Herzklopfer nachließ! Endlich, wenn Sachen vorkommen, bei deren Behandlung man es, um sie desto leichter durchzusetzen, zuträglicher findet, einstweilen sowohl vom Rang etwas zurück zu lassen, als dem Steuerfuße einen Abbruch zu thun, so giebt es noch eine andere Proporzion, wo sich sodann die obern zwei Stände so weit zu den untern herablassen, daß sie sogar zugeben: alle vier Stände seyen einander vollkommen gleich, und es gäbe eigentlich nur vier Stimmen im Lande!

Solcher Gestalten dann macht man aus der tyrolischen Verfassung bald ein vollkommen gleichseitiges, bald ein längliches Viereck, bald ein Fünfeck!

Je nun also, sey es so, und lasse man es bei dem erstern bleiben, Städte und Gerichte werden es ohne Zweifel vollkommen zufrieden seyn; denn wenn es nur zweierlei Rangordnungen und nur viererlei Stimmen

unter den vier Ständen giebt, so trifft es je zweien zusammen die gleiche Hälfte, und somit wird hoffentlich auch die Zuzugsschuldigkeit, so wie die Steuergiebigkeit zu gleichen Hälften zu tragen seyn. Will man aber 24) entweder das nicht durchgehends annehmen, oder sieht man ein, daß es in manchen Stücken sogar unmöglich wäre, diesem Grundsatze nachzukommen, warum behält man nicht jenen des Steuerfußes und der Zuzugsordnung lieber immer, sowohl bei Vertheilung aller Auflagen als auch bei Regulirung der Stimmführung, gleichförmig bei, wie schon einmal bei einem öffentlichen Kongresse dem Adelstande, als er noch um eine Stimme mehr haben wollte, von Städten und Gerichten geantwortet worden ist?

Je nachdem ein Stand zur Bestreitung des öffentlichen Aufwands, und im Fall eines Krieges zur Vertheidigung des Landes mehr beizutragen hat, als der andere, soll er auch mehr dazu zu sagen haben. Giebt es einen einfachern, billigern, leichter anwendbaren und zugleich dem wahren Sinne der tyrolischen Landesverfassung mehr entsprechenden Grundsatz als diesen?

Alle vier Stände zählen so viele Stimmführer und Repräsentanten, als Steuer- und Kriegsknechte, also zusammen fünf Tausend.

Diese, nachdem sie sich mit ihren Gemeinden über die an sie ausgeschriebenen Gegenstände berathschlagt haben, versammeln sich im Hauptorte des Standes, zu welchem jeder gehört, d. i. der Stadt, des Gerichts u. s. w., stimmen über die abzugebende Meinung ab, und wählen jeden zehenten Mann aus ihrem Mittel zum Abgeordneten, und somit haben wir deren fünf Hundert.

Ist ein Landtag, so erscheinen diese auf Kosten ihrer Kommittentschaften dabei, und wählen von Stand zu Stand abermals den zehenten Mann zum großen, weiters den zwanzigsten zum kleinen Ausschuß, und endlich den fünfzigsten zu einer einzigen, mit dem südlichen Landestheile gemeinschaftlichen Aktivität, wo sohin der große Ausschuß aus 50, der kleine aus 25 und die Aktivität aus 10 Mitgliedern besteht.

Außer einem Landtage aber machen die von obigen 500 Abgeordneten über Absatz der 10 Aktivitäts-Mitglieder noch anwesigen 490 Köpfe die Versammlungen in den Dekanaten, Ritterkantonen, Bezirken der Städte und Vierteln oder Kreisen der Gerichte aus, und wählen ihre Vertreter entweder nach gewissen Perioden, oder zu jedem Kongresse, oder wenn sie immer wollen.

So unvollkommen dieser Grundriß zu allenfälliger Reformirung unserer Verfassung ist, so wird doch Jedermann gestehen, daß die Gesammtheit der Stände vieles dabei gewinnen müßte, ohne daß selbe im Ganzen etwas zu verlieren hätte.

Wie viel mehr Vertrauen und Beruhigung würde eine solcher Gestalten regulirte, auf so feste Grundsätze gebaute Stimmführung sowohl bei Berathschlagungen über die aufzuschlagenden oder zu übernehmenden Schulden und deßwegen festzusetzenden Landesauflagen, als auch in andern Angelegenheiten dem ganzen Land einflößen, und wie viele Schwierigkeiten würden selbst bei Vertheilung und Eintreibung der bewilligten Steuern beseitiget werden, wenn jeder Stand einerseits wüßte, wie viel es ihn darein zu entgelten betreffe; und andererseits zugleich die Modalität der Subrepartition und Anlagen unter seinen Kontribuenten ihm selbst frei gelassen würde, dafern man sich über keine sonstige allgemeine Landesauflagen verstehen wollte oder könnte!

Dann erst könnte man mit Wahrheit sagen, solch ein Abschluß sey das wohlbedachte Gutbefinden, und der nach dem durch Stimmenmehrheit erhobenen Willen der Nation gefaßte Abschluß ihrer hiezu wirklich bevollmächtigten Stellvertreter, wo hingegen dermal die Stimmen aller Herren Vokalen vom Prälaten- wie vom Adelstande eigentlich weiter nichts, als bloß einzelne Privatmeinungen sind, so daß Städte und Gerichte in besonders wichtigen Dingen mit ihnen kaum sicher tractiren; indem ihre Herren Kommittenten niemals zusammen berufen oder wie immer einvernommen werden, und folglich keine Vollmacht oder Instruction abgeben können.

25) Man möchte zwar glauben, daß dieser Mangel von Authentizität bei den Stimmführern dieser zwei Stände einzig ihren Kommittenten schaden könnte, und daher die Städte und Gerichte außer der Giltigkeit ihrer Abstimmungen weiter nichts berühre, allein man irrt sich sehr.

Daher schreibt sich's, daß vielfältig so einseitige, eigennützige, kurzsichtige, auf das Ganze des Landes so wenig anpassende Äußerungen und Meinungen abgegeben werden, und daraus kann man sich die Bedenklichkeiten der Gerichte erklären, als welche billig besorgen müssen, daß sie mit ihren Forderungen immer um so weniger Gehör und Gerechtigkeit finden werden, je kleiner die Versammlung, und je weniger ausgedehnt das gemeinsame Interesse unter ihren Stimmführern ist; denn unmöglich könn-

ten sich sonst die Anträge der Stimmführer, obgleich von verschiedenen Ständen, so sehr durchkreuzen, und unmöglich könnte selbst der geistliche und Adelstand den Städten und Gerichten oft so sehr entgegen seyn, da fern diese selbst zugegen oder ihre Stimmführer von ihnen ordentlich instruirt und an die Instruction gebunden wären; besonders wenn einerseits dem Prälatenstande die gesammte Kurat- und übrige Kloster-Geistlichkeit, und andererseits der Herren- und Ritter-Bank aller im Land ansässige Adel nach Maaß seiner Realitäten und obigem Vorschlage gemäß einverleibt würde; wie es dann auch beide, da sie sowohl im Kontributions- als Defensionswesen ihre Schuldigkeit entgelten müssen, und sohin als wirkliche Mitstände und würdige Mitbürger zu betrachten sind, in der That verdienten, und auch vielleicht weder Städte noch Gerichte entgegen seyn würden, um zu zeigen, daß es ihnen keineswegs um Vermehrung ihres Übergewichts in der Stimmführung, sondern vielmehr um Herstellung eines nach der Steuer- und Zuzugspflicht billigmäßigen Gleichgewichts zu thun sey. Wahr ist's indessen,

26) die bisherige besondere Adelsmatrikel würde sodann ganz aufzuhören haben.

Aber sage uns ein auf seine diesfällige Vorzüge auch noch so eifersüchtiger Patrizier (wenn er nur kein Aristokrat ist) sag' er uns, was verliert dadurch wohl die Gesammtheit der Stände und das Ganze des Landes?

Was ist eine so bewaffnete Matrikel anders, als eine von dem schwindsüchtigen Hochmuthe mit der verdorbensten Oligarchie erzeugte Mißgeburt, die demnach den Bürger- und Bauernstand nur über die Achsel ansehen und höchstens noch als Geschwistrige von einer standeswidrigen schlechtern Mutter gelten lassen will?

Wie konnte man doch eine Matrikel dieser Art so lang dulden, die gleichsam einen Staat im Staate bildet, bei Aufnahmen der übrigen Stände überall mitstimmt, über Gesuche um ihre Mitgenossenschaft aber sich die Aufnahme ausschließlich allein anmaaßt, und sich sogar von den übrigen Ständen die Taxen zahlen läßt, die einerseits von allen Nutzungen des ständischen Verbandes gewiß ihren Antheil bezieht, ja sich gleichsam für die politische Kadeten-Akademie von Tyrol wissen will, aus der alle landschaftlichen Bedienstungen besetzt werden sollten; auf der andern Seite aber ihre eigene Kasse hält, und sich besondere Einkünfte zueignet?

Das Alles sind eingebildete Vorurtheile, Fledermäuse aus dem finstern Zeitalter, die da und dort noch in einem Kopfe nisten.

Den Adel ertheilt der Landesfürst allein, und die Landmannschaft, die wahre Mitgenossenschaft eines wirklichen Mitstandes, erhält, wie der Bürger und Bauer, so auch jeder Edelmann mit dem angetretenen Besitz einer mitsteuernden und zu den Landeszuzugen mitpflichtigen Realität!

Oder giebt es etwa einen besondern Super-Adel in unserm Tyrol, den man erst durch die Matrikel erlangt?

Wahr ist's, sie zählt auch auswärtige Mitglieder vom allerersten Range, die ihr ganz gewiß Ehre machen, und es würden deren noch mehr seyn, wenn der stiftmäßige Stolz nicht oft gerade da seine Delikatesse hätte zeigen wollen, wo man Gelegenheit gehabt hätte, nicht immer nur das angeborne, sondern auch das erworbene Verdienst auszuzeichnen.

Allein alle diese, insofern sie nicht steuerbar sind, kann man ohnedem nur als Ehrenmitglieder betrachten, und als solche mögen sie (und zwar wie bisher mit Sitz und Stimme) immer beibehalten werden.

Außerdem aber sage man es nur selbst, was sie wohl dem Landesfürsten und dem Lande mit manchem Patrizier geholfen, der sein Prädikat im Monde, und hienieden sonst nichts hat, als — Schulden!

Doch genug hievon für diesmal. Wer weiß, ob sich nicht ein andermal wieder hierüber die Rede giebt, wenn gesammte Stände beisammen sind.

Ohne Zweifel wird nicht nur der bisher nicht immatrikulirte Adel, so wie die nicht vertretene Geistlichkeit dem patriotischen Oberinnthaler (ob er gleich nur Bauer ist) für diesen unpartheiischen und in allem Betracht uneigennützigen Vorschlag Dank wissen, sondern es ist beinahe gewiß voraus zu sehen, daß selbst von dem Prälaten- und Adel-Stande alle, die billig denken und klug sind, gar bald auf diese Seite übertreten werden, wo man sodann den Handel mit den noch übrigen Protestanten beim Kaiser ausmachen wird. Diesemnach dann

27) haben die Stimmführer dieses Viertels nur noch über den letzten Punkt Einiges zu erinnern, nämlich so viel es die Militair-Rüstungen, die Verpflegs- und Vorspannsgebühren, dann die Zahlungen für die Dominikal-Knechte anbelangt.

Ehe man von Vertheilung, Verzinsung und Abzahlung der Schulden

handeln will, die das Land übernehmen soll, muß man ja doch allvorderst wissen, was für Schulden es sind, und wie viel sie betragen.

Wie kann man denn aber dieses wissen, so lange die vorhandenen Rechnungen einerseits noch nicht revidirt und bemängelt oder begenehmiget sind, und so lang es andererseits sogar noch eine große Anzahl von Partheien giebt, von denen man weiß, daß sie zu begehren haben, ohne daß man jedoch jemals mit ihnen Richtigkeit gepflogen hat?

Sollen sich etwa die Stände, so viel es den erstern Umstand betrifft, mit bloßen Auszügen und Summarien begnügen?

Und will man Städten und Gerichten für das, was sie ihrerseits zu begehren haben, gar nichts geben, oder glaubt man, sie müßten kurzum mit dem zufrieden seyn, was man ihnen aus gutem Willen durch die Thüre herausgeben möchte?

Für's Erste ist Alles, was die Löhnungen, Magazine, Deputationen, Kommissionen, Remunerationen und dergleichen gekostet haben, schon bezahlt, und folglich unter den Schulden mitbegriffen; nicht wahr?

Je nun also, gehört denn das, was man den Marsch-Stationen noch schuldig ist, nicht auch darunter, oder sollen Städte und Gerichte das, was aufgegangen ist, und wovon sie, außer den Löhnungen und Magazinen, gerade am wenigsten genossen haben, nunmehr bezahlen helfen, mit ihrem Begehren aber den obern, vornehmern zwei Ständen oben darein halt wieder ein großmüthiges Opfer machen? Wie kann man solch eine unbillige, ungleiche Behandlung auch nur denken unter Ständen, die mindestens an ihren Rechten einander gleich seyn sollen? Erst alsdann kann bei einer Gesellschaft, wenn es nicht der Bund des Löwen seyn soll, von Opfern und freiwilligen Zuschüssen in die gemeinen Ausgaben die Reden seyn, wenn jeder Mitinteressent seinen Antheil schon entrichtet hat.

Was thaten denn die ersten zwei Stände, und benanntlich unsere Herren Landmänner den letzten oder auch nur dem Land umsonst? — Muß man sie noch einmal an die 28,000 Gulden Remunerationen erinnern?

Sodann für's Zweite, wie kann man auch nur ungefähr sagen, was ihre Forderungen betragen möchten? Hat man sie jemals befragt und ist man also mit ihnen schon eins, oder ist es etwa eine schon ausgemachte Sache, wie viel sie für Verpflegung des Militairs und die beigestellte Vorspann zu begehren haben? — Keineswegs.

Wohl hat man gleich im ersten Viertel des verwichenen Jahrhunderts einmal ein Regulament der Marschconcurrenzgebühren festgesetzt, bei dem man es dann auch, weil selbe im Frieden insgemein nur eine Kleinigkeit betrugen, bis auf unsere Zeiten bewenden ließ.

Allein dasselbe ward keineswegs als ein unabänderlicher und welteewiger Abschluß festgesetzt, und beweiset also nur soviel, daß man schon damals für billig, ja nöthig befunden habe, den Marsch-Stationen eine Vergütung zu leisten.

Hieraus ergiebt sich also die ganz natürliche und unumstößliche Folgerung, die vielmehr für als wider Städte und Gerichte dienet, nämlich:

wenn man schon allbereits vor einem Jahrhundert für den Mann 2 kr. Dach und Fach, und für Meil und Pferd 10 kr. Vorspanngebühr gab, um wie viel mehr können sie nunmehr begehren, da Alles weit über die Hälfte theurer ist, so zwar, daß man für den Kopf 10, 12, und für die Meil vom Pferd 40 bis 45 kr. zahlen mußte?

Warum sollen also abermals die untern zwei Stände so großmüthig seyn, und beinahe Alles in den Wind schlagen? Gab man den Schützen die Löhnungen auch wie damals, und begnügte man sich bei unsern Defensionsbehörden in Rücksicht der bezogenen Diäten auch mit dem Beispiel der Vorzeit?

Noch mehr, der im Mai 1796 in Gesellschaft des damaligen Herrn Oberstlieutenants von Lanser als Kommissär nach Oberinnthal und Vinstgau abgeordnete Herr Professor Peer machte (ausdrücklich im Namen der Herren Stände) von Gericht zu Gericht allen Obrigkeiten und Ausschüssen die feierlichste Zusicherung: daß, da dieser Krieg das ganze Land angehe, alle Kosten seiner Zeit würden bezahlt werden, wo also Städte und Gerichte ihre Gegenforderungen an der ihnen betreffenden Schuldigkeit abzuziehen hätten.

Wenn man diese Zusage bezweifeln will, so gehe man ihn selbst darüber um Auskunft an; man darf versichert seyn, daß er weder es zu bestätigen, noch auch sich über die ihm deßhalben gegebene Vollmacht auszuweisen ermangeln wird.

Nun dann also, wenn dieses wahr ist, warum will man jetzt das gegebene Wort nicht halten?

Was würde man sich damals nicht Alles haben gefallen lassen müssen, und auch von Herzen gern eingegangen seyn, wenn gesammte Städte und

Gerichte erklärt hätten: man lege keine Hand an, bevor man ihnen nicht sage, ob, wann, wie und was man ihnen für dieses, für jenes bezahle, oder vielmehr, bis wann ihnen Alles zustehe, was sie verlangen; wie es manchmal ein unmenschlicher, hartherziger Flegel mit einem in Gefahr und Noth steckenden Nachbar macht, oder auch ein sonst ehrlicher Mann mit einem schmutzigen Filz oder ränksüchtigen Schwänkmacher angehen muß, der das, was man ihm thut oder arbeitet, zwar ohne Widerrede geschehen läßt, am Ende aber, wenn er zahlen soll, erst Einstreuungen macht, und zu streiten anfängt.

So wenig Ehre übrigens solch ein Auftritt allerdings dem Bürger und Bauer gemacht haben würde, und so sehr man ihm solch ein Mißtrauen in die Ehrlichkeit und Billigkeit der übrigen Stände hätte verargen können, so unräsonabel ist wahrhaftig die kleinliche Art, mit der ihm letztere seine Großmuth, das bewiesene so aufrichtige Vertrauen in ihre Ehrlichkeit und Billigkeit, und die so getreu mehr als bloß mitständisch geleisteten Dienste nunmehr lohnen wollen.

Man frage doch nur nicht, woher man den Fond dazu nehmen wolle, das ist die Sprache eines jeden zähen Schuldners, wenn er bezahlen soll: Ich hab kein Geld und weiß keines!

Wer hat sich denn jemals darum bekümmert, woher der arme Bruder das Geld nehme, wenn er diese Jahre hindurch oft 40- bis 50fache Steuer zahlen mußte? Sein Beutel war der einzige Fond, den er hatte; er mochte nun zu Bedeckung desselben sein Vieh, sein Getreid hernehmen, oder das Geld leihen, und das wird der Fall bei jedem der 4 Stände im Großen, wie hier im Kleinen seyn.

Auch mit der Einwendung wird man hoffentlich nicht aufziehen wollen, daß man entzwischen den Marsch-Stationen gleichwohl nicht mehr bewilliget oder bezahlt hätte, als man vormals bezahlte; denn dies beweiset nur, daß es nicht geschah, worin dann eben die Beschwerde besteht, die die Gerichte dagegen führen, keineswegs aber das Recht, warum es nicht hätte geschehen sollen, noch auch, daß von ihnen darum, weil sie entzwischen lieber etwas, als nichts genommen haben, auf ihre übrigen Ansprüche Verzicht gethan worden wäre.

Wenn selbst der Landesfürst die Stände von Tyrol wider ihren Willen und Einfluß mit Steuern oder sonstigen Auflagen zu be-

schwornen nicht befugt seyn soll, um wie viel weniger kann sich dessen ein Stand über den andern anmaaßen?

Je nun also, heißt daß nicht eben so viel, als die Gerichte mit etwelchen Millionen, was dann auch die Verpflegs- und Vorspanngebühren, die Dominikalknechte, so wie die Kriegs-Rüstung sicher betragen würden, im voraus und sonderbar belegen, wenn man ihnen dafür gar nichts, oder nur was man gern will, ausfolgen zu lassen anträgt?

Noch mehr, selbst dann, wenn man sie auch nur als Parthei, nicht als Mitstand betrachten und behandeln wollte, wie ungleich wäre solch ein Benehmen gegen sie im Vergleiche mit dem, das sie gegen zwar vornehmere, aber darum nicht mehr privilegirte Partikularen noch immer beobachtet haben, die doch wohl gewiß keinen Stand ausmachten, sondern im eigentlichsten Verstande nur Partheien waren?

Auch mit sämmtlichen Gliedern der bestandenen Defensions-Behörden war vorhinein nichts ausgemacht worden, sondern sie schöpften sich mit ihren Subalternen den Lohn selbst, und machten sich zugleich auf der Stelle bezahlt, ohne daß gesammte Stände jemals darum wären befragt worden, oder ihnen schon vorhinein die Bezahlung alles dessen, was sie mit Billigkeit fordern würden, zugesagt hatten, wie dieses den Gerichten gethan worden ist.

Nichts destoweniger verlangten diese bisher noch nie, sothane Zahlungen oder auch nur die angemessenen Remunerationen zurück zu fordern, und werden es auch nicht thun, solang man sie nicht mit Gewalt zwingt, gewisse Verhandlungen und Sessionsprotokolle sich zur nähern Untersuchung vorlegen zu lassen, und sie dann vielleicht ganz zu kassiren.

Noch einmal also, nicht als Mitstand, sondern selbst als Parthei betrachtet, können die Gerichte in Rücksicht ihrer gedachten Gegenforderungen eine billigere Behandlung erwarten, ja sogar rechtlich verlangen. Denn was ist wohl Rechtens, wenn Jemand für einen Dritten, auf dessen ausdrückliches Verlangen und gegen seiner Zeit zu leisten versprochene Zahlung etwas gethan, geliefert oder unternommen hat, ohne daß eine bestimmte Vergütung ausgemacht worden wäre?

Dieser wird sich mit jenem müssen abfindig machen, oder wenn sie nicht überein kommen, so bleibt kein anderes Mittel übrig, als durch den Richter gleichwohl darüber erkennen zu lassen; welches dann die Gerichte

und vielleicht auch die Städte mit ihnen am Ende noch werden ergreifen müssen, wenn man kurzum gegenseitig nicht thun will, was recht und billig ist.

Unmöglich können sich also die Eingangs gedachten Stimmführer dieses Viertels im Namen ihrer Gerichte unbedingte Übernahme aller Kriegsschulden auf die angetragenen Fonds zu Verzinsung und Bezahlung derselben, dann auf Geschweigung oder auch nur auf Vergütung der noch rückständigen Verpflegs- und Vorspann-Gebühren nach dem ehemaligen Regulament und der Reluition für die Dominikalknechte nebst den Kriegs-Wustungen einlassen, und am allerwenigsten können sie zugeben, daß alle diese Gegenstände bloß bei einem engern Kongresse verhandelt werden sollen; denn obwohl sie von ihren Gerichtsgemeinden, wie im Eingange dieses gesagt worden ist, ganz keine Vollmacht haben, so wissen sie jedoch deren Willensmeinung insofern überhaupt, oder sie kann wenigstens mit Recht vermuthet werden, daß sie allgemein, sammt und sonders entschlossen sind, von der mit so vieler Anstrengung vertheidigten, mit dem theuern edlen Blute so mancher wackerer Brüder gleichsam bestätigten und selbst vom Landesfürsten mittelst der erlassenen so vielmaligen Aufforderungen, Belobungen und Dankbezeugungen öffentlich garantirten Verfassung und deren Rechten, Vorzügen und Freiheiten kurzum nichts zu vergeben, es sey dann, daß das entschiedene Übergewicht eines anerkannten größern und gemeinsamen Nutzens hie und da eine löbliche Abänderung räthlicher machen sollte, und solches mit Begenehmigung allerhöchst landesfürstlicher Herrschaft sowohl, als auch mit Zustimmung gesammter Stände geschehen wäre.

So viel nun aber auf die löblichen Obrigkeiten ankommt, ist es ihnen, wie man wohl einsieht, in Rücksicht der verschiedenen Verhältnisse, in welchen sie stehen, nicht zu verdenken, wenn sie sich enthalten, dieser Äußerung beizutreten; wie sie dann auch dieser Verlegenheit um so leichter enthoben werden können, als selbst von wohllöblicher Landschaft bei einer gewissen Gelegenheit deren Einfluß in die Conferenzschlüsse ausdrücklich geahndet worden ist, mit dem Bedeuten, daß nicht so fast sie, als vielmehr die übrigen Deputirten der Gerichte als deren Stimmführer anzusehen seyen, und daß man also vorzüglich dieser ihre Stimme zu hören erwartet hätte.

Gleichwie sie jedoch immer das Beste für ihre Gerichte gethan haben, und denselben bei allen Gelegenheiten mit Rath und That an Handen gegangen sind: so bitten sie Abgeordnete nur insofern um deren pflichtmäßige Äußerung und begründete Auskunft:

Ob zu Verhandlung solcherlei Gegenstände die Versammlung nur des engern Ausschusses hinlänglich und nach der Verfassung herkömmlich sey oder nicht?

Wenn nicht, so gehet die einhellige Meinung der Unterzeichneten dahin: Das Viertel sey nicht befugt, seinem Herrn Vertreter eine andere oder weitere Vollmacht und Instruction zu ertheilen, als nur um gegen den engern Ausschuß zu protestiren, mit dem Beisatze: daß man, dafern man Anstand finde oder vielmehr machen wollte, sich allerhöchsten Orts um Bewilligung eines offenen Landtags, oder doch eines außerordentlichen, alle Klassen der Stände und alle Gegenden des Landes umfassenden Ausschusses gehörig zu verwenden, sich vorbehalte, deshalben aus dem Mittel derjenigen Stände und Landestheile, welche hiezu einfließen würden, eine eigene Deputation an Se. kaiserlich-königliche Majestät abzuordnen.

Nassereit, am 18. Juni 1801.

49.

Einige Urkunden aus und über den Krieg von 1809.

1.

Handbillet Sr. Maj. des Kaisers Franz an den Gouverneur von Tyrol, Grafen von Brandis, vom 29. December 1805 aus Holitsch.

Lieber Graf Brandis!

Ich habe die Vorstellung meiner getreuen Tyroler-Stände vom 14. d. M. erhalten und trage Ihnen auf, denenselben hierüber nachstehendes in meinem Namen zu erkennen zu geben.

Es ist allerdings der für mich so schmerzliche Zeitpunkt herbeigekommen, wo gebietherische Umstände es mir zur Nothwendigkeit machten, der Beherrschung des Landes Tyrol zu entsagen.

Wie schwer dieses Opfer meinem Herzen gefallen sey, wissen die biederen Tyroler ohnehin.

Ich verliere keine Werte darüber, sie würden die Wunden nur aufreißen, welche die durch eine Reihe unglücklicher Ereignisse mir abgenöthigte Trennung von so werthgeschätzten Unterthanen mir und Ihnen schlug.

Die vielfältigen Beweise von Treue und Anhänglichkeit, welche ich während meiner Regierung von dem Lande Tyrol erhielt, werden mir ewig unvergessen bleiben.

Auch ich bin mir bewußt, nichts unterlassen zu haben, was in meinen Kräften stand.

Lag es in meiner Macht nicht, die empfindlichsten Stöße abzuwenden, so habe ich es wenigstens an meiner Vermittlung nicht fehlen lassen, die weitern Wünsche der Tyroler-Stände zu erfüllen, nämlich, daß das

Land ungetheilt bleibe und daß es seine Verfassung beibehalte. Der 8. Artikel des Friedens-Tractats wird die Stände hierüber vollkommen beruhigen*).

Mit dem Auftrage, diese meine Empfindungen den Ständen so lebhaft, als ich sie fühle, zu hinterbringen, verbinde ich zugleich den weitern; daß Sie, als Landes-Chef alle mögliche Aufmerksamkeit darauf richten, daß die Übergabe des Landes an den König binnen der tractatmäßigen Frist zuverlässig bewirket, zugleich aber alles, was nicht Eigenthum des Landes, sondern meinesÄrariums ist, dem gegenseitigen Übereinkommen gemäß entweder zurückgeschickt, oder falls es vortheilhafter befunden würde, dem neuen Landesfürsten zur Ablösung überlassen werde.

Sollte es übrigens unter den Beamten einige geben, die den Wunsch hegen, mir auch in Zukunft zu dienen und die dabei zu den Ausgezeichneteren gehören, so werde ich sie mit Vergnügen aufnehmen und auf ihre Unterbringung bei erster Thunlichkeit Bedacht nehmen.

---

*) In diesem Artikel steht von der ständischen Verfassung Tyrols gar nichts, aber eine interessante Anekdote enthalten des Staatsrathes Merian biographische Züge aus dem Leben deutscher Männer, namentlich seines vieljährigen Freundes Hormayr. (Leipzig 1815 Gleditsch S. 82. 83.) Hormayr erhielt in der Nacht des 19. Decbr. den Befehl, zugleich mit dem Hofrath Marchese Philipp Ghisilieri (bekannt aus Johannes Müllers Briefen und wenige Wochen nach dem Frieden durch sein Unglück in Folge der Übergabe von Cattaro), sogleich von Wien nach Preßburg zum Fürsten Lichtenstein abzugehen und unter ihm in deutschen Angelegenheiten zu arbeiten. Er war der Überbringer eines Schreibens der tyrolischen Stände, welches die rührende Sehnsucht aussprach, bei Österreich oder doch bei einem Prinzen des Hauses, bei ihrer Integrität und Constitution zu bleiben. — Hormayrn wurde der große Schmerz, den 8. Artikel zu redigiren, der unter andern die Abtretung Tyrols aussprach. Diese Redaction, die eine sorgfältige Verwahrung der tyrolischen und schwäbisch-österreichischen Verfassungen, der Rechte Einzelner, der Corporationen, der Beamten u. s. w. enthielt, in Analogie des jüngsten Reichsdeputationsrecesses, verwarf Talleyrands erster Arbeiter Lasbénardière als pedantisch und die neuen Souverains allzusehr einschränkend. — Aber um so fester wurde auf der Endklausel beharrt: „Tyrol, Vorarlberg, die Vorlande würden nur abgetreten mit jenen Titeln und Rechten und in derselben Weise, wie Österreich sie besessen und nicht anders." — Fürst Lichtenstein, dem Hormayrs Tenacität auffiel, fragte endlich: „Was wollen Sie denn mit diesem: „et non autrement?" — „Eure Durchlaucht" (erwiederte Hormayr lebhaft), „beim nächsten Kriegsausbruche müssen uns die Fremden diese drey Wörtchen theuer bezahlen!" — und das Jahr 1809 bewies deutlich, daß er sich nicht geirrt habe.

Nach bewirkter Übergabe des Landes erwarte ich darüber Ihre ausführliche Relation.

Holitsch, den 29. December 1805.

Unterzeichnet: Franz.

2.

Kaiser Franz an die Tyroler über die, durch die Deputirten Straub, Hutter und Eller überbrachte Kunde ihres sieghaft gelungenen Aufstandes, d. d. Scharding, 18. April 1809.

Meine lieben und getreuen Tyroler!

Unter den Opfern, welche die widrigen Ereignisse im Jahr 1805 mir abgenöthigt haben, war, wie ich es laut verkündiget habe und Ihr es ohnehin schon wißt, jenes, Mich von Euch zu trennen, Meinem Herzen das empfindlichste, denn stets habe Ich an Euch gute, biedere, meinem Hause innigst ergebene Kinder, so wie Ihr an Mir einen Euch liebenden und Euer Wohl wünschenden Vater erkannt.

Durch den Drang der Umstände zu der Trennung bemüßiget, war ich noch in dem letzten Augenblicke bedacht, Euch einen Beweis Meiner Zuneigung und Fürsorge dadurch zu geben, daß Ich die Aufrechthaltung Eurer Verfassung zu einer wesentlichen Bedingniß der Abtretung machte und es verursachte mir ein schmerzliches Gefühl, Euch durch offenbare Verletzungen dieser feyerlich zugesicherten Bedingniß auch noch der Vortheile, die Ich Euch dadurch zuwenden wollte, beraubt zu sehen. Allein bei Meinem entschiedenen Hange, den Mir von der Vorsehung anvertrauten Völkern so lange als möglich die Segnungen des Friedens zu erhalten, konnte Ich damals über Euer Schicksal nur in Meinem Innern trauern. Durch endlose Anmaßungen des Urhebers Unserer Trennung neuerdings in die Nothwendigkeit gesetzt, das Schwert zu ergreifen, war es mein erster Gedanke, die Krieges-Operationen so einzuleiten (??), daß Ich wieder Euer Vater, Ihr meine Kinder werdet. Eine Armee war zu Eurer Befreiung in Bewegung gesetzt (??). Aber ehe sie noch Unsere gemeinschaftlichen Feinde erreichen konnte, um den entscheidenden Schlag auszuführen, habt Ihr tapfere Männer es gethan und Mir, so wie der ganzen Welt dadurch den kräftigsten Beweis gegeben, was Ihr zu unternehmen bereit seyd, um wieder ein Theil jener Monar-

chen zu werden, in welcher Ihr Jahrhunderte hindurch vergnügt und glücklich waret.

Ich bin durchdrungen von Euren Anstrengungen, Ich kenne Euren Werth. Gerne komme Ich also Euren Wünschen entgegen, Euch stets unter die besten und getreuesten Bewohner des Österreichischen Staates zu zählen. Alles anzuwenden, damit Euch das harte Loos, Meinem Herzen entrissen zu werden, nie wieder treffe, wird mein eifrigstes Bestreben seyn. Millionen, die lange Eure Brüder waren und sich freuen werden, es wieder zu seyn, drücken das Siegel auf dieses Bestreben. Ich zähle auf Euch, Ihr könnt auf Mich zählen und mit göttlichem Beistande soll Österreich und Tyrol immer so vereinigt bleiben, wie es eine lange Reihe von Jahren hindurch vereinigt war.

Scharding, den 18. April 1809.

Franz.

3.

Dankschreiben der Tyrolischen-Stände an den Kaiser Franz, d. d. Insbruck, 1. Mai 1809.

Die Sprache ist zu arm, um Eurer Majestät die Empfindungen der kindlichen Liebe und der Dankbarkeit zu schildern, welche das allergnädigste Handschreiben Eurer Majestät, datirt Scharding, den 18. April d. J., das wir sogleich durch den Druck zur allgemeinen Kenntniß zu bringen, beeifert waren, in den Herzen Ihrer getreuen Tyroler bewirkt hat. —

Eure Majestät u. s. w. versichern Uns darin Ihres mächtigen, allergnädigsten Schutzes, und wollen uns Ihren Vaterarmen nun nie wieder entreißen lassen — eine Versicherung, zu deren Realisirung Ihre getreuen Tyroler, dem Kriegsglücke zum Trotze, ihr Vermögen, und ihren letzten Blutstropfen aufzusetzen, einmüthig geschworen haben. —

Eure Majestät haben zur Deckung Ihres getreuen Landes Tyrol, und dieser so wichtigen Provinz ein eigenes Armeecorps bestimmt, Eure Majestät haben demselben in der Person des Herrn F. M. L. Marquis Chasteler, einen der klügsten, tapfersten und der Localität kundigen General, der zugleich Landmann ist, vorgesetzt. Eure Majestät haben demselben zur Sublevirung den Herrn General Buol, einen edlen, würdi-

gen, für den allerhöchsten Dienst und das Wohl des Vaterlandes äußerst aufmerksamen Mann, zur Seite gestellt.

Eure Majestät haben zum Intendanten in Tyrol, unsern Geschichtschreiber, und den Liebling seines Vaterlandes Freyherrn von Hormayr abgeschickt — lauter Männer, die der allerhöchsten Gnade, wie des Zutrauens des Landes vollkommen würdig sind.

Eure Majestät haben uns endlich selbst in dem Augenblick der dringendsten Geldverlegenheit mit der allerunterthänigst gebetenen Aushülfe von 200,000 Fl. allergnädigst unterstützt, und diesem noch die allerkräftigste Versicherung wegen des zur Fortsetzung der Vertheidigung so wichtigen als unentbehrlichen Nachschubs von Munition und Artillerie beygefügt: wahrhaftig, Gnaden, deren Größe wir zwar in ihrem ganzen Umfang empfinden, aber eine unseren Empfindungen entsprechende Danksagung Eurer Majestät dafür in Ausdruck zu bringen, nicht vermögen.

Wie glücklich wären wir, wenn Eure Majestät die Lebhaftigkeit unserer Dankgefühle aus der einmüthigen Entschlossenheit, Alles für Eure Majestät geheiligte Person zu wagen, zu ermessen geruhen möchten — gewiß Allergnädigster Monarch, Kriegsunfälle beugen den Tyroler nicht, wir werden, unterstützt von Eurer Majestät, bis an's Ende ausharren, und Eure Majestät, und die ganze Welt überzeugen, daß es eher möglich sey, den Tyroler über dem Erdboden zu vertilgen, als ihm seine angeborne Liebe und Anhänglichkeit für Eure Majestät und Dero durchlauchtigstes Kaiserhaus zu benehmen.

Uns anbey und das ganze Land zur allerhöchsten Huld und Gnaden allerunterthänigst empfehlend:

Eurer k. k. apostolischen Majestät

Insbruck, am 1. Mai 1809.

Allerunterthänigst treu gehorsamste,
Vier Stände Tyrols.

4.

„Meine lieben getreuen Stände Tyrols! Das kindliche Vertrauen, welches ihr in eurer Zuschrift vom 1. Mai bezeuget, und euer rühmliches Vorhaben, standhaft auszuharren, bei vorübergehenden Kriegsunfällen den Muth nicht sinken zu lassen, hat Mir neuerdings bewiesen,

daß ihr noch immer jenes biedere, Gott und seinem rechtmäßigen Landesfürsten mit unerschütterlicher Treue anhängendes Volk seyd, darum waret ihr auch meinem Herzen stets theuer, ihr habt bereits Mein heiliges Wort, daß Ich euch nie verlassen, daß Ich alle Kräfte aufbieten werde, um die noch drohenden Gefahren von euch abzuwenden; nie werde ich dieser feierlich übernommenen Verpflichtung uneingedenk seyn. — Ist es gleich dem Feinde gelungen, augenblickliche Vortheile zu erringen, hat er gleich diese benutzt, einen Theil Meiner Provinzen zu überschwemmen, und zu verheeren, wo er nun nach gewöhnlicher Weise an Unschuldigen und Wehrlosen Rache nimmt; so hoffe ich doch zu Gott, daß der Augenblick nicht mehr fern sey, wo diese tollkühne Vermessenheit ihre Züchtigung finden wird, wo Ich euch jene schnelle und wirksame Hülfe senden werde, auf die ihr die vollgültigsten Ansprüche habt. Schon hat Meine Armee einen entscheidenden Sieg über die Feinde erfochten, welche nach einem beispiellosen Verluste sich zurückzuziehen gezwungen waren. — Bedeutendere Ereignisse werden mit Gottes-Beistand diesen folgen, und dann werden wir uns wieder die Hände reichen, und mit vereinigten Kräften dem Feinde Trotz bieten. — Bis dahin harret aus! Ihr habt der Welt gezeigt, was ein tapferes Volk vermag, wenn es für die Erhaltung seiner Religion, und für Befreiung vom fremden Joche, die gerechten Waffen ergreift. Die Vorsehung hat euere Unternehmungen gesichert, sie wird es ferner thun. Der Gedanke, daß die Zeit der Prüfung nur kurz seyn wird, stähle euern Muth, und halte euch aufrecht, damit Wir rühmlich den grossen Kampf endigen, den uns Ehre und Pflichten gegen die Nachwelt abgenöthiget haben." —

Wolkersdorf, am 26. Mai 1809.

Franz.

5.

Nach bedeutenden Unglücksfällen und nachdem der Feind selbst die Hauptstadt der Monarchie eingenommen hat, ist es meiner Armee gelungen, die französische Hauptarmee unter Napoleons eigener Anführung im Marchfelde am 21. und wiederholt am 22. Mai zu schlagen und nach einer großen Niederlage über die Donau zurückzuwerfen. Die Armee und die Völker Österreichs sind von höherem Enthusiasmus als je beseelt; alles

berechtiget zu grossen Erwartungen. — Im Vertrauen auf Gott und Meine gerechte Sache, erkläre Ich hiermit meiner treuen Grafschaft Tyrol, mit Einschluß des Vorarlbergs, daß sie nie mehr von dem Körper des Österreichischen Kaiserstaates soll getrennt werden, und daß Ich keinen anderen Frieden unterzeichnen werde — als den, — der dieses Land an meine Monarchie unauflöslich knüpft. — So bald möglich wird sich Mein lieber Herr Bruder, der Erzherzog Johann nach Tyrol begeben, um so lange der Anführer und Schützer Meiner treuen Tyroler zu seyn, bis alle Gefahren von der Gränze der Grafschaft Tyrol entfernt sind.

Wolkersdorf, den 29. Mai 1809.

Unterzeichnet: Franz.

6.

Der Kaiser Franz an den Generalissimus Erzherzog Carl.

Lieber Herr Bruder, Erzherzog Carl! — Ich habe vernommen, daß der Kaiser Napoleon Meinen Feld-Marschall-Lieutenant Marquis Chasteler durch einen Tagsbefehl in die Acht erklärt und befohlen habe, denselben, wenn er gefangen werden sollte, von einer Militär-Commission zu richten, und standrechtmäßig zu behandeln. — Ein derley völkerrechtwidriger Schritt dringt Mir die Pflicht auf, Repressalien zu gebrauchen. Ich erkläre also hiermit, daß die französischen Generale Durosnel, Foulier, so wie die übrigen in Kriegsgefangenschaft gerathenen kaiserlich französischen Generale, Stabs- und Oberofficiere für die persönliche Sicherheit des F. M. L. Chasteler oder der anderen Individuen Meiner Armee, welche durch treue Erfüllung ihrer Pflichten und standhaftes Betragen sich ein derlei Schicksal zuziehen sollten, als Geißeln zu behalten, zu bewachen und im schlimmsten Falle so zu behandeln seyen, wie Napoleon Meine Krieger und treuen Diener behandeln wird.

Es thut zwar Meinem Herzen weh, solche Anordnungen, welche nur in dem Zeitalter der rohesten Barbarey an der Tagesordnung waren, erlassen zu müssen, allein Ich bin es Meinen Völkern schuldig, Gleiches mit Gleichem zu vergelten.

Eure Liebden werden vor allem diese Meine Gesinnungen der Armee

in einem Tagsbefehl bekannt machen und den Major=General der französischen Armee hiervon avertiren.

Bei der Unmöglichkeit mit der französischen Armee durch Parlamentairs zu correspondiren *), werden Eure Liebden das in der Frage stehende Schreiben durch einen der gefangenen Noncombattans zur feindlichen Armee senden.

Wolkersdorf, den 25. May 1809.

Franz.

7.

Der Sieger von Aspern Erzherzog Carl an den in Tyrol commandirenden Generallieutenant Marquis Chasteler.

Mein lieber Feldmarschall=Lieutenant! — Seine Majestät der Kaiser und Ich vernehmen mit außerordentlichem Vergnügen Ihre standhafte Behauptung Tyrols **). Sie gereicht Ihnen zum außerordentlichen Ruhm. Ich habe am 21. und 22. vorigen Monats Napoleons Hauptmacht in einer Bataille rangée dießseits der Donau über den Fluß zurückgeschlagen. Der Feind verlor mehrere seiner besten Generale, den Marschall Lannes und zwischen 40 bis 50 Tausend Mann und steht seit dieser Zeit auf der Defensive bei Wien. Ich bin im Begriff die Offensive zu ergreifen, und hoffe den Feind aus Österreich zu vertreiben. Sprechen Sie daher den braven Tyrolern Muth zu. Wenn Sie vereint, und im gleichen Geiste bleiben, so sind Sie in Ihren Ge=

*) Seit dem Kriegesausbruch wurden alle Parlamentairs nicht etwa ohne Antwort zurückgesendet, sondern als Gefangene festgehalten, weil es keinen Kaiser von Österreich mehr gebe, sondern nur Prinzen von Lothringen!! —

**) Dies Handbillet brachte der Schiffmeister Schenacher erst am 17. Juni nach Insbruck, das seit dem 29. May wieder befreit war. Chasteler brach auf die Nachricht dieser Befreiung am 4. Juni von Lienz auf und drang durch das kärnthnerische und untersteyerische Drauthal an die croatisch=ungarischen Landmarken durch, zur Vereinigung mit dem Bannus Giulay und mit dem aus der Schlacht bei Raab entkommenen General Mesko. — Speciell in Tyrol machte dies Handschreiben nothwendiger Weise einen bösen Eindruck, namentlich für Chasteler, der doch am wenigsten ein zunftwüthiger Gamaschengott, ein Feind des Gebirgs= und Volks=Krieges und ein Verächter der Bauern war, wie mehrere seiner Brigadegenerale, vor allen, General Marschall, dann der wenig geachtete Chef des Generalstabes, Obristlieutenant Lebzeltern u. v. A., mit Ausnahme des edeln Corpsadjutanten, Majors Baron Veyder.

bürgen unbesiegbar. — Mit Gottes Hülfe werde Ich Mich Ihnen bald nähern, und Ihnen die Hand biethen. — Glauben Sie daher den lügenhaften Proclamationen der Franzosen nicht. — Was Ihre eigene Person betrifft, so haben wir mit Repressalien gedroht.

Hauptquartier Deutsch-Wagram, am 10. Juny 1809 in der Nähe des von uns besetzten Wiener-Spitz, am linken Ufer der Donau.

Erzherzog Carl
Generalissimus.

50.

Die Abgeordneten des Bauernstandes des im Befreiungskriege von der Krone Bayern wieder an Österreich zurückgediehenen, nördlichen und mittleren Tyrols, an S. M. den Kaiser Franz, d. d. Wien am 23. Juni 1814.

Eurer Majestät!

Über jede Beschreibung erhaben ist das Gefühl, mit welchem sich die allergehorsamst unterzeichneten Abgeordneten des bayerischen Antheils von Tyrol Eurer Majestät als dem ihnen von der gütigen Vorsicht wieder geschenkten Landesvater in allertiefster Unterthänigkeit zu Füßen legen. Was wir Tyroler alle einmüthig durch neun lange Jahre voll Kummers und Drangsals mit heißen Bitten vom Himmel erfleht, was wir mit unserm Blute erkauft, mit unsäglichen Opfern aller Art verdient haben, das ist uns dem Vernehmen nach bereits zu Theil geworden; die Abtretung des nördlichen Tyrols von Seite Bayerns soll in wenigen Tagen erfolgen.

Wir sind wieder mit unsern südlichen und östlichen Brüdern, wir sind wieder mit dem österreichischen Staats-Körper vereinigt; wir dürfen wieder als gute, biedere, dem österreichischen Kaiserhause innigst ergebene Kinder zu dem uns liebenden, unser Wohl wünschenden Vater mit unerschütterlichem Vertrauen unsere Hände und Blicke erheben: denn mit diesen Worten geruheten Eure Majestät in dem allerhöchsten Handbillet d. d. Schärding den 18. April 1809 das Verhältniß zu bezeichnen, in welchem wir Tyroler seit fünfthalb hundert Jahren zum österreichischen Regentenhause zu stehen, das ewig unvergeßliche Glück hatten.

Diese allerhöchste landesväterliche Huld und Gnade, vermöge welcher Eure Majestät im ersterwähnten Handbillet uns unter die besten und getreuesten Bewohner des österreichischen Staates zu zählen geruheten, er-

kennen wir neuerlich daran, daß wir mit den uns so nah verwandten Vorarlbergern die ersten sind, welche nach einer so langen und schmerzvollen Trennung als wieder gefundene Kinder im alten Vaterhause wieder aufgenommen werden. Wir sind unfähig, das Gefühl unsers innigsten Dankes für diesen allerhöchsten Beweis einer uns so sehr auszeichnenden landesväterlichen Gnade mit Worten auszudrücken. Dagegen geloben wir mit einem heiligen Eide an den Stufen des allerhöchsten Thrones, daß wir uns stets dieser allerhuldreichsten Gesinnungen unseres Landesvaters würdig bezeigen werden, daß wir stets bereit sind, unsere unwandelbare Treue, unsere durch kein Unglück erschütterte Anhänglichkeit an das allerdurchlauchtigste Kaiserhaus mit unserm Blute zu besiegeln.

Eure Majestät geruhten, Sich selbst für einen uns liebenden, für einen unser Wohl wünschenden Vater zu erklären. Eure Majestät haben eben jetzt einen anerkannten Beweis landesväterlicher Huld und Gnade gegeben. Wie sollten wir nicht dadurch ermuntert werden, allerhöchst Denselben bei dieser feierlichsten Veranlassung unser ganzes Herz zu öffnen, und eine allerunterthänigste Bitte vorzutragen, von deren Gewährung nicht bloß unser künftiges Glück und Wohlergehen, sondern auch jenes unserer Kinder und Kindes Kinder für alle folgende Jahrhunderte abhängt.

Wir erlauben uns daher im Namen unseres so tief gebeugten, und wegen seiner Anhänglichkeit an Österreich so sehr mißhandelten Vaterlandes Eurer Majestät die allerunterthänigste Bitte um Wiederherstellung unserer alten, durch Jahrhunderte erprobten, von Eurer Majestät garantirten und von der bayerischen Regierung uns tractatwidrig entrissenen Verfassung in allertiefster Unterthänigkeit zu Füßen zu legen.

Tyrol war zu allen Zeiten ein geldarmes Land; zum Theil mit ewigem Eise bedeckte Gebirgsketten, Schneelavinen, Berg- und Erdfälle, reißende Gewässer und zurückgelassene Sümpfe rauben demselben ein Drittheil, wo nicht die Hälfte des Erdbodens, und ungeachtet des höchsten, mit der ganzen Natur unermüdet fortkämpfenden Fleißes war es stets in Hinsicht der ersten und wichtigsten Lebensbedürfnisse und Kunstprodukte von scheelsüchtigen Nachbarn abhängig, und würde sich schon lange selbst erschöpft haben, wenn nicht in früherer Zeit sein montanistischer Reichthum, in der Folge der Transito, mehr als alles übrige aber die wohlerworbene konstituzionelle Freiheit, verbunden mit Fleiß und

Sparsamkeit, allmählig ein produktives Kapital geschaffen hätte, wodurch die mühsame Kultur des Landes möglich wurde.

Die Tyroler müssen als Ansiedler eines von der Natur stiefmütterlich behandelten Erdstriches betrachtet werden, welche bloß durch größtmögliche Befreiung von jedem Finanzdrucke, und durch die allen Gebirgsbewohnern eigene Anhänglichkeit an ihr Vaterland an die Scholle gekettet sind; das Vaterland aber hört auf ihr Vaterland zu seyn, wenn sie der Boden, den sie im Schweiße ihres Angesichts pflügen, nicht mehr ernährt.

Tyrol ward daher von den frühern Regenten glorreichen Andenkens nie als eine Finanzquelle betrachtet, und kann um so minder für die Folge als solche betrachtet werden, da der Druck der bayerischen, illyrischen und italienischen Herrschaft, die Verwüstung des vorletzten unglücklichen und die nach der frühern Erschöpfung so empfindlichen Lasten dieses letzten glorreichen Kriegs bereits viele einst wohlhabende Familien, vielleicht für eine Generation, kontributionsunfähig gemacht, viele ganz an den Bettelstab gebracht haben.

Dagegen aber war Tyrol von jeher die Vormauer und der Schild des österreichischen Kaiserstaats. Als eine ungeheuere, in die Höhe gelegene Festung, Deutschland und Italien beherrschend, unüberwindlich durch seine Felsenwälle und Engpässe, durch eine eigene mannhafte Besatzung, und durch die unerschütterliche Anhänglichkeit derselben an ihren Fürsten sowohl als an ihr Vaterland, ist es ein festes Bollwerk gegen jeden, nach dem Innern der Monarchie eindringenden Feind, ein sicherer Stützpunkt für jede Operation nach Außen. Tyrol hat daher für Österreich keine finanzielle, wohl aber eine große strategische Wichtigkeit. Auf diesem Grundsatze nun, den die erleuchtete Staatsweisheit aller frühern Regenten und Staatsmänner anerkannte, den die Geschichte so vieler Jahrhunderte, und ganz vorzüglich die neueste Zeit als unwidersprechlich bewährte, beruht die alte tyrolische Verfassung.

Der Tyroler soll die kargen Früchte seines Fleißes ernten, er soll im Schooße patriarchalischer Freiheit und häuslichen Friedens das Wenige ganz genießen, was ihm der stiefmütterliche Boden reicht, der ihn nur sparsam ernährt, und den Fürsten lieben, der ihn bei diesem billigen Genusse schützt. Es ist seine heiligste Pflicht, diesen Boden und das Interesse seines Landesherrn mit seinem Blute zu vertheidigen, und wie könnte er wohl unter andern Verhältnissen dieser Pflicht entsprechen?

Durch eine dem Buchstaben nach gleiche Behandlung mit den übrigen, von der Natur gesegneten Provinzen des österreichischen Kaiserstaats, würde er eben der Sache nach, höchst ungleich behandelt. — Elend und Noth, wie es zum Theil in den letzten Jahren schon der Fall war, würde ihn aus seinen heimathlichen Umgebungen vertreiben, die unstäte Lebensweise und die fremden Sitten seine Moralität verderben, seinen Charakter entnationalisiren, während das Land aus Mangel an arbeitenden Händen und an Kapital sich in eine Einöde verwandelte. Dies waren wenigstens in unsern Thälern die Folgen eines unglücklichen Uniformitäts-Systems, unter dem der halbe Continent seufzte. Völker, die durch ihre physische und moralische Beschaffenheit, durch die klimatischen Einflüsse und den Reichthum ihres Bodens, durch die Art ihres Erwerbes, durch ihre Sitten und Gebräuche, durch ihren Nationalgeist, durch ihre Muttersprache himmelweit von einander verschieden waren, sollten nach einem Maaßstabe gemessen werden?? Freilich resultirte daraus eine Uniformität, nämlich jene des allgemeinen Druckes, des allgemeinen Elends. Die Vortheile, welche daraus für die administrativen Zweige im Innern des Staates entstehen möchten, dürften schwerlich geeignet seyn, das daraus hervorgehende Unglück des Volkes aufzuwiegen; auch werden sämmtliche administrative Behörden entweder durch eine Konstitution oder durch den Willen des Regenten zum Wohl des Ganzen kreirt. Gute und gerechte Fürsten pflegten daher von jeher die Administration diesem allgemeinen Wohl unterzuordnen, während in der neuesten Zeit Herrschsucht und Militairgewalt dieses verkehrte. In Österreich hingegen giebt es auch eine Uniformität unter den verschiedensten Völkern, nämlich jene des allgemeinen Glücks, und einer mit Rücksicht auf ihre Verhältnisse, eben nicht dem Buchstaben nach gleichen Behandlung.

Tyrol, seit Jahrhunderten eine der treuesten Provinzen des allerdurchlauchtigsten Erzhauses, wird sich dieses Glückes wohl auch zu erfreuen haben, und da seine alte Verfassung durch fünf Jahrhunderte unter der Regierung so vieler österreichischer Regenten in Krieg und Frieden, in glücklichen und drangvollen Zeiten bereits die Feuerprobe bestanden hat, so scheint sie allerdings dem Lande und seinen Verhältnissen angemessen, und kann höchst wahrscheinlich durch keine neue ungeprüfte ersetzt werden. Wir erlauben uns hier allerunterthänigst darauf aufmerksam zu machen, daß ungeachtet aller Freiheiten, die Tyroler doch stets im Augen-

blicke des Dranges und der Noth, das Ihrige zum allgemeinen Besten, sogar über das Verhältniß freiwillig beisteuerten. Anderer Thatsachen zu geschweigen, wollen wir nur anführen, daß die Landesschuld vom Jahre 1796 bis zur Abtretung an Bayern um 5 Millionen gestiegen ist, daß wir die Klassen- und Capitalien-Steuer gleich den österreichischen Unterthanen entrichteten, und daß wir überhaupt zu jeder Zeit jedes nur mögliche Opfer freiwillig und mit freudigem Herzen auf den Altar des Vaterlandes hintrugen.

Verfassungen, auf welche der ganze Nationalcharakter, die ganze Nationalexistenz sich gründet, wie dies in Tyrol der Fall war, werden von den Völkern mit Recht als ein Heiligthum betrachtet; kein Wunder, daß der unheilige Geist der Zeiten zerstörend darüber hinschritt. Eure Majestät haben diesen bösen Geist gebannt; der Friede der Welt ist errungen; die Gerechtigkeit darf wieder unter den Völkern wohnen.

In dieser glorreichen Zeit, erlauben wir uns allerunterthänigst, Eure Majestät an das uns früher so oft gegebene Kaiserwort zu erinnern.

Im Jahre 1363 ging Tyrol durch freie Einwilligung der Stände und mit Vorbehalt aller seiner Rechte an Österreich, und so und nicht anders, als es Österreich besessen hatte, im Jahre 1805 an Bayern über. Wenn etwa dieser Ausdruck: „so und nicht anders" nicht klar genug wäre, so hat ihn einerseits das Wort des Königs von Bayern, daß kein Jota von unserer Verfassung geändert werden sollte, andererseits das allerhöchste Handbillet erklärt, das Eure Majestät am 29. Dezember 1805 über die Vorstellung der tyrolischen Stände an unsern damaligen Gouverneur Grafen von Brandis allergnädigst zu erlassen geruhten. — „Lag es „in Meiner Macht nicht," (heißt es in diesem uns ewig unvergeßlichen Dokumente), „die empfindlichen Stöße abzuwenden, so habe Ich es wenigstens „an meiner Vermittlung nicht fehlen lassen, die weitern Wünsche der ty„rolischen Stände zu erfüllen, nämlich, daß das Land ungetheilt bleibe, „und daß es seine Verfassung beibehalte. Der 2te Artikel des Frie„denstractats wird die Stände hierüber vollkommen beru„higen."

Alle österreichischen Regenten ohne Ausnahme und Eure

Majestät Selbst geruheten bei allerhöchst Ihrem Regierungsantritte diese Verfassung zu bestätigen.

In dem schon früher erwähnten Handbillet d. d. 18. April 1809 geruhten Eure Majestät das allerhöchste Mißfallen über den tractatwidrigen Umsturz unserer Verfassung mit folgenden Worten zu äußern: „Durch den Drang der Umstände zur Trennung bemüßigt, war ich noch „in dem letzten Augenblick bedacht, euch einen Beweis Meiner Zuneigung „und Fürsorge dadurch zu geben, daß Ich die Aufrechthaltung eurer Ver„fassung zu einer wesentlichen Bedingung der Abtretung „machte, und es verursachte Mir ein schmerzliches Gefühl, euch durch „offenbare Verletzung dieses feierlich zugesicherten Beding„nisses, noch der Vortheile, die Ich euch dadurch zuwenden wollte, „beraubt zu sehen."

Das auf Befehl Eurer Majestät von Sr. kaiserlichen Hoheit dem Erzherzoge Johann erlassene Besitz-Ergreifungs-Patent d. d. Udine 13. April 1809 hatte indessen durch den Artikel XII. die alte tyrolische Verfassung in ihrem vollen Umfange restituirt. „Die getreuen vier Stände Tyrols" (so heißt es da) „als Hof- und Dom„Stifter, die Prälaten, Herren und Ritter, Städte und Gerichte sind „in ihrer ganzen vormaligen, der Erwerbungs-Urkunde „von 1363 gemäßen, durch die nachgefolgten landes„herrlichen Reverse, Freiheitsbriefe und Landesbeschlüsse „bestätigten repräsentativen Form hiemit ausdrücklich und feier„lich wieder hergestellt."

Sämmtliche Proklamationen, welche im Jahre 1809 auf Befehl Eurer Majestät das Volk zu den Waffen riefen, bezogen sich auf diese Verfassung. Im unwandelbaren Vertrauen auf das Kaiserwort folgte der Tyroler diesem Rufe, und gab seine Hütten den Flammen, seine Felder der Verwüstung, sein Weib und seine Kinder der Mißhandlung feindlicher Horden, sein eigenes Haupt aber im Falle des Unglücks dem Tode des Rebellen preiß. — Mehr als Tyrol im Jahre 1809 für das allerhöchste Interesse Eurer Majestät und für das ihm wieder geschenkte Kleinod seiner alten Verfassung gethan, kann kein Land thun. — Wir erwarten daher in allertiefster Ehrfurcht von der allerhöchsten Gnade Eurer Majestät die wohlverdiente Anerkennung

der mit dem Mark und Blute des Landes erworbenen Verdienste um das österreichische Kaiserhaus.

Auch im Jahre 1813 wurden die Tyroler von dem commandirenden Herrn General Freiherrn von Hiller durch seine Proklamation d. d. Knittelfeld den 17. August, und durch einen von dem kaiserlich königlichen Landeskommissair erlassenen Aufruf mit ausdrücklicher Hinweisung auf die Verfassung, zu den Waffen gerufen. — Obwohl es bei dem schnellen Vordringen der alliirten Heere und der Allianz mit Bayern nur wenige Gelegenheiten gab, in welchen sie sich auszeichnen konnten; so ließen sie doch keine derselben unbenützt und die erste Befreiung des Landes durch Vertreibung der italienischen Division Bonfanti verdanken sie wieder größtentheils dem eigenen Muthe.

Eure Majestät geruhten bereits die Verdienste Einzelner allergnädigst anzuerkennen und zu belohnen.

Der Friede von 1809 hat rücksichtlich Tyrols an dem früheren Tractate nichts geändert. Wir erhielten bloß durch die allerhöchsten Interzessionen Eurer Majestät die Zusicherung der Amnestie; übrigens blieb Alles beim Alten.

Eure Majestät haben die Umstürzung der Verfassung allerhöchst Selbst für eine Ungerechtigkeit erklärt. Der Zustand, in dem sich Tyrol im Jahre 1808 bis zu seiner Wiedervereinigung mit Österreich befand, war also fortdauernd ein unrechtlicher Zustand.

Ein additioneller Artikel des nun glorreich erkämpften Pariser Friedens vom 30. May 1814 erklärt die Tractaten von 1805 und 1809 in allen ihren Wirkungen für vernichtet, und zwar aus dem Grunde, damit alle Spuren der unglücklichen Begebenheiten, unter denen die Völker gelitten haben, ausgelöscht werden möchten.

Es ist der allerhöchsten Gnade, dem großen Vaterherzen Eurer Majestät, auf das wir unsere Zuversicht setzen, nicht angemessen, daß die unglücklichen Spuren gerade in Tyrol für alle folgende Jahrhunderte durch den Verlust der Verfassung, an welche des Tyrolers Existenz geknüpft ist, verewigt werden sollen. Die frü-

hern Friedensschlüsse sind vernichtet; dadurch treten wir gleichsam von selbst wieder in unser altes Verhältniß. Das wiederholt uns gegebene Kaiserwort ist stehen geblieben; dadurch erhielten wir eine neue Versicherung unserer künftigen Existenz.

Nach dieser allerunterthänigsten Anführung einiger Motive, wodurch wir unsere allergehorsamste Bitte zu begründen strebten, legen wir nun die Entscheidung unseres Schicksals mit unbegränztem Vertrauen in die Hände eines Monarchen, der sich selbst für einen uns liebenden, für einen uns wohlwünschenden Vater allerhuldvollest zu erklären geruhete, und indem wir uns mit unerschütterlichem Vertrauen auf die allerhöchste Huld und Gnade Eurer Majestät zu Füßen legen, ersterben wir in allertiefster Ehrfurcht.

Wien, den 23. Juni 1814.

Allerunterthänigst treugehorsamst Abgeordnete des nördlichen Tyrols im Namen aller unserer Committenten.

Unterzeichnet: Simon Riechel, im Namen der Landgerichte Innsbruck, Telfs und Schwatz.

Johann Etschmann, im Namen der Landgerichte Schönberg, Steinach und Sterzing.

Sebastian Riedel, im Namen der Landgerichte Zillerthal und Rattenberg.

Kaspar Sebald, im Namen der Landgerichte Kitzbüchl und Kufstein.

Karl Wohl, im Namen der Landgerichte Silz, Imst und Landeck.

Joseph Küfler und Joseph Betol vom ganzen Burggrafenamt und Vintschgau.

51.

Der Generalintendant der Armee von Tyrol und Italien, Peter Graf von Goeß an den für Tyrol ernannten Hofcommissair Freiherrn von Hormayr, Legationsrath im Ministerium des Äußern zu Wien und Director des Staatsarchives, d. d. Triest 9. April 1809.

Wohlgeborner Freiherr!

Euerer Wohlgeborn Ernennung zum Intendanten für Tyrol, welche Sie mir mit Ihrer schätzbaren Zuschrift vom 29. v. M. zu eröffnen beliebten, und wovon ich auch bereits die amtliche Erinnerung erhalten habe, konnte meinen eigenen Wünschen als General-Intendant nicht entsprechender seyn, und es gereichet mir zum besondern Vergnügen, einen so thätigen als verdienten Mitgehilfen zu besitzen.

Ich bin aber noch nicht im Stande, Euerer Wohlgeborn in Hinsicht der Intendanz-Geschäfte einige bestimmte Weisungen zu ertheilen, weil mir die von Sr. kaiserl. Hoheit dem Erzherzoge Generalissimus genehmigte Instruction noch nicht zugekommen ist. Indessen kommt es für der Zeit vorzüglich darauf an, daß man sich mittlerweile von jenen Provinzen, die durch die k. k. Truppen occupirt werden dürften, die möglichst verlässigsten Auskünfte der Landeskräfte in verschiedener Beziehung verschaffe, um daraus einer Seits den thunlichsten Vorschub und Vortheil zur Subsistenz der K. Armee zu ziehen, anderer Seits aber dem Lande nicht mehr aufzuerlegen, als was es wirklich nach seinen innern Kräften leisten und worauf man mit voller Beruhigung und Sicherheit rechnen kann. — Überhaupt ist der wesentliche Grundsatz hiebei, so wie er aus der Natur des Geschäftes, dem hohen Zwecke des bevorstehenden Krieges,

und den Mitteln, solchen zu erreichen fließet, daß die Benützung der occupirt werdenden Länder für die Erfordernisse und Vortheile der in dieselben einmündenden österreichischen Armeen so vollkommen wie möglich mit der guten Stimmung, der Lage und den Verhältnissen, und der allseitigen Ordnung in den betreffenden Provinzen vereinbaret werde.

Da ich übrigens bereits den Befehl erhalten habe, die hiesige Gubernialleitung dem Herrn Baron von Rossetti zu übergeben, und ich dazu nur dessen Ankunft abwarte, um mich dann unverzüglich nach Klagenfurt in das Hauptquartier Sr. kaiserlichen Hoheit des Erzherzogs Johann zu begeben, so werde ich bei meiner demnächst dahin erfolgenden Ankunft daselbst das Vergnügen haben, mich in diesen Angelegenheiten mit Euerer Wohlgeborn näher zu besprechen, so wie ich mich zum Voraus jeder Gelegenheit freue, dieselben von der vorzüglichen Hochachtung zu überzeugen, mit welcher ich die Ehre habe zu verharren

Euerer Wohlgeborn

ergebenster Diener

Triest am 6. April 1809. P. Graf von Goëß.

An Seine
des Herrn Intendanten Freiherrn
von Hormayr Wohlgeborn
zu Klagenfurt
oder Villach (im Hauptquartier des F. M. L.
Marquis Chasteler, VIII. Armee-Corps).

* * *

Als Österreich 1809 dem angemaaßten Herrn der Welt ohne irgend einen Bundesgenossen auf dem gesammten Festlande den Handschuh hinwarf, konnte es sich unmöglich darüber täuschen, daß es ein Internationskrieg werden müsse. An physischer Übermacht war Napoleon nicht zu überbieten. Man mußte also auf moralische Bundesfreunde denken, auf solche Triebfedern, wie sie Bonaparte in Polen mit vielem Glück (freilich in Ungarn mit gar keinem Erfolg) angeregt hatte. Über die Stimmung Tyrols konnten unmöglich Zweifel obwalten, zumal als seit Ende Jänners 1809 verschiedene geheime Deputationen desselben, mit einer davon der Sandwirth aus Passeyer Andreas Hofer in Wien erschienen waren, beim Erzherzog Johann Gehör und im Namen und aus Auftrag

des Kaisers Franz geheime Instructionen und Hülfsquellen gefunden hatten, — der Plan des Aufstandes durch ihren Landsmann, den Freiherrn von Hormayr entworfen und mit ihnen in's Reine gebracht, auch von dem, zum Commando des VIII. Armeecorps und namentlich für Tyrol bestimmten, in allen Local- und Personal-Verhältnissen vollständig orientirten Generallieutenant Marquis Chasteler, der ehemalige Landesschützenmajor Martin Teimer (ein in verschiedenen kleinen Gefechten 1797 bekannt gewordener Taglöhnerssohn aus dem vorzugsweise patriotischen Vintschgauer Dorfe Schlanders) nach Tyrol zur Bereisung der ganzen Verschwörungskette, von Klagenfurt aus, wo er als Tabacksverleger stand, abgeschickt worden war. — Wie durch ein Wunder entging er der allzusehr eingeschläferten Wachsamkeit der Behörden, unter der plumpen, von ihm selbst allzuarg affichirten Larve eines von Österreich zurückgesetzten, vorlauten Frondeurs.

Nach solchen Prämissen muß man erstaunen, welcher Mangel an concentrischer Einheit, Monarchenkraft und Beherrschung aller etwa widerhaarigen Elemente vorwaltete? (und im Volk und Heer war doch eine nie gesehene, so edle als aufrichtige Begeisterung!) daß der prädestinirte Gouverneur Tyrols und Italiens so wenig im Vertrauen der ganzen Improvisation war, daß er noch drei Tage vor dem Kriegesausbruch vom Wichtigsten und Entscheidendsten gar nichts wußte! — Es ist nur eine Fortsetzung davon, daß eben dieser, durch Rechtschaffenheit und Wohlmeinen allgemein geachtete Graf Goeß in Padua mit seinen bedeutendsten Arbeitern und wichtigsten Schriften in vollster Ruhe und Sicherheit einziehend, gefangen wurde von den Polizeisoldaten oder Gensdarmen der Stadt!! Viele Personen kamen dadurch in Staatsgefangenschaft und auf's Blutgerüst. Graf Goeß mit seinen Begleitern, Grafen Purgstall und Baron Spiegelfeld, wurde in die Kasematten von Mantua geworfen und sollte nach Fenestrelles abgeführt, dort processirt und erschossen werden. — Dieser Bonapartische Jupiter-Skapins Eifer wurde zwar etwas abgekühlt durch die Schlacht von Aspern, nach welcher Kaiser Franz unter'm 27. May 1809 aus Wolkersdorf die gefangenen Generale Durosnel und Fouler als Geiseln für die persönliche Sicherheit Chastelers, des Grafen Goeß und des Freiherrn Hormayr erklärte, auch den späterhin in Bayreuth gefangenen Intendanten Tournon nach dem Bergschlosse Munkats bringen ließ, bis zur Freilassung des Grafen

Goeß aus der eben so barbarischen als lächerlichen Haft des Soldatenkaisers und angemaaßten Herrn der Welt, der sich Alles gegen Alle erlaubte, aber gleich über Verletzung des Völkerrechtes schrie, wenn einmal seine eigenen Waffen gegen ihn gebraucht wurden.

Diese unverschuldete, völlige Ungewißheit eines der Chefs, des biedern Grafen Goeß, selbst über die Zukunft der allernächsten Tage, hat ihr Gegenstück in einer Antwort, die der unvergleichliche Graf Radetzky, der Schöpfer und Erhalter so vieler herrlichen Zweige der Wehrkraft Österreichs erhielt. — Erschreckt durch gar viele düstere Vorzeichen, durch gar viele Kleinlichkeiten und Erbärmlichkeiten, wo Alles, und wie es schien, für immer auf dem Spiele stand, eilte Graf Radetzky von Eggenfelden in das just noch zur rechten Zeit gewonnene Regensburg hinein und drang in den neuen Generalquartiermeister Prohaska, den nur seine goldene Mittelmäßigkeit an die Stelle des kurz vor dem Ausbruche hinweggintriguirten Meyer setzte: „um's Himmelswillen, was ist denn unser Plan?" — „Plan? — Plan? — Ich weiß nicht, was Sie wollen? Mit 140,000 Mann gegen 75,000 geht man gerade auf den Feind los und schlägt ihn." — Der 22. und 24. April gaben ein böses Echo auf diesen unglückseligen Wahn.

Über den, in so vielen Hinsichten denkwürdigen Aufstand der Tyroler 1809 für ihren alten Herrn und (wie die guten Leute träumten) für ihr gutes, altes Recht, sind als einzige, unverfälschte Quellen nachzusehen die Urkunden in den historischen Taschenbüchern auf 1837, 1838 und 1840 des Freiherrn von Hormayr. — Jene eilf Punkte, die von Wien aus dem Sandwirth Andreas Hofer und seinen Gefährten, dem Kreitter Peter von Brunecken und dem Botzner Merkantilkanzlisten Nössing mitgegeben waren, wurden mit einem Geheimniß bewahrt und mit einer Schnellkraft ausgeführt, die nur in Mithridats Römermord und in der sicilianischen Vesper ihr Gegenstück finden. — Diese Punkte betreffen: 1) die Frist des wirklichen Ausbruches der Feindseligkeiten zur Festsetzung des gleichzeitigen Losschlagens der Tyroler. Dies sollte am 12. März geschehen, wurde aber leider auf den 9. April verschoben. Im letzten Augenblick entfernten die Intriguen der unmittelbaren Umgebungen des Generalissimus, den General Meyer, als Haupt des Generalstabes, und sendeten ihn in höchster Ungnade als Festungscommandanten nach Brood, an die türkische Gränze. Der im südwestlichen Böhmen aufge-

stärkste Theil der Hauptarmee, der in die Oberpfalz und Franken hinausbrechen sollte, erhielt eine veränderte Richtung. Er vereinigte sich über Budweis und Linz mit dem Hillerschen Corps am Inn, kam hiedurch zugleich in nähere Verbindung mit Tyrol und Italien. Ein solches längeres Aufschieben des Ausbruches um ganze vier Wochen mußte aber nothwendig ein solches Geheimniß, wie der Tyroler Aufstand, in eine Gefahr setzen, vor welcher nur der unvergleichliche Geist der Nation bewahren konnte und auch glücklich bewahrt hat. Dennoch wurde der Aufenthalt mehrerer Deputirten in Wien dem Generalcommissariat in Brixen verrathen durch die Wiener Correspondenz des Botzner Bankiers Johann von Graff, der noch dazu österreichischer Major und durch angebliche frühere Auszeichnung im Feldzuge von 1796 Ritter des mit Recht hochgehaltenen Theresienordens geworden war. Der Sandwirth Hofer und der Kreitter Peter flohen in unzugängliche, verschneite Alpenhütten, wo der Letztere sich Hände und Füße dergestalt erfror, daß er die ganze Kriegszeit über das Bette hüten mußte und zeitlebens gebrechlich blieb. — Die Abrede 2) regelte die heimlichen Verbindungen und Mittheilungen von Thal zu Thal, von Gericht zu Gericht, von Dorf zu Dorf. Auch die geringste schriftliche Mittheilung war bei Leib und Leben verboten. Die Kirchen und die Wirthshäuser waren als Verständniß- und Sammelpunkte bezeichnet und zwischen selben ein quasi telegraphisches Botenwesen im Stillen organisirt, doch durch lauter geprüfte, wo möglich gegen die neue Ordnung der Dinge bereits compromittirte Leute. — 3) Ein Vehmgericht gegen die, ohngeachtet der angeordneten äußersten Umsicht etwa doch aus Furcht oder Verlockung sich findenden Verräther. (Es hat sich aber im ganzen Bauernstande Keiner gefunden.) Selbst die schwer Verdächtigen, oder die in Schwäche oder Weinlaune unvorsichtig geplaudert oder gedroht, müssen familienweise sorgsam gehütet oder verschickt werden, oder in fernen Sennhütten und anderen Einöden sich verbergen. Aus dem Curatklerus ist nur Wenigen zu trauen, — je wissenschaftlich gebildeter, je freisinniger und sittenstrenger um so weniger. Doch wurden aus der Weltgeistlichkeit der Brixner und Churer Diöcese zehn bis zwölf Fanatiker bezeichnet und auf die verkümmernden Wallfahrtspriester und auf die muthwillig übel behandelten Kapuziner und Franziskaner hingewiesen, (mit bestem Erfolg). Aus den Bischöfen traute man unbedingt nur jenem von Chur, Carl Rudolf von Buol-Schauenstein, Bruder des österreichischen Ministers,

Sohn eines vieljährigen K. K. Gesandten in Graubünden. Der Trienter Fürstbischof Emanuel Graf von Thun-Hohenstein war zwar, gleich jenem von Chur wegen Widersetzlichkeit gegen die bayerische Regierung exilirt, doch flößte sein egoistisch schlaues und geschmeidiges Wesen gar kein Zutrauen ein für eine so bedeutsame Crise. Der Bischof von Brixen, Franz Carl Graf von Lodron war durchaus wohlgesinnt, aber überaus ängstlich und dumm. — 4) All und jede Wirthshäuser sind nicht bloß als die unaufsichtigsten Versammlungsörter, sondern auch darum vorangestellt, um ohne Aufsehen Victualien und Munition in sehr vielen kleinen Vorräthen an den Straßen und auf den Höhen anhäufen zu können. — Dem Sandwirth Hofer und Rössing werden auf ihrer Rückkehr von Wien, jenem in Triest, diesem in Salzburg, jedem noch besonders 120 Dukaten ausbezahlt, um durch die miteinverstandenen Wirthe viele kleine Sonntagsschießen geben zu können. — 5) Der Verkehr zwischen den Gebirgsthälern einerseits und dem flachen Lande sammt den Städten andererseits, muß von jetzt an bis zur Stunde des Ausbruchs immer seltener werden, jedoch ohne Aufsehen und unbeschadet, daß alle drei — vier Tage erprobte Leute mit Victualien als Kundschafter dahin gehen. — 6) Der Vortrab des F. M. L. Jellachich wird in gleicher verabredeter Stunde von Salzburg und aus dem Zillerthal in Innsbruck, — der Vortrab des F. M. L. Chasteler aus Kärnthen und durch's Pusterthal herauf, am Centralkreuzpunkt der Höhen von Schabs und Elvas ob Brixen eintreffen und seine Spitzen nordwärts über den Brenner, südwärts durch den Kuntersweg gegen Botzen vorpoussiren. — 7) Alles, was vom Feind aus Italien nach Deutschland zieht, muß zwischen diese zwei Feuer gejagt und vom Gebirgslandvolk zu beiden Seiten ohne Unterlaß verfolgt, beschossen, jede Rast und Nahrung möglichst vereitelt und durch die besten Schützen und Waghälse die Munitionskarren in die Luft gesprengt werden. — Darum soll ein Treibjagen von Botzen gegen Brixen über das Sterzinger Moos und den Brenner herauf stattfinden, aber nichts durchgelassen werden vom Brenner gegen Botzen und Trient hinab. — 8) Die Flüchtung der Kassen muß, so wie etwa in Vorarlberg die Flüchtung der Münchner Schatzkammer nach der Schweiz durchaus verhindert werden, selbst ein Paar Tage vor dem Ausbruch: — um so besser, wenn es den Anstrich eines gewöhnlichen Straßenraubes erhält, wie denn bei jetziger Continentalsperre Contrebande und Brigandage höhere politische Zwecke sehr gut

bemänteln. — 9) Die Flußanwohner müssen um jeden Preis die Zerstörung der Wege, der Stege und Brücken verhindern, damit die Österreicher um so schneller und unaufgehaltener zu Hülfe kommen können, sich aber eben so mit Werkzeugen und Mannschaft bereit halten, wenn die Österreicher auf den rechten Punkten angekommen sind, auf den ersten Wink im Rücken des verfolgten Feindes alle Brücken und Stege abzuwerfen, die Straßen abzugraben, an geeigneten Stellen zu verhauen und auf alle mögliche Weise unpraktikabel zu machen. — Wie die Österreicher über der Gränze sind, lodern die alten Kreidenfeuer auf den bestimmten Signalpunkten mit einbrechender Nacht und des andern Morgens wird Blut und Mehl, zum Wahrzeichen in die landeinwärts oder auswärts fließenden Wasser gegossen. — 10) Die nothwendigste Andeutung der geheimen Verständnisse in der Schweitz, wo bald auch englische Agenten aus Malta und Genua mit Waffen und Geld erscheinen sollen, Verständnisse in Ober- und Unter-Engadein, Chur, Razüns, Mayenfeld und in Weltlin, wie in den Cantonen Appenzell und St. Gallen. — 11) Man hat die Territorialgwiste absichtlich verlängert, um immer stärkere Detachements in's Zillerthal und Brixenthal, so nahe als möglich an Innsbruck und Kuffstein vorzuschieben. — Nächtliche Überrumpelung Kuffsteins durch Speckbacher, Sieberer und die Jäger von Taxis, — Pulverexplosion in dem einen Thurm. Splendides Nachtessen unten in der Stadt im Trautmannsdorfischen Wirthshaus. Hoffnung, sich dort des Commandanten Aichner, wie seines braven Artillerielieutenants zu bemächtigen und alsdann die Feste durch nächtlichen Handstreich zu überrumpeln.

Diesen summarischen, vielfältiger Nachträge, Details, Abänderungen und Berichtigungen empfänglichen Plan dictirte Hormayr in die Feder in seinem Bureau, dem geheimen Staatsarchiv, im sogenannten Reichskanzleiflügel der Kaiserburg zu Wien, dem Kanzlisten Rössing und dem trefflichen Archivar Joseph Knechtel, in Gegenwart des Sandwirths Hofer, des Kreitter Peter und zweier Vertrauten aus Jochberg und Pillersee, Landgerichts Kitzbühel, Oppacher und Simon Fiechter.

Die in Hormayr's historischen Taschenbüchern auf 1836, 1837 und 1838 abgedruckten denkwürdigen Actenstücke der Rubrik Tyrolensia berichtigen unter vielen anderen Irrthümern auch den, als wäre der Sandwirth Andreas Hofer aus Passeyer gleich vom Anfang herein der Obercommandant und die Haupttriebfeder jenes unvergeßlichen Tyroler-

Aufstandes für den alten Herrn und für das alte Recht gewesen, wo er doch mit seiner angebornen Mittelmäßigkeit und sublimen vis inertiae, erst als die Österreicher kraft des Znaimer Waffenstillstandes, Tyrol und Vorarlberg in der ersten Hälfte des August 1809 evacuiren mußten, durch den Zufall und meist durch die Eifersucht weit begabterer Führer, wie Joseph Speckbacher, Joseph Eisenstecken, Rupert Wintersteller von Kirchdorf, Jacob Sieberer aus der Thiersee, der Kapuziner Joachim Haspinger, Kreuzwirth Martin Schenk, Mahrwirth Peter Meyer, Schabserwirth Peter Kemmater gewesen wären, an die Spitze gestellt wurde. — Vom Kriegsausbruch am 9. April bis zum 20. Juni war er actenmäßig bloß der Commandant seiner Passeyrer, — der Hauptkern der Insurrection, die Meraner, Algunder, Mayser, ja die Schlanderser schlossen sich den Passeyerhaufen mehrfach an, aber ihre Führer Tschöll, Glatzel, Thalguter, Trogmann, Fleischmann waren weit entfernt, von Hofer Befehle anzunehmen, von dem sie nichts weniger als eine hohe, vielmehr häufig eine komische Idee hatten.

Dem Hauptereignisse der Capitulation des Generallieutenants Bisson mit 8000 Mann französischer und deutscher Truppen in der Ebene von Wiltau, an den Thoren Innsbrucks (13. April) war Hofer eben so fremd, als dem Entsatze von Trient, Anfangs Juni. — Bei Sterzing, in der Mitte des April, — bei Innsbruck am 25. und 29. May, war er allerdings nahe, ohne doch an diesen Tagen ein persönlicher Leiter und Befehlshaber der Treffen gewesen zu seyn. Er saß meist bei seinem Freund Etschmann, im Wirthshaus zur Schupfen, am untern Schönberg. Am Abend des 29. May, als das Schießen nur noch einzeln fortwährte und eine Art von Waffenruhe eingetreten war, kam er herunter in die Batterie, von welcher man Innsbruck übersieht und hier wurde noch der allen Gefahren des Tages glücklich entgangene wackere Jägerhauptmann Amman von einer irren Kugel niedergestreckt. — Auch beim Entsatze des vom General Levier umzingelten Trient, am 6. Juni, kam Hofer zu spät und der herrliche Elan von Passeyrern und Meranern fand nichts mehr zu thun. — Indessen hatte es der ganze Zusammenhang der Ereignisse tausendfältig erprobt, welch glücklicher Griff es war, diesen geheimnißvollen Nimbus um Hofer zu verbreiten, und in ein von so vielen Leidenschaften befrachtetes und hin und her geschleudertes Schiff diese tüchtige Portion Ballast einzuladen, wie sich Hormayr oftmals ausgedrückt und mit gu-

vom Grunde gerühmt hat. — Nach dem Waffenstillstand und nach dem Abzuge der Österreicher hatte der Kapuziner, es hatte Speckbacher, Schenk, Peter Meyer und die Rodenecker, die Hauptschläge in den wilden Schluchten des Eisack schon gethan, als sie Hofer wieder beriefen aus der Heimlichkeit seiner versteckten Alpenhütte, von welcher er seinen ersten Aufrufern das in seiner Art einzige Datum gab: — „Andere Hofer, dermal unwissend wo." — Jede der von ihm nachgelassenen Ordres zeigt, was er für ein Spielball und Puppe, was er bei all seiner Gutmüthigkeit, Rechtlichkeit, katholischen und dynastischen Pietät, für ein ideenarmer, rath- und thatloser Figurant gewesen ist. — Ein minutiöser Beitrag zu seiner Charakteristik verdient hier eine Stelle: — In den letzten Jänner- und ersten Februarstagen 1809 in Wien war Hofer mit seinen Gefährten versteckt bei des Erzherzogs Johann Hofbüchsenspanner, Anton Stöger auf der sogenannten Leimgrube, Mariahülfervorstadt. — Stöger ging beim Ausbruch des Krieges mit biederer Aufopferung selbst nach Tyrol hinein und scheute die Gefahr durchaus nicht. Erst jedes Abends hatte Hofer, dessen ungewohnte Kleidung und dessen bis auf den Gürtel reichender Bart einen Rudel Gassenjungen hinter ihm hergezogen hätte, seine Zwiesprache mit Hormayr im Archiv, oder in dessen Wohnung, zum vertraulichen Nachtessen, (Nro. 155. Renngasse). — Eines Abends ließ der unvergleichliche Minister Stadion, unter dessen vertraute Arbeiter Hormayr gehörte, ihn plötzlich zu sich rufen und empfing ihn unter häufigem Tabackschnupfen und etwas stotterndem Eifer, in ganz ungewohnter Entrüstung: — „Sie halten nicht Ihr Wort! Ihre Tyroler sollten ja versteckt bleiben und mir nicht Andreossy und Rechberg auf den Hals hetzen, und sie laufen überall herum." — „Euere Excellenz, es ist nicht wahr. Kein Tyroler bricht sein Wort." „Wie können Sie das sagen? — Ihr Bartmann oder Buschmann, oder Sandwirth sitzt drüben im Kärnthnerthor-Theater und zieht Aller Augen auf sich." — Hormayr rannte wie ein Besessener aus der Staatskanzlei, über den Josephsplatz, in's Kärnthner-Thor und bewog den Billetteur durch ein gutes Trinkgeld, ihm „den ungarischen Viehhändler mit dem langen Bart," (so nannte Hormayr geflissentlich den Sandwirth, den er zu seinem größten Schrecken wirklich im ersten Parterre sitzen sah,) wie der Vorhang dieses Actes fiele, herauszurufen und ihm in's Ohr zu sagen: — „der Landsmann mit dem

Wein und mit den Pferden sey angekommen und müsse ihn auf der Stelle sprechen, weiter wisse er nichts." — Langsam und ungern, mit großer Lust zu vielen Fragen, folgte Hofer, kopfschüttelnd und treuherzig grüßend. — Hormayr am Eingang, hinter einem Pfeiler versteckt, trat jetzt einen Augenblick hervor und winkte ihm heftig zu folgen. Das that Hofer auch, wiewohl ungern und langsam. Als ihn Hormayr vor dem Eingang auf der Straße hatte, sprach er erst und sagte heftig: — „Aber Anderl (Andreas), die Tyroler halten sonst Wort und Du hast mir in die Hand versprochen, Dich sorgfältig verborgen zu halten und läufst jetzt in Deinem Aufzug und mit Deinem bartigen Rüssel daher, um die Operntriller zu hören und zu sehen, wie sie im Ballet die Beine ausstrecken??" — „Ich habe nichts versprochen (erwiederte Hofer) als mich niemals bei Tage irgendwo sehen zu lassen, aber jetzt ist es ja schon immer zwischen 4 und 5 Uhr stockrabenfinster." — Hormayr hatte gut reden, das alte Naturkind auf den Zweck der Verborgenheit hinzuleiten. — Er fragte nur immer: — „Ja, wo ist denn aber der Landsmann mit den Pferden und mit dem Wein?" — und als Hormayr dem Erstaunten wieder lang und breit erklärte: — das sey ja nur eine Finte gewesen, ihn schnell aus dem Theater herauszubringen, meinte er: — „Aber jetzt könne er doch wieder hinein gehen und sich auf seinen Platz setzen, denn er habe für das ganze Stück bezahlt und jetzt schon Viel davon versäumt und zuletzt würden sie ihm bei der Kasse keinen Heller für das Versäumte herausgeben wollen." — Höchst ungeduldig schleppte ihn Hormayr durch Regen und Schneegestöber zum Abendessen mit sich nach Hause.

Durch Hofers Hinrichtung in Mantua, die um so mehr auffiel, als er mit jenem Himmel voller Geigen der Vermählung Napoleons mit Marien Louisen zusammentraf, durch diesen überaus leicht zu vermeidenden, blutigen Ausgang wollte der Himmel offenbar jener edlen und grandiosen Erregung Tyrols einen schmelzenden, elegischen Ausgang als Belohnung vergönnen. — Das englische Gold von Maurus Horn in Regensburg und die Anhetzungen des Grafen Ferdinand Waldstein ließen Hofer die treuen und edlen Warnungen aus Wien vergessen und brachten dem beschränkten, eigensinnigen Manne den ihn verherrlichenden Opfertod. Wäre Hofer den Klauen des Feindes entronnen, wäre er nach Wien gekommen, so hätte er unerträglich gelangweilt und alles Poetische wäre

aus jenem heroischen Ringen verschwunden. — Jetzt hat er sein Grabmal in der Innsbrucker Hofkirche neben den Mausoleen Kaiser Max des letzten Ritters, Ferdinands, des Gründers von Ambraß und neben noch einer democratischen Tendenz, neben der schönen Philippine Welser.

52.

Die Räumung Tyrols und Vorarlbergs in Folge des auf die Schlacht von Wagram 5. und 6. Juli, am 12. Juli nach dem glücklichen Treffen vor Znaim, daselbst geschlossenen Waffenstillstandes durch den österreichischen Generalquartiermeister Max Freiherrn von Wimpffen mit dem Fürsten von Neufchatel, Alexander Berthier.

Das in Tyrol, gleich als in einer von allen Seiten umschlossenen, aller Communication mit Österreichs entfernter Wehrkraft in Ungarn und am linken Donauufer beraubten Festung befindliche Corps hatte vor der Hälfte des Juli einen allgemeinen Ausfall ost- und süd-, vorzüglich aber nordwärts beschlossen.

Man hielt einen solchen mit Anstrengung aller nur möglichen Kräfte unternommenen Streich für um so nöthiger, als man einerseits schon am 11. Juli die feindlichen Nachrichten über die Schlacht von Wagram hatte, andererseits durch einen seltsamen und unseligen Zufall die aus Wien, Neustadt und Presburg zurückgekommenen Kundschafter, nur von der Schlacht am 5. Juli (wo alle Angriffe auf die österreichische Stellung abgeschlagen wurden) und von dem nicht minder glücklichen Angriff des rechten Flügels am 6. Juli Vormittags, nicht aber von der Umgehung und dem Rückzuge des linken Flügels unter dem Fürsten Rosenberg unterrichtet waren, der das Ganze entschied. Ja man erhielt im Hauptquartier zu Brixen, aus Bruck an der Muhr, wo sich der F. M. L. Graf Giulay Bannus befand, Nachrichten von einem neuerdings bei Znaim erfochtenen Vortheil, von einem Rückzuge der Franzosen über die Donau, man wußte, daß Dresden vom General am Ende neuerdings besetzt, der ehemalige König von Westphalen

Hieronymus über Hals und Kopf davon geflohen sey, man wußte, daß die Generäle Kienmayer und Radivojecis den Marschall Junot, Herzog von Abrantes, in den Engpässen von Berneck geschlagen hatten. — In der That kamen fast jede Woche Kundschafter und vertraute Boten von der Tyroler Schaar, dessen und des Landes äußerst bedrängte Lage in den Hauptquartieren von Körmend, Komorn, Preßburg, Wagram und Wolkersdorf mit den schreiendsten Farben darzustellen. Allein so wenig sie jemals wirkliche Hülfe mitbrachten, so wenig waren auch ihre Nachrichten, Schilderungen und Hoffnungen im genauen Einklange mit der wahren Lage der Sachen: daher, daß manchmal in Innsbruck und Brixen unrichtige und übertriebene Neuigkeiten an's Tagslicht traten. Inzwischen waren diese doch immer noch unendlich bescheidener, als jene des Feindes, der gleich im Anbeginn des Krieges bei Landshut und Eckmühl, einen Erzherzog todt! etliche Erzherzöge gefangen, das ganze Heer zerstäubt angab, und die bei Regensburg zusammengehauene österreichische Reiterei durch ein nicht geringes Wunder über die Donau setzen ließ! —

Seit in der Welt Kriege geführt werden, sucht jeder Theil den Muth der Truppen durch eine höchst glänzende Darstellung seiner Thaten und Erfolge zu entglühen, ihnen die Unfehlbarkeit ihrer Wagnisse, und zugleich Verachtung und Mißtrauen gegen den Feind einzuflößen. Daher war wohl nicht leicht etwas lächerlicher, als das Geschrei der feindlichen Blätter über die in Tyrol kund gemachten, für Österreich günstigen Nachrichten und die dadurch bezweckte Täuschung des Volkes.

Der 17. Juli 1809 war der Tag, an welchem eben so unerwartet als zermalmend die Nachricht des Waffenstillstandes eintraf. In diesem Augenblick war ganz Oberkärnthen, Tyrol und das Salzburgische Gebirge, Vorarlberg, das Rothenfelsische und Sonthofische besetzt, alle feindliche Verbindung mit Italien durch Tyrol über Villach, zuletzt auch über Laibach unterbrochen; bis Constanz, Moeskirch, Stockach und Memmingen, vier Stunden an München und bis vor die Thore Veronas wurde gestreift, Bassano, Belluno, Feltre mehrmals besetzt. Welche unzuberechnende Folgen wären endlich zu erwarten gewesen, wenn der Sieg von Aspern auch Folgen gehabt, oder der Wagramer Riesenkampf jene Erwartungen erfüllt hätte, zu denen sich die heiße Gluth der Freunde Österreichs durch die beispiellose Tapfer-

keit des Heeres und durch den Heldengeist des königlichen Führers allerdings für berechtigt hielt.

Am 17. Juli erstürmten bei dem abgedachten Ausfall die Jäger des O. L. Baron Taxis den Kochelberg vorwärts Wallersee auf der Münchner Straße, der gegenüberstehende Oberste Graf Max Arco brach das Gefecht dadurch ab, daß auf einmal bei den äußersten Vorposten der Österreicher ein Trompeter erschien, hinter ihm (um die bisher leider siegreichen Aufrührer keiner kriegerisch-herkömmlichen Eröffnung zu würdigen) ein Bauer mit verbundenen Augen von zwei andern geführt, der mehrere Abdrücke jener Extra-Beilage der Münchener Zeitung übergab, in welcher der am 12. Juli zu Znaim abgeschlossene Waffenstillstand, und im vierten Artikel desselben, die Räumung Tyrols und Vorarlbergs, und Übergabe auf Gnade und Ungnade, ausgesprochen war.

Am nämlichen Tage geschah dieselbe Eröffnung durch die feindlichen Vorposten an den die Umzingelung von Kufstein befehligenden Hauptmann Grafen d'Esquille von Lusignan und der Reihe nach an den Commandanten Aschbacher im Achenthale, an der Scharnitz an den Hauptmann Dobrowa von Devaux, an Joseph Mahrberger in der Luitasch, an den Major Dietrich in Lermos und Ehrwald, in Reitti, an den eben anwesenden Jägerhauptmann Berger in Bregenz, an den D. Anton Schneider, Generalcommissair der Vorarlberger Landesvertheidigung.

Der auf den 17. Juli vertagte allgemeine Ausfall war unvorsichtig genug, rücksichtlich sowohl des Tages, als des Plans, dem Feinde ruchtbar geworden. In Vorarlberg hatte das Ausbleiben der vom Major Teimer angekündigten kräftigen Mitwirkung von Reitti her und das Verspäten der Schaar des Riedmüller und Hauptmann Juritsch von Lusignan die unangenehmen Folgen einiges wiewohl sehr geringen Verlustes an Mannschaft und zweier jüngsthin eroberter kleiner Feldstücken. Dieser Unfall erregte, wie in Volkskriegen allemal, Parteiwuth und Mißtrauen, endlich sogar einen offenen Aufstand, welchen aber Schneider mit seiner gewohnten Entschlossenheit dämpfte.

Der Sandwirth Andreas Hofer befand sich bereits bemerktermaßen bei dem G. M. Schmidt in Sachsenburg. Die zu einem Unternehmen gegen Klagenfurt bestimmte Mannschaft durchzog bereits das Puster-

thal. Der italienische Hauptmann Malfatti zeigte sich als Unterhändler, und war, als ihn der General im Beiseyn des Sandwirths empfing, eben so betroffen, als Tags darauf Rusca selber in einem Schreiben voll der lächerlichsten Großsprahlereien und Verzagtheit, sein Befremden über die unerwartete Nähe des mit Recht oder Unrecht sehr gefürchteten „Barbone“ an den Tag legte? Hofer warf dem Abgesandten vor, man habe kürzlich in Mailand zum Gaukelspiel für das Volk einen ähnlich gekleideten und mit einem Theaterbart geschmückten Gefangenen zur Schau geführt, er werde aber Rusca schon weisen, wo sich der rechte Barbone befände? Als sich der Abgesandte von seinem ersten Schrecken erholt hatte, erschreckte er vielmehr die Andern durch die Waffenstillstandsnachricht, die er nebst einem drohenden Schreiben Rusca's aus der Tasche zog, der von Klagenfurt schrieb, aber erst im Anmarsche von Salzburg war. — Am 20. Juli erhielt G. M. Baron Buol aus München ein Schreiben im hohen drohenden Tone, vom Divisionsgeneral Dutaillis (1805 in Tyrol unter Marschall Ney, Chef des Generalstabes letzlich, nach Narbonne, Gouverneur von Torgau), diesem Schreiben folgten Tag für Tag eben so kecke Aufforderungen von dem Marschall Lefevre, Herzog von Danzig, von dem General-Obersten und Gouverneur in Krain, Baraguay d'Hillier, von dem einstweiligen Kriegsminister, Caffarelli und von dem General Castella aus Vicenza, — von österreichischer Seite übrigens nicht der leiseste Wink über die Wahrheit einer solchen Waffenruhe und bevorstehenden Räumung, vielmehr noch späterhin Dinge, die ganz auf Entgegengesetztes hindeuteten.

Da die in Tyrol stehende Schaar von allen Pässen und Eingängen des Landes, von Roveredo bis auf die Scharnitz, von Tonal und von Reitti bis Sachsenburg zerstreut war, war es unendlich schwer, die Posten im Angesichte des ungeduldig drängenden Feindes zu verlassen und sich in schwachen Abtheilungen mitten durch das preisgegebene wüthende Volk dem Hauptsammelplatze Brixen zu nähern, von welchem der weitere Abmarsch durch das Pusterthal nach Kärnthen und Untersteyer angetreten werden mußte.

Die Streitkräfte, die der Feind sowohl aus Italien und Kärnthen, als von Salzburg, München und Schwaben her zur Unterjochung Tyrols und Vorarlbergs in Bewegung setzte, betrugen in Allem wohl zwischen 35 und 40,000 Mann, obgleich die nachher wirklich eingerückte Zahl um

Mittels geringer war. — Daß die Besänftigung der Gemüther, daß die vollkommene Unterwerfung und Beruhigung eines solchen Landes nicht das Werk eines Augenblicks seyn könnte, darüber konnte er sich unmöglich täuschen? Daher war es auch natürlich, daß er so ungestüm auf schnellen Vollzug der Bestimmungen des Waffenstillstandes drang, um bei der so oft als gewiß angenommenen Aufkündigung desselben, die zu dieser Unternehmung verwendeten zahlreichen und auserlesenen Streitkräfte ehemöglichst wieder anderwärts für den Hauptzweck des Krieges bereit zu haben, und nach vollendeter gänzlicher Beruhigung Tyrols und Vorarlbergs die Hülfsquellen Bayerns und Würtembergs um so unerbittlicher und unersättlicher in Anspruch nehmen zu können.

G. M. Baron Buol wurde bei aller Bedrängniß, welche die Noth seiner Schaar, und die äußerst aufgebrachte Stimmung des Volkes zu einer wahrhaft verzweiflungsvollen Lage steigerten, in seinem mannhaften Ausharren und in seinen Vorschriften strenger Kriegszucht keineswegs irre gemacht, die sich durchaus kein eigenmächtiges Klügeln und keine einseitige Folgerung erlaubt. Er erklärte sich, „die Räumung seiner Seits möglichst beschleunigen zu wollen, sobald ihm von seinen Vorgesetzten „der Befehl hiezu und die amtliche Ankündigung des Waffenstillstandes zukäme, früher würde und könne er keine Handbreit Erde räumen, sondern bis dahin, Gewalt mit Gewalt vertreiben. Zugleich sende er aber den Jäger-Oberlieutenant Schutterer „als Eilboten an den Erzherzog Generalissimus um Verhaltungsbefehle, „deren schleunigsten Vollzug er sich seiner Zeit pflichtmäßig angelegen halten werde.“

Dieser über Innsbruck und Scharnitz abgesendete Offizier wurde an den Vorposten des Obersten Grafen Max Arco angehalten, in München über seine Sendung angefragt und von dort wieder zurückgewiesen, um das untere Innthal entlang, den Oberbefehlshaber Marschall Herzog von Danzig aufzusuchen (den er am Passe Strub fand, von dem sich die Volksanführer, Erler und Wintersteller, bereits zurückgezogen hatten). Als dieser Offizier unter mancherlei Umtrieben und übler Behandlung über Wien in Mähren ankam, war der Erzherzog Karl eben im Begriff, zu Littau den Oberbefehl dem Fürsten Lichtenstein zu übergeben. Schutterer wurde nun in das kaiserliche Hoflager nach Komorn gewiesen.

Nun versuchte der franz. Intendant zu Salzburg, Anglès, auf

einem andern Wege die vom Feinde so sehr gewünschte Beschwichtigung zu erzielen. — Er wendete sich in einem langen, theils prahlerischen, theils drohenden Schreiben an den Freiherrn von Hormayr; den Vorwand und Eingang hierzu lieferte ihm die Klage, daß mehrere Pfleger des Salzburgischen Gebirgslandes in das Innere Tyrols abgeführt und hierdurch die Verwaltung der Bezirke verwaist worden wäre. Er forderte sie drohend zurück. Dann ging er darauf über:

„Die Stimme von ganz Deutschland, alle Zeitungen, so viele Augenzeugen und das Ehrenwort eines französischen Marschalls (!) müsse ja doch hinreichen, die österreichischen Behörden und die Parteihäupter des tyrolischen Volks zu überzeugen, daß bei Wagram und Znaim Napoleon entscheidend obgesiegt, und jenen Waffenstillstand gebieterisch vorgeschrieben habe. Längeres Zaudern würde nur das Elend des Volkes vermehren, und die schrecklichste Rache auf das Haupt Hormayr's und der übrigen Parteihäupter herabrufen, die nicht allen ihren Einfluß thätig anwendeten, um eine möglichst baldige Unterwerfung zu bezwecken. Je schneller Tyrol zur Ruhe gebracht werden würde, desto früher würden es auch die fremden Truppen wieder verlassen, um so unbedingter und großmüthiger würde die Verzeihung ausfallen. Alle bisherigen Versuche zu baldigem Vertrage mit den Tyrolern, letzlich auch jene durch den geheimen Referendar und Oberverwalter der Salzwerke, Utzschneider, und durch den Hofrath Baumgarten, seyen bekanntlich nur durch Hormayr's gewaltsames Entgegenwirken gänzlich gescheitert. Es werde ein wahrer Verlust für die litterarische Welt seyn, wenn ein Mann, der in derselben einen so vortheilhaften Platz behauptet, in dem Sturm untergehe, den Er freilich selbst erregt habe."

Hormayr beantwortete dieses Schreiben damit:

„Die zurückgeforderten Salzburgischen Pfleger seyen bereits wieder frei gegeben. Ihre Abführung nach Innsbruck wäre ohne seinen Befehl durch ihre eigenen Gerichts-Unterthanen geschehen, weil sie Befehle vom Feinde angenommen, und sich der Bewaffnung und Anschließung an Tyrol trotz ihrer Eigenschaft als österreichische Staatsdiener, öffentlich und heimlich widersetzt hatten. Das Salzburgische flache Land sey wohl in dem Bereich der feindlichen Streitkräfte, aber nicht so das Salzburgische Gebirge. Der mittlerweile auch wieder losgegebene Pfleger von Gastein habe nach den Kriegsgesetzen aller Welt den Tod ver-

dient, weil er sich unterfangen, Nachrichten und Aufrufe des Feindes bis in das Herz Tyrols auszubreiten. Die Räumung werde ohne Zeitverlust in's Werk gesetzt werden, sobald der Befehl hiezu einlange, früher keinen Augenblick. Rücksichtlich der Nachrichten und Befehle, die vom Feinde herkommen, erinnere er nur an den Vorfall an der Taborbrücke bei Wien, und an den eigenen Tagesbefehl des Kaisers Napoleon über den bekannten Vorgang mit dem Divisionsgeneral Klein nach der Schlacht bei Jena! — Er (Hormayr) gestehe allerdings, und rechne sich's zur Ehre und Pflicht, bisher nichts unterlassen zu haben, den Feinden seines Fürsten allen möglichen Abbruch zu thun! Die Wiedervereinigung seines geliebten Vaterlandes mit Österreich sey sein höchster Wunsch und als Geschäftsmann und Schriftsteller sein unverrückter Plan gewesen. Er mache sich nicht die geringste Täuschung über die argen Verlegenheiten und Gefahren seiner dermaligen Lage, glaube aber, daß ein treuer Diener sich nur in solcher Zeit bewähren könne. Seiner Seits sowohl, als vom G. M. Baron Buol sey in dem etwas ruhigern Verlaufe des Juni und Juli zur Verfestigung der Vertheidigung Tyrols so viel geschehen, daß der Feind ihnen darüber gewiß Gerechtigkeit werde leisten müssen, wenn er ernstlich den kühnen Einfall hegen sollte, mit Waffengewalt einzudringen, noch bevor die Befehle zur Räumung von österreichischer Seite eintreffen könnten." —

Anglès erwiederte diese Zuschrift sehr heftig und drohend, erhielt aber hierauf gar keine Antwort mehr. — Im Lande selbst wüthete allerwärts eine dumpfe Verzweiflung und ein großer Zwiespalt der Meinungen. Das Mißtrauen gegen die österreichischen Behörden stieg unter diesen Umständen, wie natürlich, von Stunde zu Stunde und wie in der unglücklichen Zeit nach dem Treffen bei Wörgl in der zweiten Hälfte des May, fing man einander wechselseitig Briefe und Boten auf. Der Sandwirth Andreas Hofer überließ sich in diesen Tagen der ihm angebornen Unentschlossenheit und Unthätigkeit, beklagte aus biederm, treuem Herzen des Vaterlandes unverdientes, grausames Schicksal. Bald war er auf Hormayr's Zureden entschlossen, mit den Truppen hinweg zu ziehen, bald setzte ihm der verrückte Kolb in den Kopf, sich, bis Österreich den Waffenstillstand wieder aufkündige, der Regierung zu unterziehen, und sich den Titel: „Andre Hofer so lang es Gott geliebt, Graf von Tyrol" beizulegen (womit das A. H. zur Seite des Tyrolischen Adlers auf den

„Tyroler-Zwanzigern", jene Landsturm-Münze, im Einklange steht, die unter Hormayr zuerst geschlagen, und dann unter Hofer nachgeprägt wurde). — Endlich behielt in ihm der Entschluß die Oberhand, sich bis zu dem sehr nah geglaubten Wiederausbruch der Feindseligkeiten in einer Höhle des Passeyerthales zu verbergen, aus der er noch seine ersten Aufrufe (als am 3. und 4. August bei Mittewald schon wieder glücklich gefochten worden) mit der in ihrer Art gewiß einzigen Unterschrift erließ: „Andre Hofer, dermal unwissend wo?" Weit bestimmter und heftiger waren die Entwürfe seiner Adjutanten, Joseph Eisenstecken, des Kapuziners Joachim Haspinger, des Kreuzwirthes zu Brixen Martin Schenk, des Wirths in der Mahr bei Brixen Peter Mayer; vor Allem galten ihm die Einfälle des (mit diesen wackern Männern nicht zu vermengenden) Commandanten zu Lienz, Nepomuk von Kolb, aus einer guten Familie, ehehin ständischen Steuereinnehmers, aber um unordentlicher Verwaltung willen von diesem Amte entfernt, eines hirnverbrannten Anarchisten, von den tollsten Einfällen, der häufige Unterredungen mit der Mutter Gottes, mit guten und bösen Geistern hatte, und allzubuchstäblich das Beispiel Moses nachahmte, der, wenn das Volk Gottes stritt, sich auf hohe Berge entfernte, um für das Glück seiner Waffen zu beten. — Der Plan wurde gefaßt, die österreichischen Truppen mit Gewalt zurückzuhalten, sich ihres Geschützes und Schießbedarfs zu bemächtigen, ihnen täglich 30 Kr. Sold (als die durch die Vertheidigungsverträge von 1796 — 1799 — 1802 — 1805 landesüblich festgesetzte Schützenlöhnung) zuzusichern, die Behörden und Officiers, die nicht bleiben, die sich an dieses neue Vertheidigungswerk nicht anschließen wollten, festzuhalten und zu entwaffnen. — Der Anführer des Oberkärnthnerischen Landsturms Joh. Türk (Oberbeamter des Gurker Fürst-Bischofs, Altgrafen von Salm Reifferscheid) sollte die Feste Sachsenburg in dem Augenblick überfallen und wegnehmen, als G. M. Baron Schmidt dieselbe an Rusca vertragsmäßig übergeben werde, sie also noch von Geschütz und Schießbedarf, die sich in Villach und Klagenfurt zurück befanden, ganz entblößt seyn würde.

In mehreren alten und festen Schlössern befanden sich damals gegen 1500 Kriegsgefangene, 900 Bayern, über 300 Italiener und etwa 200 Franzosen. Man unterrichtete den General Rusca, daß man ihm diese Kriegsgefangenen ordentlich übergeben würde, wogegen eine gleiche Zahl

Österreicher bei der Auswechselungsbehörde zurückgegeben werden sollte, bei welcher G. M. Baron Rothkirch gleich nach dem Abschlusse des neuen Waffenstillstandes in Wien zu unterhandeln angefangen hatte. — In mehreren Wüthenden stieg der Gedanke auf, jene Kriegsgefangenen, die anfangs nur durch Bauern geführt wurden, zu erschlagen. Die in Tyrol stehende Schaar, welche diese Gefangenen der Volkswuth bloßgestellt und preisgegeben hätte, würde alsdann (so meinten jene Wüthenden) vom Feinde schlechterdings außer dem Kriegs- und Völkerrechte angesehen werden, gleich den sogenannten Banden Schill's, Katt's oder Dörenberg's, keine Gnade mehr zu hoffen haben, und sich mit und neben den Tyrolern verzweifelt wehren müssen, als für welche der Znaimer Waffenstillstand gleichfalls weder Vergebung noch Vertrag aussprach. Auf die erste, bei einer Sendung Kolb's durch den überaus wachsamen Obercommandanten im Pusterthal, Hauptmann Stainer von Baillet aufgefangene schriftliche Erwähnung eines solchen Vorschlags wurden im größten Geheim, und ohne sich das Ansehen zu geben, als ahne man nur das Mindeste desgleichen, die nöthigen Maaßregeln genommen, den Befehlshabern versiegelte, erst zu einer bestimmten Stunde zu eröffnende Befehle gegeben, wegen augenblicklicher Versammlung und alsdann geheimen und schnellen Aufbruchs der Truppen, damit selbige um Brixen versammelt wären, bevor noch ein einhelliger, ihnen verderblicher, und den Hof (noch mehr wie einst die Geschichte von Cattaro) verwickelnder Entschluß, vollbracht werden könnte.

Zwei Compagnien von Lusignan unter dem Hauptmann Baron Gallenfels übernahmen die Kriegsgefangenen und führten sie beim wirklichen Ausmarsch einen Seitenweg durch die Luckau, wo sie Niemand erwartete.

Zwischen dem 21. und 27. Juli wurden drei Kabinets-Couriere des Kaisers Napoleon, des Königs von Neapel, der Prinzessinn Vicekönigin, dann 6 Stabsofficiere, welche wegen Vollziehung des Waffenstillstandes nach Kärnthen, Krain und Dalmatien abgesendet wurden, zuletzt einer von Berthier's Adjutanten, Oberst Lejeune (späterhin bekannt durch seine listige Entweichung aus der englischen Kriegsgefangenschaft, in die er in Spanien gerieth). Die bei ihnen allen vorgefundenen Depeschen bezeugten insgesammt die Richtigkeit des Waffenstillstandes, Oberst Lejeune war gesandt, um Zeuge der Unternehmungen Rusca's, überhaupt der Unterjochung Tyrols zu seyn, und dem Kaiser Napoleon den Bericht hierüber als Augenzeuge nach Schönbrunn zu überbringen. Er war in

Salzburg vom Reichsmarschall, Herzog von Danzig geschieden, von dem er den Befehl an Rusca mitbrachte, die Feindseligkeiten ohne Weiteres anzufangen, wenn die Österreicher bis den 3. August die Räumung noch nicht begonnen hätten, Sachsenburg im Ruff hinwegzunehmen, und sich, während des Ausmarsches der Österreicher auf einem oder anderm Nachtlager, und ohne mit den Österreichern, die auf diesem Wege die Stärkern waren, in offenbare Thätigkeiten zu gerathen, der Person Hormayr's und anderer Häupter der Tyroler zu bemächtigen, die es versuchen würden, sich in den Reihen der Österreicher ihrem Vaterlande auf einen niemals aufgegebenen glücklicheren Zeitpunkt der Wiederkehr zu erhalten. — Auch allen diesen aufgefangenen Officieren hatte Kolb den Tod geschworen, und in dem Augenblick, als man sie späterhin bei eingelangter Gewißheit des Waffenstillstandes frei hinziehen ließ, zu Lienz, in den Häusern jenseits der Iselbrücke, Vertraute gestellt, um auf die Vorüberfahrenden Feuer zu geben. Der wackere Platzcommandant im Städtchen Lienz, Hauptmann Pfister, entdeckte und meldete dem G. M. Schmidt dies unsinnige Vorhaben, welches sogleich vereitelt wurde.

Die Stimmung unter den österreichischen Kriegern war nichts weniger als beruhigend. Gewohnt, die Tyroler als Brüder zu betrachten, Zeugen ihres Muthes, ihrer Beharrlichkeit, Zeugen dessen, was sie durch eigene Beharrlichkeit (Kraft), ohne allen andern Beistand gethan, Zeugen ihrer Opfer und ihren Leiden, empörte sich jede freie und tapfere Brust bei dem Gedanken, sie jetzo der schrankenlosen Rache ihrer bittersten Feinde preisgeben zu müssen. Auf den Graf Leiningen glaubte Hofer ganz und gar rechnen zu können, daß er in dem nun bevorstehenden Bauernkrieg eine Hauptrolle übernehmen und daß seine kleine Truppe des Führers Beispiel größtentheils nachfolgen werde, in die er so ziemlich den Geist des Wallensteinschen Lagers hineingebracht hatte. Als beim wirklichen Ausmarsche der Sandwirth Hofer zu Mauls in das Feldlager des Vorpostencommandanten Oberstl. Baron Taxis kam, und dort die Mannschaft auf eine wahrhaft rührende Weise anredete, entstand, wiewohl aus der ritterlichsten und edelsten Herzensbewegung, eine förmliche Meuterei, der die Officiers, leider mit gezogenem Degen, Einhalt thun mußten. — Auch war in dieser Nacht Übergehen zu den Tyrolern sehr stark. — Als der Hauptmann Baron Jüritsch von Lusignan den Abmarsch jener kleinen Schaar aus Vorarlberg (vor dem Heer des Kronprinzen von Würtemberg

bei Lindau vorüber durch Schwaben und Bayern) anbefahl, versagten ihm die Soldaten den Gehorsam, zerstreuten sich, einige wagten es sogar ihn zu mißhandeln, obgleich der tapfere Oberlieutenant Baron Hagen einen mit dem Degen todt niederstieß und mehrere verwundete. Erst des andern Tages bewirkte man von Volk und Soldaten den ruhigen Abmarsch. Die sich immer gleiche Entschlossenheit des Generalcommissairs D. Anton Schneider, der sich selbst in der fürchterlichsten Lage befand, da der von ihm Tags vorher mit dem Würtembergischen Obersten Lanasse abgeschlossene Vertrag für Sicherheit der Person und des Eigenthums vernichtet, und er als Gefangener erklärt, Bregenz geplündert wurde. Sein Leben rettete nur die echtdeutsche Weigerung des geist- und gemüthvollen Kronprinzen von Würtemberg, ihn dem franz. Divisionsgeneral und Senator Grafen Beaumont auszuliefern, der das von Napoleon aus Schönbrunn über ihn ausgesprochene Todesurtheil binnen 24 Stunden vollziehen lassen wollte. — Überhaupt ist nur dem Ernst der österreichischen Commandirenden, und dem Ehr- und Pflichtgefühl der Officiere allein die Verhütung noch bedenklicherer Folgen beizumessen.

Bis zum 29. Juli spät Abends erhielten die Österreicher gar keine amtliche Zeile über das Seyn oder Nichtseyn des Waffenstillstandes. — Die Noth, mit der sie unaufhörlich zu ringen hatten, — das verlassene und preisgegebene, sonach mit hohem Rechte ergrimmte und zu den stärksten Kraftäußerungen heiliger Nothwehr gedrungene Volk, der von allen Seiten drängende und drohende Feind, machten die Lage wahrhaft grausenvoll!

Man hatte sich, wiewohl ganz vergebens, um sichere Nachrichten an den noch zu Bruck an der Muhr stehenden F. M. L. Grafen Ignaz Giulay Bannus, Oberbefehlshaber der neunten Heerschaar gewendet. Der an ihn abgeschickte Eilbote Joseph Anreitter (Stifler) von Mühlbach brachte von dort in das Hauptquartier des G. M. Baron Buol nach Brixen am frühen Morgen des 23. Juli folgende Nachricht des durchlauchtigsten Erzherzogs Johann, gestellt vom 18. Juli Nachts aus dem Hauptquartier zu Teth zwischen Raab und Papa:

„Da es seyn kann, daß ein feindlicher Parlamentär Ihnen den Befehl bringt, Tyrol in Folge eines Waffenstillstandes zu räumen, so haben Sie diesem Befehl nicht nachzukommen, ausgenommen, er wäre von mir unterfertiget."

„In Rücksicht des Pulvers wird man, sobald die Verbindung durch Kärnthen gesichert seyn wird, unverweilt sie möglichst unterstützen."

Erzherzog Johann.

In Folge dieses Befehls berief man die nördlichen Schutzdeputationen (deren eigentliche Seele der vortreffliche Appellationsrath Joseph von Peer, ein Mann von ehrenfester Standhaftigkeit), die Schützencompagnien, und nöthigenfalls auch den Landsturm wieder an die Grenzen, jedoch mit dem Auftrage, nur vertheidigungsweise vorzugehen. — Jener Befehl brachte in der That, wie es in solchen Zeiten so oft geschieht, eine ganz andere Wirkung hervor, als er eigentlich erzeugen sollte.

Die Hoffnungen, die er neu erregte, die Theilung der Meinungen, welche dadurch noch tiefer wurzelte, hatte eigentlich die Folge, daß bei der spätern wirklichen Bestätigung des Waffenstillstandes die Gemüther durch den beständigen Wechsel mehr erschlafft, die Zeit zur gewaltsamen Verhinderung der Räumung verloren, und gegen die Versammlung der Truppen kein bedeutendes Hinderniß mehr war.

Am 27. Juli traf zu Lienz beim G. M. Baron Schmidt der Landwehrhauptmann Graf Brigido aus dem Hauptquartier des Erzherzogs Johann und Abends der unlängst als Eilbote dahin abgesandte Lieut. Bößthy von Jellachich ein. Beide wußten als Augenzeugen die Richtigkeit des Waffenstillstandes, beide hatten von den Generalen und Stabsoffiziers der Chastelerschen Heerschaar Aufträge ohne Zahl, wegen ihres in Tyrol zurückgelassenen Gepäcks und Habseligkeiten, beide waren zufällig Augenzeugen von der Übergabe des Gratzer Schloßberges durch den F. M. L. Baron Zach gewesen, aber keiner hatte etwas Schriftliches bei sich, als Graf Brigido eine Verordnung wegen der Medaillen-Zulage eines Korporals vom leichten Regimente Hohenzollern, und doch kam es fast im gleichen Augenblicke an mehreren Orten zu wirklichen Thätigkeiten und zum Bruche des Waffenstillstandes.

In der Gegend von Innsbruck wurde eine Division von Devaux von der weit überlegenen bayrischen Reiterei gesprengt, Hauptmann Dobrowa und Fähnrich Queer mit 60 Mann gefangen. — Hauptmann Immer, der sich von der Scharnitz bereits zurückgezogen, die durch den General Beaumont und Graf Max Arco sogleich besetzt ward, kam in der letzten Aufstellung hinter Zirl an der sogenannten Martinswand in folgenloser Thätigkeit mit dem ihm auf der Ferse nachfolgenden Vortrabe

des Generals Froment. (Beaumont nahm hierauf spornstreichs seinen Weg durch das Oberinnthal über den Arlberg, um das in der Stirne von dem Kronprinzen von Würtemberg, und General Piccard bedrohte Vorarlberg zugleich im Rücken zu fassen, und zur augenblicklichen Unterwerfung zu nöthigen.)

General Rusca traf alle Anstalten zu einem Handstreich auf die Feste Sachsenburg und zur Vorrückung über St. Hermagor gegen die Stellung von Chrysanten. —

Der Major Bannitza (damals Rittmeister von Hohenzollern) warf den von Vicenza durch das bellunesische und cadorinische Gebirg feindlich vorgedrungenen General Castella von Pandola über die Piave zurück.

Trotz des unbegreiflichen Ausbleibens jedweder amtlichen Verständigung, drang sich doch Tag für Tag die schauderhafte Gewißheit des Waffenstillstandes mehr und mehr auf. — Hormayr, dessen Seele durch die widerstreitendsten Gefühle und Rücksichten, wie leicht begreiflich, auf das grausamste zerrissen war, glaubte schlechterdings nicht länger zögern zu dürfen, seine (wenn auch noch in dieser Zeit eigenen) Ansichten über die Lage der Dinge den verschiedenen Schutzdeputationen zu erkennen zu geben, und vorzüglich kein Mittel unversucht zu lassen, jenen Einklang herbeizuführen, der dem Feinde verbindliche Zusicherungen abnöthigen konnte. In dem Augenblicke, als er sich von Brixen zum zweiten Male zu G. M. Baron Schmidt nach Lienz begab, traf ihn auf dem Wege zwischen Brunecken und Lorenzen der Jäger-Hauptmann Wolf. Jede Minute konnte größeres Verderben bringen. Darum sendete er augenblicklich an den Vorstand der nördlichen Schutzdeputation und setzte dann seine Reise fort. In Lienz traf er den Sandwirth Hofer in Verzweiflung, Kolb in bedenklichen Ausbrüchen des tollsten Wahnsinns, einen guten Theil des Volks diesem letzten sein Ohr leihend. — Kolb hatte die zweite Zuschrift des Intendanten Anglès aus Salzburg an Hormayr aufgefangen, erbrochen, mehreren seines Gelichters gezeigt, als einen offenbaren Beweis von Verrätherei, obgleich sie nur Schmähungen und Drohungen gegen Hormayr enthielt, die aber Keiner aus der, der franz. Sprache nicht kundigen Menge verstand!! Man schalt, man fluchte, man trank fleißig, G. M. Baron Schmidt war zwei Stunden vor Hormayr's Ankunft nach Sachsenburg abgegangen, auf des Majors Krapf beunruhigende Meldung von Rusca's ungestümem Drängen und Trei-

ben. — Hormayr (dessen Gepäck und Schriften die Nacht darauf von Kolb's Leuten angefallen wurden,) folgte ihm augenblicklich und holte ihn noch vor Greifenburg ein. Bei Chrysanten wurde auf ihn und den ihn begleitenden Hauptmann Stainer aus dem Walde her, von den Bauern mehrmals geschossen. — Ein Gleiches widerfuhr später dem als Eilboten nach Sachsenburg geschickten Hauptmann Mayersfeld. In Oberdrauburg hatte Oberstl. Reissenfels von Devaux nicht vermocht, die Feldstücke der Chrysantner Schanze in seine jetzige Aufstellung mitzunehmen. Dem Hauptmann Stainer gelang dieses dennoch, als er Tags darauf von Sachsenburg wieder an den wichtigen Posten von Niederdorf zurückeilte und dort auch nach Hormayr's Auftrag den Rath wegen der Wegweisung der Kriegsgefangenen seitwärts durch die Luckau gab. Von dem Augenblicke an war die Verbindung zwischen der Abtheilung des G. M. Baron Schmidt am Ausgange des Pusterthales und bei Sachsenburg, und jener des G. M. Baron Buol, um Brixen ganz unsicher und durchschnitten. — Doch schon waren die im weiten Umkreise zerstreuten Abtheilungen glücklich auf solcher Höhe, daß sie sich nöthigenfalls die Hand bieten konnten und gewaltsame Versuche schwerlich mehr Erfolg gehabt haben würden. Durch glücklichen Zufall und gute Berechnung war der wahrhaft gefährliche Augenblick schon vorüber. Gleichwohl nährten einige Tollköpfe auch jetzt noch solche Anschläge. Durch den Fürst-Bischof, und durch die weltliche Behörde in Brixen diesfalls gewarnt, gab G. M. Baron Buol dem Anführer seines kleinen, aber tapfern Reiterzuges, Rittmeister Sturm von Hohenzollern, den Befehl, sogleich mit allen seinen Leuten vor seiner Wohnung beim Elephanten in Brixen aufzumarschiren, ließ zugleich den Generalmarsch schlagen und rückte in Schlachtordnung, mit brennenden Lunten in's Freilager auf der Höhe von Schabs. — Hierauf, und als jene erste Zeit der Überraschung und des nur allzugerechten Unwillens vorüber war, zeigte sich der edle Volksgeist der Tyroler wieder in seinem schönsten Lichte.

Von dem Gefühl der ausmarschirenden Österreicher, selbst des gemeinsten Mannes, ist es unmöglich, sich den wahren Begriff zu machen.

General Rusca rückte in Folge des Waffenstillstandes schon am 30. und 31. Juli durch das Gailthal in Flügel und Rücken der aufmarschirenden Abtheilung des G. M. Baron Schmidt, bei der sich auch Hormayr befand, dem es eben so unmöglich ward, als es auch ohne Zweck ge-

wesen wäre, sich noch einmal ganz allein, mitten durch das ergrimmte Volk zur zweiten noch weit zurückstehenden Schaar des G. M. Baron Buol zu begeben. Die damaligen feindlichen Flugblätter ließen ihn verkleidet und vermummt sich in den Reihen der Soldaten verbergen!! Die Truppen sahen ihn beständig an der Spitze, wie immer in Uniform und Orden, mit dem G. M. Baron Schmidt und dem Vorpostenführer Oberstl. Grafen Triangi. Der bereits oben erwähnte Oberste Lejeune und der neu ernannte Befehlshaber der Feste Sachsenburg, Matthieu, statteten ihm noch am 1. August Nachts im Zabuesnigischen Schlößchen Racknitz bei Lind einen Besuch ab, die Gelegenheit zu erkundigen, ob der anbefohlene Griff auf seine Person nicht etwa doch auszuführen wäre?

Am 1. August Vormittags übergab G. M. Schmidt und der Befehlshaber Major Krapf die Feste Sachsenburg an Rusca. Am 3. August brach diese Abtheilung auf, marschirte durch das nun vom Feinde besetzte Sachsenburg nach Spital, von da weiter nach Villach, Klagenfurt Völkermarkt, Mahrburg, Pettau nach Czakathurn, wo sie am 11. August eintraf und wo sich auch das Hauptquartier des Erzherzogs Johann befand.

G. M. Baron Buol, dessen Heerzug weit stärker war und auch langsamer marschirte, brach am 2. August von Brixen auf, verließ am 9. den tyrolischen Boden, traf am 18. in Czakathurn ein.

Mittlerweile war General Rusca zwischen die beiden Heerzüge der Generale Schmidt und Buol hineinmarschirt, besetzte Lienz, bewaffnete sogleich wieder die ihm übergebenen Kriegsgefangenen, plünderte das Städtchen, und legte mehrere blühende Dorfschaften umher in Asche. Jeder mit den Waffen in der Hand Betroffene, aber auch viele Unschuldige, wurden erschossen, einige Weiber und Kinder und zwei bettelnde Greise grausam ermordet. Das aufgebrachte Volk rottete sich zusammen, besetzte die Lienzer Klause, und that dem Feinde sehr bedeutenden Abbruch. Als die Abtheilung G. M. Baron Buol an den Posten der Tyroler an der Lienzer Klause ankam, zogen sich diese auf eine wahrhaft edle und großmüthige Weise auf das Mittelgebirge zurück, ließen Alles durch und versicherten durch Abgeordnete dem G. M. Baron Buol, der in Lienz Rasttag halten mußte, „obgleich es offenbar zu ihrem Nachtheile gereiche, würden sie sich dennoch jeder Feindseligkeit so lange enthalten. Er möge dem Feinde befehlen, ein Gleiches zu thun," — und dieser fand es auch sehr

gerathen, sich ruhig zu verhalten. Er kannte die wohlgegründete Neigung der Truppen für die Tyroler, ihren bittern Schmerz und Unmuth über den Abmarsch, den ihnen, unbesiegt und unbezwungen, ein Federstrich aus weiter Ferne her gebot. Gleich nach dem Abzug der Österreicher wurde auch Rusca mit Verlust und Schimpf wieder vertrieben, und das Land zum dritten Male, und glorreicher als jemals, befreit. —

Jene Stimmung der ausmarschirenden Österreicher sprach sich auch höchst eigenthümlich aus in einem eben damals zu Lienz vor sich gegangenen sehr wilden Auftritte. — Rusca, obgleich an Sechzig, und mit unverkennbaren Anlagen zur Brustwassersucht, immer nur ein paar Stunden in seinen Kleidern, im Lehnstuhle unruhig schlummernd, an Gestalt, an Liebe zu Lust und Leibesküsten, im barschen und prahlerischen Ton, ein ächter Jugendgenosse Heinrichs V. und des dicken Sir John Falstaff, besaß nichts desto weniger eine ewige unruhige Thätigkeit, einen zu Allem geschickten, vor Nichts erschrockenen, Alles benützenden Unternehmungsgeist, der ihn zu einem wahrhaft gefährlichen Parteigänger machte. Er haßte die Tyroler tödtlich, und wünschte nichts sehnlicher, als durch den eigenen Grimm des Volks, oder durch ungünstige Verwickelung ein Beispiel an ihnen zu geben, jede Truppe vor aller Gemeinschaft mit Volkskriegen warnend, in denen die Franzosen von jeher so unglücklich und unrühmlich gestritten hatten.

Bei der Übergabe von Sachsenburg, das bei Chasteler's Abzuge ganz im frühern Stand geblieben war, nahm G. M. Schmidt vertragsmäßig das in der Eile hineingegebene Liniengeschütz seiner abziehenden Truppe hinaus. Rusca sagte in diesem Augenblicke nichts dagegen. Indeß erfuhr er durch Zufall, mit welcher bedeutenden Zahl Geschützes und Gewehre (die nur aus den Mitteln des Landes herbeigeschafft seyn konnten) G. M. Buol abziehe. Er wendete sich nun an diesen mit dem größten Ungestüm: der Vertrag gestatte nichts mitzunehmen, was zum Lande gehöre, daher sende er nach Klagenfurt, den Heerzug des G. M. Schmidt anzuhalten. Er forderte in runder Zahl tausend Gewehre und alles im Land beigeschaffte Geschütz, verweigerte bis dahin den weitern Durchzug.

G. M. Buol antwortete: „Auf dem Ausmarsche befände er sich nur allein in Folge des Waffenstillstandes. Wolle Rusca diesen brechen, so kehre er augenblicklich wieder in's Innere des Landes zurück, werde auch schon Mittel finden, den G. M. Schmidt zu benachrichtigen, wornach

Rusca von vorn und hinten angegriffen und von dem erbitterten Landvolk umringt, kein anderes Mittel bleiben würde, als auf Gnade und Ungnade die Waffen zu strecken. Verpflegung gebühre kraft des Vertrags, an eine Ablieferung der verlangten Gewehre sey nicht zu denken, eben so wenig eines einzelnen Feldstücks. G. M. Schmidt habe vollkommen recht gethan, aus Sachsenburg sein eigenes, nur zufällig dahin abgegebenes Feldgeschütz wieder herauszuziehen. Was General Rusca „Landgeschütz" nenne, seyen aus alten Schlössern herausgenommene Gebirgsböller, Doppelhaken, alte Falconets oder Feldschlangen, auf die man freilich nach dem Geist des Waffenstillstandes kein bestimmtes Recht habe und die ihm daher sogleich zu Diensten ständen, wenn er gegen allen weitern Anspruch oder Umtrieb eine vollkommen beruhigende schriftliche Versicherung ausstelle." — G. M. Buol konnte dieses um so eher versprechen, als nach der Meldung des Artillerie-Oberlieutenants Kummer jene 12 kleine Gebirgsböller zum Felddienste ganz untauglich waren, und der erste zu Brunecken damit gemachte Versuch damit endigte, daß zwei zersprangen und mehrere Artilleristen schwer verwundeten. (Auch als späterhin G. M. Baron Buol Rasttag halten mußte, um nicht so gar viele Müde zu bekommen, deshalb den Grafen Leiningen nach Gratz an den Marschall Macdonald schickte, und dieser es rund abschlug, hielt er jedoch diese Rasttage nichts desto weniger und ließ dem Marschall sagen: Der Waffenstillstand verpflichte nur zu rastmäßigen Märschen, an diese Vorschrift allein halte er sich.)

Als nun General Rusca mit einem zahlreichen Gefolge in das österreichische Lager von Lienz hinausgeritten kam, um jene Böller großprahlerisch in Empfang zu nehmen, entstand kein geringer Auflauf unter den nicht unterrichteten, für den Ruhm ihrer Waffen glühenden Offiziers und Soldaten. Leiningen war wie gewöhnlich mit dem Munde so tapfer wie mit dem Degen. Alles murrete und schalt. In einem Augenblick zog der General sogar den Degen und gebot Ruhe. Als Rusca mit kecken Trotz einige herabwürdigende Worte sprach, faßte der Jägerlieutenant Pfanner ihn an der Brust, drohend, ihn über das nahe Brückengeländer in's Wasser zu stürzen. An einem Haare hing der Ausbruch der erbittertsten Thätlichkeiten *).

*) Diese Darstellung erhält eine nicht unbedeutende Berichtigung in Hormayr's historischem Taschenbuch auf 1842 unter der Rubrik: Tyrolensia. Überhaupt liefert die lange Serie dieser Taschenbücher die wichtigsten Actenstücke und Correspondenzen

Wie begierig war die Aufmerksamkeit des rings auf den Bergen versammelten, durch Brand und Plünderung noch mehr ergrimmten Landvolks. Kein Mann vom Feinde würde entkommen seyn. Allein glücklich wurde noch weiteres Übel verhütet, die Österreicher setzten ihren Zug fort. Noch hatten sie Klagenfurt nicht erreicht, als Rusca schon wieder vertrieben war und G. M. Buol's Ankunft in Czakathurn eilten die Siegesboten von der Vertilgung der Sachsen bei Mittewald, von den wiederholten Niederlagen des Herzogs von Danzig bei Mauls und am Berg Isel, von dem Treffen bei Pruz, Imst und Schwatz, von der dritten Befreiung des Landes, um mehrere Tage voraus.

General Buol, welcher Ende Mai vom F. M. L. Marquis Chasteler mit kaum 2300 Mann, 80 Pferden, (und auch diese nicht effectiven Standes) und 6 Kanonen auf dem Brenner im äußersten Mangel zurückgelassen worden, marschirte jetzt aus mit 42 Kanonen, 12 kleine Gebirgskanonen mit eingerechnet, $2\frac{1}{2}$ Eskadron Hohenzollern (als wozu alle ranzionirten und wieder beritten gemachten Cavalleristen eingetheilt worden waren,) 1 Compagnie Artilleristen, 2 Bataillons Lusignan Infanterie unter dem Oberstlieutenant Baron Ertel, (neu organisirt nach dem unglücklichen Treffen bei Wörgl, obgleich auch der von dort versprengte Oberste Rukß und Major Bouvier das Regiment, beim F. M. L. Jellachich gleichfalls neu errichtet hatten) 1 Bataillon Devaux Infanterie unter dem Oberstlieutenant Reissenfels, 1 Bataillon Hohenlohe Bartenstein, Oberstlieutenant Graf Leiningen, 1 Bataill. vom zweiten Banalregimente und 1 Bat. durch Ranzionirte completirt, unter den Majoren Grammatica und Drescovich, 2 Compagnien Joh. Jellachich und Erzherzog Karl, Hauptleute Vasquez und Graf Faverze, Salzburger Jägerbataillon des Oberstlieutenants Baron Taxis, innerösterreichisches Freibataillon des Majors Grafen Triangi, 9tes Jägerbataillon, 6

über jene Vertheidigung Tyrols diese unstreitig merkwürdigste Episode, des, die Zertrümmerung des Fremdlingsjoches und der Prätorianer-Weltherrschaft vorbereitenden und wesentlich bedingenden Krieges von 1809. — General Buol hatte hiebei wirklich einen schwachen Augenblick und ließ sich von dem Bramarbas Rusca einigermaaßen in's Bockshorn jagen, aus Besorgniß, Rusca wolle und werde es bis zu Thätlichkeiten treiben? — er habe vielleicht geheime Befehle? — Bonaparte wünsche vielleicht einen, den Österreichern anzuschuldigenden, factischen Bruch des Waffenstillstandes. — Buol war erschüttert von der enormen Verantwortlichkeit, dieses mit allen seinen Folgen auf sich zu laden??

Comp. — 2½ Eskadron, 8 Bataillons, 41 Compagnien, 8927 Mann, 214 Pferde. — Als vermißt und bei den Tyrolern zurückgeblieben wurden angegeben 1286 Mann und 268 Pferde, zusammen also 10,213 Mann und 482 Pferde.

1.

Umlaufschreiben der Schutzdeputation des nördlichen Tyrols. d. d. Innsbruck 22. Juli 1809.

In voller Beziehung auf die zwei nachfolgenden höchst wichtigen Aktenstücke, welche die k. k. Schutzdeputation zur allgemeinen Kenntniß zu bringen sich verpflichtet hält, und wovon das Erstere die durch einen Kourier und zwei Estaffetten an den k. k. Herrn General-Feldwachtmeister von Schmidt gelangte, und von diesem sofort durch den kommandirenden Herrn Generalmajor und Brigadier Freiherrn von Buol, dann der k. k. Schutz-Deputation eröffnete Nachricht von dem siegreichen Erfolge der zwischen dem 1. und 10. Juli bei Wien vorgefallenen Gefechte enthält, das Zweite hingegen das Trügliche der ausgebreiteten Ausstreuungen von einem geschlossen worden seyn sollenden Waffenstillstande in das wahre Licht setzet, hält man es im höchsten Grade wichtig, daß die tyrolischen Landesgränzen in ihrem Vertheidigungszustande nicht nur nicht vernachlässiget, und durch anwachsenden Unmuth geschwächet werden, sondern daß in diesem entscheidenden Augenblicke, wo die traurigsten Folgen zu berechnen sind, vielmehr alle Streitkräfte aufzubieten seyen, um dem Feinde, welcher nur seinen Rückzug durch das Land zu forciren bedacht zu seyn scheint, jedes Eindringen zu vereiteln. Es ergeht demnach an alle Gerichtsobrigkeiten nach ganz einverständlichen Befehlen des k. k. Vorpostens-Kommando der gemessene Auftrag, so viele Kompagnien aus den Landsturm-Massen, als nur möglich ist, unverzüglich an jene Gränzpunkte, welche ihnen von den Herren Kommandanten zu bezeichnen sind, aufbrechen zu machen, und es wird für letztere zugleich die besondere Weisung hier beigefügt, daß, bis sich die Gewißheit in Ansehung jenes bestürzenden Gerüchts vom Waffenstillstande durch die erwarteten bestimmten Nachrichten, wozu bereits mehrere Kouriere selbst an den Erzherzog Generalissimus abgeordnet worden sind, entwickeln wird, sich an der Gränze gleichwohl, indessen nur im passiven Vertheidi-

gungsstande gehalten, folglich von allen Angriffen und Ausfällen enthalten werde.

Innsbruck den 22. Juli 1809.

Von der k. k. Schutzdeputation.
Johann Freiherr von Schneeburg.

2.

Kundschaftsnachrichten nach Tyrol durch den Kourier Johann Anreitter (Stifler) aus Mühlbach gesendet vom Hauptquartier des F. M. L. und Bannus, Grafen Ignaz Giulay, Kommandirenden des 9. Armeecorps.

Am 1. Juli begann der Übergang der französischen Armeen von Schönbrunn und Ebersdorf durch die Insel Lobau, und die nahen kleinern Inseln auf das linke Donau-Ufer.

Vom 1. bis zum 6. Juli fielen unaufhörliche, jedoch nicht entscheidende Gefechte vor.

Am 6. Juli Abends mußte sich der Erzherzog Karl in die Position auf der Hohenleiten zurückziehen. Dieser Rückzug geschah zwar in guter Ordnung und ohne Verlust an Artillerie, jedoch wurde unser rechter Flügel (die Armee-Corps des Fürsten Rosenberg und Hohenzollern) stark gegen Stockerau gedrückt.

Am 7. erneuerte sich die Schlacht auf der ganzen Linie, und mit einbrechendem Abend mußte sich der französische linke Flügel wirklich von Korneuburg, Lang-Enzersdorf und Bisamberg an die Donau zurückziehen.

Am 8. bewegte sich unsere Hauptarmee wieder vorwärts, wiewohl sehr langsam.

Am 9. wurde der französische linke Flügel völlig geschlagen, und mit Verlust der Artillerie und Bagage wieder über die Wiener Spitz herabgedrückt. Die ganze französische Armee ging wieder in die Insel Lobau zurück, hatte aber noch immer ihre Posten auf dem linken Ufer, wogegen der Erzherzog Karl die Stellung bei Wagram wieder bezog.

Erst am 10. entschloß sich Kaiser Napoleon auch in Person wieder nach Schönbrunn zurück zu gehen. Der Rückzug der ganzen französischen Armee vom linken auf das rechte Donau-Ufer geschah, übereinstimmenden Nachrichten zufolge, erst in der Nacht vom 10ten auf den 11ten.

Der Verlust des Feindes ist ungeheuer. Seit dem 2. Juli kamen

unausgesetzt Blessirte in Wien an. Seit dem 7. bildeten diese Transporte in der That einen ununterbrochenen Zug von Enzersdorf bis Wien. Die ganze Straße war von Blut gefärbt. Nach den Quartiers-Kommissions-Listen sind vom 2. Juli bis zum 10. Nachts nahe an 60,000 Blessirte bei der St. Marxer- und Favoriter-Linie, von Ebersdorf und der Gegend her, wo nämlich die feindlichen Schiffbrücken geschlagen waren, in die Vorstädte und in die Stadt hineingebracht.

Man nennt 31 todte, verwundete und gefangene feindliche Generale. Schon das 25. Bulletin nannte deren 12.

Noch während seines Rückzuges über die Brücken erlitt der Feind großen Abbruch, da er von unserer Artillerie unausgesetzt auf's heftigste beschossen wurde.

Die unter dem Feinde herrschende Bestürzung ist allgemein und unbeschreiblich. Auf Befehl des Armee-Kommando ist überall, in Österreich, Steyermark, Kärnthen und Böhmen das Volk in Masse aufgeboten, um dem Feind seinen Rückzug wo nicht unmöglich, doch so schwierig und blutig als möglich zu machen.

3.

Der im Pusterthale kommandirende Generalmajor, Freiherr von Schmidt an den k. k. Herrn Unter-Intendanten von Wörndle. Lienz am 21. Juli 1809 früh um 2 Uhr.

In Eile gebe ich denselben bekannt, daß General Rusca so schnell über Radstadt und Mautendorf vorgedrungen ist, daß selber mit einer beträchtlichen Mannschaft heute Abends in Gmünd schon eintrifft.

Ich komme diesen Augenblick von Sachsenburg zurück, wo Nachmittags 4 Uhr ein französischer Offizier mit einem Trompeter angekommen ist, welcher diese Feste aufforderte, als morgen schon zu übergeben, in Folge eines Waffenstillstandes, welcher den 2. d. bei Znaim in Mähren zwischen beiden Armeen abgeschlossen worden seyn soll, in welchem nach einigen Artikeln Sachsenburg übergeben und Tyrol geräumt werden soll.

Da wir von unserer Armee hiervon keine, — und im Gegentheile nur günstige Nachrichten haben, so kann dieser Angabe kein Glauben beigemessen werden, und ich betrachte selbe als eine Überlistung, sende daher einen eigenen Kourier an den General Buol um Verhaltungsbefehle.

Da man aber auf das Äusserste auf seiner Hut seyn muß, so ersuche ich sehr dringend, alle disponibeln Schützen-Kompagnien auf das allerschleunigste anher abgehen zu machen: den Herrn Hauptmann Stainer aber sogleich anher gefällig zu beordern, dessen Aufenthaltsort mir unbekannt ist.

Schmidt
General-Major.

4.

Der bevollmächtigte k. k. Hofcommissair, Freiherr von Hormayr an des k. k. Herrn Generalcommissairs von Schneeburg Hochwohlgeb.

Im Nachhange meines heute früh, einverständlich mit dem Herrn Kommandirenden an Eure Hochwohlgeboren erlassenen ausführlichen Schreibens, muß ich Ihnen als Mann von Ehre die Nachricht sogleich mittheilen, daß eben Hauptmann Wolf mit der offiziellen Nachricht vom Waffenstillstande, vom durchlauchtigsten Erzherzog Johann, nach Brixen eilet. Eilen daher auch Euere Hochwohlgeboren, noch größern Übeln zuvorzukommen, und meinen Ihnen heute früh direkt sowohl als indirekt, durch Herrn Oberstlieutenant Baron von Taxis, eröffneten Anträgen schleunigsten Eingang zu verschaffen.

Schwerlich wird eine Versammlung zu einem schnellen, einhelligen Rettungsschluß führen — eher schriftliche Kommunikation durch Estaffette an alle Gerichte.

Brunecken am 28. Juli 1809 Mitternachts.

Joseph Freiherr von Hormayr.

5.

Abschied des commandirenden Generals, Freiherrn von Buol, d. d. Brixen am 29. Juli 1809.

Tyroler und Vorarlberger!

Der aus dem Hauptquartier Seiner kaiserl. Hoheit des durchlauchtigsten Erzherzogs Johann an den Unterzeichneten abgefertigte, und heute hier eingelangte kaiserlich-österreichische Kourier, hat die Bestätigung des am 12. dieses Monats bei der deutschen Armee abgeschlossenen Waffenstillstandes mitgebracht, vermöge dessen vierten Artikels Tyrol und Vorarlberg von den österreichischen Truppen geräumt werden müssen.

Der Drang militairischer, und vermuthlich auch politischer Ereignisse hat diesen für das Herz Sr. Majestät so schmerzlichen Schritt geboten. Jedoch wird Allerhöchstdieselbe nach Höchsteigener Versicherung des durchlauchtigsten Erzherzogs Johann das Äußerste thun, um für Tyrol zu sorgen.

Mit diesem Versprechen war der höchste Auftrag vereinigt, die Tyroler zur Ruhe und Ergebung aufzufordern, damit dem Lande die Gräuel der Verwüstung erspart werden, die durch fortgesetzten Widerstand ohne Zweck demselben zugezogen würden.

Ich muß den höchsten Befehlen zufolge, das Land räumen, und ihr könnt folglich auf meine fernere militairische Unterstützung nicht mehr rechnen. Ergebt euch in den Willen der Vorsehung mit Geduld, Ruhe und Standhaftigkeit.

Ich habe die Tyrolische und Vorarlbergische Nation dem Schutze des französischen Reichsmarschalls Herzog von Danzig anempfohlen, dessen Armeecorps bestimmt ist, Tyrol und Vorarlberg zu besetzen.

Euer eigenes Benehmen wird auf das Seinige den wesentlichsten Einfluß haben, und ihr selbst werdet dadurch das Wohl des Landes befördern oder zerstören.

Mit blutendem Herzen und mit gerührtem Danke für eueren früheren Beistand, sehe ich mich gezwungen, euch diese Mittheilung zu machen.

Brixen, den 29. Juli 1809.

Freiherr v. Buol zu Bärenburg,
General-Major und Kommandant
des Corps in Tyrol.

6.

Geheime (jedoch im Drang der Umstände der Schutzdeputation mitgetheilte, gleichlautend dreifach erlassene) Instruction des Erzherzogs Johann an die Generale Buol und Schmidt und an Hormayr.

Hier in der Inlage sende ich Ihnen eine Abschrift des von der deutschen Armee abgeschlossenen Waffenstillstandes. Sie werden aus dem 4ten Artikel ersehen, daß die Räumung von Tyrol und Vorarlberg ausbedungen ist. Es ist dabei gar nicht gesagt, ob es dann von Frankreich oder Bayern besetzt, ob eine vollkommene Amnestie eintreten wird? —

So sonderbar mir dieser Stillstand vorkömmt, so ist er leider für diesen Augenblick nicht zu brechen, und der Feind wird natürlich auf den Vollzug der Bedingnisse dringen. Sr. Majestät, — Allerhöchst welche sich hier befinden, gehet es äußerst nahe, daß durch diesen, bei der deutschen Armee geschlossenen Stillstand, das liebe Tyrol und die treuen innerösterreichischen Lande, die von uns besetzt waren, geräumt werden müssen. Er hat beschlossen, um die Leiden und das daraus entstehende Übel abzukürzen, schnelle Negotiationen zu beginnen, und eine Basis festzusetzen, von welcher er nicht abgehen will. Einige Tage müssen zeigen, ob Frieden oder erneuerter Krieg daraus erfolgen wird?? Se. Majestät werden gewiß das Äußerste thun, um für Tyrol zu sorgen, und es wo immer möglich, für sich zu erhalten, oder wenigstens dessen Schicksal so zu sichern, daß es für die geleistete Treue und Aufopferungen nicht gestraft sey, im schlimmsten Falle aber eine Amnestie zu bewirken, und den Häuptern die Freiheit, in die österreichischen Provinzen überzutreten. Dieses ist einmal jenes, was ich in meinen verschiedenen Unterredungen mit Sr. Majestät mir abstrahiren konnte. Was ich von der Lage Tyrols denke, ist aber Folgendes. — Ich sehe nur allzusehr die mißliche Lage, in welcher sie sich beide befinden; wie schwer es sey, sich aus derselben herauszuwickeln; den Bewohnern, die so viel gethan haben, begreiflich zu machen, man müsse ihr Land räumen, werde aber bei erfolgendem Frieden für sie sorgen, oder bei einem vielleicht sich erneuernden Kriege sie wieder schützen, im ersten Falle Ruhe und Ergebung, im zweiten Mitwirkung fordern, ist wahrlich ein sehr schweres Unternehmen. Die Bewohner werden entweder die Truppen gehen lassen, den Augenblick verwünschen, der sie unglücklich machte, und den bayerischen Einwirkungen Gehör geben, oder unsere Truppen gar nicht hinaus gehen lassen, welches zwischen beiden Fällen wohl das Bessere wäre, — Zeit gewinnen ist hier das Einzige, was geschehen kann. Der Waffenstillstand soll vermöge des 7ten Artikels einen Monat dauern, 15 Tage Aufkündigung hat voraus zu gehen, heute ist der 21ste, den 12ten nahm er seinen Anfang, also sind bereits 9 Tage verflossen. — Die jetzt angefangenen Negotiationen müssen bald zeigen, ob wir Friede, oder erneuerten Krieg zu erwarten haben; im erstern Falle werden die Präliminarien bald zu Stande kommen, und zeigen, was mit Tyrol zu geschehen hat, im letzteren Falle wird die Aufkündigung

geschehen, und dies kann auch während dem stipulirten Monate geschehen, nur, daß 14 Tage darauf erst die Feindseligkeiten anfangen werden. Vermöge des 7ten Artikels können wir unsere Vorräthe und Lebensmittel, dann Kleidung mitnehmen, und vermöge des 9ten soll die Räumung der Länder durch Etappen-Märsche geschehen. Die Erfüllung der Waffenstillstands-bedingnisse hat zu geschehen, allein sie kann langsam bewirkt werden. Bis jetzt hatten Sie die besten Vorwände, nichts zu unternehmen, weil Sie nichts wußten; räumen werden Sie nichts, bis Sie nicht darum angegangen werden, und wirklich etwas vom Feinde kommt, um es zu besetzen, dann können Sie Ihre Märsche sehr kurz einrichten, dazu giebt es Vorwände genug, als: die Hinwegbringung Ihrer Vorräthe, der Mangel an Lebensmitteln auf der Rückzugs-Linie rc. Dadurch verfließt die Zeit, und wer weiß, ob in dem Falle, daß ein erneuerter Krieg wieder entstünde, Sie nicht noch im Lande sind? Die Straße, die Sie einzuschlagen haben, ist über Kärnthen nach Mahrburg und Czakathurn. Den Bewohnern können Sie, was Sie an Pulver und Blei haben, und Ihren nothwendigsten Bedarf übersteigt, austheilen; sollten einige mitziehen wollen, so müßte es ihnen gestattet werden, doch sie zum Scheine als ein, in kaiserl. Diensten stehendes Jägercorps benannt werden, um nicht Gefahr zu laufen, daß der Feind ihr Zuhausebleiben fordere. Vielleicht ließ sich auch mit den einrückenden Gegnern etwas Beruhigendes in Rücksicht einer Amnestie festsetzen.

Schwer ist es hier alles Mögliche zu erschöpfen, was sich thun ließe, das Beste ist Zeit zu gewinnen, und zu trachten, Alles so langsam zu machen, als möglich, doch dabei nicht gegen die Erfüllung der Bedingnisse zu handeln. Es kann auch möglich seyn, den Bewohnern durch dritte und vierte Personen das Ganze begreiflich zu machen, vielleicht fallen diesen Männern Mittel ein, die besser sind als alle jene, über die wir uns die Köpfe brechen. General Buol hat das Kommando über alle Truppen zu führen, Herr Intendant Baron Hormayr bei ihm zu bleiben, oder nach Umständen, bei der Kolonne des General Schmidt, der unabhängig seine Abtheilung führt, auf eben die Art wirkt, und sich ebenfalls auf dem nämlichen Wege zurückzieht. Gut ist es auf alle Fälle, daß zwei Kommandirende sind, weil dann einer auf den andern sich berufen kann, und dadurch eine Menge Umtriebe geschehen, die wie-

der Zeit gewinnen machen. — Ich übertrage dieses Ihnen beiden, daß Sie auf die klügste Art diesem nachkommen. — Äußerst schwer ist das Ihnen obliegende Geschäft, aber auch eben so wichtig, doch das Allererste ist die strengste Verschwiegenheit. Undurchdringlich muß das Geheimniß seyn, daß Niemand Ihre Absichten errathe, da sonst sehr üble Folgen entstehen könnten. — Rapporte werden Sie mir keine, oder nur durch die sichersten Wege, ohne Aufsehen zu erregen, einsenden.

Hauptquartier St. Groth den 21. Juli 1809.

Erzherzog Johann.

7.

Offene Ordre des Erzherzogs Johann über denselben Gegenstand der Evakuation.

Czakathurn am 6. August 1809. (General Rusca und mehrere französische Vorposten-Kommandanten, bei welchen dieser Kourier sich melden mußte, waren unverschämt genug, des langen Aufschubs müde, von dieser offenen Ordre Einsicht zu nehmen, und wurden nun doppelt erbost über alle Führer der ausmarschirenden Truppen, weil sie die bisherige Zögerung ihrem üblen Willen und ihrem Einverständnisse mit den Tyrolern zuschrieben.)

Frühere Befehle Sr. kaiserlichen Hoheit des Generalissimus sowohl als von mir auf Allerhöchsten Befehl Sr. Majestät des Kaisers und Königs, gaben Ihnen die bestimmte Weisung, die Bedingnisse des sanctionirten Waffenstillstandes in Erfüllung zu bringen, und diesen zu Folge das Land zu räumen.

Da mir nun von dem wichtigen Erfolg bis zur Stunde keine Berichte zugekommen sind, und mir zu vermuthen bleibt, daß oberwähnter Befehl Ihnen nicht zugekommen seyn dürfte, so will ich durch diese offene Ordre, welche Ihnen durch einen eigenen Officier zugeschickt wird, die Allerhöchste Willensmeinung Sr. Majestät des Kaisers und Königs erneuern, damit Sie mit Ihren unterhabenden Truppen alsogleich die von solchen besetzte Provinz Tyrol räumen, und somit die Bedingnisse des Waffenstillstandes in Erfüllung bringen.

Erzherzog Johann.

8.

Der General Baron Buol, an den Generalmajor von Schmidt. — Feldlager auf den Höhen bei Schabs am 2. August 1809. Abends 8 Uhr.

Ich glaube, Wir haben nun wahrhaftig hinlänglich gezögert, Tyrol und das Fort Sachsenburg zu evacuiren. — Über alle meine Vorstellungen schrieb mir Marschall Lefebre rund und trocken: Ich muß den Marsch von Innsbruck nach Brixen am 1. August fortsetzen. — Hierüber erübriget nun wohl nichts anderes, als den 2. Abends nach Brunecken zu marschiren, und allda die Oberstlieutenants Taxis und Leiningen zu erwarten, wenn der Feind nicht gar zu rasch vorrückt, wo ich sodann am 4. nach Sillian, am 5. in Lienz, den 6. in Greifenburg eintreffen werde. Conjungiren sich aber die Oberstlieutenants Taxis und Leiningen mit mir, so treffe ich den 5. in Greifenburg ein, allwo wegen zu starker Märsche der Truppe ein Rasttag höchst nothwendig wäre.

Das Landvolk begiebt sich äußerst ungern zur Ruhe, jedoch ist zum Glück die Stimmung schon etwas getheilt. Mir ist vom Landgericht und Fürst-Bischof selbst angezeiget worden, daß das Volk in der Nacht vom 1sten auf den 2ten das Militair überfallen, desarmiren, das Geschütz an sich bringen, und mich und Hormayr arretiren wolle.

Um allen Umständen zuvorzukommen, bin ich den 1sten Abends 5 Uhr in die Position von Schabs marschirt. Es sind Feindseligkeiten vorgefallen. General Castella griff den Rittmeister Banniza heftig an, wurde aber von Padola über die Piave zurückgeworfen. Die Division von Devaux wurde im Rückzug auf den Berg Isel von der bayrischen Kavallerie zersprengt, Hauptmann Immer und Fähndrich Queer nebst 60 Mann gefangen. Ich schreibe an Marschall Lefebre um ihre Befreiung. Der Erfolg steht zu erwarten. Drängt mich der Feind nicht allzusehr, so bleibe ich den 3. in Brunecken, weil Leiningen erst am 1. dieses von Trient abmarschirt, gehe den 4. nach Sillian, den 5. nach Lienz, den 6. nach Greifenburg.

Freyherr v. Buol, General.

9.

Proclam der Schutzdeputation in Innsbruck.

Die k. k. Schutzdeputation, welche nach eben so strengen Befehlen der k. k. Intendantschaft in Tyrol sich aufstellen mußte, als selbe bis anher mit strenger Beobachtung ihrer Pflichten und mit ächtem vaterländischen Biedersinn ihre Wirkung fortgesetzt hatte, würde selbst ihren Grundsätzen und deren Verehrung der höheren Befehle zu nahe treten, wenn selbe nur einen Augenblick anstünde und verweilte, die heute durch Eilboten ihr zugegangenen Aufträge, sowohl von Seite des k. k. kommandirenden Herrn General Freyherrn von Buol, als des k. k. Herrn Landes-Intendanten Freyherrn von Hormayr, dem Volke in jenem vollen Inhalte mitzutheilen, wie sich solche in den zwei Anfügungen wörtlich ausdrücken.

Weit entfernt, das Gewicht dieser hohen Maaßgebungen im geringsten zu beurtheilen, oder sich eine willkührliche Deutung dabei zu erlauben, würde die Schutzdeputation vielmehr sich verfänglich halten, wenn sie daraus nicht schon von selbst die stillschweigende Auflösung ihrer ferneren Wirkung erkennen, und bereitwilligst annehmen sollte.

Allein, da selbe allererst gestern durch zwei unmittelbar von Seiner k. k. Majestät gesandte Kouriers, wovon der Eine seine Reise zum k. k. Herrn Intendanten weiter fortsetzte, die theuersten Versicherungen der möglichsten Unterstützung sowohl an Geld als Mannschaft, zugleich aber auch die feierlichste eines eigenen weiteren Kouriers, welcher in Zeit von 5 Tagen sicher nachfolgen, und die entscheidenden Aufschlüsse über den Waffenstillstand mitbringen würde, erhielt, und man daher um das undurchdringliche Dunkel so vieler Konflicte zu durchblicken, einen Ausschuß aus allen vier Ständen an den kommandirenden k. k. Herrn General sowohl, als an die Landes-Intendantschaft abgeordnet hat, worüber man der Entwicklung in Kürze entgegen siehet: so glaubet die Deputation es noch in ihren Pflichten zu haben, den letzten Schritt nicht unversucht zu lassen, nämlich unter einem durch das k. k. Vorpostenkommando die mittlerweile Einleitung zu treffen, daß bei der occupirenden Macht ein Stillstand auf 4 Tage erwirket werde, damit die Biederkeit des Landes nicht durch Mißverständnisse in eine nicht nur der occupirenden Macht schädliche, sondern selbst alle inneren Bande auflösende Unordnung, ausarte.

Wo im Gegentheile nur gute Ordnung, Rechtlichkeit und vernünf-

tige Ergebung in die höchsten Verfügungen, Tyrol der Ehre und der Gnade jeder Macht würdig darstellen kann.

Innsbruck, den 29. Juli 1809.

Von der k. k. Schutzdeputation
Johann Freyherr von Schneeburg.

10.
Abschied und Auflösung der Schutzdeputation.

Die bestandene Schutzdeputation hatte ihrer theuren Pflicht gemäß, bereits unter'm 29. d. jene zusammengetroffenen hohen Aufträge des k. k. kommandirenden Herrn Generals, und der k. k. Intendantschaft, dem gesammten Volke Tyrols unverholen mitzutheilen nicht verweilt, wodurch sich selbige in die traurige Nothwendigkeit versetzt sah, noch den letzten Schritt vor der schon wirklich von Seite des gedachten k. k. Generalmilitärkommando festgesetzten Räumung Tyrols mit der an das k. k. Vorpostenkommando in Eile gestellten Bitte zur Sicherung des Landes zu versuchen. Es wolle nämlich durch dessen Vermittelung die billige Frist von 4 Tagen bei der occupirenden Macht erwirkt werden, inner welcher die an den kommandirenden k. k. Herrn Generalen Freyherrn v. Buol abgeordneten vier ständischen Deputirten die näheren Aufschlüsse über die Verhältnisse der Dinge, und über die Zuverlässigkeit der von Seiner kaiserlichen Hoheit dem durchlauchtigsten Erzherzog Johann in Hinsicht der convenirten Landesabtretung ertheilten Aufträge würden beibringen, oder allenfalls andere günstigere Nachrichten eintreffen können.

Ob nun zwar dieses gerechte Ansinnen von dem k. k. Vorpostenkommando an den kais. franz. Herrn Marschall Herzog von Danzig, laut schriftlicher Versicherung vom 30. d. richtig gebracht worden, worüber aber noch keine Entschließung zurückgelangt ist, so ist doch einerseits der Zusammenfluß so vieler inmittelst vorgekommener gleichstimmender Bestätigungen über die höchst bedauerlichen Verhältnisse des k. k. österreichischen Kriegsstandes leider von der Art, daß an dem Bestande des Waffenstillstandes, in Verbindung mit der unter Anderm auch verhängten Räumung unseres Landes kein Zweifel mehr Statt findet, anderer Seits aber haben auch die so eben rückgelangten ständischen vier Deputirten die vom eigenhändig unterzeichneten Auftrage des Erzherzogs Johann selbst genommene Einsicht betheuert.

So wie nun in solcher Lage der Umstände um so minder zu hoffen ist, daß sich der französische Marschall an einen auch noch so mäßigen Aufschub einer Vorrückung werde binden lassen, als bereits dessen Eintreffen in Hall erfolgt seyn soll; so kann ich, da die Schutzdeputation außer Wirkung gesetzt worden, und das k. k. Militär schon den schleunigen Rückzug nach Matrey angetreten hat, doch nicht unterlassen, durch Handhabung der gehörigen Ordnung meinen Pflichten wenigstens in Hinsicht der mir übertragenen Obsorge als General-Kreis-Kommissär dadurch nachzukommen, daß ich mich beeile, durch die getreue Bekanntgebung dieser, unsern Gehorsam und geduldvolle Ergebung in die Fügungen des allerhöchsten Herrschers über alle Welten jetzt festbindenden Ereignisse, dem bereits auf heute Abend bevorstehenden Einrücken der französischen Truppen in Innsbruck, und also auch jeder Unordnung und Unheil zuvorzukommen, welches einen Zusammenstoß mit unserm etwa noch nicht zurückgezogenen bewaffneten Landvolke nach sich ziehen könnte.

Innsbruck, am 30. Juli 1809.

Johann Anton Freyherr v. Schneeburg
Generalkommissär des Innkreises.
Graf v. Thurn
k. k. Hauptmann.

Der mitunterzeichnete k. k. Hauptmann, Graf v. Thurn, kann übrigens zufolge einer so eben mit dem kaiserlich französischen Herrn Marschall Herzog von Danzig gehabten Unterredung versichern, daß dieser bei seinem Einrücken die freundlichsten Gesinnungen bezeigen werde, dagegen aber auch auf ruhigen Empfang rechne.

53.

Der Freiherr von Hormayr an den durchlauchtigsten Erzherzog Johann von Österreich, d. d. Wien den 5. September 1816.

In der Anlage habe ich die Gnade, die so willfährige und geneigte Antwort des Cantons St. Gallen wieder zurückzustellen, mich ungemein erfreuend, daß mein, durch mehr als fünf und zwanzigjährige Studien erprobter Tact in diplomatisch-historischen Nachforschungen mich auch diesmal wieder richtig geleitet und auf eine Fülle wichtiger Entdeckungen, nicht nur für die Geschichte Tyrols, sondern selbst des habsburgischen Kaiserhauses geführt hat.

Eurer Kaiserlichen Hoheit ist meine Ernennung zum Historiographen des Reichs bekannt, eine allerhöchste Gnade, welche, in so schönem Einklange mit den Studien und mit der Lieblingsneigung meines ganzen Lebens, mich zu unbegränztem Danke und zur eifrigsten Anstrengung anspornt, und die ich als den schönsten Lohn dessen betrachten muß, was ich glaube, durch eine so lange Folgenreihe von Werken, gegen die politischen und religiösen Widersacher Österreichs geleistet zu haben.

Höchstdieselben kommen dieser Tage nach Wien. — Nach einer vierthalbjährigen Trennung voll Unglücks und Schmerzes, soll ich mit meiner, wahrhaftig auf der Feuerprobe bestandenen Anhänglichkeit an Höchstdero Person, Eure Kaiserliche Hoheit wiedersehen, — Ich, den Höchstdieselben in so verschiedenen Epochen Ihres merkwürdigen Lebens, in den Jahren 1800, 1805, 1808, 1809 und 1813 gewiß sich immer gleich, wahr und fest, uneigennützig und treu gefunden haben dürften.

Höchstdero Ankunft in Wien setzt mich in keine geringe Verlegenheit. Mit meiner begeisterten Freude und Liebe collidiren Pflichten gegen mein Vaterland, gegen Eure Kaiserliche Hoheit, endlich Pflichten der eigenen

Selbsterhaltung. Ich will es versuchen, alle, so viel wie möglich, zu vereinigen.

Wem sollte die seltsame Verwicklung meines Schicksals besser bekannt seyn, als Eurer Kaiserlichen Hoheit? Sie beruht auf einem einzigen Unterschiede, der bisher noch gar nicht gemacht worden ist. Ich will ihn mit wenigen Worten bei'm rechten Namen nennen.

Wer seinen Freund und Wohlthäter einem feindseligen Loose verräth und preisgiebt, ohne ihn vor der drohenden Gefahr zu warnen und zurückzureißen, ist zwar durch das Gefühl jedes rechtlichen Mannes geächtet. Allein es giebt Verwicklungen, Verbindungen und politische Vergehen von so seltsamer Art und Verkettung, zumal in sturmbewegten Zeiten, daß der Staat derlei Angeber nicht allein hören, sondern auch souteniren und belohnen muß, so wie in der physischen Welt vielerlei Gewürme und Geschmeiße zu den großen und geheimen Zwecken der Schöpfung durchaus nothwendig ist.

Aber ein hievon in den Büchern der distributiven Gerechtigkeit höchst verschiedener Fall ist, wenn Jemand bloß um den Judaslohn zu steigern, die weit auseinander liegenden Kohlen und Asche zusammenkehrt, fleißig anfacht und brennbare Materialien dazu häuft, — wenn Jemand ein, bis zu seinem Hinzutritte ganz unschuldiges und dem Gouvernement gar wohl bekanntes Werk patriotischer Glut auf das Bedenklichste steigert, alle strafbaren Schritte ausschließend selbst thut, sich alle erdenkliche Mühe giebt, noch kühnere und compromittirendere hervorzurufen, recht interessante corpora delicti in die Hände zu bekommen, kurz alles dasjenige mit frecher Stirne auszuüben, wovor das peinliche Gesetzbuch in einem eigenen, (bloß zu Schutz und Schirm gegen solche Ränke festgesetzten) §. 278. des peinlichen Gesetzbuches bewahren will, um zuletzt mit der übermenschlichen Tugend zu prunken, blos aus stoischem Pflichtsinne, die heiligsten Gefühle der Ehre und des Vertrauens, der Freundschaft, des Dankes und der Vaterlandsliebe mit Füßen getreten zu haben, und so diejenigen, welche glaubten, sich seiner als eines bloßen blinden Werkzeuges zu bedienen, selbst zum Werkzeug, zur Dupe und zum Schämel einer nimmersatten Parvenierungswuth zu machen.

Die vielen geschichtlichen Beispiele, daß in ähnlichen Fällen nicht die Prinzen, sondern ihre Werkzeuge bestraft worden sind, beruhen (ganz

abgesehen von dem bedauerlichen Schicksale einzelner achtungswürdiger Opfer) auf einer wohlbegründeten Staats-Raison und hängen mit den heiligen Principien der Inviolabilität und Legitimität, mit fernen und unsichtbaren, aber unzerreißbaren Fäden zusammen.

Eurer Kaiserlichen Hoheit ist es nur zu wohl bekannt, daß ich in dieser Geschichte niemals ein, wenn auch geheimes Gehör, niemals die Möglichkeit einer wahren Darstellung der Sache habe erhalten können. Hiernach kann es auch unmöglich mehr befremden, daß der Unterschied zwischen meinem Loos und jenem meiner Schicksalsgefährten so gar auffallend war, daß mein Exil immer noch fortdauert und ich selbst im Augenblicke der Wiederanstellung (was einem getreuen Unterthan das Schmerzlichste ist) vom Angesichte und Gehör Seiner Majestät verbannt war, daß ich nach einer willkürlichen und wie ich beweisen kann, grundfalschen Voraussetzung, noch immerfort als der Schuldigste erscheine, als derjenige, dessen böse und gefährliche Rathschläge Eure Kaiserliche Hoheit irre zu leiten, am meisten beigetragen haben. — Diese meine Qualification als Urheber einer so bedenklichen Verwicklung eines Prinzen vom Hause, dürfte zwar in Höchstdero Gemüthe die ganz einfache chronologische Rückerinnerung am besten niederschlagen, welche Sondirungen und Anschläge Eurer Kaiserlichen Hoheit Ende October 1809 in den Hauptquartieren zu Kesthely und später zu Körmend, dann im Spätjahr 1811 zu Wien, durch den F. M. L. Grafen Nugent geschehen seyen, wovon auch der verewigte Präsident, Baron Hager Kenntniß erhielt. Die Lage der Sache schilderte ich der Polizei-Hofstelle durchaus wahr und freimüthig. Ich genoß von ihr kein anderes Zutrauen, als von Zeit zu Zeit um Notizen befragt zu werden, wie jeder unterrichtete Reisende. — Graf Reisach wurde seit 1810 wohl von mir um Nachrichten angegangen, aber nie im Mindesten gebraucht, nie in das geringste Geheimniß gezogen, weil, wer sich unter die Kleyen menget, leicht von den Schweinen gefressen wird. — Die Direction des geheimen Archives, bei welcher ich übrigens nicht so gar leicht zu ersetzen seyn dürfte, war ein ebenso absolut litterarischer Posten als es der des Custos der Hofbibliothek ist. Sie war auch nicht in der leisesten Berührung mit diesem Unternehmen und die gepflogene, strenge Untersuchung zeigte auch nicht einen Schatten von Unregelmäßigkeit oder Unordnung. Das Gewicht, das man auf diese Stelle legte, um mich schuldiger zu finden, ist

beinahe lächerlich. Bloß auf die Vergangenheit beschränkt, wäre der Archivs-Director nicht einmal im Stande, aus dem Archive, so wie es ist, eine Historie der neuern und neuesten Zeit zu schreiben, und ein wahrer Schwarzkünstler, wenn er irgend ein Staatsgeheimniß verrathen sollte, weil er, außer einigen unrühmlichen, historischen Reminiszenzen schlechterdings keines in Händen hat.

Eurer Kaiserlichen Hoheit zärtliche und unterwürfige Anhänglichkeit an Ihren Kaiserlichen Herrn und Bruder, unsern angebeteten Monarchen, Ihr Eifer für den Ruhm und die Größe Ihres erhabenen Hauses und ein reicher Kranz herrlicher Eigenschaften des Geistes und Herzens hielten mich seit sechzehn Jahren an Ihre durchlauchtigste Person gefesselt. — Ob ich damit noch andere, ehrgeizige oder eigennützige Nebenabsichten verband? dieses zu ermessen, darf ich, gnädigster Prinz und Herr! Ihrem eigenen Gefühl getrost anheimstellen.

Höchstdieselben haben Sich nicht nur durch hunderterlei Aussagen, sondern auch durch mehrere unbesonnene Briefe überzeugt, welche nicht nur eigenmächtige und vorgreifende, sondern beinahe hochverrätherische Plane Hofrath Roschmann, der ihm zur Bemäntelung seiner Insuffizienz in der Feder wie in administrativen und scientifischen Kenntnissen beigegebene, wahrhaft genialische Adam Müller und mehrere Helfers-Helfer niedrigen Ranges und Gemüthes, Eurer Kaiserlichen Hoheit in der öffentlichen Opinion anzudichten bemüht waren, vorzüglich im Sommer 1814, als Roschmann in allen Gerichten Stimmen abnöthigen ließ, als Gouverneur nach eben diesem seinem Vaterlande postulirt zu werden, welches er, unter fast allgemeinen Verwünschungen verlassen hat.

Ich fand damals (1813) Eure Kaiserliche Hoheit wie immer in den größten und edelsten Ansichten, nur beseelt von dem Gedanken, daß zur Befreiung und Rettung jener Augenblick der letzte war, nur bewegt von den Schmerzen, das getreue und geliebte Land zweimal aufgemahnt, und überwältiget von einem feindseligen Schicksal, zweimal wieder verlassen zu haben!! Wie dringend der Moment war, zeigt wohl nichts augenscheinlicher, als daß die Insurrection im December 1813 dennoch ausbrach, unter ganz veränderten, ja unter den widersinnigsten Umständen, trotz der Dazwischenkunft des Bundes mit Bayern, trotz der nachdrücklichen Abmahnungen der österreichischen Commissäre und unsers Militärs. — Ja Niemand, der die damalige äußere Gährung recht kannte,

wird zweifeln, daß, wenn Österreich gewaltsame Befreiungsversuche der Tyroler wo nicht ganz hindern, doch wenigstens um mehrere Monate verzögern wollte, eine so auffallende Maaßregel wie unsere Verhaftung, durchaus politisch nothwendig war.

Im Allgemeinen schien mir der Wunsch weder unvernünftig noch pflichtwidrig, diesem alle Augenblicke vorherzusehenden Ausbruche bessere Resultate zu sichern, den Tyrolern die 1809 so schwer vermißten Mittel vorzubereiten, sie von allen falschen Wünschen, von allem demokratischen Unfug, von aller helvetisirenden Tendenz, von den bereits sehr weit gediehenen fremden Einflüsterungen und von der Sehnsucht nach fremder Hülfe abzuziehen und das alte, theure Band, welches Tyrol unauflöslich an seinen Kaiser bindet, so fest zu knüpfen, daß kein Wechsel äußerer Ereignisse je mehr Etwas dagegen vermocht hätte.

Ich habe 1809 die ganze Unternehmung bloß mit Eurer Kaiserlichen Hoheit verhandelt, keine Zeile mit der Polizei-Hofstelle, nur 14 Tage vor dem Kriegesausbruche, auch von meinem unvergeßlichen Minister, Grafen Stadion instruirt. — Ich durfte mich 1813 ganz im nämlichen Falle glauben, um so mehr, je mehr sich das Getreibe der politischen Partheien durchkreuzte und sich wechselseitig vor einander verbarg, je lauter die Gerüchte wurden von Veränderungen in mehr als einem Ministerium.

Die Voraussetzungen, auf die Eure Kaiserliche Hoheit rechneten, waren fast insgesammt irrig. Ein Dritter hat das Zutrauen der Regierung, welche nur durch ihn von Allem, was vorging oder hätte vorgehen können, Kenntniß haben konnte, auf das Schwärzeste mißbraucht, um einem höchstens voreiligen oder übertriebenen Patriotismus ein verbrecherisches Gewand umzuwerfen, dadurch aber sein Verdienst in gleichem Maaße zu erheben. — Sehr natürlich ist, daß ich dabei am giftigsten verläumdet wurde, weil ihm Niemand so sehr im Wege stand.

Empfangen Höchstdieselben auf der Brandstätte meines ganzen Glückes das erneuerte Gelübde meiner ewigen Liebe und Treue.

Stets bleibt es mir eine wehmüthige Beruhigung, daß ich weit entfernt aufzureizen oder anzudringen, vielmehr nichts verabsäumt habe, alle Inconvenienzen und alle Gefahren der Sache, mit lebendigen Farben zu schildern, daß ich darüber mehr als einmal unzeitiger Furchtsamkeit beschuldigt worden bin, — daß ich nebst der absoluten Ablehnung jedes Einflusses in die, zur Disposition gestellten Geldmittel mich beharrlich geweigert

habe, mit irgend einem fremden Agenten zu sprechen, außer in Höchstdero Gegenwart, daß ich endlich noch am 28. Februar Sonntags früh mir auf das dringendste den ehrfurchtsvollen Rath erlaubt habe, Eure Kaiserliche Hoheit Selbst möchten Seiner Majestät dem Kaiser (von dessen Stimmung wir in einer ganz ungegründeten Ansicht waren), bis in's kleinste Detail Alles entdecken, indem nur an Höchst-Ihnen, nicht aber an uns die Reihe zu reden sey, daß ich endlich, als meine Bitte vor der irrigen Alternative verstummen mußte, es vorgezogen habe, lieber alle Folgen jenes unseligen Mißverstandes zu tragen, als durch Angeberei auf meine eigene Sicherheit bedacht zu seyn.

Die Art wie dieses Verständniß durch Roschmann surveillirt, gesteigert, mißleitet wurde, lag ganz im gewöhnlichen Laufe der Dinge und in vielfacher historischer Übung. Die Folgen haben selbe zum Geheimniß der Sperlinge auf den Dächern gemacht, es wäre also lächerlich, hier eine ängstliche Reticenz darüber beobachten zu wollen. Inzwischen kann Hofrath Roschmann unmöglich aus höherem Auftrage gehandelt haben, da er, wie gesagt, einzig nur darauf ausging, die Sache nur immer mehr zu steigern, da er dem Baron Gagern einen Originalauftrag des verewigten Baron Hager vorwies, ihn, während seines Sommer-Aufenthaltes in Baden 1812 genau zu beobachten, da er King Blankettpässe und die in seiner Kreisamts-Druckerei zu Traißkirchen aus eigenem Anerbieten gedruckten russischen und englischen Kriegsnachrichten gab, da er ihn veranlaßte, den Grafen Johann Salis von Prag eigens kommen zu lassen, mit dem Versprechen, ihn bei sich zu verbergen? Höchstdieselben erinnern sich, wie Er von King für seine Mitwirkung ein bestimmt ausgesprochenes, bei Eskeles zu depositirendes Capital forderte, worüber ihn Höchstdieselben damals mit großer Indignation zurechtwiesen, wie er um nur interessante corpora delicti herauszulocken, bald von Winterstteller, bald von andern Partheihäuptern geheime Boten meldete, für sie Reisegelder empfing und alle Künste anwendete, um von Eurer Kaiserlichen Hoheit einige Zeilen herauszuwinden, wie er Alles aufbot und auch in mich stürmte, um Höchstdieselben zu bewegen, dem Herzog von Acerenza einen Brief an den Kaiser Alexander nach Kalisch mitzugeben, was aber nicht geschah, wie er noch am letzten Tage auf Beschleunigung der Ausführung drang, unzähliger anderer, schwarzer Züge dieser Art zu geschweigen, welche Major Eisenstecken und Andere reichlich liefern kön-

nen. Alle diese Züge liefen unter den Tyrolern von Mund zu Mund. Ich habe bisher nicht einmal gegen die Polizei-Hofstelle eine Darstellung des ganzen Herganges gemacht, ja ein unverbrüchliches Stillschweigen hierüber beobachtet, und sogar jetzt, wo nach vierthalb Jahren die dem Eisenstecken abgenommenen Gelder wieder zur Sprache kamen, den Herrn Staatsminister, Fürsten von Metternich um seine Vermittelung angegangen, nicht in den Fall zu kommen über diese Sache laut reden zu müssen, da die einzelnen Facta in einer so complicirten Sache nicht aus dem Zusammenhange gerissen werden können, ohne der Würde und Wahrheit zu vergeben, da ferners die Darstellung des ganzen Herganges mir leicht als eine Klage über die noch immer versagte Möglichkeit jeder Rechtfertigung oder über die so lange und martervolle Ungewißheit hätte mißdeutet werden können. — Diese Rücksicht drang sich mir um so gebieterischer auf, als Hofrath Roschmann Alles angewendet hat, mir die seltsamsten und heftigsten Äußerungen anzudichten, während mir die über mein Benehmen einvernommenen Behörden gewissenhafte Gerechtigkeit widerfahren ließen. Ja sogar der abgedroschene Kunstgriff anonymer Briefe kam wieder auf's Tapet, um den ehrwürdigen Fürsten Erzbischof von mir abzuziehen und dem Staatsrath Hudelist Zweifel an der Aufrichtigkeit der durch Eure Kaiserliche Hoheit zwischen uns gestifteten Aussöhnung einzuflüstern.

Weit entfernt, die leiseste Klage oder auch nur einen bedauernden Rückblick auf mein Schicksal im Herzen oder auf der Zunge zu tragen, zumal jetzt, wo mein liebster Wunsch erfüllt ist, mich auf eine ehrenvolle Weise ganz den Wissenschaften ergeben zu können, muß ich vielmehr nur das gegen mich bewährte Übermaaß von Milde und Gnade anstaunen, wenn man auch nur ein Drittheil von Roschmann's schändlichen Verläumdungen als wahr angenommen hat. Selbe sind eben so sehr durch unglaubliche Arglist als durch ein seltenes und tückisch genug benütztes Zusammentreffen der Umstände begünstiget worden, so daß dieser Mann, den erst seine Administration in Tyrol näher an's Tageslicht gezogen hat, noch immer als ein, die alten römischen oder brittischen Muster überbietender Tugendheld dasteht, welcher gegen des Kaisers eigenen Bruder, gegen die Stimme der Ehre und des Vertrauens, der Freundschaft, der Dankbarkeit und Vaterlandsliebe, ein anderer Cato, ohne mindeste Nebenabsicht, bloß dem Rufe der Pflicht und einer gränzenlosen Devotion gegen die ge-

heiligte Person des Monarchen gefolgt ist, und aus purer überirdischer Tugend die Rollen des Anstifters, des Angebers und des Häschers mit bewunderungswerther Virtuosität in seiner Person vereinigt hat.

Welche Aufträge mir Eure Kaiserliche Hoheit für das Johannäum oder für andere wissenschaftliche, somit meinem jetzigen Berufsfache engverwandte Zweige zu ertheilen geruhen wollen, ich werde selbe stets mit jenem Eifer erfüllen, mit dem ich jeden von Höchstdero Winken zu realisiren bemüht war und ewig seyn werde. — Im Übrigen halte ich es für eine heilige, wiewohl für die allerschwerste Pflicht, und für das größte Opfer, was ich Höchstdenselben bringen kann, mich in bloß allgemeine Verhältnisse und in eine ehrerbietige Ferne zurückzuziehen, auch wenn das Schicksal und mein wissenschaftlicher Beruf mich früher oder später wiederum stabil nach Wien ziehen sollte. Bei den gegen mich vorgebrachten Beschuldigungen, werden nur Eure Kaiserliche Hoheit hiebei gewinnen, Ihr Wort für mein geliebtes Vaterland und meine Landsleute wird dadurch doppeltes Gewicht erhalten, und ich durch dieses bittere Opfer am besten bewähren, daß keinerlei Nebenabsicht und keine Persönlichkeit, sondern bloß meine Liebe zu Tyrol und zu den Tyrolern und redlicher Eifer für Höchstdero Ruhm, der Grund- und Schlußstein meiner 16jährigen Annäherung an Ihre erhabene Person gewesen ist.

Gott erhalte Eure Kaiserliche Hoheit viele glückliche Jahre der Monarchie und dem Monarchen, welcher nicht allzuviele solcher Stützen seines Thrones besitzen kann, Er erhalte Sie den Wissenschaften und meinem Vaterlande, welches niemals aufhören wird, Ihnen mit jener unbegränzten Verehrung und dankbaren Anhänglichkeit ergeben zu seyn, womit ich mich Höchstdenselben zu Füßen lege und ersterbe:

Eurer Kaiserlichen Hoheit

Wien, am 5. Septbr. 1816.

unterthänigst-gehorsamster
Hormayr.

54.

Nachträgliche Geschichtserzählung zum voranstehenden Briefe des Freiherrn von Hormayr an Seine kaiserliche Hoheit den Erzherzog Johann von Österreich.

Es ist überflüssig, zu bemerken, daß das voranstehende Schreiben Hormayr's an den durchlauchtigsten Erzherzog Johann ostensibel war, hiemit gar keine Probabilitäten und Combinationen, sondern lauter Angaben enthalte, zu deren Beweis man stündlich bereit seyn mußte. Ein Urtheil ohne Untersuchung und ohne alles Gehör und eine Strafe vor allem Urtheil ist der Wiener Polizei nichts Ungewöhnliches, wie wir mit vielen Beispielen, von Joseph's II. Zeit an, belegen werden.

Was die im Urkundenbuche erschienenen Briefe eines der klügsten, hochgeborensten und kräftigsten Napoleons-Hasser, des pseudonymen Norbert Tarnow aus dem Blute Friedland's vorschlugen, war der Gewalt der Umstände und der eigenen geheimen Neigung des Kaisers Franz angemessen. Es existirte so gut als in Preußen, während dessen tiefster Erniedrigung, die Idee eines doppelten, eines sichtbaren und eines dem Zwingherrn (Napoleon) unsichtbaren Ministeriums, oder eigentlicher, des ostensibeln Ministeriums des Äußern und des erweiterten Cabinets.

— — — — — — — — — — — — — — — — — —
— — — — — — — — — — — — — — — — — — —
— — — — — — — — — — — — — — — — — !?

Es hieße Wasser nach dem Waldstrome tragen, wollte man das Erwachen aller Leidenschaften nach dem in Rußlands Schneewüsten über Napoleon ergangenen Gottesgerichte schildern, zumal unter allen den herrlichen Stämmen des deutschen Österreichs, aber auch in dem Adel und in der Intelligenz des Wunderlandes Böhmen — weit weniger in Ungarn — am meisten in Österreichs alten, abgetretenen Provinzen (Illyrien, Tyrol), —

am glänzendsten in dem unmenschlich mißhandelten Norddeutschland und Preußen — weniger in dem, durch Österreichs frühere Fehler und durch Bonaparte's, wiewohl nur egoistische Politik gehobenen deutschen Süden, zumal in dem jugendkräftig aufstrebenden Bayern, wo der hochgesinnte Kronprinz Ludwig mit einer nicht großen Zahl deutscher Männer, mit beharrlicher Unerschrockenheit gar kein Hehl machte aus seiner wahrhaft nationalen Gesinnung, und was jetzt vor Allem Noth thue?

Was diese Stimmung des deutschen Südens betrifft, darf nicht vergessen werden, wie oft es dem Wiener Ministerium geglückt war, was bloß die Sache und das Interesse Österreichs betraf, zur Nationalangelegenheit, zur Angelegenheit des gesammten Deutschlands und bloße Hauskriege, zu Reichskriegen umzuprägen, die sogenannten vordern Kreise aber (Schwaben, Franken, zuvörderst Bayern) zur Vorrathskammer, zur Vormauer und zum Schlachtfelde zu machen, statt der geschonten Erblande; — Österreich hatte in Schwaben gegen die Burgauer Insassen, es hatte gegen die Ritterschaft, gegen die geistlichen Besitzungen, gegen alle Enklaven, dieselben rechts- und gesetzwidrigen Umgriffe längst ausgeübt, die es an Preußen in seinen fränkischen Markgrafthümern so heftig tadelte. — Bayerns Zerstückelung oder Eintauschung war das unaufhörliche Ziel des Wiener Cabinets. Bayern war ja ostwärts und südlich, so zuletzt auch westwärts von der schwäbischen Seite umstrickt und umzingelt, — die Donau war von Riedlingen bis Belgrad in Österreichs Hand. — Es möchte schwer seyn, zu den vielen Geschichtsblättern, auf denen verzeichnet steht, was Bayern durch Österreich verloren hat, auch nur ein einziges zu finden, wo Österreich Bayern gegeben hätte, oder sich die Frage zu beantworten, wann denn den süddeutschen Staaten mit und durch Österreich, jene Vergrößerung, Arrondirung und Consolidation von 1805 — 1810 errungen und vergönnt worden wäre, auf denen ihre Selbstständigkeit und Würde, auf denen der freie Gebrauch ihrer Kräfte, auf denen zeither ihrer treuen Unterthanen intellectuelle und materielle Wohlfahrt beruht?? Nur allein Ludwig XIV. und Friedrich der Große hinderten die Vernichtung und Verwaschung des einzig noch unzerrissenen und unvermischten, germanischen Volkes, der Bayern, im Utrechter, Füeßner, Aachner, Teschner Frieden. Nach so vielen geheimen Zerstörungsprotocollen von Luxemburg, Bassano, Campoformio und Selz hinderten nur Frankreich und Preußen Bayerns Entwürdigung zur bloßen Provinz Österreichs, wie es selbst die

herrlichen Slaven- und Magyaren-Reiche Böhmens und Ungarns geworden sind. Es ist wohl nur ein Zufall, aber immer doch ein bemerkenswerthes Spiel des Zufalls, welcher Unstern selbst die österreichischen Heirathen nach Bayern, wenn auch keinesweges verursachte, dennoch immer begleitete, daß gerade jene Bayerfürsten, die durch Österreich geächtet und von Land und Leuten vertrieben, denen ihre Vasallen aufrührerisch gemacht oder die eigene Armee verführt werden wollte, denen des Krieges Opfer aufgejocht und dann im Frieden sie selbst geopfert wurden, — daß Albrecht der Weise, Albrecht V., der große Maximilian, sein Enkel Max Emmanuel und Carl VII., lauter Schwiegersöhne Kaiser Friedrich's IV., Ferdinand's I., Ferdinand's II., Leopold's I. und Joseph's I. gewesen sind!?

Heftiger und ziemlich allgemeiner Unwillen erhob sich nach langem, stillem Murren, jetzt, nach Bonaparte's Unfällen in Rußland, insonderheit gegen den Grafen Clemens Metternich. In den aufgeregten Köpfen wechselten die wunderlichsten Entwürfe, ihn zu gewinnen und seine Existenz auch für den, zwar unwahrscheinlichen Fall einer abermaligen ungünstigen Wendung der großen Geschicke zu versichern und zu verbürgen, ihn durch Enthüllung der seit 1810 mit England, Rußland, Preußen und Schweden gemachten Anwürfe und gepflogenen Verhandlungen unheilbar gegen Bonaparte zu compromittiren, und, wenn Alles nichts hülfe, ihn für das große Werk der Welterrettung unschädlich zu machen.

Es darf nicht vergessen werden, was zeither durch Caulaincourt, Chaboulon und Baron du Fain zur öffentlichen Kenntniß gekommen ist, so wie was über die merkwürdigen Unterredungen mit dem Minister St. Aignan in Weimar und Frankfurt, in mehr als einer politischen Flugschrift angedeutet ward.

Dem brittischen Ministerium war, wie natürlich, an Österreichs Beitritt, **Alles** gelegen. Darum suchte es angelegentlichst das Terrain in Wien und die Mittel und Wege gründlich zu erforschen, durch welche die bereits so günstige Stimmung noch erhöht, durch welche Kaiser Franz und Metternich mit oder gegen ihren Willen in das große Werk der Welterrettung mit hineingezogen werden könnten??

Die größte Aufregung zeigte sich in Österreichs tapferm Heere. Es brannte vor schmerzlicher Ungeduld, Verlust und Unfall von 1809 glorwürdig zu rächen. — Philipp Stadion, noch trauernd über das al-

zu frühe Hinscheiden des unvergleichlichen Bruders Friedrich, der Napoleon's heißersehnten Sturz nimmer erleben sollte, wurde aus der Einsamkeit seines böhmischen Waldschlosses nach Wien berufen, zur namenlosen Freude aller Patrioten. — Tausend Stimmen verdienter Krieger begehrten wieder ihren alten Generalissimus, den Erzherzog Carl. Der Kaiser wankte — das unausgefüllte Handbillet lag bereits auf seinem Schreibtisch und die Ausführung verzögerte sich nur, weil auch in Stadion's Gemüth die bittersten Rückerinnerungen vorherrschten aus der allerdings unheilvollen Reaction der beiden Hauptquartiere von Wagram und Wolkersdorf, des Kaisers und des Erzherzogs, im verhängnißvollen Juni 1809.

— —.

Wer damals den Wienerplatz kannte, wußte auch zur Genüge, wie bestimmt, wie heftig und äußerst unbillig und die wichtigsten Mitursachen so großer Unfälle völlig ignorirend, von einer bekannten Seite, die ganze unglückliche Katastrophe von 1809 den Brüdern und Vettern des Kaisers zugeschoben wurde: — Wiens zu frühe Übergabe bloß dem Erzherzog Maximilian, der beklagenswerthe polnische Feldzug bloß dem Erzherzog Ferdinand, — der Anfang des Unglücks, die schlechte Verbindung zwischen Regensburg und Landshut, dem Erzherzog Ludwig, — Insubordination gegen mehrere wichtige Befehle des Generalissimus und das zu späte Erscheinen bei Wagram, dem Erzherzog Johann, endlich das Mißlingen des ganzen Kriegsplans schon in den ersten vier Wochen, die Nichtbenützung des Sieges von Aspern, die matte Betreibung der auswärtigen Demonstrationen, die Verlassenheit Tyrols, dem Erzherzog Carl (??)

Der in der allgemeinen Aufregung um so thätigere Bonapartische Anhang hoffte noch im Februar 1813 den Krieg gänzlich zu vermeiden. Er hoffte mit einer bewaffneten Neutralität, mit einer bewaffneten Vermittelung und (wie man in England sich ausdrückte,) mit einem übertünchten, übergypseten Frieden herauszukommen. Die Verhandlungen mit dem Könige von Sachsen in Regensburg und Prag, werden es nachweisen. Aber von dem Moment an, wo der Erzherzog Carl wieder als Generalissimus oder Kriegsminister aufträte, schien dieses Ziel verloren; dann nöthigte die Gewalt der Umstände dennoch, den Kriegshandschuh hinzuwerfen? So sollten denn vor Allem, alle Prinzen vom Geblüte völlig entfernt, hiedurch aber auch

noch viele andere bedenkliche Conflicte beseitigt, und da diese künftige Coalition doch aus allen bisherigen die zahlreichste und zusammengesetzteste seyn würde, sollten so bedeutende Hindernisse strengerer Einheit und ungestört concentrischen Wirkens aus dem Wege geräumt werden.

Das hohe Lebensbild des mit so vielen ehrwürdigen Eigenschaften geschmückten, in mancher Rücksicht vielleicht überschätzten, in weit mehreren Beziehungen unterschätzten Kaisers Franz (des ersten, durch und durch althabsburgischen Charakters im Hause Lothringen), ist bis jetzt nur mit leidenschaftlicher Befangenheit oder mit hündischer Lobwedelei dargestellt. Es bleibt dieses somit eine würdige Aufgabe der Zukunft, zumal im Umkreise scharfgezeichneter und lebendig gefärbter Portraits seiner Minister und Generäle vom Fürsten Kaunitz bis auf den Fürsten Metternich, vom Prinzen Coburg bis auf den Fürsten Carl Schwarzenberg. — So wie es von vorn herein ein folgenreicher Irrthum wäre, die lange weltgeschichtliche Einwirkung des Ministeriums Metternich als positive und nicht vielmehr als negative Electricität zu beurtheilen, so ist auch ein Plutarchisch wahrhaftes und lebendiges Abbild des Kaisers Franz nur möglich, wenn man seine drei und vierzigjährige Regierung in zwei scharf gesonderte Hälften theilt, — in die ersten zwanzig Unglücks-Jahre (1. März 1792 — 1. Sept. 1813) und in die nachgefolgte Epoche des Friedens und Glückes bis zu seinem rührenden Ende (2. März 1835).

Wie der Saamen eines fast allseitigen Argwohns und Mißtrauens im Gemüthe des Kaisers Franz, Wurzeln gefaßt und leider durch bittere Erfahrungen manche Bestätigung erhalten hatte, gab es nicht leicht einen sicherern Weg zu des Monarchen Gehör, als seine Brüder und Vettern zu verkundschaften und zu verdächtigen. — Wie Thugut und Lehrbach 1788 den Erzherzog Carl als einen aufkeimenden Wallenstein schilderten, — welche Polizeikniffe 1805 angewendet wurden, um die Faßbindersche Verwaltung als heillos, bestechlich und verrätherisch darzustellen und den Erzherzog vom Steuer des Krieges abzudrängen, — welche wahrhaft ungeheure Anschuldigungen 1809 gegen ihn und seine Vertrauten, namentlich gegen den Grafen Grünne, ja selbst gegen den Küchenmeister, General Delmotte, gegen den edeln Wimpffen &c. erhoben worden, ist allbekannt. — Nicht minder offenkundig ist es wie man 1805 — 1809 aus dem verdienstreichen Palatin, Erzherzog Joseph, einen hinterlistigen Gegner des Thrones, einen Beförderer des Separatismus, ei-

nen heraufsprossenden Rakoczy zu machen bemüht war und wie zu solcher Commérage die gröbste Lüge stets das meiste Glück gemacht hat!?

Aber seit den letzten drei Friedensjahren lebten die Erzherzoge in der größten Zurückgezogenheit, zumal der Erzherzog Carl. — Dieses erschwerte es nicht wenig, einen rechten Klumpen des Argwohns und der Verläumdung wider sie zusammen zu ballen — und es gelang dennoch, und das der Nachwelt schwer zu glaubende Resultat war, daß Deutschlands zweimaliger Befreier, daß der Sieger von Ukerad, Altenkirchen, Wetzlar, Amberg, Würzburg, Neuwied, Engen, Kehl, Osterach, Stockach, Zürich, Mannheim und Caldiero, daß sämmtliche Prinzen des Hauses Lothringen von dem heiligen Kampf ausgeschlossen wurden, daß der Erzherzog Ferdinand selbst den Befehl der von ihm organisirten Reserven und Landwehren, ja, daß er sogar im Innern, sein mährisch-schlesisches Generalcommando niederlegen mußte, als es zum Ausbruch kam.

Die Wahl zu einer der habituellen polizeilichen Mystificationen des Kaisers Franz fiel diesmal, zwar aus Noth, doch mit den erwünschtesten Scheingründen auf den Erzherzog Johann. — Dieser Fürst, vom mildsten, fast zu mildem Herzen, voll stolzen Eifers für die Ehre und Größe seines Hauses, voll nicht nur Ehrfurcht, sondern Furcht vor dem Kaiser, seinem Bruder, so reich an Kenntnissen und an strategischen Conceptionen, daß er ein würdiger Gegner Napoleons gewesen wäre, bei mehr Charakterfestigkeit und ohne die Erbsünde: video meliora, proboque, deteriora sequor: — dieser Fürst hatte gerade in Östreichs alten Provinzen, auf welche jetzo die größten Diversionshoffnungen gerichtet waren, in Tyrol und Illyrien, einen ungemeinen Anhang. — Einen vollen Monat nach dem Abschluß des Wiener Friedens, im November 1809, als das Feindesheer bereits im vollen Rückmarsch nach Spanien war, erlitten die Franzosen wiederholte Niederlagen in Tyrol. Im Villacher Kreise Kärnthens, in Krain herrschte wilde Gährung, die Croaten revoltirten, sie wollten dem Generallieutenant Jellachich keine Folge leisten; Tyroler, Kärnthner und Croaten beschworen den Erzherzog Johann, sich an ihre Spitze zu stellen! Sein vertrauter Chef des Generalstabes, Graf Nugent, hatte von Allem die gründlichste Kenntniß. Aus gerechter Besorgniß einer schweren Compromittirung seines erhabenen Hauses blieb der ohnehin über die ungegründeten Beschuldigungen des Wagramer Schlachtberichtes vor Schmerz schwer erkrankte,

edle und großherzige Prinz unbeweglich. Aber die Hoffnung buhlte dennoch beständig mit der Furcht. — Die geheimen Verständnisse, Stimmungsberichte, militairische Nachrichten im Veltlin, in der Schweiz, in Tyrol, in Illyrien, wurden von dem unsichtbaren Ministerium (in welchem der energische Baldacci besonders thätig war) und vom Kaiser selbst eifrig betrieben durch Hormayr, der schon 1808/1809 die Seele desselben gewesen war, in Illyrien, durch den Agramer Bischof Verhovacz und seine vielen Getreuen, durch die Herren von Ulm, Kollar, Türk rc. an den Erzherzog Johann, an den Polizeipräsidenten Baron Hager, an den Cabinetsdirector Hofrath Neuberg. — ? !

Die merkwürdigste Amphibienrolle spielte hierbei die Wiener hohe Polizei, die bei so divergirenden Ansichten natürlich immer wieder von einer Contrepolizei des Cabinets bewacht wurde. Der Präsident Baron Hager war ein streng ehrlicher und thätiger, gut sprechender und schlecht schreibender, aus Ängstlichkeit gar leicht von schlauen Intriguanten mystificirter Mann, der noch auf dem Todbett in Strà bei Venedig seinem Freunde, dem nachmaligen Kammerpräsidenten Grafen Vincenz Batthiány, in einem Abschiedsbriefe betheuerte, in dieser Geschichte des Erzherzogs Johann, Hormayr's und Schneider's selber die Dupe gewesen zu seyn und sein Streben dadurch erschwert zu sehen.

Vom November 1812 auf den Jänner 1813 wurde die Sache sehr ernsthaft. Laut erklärten die Tyroler, sie würden aufstehen, ohne in Wien viel zu fragen; Österreich habe sie immer nur mißbraucht, als Werkzeug, als Ruthe gegen den Feind, die es später selber in's Feuer geworfen, wenn sie zerbrach unter den gewaltigen Streichen. — Unter dem Schutz der neugeworbenen Truppen, die Grenier aus Italien heranführte, sollte aus den tyrolischen Berghütten der letzte Sohn und der letzte Heller weggeschleppt werden. Dieses gedächten sie ein- für allemal nicht zu erwarten; eher würden sie sich an die Schweiz anschließen — (eine Idee, vielleicht sehr wohlthätig für Frieden und Freiheit des mittlern Europa, bereits im Plan der Staatenrepublik Heinrich's IV. und mehrmals auf's Tapet gekommen in der Verlassenheit Tyrols von 1809).

„Völker?? — Was ist das?? — Ich weiß nichts von Völkern „— ich kenne nur Unterthanen!" — Dieses Wort ist eben so welthistorisch geworden, wie ein anderes: — „Oh! das ist wohl möglich, daß „noch eine halbe Million Griechen über die Klinge springen muß. „Wenn das Land eine Wüste, wenn die Bevölkerung ausgerottet „ist, wird es eben nicht viel Protocolle mehr brauchen!! Die Menschheit „bedarf von Zeit zu Zeit starker Aderlässe; sonst wird ihr Zustand „entzündlich und es bricht sogleich der liberale Wahnsinn „aus." —

Alles was bis in den Jänner 1813 zur Überwachung und Leitung dieser Verhältnisse geschehen war, hatte sich in den Schranken der strengsten Umsicht und nach den Weisungen des Cabinets gehalten. Dieses aber war ganz und gar nicht in einem gewissen Sinne. Man wollte dem Kaiser zeigen: — „Die Erzherzoge, die Urheber alles Unglücks von „1809, seyen noch nicht zur Besinnung gekommen!! Wie einen Menschen, der aus langem Kerkerdunkel plötzlich hervortritt, blende sie jetzt „die Hoffnung, Napoleon zu überwältigen und ihre alte Scharte aus„zuwetzen. Jeder von ihnen handle nach eigenen Ansichten und nicht nach „den Befehlen des Monarchen. Jeder wolle einen Staat im Staate bil„den und sey ein Werkzeug unruhiger Ehrgeiziger. — Unter solchen Um„ständen könne kein Minister für die Durchführung seiner ohnehin schwie„rigen Aufgabe mehr verantwortlich seyn."

Dennoch war es nöthig, in die vorhandenen Bewegungen und in das Vertrauen des Erzherzogs Johann einen faux frère, einen agent provocateur zu mischen, der etwas noch gar nicht existirendes Bedenkliches erzeuge und zu irgend einem Staatsstreich den gewissen Anlaß gebe.

Der Mann war bald gefunden. Es war ein Jugendfreund Hormayr's, den dieser sich ausgesucht, 1809 mit ihm nach Tyrol zu gehen. Der Kreishauptmann Anton von Roschmann in Traiskirchen bei Wien, vom Erzherzog Johann, gleich seinem Vater mit Wohlthaten überhäuft.

Es war Wenigen bekannt, welch ein verworfener und käuflicher, zugleich wenig wissender und mittelmäßiger, aber schlauer, verwegener und vor keinem Verbrechen erschreckender Mensch dieser Roschmann sey? Der Großvater war ein verdienter Geschichtsforscher in Tyrol gewesen, —

der Vater war ein weniger als mittelmäßiger, eigennütziger Mensch, der namentlich bei der Klösteraufhebung durch Joseph II., die den Tyrolern so sehr mißfiel, so krumme Hände gemacht haben sollte, daß die oftmals derbe Erzherzogin Elisabeth einmal auf dem Vorplatze des Theaters, Frau von Roschmann an den Hals deutete mit den Worten: — „Ei, „ei! diese Grallen (Perlen) hab' ich ja an der Waldraster Muttergottes ge„sehen!?" — (In der That waren sie ein Schmuck jenes berühmten Wallfahrtsbildes gewesen.) Der Griff nach einem solchen Menschen, wie dieser Roschmann, war allerdings ein richtiger und gelungener Griff.

In der obigen Ansicht wurde Roschmann unter den Fuß gegeben, von seinem Kreisamt Urlaub zu nehmen, nach Wien zu gehen und sich in die Reihen der Bewegung zu mischen. Es fanden mit ihm zwei geheime Unterredungen Statt in verschwiegener Mitternacht, in der ehemaligen Wohnung der Fürstin Bagration. Es blieb Roschmann die leicht entschiedene Wahl, ob er bei'm abermal ausbrechenden Tyroler-Aufstand bloß wieder ein Subaltern Hormayr's seyn, oder vielmehr die ihm längst zukommende erste Rolle übernehmen wolle?

Roschmann, der in der Jugend die eigene Geliebte, ein Fräulein von S**, um Geld an Andere verkauft, und von der Farobank bei Moll in Innsbruck, an der er doch selbst gespielt, mehrmals vom Polizeidirector Brahm das Denunciantendrittheil eingezogen hatte, zeigte sich als einen trefflichen Lehrling. — Der Statthalter, Graf Saurau, der Roschmann jenen Urlaub ertheilen müssen und der mit Hormayr lange Jahre in freundschaftlichem Verhältnisse stand, sagte zu diesem: — „Um Gotteswillen, nehmen Sie Sich in Acht vor dem Spitzbuben. Er „hat Sie wohl stockblind gemacht, weil er Ihr steter Bewunderer und Hof„schmeichler ist?? Es ist ja kein gutes Haar an ihm von Kindheit an „gewesen."

Kaum war Roschmann zehn Tage in Wien, binnen welchen er sich dem Erzherzoge Johann, Hormayr, Schneider und anderen dort befindlichen Häuptern des Aufstandes von 1809 in jeder Weise aufdrang, als er in Folge des verabredeten, geheimen Operationsplans zur ungesäumten Ausführung seiner Instructionen und seines schändlichen Doppelspieles schritt.

Die Nähe seines Kreisamtes Traiskirchen bei des Kaisers Sommerresidenz Laxenburg und bei den Heilquellen von Baden hatte ihm in täg-

liche Berührung mit dem gesammten Hofe gesetzt. Er eilte nun zu seinem Gönner, dem General Kutschera, des Kaisers Adjutanten, der sich das engste Vertrauen durch Commérage über den Erzherzog Joseph Palatin errungen hatte, bei welchem Kutschera früher gestanden war. Auch der Oberförster Marno war einer der Ihrigen, aber bloß Bote und kein Wissender.

Dem armen Kutschera, der sich selbst bald eine Trauerweide, bald eine arme Sau zu betiteln pflegte, dem höchst unsittlichen Begleiter des sittenreinsten Monarchen, Kutschera, der eine, sein Lakayen- und Denunciantentalent so weit übersteigende Rolle spielte, und der nach seiner Weise sogleich mit Roschmann zu scherzen und zu salbadern anfing, über die ihm wohlbekannten tyrolischen Verhältnisse, stellte Roschmann sich vielmehr als einen von Angst und Gewissensbissen gepeinigten Mann dar. — Er flehte ihn an, ihm zur Enthüllung höchst gefährlicher Umtriebe eine Audienz bei'm Monarchen zu verschaffen, aber an einem dritten Orte und in tiefster Verborgenheit, da bei der mindesten Verlautbarung ein wichtiges und gefährliches Geheimniß auf dem Spiele stehe.

Roschmann erhielt auch dieses geheime Gehör im Dunkel des nächsten Abends, in der Wohnung einer kaiserlichen Kammerdienerin, auf der Burg-Bastei. — Er warf sich nun dem Kaiser Franz zu Füßen, sagend: „Nur allein seine unbegränzte Anhänglichkeit an des Monarchen geheiligte Person und sein Eid müßten entschuldigen, was er jetzo vorzubringen habe." — Der Kaiser, etwas betroffen und erschrocken, hieß ihn ungescheut reden, es möge seyn was es wolle. — Roschmann eröffnete nun: „Die dem Kaiser bekannten Einleitungen und Vorbereitungen, in Tyrol, Vorarlberg, Kärnthen und Kroatien (welcherwegen man täglich den General Nugent aus England zurückerwarte) seyen durch Hormayr, mit Talent, Energie und Localkenntniß eingeleitet und ein noch glänzenderer Erfolg als 1809 scheine unzweifelhaft. Diesmal sey schon bereit, was 1809 gar nicht, oder viel zu spät eingetroffen sey: — Geld und Waffen aus England. Dennoch liege hier eine ungeheuere Falschheit zum Grund; denn nicht für den Kaiser geschehe dies Alles, nicht für die Wiedervereinigung Tyrols mit dem Hauptkörper der Monarchie. Vielmehr sey Hormayr die Seele einer zahlreichen Parthei, die für Tyrol die vollständige alte Constitution und den Erzherzog Johann — zum „Könige von Rhätien" wolle."

Es wurde oben gesagt: die größte Lüge mache das meiste Glück. — Das war auch hier der Fall. So plump die Erfindung war: denn, abgesehen von des Erzherzogs persönlichem Charakter, der sich eher hätte hinrichten, als zu einem Schritte gegen seinen kaiserlichen Herrn und Bruder verleiten lassen, wäre die Krone Rhätiens eine noch ärgere Dornenkrone gewesen, als jene von Griechenland: — ein mit zwei Drittheilen seiner Subsistenz ganz und gar vom Auslande abhängiges, von der Natur höchst stiefmütterlich behandeltes Kartoffelkönigreich. Zwar war Tyrol fast von 1564 bis 1665 neben der Secundogenitur in Grätz, eine Tertiogenitur des Erzhauses gewesen. Allein diese Linie hätte sich unmöglich dort erhalten können, ohne den gleichzeitigen Besitz des blühenden österreichischen Schwabens, des reichen Elsasses und Sundgaues, der einträglichen rhätischen und helvetischen Hoheitsrechte, am wenigsten aber ohne die tractatmäßigen reichen Subsidien aus Wien, aus Rom und Madrid.

(Großartiger als diese unglückliche Erfindung war die Idee Heinrich's IV.: Tyrol an die Schweiz anzuschließen, mit ewiger Neutralität in allen europäischen Kriegen, wodurch er zugleich die spanische und deutsche Linie von einander abgeschnitten hätte.)

Allerdings hofften England, Rußland und Preußen viel von Insurrectionen der altösterreichischen, abgetretenen Provinzen, vorzüglich zur Trennung der feindlichen Streitkräfte in Italien und Deutschland. Aber natürlich lag ihnen noch unendlich mehr am Beitritt Österreichs selbst, und ihre Agenten in Wien: Herr Johnson, Mr. King und Staatsrath Bühler erklärten bestimmt, man möge wachsam seyn gegen jede helvetisirende und überhaupt republicanische Tendenz in jenen Bergen. — Jede Schilderhebung könne auf ansehnliche Unterstützung an Waffen und Geld rechnen; aber nichts dürfe vorfallen, was Österreich durchaus mißbillige und wozu es nicht wenigstens connivire: denn noch weit Höheres als die willkommenste Diversion — das gesammte Schicksal der Welt auf alle Folgezeit, stehe jetzt in Österreichs Hand.

Dessen ungeachtet fand Roschmann's insipide und verläumderische Denunciation vollen Glauben, und dieser eigens bestellte faux frère wurde natürlich damit beauftragt, den gefährlichen Anschlag ununterbrochen, durch jedes Mittel, mit jedem Aufwande zu surveilliren. Er rückte nun mit den Bedingungen hervor, die ihm bei jener ersten nächtlichen Berathung zugeflüstert waren:

1) Er müsse carte blanche haben für jeden Schritt, den er thue. — Damit die Verschwornen an ihn glaubten, müsse er sich voranstellen, er müsse sich selbst am meisten compromittiren. Nur so könne er in alle Geheimnisse eindringen; nur so habe man die ganze Sache in der Hand, könne sie so weit gehen lassen, als man wolle, und augenblicklich ersticken, wenn es an der Zeit sey.

2) Das Ganze müsse als Staatsstreich ausgeführt werden. Nie dürfe eine gesetzliche Untersuchung Platz greifen, denn sonst wäre er, zum Lohn für seine Aufopferung, bei der ersten Confrontation bloßgestellt und gebrandmarkt.

3) Er habe Hormayr von früher Jugend an, das Meiste zu danken; er müsse daher das kaiserliche Wort haben, daß selber zwar für diesen Fall unschädlich gemacht, aber seine Existenz ihm, dem Familienvater, der 1809 viel gethan und geopfert, erhalten werde. Auch deshalb dürfe die Justiz sich nie darein mischen.

4) Eben so sey der Erzherzog sein und seines Vaters Freund und Wohlthäter gewesen: die Welt werde ihn ohnehin als einen Gezeichneten fliehen und verabscheuen. Um so mehr müsse er auf jenen Bedingungen bestehen. Er opfere dem Kaiser Alles und habe keinen Ersatz, als das Bewußtseyn seiner religiösen Treue und Anhänglichkeit, die ihn selbst zu solchen Schritten begeistere!!

Bisher, in die ersten Tage des Februars 1813, war Alles der Erkundschaftung, der Ausbreitung der Verbindungen, der Vorbereitung von Mitteln und Wegen, der Ausschiffung des Nöthigen an der adriatisch-illyrischen Küste, der weiteren Zuschmuggelung auf die bezeichneten Central- und Influenzpuncte gewidmet gewesen und auf dieser Stufe streng geblieben. — Nichts war bisher geschehen, was compromittiren, was den Argwohn der respectiven Regierungen hätte reizen, was einen unzeitigen Ausbruch hätte provociren können. — Im Gegentheile war Geduld in Aussicht naher Erlösung, (selbst für harte Fälle von Rekruten- und Steuer-Eintreibung,) überall wohlmeinend gepredigt, hundertfache Vorsicht war empfohlen; jede (selbst gleichgültig scheinende) schriftliche Mittheilung an Gleichgesinnte war schwer verpönt worden.

Von diesem Augenblicke an that Roschmann selbst, und Er allein, Alles und Jedes, was gefährlich und sträflich genannt werden mochte, — Alles, was den Prinzen Johann tiefer verwickeln, was den

Ausbruch voreilig beschleunigen konnte. Selbst sein Amt mußte ihm dazu die Mittel vervielfältigen. In seiner Kreisamtsdruckerei zu Traiskirchen ließ er durch den Buchdrucker Ulrichs die, damals in Wien noch schwer verpönten, russischen und englischen Siegesberichte drucken. Er wollte alle Augenblicke Boten aus Tyrol bei sich in Traiskirchen, oder im nahen Laxenburg und Guntramsdorf versteckt haben, für die er sich vom Erzherzog Botenlohn und Zehrung zahlen ließ, die er in den Sack steckte. Diese (niemals existirenden) Boten sollten, im Namen ihrer Committenten, durchaus etwas Schriftliches vom Erzherzog begehrt haben, wenn ja die Bewegung zu Gunsten Österreichs, und nicht im republikanischen Schweizersinn Statt haben sollte. Der Ausbruch sey nicht länger zu verzögern, denn Grenier rücke vom Po bereits an die Etsch herauf, und dieser Durchmarsch nach Sachsen sey bestimmt, neuen Auflagen und einer großen Rekrutenaushebung zur Bedeckung zu dienen. — Entschlossen setzte Hormayr durch, daß der Erzherzog nichts Schriftliches an die Tyroler von sich gab, noch weniger, (worauf Roschmann hartnäckig drang und wozu er den Herzog von Acerenza bereits als schnellen Überbringer ausgemittelt hatte) an den Kaiser Alexander zu Gunsten Tyrols schrieb, von welchem bereits mehrere Werbungen an den, in der ganzen Alpenwelt höchst populären Prinzen ergangen waren. Der englische Agent King in Wien (welches Johnson und Walpole bereits verlassen hatten,) erklärte sich bereit, sehr ansehnliche Geldmittel und einen großen Waffentransport zur Disposition des Erzherzogs zu stellen, auch wie der Ausbruch geschehen sey, Sir Robert Wilson sogleich bei ihm accreditiren zu machen. Der Generallieutenant Graf Louis Wallmoden (bereit, zum Kaiser Alexander abzugehen, wo man Preußens heroische Erklärung stündlich gewärtigte;) war bei allen Zusammenkünften zugegen.

Wollte man die Sache niederschlagen, wollte man die schwere Compromittirung eines Prinzen vom Geblüte hindern, so bedurfte es nur eines einzigen Wortes, und es war von nichts mehr die Rede!? Aber offenbar wollte man sie so weit als möglich gehen lassen, den Prinzen **nicht** herausziehen, sondern ihn vielmehr immer tiefer verwickeln und hieraus die geharnischte Schlußfolge ziehen gegen die Tendenzen sämmtlicher Prinzen des Hauses!! —

Wallmoden ließ man ruhig auf Kalisch abreisen. King*) erhielt drei Tage früher Pässe für einen eben dahin abzusendenden Courier. Dieser wurde bei Prerau im nordöstlichen Mähren von Räubern überfallen, (in die sich unter Anderen der Brünner Polizeicommissär Schmidthammer und der nachmalige Kreishauptmann Czikann verkleidet hatten), seiner Depeschen beraubt und nach Wien zurückgewiesen. Man wollte dem sogenannten „Gewissen des Kaisers Franz," dem Justiz-Staatsrath Pfleger, doch eine Art von corpus delicti verweisen, da bisher Roschmann's Commérage die einzige Grundlage der seltsamsten Beschuldigungen gewesen war.

In dieselben Tage fallen die nachstehenden letzten Schreiben des Polizeiministers an Hormayr. Noch Mittags vorher, als die bald zu erwähnenden Verhaftungen geschahen, begegnete der Kaiser dem Erzherzog Johann auf der Bastei, spatzierte eine Weile mit ihm, Kutschera und Oberst Wiey und scherzte unter Anderem: „Man müsse sich ja vor der französischen Polizei in Wien in Acht nehmen, die eine viel bessere Nase habe als die seinige, es könnte uns sonst gehen, wie der Königin Karoline auf Sicilien durch die Engländer."

Hormayr, Roschmann und Schneider pflegten jeden Abend um zehn Uhr zusammen zu kommen, sich die Ereignisse des Tages wechselseitig mitzutheilen. Es befremdete sie nicht (und Roschmann gewiß am wenigsten) sich Schritt vor Schritt von Mouches (in Wien, Nadarer, in Prag, Blaumeisen genannt) beobachtet zu sehen. Noch führte man den Fliegenwedel sehr scharf gegen die antibonapartischen „Fanatiker und Narren," wie die bonapartische Clique sie nannte, ja selbst gegen englische und russische Reisende und Couriere — Wallmoden und Nugent waren eben so surveillirt gewesen, und welche Geheimnisse Österreichs lagen nicht dennoch in ihrer Hand!? — Herr von Gagern hat über diese Katastrophe viel mehr Dunkel als Licht verbreitet. Wer möchte ihm Verstand, Gelehrsamkeit, ritterlichen Muth, wahrhaften Vaterlandssinn, ächtes Gefühl für Freundschaft absprechen? Aber neben dem phantastischen Beischmack seiner meisten Ideen und Entwürfe, die oft vom Hundertsten in's Tausendste ausschweifen, bringt seine Eitelkeit ihm nicht geringen Nachtheil. Immer und ewig ist Er die Fliege

*) Seite 160 und Seite 240.

auf der Windmühle, welche glaubt, daß sie es sey, welche dieselbe in so mächtige Bewegung versetzt!! Wie herzlich muß man lachen über den mächtigen Einfluß, den er sich auf Österreichs und Bayerns Aussöhnung zuschreibt, — über die drei Eidgenossen im Kahn zu Mensee?! In die Kenntniß dieser Tyroler-Geschichte gerieth er nur durch seine wissenschaftliche Verbindung mit Hormayr. Dieser ließ ihn durch eine schmale Spalte in die Sache gucken, in der Hoffnung, den brittischen Hülfsmitteln auch jene des reichen Kurfürsten von Hessen zuzugesellen, von dem Gagern auch wirklich aus Prag bedingte, aber gute Verheißungen mitbrachte. Gagern kannte weder das Land Tyrol noch die Menschen im geringsten, deren Vertrauen doch so schwer zu gewinnen, wiewohl einmal gewonnen, nicht schwer festzuhalten ist. In seinen Briefen an Stein sagte er im März 1813: Er sey mit den angesehensten Tyrolern in Vertraulichkeit, Freundschaft, in die Kenntniß ihrer Hoffnungen und Pläne gekommen. Mit welchen? Er hat gar keine bedeutende gesehen, außer zweimal, höchst flüchtig, den Commandanten Eisenstecken. — Er ist so die Dupe des Ganges der Sache, daß er S. 19. 26. 34. Roschmann in allem Ernst den „verhafteten, unglücklich gewordenen Tyrolern" beizählt, für die Er nach seiner unbestreitbaren edlen Herzenswärme, Alles aufgeboten wissen will und dies Gefühl von 1813 noch 1814 drucken läßt, als über Roschmann's schändliche Rolle alle Welt längst enttäuscht war.

Das fade Gaukelspiel ging noch weiter. Am 6ten März Nachts erschien Roschmann (wie gewöhnlich), mit verstörtem Wesen erzählend, daß Hofrath Braulik vom Polizeiministerium mit einem Actuar bei ihm (und nur bei ihm) erschienen sey, seine Papiere durchwühlt, aber natürlich nichts gefunden habe!! Er, Roschmann, sey alsdann sogleich zum Polizeiminister, Baron Hager gegangen, um sich über einen so auffallenden, auf keinerlei Inzichten zu begründenden Schritt zu beschweren; Hager habe ihn aber ziemlich schnöde abgefertigt. Alle ahnten wohl einen argen Mißverstand, vielleicht eine leidige Wendung der Politik des Cabinets, vielleicht neue, gebieterische Forderungen Bonaparte's und kleinmüthige Nachgiebigkeit dagegen?? das rechte Wort des Räthsels, daß es den Prinzen von Geblüt insgesammt gelte, das ahnte Niemand.

Sonntags am 7ten März 1813 schrieb Roschmann:

„Er werde nach zehn Uhr Abends zu Hormayr kommen; Schneider und wer sonst noch von den Häuptern, möge ja gewiß da seyn. — Er habe Wichtiges zu eröffnen." — Der Elende hatte sich in Person an die Spitze der Häscher gestellt. Kaum war er eingetreten, kaum war die Thüre geschlossen, als drei Ober- und drei Untercommissaire der Polizei eintraten, vierzig Mann waren auf den Stiegenhäusern vertheilt, — drei Wagen hielten vor dem Thore.

Hormayrn, Schneidern und Roschmann wurden Jedem ein gleichlautendes Schreiben des Polizeidirectors der Stadt Wien, Hofraths Siber, übergeben, des lakonischen Inhalts: „der Ober-Commis„sair Joseph Schuster sey hiedurch beauftragt, den Herrn Hofrath „Baron von Hormayr ohne weiteres zu verhaften und an den Ort sei„ner Bestimmung zu bringen."

Schneider öffnete nicht den Mund, — der sonst so kecke Roschmann, mit der ledernen Stirne, schien doch einen Augenblick von der Abscheulichkeit seiner Rolle ergriffen und einer Ohnmacht nahe, so daß Hormayr ihn anrief, sich zu ermannen. — Darauf wendete sich Hormayr zu den Commissairen und sagte: „Der Vorgang sey höchst gesetzwidrig und tumultuarisch. Er kenne Keinen von ihnen, er kenne nicht einmal die Unterschrift, die Bonapartische Polizei habe schon öfters derlei Entführungen vollbracht. Er sey Chef des geheimen Staatsarchives, er sey bereit in Haft zu bleiben und sich jeder Untersuchung zu unterwerfen. Aber er könne und müsse verlangen, sein Amt ordentlich übergeben zu können, denn welche ungeheure Verantwortlichkeit könne man ihm sonst zuwälzen?" — Vergebens — man erinnerte ihn bloß, sich mit Kleidern und Wäsche für eine weite Reise zu versehen; und als dieses geschehen war, fuhren die Commissaire in jener berühmten Sturmesnacht mit ihm der ungarischen Gränze zu. In der Wiener Vorstadt Landstraße harrte ein geräumiger Wagen mit vier Postpferden. In diesen stieg er und sein Begleiter aus dem Fiaker hinüber, und so ging es über hundert Meilen, an die siebenbürgische Gränze, in das verrufene Munkáts; einst, als Rakoczyscher Hauptsitz, ein Hort der ungarischen Freiheit, — zeither ein Grab, die Schrecknisse der altvenetianischen „Brücke der Seufzer," der „Sumpfkerker" und der „Bleidächer" in sich vereinigend, — jetzt durch die Flammen in Schutt und Asche. — Dieselbe No. 4 Hormayr's, von des Kaisers Franz Erzieher Riedel mit Kienrußzeich-

nungen, mit algebraischen Berechnungen, mit Poesien der Verzweiflung überschrieben, war später auch des Fürsten Alexander Ypsilanti kummervoller Aufenthalt. Die Commissaire übergaben nach der höchst beschwerlichen Reise dem Commandanten, Major Czapka, „einen Staats„gefangenen, Namens Hilbert, für dessen Unterkunft und Verpflegung „er zu sorgen, und ihm mit Anstand und Achtung zu begegnen habe, den „aber Niemand sehen und bei schwerster Verantwortung, Niemand „von seinem Dortseyn Kenntniß haben dürfe." — Das hatte inzwischen schon in acht Tagen ein Ende. Die Rußland äußerst ergebenen Altgläubigen (Rusniaken) der Umgegend versahen den guten Hilbert um die Wette mit Geflügel und Wildpret und, was ihm weit lieber war, mit Zeitungen, — und die heroischen Wünsche der Großfürstin Catharina, Herzogin-Wittwe von Oldenburg, fanden guten Wiederhall in Beregsáß, Unghwar und Caschau.

Eben so wurde Schneider als ein Staatsgefangener, Namens Schuster, dem Obristlieutenant Raidt, Commandanten der Brünner Citadelle des Spielberges, übergeben, doch ihm bald große Erleichterungen vergönnt und die Gesellschaft seiner wackern Frau gestattet.

Roschmann saß natürlich keinen Augenblick gefangen, sondern war nur abgesondert und versteckt, in ununterbrochener Verbindung mit seiner Familie, seinen Freunden und mit seinen Geschäften, bis er, schon nach drei Monaten, auf eine Weise geehrt und belohnt hervortrat, wie noch kaum ein anderer Emporkömmling. Die Leidenschaftlichkeit des Volkes und Heeres gegen Bonaparte verschaffte übrigens den beiden Gefangenen, Hormayr und Schneider, manche unvergeßliche Stunde.

Gerade bevor Judas Roschmann hinging, seine Freunde selber zu fangen, war er bei'm Kaiser gewesen, der ihn mit den Worten entließ: — „Lassen Sie sich durch Nichts irre machen, Roschmann! Niemals vergesse Ich, welchen schwierigen und gefährlichen Dienst Sie Mir geleistet haben. Wenn alle Welt wider Sie ist, so werde Ich für Sie seyn."

Diese Worte vernahm des Kaisers vertrauter Kammerdiener Ruttner, und tröstete des andern Morgens damit einen Freund Hormayr's, den gelehrten und freisinnigen Prälaten von Melk, Anton Reyberger. Des andern Tages ging dieses schon wie ein Lauffeuer durch ganz Wien. — Niemand hatte eine Ahnung von Roschmann's Verworfenheit. Man

hielt diesen Schritt für eine nothgedrungene Komödie, um den Franzosen Sand in die Augen zu streuen.

Fünf und vierzig andere, 1809 durch Auszeichnung und Opfer hervorragende Individuen aus Tyrol, aus Vorarlberg und dem Veltlin, waren zu gleicher Zeit aus Wien verbannt, und ihnen Olmütz, Brünn, Iglau, Grätz, Cilly, Marburg und Klagenfurt als Aufenthalt angewiesen worden.

Am 8ten März Morgens wurde der Erzherzog Johann zum Kaiser gerufen, der ihn auf eine von jener des gestrigen Spatzierganges sehr unterschiedene Weise empfing und ihm ernst und strenge eine detaillirte species facti alles dessen hinreichte, was durch den Erzherzog selbst, durch Hormayr, Schneider und (gerade das Meiste) durch Roschmann, mit den Ihrigen eingeleitet und vorbereitet war. — Das ganze Detail war vollkommen wahrheitgemäß und konnte es auch leicht seyn. Als aber der Erzherzog an den Eck- und Schlußstein kam, an das (aus Tyrol, Vorarlberg, Salzburg und dem Villacher Kreis zu bildende) „Königreich Rhätien," konnte Er sich in aller Betroffenheit, des Lächelns, über die alberne Lüge doch nicht erwehren und erklärte sie für eine eben so absurde als verworfene Verläumdung.

Die durch Schönheit, Anmuth, Geist und Gemüth gleich ausgezeichnete Kaiserin Maria Ludowika machte dem Erzherzog Johann freundschaftliche Vorwürfe darüber, daß Er sich ihr nicht anvertraut und ihr dadurch die Möglichkeit verschafft habe, das Gewebe auf eine, für ihn und für seine und des Landes Getreue, weniger unangenehme Weise zu lösen.

Der Erzherzog wurde verschiedentlich bestürmt eine Erklärung abzugeben, daß das Ganze nur Hormayr's Werk und Er dazu bloß überredet und verleitet worden sey. Allein der Erzherzog verwarf eine eben so unwahre, als knabenhafte Entschuldigung für einen Prinzen, der schon zweimal Armeen commandirt hatte. Er merkte eine neue Falle, eine abermalige Erniedrigung.

— — — — — — — — — — — — — — — — — —
— — — — — — — — — — — — — — — — — —
— — — — — — — — — — — — — — — — — —
— — — — — — — — — — — — — — — — — —

— —.

Als nach den Schlachten von Lützen und Bautzen das Loos der Welt noch einmal auf der äussersten Spitze stand, — als durch die schwersten Compromittirungen der Rückweg abgeschnitten war, dachte man wiederum an die strategische Wichtigkeit Tyrols und an die Decenz und Pietät der Wiedererwerbung eines in der Blut- und Feuertaufe herrlich erprobten Landes, hintennach könnte man es doch wieder ohnschwer umgehen, hinsichtlich seiner alten beschworenen, erst noch 1797 vom Kaiser Franz bestätigten Gerechtsame. — Herr von Roschmann trat aus seinem Versteck hervor. — Der Tugendheld wurde sogleich als der künftige Chef aller Unternehmungen in Tyrol bezeichnet und der um das Befreiungswerk so ruhmvoll verdiente, aus England wiedergekehrte General Nugent negocirte mit Roschmann, sogar auf den Fall, daß Österreich nur eine bewaffnete Neutralität beobachte, ja selbst, daß es von dem eingegangenen Bund wieder abspränge und separat unterhandelte!! Der an so vielen großen Tagen ruhmwürdig erprobte F. Z. M. Hiller erhielt einen Beweis, daß er zweimal nach einander Hormayr für die Unternehmung auf Tyrol begehrt habe. — Roschmann lohnte ihm in der Folge durch eine Denunciation, die den hochverdienten Veteran als einen Verräther bezeichnete, der mehrere ihm dargebotene günstige Gelegenheiten, namentlich zu einem Handstreich auf das wichtige Mantua außer Acht gelassen habe!! Bekanntlich verlor Hiller darüber den glücklich geführten Oberbefehl, und lebte einige Zeit in Ungnade zu Laybach. — Roschmann trat bereits bemerktermaaßen in Unterhandlung mit dem General Nugent. Seinem unverwelklichen Verdienst um die Zertrümmerung des Bonapartischen Joches gesellte Nugent drei Monate hierauf durch die romantische Eroberung des gesammten adriatischen Küstenlandes, eine der glänzendsten Waffenthaten. — Roschmann machte sich gegen Nugent verbindlich, in den tyrolischen Bergen ein nicht so leicht auszulöschendes Kriegsfeuer anzuzünden, selbst wenn der Wiener Hof diesmal Europas große Sache verlasse! Roschmann hatte sogar die Unverschämtheit, den Erzherzog sehen zu wollen, dieser ließ ihm sagen, „er habe für ihn nichts Anderes, als Fußtritte.“

Am 12ten Juli erschienen in Munkács abermals Wiener Polizeicommissaire, Rieger und Sestits, den Staatsgefangenen Hilbert vom

Commandanten Czapka requirirend, mit dem Auftrage, ihn abermals mit Vermeidung der Heerstraßen, auf Um- und Abwegen, längs der Karpathen nach Mähren zu bringen, zuerst nach Olmütz, wenn dort keine Ordre sey, nach Brünn und falls auch dort sich keine vorfände, gerade nach Wien.

Bereits bemerktermaaßen saß in Brünn der 1809 in Vorarlberg so sehr ausgezeichnete Appellationsrath Schneider; überhaupt waren Brünn und Grätz Sammelpuncte der vertriebnen Tyroler geworden. Man harrte der ersten Anwürfe Bayerns. Wundersam lange blieb man darüber ohne eigentliche Gewißheit. Auch theilten sich selbst im Rathe der Verbündeten die Ansichten, ob man das anscheinend Sichere spielen und Bayern heranziehen, sich aber dadurch die Hände binden, oder ob man nicht zur Realisirung alter Entwürfe und Tauschprojecte die große Gelegenheit benutzen, Bayern feindlich behandeln, in die Compensationsmasse einwerfen und es nach Brüssel oder Mayland verpflanzen sollte?? — Alle, besonders die erst nach der Leipziger Schlacht mit den deutschen Fürsten abgeschlossenen Verträge fanden den heftigsten Widerspruch in dem Minister vom Stein, in vielen Heeresfürsten Preußens, in manchen Hyperpatrioten Österreichs. — Die erstere Ansicht siegte. — Man glaubte somit weder Hormayr's noch Schneider's zu bedürfen, ja vielmehr mit ihnen in einer Art von Verlegenheit zu seyn, und fand es am bequemsten, ihre Haft ohne alles Gehör, ohne Urtheil und Recht auf unbestimmte Zeit fortwähren zu lassen.

Roschmann, der 1810 noch Kreiscommissair gewesen war, stieg jetzt auf beispiellose Weise. Er wurde Hofcommissair für Tyrol, mit unumschränkter Vollmacht. Man hing Kreuze an diesen Menschen, der füglicher selbst an's Kreuz gehängt worden wäre. Seine Angaben hoben oder stürzten ruhmreiche Veteranen, und die würdigsten Patrioten. Was Roschmann im März 1813 unterdrücken half, mußte er Anfangs December 1813 auf eine höchst unwürdige Weise hervorrufen. — Das italienische und illyrische Tyrol war zwar erobert, aber der größte und schönste Theil lag noch in Bayerns Hand. Die mit demselben abgeschlossene Verpflegsconvention fand man übertheuer und lästig. Bayern sollte mürbe werden und sein Tyrol noch vor der allgemeinen Pacification, willig, ja herwärts, an Österreich überlassen.

Darum ward in der ersten Decemberhälfte der Bauernaufstand von

Roschmann heimlich angestiftet und öffentlich verläugnet. Ja, er verrieth sogar sein Hauptwerkzeug, den kühnen Georg Embel. — Bei geringen Kenntnissen und mittelmäßigen Gaben war sein Surrogat, überall Gefahren und Conspirationen zu wittern, jede ihm überlegene Kraft und jedes Talent zu verdächtigen, immer wieder den Erzherzog Johann mit in's Spiel zu mischen, endlich um für die Ruhe des Landes verantwortlich seyn zu können, eine ganze Deportationsliste einzureichen, auf der man, mit Entsetzen, Männer erblickte, die 1809 unerschrocken, unverdrossen, Gut und Blut für Österreich gewagt hatten, wie Philipp von Wörndle, Anführer der Tyroler bei Spinges im April 1797 und 1809 Intendant des Pusterthales, Joseph von Giovanelli aus Botzen, der Freiherr von Sternbach, Herr auf Sterzing ꝛc.

Dem Polizeiminister Hager gebührt die Gerechtigkeit, daß von dem Augenblick an, als es in ihm über die scheußliche Mystification zu dämmern und immer klarer zu werden begann, die Polizei als Roschmann's offenster Gegner aufgetreten sey. Viele schwer Verläumdete wurden dem Polizeipräsidenten Hager, dem Kanzler Grafen Prokop Lazanzky, dem Staatsrath Kübeck ihre Rettung schuldig. — Roschmann wurde zuletzt das Stillschweigen auferlegt! Nur der Monarch versicherte ihm, „ihn gegen alle Welt halten zu wollen, da er nie vergessen werde, welche „felsenfeste Anhänglichkeit an seine Person, Roschmann, in einer so „delikaten Sache erprobt hätte.“ — Aber unmöglich konnte, unmöglich durfte man den Kaiser enttäuschen. Wahrscheinlich nahm der Monarch, (obgleich Roschmann nach und nach durchschauend,) diesen Argwohn mit in's Grab. — Erst nach Franzens Tode durfte Prinz Johann den geliebten Tyrolerboden wieder betreten, welchem er volle 30 Jahre fern geblieben war (1805 — 1835). Erst nach Franzens Tode wurde Wallmoden, dieser Edelstein des österreichischen Heeres, in seinen alten Rang wieder eingesetzt und endlich zum General der Cavalerie befördert. — Schneider war 1820 an gebrochenem Herzen gestorben, Hormayr im October 1828 in den Dienst Königs Ludwig's von Bayern getreten, ohne Vortheil in utili oder honorifico, bloß aus Verehrung für diesen, seit lange geliebten Fürsten — und um vor einer unausgesetzten, funfzehnjährigen, selbst seine schriftstellerische Laufbahn vergiftenden Neckerei und Verfolgung Ruhe zu finden, — 31 Jahre, seit May 1797, hatte Hormayr Österreich gedient, die Campagnen von

1799, 1800 und 1809 mitgemacht, letztere als Chef der Landesdefension Tyrols und Vorarlbergs, in jener unvergeßlichen Epoche vom Kriegsausbruche bis zur Evacuation, Kraft des Znaimer Waffenstillstandes. — Er war unter den Ministern Louis Cobenzl und Stadion Referendar der Section von Deutschland im Departement des Äußern, — unter ihnen und Metternich 1803 — 1813 Vorstand (und in Wahrheit Reorganisateur) des geheimen Staats-, Hof- und Hausarchives in Wien, — 1815 bis Ende 1828 Historiograph des kaiserlichen Hauses gewesen.

Die stäten Lobredner alles Geschehenen citirten jenen Anschlag öfters als einen Meisterstreich, weil man hiedurch so viele Würfe mit einem Steine gethan habe: — 1) sey man die Erzherzoge los geworden; — 2) habe man den Tyrolern jeden voreiligen Ausbruch abgeschreckt; — 3) habe man die ersten Keime zur vertrauenden Aussöhnung mit Bayern gelegt und zum Rieder Tractat, jener nicht minder vollständig gelungenen Mystification Bayerns; — 4) habe man statt Concessionen zu machen und das ganz Alte wieder herzustellen, Tyrol vielmehr als erobertes Land behandeln, mit den übrigen Provinzen gleichstellen können und nicht gebraucht, das zu halten, was 1796, 1805 und 1809 mit so voreiliger Emphase versichert worden sey.

Als die Kunde von Bonaparte's Absetzung zum Kaiser nach Dijon kam, schickte man augenblicklich einen Courier nach Brünn mit Hormayr's und Schneider's Freilassung, nach dreizehnmonatlicher, gesetzwidriger Haft. — Die Welt sollte glauben, Bonaparte habe ihre Verhaftung zur Satisfaction begehrt und mit seinem Sturz sey das Motiv weggefallen!? Der damalige Gouverneur in Mähren, Graf Chorinsky eröffnete ihnen: „ihre Detention sey eine rein politische Maaßregel gewesen, ihrer Ehre und ihrem Dienstverhältniß vollkommen unnachtheilig!! Inzwischen sey die Sache weder zu einer generellen noch zu einer speciellen Untersuchung geeignet." — Er machte bestimmte Hoffnung zu weiterer Satisfaction, wenn Hormayr und Schneider tiefes Stillschweigen über die Sache beobachteten. Ohne besondere Erlaubniß sollten sie nicht nach Wien gehen.

Hormayr's Erklärung: „Er verlange Recht und keine Gnade! und wenn irgend eine Schuld in der Sache gewesen sey, so sey der so glänzend beförderte Roschmann gerade der Allerschuldigste" — erwiderte der sonst überaus humane Graf Chorinsky ganz trocken da-

mit: „Recht zu begehren stehe Hormayr allerdings frei, obwohl er nicht glaube, daß der Kaiser von dem einmal gefaßten Entschluß abgehen werde. Aber auch dem Kaiser stehe frei, Hormayr nach seinen bisherigen, nicht mehr als sechszehn Dienstjahren streng normalmäßig zu pensioniren, während ihm jetzo doch seine volle Existenz gesichert sey. Sogar während seiner Detention sey ihm ja sein voller Gehalt mit besondern Taggeldern, wie zu einer Amtsreise geblieben! Das möge er um seiner selbst willen ja reiflich überlegen."

Als das allgemeine Zetergeschrei doch sehr bald Roschmann's Rückberufung aus Tyrol erzwang, machte ihn der Kaiser Franz 1815 aus eigener Bewegung zum Gouverneur Lyons, der zweiten Stadt Frankreichs, wo er sein vorzügliches Talent zur Schafschur glänzend entwickelte.

Im März 1809 hatte ihn Hormayr, um ihn mit nach Tyrol zu nehmen, von Schuster und Schneider auslösen müssen. Nun trat Roschmann in Wien auf, als Hofrath und einflußreicher Referendar, als Hausherr, Besitzer von Nummothek und Bibliothek und Eigenthümer der Herrschaft Ottenschlag. — Doch gleich einem Brandzeichen der Nemesis verdorrte ihm die Hand, die er einst zum falschen Zeugniß aufgehoben. Er mußte später seine Dienstentlassung ansuchen. Nun lebte er, von Niemanden gesucht oder geachtet, im Stillen jüdischen Geldspeculationen. Aber er war darin unglücklich, fiel darob zuletzt in partielle, zeitweise Geisteszerrüttung und starb, noch in voller Mannskraft, im Juni 1831 zu Wien.

Zur Erläuterung der hiebei unterwaltenden, für Tyrol und die Schweiz, (literarisch und politisch) nicht unbedeutend und folgenlos gebliebenen Relationen, mögen nachstehende Briefe Johannes Müller's an den Erzherzog Johann, aus der längst gedruckten Sammlung als Beitrag dienen: —

Müller an den (damals in Tyrol befindlichen) Erzherzog, d. d. Wien, 20. Oct. 1801.

Le jeune Baron d'Hormayr d'Innsbrouc est beaucoup chez moi, c'est un jeune homme qui à la plus grande application (le moyen âge de sa patrie en fut l'objet jusqu'ici) réunit une sagacité et

une vivacité étonnante et d'excellens principes et qui montrera un jour beaucoup de valeur dans les affaires de sa patrie.

23. Sept. 1801.

La très gracieuse lettre de V. A. R. au sujet du Pinzgau et du Glerthal m'a fait beaucoup de plaisir. J'espère de voir un jour ces peuplades heureuses et je fais beaucoup des voeux pour leur bien. Mais la seconde lettre qu'on m'apporte en ce moment a un intérêt majeur pour l'historien des ligues Suisses. Je ne puis exprimer à V. A. R. combien je suis charmé de la constance de ses points de vue, de son application indéfatigable et de voir l'intérêt touchant qu'Elle prend à mon pays et à mes recherches. Ce n'est pas, croyez le Monseigneur, la principale, mais c'est bien une des raisons, qui me font attendre son retour avec impatience. Tandis qu'en Tirol Elle s'occupe de la Suisse, je fais ici des extraits de plusieurs centaines des documens sur le Tirol, dont le jeune Baron Hormayr m'a communiqué des copies. J'ai repris mes études depuis le départ de mon frère; je vis comme un hermite, d'autant plus volontiers que les agitations, qui ont eu lieu ici pour la nouvelle organisation de l'administration des affaires, rendent le parti du silence le plus sûr etc. —

À. S. A. R. Monseigneur l'Archiduc Jean d'Autriche.

Monseigneur!

Je comptois d'achever aujourd'hui Vos remarques excellentes sur la guerre 1499, mais comme je n'en suis pars sûr encore, je fais ces lignes pour une chose, qui me tient à coeur. C'est que je ne désire rien plus vivement que de voir V. A. R. gagner tous les coeurs autant que le mien. Pour cela Elle doit connoître ceux qui viennent se présenter, quand sur tout ce sont des gens importans. *Le Baron Hormayr,* qui viendra ce matin à dix heures est l'homme qui, j'en suis sûr, jouera avec le tems et peut-être dans peu, un des principales rôles dans le Tirol. Il le connoît historiquement, géographiquement et moralement, comme personne, surtout depuis qu'il s'est distingué dans la dernière défense. Il a une haute idée de V. A. R., de son amour pour le Tirol, de ce qu'Elle pourra faire un jour. Comme il

est très sensible, il Lui sera tout dévoué, si Elle le reçoit bien, c'est à dire, si Elle s'entretient avec lui et lui donne occasion de parler à Elle du Tirol. Il désire d'être recommandé au gouverneur*). V. A. R. le fera ou ne le fera pas, selon le pied, sur lequel Elle est avec le gouverneur, mais toujours Elle peut lui témoigner en termes généraux beaucoup d'intérêt qui l'attachera. Son génie n'a pas échappé à Fassbender, il l'a fait travailler et je souhaite d'autant plus, qu'il ait à se louer de la réception de V. A. R. pour diverses raisons. Ce n'est pas à cause de lui, que j'écris ce billet à V. A. R., mais pour le vif désir, que j'ai qu'Elle soit jugée, comme Elle le mérite surtout de tous les hommes marquans dans le pays, auxquels Elle s'intéresse tant. C'est une suite naturelle du dévouement vraiment cordial, avec lequel je suis à Elle pour la vie etc.

Le 20. Déc. 1801. J. Müller.

Aus einem Briefe Müllers vom 21. Dec. 1801.

Hormayr est tout de suite venu chez moi, pénétré, touché du gracieux accueil, que V. A. R. lui a fait. Elle a fait la conquête de son coeur, il sera à Elle; car il étoit à la fois enchanté de la nature de Vos questions, et de Vos réflexions judicieuses. Enfin cela a réussi, précisément comme je le désirois, j'ai eu cette nouvelle preuve, combien Elle sait gagner les coeurs et s'emparer de gens, qui ont du talent pour sentir ce qui est en Elle.

P. S. Il a fallu donner à Hormayr un des portraits, il étoit si enchanté de l'Original.

Die ewig denkwürdige, gefahrenreiche Epoche vom 1. Dec. 1812 bis 1. Aug. 1813 hat wichtige Quellen in des Cabinetssecretärs Fain Manuscript von 1812 und 1813, namentlich in den leider sehr lückenhaften Berichten des Botschafters Otto in Wien, des Grafen Saint Marsan in Berlin, des Fürsten Schwarzenberg, der Grafen Bubna und Narbonne, — ferners in Mr. de Montvéran sur l'Angleterre, in den Memoires von Caulaincourt, Savary, Pradt,

*) Hormayr suchte damals, an der Stelle des nach Wien versetzten Gaßler, Archivar in Innsbruck zu werden.

Bourienne, in der classischen Serie der Correspondenzen und Memoires der Kaiserzeit, der Dictaten und Tagebücher von S. Helena rc. Aber namentlich von deutscher Seite ist noch viel zu wenig geschehen zur Würdigung manches falschen Schimmers, wie manches unbekannten oder unterdrückten Verdienstes, damit die Geschichte nicht Schönfärberei, nicht (wie Bonaparte sie schalt, dennoch aber noch auf S. Helena unermüdet im nämlichen Täuschungs- und Lügengeiste fortfuhr) eine fable convenue sey und auf daß: eo magis socordiam eorum irridere liceat, qui praesenti potentia extingui posse credunt etiam sequentis aevi memoriam! — Nicht befangener Räsonnements, schmeichlerischer oder erdichteter Schilderungen, dialektischer, (das *post* hoc, das *praeter* hoc immer in ein *per* hoc und *propter* hoc verwandelnder) Taschenspielerkünste bedürfen die Nachkommen, sondern Materialien, die ohne Zunge reden, wenn auch selbst die Urkunden allzuhäufig den Mann nicht wie er war, sondern wie er sich eben geben, wie er scheinen wollte, — die Begebenheit, nicht wie sie wirklich geschehen, sondern also darstellen, wie sie an sich selbst und zum Ruhm, oder zur Verkleinerung der Theilnehmer auf die Zeitgenossen wirken sollte. —

* * *

Sehr merkwürdig ist der Puls der deutschen, ja der englischen Zeitungen über die damalige Gesinnung Österreichs (Mitte December 1812 bis Ende März 1813). — Das Morning Chronicle vom Neujahr 1813 spottet über die Sendung „eines Schuljungen nach Wien (Walpoles) in der thörichten Hoffnung, Österreich zu gewinnen und vom politischen und Familienbunde mit Frankreich abzureißen." — Der westphälische Moniteur Nro. 36 vom 5. Februar und nach ihm der Moniteur und Cotta's allg. Zeitung lieferten den Brief des Marchese Julius Litta an die vielgeliebte, einstweilen von Wien nach Preßburg weggewiesene Fürstin Bagration. — Die zahmen und furchtsamen österreichischen Blätter gaben am 9. Februar eine vom obersten Kanzler, Grafen Alois Ugarte, erlassene Kundmachung wegen Verstärkung der Militärmacht und eines Cordons zur Erhaltung des Friedens. — Tages darauf meldeten sie das Abgehen des Generalquartiermeisters, Grafen Radetzky, zur Armee nach Böhmen, bei welcher speciell der General Richter (ein Schwiegersohn des von Marengo bekannten Zach) unter Duca dem Generalstabe

verstehen sollte. — Am 17. Februar wurde die pacificatorische Sendung Wessenberg's nach London und Lebzeltern's in das russisch-preußische Heerlager erwähnt. — Die gazette de France rühmte unter'm 3. Februar die Verhaftung Justus Gruner's und der englisch-russischen und Jugendbunds-Agenten überhaupt. — Der Moniteur machte sich lustig „über die unsinnige, verbrecherische Hoffnung, Österreich von Frankreich zu trennen? — Aus was für Motiven denn die heiligen Bande „der Verwandtschaft und der Verträge, die Bande der Natur und „der Redlichkeit zerrissen werden dürften??" — Darauf folgte sogleich ein drohender Rückblick auf Österreichs Finanzlage und auf die nicht so leicht zu vergessende Züchtigung von 1805. — Tages darauf enthielten die Pariser Zeitschriften im Verfolge ihrer Philippiken gegen die sogenannte Verrätherei und den Abfall des Generals York, sehr bittere Ausfälle auf den in Preußen sich regenden Volksgeist und namentlich auf die sogenannten Volksrepräsentanten in Königsberg und jetzt auch in Breslau.

Nro. 80 vom 21. März 1813 der allg. Zeitung erzählt in höchst pikanter Weise die nächtliche Verhaftung des „auch als Geschichtsforscher berühmten" Hofrathes und Staatsarchivs-Directors, Joseph Freyherrn von Hormayr, des Appellationsrathes Schneider, des Kreishauptmanns von Roschmann, mit dem Beisatze: — „da sie ihre Handschriften nicht läugnen konnten, so war Untersuchung und Verurtheilung, die Sache eines halben Tages." — Unverschämte Lüge, wie sie nur von der Wiener-Naderer- und Blaumeisen-Hierarchie ausgehen kann, deren damaliges düsteres Franz-Blau jetzt zwar immer mehr in bleu *mourant* übergeht! — Als ob bei diesem tumultuarischen Staatsstreich, bei dieser polizeilichen Mystification, je von irgend einem Gehör, je von einer Untersuchung, je von Urtheil und Recht, auch nur einen Augenblick die Rede gewesen wäre? — vor oder nachher, denn noch durch anderthalb Jahrzehende später, bis in den October 1828 stand Hormayr in österreichischen Diensten, und trat dann erst in bayerische über. — Der treffliche Schneider starb im July 1820 an gebrochenem Herzen. — Roschmann war zwar nicht verlebt, aber in des herrlichen Wiens öffentlicher Meinung gestorben und verdorben. Alles, bis auf wenige Freunde seiner Frau, mied und floh ihn. Wenn er dem Erzherzog Johann oder seinem Jugendfreund Hormayr zufällig begegnete, riß er von weitem aus und floh in eine andere Gasse, barg sich in ein nahes Haus. —

dieselbe Zeitung bestimmte, um auch darin zu lügen, Ollmütz als Aufenthalt dieser Staatsgefangenen, nicht Munkatsch oder Brünn.

Nro. 84 vom 26. März desselben Blattes meldet: „die Verfolgung der Sache habe keine weitere Ausdehnung erhalten. Der Kronprinz Ludwig von Bayern sey nun wieder nach Innsbruck zurückgekehrt. — Am ersten April wurde gerühmt, wie der nach Paris reisende Fürst Karl Schwarzenberg durch den Grafen Zeppelin in Stuttgart beim Könige Friedrich (Bonaparte's thätigstem und trefflichstem Kundschafter) eingeführt worden sey, und demselben die beruhigendsten Nachrichten über die unzertrennliche Allianz der beyden Kaiserhöfe gegeben habe.

Unter'm 12. April Nro. 101 meldete die A. Z. gar mitleidig und herzig; „den schuldlosen Frauen der zur Festung verurtheilten Staatsgefangenen seyen angemessene Gnadengehalte ausgeworfen worden, da sie durch den Dienst- und Besoldungs-Verlust ihrer Ehemänner sich in größter Noth gesehen hätten."

Unendlich lächerlich, besonders in Hinsicht auf Roschmann. Überhaupt ging in ihren Dienst- und Besoldungs-Verhältnissen nicht die allergeringste Änderung vor, ja sie waren sogar Staatsgefangene mit Diäten und die Frauen bezogen den stehenden Gehalt.

Nro. 111 vom 21. April kündigte an: — Das in Umlaufsetzen strafbarer Schriften würde ohne alles Ansehen der Person auf's strengste bestraft werden (es waren nämlich die russisch-preußischen Bulletins, Siegesberichte, Aufrufe an das deutsche Volk ꝛc. durch mehrere Personen des höchsten Ranges in Circulation gesetzt worden). — Inzwischen war man schon viel zu tief in das englisch-russisch-preußische Unterhandlungs-Gewässer hineingerathen und der feste Grund war mehr und mehr verloren. Am 16. April war das neue Finanz-Patent erschienen, das frühere umgestoßen, — der Zertrümmerer zahlloser Existenzen, Joseph Graf von Wallis, trat aus dem Finanzministerium und hatte die complete Nullität des bereits erwähnten obersten Kanzlers Grafen Ugarte zum Lückenbüßer und einstweiligen Nachfolger.

Das Räthsel zu erklären, warum Anfangs Juny, gleich nach dem Waffenstillstande, Roschmann nicht nur aus seinem Versteck hervorgeholt, sondern mit Auszeichnung, Orden und mit der wichtigen Sendung nach Tyrol beauftragt wurde, während Hormayr und Schneider noch fast ein Jahr, ungehört und unverurtheilt, in Brünn verhaftet blie-

ben, gab sich weiter Niemand die Mühe, und nur in der geistesverwandten gazette de France machte ein trockener und sehr verlegener Pilatus-Artikel dessen oberflächliche Erwähnung. — Man war jetzt aus dem Groben heraus — und — minima non curat praetor! —

Billig kann man fragen, wie eine so dürftige und so scurrile Figur wie des alten Roschmann und ein solches Knallsilber wie sein Sohn, einer so edeln Hochgestalt wie des Erzherzogs Johann so sehr nahen durften??

Abgesehen davon, daß trotz des herrlichen Nationalcharacters der Österreicher und par excellence der Wiener, die Hypokrisie dort immer Gläubige gefunden hat, daß selbst bei der großen Theresia, Convertiten und Andächtler, die mit ausgespannten Armen oder auf dem Gesichte liegend, sich ihrem Oratorium gegenüber recht in Evidenz gesetzt oder Gebetbücher fabricirt hatten, eine gemähte Wiese fanden, wußten diese zwei höchst unpoetischen Personen, gar gute Gelegenheit, sich untrennbar an einen höchst poetischen Augenblick zu knüpfen, nämlich an des Erzherzogs Johann Abschied aus Tyrol und an sein Versprechen wieder zu kommen und es wieder zu erobern, wie er in seinem Proclam vom 9. April 1809 also aussprach:

„Tyroler! Ich bin da, das Wort zu lösen, das ich euch am 4. November 1805 gab: „daß gewiß die Zeit kommen werde, wo „mir das hohe Vergnügen zu Theile werden wird, mich „wieder mit und unter euch zu befinden."

„Gedenket auch ihr der Worte, die ihr in eben jener bittern Abschieds-„stunde, die ihr noch zu Störzing und Brunecken zu mir gesprochen habt, die mein Trost gewesen sind, und meine Hoffnung und die „nicht durch meine noch eure Schuld, sondern nur durch anderwärtige, „beispiellose Unfälle, nicht gleich damals in Erfüllung gegangen sind."

Hierauf folgt die Darstellung der bedingten Abtretung, der Garantie der Verfassung, ihrer Verletzung und der bonapartischen Vergewaltigungen, Tausende von Deutschen zur blutigen Unterjochung des annoch freien Europa auf die Schlachtbank zu schleppen. Dann schließt der Aufruf:

„Im Hochgefühle unserer treu vereinigten Kraft, im Hochgefühle „der allergerechtesten Sache, für welche jemals ein Schwert entblößt „worden ist, pflanze ich wieder den österreichischen Adler in die tyrolische Erde, in welcher die Gebeine so vieler meiner glorwürdigen „Ahnherrn ruhen!"

„In diesem Hochgefühle rufe ich — in dieses alte, uns geraubte Ei-
„genthum Habsburg wiederkehrend — wie vor 393 Jahren jener Her-
„zog Friedrich die Wiedergeburt der vier Stände hiemit feyerlich
„aus, und rufe Adel und Prälaten, Bürger und Bauern wie-
„der zu den Füßen jenes Thrones, welcher für sie allzeit ein Ort des Tro-
„stes und der Hülfe gewesen ist."

Des Erzherzogs Axiom: Tyrol, abgesehen vom übrigen Loose des Krieges, ja selbst wenn Wien dem Feinde zur Beute fiele, als eine selbstständige Festung bis auf den letzten Blutstropfen zu vertheidigen, und sein wiederholtes Versprechen, es nie zu verlassen, hielten 1805 und 1809 nur ein paar Tage vor. Die wiederholten Befehle des Erzherzogs Carl nöthigten 1805 den Erzherzog Johann zur Vereinigung mit ihm und zur Verlassung Tyrols. — Der ältere Roschmann war Kreishauptmann des Wippthales und des Pusterthales, durch welche der Zug ging. Er war zwar nicht virtuell, aber doch nominell, eine Hauptperson bey jenen Abschiedsconferenzen in Störzing und vorzüglich in Bruneken; wo der Sandwirth Andreas Hofer aus Passeyr und die meisten Häupter der vier Jahre späteren Insurrection vom geliebten Erzherzog den schmerzlichsten Abschied nahmen! Vater und Sohn Roschmann begleiteten ihn bis an die Landesgränze nach Lienz und begaben sich, da sie bei der neuen bayerischen Regierung mageren Beifall fanden, sehr zeitlich nach Wien, um Anstellung in Österreich zu suchen, die ihnen auch durch des Erzherzogs wärmste Verwendung alsbald zu Theile ward. Sie unterließen auch nicht, die rührende Wirklichkeit des Abschiedes fort und fort an das verführerische Luftbild der Wiederkehr anzuknüpfen, und sich als Opfer einer unbegränzten Anhänglichkeit hinzustellen, die natürlich bei der neuen Regierung keine Gnade, sondern nur Widerwillen und Argwohn habe finden können.

Die noch viel feyerlicher als 1805 gegebenen und noch viel schmerzlicher gebrochenen Verheißungen von 1809 hatten (verbunden mit den höchst problematischen Beschuldigungen des Schlachtberichtes von Wagram) den Erzherzog Johann aus seinem Hauptquartier Körmend in einem Zustande nach Wien zurückkehren lassen, etwa wie Friedrich den Schönen aus der dreyjährigen Kerkersnacht auf der Trausnitz. — Der unwillkürliche Treubruch und der viele daraus hervorgehende Jammer verfolgten ihn wie ein Gespenst, und wie oft hatte er, in einsamen Stunden, die Augen voll

Thränen, ohne daß seine Umgebung (bis vielleicht auf Einen oder Zwey) ahnete, warum? — Nach dem Gottesgericht in Rußland beseelte ihn kein anderer Gedanke, als durch die völligste Aufopferung seiner Person zu bewähren, daß jene Worte keine Trugworte gewesen, sondern nur unter den zermalmenden Schlägen einer bleiernen Nothwendigkeit gebrochen seyen! —

Selbst in Wiens weltberühmter und nebst der Diplomatie*), alljährlich so viele Tausende verschlingender Naderer-Hierarchie, die einst sogar der sardinischen, der neapolitanischen und der französischen Villele's, so wie den Carlisten in Spanien und besonders den Miguelisten in Portugal alliirt und überaus milde war, fühlte man doch einige Schaam über das oben erwähnte gesetz- und rechtswidrige, höchst tumultuarische Verfahren und über eine, Jahr und Tag andauernde Freiheits-Beraubung ohne Urtheil und Recht, ja ohne Gehör, zu irgend einer Zeit vor oder nachher, insonderheit schnurstracks gegen den §. 278 des Criminalgesetzbuches, gegen Verleitung zum Verbrechen und Steigerung desselben (hervorgerufen durch den Schrey des allgemeinen Unwillens über die Thugutisch-Sauranischen faux frères und agens provocateurs-Taschenspielerkünste in der Jakobiner-Riecherey von 1794—95, namentlich in der ungarischen sogenannten Verschwörung des Abtes Martinovits). — Als Roschmann Ende Juni, wie gesagt, aus seinem Versteck hervortrat, als, statt daß er an's Kreutz gehängt worden, ein Kreutz an ihn gehängt wurde, und Er als bevollmächtigter Hofcommissär nach Tyrol beordert, gleich als eine puissance auftrat, fand die Polizei doch eine neue Justiz-Comödie für nöthig, dem biedern Wiener einen Gerechtigkeits-Sand in die Augen zu streuen, (Justitia regnorum fundamentum, war ja die Devise des Kaisers Franz!!) mußte der Polizeycommissär, nachmals Hofrath, Anton von Vogl, zwey vertraute Archivsbeamte Hormayr's, den geheimen Archivar Knechtel und den Archivs-Officialen Andreas Delitsch, dann einige Tyroler, Eusebio Szlucha, Eisenstecken, Parbatscher ꝛc. über vorhinein gegebene Fragepunkte, hinsichtlich dieser gewaltigen Conspira-

*) Man vergleiche einmal den Staatsschematismus von 1802—5, wo die Monarchie ebensogroß war als jetzt, und jenen von 1843, die Diplomatie unter Thugut und Louis Cobenzl, die offne und geheime Polizey unter Pergen und Summerau, mit jetzt, so muß man glauben, Österreich habe sich seit dem Pariser-Frieden ebenso ungeheuer vergrößert als Rußland?? —

tion und des „Königreiches Rhätien" für den Erzherzog Johann umständlich verhören. — Sie antworteten mit Lachen, weil Jedermann das jämmerliche Gaukelspiel durchschaute, und weil Jedermann, als Hormayr und Schneider, die doch 1809 Leib und Leben drangesetzt hatten, über Jahr und Tag der Freiheit, ungehört, beraubt blieben, die polizeyliche Mystification ahnte und jenen scheußlichen, jedem Ministerdespotism Thüre und Thor öffnenden Gewaltstreich mit Händen griff, der die aufopferndsten Patrioten nicht bloß auf Jahr und Tag, sondern in irgend einer ungrischen oder slavonischen oubliette auf immer hätte lebendig begraben können, um aller Verlegenheit oder aller Satisfaction überhoben zu seyn.

Im März 1842 enthielten alle deutschen Blätter die nachstehenden Zeilen: — „Das Intelligenzblatt der Augsburger Allgemeinen Zeitung Nro. 75. vom 16. März enthält eine von der k. k. Hofraths-Witwe von Roschmann unterzeichnete, undatirte Erklärung gegen die, bei der äußersten Dürftigkeit unserer deutschen Memoiren-Litteratur, so schnell vergriffenen „Lebensbilder aus dem Befreiungskriege." — Die Erklärung behauptet nach einem unverständlichen (gerade hier höchst unglücklich angebrachten), Galimathias über die „Treue": — „der Verfasser oder Herausgeber der Lebensbilder könne kein ächter Edelmann seyn, da er mit der Entwirrung jener, so lange verschleierten Verwickelung erst jetzt hervorträte, da Herr von Roschmann schon lange im Grabe ruhe und sich nicht mehr vertheidigen könne!!"

„Einem Manne wäre es keineswegs erlaubt, über alle respectiven politischen, persönlichen und Censurs-Motive in solch' unglaublicher Unwissenheit zu stehen, oder vielmehr diese Unwissenheit, aus guten Gründen, auf's naivste zu affectiren. Es war damals das Geheimniß der Sperlinge auf den Dächern, daß ein gesetzliches Gehör, daß eine Gegenüberstellung des noch viele Jahre lebenden Herrn von Roschmann, daß jede Möglichkeit einer Vertheidigung rund abgeschnitten ward, unter scharfer Androhung einer sofortigen „Verschlimmerung des Schicksals." — Übrigens weiß jeder unterrichtete Wiener Journalleser, wie seit 27 Jahren von den: „Zügen aus dem Leben deutscher Männer" (1815) bis fast auf alle und jede, den Tyroler-Krieg berührenden Schriften und Taschenbücher, die unumwundensten Äußerungen über des Herrn von Roschmann damaliges Thun, trotz Ge-

fahr und Drohung, sich gleichwohl an's Licht drängten, daß das treue species facti in unzähligen Abschriften circulirte, ja daß bei den absoluten Censurs-Unmöglichkeiten, das ganze verworrene Gewebe schon vor 20 Jahren, wenigstens im romantischen Gewande nackt und bloß gegeben stand. — In der Novelle: „Die Kreuzspinne", erkannte jeder Caffeehauspolitiker Wiens den Anton von Roschmann augenblicklich in dem Antonio Barbo! — Nach dreißig Jahren schweigen die Leidenschaften. Alle Interessen haben sich verändert und gerade dann tritt die Historie in ihr unverwesliches Anrecht. Die Lebensbilder fanden bisher zahlreiche Leser unter den Geschichtsfreunden. Die fragliche Erklärung wird auch die deutschen Rechtsgelehrten auf den seltenen Fall aufmerksam machen, in besonderem Hinblick auf §. 278. des mit Recht gepriesenen österreichischen Crim.-Gesetzbuches. — Wer Andere lebendig begrub, hat billig auch im Grabe keine Ruhe vor der Wahrheit, die nicht stirbt: quo magis (sprach Tacitus) socordiam eorum irridere licet, qui praesenti potentia extingui posse credunt etiam sequentis aevi memoriam — oder wie die guten alten Deutschen ihren Kindern unaufhörlich vorhielten: „Ehrlich währt am längsten!" — und — „Nichts ist so fein gesponnen, es kömmt doch an die Sonnen!" —

55.

Schreiben des österreichischen Polizeiministeriums an den k. k. Hofrath und Director des geheimen Staatsarchives, Freiherrn von Hormayr.

I.

Hochwohlgeborner Freiherr!

Empfangen Eure Hochwohlgeboren für das mir bestimmte Exemplar Ihres österreichischen Plutarchs meinen wärmsten und lebhaftesten Dank. — Sie haben durch dieses National-Werk Ihren Ruhm als Gelehrter und als Patriot für Gegenwart und Zukunft fest gegründet und um die regierende Dynastie, wie um das Vaterland, ein Verdienst sich erworben, das auch von den Nachkommen erkannt werden wird.

Mit ebenso viel Vergnügen als Theilnahme bemerkte ich seit Jahren schon den Einfluß, welchen sowohl diese, als Ihre übrigen meisterhaften historischen Darstellungen auf die Richtung des Geschmacks der Lesewelt und selbst auf die allgemeine Stimmung in Perioden der Gefahr genommen hatten und es würde mir eine Angelegenheit des Herzens und der Pflicht seyn, Sie zum Fortschreiten auf der so ehrenvoll betretenen Bahn zu ermuntern, wenn es bei Ihrem lebendigen Sinn für alles Gute und Große und für Alles, was dem Vaterlande frommen kann, annoch irgend einer Ermunterung bedürfen könnte.

Ich habe die Ehre, mit ausgezeichneter Hochachtung zu verharren:

Eurer Hochwohlgeboren

gehorsamster Diener

Wien, den 14. August 1812. Hager.

II.

Hochwohlgeborner Freiherr!

Die umständliche Schilderung der Volksstimmung in Tyrol, Vorarlberg und der Schweiz, mit welcher mich Ew. Hochwohlgeboren unter dem 31. Juli d. J. zu beehren beliebten, habe ich der Wichtigkeit des Gegenstandes wegen Sr. Majestät vor Augen gelegt.

Allerhöchstdieselben geruhten mittelst allerhöchster Entschließung vom 13. dieses aus Guttenbrunn diese interessante Darstellung zur Wissenschaft zu nehmen und mir zugleich zu bedeuten, daß unter Beobachtung der strengsten Vorsicht und Behutsamkeit und mit sorgfältiger Vermeidung alles dessen, wodurch Se. Majestät oder die öffentliche Administration auf irgend eine Art compromittirt oder der bayerische Generalcommissär Graf Reisach zu etwas Pflichtwidrigem*) verleitet werden könnte, die Ausführung des von Ew. Hochwohlgeboren geäußerten Wunsches, eine vertraute Verbindung mit demselben anzuknüpfen, um durch ihn über die Lage und die Gesinnungen des Münchener Hofes Notizen zu erhalten, keinem Anstande unterliege.

Ich gebe mir die Ehre, Eure Hochwohlgeboren hiervon in Kenntniß zu setzen, indem ich mir seiner Zeit die gefällige Mittheilung dessen erbitte, was Sie auf diesem Wege in Erfahrung bringen dürften.

Ich habe die Ehre, mit vorzüglichster Hochachtung zu verharren:

Ew. Hochwohlgeboren

in Abwesenheit Sr. Excellenz des Herrn Vicepräsidenten gehorsamster Diener

Wien, am 17. Sept. 1812. Ratoliska.

*) Welche Heuchelei, da die Regierung wohl wußte, daß Graf Reisach bereits 1809 in höchst nützlichem Einvernehmen stand, da sie durch den österreichischen Gesandten in Bern, von Schraut, durch die Schweizer Häuser Zerleder, Zellweger und Delille vom Mai bis in den Novbr. bedeutende Summen ausgelegt hatte, wegen Connivirung zur Debauchirung vieler tausend Kriegsgefangener, zur Erleichterung der Tyroler Streifzüge bis in's Herz von Schwaben, dann wegen zeitiger und richtiger Kundschaften über des Feindes Stärke und Bewegungen, später endlich wegen der Rettung verschiedener gefangener Parteihäupter, insonderheit des Appellationsrathes Schneider. — Es war der nachmals in München verstorbene Legationssecretär Wolff, ein Schützling von Schraut,

III.

Dem bayerischen Hofe liegt sehr daran, genau zu wissen, ob zwischen den kriegführenden Mächten, Frankreich, Österreich, Rußland und England Friedensnegociationen, in welcher Tendenz und mit welchem Erfolge Statt haben?

Der hiesige bayerische Legationsrath . . . hat in Abwesenheit des Gesandten, Grafen Rechberg, die positive Weisung erhalten, alle Mittel, selbst Bestechung anzuwenden, um hierüber sichere Notizen zu erlangen.

In dieser Hinsicht erlaube ich mir, die rühmliche Willfährigkeit Eurer Hochwohlgeboren mit der Bitte in Anspruch zu nehmen, daß Sie mein diesfälliges Bestreben durch Ihre eigenen, scharfsichtigen Nachforschungen zu unterstützen und mir nähere Winke zu ertheilen belieben wollen, an welche Personen er sich deshalb anschließen und bei welchen er etwa gar Bestechungsversuche wagen dürfte?

Ich habe die Ehre, mit vorzüglichster Hochachtung zu seyn:

Ew. Hochwohlgeboren

gehorsamster Diener

Wien, am 6. Nov. 1812. Hager.

IV.

Die dermaligen politischen Verhältnisse machen es allerdings erwünschlich, von der Volksstimmung in Tyrol, Vorarlberg und der Schweiz auf's Genaueste unterrichtet zu seyn. — Ew. Hochwohlgeboren haben mir so viele Beweise Ihrer Willfährigkeit gegeben und mir vorzüglich über diesen Gegenstand früher von Zeit zu Zeit so wichtige Notizen verschafft, daß ich mir auch in diesem Falle erlaube, Ihre Güte und Ihren stets regen Eifer zur Beförderung des Allerhöchsten Dienstes in Anspruch zu nehmen und Ew. Hochwohlgeboren zu bitten, mir dasjenige mittheilen zu wollen, was Ihnen über den Volksgeist, die Wünsche und Hoffnungen in diesen Ländern, dann die allenfallsigen Einwirkungen fremder Mächte auf ihre Opinion seit Kurzem, namentlich seit den von der französischen Armee in Rußland erlittenen Unfällen zur Kenntniß gebracht seyn dürfte.

der sich vorzüglich dem Verkehr mit Reisach nach höherem Befehl unter commerciellen Addressen und Firmen unterzog.

Ich habe die Ehre, mit vorzüglicher Hochachtung zu sagen:

Ew. Hochwohlgeboren

gehorsamer Diener

Wien, am 10. Janr. 1813. Hager.

V.

Mein Schreiben vom 10. d. M. war schon abgelaufen, als ich am nämlichen Tage die Erledigung meines allerunterthänigsten Vortrages, womit ich die Darstellung Eurer Hochwohlgeboren vom 28. Nov. v. J. über die Lage und die Wünsche der Tyroler und Vorarlberger der a. h. Einsicht unterzog, von Sr. Majestät den gnädigsten Auftrag erhielt, Ew. Hochwohlgeboren anzuweisen, daß Sie mit Einreichung Ihrer diesfälligen Notizen und Wahrnehmungen von Zeit zu Zeit fortfahren möchten.

Ich habe die Ehre, Ew. Hochwohlgeboren hiervon nachträglich in Kenntniß zu setzen und zugleich mit besonderer Hochachtung zu verharren:

Ew. Hochwohlgeboren

gehorsamer Diener

Wien, am 12. Jänner 1813. Hager.

VI.

Ich werde Ew. Hochwohlgeboren einen vorzüglichen Dank wissen, wenn es Ihnen gefällig seyn wird, durch die Ihnen zu Gebote stehenden Canäle über das französische Observations-Corps, das bei Verona zusammengezogen werden soll, und überhaupt über den Umfang und Gehalt der Truppen-Bewegungen, welche in Illyrien und Italien Statt haben dürften, verlässige Auskünfte einzuholen und mir von Zeit zu Zeit an Handen zu geben.

Ich habe die Ehre, mit besonderer Hochachtung zu geharren:

Ew. Hochwohlgeboren

gehorsamer Diener

Wien, am 14. Febr. 1813. Hager.

VII.

Sie sind meinem Ansinnen vom 14. Febr. hinsichtlich der französischen Truppenbewegungen in Illyrien und Oberitalien, des bereits ange-

sagten Durchzuges des Corps von Grenier durch Tyrol, der hierauf gegründeten Rekrutirung und Steuereinhebung und hiedurch bedenklich und dringend gewordenen Volksstimmung daselbst, mit gewohntem Eifer, aber auch mit solcher Vollständigkeit entgegengekommen, daß hieraus in der That ein Gegenstand der sorgfältigsten Beobachtung hervortritt.

Indem ich Sie angelegenst ersuche, mit diesen wichtigen Mittheilungen von Zeit zu Zeit fortzufahren und hiedurch Ihre Anhänglichkeit an die Allerhöchsten Interessen neuerdings zu bewähren, habe ich die Ehre, mit vorzüglicher Hochachtung zu geharren:

Ew. Hochwohlgeboren

gehorsamer Diener

Wien, am 26. Febr. 1813. Hager.

VIII.

Sie haben mir so viele und so wichtige Beweise Ihrer Sachkenntniß, Ihrer außerordentlichen Thätigkeit und Ihrer weitverzweigten Verbindungen gegeben, daß ich nicht umhin kann, Ihnen einerseits den lebhaftesten Dank hiefür zu bezeugen, als Sie andererseits wiederholt zur größten Wachsamkeit und Umsicht in diesen Dingen aufzufordern. Es ist rein unmöglich, Instructionen darüber für alle möglichen Fälle zu ertheilen und gewiß werden Sie diesfalls, (ohne daß ich jedoch davon nähere Kenntniß habe) auch vom Cabinet aus, zur angestrengtesten Klugheit und Rückhaltung angewiesen seyn, damit, wie ich schon in meiner Zuschrift vom 17. Sept. mich auszusprechen die Ehre hatte, in so kritischen und zweifelhaften Umständen weder unsere Regierung, noch viel weniger aber die Person Seiner Majestät compromittirt werde, wovon die unangenehmen Folgen leicht von selbst zu beurtheilen sind. — Ich habe die Ehre, mit ganz besonderer Hochachtung zu geharren:

Ew. Hochwohlgeboren

gehorsamer Diener

Wien, den 2. März 1813. Hager.

Berichtigungen.

S. 24 am Ende: — Hier war die Rubricirung beigefügt:

(Most Secret.)

Memoir

on the new military system to be adopted by Austria with a View to the f following events

1) A sincere and permanent alliance between Austria and France;

2) A mere treaty, without ours stipulations for the benefit of Austria;

3) A treacherous Alliance, with a view to the final subjugation of Austria

4) The death of Bonaparte.

Seite 63 Zeile 11 von oben l. Erneste statt Este.

